

UNIVERSITE DE BORDEAUX
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE
BORDEAUX
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE DE BORDEAUX
CEAN - Centre d'Etude d'Afrique Noire

**LES REBELLIONS TOUAREGUES DU NIGER :
COMBATTANTS, MOBILISATIONS ET CULTURE POLITIQUE**

Thèse pour le Doctorat en Science politique

Sous la direction de M. Christian COULON

Présentée et soutenue publiquement par

Frédéric DEYCARD

Le 12 janvier 2011

Membres du jury :

M. Christian COULON, Professeur émérite, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux,
Directeur de thèse.

M. Pierre-Marie DECOUDRAS, Professeur, Université de la Réunion, *rapporteur*.

M. Francisco LETAMENDIA, Professeur, Université de Pays Basque, Bilbao, *rapporteur*.

M. Hervé MAUPEU, Maître de conférences, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

M. René OTAYEK, Directeur de recherche CNRS, Institut d'études politiques de Bordeaux –
CEAN.

Mme Céline THIRIOT, Maître de conférences, Institut d'études politiques de Bordeaux.

REMERCIEMENTS

Alors que j'achève ce travail, rien ne me semble plus important à l'écriture d'une thèse que le soutien des autres, la confiance en soi et la voix qui rappelle, dans les moments difficiles, que l'on n'est pas seul à se poser des questions et à chercher des réponses.

Ma reconnaissance va bien au-delà des quelques mots qui suivent. Je voudrais cependant remercier ici tous ceux qui m'ont accompagné, d'une manière ou d'une autre, au cours de cette recherche, et ont apporté ces regards multiples qui ont été nécessaires à l'élaboration de ce travail. On dit souvent qu'une thèse de doctorat est une œuvre solitaire. Il est vrai que l'on peut se sentir parfois bien seul et douter de soi. Mais il faut dire à quel point elle est aussi une aventure collective. Si je porte la seule responsabilité de ses éventuels errements, je voudrais partager humblement ses quelques réussites.

Christian Coulon, tout d'abord, a su au cours de ces années distiller avec bienveillance les conseils et la sérénité qui m'ont permis de présenter ce travail aujourd'hui. Je le remercie de sa sagesse, de ses paroles et de sa patience.

Au Centre d'Etude d'Etude d'Afrique Noire, je dois des remerciements particuliers à Vincent Foucher et à Christine Deslaurier, du groupe « Conflits Armés ». Ils m'ont à la fois permis de confronter mes hypothèses à des travaux innovants et de présenter mes premières conclusions. Surtout, ils ont suffisamment cru en ma recherche pour financer mon travail de terrain au Niger.

J'ai rencontré dans mon cheminement intellectuel de nombreux chercheurs qui m'ont accueilli, motivé et orienté vers des questionnements nécessaires. Parmi eux, je remercie particulièrement Yvan Guichaoua, dont les conseils de lectures et les conversations m'ont souvent replacé sur la bonne voie. Mahaman Tidjani Alou, quant à lui, m'a ouvert les portes du LASDEL lors de mon séjour à Niamey, avec beaucoup de simplicité et de chaleur.

L'écriture d'une thèse n'est cependant pas qu'affaire de recherche académique. Les rencontres, les liens noués tout au long de la route, sont autant de précieuses contributions et d'instantanés décisifs.

Au nombre de ces instants je dois une reconnaissance éternelle à la disponibilité et à l'amitié de Lætitia Baltz.

Je remercie aussi avec chaleur mes parents qui ont contribué de manière décisive à l'achèvement de ce travail. *Patti and Nick have given, at the perfect time, some of the most important encouragements and support.*

Tout au long de cette route sinueuse, j'ai eu la chance de forger de nombreuses amitiés qui me sont chères et je remercie tous ceux qui, au Niger, ont accepté de me parler, de m'héberger, de partager un thé, d'écouter et de discuter mes hypothèses en construction, parfois jusqu'au milieu de la nuit. J'espère vous rendre dans ce travail, et ailleurs, une partie de ce que vous m'avez donné. Ahmed, Ibrahim, Ghoumour, Omar, Kader, en particulier, et tous ceux que j'ai croisés depuis les premiers pas de cette recherche, merci.

Sidi et Karine, je voudrais pouvoir exprimer toute ma reconnaissance pour votre générosité et votre ouverture d'esprit.

And, of course, I thank with all of my heart Nico who always helped me to believe and to keep my eyes open.

Table des matières

INTRODUCTION	13
Première partie : Du XIXème siècle à l'indépendance. Résistances en construction.....	35
Chapitre I : Premières résistances	41
1- Indifférence, collaboration, résistance. Les Touaregs face aux colonisateurs	45
2- Représentations de la résistance, des nomades et de la liberté	61
Chapitre II : Kaocen	77
1- Evénements, ruptures, mobilisations.....	81
2- Les représentations de Kaocen.....	107
3- Conséquences et renouvellements	125
Chapitre III : Un monde en transition	137
1- L'OCRIS, les illusions et l'indépendance	143
2- Visions touarègues	153
3- Des années 1970 à la rébellion : exils et entrées en résistances.....	163
Deuxième partie : Les années 1990. Fabrication de la culture politique de rébellion.....	179
Chapitre IV : Changer le monde ?.....	183
1- « <i>Nous étions quinze dans les montagnes</i> » : formation des premiers rebelles, récits des débuts	189
2- Mobilisations, de la Libye au Niger	201
3- Comment choisir un front ?	211
Chapitre V : Les combattants	227
1- Sociologie des rebelles, des <i>Libyens</i> aux <i>Imaginaires</i>	231
2- Un capital social rebelle	245
3- Images de la rébellion	255
Chapitre VI : Après la rébellion des années 1990. Développements des cultures politiques rebelles	265
1- Les ex-combattants dans la Cité, reconfigurations post-rebelles	267
2- Itinéraires collectifs : de l'intégration à la pérennité rebelle	275
3- La rébellion au cœur de la culture, la culture au cœur de la rébellion : Musiciens, artistes et rebelles.....	285

Troisième partie : La culture politique rebelle réinventée : héritages, influences et nouvelles formes.....	301
Chapitre VII : Et maintenant ? Les mobilisations touarègues face aux nouveaux enjeux	305
1- Vers un conflit de ressources ?	309
2- La décentralisation, une impasse politique pour la rébellion ?	321
3- « Peuples autochtones », <i>tifinagh</i> et archéologie du savoir touareg : universaliser la rébellion.....	327
Chapitre VIII : Le Mouvement des Nigériens pour la Justice. Rebelles accidentels ou figures organiques de la culture politique rebelle ?.....	341
1- Renaissance d'une rébellion	345
2- Comment le MNJ a transcendé le MNJ	361
3- La fin du MNJ : questions d'avenir	375
Chapitre IX : Le miroir tendu de l'Occident	385
1- « The Art of Being Tuareg »	389
2- « <i>Desert rebel</i> »	399
3- Le retour des guerriers, reconfigurations locales en contexte international	407
CONCLUSION.....	423
ANNEXES	431
1- Programme des revendications du MNJ	431
2- CRA, Programme-cadre de la résistance	445
3- Accords de Ouagadougou 1994	465
4- Accords de Ouagadougou 1995	469
5- Chanson <i>L'éveil</i>	475
6- Chanson <i>Mano Dayak</i>	477
7- Chanson en hommage aux victimes de Tizerzeit.....	479
8- Chanson <i>Quand j'ai dépassé Akakous</i>	480
9- Musique et rébellion.....	481
10- Carte des concessions minières, Ministère de l'Energie, Niger.....	483
11- Lettre de l'ONG <i>Aghir In Man</i>	485
12- Culture, art, rébellion	489
13- Combattants	491
BIBLIOGRAPHIE.....	499



Le Niger. Principales villes et frontières.

LISTE des SIGLES

AOF	Afrique Occidentale Française
APAC	Association pour la Paix des Anciens Combattants
AQMI	Al Qaida au Maghreb Islamique
ARLNN	Armée Révolutionnaire de Libération du Nord Niger
CRA	Coordination de la Résistance Armée
CRIIRAD	Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité
FAN	Forces Armées Nationales
FAR	Front d'Action Révolutionnaire
FARS	Forces Armées Révolutionnaires du Sahara
FDR	Front Démocratique du Renouveau
FNIS	Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité
FFL	Front des Forces de Libération
FFR	Front des Forces de Redressement
FLAA	Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawagh
FLT	Front de Libération Temoust
FPLS	Front Populaire de Libération du Sahara
FPN	Front Patriotique Nigérien
GSPC	Groupe Salafiste de Prédication et de Combat
IRCAM	Institut Royal de la Culture Amazighe
MDJT	Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad
MNJ	Mouvement des Nigériens pour la Justice
MNSD	Mouvement National de la Société de Développement
MRLNN	Mouvement Révolutionnaire de Libération du Nord Niger
OCRS	Organisation Commune des Régions Sahariennes
ORA	Organisation de la Résistance Armée
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSI	Pan Sahel Initiative
PRD	Parti pour le Renouveau Démocratique
PUND	Parti pour l'Union Nationale et la Démocratie

TSCI	Trans-Sahara Counterterrorism Initiative
TSCP	Trans-Sahara Counterterrorism Partnership
UDPS	Union pour la Démocratie et le Progrès Social
UFRA	Union des Forces de la Résistance Armée

GLOSSAIRE

<i>Aggiwin</i>	Musiciens, « griots » touaregs
<i>Aghiwen</i>	Campement, regroupement de tentes (<i>ehen</i>)
<i>Akafal</i>	Forme de pillage sans règle, la moins prestigieuse, menée à l'extérieur du monde touareg
<i>Al Guitara</i>	Genre musical développé dans les années 1970, accompagné à la guitare
<i>Amenokal</i>	Chef de confédération, élu et révocable, aux fonctions d'arbitrage et de commandement
<i>Anastafidet</i>	Chef de la confédération <i>Kel Ewey</i> dans l'Aïr, arbitre des différents et gardien de l' <i>ettebel</i>
<i>Aqqa</i>	Forme de combat associée à la noblesse, encadré de nombreuses règles, opposant des adversaires égaux
<i>Asagawar</i>	Assemblée politique des fédérations de l'Aïr
<i>Awätay</i>	Année
<i>Enaden (sing. Enad)</i>	Artisans, souvent appelés « forgerons »
<i>Ettebel</i>	Tambour, symbole du commandement politique
<i>Ighawelen (sing. Aghawel)</i>	Affranchis, sous la dépendance d' <i>Imajeghen</i>
<i>Iklan (sing. Akli)</i>	Esclaves, serviles
<i>Illelen (sing. Elleli)</i>	Ensemble des hommes libres
<i>Imajeghen (sing. Imuhar)</i>	Nobles guerriers
<i>Imghad (sing. Amghid)</i>	Vassaux des <i>Imajeghen</i> , libres
<i>Ineslamen (sing. Aneslam)</i>	Lettrés musulmans
<i>Ishumars (sing. Ishumar)</i>	Chômeurs, désœuvrés, souvent exilés en Afrique du Nord
<i>Tagelmust</i>	Voile de tête masculin
<i>Tamasheq</i>	Langue des Touaregs, utilisé parfois comme synonyme de Touaregs dans l'expression <i>Kel Tamasheq</i>
<i>Tawshit</i>	Tribu, groupement de campements
<i>Tegehe</i>	Le bassin, métaphore de la confédération
<i>Temoust</i>	La communauté, l'ensemble des Touaregs

<i>Temujegha</i>	Targuité, « essence » des hommes libres (<i>Imajeghen</i>)
<i>Teshumara</i>	Culture des <i>Ishumars</i>
<i>Terkebt</i>	Forme de combat, action de guerre commise contre un adversaire plus faible
<i>Tewet</i>	Forme de combat, attaque par surprise commise contre une tribu touarègue hors de la confédération
<i>Tiherdent</i>	Luth à trois cordes. Genre musical des années 1960-1970
<i>Tifinagh</i>	Écriture et alphabet touareg
<i>Tinde</i>	Instrument de musique (mortier en bois sur lequel une peau de chèvre est tendue). Fêtes où l'on joue de cet instrument et genre musical

INTRODUCTION

Avril 1997 : malgré les premiers accords de paix de 1995, le Nord du Niger est toujours interdit aux véhicules non accompagnés du convoi militaire qui relie Tahoua à Agadez. La 504 Peugeot est partie à l'aube, évitant le convoi, et ses passagers ont rejoint Agadez, puis le massif montagneux de l'Aïr, qu'ils découvrent en compagnie de plusieurs Touaregs qui ont déposé les armes après de longues années de clandestinité commencées dans les camps d'entraînement militaire de Libye. Les détours de la piste sont l'occasion de montrer les traces de la rébellion : ici un camion militaire calciné, là des squelettes de chameaux tués par les soldats. Après plusieurs heures sur les pierres de la piste au cœur de la Réserve Intégrale de la Faune et de la Flore du Ténéré, le chauffeur, qui semblait chercher quelque chose, s'arrête. Il disparaît derrière quelques rochers, qui ressemblent à s'y méprendre à tous les rochers croisés depuis des jours, et en revient une patte d'autruche à la main. « *Celle-là, on l'a mangée en 1992, annonce-t-il. On n'avait pas mangé depuis trois jours. Je crois bien que c'était la dernière.* »

Février 2002 : à quelques kilomètres d'Agadez, une Toyota Land Cruiser s'apprête à sortir d'un petit village de l'oued Zagado. Une chaîne, montée entre deux bidons vides, barre la route. Alors que le soldat des Forces Armées Nigériennes, un *Djerma* de la région de Niamey qui garde la sortie du village, s'avance vers le conducteur, celui-ci cherche à atteindre quelque chose sous le siège du passager et, sous les yeux de ce dernier, cet ancien rebelle touareg qui a rendu les armes en 1995 et s'est reconverti depuis dans l'industrie du tourisme, en sort un fusil d'assaut de type Kalachnikov et le pose entre les sièges avant. Le soldat arrive à hauteur de la voiture et une conversation s'engage, pendant laquelle les yeux du militaire se portent à plusieurs reprises sur l'arme d'assaut. La tension est palpable. A la fin de la conversation, le chauffeur se tourne vers le passager et lui demande : « *Tu peux lui donner de l'aspirine ? Il a de la fièvre.* » Après quelques minutes, le véhicule redémarre, et le chauffeur range son arme sous le siège avant, partant d'un grand éclat de rire.

Décembre 2006 : la paix a été établie dans le Nord du Niger depuis près de dix années. Dans une petite maison d'un quartier périphérique de Niamey, un jeune Touareg joue un morceau à la guitare en buvant du thé. Il chante *Illilagh Tenere* d'Abdallah Oumbadougou, un chant qui a

accompagné la rébellion des années 1990 et qui parle de la nostalgie du désert et de la nécessité d'unir la communauté touarègue. Le jeune homme, qui vend des bijoux en argent au lieu-dit Château 1, est trop jeune pour avoir connu la rébellion. Il a grandi à Niamey et ignore tout de la vie dans le désert. Se levant pour conduire son invité à l'aéroport, il insiste pour porter l'épée touarègue ancienne, achetée par l'auteur de ces lignes avec un peu de la dotation qui lui a été accordée par le groupe de recherche « Conflits Armés » du Centre d'Etudes de l'Afrique Noire. *« Cette épée, dit-il, c'est l'histoire de notre résistance. C'est pour ça qu'on s'est rebellés et qu'on se rebellera encore. »*

Ces trois anecdotes illustrent la manière dont la rébellion touarègue est arrivée à occuper une place déterminante dans les relations sociales et politiques au Niger :

- Pour les ex-combattants, la rébellion est un sujet de fierté face aux Occidentaux. Par ailleurs, les liens tissés dans la clandestinité ont une valeur supérieure à toutes les hiérarchies sociales. Dans un monde organisé en strates sociales héréditaires, qui distinguent les hommes libres des serviles, et les nobles de leurs vassaux et de leurs artisans, la fraternité née de la rébellion représente un changement social immense.

- Entre les Touaregs et les soldats venant du Sud du pays, un ensemble de non-dits et de codes a remplacé les manifestations ouvertes de mépris et le fusil d'assaut sert de sésame plus sûrement que toutes les cartes d'identité.

- Pour les jeunes générations enfin, l'image de la rébellion s'est développée, par l'intermédiaire notable de la musique, pour atteindre la dimension d'un mythe fondateur qu'ils se sont appropriés et qu'ils revendiquent fièrement.

Point de départ

A l'origine de cette recherche se trouve un ensemble de questions :

Pour quelle raison les rébellions touarègues se réitèrent-elles ? Pourquoi les hommes qui y ont pris part et qui n'ont pas tiré d'avantages apparents semblent-ils si heureux d'avoir participé à cette action malgré tous les sacrifices engendrés par la clandestinité et la guerre ? Pour quelles raisons les jeunes sont-ils si prompts à se réclamer de la rébellion alors qu'ils n'y ont pas participé ? Comment la symbolique rebelle, observable dans chaque rue d'Agadez et jusqu'à Niamey, en est-elle arrivée à représenter les Touaregs à l'extérieur ?

En cherchant des réponses à ces questions, on reste insatisfait, malgré le nombre de travaux, dont certains sont remarquables, sur les Touaregs. La difficulté principale que l'on rencontre au moment d'aborder une recherche sur les rébellions touarègues réside dans la charge émotionnelle que le sujet véhicule, tout au moins en Europe. Comme Sebastian Lecocq le fait judicieusement remarquer dans l'introduction de sa thèse d'histoire sur la rébellion touarègue de 1963-64 au Nord du Mali¹, si on devait établir la liste des peuples les plus mythiques, les Touaregs figureraient certainement en bonne position. L'image du guerrier voilé monté sur un chameau et drapé dans un vêtement indigo est reconnue partout dans le monde. Cette notoriété présente de nombreux problèmes : il s'avère en premier lieu difficile de sortir de l'essentialisation des Touaregs en incarnation du nomade guerrier. En seconde lieu, il est difficile de se pencher sur la rébellion touarègue sans se voir soupçonner de s'engager en faveur de - ou contre - cette rébellion.

Pour aborder sereinement et de manière renouvelée les rébellions touarègues du Niger, il a semblé indispensable d'adopter la méthodologie suivante :

- Inscrire cette analyse dans un temps suffisamment long pour éviter les pièges de l'immédiateté, comprendre les modèles et les tendances à long terme des mouvements de rébellion, ainsi que l'écriture de leur histoire (dans une approche sociohistorique).
- Privilégier la parole des combattants de base pour mettre en évidence leurs parcours, leurs motivations et leurs rapports avec l'imaginaire de la rébellion (dans une approche par le bas).

¹ Sebastian Lecocq, *This desert is our Country. Tuareg Rebellions and Competing Nationalisms in Contemporary Mali (1946-1996)*, Amsterdam: Proefschrift Maatschappij en Gedragwetenschappen, Universiteit van Amsterdam, 2002, p. 14.

- Analyser les discours, les formes symboliques et les mises en scènes des rébellions pour discerner le spectre de l'expression politique rebelle (par le biais de la notion de culture politique).

Sortir de la polarisation

L'étude des rébellions touarègues au Niger est en effet, sans contestation, caractérisée par une polarisation extrême du débat. En France, celui-ci s'organise schématiquement en deux grandes écoles de pensée antagonistes, dont les affrontements ont semblé par moment dépasser la violence du terrain. La recherche académique sur le sujet a donné lieu à de remarquables travaux anthropologiques, dont les résultats ont alimenté nombre d'éléments du présent travail. Mais l'intensité des disputes qui en est issue a parfois pris le pas sur une certaine forme de distanciation qui aurait sans doute été bénéfique à l'analyse. Il en résulte une sorte de « traumatisme post-rébellion » dont il est difficile de se relever : envisager un travail sur les rébellions touarègues en France semble impliquer de prendre position pour l'une ou l'autre des tendances, sans espoir ni de les réconcilier, ni de sortir de la polarisation des débats.

A l'une des extrémités du spectre académique, se trouvent les travaux de l'anthropologue André Bourgeot. Ses recherches auprès des Touaregs d'Algérie ont établi une anthropologie politique du nomadisme qui cherche à montrer l'intégration des systèmes agro-pastoralistes touaregs aux écosystèmes dans lesquels ils évoluent. André Bourgeot s'est aussi interrogé sur les problématiques d'intégration des nomades aux sociétés modernes, en particulier leurs relations avec les normes de l'Etat-nation, les reconfigurations des pouvoirs qui en découlent ainsi que les évolutions des identités touarègues en Algérie et au Niger. A côté de ses ouvrages de référence, André Bourgeot a écrit plusieurs articles sur la rébellion touarègue du Niger au moment de son déclenchement, à partir de 1990. Il y a analysé les événements, ainsi que le contenu des revendications des mouvements rebelles, à partir d'une approche marxiste qui sous-tendait ses travaux précédents. En privilégiant une étude structurelle des rapports sociaux touaregs, Bourgeot a soutenu que les rébellions touarègues (du Mali comme du Niger) se fondaient sur une lecture « *ethniste* » voire « *tribaliste* » de la nation, proposaient de procéder à un nettoyage

ethnique des régions revendiquées et perpétuaient, sous couvert de rébellion, les clivages de classes entre nobles et dépendants².

A l'autre extrémité, on trouve les travaux d'Hélène Claudot-Hawad, anthropologue qui a particulièrement travaillé auprès des populations touarègues du massif de l'Aïr au Niger. Ses recherches ont d'abord porté sur l'ethnolinguistique et l'étude de la parenté, avant de se tourner vers une analyse des rapports entre les Touaregs et les contraintes induites par les Etats-nations, ainsi que sur les conceptions touarègues du pouvoir politique et de la résistance. Cette anthropologie du pouvoir, appliquée aux rébellions, l'a conduite à conclure à l'existence de structures politiques portant les caractéristiques d'une « démocratie » et justifiant d'une communauté à caractère national³.

Ces positions antagonistes se sont cristallisées dans une série d'articles et de réponses, notamment dans la revue *Politique Africaine*, à partir de 1990⁴. La conséquence principale de ce débat a été de l'orienter vers une dispute à propos des caractères de la « nation » touarègue, et d'en apprécier la légitimité. L'engagement d'Hélène Claudot-Hawad en faveur d'une unité touarègue et la lecture historique de la « territorialisation ethnique » du Nord du Niger par Bourgeot ont renforcé les exclusions.

A la fin de la rébellion, et surtout après 2000, les tensions ont semblé s'apaiser mais on ne trouve plus guère de traces d'une analyse politique des rébellions. Les Touaregs, qui avaient fait l'objet de multiples études ethnologiques et géographiques pendant la colonisation, puis connu l'exposition de la somme remarquable du géographe Edmond Bernus⁵, sont par la suite quelque peu sortis des priorités de la recherche française. Si les rébellions maliennes ont trouvé plus d'historiens, c'est peut-être du fait de leur moindre exposition médiatique en France : Pierre

² André Bourgeot, *Les rébellions touarègues : une cause perdue ?*, Afrique contemporaine, numéro spécial, 4e trimestre, 1996, pp. 99-115.

³ Hélène Claudot-Hawad, *Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française*, in Hélène Claudot-Hawad (dir.), *Touaregs, exil et résistance*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, Aix en Provence, Édisud, 1990.

⁴ Voir les numéros 46, 48 et 50 de la revue *Politique Africaine*. Hélène Claudot-Hawad, *Bandits, rebelles et partisans. Visions plurielles des événements touaregs de 1990-1992*, *Politique Africaine*, n°46, juin 1992, pp. 143-149. André Bourgeot, *L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touareg (1990-1992)*, *Politique Africaine*, n°48, décembre 1992, pp. 129-135. Hélène Claudot-Hawad, *Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs 1990-1992*, *Politique Africaine*, n°50, pp. 132-140.

⁵ Edmond Bernus, *Touaregs du Niger. Unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur*, Paris, L'Harmattan, 1981.

Boilley leur a consacré sa thèse d'histoire⁶ avant que Sébastien Lecocq⁷ ne s'interroge à nouveau sur les causes des rébellions *Kel Adagh*.

Les rébellions du Niger elles-mêmes ont été traitées par des études historiques (pour les révoltes de Kaocen contre la France, en 1916-17) et en marge de travaux à portée plus large, en particulier anthropologiques et géographiques⁸. La rébellion des années 1990 en particulier n'a semblé pouvoir être abordée que sous l'angle de certaines de ses manifestations, non directement liées aux combats et aux revendications politiques des mouvements rebelles. Pierre-Marie Decoudras et Paule Dupraz ont ainsi analysé le travail du poète Hawad, dont l'œuvre théorise et poétise les acculturations subies par les nomades et reflète une philosophie de la *teshumara*⁹. Emmanuel Grégoire¹⁰, puis Julien Brachet¹¹, ont évoqué la rébellion dans leurs travaux sur les échanges commerciaux et les migrations, entre le Nord du Niger et les pays frontaliers du Nord, l'Algérie et la Libye. La musique issue de la rébellion, son rôle dans les représentations et son

⁶ Pierre Boilley, *Les Kel Adagh. Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au Pacte national (1992). Etude des évolutions politiques, sociales et économiques d'une population touarègue (Soudan français, République du Mali)*, Paris, thèse de doctorat d'histoire, Paris V, 1994.

⁷ Sébastien Lecocq, *This Desert*, *op. cit.*

⁸ Bourgeot et Claudot-Hawad ont eux-mêmes abordé la révolte de Kaocen dans leurs travaux. L'ouvrage de référence sur la question reste le travail de l'historien Jean-Louis Triaud, qui a par ailleurs consacré un travail spécifique à Kaocen. Jean-Louis Triaud, *La légende noire de la Sanusiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2 vol., 1995. Jean-Louis Triaud, *Kawsan : analyse d'un discours politique (1916-17)*, in Yveline Poncet (ed.), *Les temps du Sahel : en hommage à Edmond Bernus*, Paris, IRD, 1999, pp. 149-172. Fuglestad a traité du même sujet : Finn Fuglestad, *Les révoltes des Touareg du Niger (1916-17)*, Cahiers d'Etudes Africaines, vol. 13, n°49, 1973, pp. 82-120. Spittler et Broc, par exemple, ont travaillé sur la révolte de Kaocen et ses conséquences sur certains groupes touaregs. Gerd Spittler, *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines, Les Kel Ewey de l'Aïr (Niger)*, Paris, Karthala, 1993. Lina Brock, *Histoire, tradition orale et résistance : la révolte de 1917 chez les Kel Denneg*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, vol. 57, n°1, 1990, pp. 49-76.

⁹ On reparlera de cette notion, qui repose sur le mot français « chômeur », dérivé en « *Ishumar* » en langue *tamasheq*, et qui renvoie aux socialisations des Touaregs exilés à partir des années 1970 en Algérie et en Libye, à la recherche d'emplois. Pierre-Marie Decoudras et Paule Dupraz, *Hawad l'utopie des marges et la quête d'une autre vérité*, Politique Africaine, n°51, octobre 1993, pp. 110-120. Pierre-Marie Decoudras a par ailleurs publié un très utile recueil des textes de négociations de paix de la rébellion des années 1990. Pierre-Marie Decoudras, *La rébellion touarègue au Niger : actes des négociations avec le gouvernement*, Talence, Centre d'Etude d'Afrique Noire, 1995.

¹⁰ Emmanuel Grégoire aborde la question dans *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, 1999, et *Les amis Français de la cause touarègue*, Cahiers d'Etudes Africaines, vol. 35, n°137, 1995, pp. 237-250.

¹¹ Julien Brachet s'est intéressé aux migrations et aux trafics, qui impliquent une partie des ex-rebelles : Julien Brachet, *Migrants, transporteurs et agents de l'État : rencontres sur l'axe Agadez-Sebha*, Autrepart, n°36, IRD, 2005, pp. 43-62.

influence politique ont fait l'objet de travaux approfondis de musicologues et d'anthropologues, comme ceux de Susan Rasmussen, Nadia Belalimat, Rachid Bellil et Eric Schmidt¹².

Aucun ouvrage de science politique n'a cependant abordé les questions qui ont ouvert la présente recherche: celles qui analyseraient les mobilisations et la place de la rébellion dans l'imaginaire politique touareg au Niger.

Approche par le bas

L'étude de la rébellion et de ses mécanismes, lorsque l'on a constaté que la rébellion tend à se reproduire sans qu'il soit possible d'en expliquer l'occurrence par un profit individuel, nécessite de sortir du cadre classique des théories des conflits.

La tendance majoritaire des études de politique en Afrique a consisté pendant longtemps à privilégier l'analyse des institutions, dans la tradition de la science politique inscrite dans la continuité du droit. Cette norme a notamment permis de poser des questions sur les rapports des populations africaines à l'Etat, ainsi que sur la démocratie. Dans le même temps, les historiens s'intéressaient aux conditions du sous-développement en termes de rapports de domination entre colonisateurs et colonisés, en mettant en œuvre des approches marxistes. Se démarquer à la fois d'une approche classique, en termes constitutionnels, et d'une approche marxiste, pour étudier les phénomènes politiques des Etats postcoloniaux nécessitait de développer une approche épistémologique et méthodologique différente.

A partir des années 1980, un certain nombre de chercheurs politistes se sont regroupés pour proposer une approche conceptuelle qui a permis de théoriser des travaux qui étaient restés isolés. Ils avaient pour but de déplacer le champ de l'analyse vers les groupes sociaux jusque là relativement ignorés, les groupes « subordonnés » au pouvoir des dominants. Il s'agissait de se demander si, dans le cadre particulier des régimes autoritaires caractérisant les pays africains

¹² Susan Rasmussen, *Moving Beyond Protest in Tuareg Ichumar Musical Performance*, *Ethnohistory*, vol. 53, n° 4, 2006, pp. 633-655. Nadia Belalimat, *Qui Sait Danser Sur Cette Chanson, Nous Lui Donnerons La Cadence: Musique, Poésie Et Politique Chez Les Touaregs*, *Terrain*, n°41, 2003, pp. 103-120. Rachid Bellil et B. Dida, *Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh*, *Les Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, 1993, pp. 95-110. Eric Schmidt, *Ishumars, The Guitar and the Revolution of Tuareg Culture*, University Honors in Music, 2009.

étudiés, les populations étaient condamnées à subir la domination totale des partis uniques, ou si elles parvenaient à échapper, du moins en partie, à cette domination, en mettant en œuvre leurs propres stratégies. Dans cette nouvelle appréhension du politique, il fallait s'attacher non pas aux manifestations ordinaires du pouvoir, mais aux stratégies d'évitement, de contournement, de détournement.

Il s'agissait de proposer une « troisième vague » des études politiques africaines, après les approches dépendantistes et développementalistes que ces auteurs jugeaient insatisfaisantes¹³. Jean-François Bayart¹⁴, Christian Coulon, Achille Mbembé et Comi Toulabor, entre autres, ont mis en œuvre cette « *approche par le bas* » pour se placer au plus près des « *modes populaires d'action politique* » et des « *objets politiques non identifiés* » proposés par Denis-Constant Martin¹⁵. Il fallait, pour appréhender ces nouveaux phénomènes, « *réhabiliter l'acteur africain* », « *penser l'ambiguïté* » et « *renverser les perspectives* »¹⁶. On pouvait alors réinsérer les études africanistes dans le champ de la politique comparée dont elles étaient jusqu'alors exclues¹⁷.

Si l'« *approche par le bas* » a aussi trouvé ses limites¹⁸, notamment dans la dilution de ses objets d'étude, elle demeure une méthodologie opérationnelle, notamment pour l'analyse des rébellions, parce qu'elle rappelle l'importance de la voix de ceux qui « *inventent* » et « *énoncent* », par leurs propres moyens, parfois détournés, le politique. Cette approche a donc grandement influencé ce travail.

¹³ Jean-François Médard, *L'Afrique et la science politique*, in Christian Coulon et Denis-Constant Martin (eds.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 276-285.

¹⁴ Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor (eds.), *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

¹⁵ Denis-Constant Martin, *A la quête des OPNI, comment traiter l'invention du politique*, *Revue Française de Science Politique*, vol. 39, n°6, 1989, pp.793-815.

¹⁶ Jean-François Médard, *L'Afrique*, *op.cit.* pp. 278-281.

¹⁷ Bertrand Badie et Guy Hermet, *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990.

¹⁸ Elle a subi les critiques notamment de Robert Buijtenhuijs, *Les hauts et les bas de l'approche par le bas*, *Politique Africaine*, n°46, juin 1992, pp. 150-153, et de Peter Geschiere, *Le politique par le bas : les vicissitudes d'une approche*, in Piet Konings, Wim van Binsbergen & Gerti Hesseling (eds.), *Trajectoires de libération en Afrique contemporaine : hommage à Robert Buijtenhuijs*, Paris, Karthala, 2000, pp. 93-108.

Approche Sociohistorique

L'un des apports majeurs de l'« *approche par le bas* » a été de réhabiliter l'historicité des sociétés africaines, tout en débordant des frontières méthodologiques, à la fois géographiques et disciplinaires, des études africaines. Si les historiens avaient bien étudié les résistances et les rébellions en Afrique, c'était moins le cas de la science politique.

L'analyse des processus historiques en termes sociologiques, qu'on la nomme sociologie historique ou socio-histoire, a mis en évidence, à la suite des travaux de Max Weber, les dynamiques historiques des groupes sociaux, qu'il a appliquées aux processus d'émergence du capitalisme. En suivant une démarche pionnière de politique comparée, Weber a développé une sociologie des religions dont les principes de recherche ont trouvé par la suite des applications fructueuses¹⁹. Norbert Elias²⁰ est souvent considéré comme le principal auteur de la socio-histoire, en particulier par ses travaux qui ont mis en évidence les interactions permanentes entre individus et société. Le processus de création de la civilisation (occidentale) est l'objet principal de son analyse sociohistorique. S'appuyant sur les principes de la sociologie mis en évidence par les travaux de Weber, la démarche de la socio-histoire « *consiste à interpréter les pratiques individuelles en les rapportant à leurs conditions sociales et historiques de possibilité et de déroulement. Elle considère les mondes sociaux comme des mondes de relations entre individus et surtout entre groupes. Une telle démarche ne cherche pas à saisir l'essence ou la nature des groupes sociaux, mais plutôt à préciser les contours de la configuration qui, pour un temps, établit les frontières entre eux-ci.* »²¹

Il s'agit donc de replacer les pratiques des individus au sein des dynamiques d'un groupe que l'on peut observer dans l'histoire. Historiens et sociologues en ont fait un usage novateur, notamment Gérard Noiriel qui en a développé les principes et les a appliqués à l'analyse de

¹⁹ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

²⁰ Norbert Elias, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calman-Lévy, 1973 et *La dynamique de l'Occident, La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

²¹ François Buton et Nicolas Mariot, entrée *Socio-histoire* du *Dictionnaire des idées*, 2e volume de la collection des « Notionnaires » de l'*Encyclopaedia Universalis*, 2006, pp. 731-733.

l'histoire ouvrière, de l'immigration, et du traitement des réfugiés²². La sociologie des organisations, en particulier Michel Offerlé, en a tiré des fruits également extrêmement stimulants²³. Alain Garrigou, quant à lui, a mis en évidence les ressorts historiques de la domination, dans le sillage de Bourdieu²⁴.

Cette démarche peut donc s'appliquer à l'étude des phénomènes politiques pour les replacer au sein de processus complexes, sur un temps long, qui mettent en jeu les articulations entre les individus et le groupe dans lequel ils évoluent.

Rébellion

L'étude de la rébellion s'inscrit dans les travaux historiques des mouvements sociaux et des mouvements de résistance. C'est donc vers l'histoire qu'il faut chercher les fondateurs de la recherche sur ces phénomènes. Charles Tilly²⁵ a introduit la notion des « *répertoires d'action collective* » en les situant historiquement et montré que chaque période produit ses propres répertoires. Dans son optique, les mouvements protestataires, d'une manière générale, se sont développés dans un cadre précis, impliquant trois règles : ils devaient se situer dans un espace limité localement, ils s'exprimaient par des rituels du détournement du pouvoir politique, et ils étaient soutenus par des leaders locaux. Les mouvements de protestations s'inscrivent donc dans un temps long, celui des processus d'émergence du capitalisme, qui incite les dominés à s'organiser. Plus récemment, le paradigme dominant veut que les mouvements sociaux contestataires s'épanouissent dans l'internationalisation de la lutte.

Chez Ted Gurr²⁶, c'est la frustration qui est à l'origine de la rébellion contre le pouvoir. Les mobilisations individuelles se produisent lorsque les individus perçoivent un décalage excessif

²² Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française (19ème-20ème siècles)*, Paris, Seuil, 1986 ; *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile XIXe-XXe*, Paris, Hachette, 1998 ; *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 200.

²³ Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

²⁴ Alain Garrigou, *Les Élités contre la République. Sciences Po et l'ÉNA*, Paris, La Découverte, 2001.

²⁵ Charles Tilly, *From mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978.

²⁶ Ted Gurr, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970. Gurr a appliqué ses analyses aux conflits, par exemple dans *Ethnic Conflict in World Politics*, Boulder, Westview Press, 1994.

entre ce qu'ils peuvent obtenir et ce à quoi ils estiment avoir droit. Cette frustration détermine les degrés de la rébellion, qui se catalyse collectivement lorsqu'un certain seuil de frustration est atteint. Ces mobilisations se réalisent dans l'action, mais aussi dans le discours et les symboles.

A la suite de Marcus Olson²⁷ qui théorise l'action collective, la mobilisation va être interprétée en termes de choix rationnel des individus. Si les sociologues réintroduisent par la suite les valeurs symboliques de l'action militante et l'importance du politique²⁸, cette approche du choix rationnel va trouver dans les conflits en Afrique un champ d'action particulièrement important, soutenu par les approches développées par les économistes et les institutions internationales.

Analyse des Conflits

Réintroduire l'historicité permet d'échapper à l'immédiateté dans l'explication des phénomènes sociaux et politiques, ce qui est particulièrement bienvenu dans l'analyse des conflits. Ceux-ci font trop souvent l'objet d'explications unidimensionnelles et totalisantes dont l'efficacité est limitée lorsque l'on sort des modèles et que l'on s'approche au plus près des mouvements insurrectionnels. L'approche par le bas et l'analyse sociohistorique s'avèrent particulièrement fructueuses pour l'étude des conflits, et plus généralement des dynamiques des rébellions.

L'analyse des conflits africains s'est construite essentiellement en deux temps : le premier est celui des historiens de la décolonisation qui se sont penchés sur les mouvements nationalistes, notamment à la suite de Terence Ranger sur l'indépendance du Zimbabwe²⁹ et des historiens britanniques. Certains ouvrages fondateurs ont grandement influencé ce travail, lorsqu'ils ont traité des mouvements rebelles en privilégiant le temps long. On pense en particulier aux remarquables travaux de John Lonsdale sur les mouvements Mau Mau au Kenya³⁰, ainsi qu'aux

²⁷ Marcus Olson, *La logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.

²⁸ Daniel Gaxie, *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective*, Revue suisse de science politique, vol. 11, n°1, printemps 2005, pp. 157-188

²⁹ Terence Ranger, *Revolt in Southern Rhodesia, 1896-97*, London, Heinemann, 1967; *Peasant Consciousness and Guerrilla War in Zimbabwe: A Comparative Study*, Oxford, James Currey, 1985.

³⁰ John Lonsdale, *Unhappy valley. Conflict in Kenya and in Africa*, Oxford, James Currey, 1992, et *Mau Mau and Nationhood, Arms, Authority and Narration*, Ohio, Ohio Press University, 2003.

ouvrages de Robert Buijtenhuijs sur le Frolinat et les rébellions tchadiennes. Lonsdale y a montré les logiques nationalistes et a analysé le discours des rebelles en dégagant leurs utilisations de la symbolique et de la mémoire. Buijtenhuijs a décrypté les enjeux internes des luttes de pouvoir au Tchad, les resituant dans toute la complexité des relations croisées des acteurs, des groupes sociaux et des intervenants internationaux.

Le deuxième temps est celui de l'analyse récente, qui a tenté de comprendre les mécanismes de déclenchements des conflits. Dans le contexte de la déception due à l'échec des processus de démocratisation envisagés avec optimisme dans les années 1990, les institutions économiques internationales, en particulier la Banque Mondiale, ont soutenu le travail d'économistes qui entendaient modéliser les formes de conflits. On reviendra dans le détail, dans les chapitres correspondants, à cette dimension de l'analyse des conflits. Plusieurs ouvrages de synthèse ont tenté de comprendre les logiques des mobilisations en systématisant les études comparatives et en définissant des catégories de conflits, de guerres, de violences et de mobilisations. Les mobilisations en particulier ont fait l'objet de l'intérêt des économistes qui ont cru déceler des enchaînements logiques entre ressources et conflits, après avoir abandonné la variable ethnique. Cette question des ressources sera analysée, en ce qui concerne les rébellions touarègues, dans le développement de ce travail.

Pour sortir d'une approche trop souvent unidimensionnelle, fondée sur une hypothèse de départ à même d'expliquer mécaniquement l'insurrection, certaines recherches récentes ont montré une voie stimulante à suivre. On pense au travail de Christopher Clapham³¹, qui a adopté une approche comparatiste novatrice et qui a permis d'introduire des nuances dans la classification des conflits.

Le travail mis en œuvre par Morten Boas a poursuivi cet effort de déconstruction des paradigmes économiques de la violence. On y comprend que la pérennité des mouvements rebelles ne se joue pas uniquement dans la mobilisation de ressources, qu'elles soient obtenues par prédation sur les populations locales, par exportation illégale ou par le soutien d'une diaspora puissante. Les mécanismes qui expliquent les conflits sont ancrés historiquement dans les relations entre

³¹ Christopher Clapham, *African Guerrillas*, Bloomington, Indiana university Press, 1998.

mouvements rebelles et populations locales et dépendent grandement de la capacité des rébellions à adapter leurs approches au renouvellement des enjeux locaux.

On soulignera enfin l'importance tout à fait cruciale de l'analyse de l'entre-deux, c'est-à-dire le fait de reconnaître que les mouvements rebelles existent même lorsque la paix a été signée. De récents travaux ont emprunté cette voie qui semble prometteuse, soit en délaissant les groupes institués au profit d'une sociologie des individus en armes, soit en se penchant sur les continuités entre temps de paix et temps de guerre.

Paul Richards explique ainsi, et on le suivra dans sa démarche, que : « *We do ethnography of war best, we will argue, not by imposing a sharp categorical distinction between “war” and “peace”, but by thinking in terms of a “continuum” in which both cooperative and conflictive behavior shapes the dispute.* » (...) « *War only makes sense as an aspect of social process. The best analytical approach to war as process is through the ethnography of the actual practices of war and peace.* »³²

Ces ouvrages réapparaîtront souvent dans le présent travail, notamment lorsque l'on se penchera sur une sociologie des rebelles aussi bien que sur le développement de la rébellion en dehors du temps du conflit.

Culture et imaginaires politiques

L'idée d'un *continuum* entre la guerre et la paix est particulièrement intéressante pour analyser la rébellion touarègue. En effet, l'histoire de ces rébellions montre que les premières résistances organisées sont nées au moment des tous premiers contacts entre la France, en phase de colonisation de l'Algérie, et les Touaregs du Nord du Niger. Malgré les défaites militaires, ayant entraîné la pénétration systématique des troupes française en direction de l'Aïr, les mouvements

³² « *On avancera que l'on fait le mieux l'ethnographie de la guerre, non pas en imposant une distinction catégorique absolue entre « la guerre » et « la paix », mais en la pensant en termes de « continuum » dans lequel les attitudes conflictuelles et les collaborations orientent l'affrontement.* » (...) « *La guerre ne fait sens qu'en tant qu'aspect d'un processus social. La meilleure approche analytique de la guerre en tant que processus réside dans l'ethnographie des pratiques de la guerre et de la paix.* » Paul Richards, *No peace, no war. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Curley, 2005. Cité par Morten Boas et Kevin Dunn, *African Guerrillas. Raging against the Machine*, Boulder, Lynne Rienner, 2007, p. 4.

de résistance n'ont jamais réellement cessé, que ce soit sur le plan de la lutte armée ou de l'évitement administratif. Lorsqu'un mouvement de rébellion émerge en 1990 et se déploie politiquement, jusque dans les années 1996-97, il semble que la résistance soit entrée dans une phase active, annoncée par des tentatives avortées de soulèvement dans les décennies précédentes. Comme le suggèrent les anecdotes qui ouvrent ce travail, la résistance ne semblait pas éteinte après la rébellion: elle subsistait dans les pratiques (qui permettent de conserver et de montrer ses armes), dans les symboles et les fraternisations (qui érigent les pattes d'autruche en trophée), et dans le répertoire culturel de jeunes Touaregs qui n'ont pas connu la guerre (mais jouent sa musique et tirent fierté des épées du passé.)

Pour analyser finement les phénomènes politiques à l'œuvre sous nos yeux, mais aussi dans le temps long, une approche en termes de culture politique semblait judicieuse.

Cette approche, conceptualisée dans les travaux américains de Gabriel Almond et Sidney Verba sur la « *civic culture* »³³ s'est d'abord penchée sur une étude comparative menée dans cinq pays, cherchant à définir quelles cultures seraient les plus favorables à la démocratie. On en comprend immédiatement les limites, car cette analyse hiérarchise les cultures à l'aune de leur compatibilité avec le modèle américain. Seymour Lipset³⁴ a d'une certaine manière prolongé ce travail, en analysant les rapports entre le développement économique et la légitimité des processus du changement politique. Ces premières tentatives déterministes ont attiré, à juste titre, de nombreuses critiques, comme celles émises par Bertrand Badie³⁵.

Il a fallu sortir de l'approche développementaliste qui comparait les cultures à l'horizon de la démocratie américaine et du capitalisme. Cette veine de la recherche continue cependant de s'attacher à l'Afrique et au « choc » que les différences culturelles annonceraient. Comme René Otayek le fait remarquer en analysant en particulier les rapports entre Islam et démocratie, il n'existe pourtant pas « *de sociétés promises, par leur culture politique, à la modernité démocratique et d'autres vouées à l'autoritarisme.* »³⁶

³³ Gabriel Almond et Sidney Verba, *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*, Boston, Little, Brown and co., 1965

³⁴ Seymour Lipset, *Une analyse comparative des prérequis sociaux de la démocratie*, Revue Internationale des Sciences Sociales, n°136, pp. 181-205.

³⁵ Bertrand Badie, *Culture et Politique*, Paris, Economica, 1993.

³⁶ René Otayek, *Démocratie, culture politique, sociétés plurales : une approche comparative à partir de situations africaines*, Revue Française de Science Politique, vol. 47, n°6, décembre 1997, p. 805.

Malgré les défauts de cette approche, à laquelle on a aussi reproché la faiblesse de son analyse anthropologique et de ses fondements historiques, on ressent la nécessité de réintroduire dans l'analyse les notions d'« inventivité », de symbolique, de références émotionnelles, de valeurs partagées et de pratiques communes qui formeraient un ensemble dans lequel les individus d'un groupe pourraient se reconnaître. Quand Almond et Verba définissent la culture politique comme « *the pattern of individual attitudes and orientations toward politics among the members of a political system. It is the subjective realm that underlies and gives meaning to political actions* », on adoptera ici la notion de culture politique formulée grâce aux travaux des anthropologues et qui a trouvé, dans les travaux récents de la science politique africaniste, des développements fructueux. Denis-Constant Martin en fait la définition suivante : « *ce qui définit les rapports entre l'affectivité politique et les orientations éthiques qui participent de la culture au sens général et dessinent les représentations communes du pouvoir (...). (Elle) indique implicitement les conditions dans lesquelles peuvent être choisies et formulées les stratégies des acteurs sociaux et politiques (...). Elle délimite les langages du politique dans lesquels peuvent s'exprimer les messages politiques.* »³⁷

La culture politique est une construction, inscrite dans un processus historique, qui évolue non seulement avec le temps mais aussi sous l'influence de l'extérieur. Elle s'hybride et se métisse, se nourrit de toutes les influences. En ce sens, on se défendra de toute approche culturaliste qui verrait les cultures comme des ensembles cohérents et séparés, homogènes, caractérisant un peuple ou un courant politique.

En mobilisant ce concept, on peut intégrer à l'analyse des rébellions les notions de représentations, d'imaginaire et d'invention.

Les représentations sont multiples : d'une part, elles incarnent les perceptions du pouvoir élaborées par les individus, de l'autre, les images de ce groupe tel qu'il est perçu par les autres. Cette notion est particulièrement importante car les Touaregs sont scrutés et définis par un grand nombre d'observateurs Occidentaux. L'imaginaire se réfère aux langages du politique, et, par

³⁷ Denis-Constant Martin, *Les Afriques, op.cit.*p. 160.

l'énonciation du politique, il joue un rôle central dans sa production ainsi que dans la formation des identités³⁸.

La notion d'identité développée dans le cadre de ces conceptions de la culture politique est elle-même un élément de la fluidité des relations politiques. En ce sens, on ne verra pas les mobilisations touarègues comme des mouvements identitaires, excluants et fondés sur une vision de l'unicité ethnique. Dans le cadre de ce travail, les identités se construisent, se défont et se reforment au gré des influences et du temps. Les identités, aussi, sont multiples et se superposent. Elles ne sont pas activées de la même façon par tous les individus qui se reconnaissent sous le nom de Touareg. On verra aussi que certaines identités prennent le pas sur d'autres sans pour autant les exclure. Ainsi, le même individu va se présenter suivant les circonstances comme rebelle, comme fondateur d'une organisation non gouvernementale, comme Africain, comme nomade, comme Touareg ou comme *Ifoghas*³⁹. L'identité est relative, comme le rappelle Bayart, et doit se concevoir en contexte. Ces identités et ces représentations se traduisent en reconfigurations politiques mais aussi dans un imaginaire idéologique qui se transforme en mémoire⁴⁰.

Précisions sur les termes

La retranscription des conceptions politiques et des organisations sociales touarègues est complexe. Elle l'est d'autant plus que les langues n'ont pas de transcription officielle en alphabet latin et que les prononciations diffèrent selon la région dans laquelle la langue est parlée. Il faut se résoudre à adopter des traductions que l'on a conservées tout au long de ce travail. La plupart ont été utilisées selon leur retranscription française la plus usuelle, dans un souci de clarté. Dans

³⁸ Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

³⁹ « *L'identité est un mode de relation affectif de l'individu à son environnement : chaque individu est donc doté de plusieurs identités potentielles à partir desquelles il va afficher, dans une situation donnée, en fonction de ses objectifs, de ses stratégies et des réseaux dans lesquels il opère, une identité, voire un jeu d'identités composites.* » Denis-Constant Martin, *La découverte des cultures politiques. Esquisse d'une approche comparative à partir des expériences africaines*, Les cahiers du CERI, n°2, 1992.

⁴⁰ Bogumil Jewsiewicki, *La mémoire*, in Christian Coulon et Denis-Constant Martin (eds.), *Les Afriques, op. cit.*, pp. 59-71.

le texte, on trouvera certaines mots en *tamasheq*, dont la traduction en français est indiquée. Un glossaire regroupe ces références. On évoquera rapidement quelques choix importants.

On a conservé le terme de « tribu » pour désigner les groupes que les Touaregs de l'Aïr nomment *tawshit*. Le terme est insatisfaisant dans la mesure où il renvoie inconsciemment à une littérature paternaliste issue de la colonisation. Ce terme a été conservé faute de meilleur équivalent, mais on rappellera que les Touaregs ne l'utilisent pas. Ils se réfèrent à leur groupe familial par l'intermédiaire d'un nom propre qui renvoie, la plupart du temps, à un lieu. On parle par exemple de *Kel Aïr*, « ceux de l'Aïr », ou de *Kel Ahaggar*, « ceux du Hoggar ». Le préfixe *Kel* désigne les membres d'un groupe. On le retrouvera tout le long de ce travail. Il peut s'agir d'un groupe politique, ou d'un groupe linguistique. Cette dernière notion se retrouvera souvent. On parle alors de *Kel Tamasheq*, « Ceux de la langue *tamasheq* », « ceux qui parlent le *tamasheq*. »

Concernant les noms propres des groupes politiques, on a adopté le pluriel, que l'on utilisera pour les noms ainsi que pour les adjectifs, toujours au pluriel, dans un souci de clarté. On parlera donc des *Ikazkazen* aussi bien que de la politique *Ikazkazen*. En *tamasheq*, noms et adjectifs prennent la marque du genre et du nombre. Le seul mot que l'on a choisi d'accorder en nombre est « *Ishumars* », parce qu'il est un dérivé récent du français et qu'il est utilisé comme tel par les membres de ce groupe. On parlera donc des *Ishumars* et de musique *ishumar*.

D'une manière générale la transcription des noms dans ce texte est fondée sur la langue pratiquée dans l'Aïr. C'est la langue maternelle de la très grande majorité de mes interlocuteurs. Lorsqu'ils ont utilisé en entretien un mot issu d'une autre langue ou d'une autre variante du *tamasheq*, on l'a retranscrit ainsi. De la même façon, si le texte s'appuie sur un ouvrage de référence, on a adopté la transcription choisie par l'auteur de cet ouvrage. Ainsi, le nom des « tribus » diffère parfois⁴¹. Il sera précisé dans le texte.

⁴¹ On trouvera par exemple *Kel Deneg* et *Kel Dinnik* pour évoquer le même groupe. *Kawsan* ou *Kaocen* ou *Kaocen* apparaissent aussi dans le texte.

Touaregs

On a choisi d'utiliser le terme Touareg tout au long de ce travail. Les enjeux autour de ce mot sont complexes, parce qu'ils font appel au rapport entre les individus et la société et aux rapports de pouvoirs qui ont découlé des relations entre les Touaregs et les peuple voisins. On se contentera ici d'en expliciter l'utilisation dans le contexte de cette recherche. En premier, il faut remarquer que les Touaregs utilisent ce mot eux-mêmes. Il est entré dans leur vocabulaire courant et a été adopté par tous dans les conversations avec les Occidentaux. C'est aussi le terme que l'on connaît le mieux et qui est ainsi intelligible par tous. Certains préféreraient avoir recours au terme « *Kel Tamasheq* », en référence à la langue commune aux Touaregs. Mais cette notion a plusieurs défauts : elle implique en premier lieu une uniformité de la langue qui n'existe pas. Ensuite, elle a aussi une histoire dont les aspects sont politiques. En parlant de *Kel Tamasheq* on édulcore la dimension politique et on fait entrer les Touaregs dans un ensemble plus flou et aux contours plus larges. On exclut enfin de ce groupe les individus de la deuxième génération de la diaspora qui maîtrisent souvent mal la langue. Pourtant ceux-là sont souvent les plus prompts à se réclamer de l'identité touarègue.

On a expliqué que le recours aux appellations par tribus n'était pas plus satisfaisant et compliquait la compréhension de ce travail. On utilisera alors le terme Touareg comme dans la langue française, en l'accordant en genre et en nombre.

Enquêtes et travail de terrain

Ce travail de recherche est d'abord fondé sur un mémoire de DEA qui en élaborait les premières hypothèses. Plusieurs enquêtes de terrain ont servi de base à cette thèse, dont les premières ont été initiées en 1997. Ces entretiens n'étaient ni formalisés ni destinés à servir un travail de recherche plus approfondi, mais ils se sont déroulés lors d'un séjour d'une année qui a permis de forger des liens durables et d'élaborer les questions qui ont ensuite été à l'origine de ce travail. Certains des contacts établis à ce moment-là ont ensuite été réactivés lors des enquêtes de terrain

menées pour cette thèse, permettant parfois de passer outre les interdictions de circuler ou d'enquêter, notamment à partir du déclenchement de la rébellion de 2007.

Deux autres séjours similaires ont eu lieu en 2002 et en 2003. Ils ont permis de prendre la mesure de la continuité des représentations rebelles ainsi que du développement d'une culture rebelle, qui semblaient alors frappants.

Les entretiens qui sont reproduits dans ce travail sont issus, sauf exception mentionnée, de deux séjours au Niger. L'un, en hiver 2006-2007, pendant 4 mois, a été financé par le groupe « Conflits Armés » du Centre d'Etude d'Afrique Noire. Le second a été effectué entre mars et juillet 2008.

Les enquêtes ont été menées en plusieurs lieux : on a rencontré des ex-combattants de la rébellion des années 1990 à Agadez, la « capitale » du Nord Niger, dans laquelle se trouvent la plupart des ex-rebelles. D'autres ont été rencontrés dans le massif de l'Aïr, où la plupart des combats se sont déroulés. On a aussi enquêté dans la région de Tahoua, à proximité des lieux des premiers affrontements, à Tchintabaradene. Enfin une partie de l'enquête a eu lieu à Niamey, la capitale, où l'on trouve de nombreux ex-combattants intégrés dans l'armée. La grande majorité des combattants rencontrés l'a été par l'intermédiaire de contacts personnels au sein de la communauté des ex-combattants. Les premiers appartenaient au front de Libération Temoust. J'ai ensuite élargi la recherche à d'autres fronts dans le but d'une démarche comparative. Au fur et à mesure de mes séjours, de nombreux combattants se sont présentés à moi spontanément, ou m'ont été présentés par d'autres. La très grande majorité d'entre eux était des combattants de base, sans rôle de commandement. C'est aussi au cours de ces enquêtes que j'ai rencontré ceux que l'on nommera les « *Imaginaires* », ces pseudo-rebelles qui se présentent comme ex-combattants alors qu'ils n'ont pas participé à la rébellion. La structure de leurs discours, la cohérence de leurs affirmations ainsi que leur position vis-à-vis des véritables combattants, qui illustrent parfaitement le glissement de la culture politique rebelle au sein de la société touarègue en général, m'ont conduit à les intégrer dans les entretiens.

J'ai aussi mené des interviews avec un certain nombre de cadres des mouvements rebelles des années 1990 : Rhissa Boula, ancien chef de Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawak ; Mohamed Akotey, du Front de Libération Temoust ; Mohammed Anacko, de l'Union des Forces

de la Résistance Armée ; Ahmed Waddei ; Slimane Hyar, de l'Association pour la Paix des Ex-Combattants.

Plan de la thèse

Cette thèse a pour but de comprendre pourquoi et comment les rébellions touarègues du Niger se forment, se propagent, se pérennisent et réapparaissent malgré une efficacité marginale dans l'accomplissement des buts politiques ou économiques qu'elles s'étaient fixés. Ce travail porte largement sur les mobilisations et remobilisations en les situant dans un temps qui ne se limite pas à la durée du conflit. L'analyse est fondée sur une approche sociohistorique qui montre les tendances longues des facteurs de mobilisation et permet de relativiser les facteurs de déclenchement des mouvements les plus récents, en évitant de recourir à une explication unidimensionnelle. Les enquêtes laissent apparaître une porosité entre les temps de guerre et de paix qui permet au rebelle de conserver un statut et à la rébellion d'évoluer constamment sous l'effet conjugué des influences extérieures (diaspora et interlocuteurs internationaux) et de la créativité politique de ses acteurs : au-delà de la temporalité du conflit s'est développé un répertoire culturel de la mobilisation rebelle (qu'on peut définir comme une culture politique rebelle) dont je cherche à montrer les lignes de force, la diversité et la diffusion non seulement dans le monde touareg mais aussi à l'extérieur.

La démonstration se déroule en trois temps : on essaiera d'abord de montrer qu'il existe une histoire de résistance à l'autorité par les armes, qui s'inscrit dans un cadre politique plus complexe que celui généralement décrit par la littérature et installe durablement une représentation du combattant. Cette histoire commence dès le XIX^{ème} siècle face à la France et à l'Empire ottoman (chapitre 1) et se poursuit avec la résistance de Kaocen en 1916 qui fonde les prémices de la modernité des processus sociologiques et politiques des mobilisations rebelles (chapitre 2.) Elle entérine aussi l'échec de l'alternative politique à la rébellion en poussant les Touaregs à un exil politique à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Niger (chapitre 3.)

On verra ensuite que ces processus historiques, économiques et politiques se réalisent dans la rébellion des années 1990, qui occupe un rôle central dans le monde rebelle touareg. Une culture

politique s'y fabrique lorsque les rebelles proposent de nouvelles formes d'identifications politiques aux Touaregs. On en examinera les développements, les discours et les imaginaires (chapitre 4.) Cette rébellion a mobilisé des combattants aux parcours très divers, qui sont parvenus à se solidariser et à se s'enrichir mutuellement pour créer des mouvements politiques, sociaux et culturels efficaces. La microsociologie des combattants donnera des clés pour la compréhension de la pérennité des engagements. Les cadres des réinsertions éclaireront les nouvelles formes d'expression rebelles (chapitre 5). Après la signature des accords de paix, les ex-combattants et tous ceux qui se réclament de la rébellion développeront de nouveaux modes d'expression favorisant la cristallisation de la culture politique rebelle ainsi que sa diffusion de son discours dans toute la société touarègue (chapitre 6).

Enfin, la rébellion, les rebelles et leurs alliés de toute nature réinventeront en tant qu'acteurs la culture politique rebelle à partir de l'héritage de la rébellion des années 1990. Cette culture politique rebelle est influencée par les enjeux internationaux qu'elle s'approprie et transforme, dans une évolution drastique, par la voie de la diaspora (chapitre 7). Le déclenchement en 2007 d'une rébellion par le Mouvement des Nigériens pour la Justice a fourni l'occasion d'observer « en direct » l'effet de catalyse de la culture politique rebelle sous l'effet conjugué de circonstances particulières et de frustrations accumulées (chapitre 8). Enfin, c'est sous le regard attentif et neuf du monde occidental dans un jeu de miroir constant et éminemment productif, que se déroulent les développements les plus récents de la rébellion, alors que la paix est officiellement revenue (chapitre 9). Ce travail privilégie une « approche par le bas » qui situe les rebelles au centre des analyses et redonne une dimension politique à des combattants qui en ont été privés régulièrement par les acteurs qui les ont combattus. Au-delà du cas nigérien, cette approche critique les analyses unidimensionnelles des conflits qui sont dominantes dans le monde académique et les institutions politiques du développement.

Première partie : du XIXème siècle à l'indépendance, les résistances touarègues en construction

On commencera ce chapitre par une remarque: si on veut donner toute sa place à une perspective historique, il ne s'agit pas ici de faire l'histoire chronologique des rébellions touarègues avant l'indépendance. Notre intention est d'introduire cette histoire des rébellions comme une « histoire rebelle », c'est-à-dire racontée, transformée, mythifiée autour du concept du rebelle et constamment retravaillée par les rébellions qui se sont succédé au Nord du Niger. On envisagera cette histoire rebelle comme l'articulation de trois dimensions qui s'entrecroisent et s'interrogent:

- Les facteurs déterminants de l'apparition des rébellions depuis le XIXème siècle, puis de celle initiée par Kaocen au début du XXème siècle, dans les années 1916-1917.
- Le récit de ces rébellions par les témoins de leur temps et les combattants actuels
- La mémoire rebelle et son appropriation par les différents acteurs sociaux qui l'approchent.

On a donc voulu privilégier une histoire des dynamiques rebelles, une histoire culturelle et une histoire des représentations plus qu'une histoire des événements. En adoptant cette démarche, on se trouve à la frontière, poreuse, de l'histoire et de la mémoire, ou plutôt des mémoires. Le travail sur la mémoire ainsi que la compréhension des rapports, parfois conflictuels, entre mémoire et histoire sont restés longtemps l'apanage des historiens et des sociologues. Leur arrivée dans le champ des sciences politiques, et singulièrement de la science politique africaniste, est récente, mais participe d'un mouvement de fond. En 2006, les revues *Politique Africaine* en France, *Afrika Spectrum* en Allemagne, *Cadernos de Estudos Africanos* au Portugal et *Afriche e Orienti* en Italie ont toutes proposé des numéros spéciaux sur les écritures de la mémoire en Afrique, dans un grand mouvement de prise de conscience des enjeux ontologiques

posés par ces problématiques et poussés par un mouvement de société parfois traduit en loi comme en France, en 2005¹.

Dans l'introduction de dossier de *Politique Africaine, Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique*,² Christine Deslaurier en définit ainsi les contours, à propos des mémoires du passé colonial:

« En réalité, on doit s'intéresser de manière plus large aux dynamiques multiples par lesquelles les représentations du passé colonial sont produites et en viennent à faire sens au niveau politique, y compris – ou surtout ? – quand ces productions ne sont pas étatiques. Il s'agit donc ici de considérer non seulement l'état d'une mémoire collective du fait colonial, entendue comme la mémoire nationale unifiée d'un pays – et qu'on devra tenir pour sans cesse disputée et renouvelée –, mais encore les différents niveaux auxquels se font jour des mémoires collectives, à l'intérieur même de la communauté nationale et au-delà, à l'échelle internationale. »

On adoptera ici cette pratique de la différenciation des niveaux d'expression de la mémoire. On soulignera cependant que l'histoire des rébellions touarègues et de ses mémoires collectives n'a jamais atteint le statut de mémoire d'Etat. Elle crée ainsi un lieu de « mémoire disputée » parce qu'elle touche à des événements parfois extrêmement contemporains, devenant en quelque sorte une mémoire de l'immédiat. Il n'y a donc pas eu de construction nationale de la mémoire de rébellion si ce n'est en marge des négociations pour les accords de paix. Le gouvernement nigérien a organisé une cérémonie de remise des armes de la rébellion, célébrée en présence des

¹ La loi du 23 février 2005 «portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés» dispose que «les programmes de recherche universitaire accordant à l'histoire de la présence française outre-mer (...) la place qu'elle mérite». Ce texte de loi a déclenché des réactions en chaîne notamment dans le milieu universitaire et plus largement a contribué à lancer un débat public sur le rôle de l'historien, l'écriture d'une histoire officielle et l'articulation mémoire/histoire. Voir Pierre Boilley, *Loi du 23 février 2005, colonisation, indigènes, victimisations ; Evocations binaires, représentations primaires*, *Politique Africaine*, n°98, juin 2005, pp. 131-140.

² Christine Deslaurier, *Introduction au thème, Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique*, numéro spécial de *Politique Africaine*, n°102, juin 2006.

médiateurs internationaux et parrains africains des accords, après la paix, à partir de 2000 et renouvelée depuis chaque année. Cette cérémonie appelée « Flamme de la Paix » met en scène la destruction symbolique des armes légères des rebelles. Chaque année, le Nord du Niger voit se réunir autorités et anciens chefs rebelles dans la même célébration *a minima* (car les armes n'ont pas été recensées et les accords de paix sont un chantier ouvert) de la réconciliation entre les fronts des années 1990 et l'Etat nigérien. Le même procédé de remise des armes, par l'intermédiaire de la Libye (qui n'a pas manqué de mettre en scène la cérémonie), a été utilisé après les actions diplomatiques mettant un terme en 2009 à la rébellion du Mouvement des Nigériens pour la Justice. Le coup d'Etat qui a renversé le président Mamadou Tandja en février 2010 laisse subsister un doute quant à la perpétuation des cérémonies de paix. Il n'y a pas eu en revanche de construction officielle de la mémoire du conflit, et les cérémonies sont circonscrites au Nord dans un entre-deux géographique, qui établit un lieu fictif de la mémoire. Nombre de combattants n'ont pas remis leurs armes, et peu d'entre eux ont activement participé aux cérémonies. Après la paix, les tensions politiques, décisives dans l'élaboration des mémoires concurrentes, demeurent. La mémoire de la rébellion touarègue est encore jeune. Elle s'est développée essentiellement durant la dernière décennie, portée d'abord par la parole des ex-combattants et des sympathisants de la rébellion. C'est là l'une des subtilités de la mémoire rebelle touarègue: ce n'est pas l'histoire des vainqueurs qui imposent leur vision et redéfinissent les contours du passé, c'est une mémoire de la marge, condamnée à la marginalité parce que c'est une mémoire de vaincus. C'est aussi une mémoire de la minorité politique parce que les conquêtes politiques des rebelles, bien que réelles et importantes, restent contraintes par la minorité ethnique. En conséquence, la mémoire de la rébellion se développe dans des mémoires exclusivement « collectives », à défaut de s'appuyer sur une « mémoire officielle », au gré des groupes qui la revendiquent et qui en produisent les multiples sens. Il faut donc démêler les fils de la mémoire et des significations collectives concurrentes pour lui donner une signification politique.

C'est essentiellement une mémoire active, disputée, qui dépasse l'espace du groupe des combattants qui l'a créée et s'inscrit dans le débat politique nigérien avec d'autant plus d'influence qu'elle grandit et s'imprègne des enjeux nouveaux des rébellions africaines et mondiales. De ce fait la mémoire de la rébellion est une mémoire de résistance qui se nourrit de sa marginalité. Elle s'est développée sous l'influence de deux groupes : les combattants (et ex-

combattants) eux-mêmes, et à l'échelle internationale, par les interactions intellectuelles entre la diaspora et les « amis » de la cause.

Deux mémoires apparaissent avec le temps : une mémoire de l'avant-garde sociale et politique pour les ex-combattants, confrontée à une mémoire de l'échec pour ses opposants. La mémoire de la rébellion est donc un lieu de confrontations. Ces confrontations, également académiques, influencent de par leur discours la perception des résistances à venir et encouragent une forme de détermination de l'action politique par la rébellion. Cette mémoire est alors le lieu de la confrontation et des reconstructions fondées sur les tensions politiques entre les groupes qui revendiquent la compréhension de cette histoire aussi bien que son héritage. Elle s'inscrit dans des pratiques sociales et culturelles multiples qui trouvent leur généalogie dans l'histoire politique de groupes sociaux touaregs et dans la représentation symbolique dont elle fait l'objet.

Cette mémoire repose maintenant sur un *ethos* guerrier (dont on explicitera les caractéristiques ultérieurement) et se développe en des lieux de plus en plus variés (comme l'art et l'artisanat), se répand à l'extérieur au gré des interactions intellectuelles et émotionnelles entre les ex-combattants et le monde.

L'histoire de la rébellion est donc un lieu de débats politiques. Elle est l'enjeu de la généalogie des conquêtes de groupes sociaux minoritaires aussi bien que la trace de son échec historique.

La mémoire de la rébellion est aussi un processus de construction dont on doit étudier les modalités, les enjeux et les tensions. Il est intéressant de comprendre les mécanismes de ce processus, ses évolutions, ses limites et ses échecs. Qui détient les clés de ce processus ? Qui le combat ? Quelles tensions se créent dans le processus de construction de la mémoire rebelle ? En apportant des réponses à ces questions on esquisse les contours des cultures politiques rebelles. On creuse dans les méandres de la créativité politique et on comprend ce qui fait sens dans la mobilisation.

Quelles sont les étapes de la construction de cette mémoire ? Que dit-elle sur elle-même ? Que dit-elle sur ceux qui l'écrivent ? Quels sont les lieux d'expression et les modalités d'expression de cette mémoire rebelle ?

Analyser l'histoire des rébellions touarègues passées du point de vue des enjeux des rébellions actuelles permet de comprendre les prémices historiques de la culture rebelle. Cette analyse induit aussi en creux celle des reconstructions mémorielles. Il me semble nécessaire de préciser, au vu des débats passionnés qu'ont pu générer les enjeux de mémoires en Afrique mais aussi les analyses des rébellions touarègues, qu'il ne s'agit ici pas de déterminer la légitimité de ses constructions mais bien de comprendre les fondements de ses « *résistances au long cours* », comme Jérôme Lafargue nomme les parcours combattants et mémoriels Mau Mau au Kenya³. On aborde en fait une déconstruction historique des analyses de la rébellion par la voix des combattants.

Les fondements économiques, sociaux et politiques des rébellions sont autant de contextes qui influencent les mémoires rebelles. Celles-ci n'existent pas hors du temps ou hors de l'espace, notamment, en ce qui concerne les Touaregs, l'espace régional saharien et les temps de la colonisation et des indépendances. C'est pourquoi on doit resituer les rébellions dans leurs contextes pour observer l'élaboration de leurs représentations. Les grands épisodes des résistances et la comparaison incessante, en va et vient, entre passée et présent, des conditions générales des rébellions ont produit cette mémoire collective comme le lieu de l'épanouissement des cultures politiques rebelles.

C'est donc sous l'angle de la continuité des résistances qu'on abordera les rébellions touarègues du passé. La relation entre les faits et des contextes nous intéresse lorsqu'ils nous éclairent sur la construction d'une pratique politique et sur les tensions qu'elle génère, retravaillées en permanence par les rébellions qui les ont suivies. Les points communs entre les rébellions sont avant tout issus du discours des combattants, un reflet de leur compréhension du passé.

L'objectif du premier chapitre sera de déceler, dans les rébellions initiales, celles qui ont embrasé l'Aïr et le Ténéré, au moment des premiers contacts avec les Français, les prémices des mobilisations futures. On y analysera les contextes des résistances, les fondements d'une image rebelle et la manière dont cette image - ou ces images - informent le présent.

³ Jérôme Lafargue, *Résistances au long cours. Narration et maniement de la mémoire insurrectionnelle à partir de l'exemple des Mau Mau (Kenya)*, in *Jeux de mémoires*, Cahiers d'Etudes Africaines, n°197, EHESS, 2010.

Le deuxième chapitre abordera plus précisément l'histoire de Kaocen, qui mena un mouvement rebelle contre les troupes françaises entre 1916 et 1917. La confrontation, directe et meurtrière, qui résulta de ce mouvement fut un choc pour l'Occident qui tenait pour acquises sa domination militaire et l'infériorité tactique des Touaregs. Kaocen mobilisa et combattit de manière radicalement nouvelle. Ses méthodes, et les transformations politiques et sociales qu'elles impliquaient, ont durablement affecté le monde touareg, et certainement, comme on essaiera de le montrer, influencé le rapport des Touaregs du Niger à la rébellion. On verra la naissance d'une modernité rebelle et politique, et il sera intéressant de la confronter aux mots et récits des combattants. Dans les contradictions, les interprétations et les reformulations de son histoire se cache une part de cette culture politique qu'on entend dévoiler.

Le troisième chapitre montrera comment la déconstruction d'un certain monde touareg s'est aggravée de désillusions politiques au moment des indépendances. Ces échecs, ces espoirs déçus, ont touché une génération déracinée dont on comprendra les spécificités sociologiques afin de cerner ses évolutions. Ce cheminement historique a pour but de dégager les tendances qui, malgré les contradictions et les voies de traverse qu'elles empruntent parfois et qu'on ne voudrait négliger ici, ont participé pleinement au corpus culturel des rébellions.

Chapitre I : Premières résistances

Ce chapitre aborde les résistances ayant eu lieu pendant la lente colonisation du Sahara, depuis la fin du XIX^{ème} siècle. A cette période, les Touaregs du Nord Niger ont rencontré deux adversaires principaux: l'Empire ottoman, occupant la Libye actuelle, et la France, dont les avancées au Sahara procédaient de la colonisation de l'Algérie, à partir de 1830. L'espace saharien, immense et essentiellement désertique, est longtemps resté aux marges des territoires exploités par les puissances coloniales, dans un au-delà mystérieux qui a fait l'objet de toutes les projections⁴.

Avec l'Empire ottoman, les oppositions armées ont été rares et essentiellement circonscrites aux territoires déjà occupés par les Turcs. L'Empire ottoman avait achevé la conquête de la Tripolitaine lors de son apogée, sous le règne de Suleyman le Magnifique, au XVI^{ème} siècle. Ces terres avaient, depuis les conquêtes arabes, connu des envahisseurs avec lesquels les populations touarègues du Niger actuel étaient en contact régulier, notamment grâce à des échanges commerciaux. A la fin du XIX^{ème} siècle, l'autorité de l'empire ottoman sur cette région était vacillante, menacée par l'Europe et ses tensions internes, concédée à des familles puissantes dont l'autonomie vis-à-vis d'Istanbul était quasiment achevée. A cette période l'élément d'influence majeur des relations entre Touaregs du Niger et Empire ottoman réside dans la confrérie musulmane de la Senoussiya, dont la présence et l'action sont devenues progressivement essentielles aux problématiques de résistance dans le Sahara. L'histoire complexe de son émergence a fait l'objet de nombreux écrits, qui tiennent une place

⁴ On reviendra en détails sur ces projections fantasmagiques dans la suite de ce chapitre consacrée à l'élaboration de l'image rebelle sous la plume des Occidentaux. On se réfèrera avec bonheur à l'article de Numa Broc qui montre comment le Sahara, frontière mystérieuse de l'Algérie, a donné lieu à toutes les légendes élaborées par ceux-là même qui allaient l'explorer et l'administrer. Citons pour exemple Malte-Brun, « géographe officiel de Napoléon », qui voit dans le Sahara la résolution de la disparition de l'Atlantide : « *Le grand désert que nous venons de décrire ne serait-il que le bassin desséché d'une mer ? Diodore parle d'un lac des Hespérides mis à sec par un tremblement de terre. Peut-être les régions du Mont-Atlas, autrefois entourées d'une double méditerranée ont-elles formé cette Ile Atlantique qu'on cherche partout et qu'on ne trouve nulle part* ». Malte-Brun, *Géographie universelle*, Paris, 1813, cité et commenté par Numa Broc, *Les Français face à l'inconnue saharienne : géographes, explorateurs, ingénieurs (1830-1881)*, Annales de géographie, vol. 96, n° 535, 1987, pp. 302 à 338.

prépondérante dans l'élaboration de l'histoire et de la mémoire des rébellions touarègues et sur lesquels on reviendra⁵.

Sources :

Un des enjeux essentiels de l'analyse des généalogies rebelles est la compréhension de ses sources. Plus qu'ailleurs encore, il faut interroger les auteurs, les lieux de publication, et la nature des éléments qui fabriquent l'histoire rebelle pour en saisir l'essence, car l'entre deux mondes désertique est un lieu de projection où la personnalisation des rapports influence de manière décisive l'écriture de l'histoire. Jean Clauzel en esquisse ainsi finement les enjeux en évoquant les administrateurs coloniaux au Mali et au Niger⁶. D'une manière générale, l'histoire des confrontations des Touaregs avec les puissances extérieures visant au contrôle des territoires sahariens a d'abord été relatée par les acteurs de la colonisation. La nature de ceux qui l'ont écrite évolue de ce fait avec le temps de la colonisation :

- Des explorateurs, tentés par l'aventure et le mystère du Sahara, parfois mandatés par des sociétés savantes.
- Des militaires, chargés de la conquête et de la pacification.
- Des administrateurs, dont le but principal était de collecter l'impôt.

L'abondance de la production écrite provient essentiellement des rapports des militaires chargés de l'exploration des pistes sahariennes dont l'objectif principal était le contrôle des échanges commerciaux entre la Méditerranée et le Nord du Nigéria. L'angle de la relation des contacts avec les Touaregs du Niger est de ce fait celui des conditions de la conquête et des capacités militaires de la résistance. Il en découle une production littéraire intense organisée autour de deux axes : l'un traite de l'analyse stratégique des techniques de combats touarègues, l'autre s'attache aux moyens d'assurer le contrôle des immenses territoires sahariens. L'analyse

⁵Jean-Louis Triaud a rédigé l'ouvrage fondamental sur la question qui traite de l'émergence de la confrérie musulmane et montre l'élaboration de l'image de la Senoussiya à travers les écrits de l'époque, resitués dans le contexte colonial. On consultera avec profit Jean-Louis Triaud, *La légende noire de la Sanûsiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, Editions de la Maison de l'Homme, Paris, 1995, 2 tomes.

⁶ Voir J. Clauzel, *L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique occidentale française*, Politique Africaine, n°46, Juin 1992, pp. 99-116.

politique qu'on y trouve résulte de l'observation des alliances et des oppositions entre tribus touarègues et se focalise sur les opportunités de détournement de ces tensions au profit de l'avancée des troupes françaises. Incidemment s'écrit un portrait de Touaregs en guerriers redoutables mais désorganisés, dont on ne comprend pas les mobilisations. Les implications de ces points de vue sont multiples, elles ont fait l'objet de nombreuses publications qui reflètent les rapports ambigus, entre admiration et déterminisme culturel, des Occidentaux et des Touaregs.

Les sources écrites touarègues sont malheureusement trop rares. Le chercheur dépend donc beaucoup des relations orales et des témoignages des générations suivantes. Ces témoignages, souvent remarquables, diffusent une idée différente de l'histoire des résistances touarègues, fondée sur les tensions sociales et les mouvements qui ont transformé la société touarègue au XXème siècle. Les témoignages les plus récents, recueillis après la rébellion des années 1990, résultant des entretiens réalisés pour cette recherche, dessinent simultanément un attachement profond à l'histoire des événements politiques et une interprétation retravaillée de la mémoire des rébellions. La présence de l'histoire dans les discours des combattants est une constante remarquable. Lors des enquêtes de terrain, cette référence permanente à l'histoire dans un mouvement d'aller-retour dynamique entre passé et présent a été à l'origine de ma décision d'adopter une démarche historique. Si la méthodologie a été adoptée, avec bonheur, par nombre de chercheurs à propos des conflits⁷, elle s'est imposée définitivement dans mon esprit lorsque j'ai constaté son importance, à la fois intellectuellement et émotionnellement, dans les récits des combattants.

Il est d'autant plus intéressant de constater que cette référence des rebelles à l'histoire ne procède pas d'une histoire officielle issue des manifestes politiques de la rébellion, mais d'une démarche personnelle, intimement liée à la relation du combattant avec la rébellion. On peut y déceler, en filigrane, une volonté de s'inscrire dans une singularité, presque une marginalité : celle de la prise des armes et de la résistance, même au prix de la clandestinité, de la marginalisation sociale et de l'échec militaire. Du fait de cette relation personnelle et émotionnelle à l'histoire rebelle, l'interprétation du passé est remarquablement contrastée dans le discours des combattants. Les

⁷Parmi tant d'autres excellents travaux, deux ouvrages fondamentaux ont inspiré ce travail. Le premier est celui de John Lonsdale sur l'histoire du mouvement Mau-Mau au Kenya. Le second le travail de Robert Buijtenhuijs sur le conflit tchadien. John Lonsdale, *Unhappy Valley: conflict in Kenya and in Africa*, London, Jame Currey, 1992, 2 volumes. Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad. 1977-1984. La révolution introuvable*, Paris, Karthala, 1987.

échecs militaires sont souvent analysés avec force détails critiques: les acteurs individuels du passé sont constamment remis en cause pour leurs erreurs stratégiques ou leurs alliances dangereuses et les conséquences de la défaite sont perçues comme déterminantes pour expliquer le lent déclin⁸ de la société touarègue. D'un autre côté, certains combattants montrent leur fierté de se situer dans une continuité du courage guerrier qu'ils perçoivent comme une tradition de résistance.

La diversité de ces mémoires dépend des expériences individuelles mais le discours sur le passé est, pour l'essentiel des entretiens, venu spontanément dans le récit des combattants. On trouve dans le travail d'autres auteurs des témoignages qui font écho à ce travail⁹. Cette historicisation de la rébellion participe, en accentuant les continuités, à la représentation du monde touareg, pour les combattants, comme une société oscillant perpétuellement entre menace et résistance.

Il faut souligner que mon intention n'est pas de reconstruire le passé à la lumière des événements futurs pour lui donner une valeur performative qu'il n'a pas. Ma démarche consiste à interroger événements et représentations de ces événements pour en dégager les dynamiques et en comprendre les tendances.

Ce chapitre explicite en premier lieu les contextes économiques, sociaux et politiques des premières résistances, dans leur rapport dynamique à la construction d'une histoire rebelle. On y verra les tensions de la société touarègue et l'émergence de processus de fond qui apportent un éclairage sur les mobilisations futures.

A travers l'analyse des récits, on verra ensuite l'émergence des premières représentations rebelles, dont on comprendra le rôle décisif.

Enfin on soulignera les préfigurations des changements à venir.

⁸ Ce déclin supposé est comparé à un âge d'or où le nomade était maître absolu de son territoire et de ses déplacements. Un âge d'or dont le déclin se serait amorcé dans les défaites face à la France au XIX^e siècle et plus encore après la défaite de Kaocen en 1917 qui marquerait la fin d'un mode de vie idéal.

⁹ Hélène Claudot publie par exemple le long témoignage de Baba Ag Moussa sur l'histoire de Kaocen, dont l'analyse donne une perspective stimulante sur le rapport à l'histoire des Touaregs. Voir Hélène Claudot-Hawad, *Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française*, in *Touaregs, exil et résistance*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n°57, Aix en Provence, Edisud, 1990, pp. 11-48.

1- Indifférence, coopération, résistance. Les Touaregs face aux colonisateurs

1-2 Contextes économiques, politiques et sociaux des premières résistances

1-1-1 Conditions d'équilibres

Les mouvements de résistances qui éclatent et se répandent au XIX^{ème} siècle dans le Sahara naissent autour d'un changement économique particulièrement important et brusque, qui affecte fortement le commerce transsaharien. Ce commerce caravanier transsaharien, en effet, a assuré la richesse des confédérations touarègues de l'Ouest entre le Maroc et la boucle du Niger d'une part, et à l'Est entre la Libye et le Nord du Nigéria sur un axe Tripoli-Kano d'autre part.

L'utilisation de ces axes commerciaux est fondamentale parce qu'ils remplissent plusieurs fonctions vitales pour le monde saharien :

- Une fonction commerciale en premier lieu qui permet d'assurer la prospérité des tribus qui en ont la charge.
- Une fonction essentielle d'échange. La production saharienne assurée par les Touaregs repose essentiellement sur le sel, extrait des salines naturelles des grandes oasis de l'extrême Nord-est du Niger, à Fachi et à Bilma dans le désert du Djado, et sur des productions locales très spécialisées. La survie des tribus nomades dépend donc de la fluidité des échanges entre sel et produits de consommation vitaux qui doivent être importés des marges du désert sur les marchés du Nord de l'Afrique.
- Une fonction fiscale, les confédérations les plus puissantes contrôlant les passages et en assurant la sécurité contre les pillages en échange d'un tribut.
- Une fonction politique, l'équilibre entre les fédérations dépendant grandement de la qualité de la protection assurée, donc à la fois de la nécessité de cette protection et du rapport de force entre les protagonistes.

- Une fonction symbolique qui s'inscrit dans le mouvement nécessaire à la revitalisation du monde touareg et au renouvellement des hiérarchies politiques entre tribus.

La continuité du commerce transsaharien repose sur le contrôle et l'équilibre des échanges avec les oasis du Nord de l'Afrique. Or, le XIX^{ème} siècle voit la France se rendre progressivement maîtresse de ces oasis tant en Algérie qu'au Maroc, et les Ottomans contrôler la ville de Ghadamès, en Libye. Ghadamès occupe une place fondamentale dans la prospérité des échanges avec les mondes arabe et méditerranéen. L'extension de la présence administrative et militaire française en Algérie se traduit par le déplacement progressif des échanges vers les routes de l'Est, au Niger, favorisant ainsi l'essor économique des caravanes touarègues. Ghadamès est au XIX^{ème} siècle la plaque tournante des échanges en Libye, mettant en compétition plusieurs groupes caravaniers¹⁰. Les Touaregs du Niger ne sont pas les seuls capables d'effectuer la traversée du Sahara du Nord au Sud et sont confrontés à la concurrence des tribus *ghedamsies* dont les réseaux commerciaux dans toute l'Afrique du Nord sont remarquables. Cependant, l'essoufflement des échanges par l'Ouest, au Mali actuel, permet l'essor du commerce et assure des ressources pour tous, malgré la concurrence. Le problème de la sécurité des caravanes devient alors central puisque, si les Touaregs ne les mènent pas toutes, ils perçoivent un tribut au moment de la traversée des territoires qu'ils contrôlent, lorsque les caravanes quittent l'ère d'influence des Ottomans, au Sud de Ghadamès. Quelles que soient la nature et l'origine des caravanes, les tribus touarègues en tirent donc un bénéfice substantiel¹¹. Lorsque la pression sur les tribus *Kel Ahaggar* s'accroît au point de les contraindre à modifier leurs aires de nomadisation, les routes, les tributs et les équilibres traditionnels entre les groupes qui se partagent ces territoires sont rompus. Cela implique, pour les Touaregs en contact direct avec les Français, soit une dépendance acceptée au pouvoir politique de la métropole (ce qui entraîne l'abandon des prérogatives fiscales et des guerres de pillage), soit une résistance à son expansion.

¹⁰Voir sur la place de Ghadamès et l'évolution des routes commerciales : Khalifa Chater, *Commerce transsaharien et esclavage au XIX^{ème} siècle, dans les régences de Tunis et de Tripoli*, in *L'esclavage en Méditerranée à l'époque moderne*, Cahiers de la Méditerranée, vol. 65, 2002.

¹¹Edmond Bernus, *Touaregs nigériens : unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur*, Paris, L'Harmattan, 1993.

1-1-2 Ruptures

Ce déséquilibre est d'autant plus prégnant qu'il survient au moment de ce qui est considéré comme « *l'âge d'or du commerce transsaharien* »¹² que l'on situe au milieu du XIX^{ème} siècle, notamment en ce qui concerne la route Tripoli-Kano. La paix avec les tribus arabes est assurée au Sud de Ghadamès par les Ottomans et le commerce y connaît son apogée, en volumes et en prix des transactions. Ghat, Tripoli et les oasis de Libye sont les centres commerciaux les plus importants qui centralisent la circulation des marchandises. On y échange à très bon prix les plumes d'autruches, les peaux de chèvres, l'ivoire, les tissus et les esclaves en provenance du Sud¹³. Pour les grandes confédérations touarègues, le partage des routes s'effectue autour d'un équilibre entre les *Kel Ajjer* de Ghadamès à Iférouane dans l'Aïr, et les *Kel Ewey* d'Iférouane à Kano, impliquant leurs dépendants par un jeu d'interactions complexe déterminé par leurs rapports politiques toujours susceptibles d'adaptation.

Après une période de paix facilitée par les échanges commerciaux, la présence française dans les oasis du Sahara central, au cours des années 1850-1880, a créé une situation économique exceptionnelle dont les conséquences sont à la fois internes et externes au monde touareg. Les Touaregs du Hoggar algérien, repoussés des oasis du centre du Sahara, reportent leur aire de nomadisation plus à l'Est, vers les pâturages du Nord-ouest du Niger. Ainsi, ils rentrent en conflit avec les *Kel Ajjer* qui occupent ce territoire et contrôlent le commerce en direction de la Libye. Le mouvement des confédérations est un facteur traditionnel de la mobilité politique. Depuis le XVI^{ème} siècle les Touaregs se sont installés dans l'Aïr, en recherche de pâturages et d'eau. Les frictions avec l'empire songhaï et le Maroc ont de la même manière historiquement entraîné de longs cycles de rééquilibrages politiques mais ont trouvé leur résolution dans la liberté des pistes caravanières et des actions guerrières entre tribus. La colonisation progressive du Sahara du Nord a introduit un facteur inédit de déséquilibre : l'impossibilité du mouvement et de l'enrichissement par la guerre, le pillage et l'impôt, dorénavant directement contrôlés par la France. En poussant les *Kel Ahaggar* vers l'Est, la France a organisé la rencontre nécessairement

¹² Voir Stephen Baier, *Le Sahara au XIX^{ème} siècle*, in *Histoire générale de l'Afrique*, vol VI, Unesco, 1996.

¹³ Le commerce est fluctuant car dangereux, mais prospère. Pour un inventaire détaillé de la nature et de la valeur des biens transportés, on se référera à Jean-Louis Miegé, *La Libye et le commerce transsaharien au XIX^{ème} siècle*, *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°19, 1975, pp. 135-168.

conflictuelle de deux grands axes caravaniers (celui des *Kel Ahaggar* menant au Damergou, en direction de Zinder, au Sud du Niger). L'interconnexion politique des fédérations a déterminé le bouleversement des tribus du territoire du Niger : les *Kel Aïr* dans l'Aïr et les *Iwellimiden* plus au Sud sont touchés à leur tour et tout le monde touareg nigérien subit ce changement.

1-1-3 L'économie du nomadisme, moyen du discours rebelle

Les changements politiques à l'œuvre sont donc intrinsèquement liés aux bouleversements économiques. Mais l'argument du déséquilibre économique n'est pas seulement un facteur du déclenchement des rébellions. Ce qui nous intéresse plus particulièrement, c'est essentiellement lorsque celui-ci devient un moyen du discours rebelle, une justification *a posteriori*, au point de devenir un enjeu de la légitimité des rebelles. Cet enjeu est de ce fait grandement discuté par les « amis » et « ennemis » de la rébellion. Salifou a ainsi entrepris de démontrer, à propos de la rébellion des années 1990, que la discrimination économique historique du nord du Niger n'était qu'un leurre¹⁴. Il compare les situations relatives des différentes « ethnies » du Niger et des aires géographiques dans lesquelles elles évoluent et en déduit l'inanité historique des revendications de la rébellion. Les chiffres corroborent en partie cet argument, bien qu'il soit malaisé d'établir une comparaison objective fondée sur l'« ethnie ». Au Sahara comme ailleurs, il n'y a pas d'espace économique exclusif, ni de séparation absolue à partir de critères ethniques. L'implication de l'Etat dans la distribution des ressources est aussi un argument anachronique si on analyse des tendances historiques depuis le XIX^e siècle comme le fait Salifou. Plus intéressant est l'argument des contraintes qui pèsent sur le nomadisme et l'élevage. Le mouvement, les relations d'échanges ont été de fait désarticulés en profondeur par l'administration coloniale. Le développement ultérieur de l'Etat-nation et de ses règles se situe dans la continuité de ces tensions. Les destructions du cheptel, par l'impôt, la guerre ou les aléas climatiques ont accéléré le processus de désagrégation des structures économiques et politiques. Les arguments des rebelles sont également intéressants dans la mesure où ils mettent à jour l'idéalisation d'un passé économique transformé en culture. La rébellion moderne fait expressément référence au XIX^e siècle, mythifié en « âge d'or »: il représente la domination

¹⁴ André Salifou, *La question touarègue au Niger*, Karthala, Paris, 1993.

politique, l'essor économique et la glorification du nomadisme. Les liens entre ces tensions économiques, même retravaillés dans le sens des fronts de 1990, ne sont pas niables. L'analyse économique est alors un moyen opérant pour comprendre les mouvements de résistance du XIX^{ème} siècle. Elle est cependant complexe à mettre en œuvre. Dans la pratique guerrière relatée par les fonctionnaires coloniaux, ce facteur apparaît en effet singulièrement négligé, les observateurs privilégiant dans leurs commentaires le déroulement des combats et y voyant la perpétuation des rapines et pillages comme explication aux attaques menées contre les postes français et les oasis qu'ils contrôlent, sans percevoir des modèles plus complexes à l'œuvre.

1-2 Organisation politique touarègue, structures, mythologie, critique

L'organisation politique touarègue est plurielle, fluctuante dans le temps et dans l'espace. Il est difficile de la caractériser en la généralisant, d'autant qu'en analyser les structures fait l'objet de violentes disputes académiques. On se propose ici d'en dégager des termes communs à la lumière de travaux anthropologiques de référence et de notre expérience propre. Cette démarche a un double but: mettre en avant la prégnance du politique dans les relations qu'entretiennent les Touaregs avec l'extérieur et à l'intérieur de leur monde, ainsi qu'apporter un éclairage particulier sur les rébellions.

Les premières explications détaillées sur l'organisation politique touarègue du XIX^{ème} siècle ont été données par les observateurs français concernant les tribus du Sahara algérien. Henri Duveyrier a décrit ses observations dans son ouvrage *Les Touaregs du Nord* publié en 1864 à Paris¹⁵. Ce livre est issu de son long séjour chez les *Kel Ajjer* qui nomadisaient dans le Fezzan libyen. Son voyage, limité par les conflits et la sécurité fragile de régions perturbées par l'avancée des Français, ne dépassa pas l'oasis de Ghat. Il ne traite pas de la tribu *Kel Ahaggar*. Duveyrier y note la difficulté majeure de comprendre les rapports politiques entre les tribus. C'est un défi récurrent qui se pose à l'observateur car nous croyons que les mécanismes politiques à l'œuvre doivent être interprétés avec des référents qui figurent en dehors du champ

¹⁵ Henri Duveyrier, *Les Touaregs du Nord*, Paris, Challamel aîné, 1864.

de la légitimation démocratique ou nationaliste. L'organisation dépend en effet de l'histoire mythifiée des origines des tribus, et du rapport qu'entretiennent les tribus avec cette histoire.

1-2-1 De la tente à la fédération

Avant de décrypter, à la lumière de témoignages, les imbrications de ces histoires multiples, on reviendra sur une vue d'ensemble. On soulignera cependant de nouveau l'importance des particularismes locaux et des différences d'organisation à l'intérieur des tribus. Ce travail n'a pas de vocation anthropologique et ne saurait remplacer l'immersion à l'intérieur d'un groupe social touareg. Les structures politiques et sociales chez les Touaregs peuvent s'analyser de deux manières possibles : l'une en cercles concentriques, de plus en plus larges, du groupe familial le plus restreint à l'entité la plus large du monde touareg et qui se réfère largement aux ascendances mythiques et historiques ; l'autre en pyramide, qui reprend les hiérarchies entre les groupes sociaux, de la noblesse à la servilité.

Le premier lieu d'appartenance sociale est la tente (*ehen*, dans la langue de l'Air). C'est l'entité la plus restreinte, associée à la femme, d'une part épouse à laquelle la tente et l'ensemble de ses biens appartiennent, et mère, qui transmet la lignée. La tente confère et transmet des droits, matériels et politiques (sur la terre, sur le statut social). Dans cette société matrilineaire, c'est à partir de la tente de la mère que se construisent les généalogies et les divisions entre les groupes sociaux. L'appartenance à la tente inclut au sein -ou exclut- des fonctions politiques. Ce rapport évolue en fonction d'alliances par mariage, l'épouse apportant avec elle son statut, qu'elle conserve et peut reprendre en cas de divorce, et de l'évolution économique, une tente pouvant s'affaiblir et devoir chercher protection de tentes plus puissantes.

Le regroupement des tentes forme le campement, *aghiwen*. Il est souvent complexe d'en déterminer les limites, qui semblent évoluer avec le temps mais aussi suivant le point de vue depuis lequel on se place. Les tentes des épouses qui rejoignent le campement de l'époux conservent, on l'a dit, une autonomie politique certaine. En ce qui concerne le pouvoir politique attaché au campement, on peut en analyser les dynamiques en fonction de sa capacité à agréger de nouvelles tentes, ce qui agrandit le territoire et confère influence ainsi qu'autorité sociale. Le

fait que les épouses puissent retrouver leur *aghiwen* d'origine (et la fréquence des divorces) encourage la fluidité des rapports politiques. La généalogie du campement et la place dans la lignée de la mère sont associées dans les récits pour qualifier les appartenances et les relations de pouvoir de manière très fine et très détaillées, avec quelquefois des disputes sur les origines dont l'enjeu peut être éminemment politique¹⁶.

Tawshit est un terme généralement traduit par « tribu », celui qu'on a adopté dans ce travail. Cette traduction est discutée, en raison notamment de son origine liée aux colonisateurs français qui ont plaqué sur le monde touareg un modèle organisationnel importé. La *tawshit* est le regroupement des campements. Elle est définie par une origine commune issue d'un ancêtre mythique. Les tribus sont parfois qualifiées de fédérations en raison du regroupement des campements autour d'une même organisation sociale et politique hiérarchique. Les tribus, qui évoluent grandement en fonction des agrégations et désagrégations sociales sont au cœur des alliances guerrières. Elles proposent un commandement commun aux divers campements.

Les tribus sont elles-mêmes organisées sous l'autorité provisoire d'un *ettebel*, un commandement guerrier, qu'on peut considérer comme une confédération ; ces confédérations sont elles-mêmes fédérées sous le haut commandement d'un *amenokal*. Ces derniers regroupements restent généralement fluctuants, l'autorité de l'*amenokal* s'exerçant peu de façon directe et dépendant largement de l'équilibre des pouvoirs entre les fédérations de tribus. (Au-delà de l'ensemble proprement politique on se trouve ici confronté à la notion de *temust*, que certains auteurs ont voulu considérer comme le reflet d'une organisation en nation touarègue. On se reportera à l'introduction pour la compréhension de cette notion aussi bien que son analyse critique et les enjeux qu'elle porte).

Cette présentation, succincte, connaît des exceptions. Son intérêt réside dans la compréhension des mouvements des fédérations les unes par rapports aux autres, de la fluidité des alliances et de la relation entre commandement suprême et prestige guerrier.

¹⁶ Voir, plus loin, la discussion sur Kaocen.

1-2-2 Catégories sociales

Les grands ensembles sont traversés, en particulier au niveau de la *tawshit*, par les strates sociales communes au monde touareg. En schématisant à l'aide d'un modèle d'organisation pyramidale, on peut distinguer deux catégories, elles-mêmes divisées en classes intermédiaires : libres (*Illelen*, sing. *Elleli*) et serviles (*Iklan*, sing. *Akli*). On trouve, en haut de la pyramide, les *Imajeghen*, dont les fonctions et l'origine sont associées à la noblesse. Leur noblesse est d'abord légitimée par une ascendance prestigieuse, généralement mythique et parfois reformulée par des lettrés, qui les lie directement au prophète Muhammad. Le groupe noble s'appuie surtout sur le prestige des actions guerrières. Ce sont les nobles qui dirigent les guerres, les raids et les pillages en suivant des règles précises, autant d'actions mises en valeur par la poésie épique. La noblesse s'incarne aussi dans le comportement¹⁷. Politiquement, ce sont les *Imajeghen* qui détiennent *l'ettebel*, et les rapports de force, fondés sur l'histoire (mais susceptibles d'évolution), désignent parmi les tribus *Imajeghen* celle au sein de laquelle sera choisi *l'amenokal*. Chez les hommes libres, on trouve ensuite les groupes *Imghad* (sing *Amghid*) tributaires des *Imajeghen*, que la tradition coloniale a définis comme « vassaux ». La position de tributaire est associée à certaines fonctions sociales, par exemple l'élevage de certains animaux (comme dans le Hoggar où ils élèvent les chèvres, les chameaux étant plutôt l'apanage des nobles) ; au Niger les *Imghad* tendent à s'occuper des animaux, au service des *Imajeghen*. Les tributaires participent activement à la guerre. Leur statut évolue en fonction des besoins de protection mais aussi des forces relatives des fédérations et des migrations. L'importance relative (en nombre) des tribus *Imghad* leur confère un statut plus ou moins prestigieux et un poids politique différent au sein de leur fédération¹⁸. Il existe aussi, en certains endroits, des vassaux de vassaux, ce qui atteste de la complexité des strates sociales. Un groupe particulier possède un statut un peu à part dans le monde touareg : celui des *Ineslamen* (sing. *Aneslam*), c'est-à-dire « ceux de l'islam ». Il est intéressant de noter que cette qualité est héréditaire (on naît *Aneslam*). Elle confère à ce groupe des fonctions spécifiques, comme l'établissement des généalogies des tribus, et des attributions de conseil aux guerriers. Cependant, tous les *Ineslamen* ne sont pas des lettrés religieux. Leur

¹⁷ Ces questions seront développées dans la prochaine partie.

¹⁸ Le statut *Imghad* est ainsi déconsidéré chez les *Kel Ahaggar* décrits par Charles de Foucauld, alors que leur dynamisme démographique leur permet une position nettement plus prestigieuse dans l'Azawad entre Mali et Niger.

statut politique varie selon les tribus, certains ont des tributaires et combattent à la guerre, quand d'autres occupent des fonctions strictement religieuses. Edmond Bernus note que les « *sont les Kel Tamasheq qui s'éloignent peut-être le plus du modèle des imajeghen* »¹⁹. Le dernier groupe d'hommes libres est celui des *Ighawelen* (sing. *Eghawel*), les affranchis, participent à la guerre et peuvent détenir des esclaves. Leur affranchissement est cependant connu de tous et les désigne comme proches, statutairement, des groupes serviles. Les artisans, *Inaden* (sing. *Enad*) forment un groupe important, en charge du travail des métaux et de ce fait souvent appelés familièrement « forgerons ». Les *Inaden* ont des fonctions politiques particulières, ils agissent en tant que négociateurs, arbitres de litiges, et ne sont pas tenus aux mêmes valeurs de comportement que les *Imajeghen*, ce qui facilite leur prise de parole. Enfin, parmi les *Iklan* figurent les groupes captifs qui se sont agrégés aux tribus suzeraines et qui ont été parfois affranchis de fait. Leur rapport de dépendance est lié à la protection contre les attaques mais aussi à la protection matérielle qui leur permet de cultiver la terre et de s'occuper des troupeaux.

1-2-3 Enjeux de la « communauté ». Analyses croisées et limites des concepts importés

L'entrecroisement des rapports de domination et de vassalité d'une part, et le poids de la guerre et de l'économie dans le statut politique des tribus d'autre part, induit de nombreuses nuances dans la catégorisation des groupes sociaux touaregs. Les modèles généraux, comme celui présenté rapidement ici, ne rendent que grossièrement compte de la diversité des statuts : diversités des tribus, diversités des aires culturelles, strates multiples de vassalités, alliances matrimoniales accentuent les possibilités de changements. En ce sens, le monde politique touareg du XIX^e est très loin d'être figé dans une tradition féodale. Les confrontations avec les puissances coloniales n'ont fait qu'accentuer, et accélérer, des mouvements profonds de réorganisations.

L'organisation politique du monde touareg est singulièrement un enjeu des rébellions et de l'analyse politique des résistances. On peut percevoir dès le XIX^e siècle, dans les récits des

¹⁹ Voir Edmond Bernus, *Touaregs nigériens*, *op. cit.*

explorateurs, les projections excessives dont elle fait l'objet. On a choisi de revenir, rapidement, sur deux théories récentes qui se sont affrontées à ce propos, pour essayer d'en déconstruire le cadre. J'analyserai ces théories et reviendrai, à l'aide de mes propres enquêtes, sur le point de vue rebelle appliqué à cette organisation.

Hélène Claudot-Hawad propose une vision globalisante, privilégiant une représentation systémique de la structure politique du monde touareg. L'auteur utilise la tente comme métaphore de la charpente et de l'assise politique de la société. Chaque pilier est un tout, semblable aux autres mais politiquement distinct, qui soutient la société. Celle-ci s'appuie sur deux éléments essentiels : le territoire et les ressources de ce territoire. Du contrôle, politique, foncier et juridique de ce territoire, découlent des droits et des devoirs qui impliquent la société tout entière, l'équilibrent et la nourrissent. Hélène Claudot-Hawad²⁰ développe ensuite sa théorie en utilisant les différents champs sémantiques des structures sociales telles que nous les avons présentées plus haut pour les relier dans une métaphore du « corps » politique : Ainsi la *tawshit* est aussi « poignet » et la confédération à *ettebel* est aussi « cuisse », fédérées dans un ensemble (*tegehé*), le « bassin ». Cette théorie stimulante a le mérite de montrer les différents niveaux de compréhension (politique, émotionnel, mythologique) des rapports sociaux, et les imbrications complexes de ces niveaux de compréhension au sein des différents groupes touaregs. Elle souligne aussi l'interdépendance entre les tribus et montre bien comment la société touarègue se pense comme un ensemble cohérent, un tout en dehors du monde extérieur. C'est ainsi que l'au-delà, l'étranger, avec ses règles différentes et ses inconnus, est défini par un champ lexical spécifique auquel les rapports sociaux et les règles de bienséance ne s'appliquent pas. Hélène Claudot applique ce modèle à l'organisation des Touaregs au moment des premières résistances aux Français et lui confère un statut de système politique de type fédéral régulé par une assemblée représentative, sur le modèle développé dans l'Air, appelé *asagawar*, ainsi que par un *amenokal* (ou sultan, à Agadez) aux fonctions d'arbitrage strictement limitées. *In fine*, c'est toute la société touarègue qui s'articule dans un système charpenté et se pense politiquement à l'intérieur de ce modèle, les débats reposant sur les tiraillements entre d'un côté des aspirations à plus d'égalité entre les tribus et de l'autre un conservatisme politique fondé sur la hiérarchie sociale.

²⁰ Cette théorie du corps politique est développée dans l'ouvrage d' Hélène Claudot-Hawad, *Honneur et politique*, *op.cit.*, pp. 1-14.

Cette analyse de l'organisation politique touarègue est d'autant plus stimulante qu'elle rend compte d'une maturité politique souvent niée par ceux qui observent la société nomade. Les entretiens que j'ai menés, lorsqu'ils ont donné lieu à une discussion historique sur les évolutions politiques chez les Touaregs depuis le XIX^{ème} siècle, appuient l'idée d'une culture de la discussion politique et du libre arbitre entre les tribus. Dans le discours sur le passé que j'ai recueilli, ce libre arbitre est cependant limité aux décisions concernant la résistance à apporter à la puissance coloniale, et que l'on pourrait exprimer à l'aide de la notion de « cadets sociaux » qui différencie jeunes et vieux, nobles et tributaires: les jeunes guerriers qui ne détiennent pas le commandement traditionnel se heurtent à la prudence et au code de l'honneur des anciens et trouvent dans la résistance un moyen d'acquérir un pouvoir politique qui leur est inaccessible autrement. L'idée d'assemblée confédérale telle que conçue par Claudot-Hawad me semble aller au-delà des mécanismes décisionnels et de la réalité des tensions sociales du XIX^{ème} siècle finissant. Les témoignages sur lesquels je m'appuie expriment certes les négociations et les confrontations politiques qui se traduisent parfois par des réajustements des allégeances entre tribus. Mais ces témoins ne les conçoivent pas dans un cadre déterminé, démocratique, fédérant l'ensemble du monde touareg. C'est la *tawshit* qui apparaît comme le lieu du débat politique, la contestation entre les tribus s'exprimant essentiellement par la guerre entre elles.

André Bourgeot a contredit l'analyse de Claudot-Hawad²¹. En s'appuyant sur des ressources linguistiques, il critique l'utilisation du terme « fédérations » dans un sens strictement politique et questionne utilement la métaphore du corps comme articulation systémique d'un ensemble politique cohérent. Avec lui, on peut relever qu'il semble exagéré de définir le terme *temust* par « nation », si on lui confère un caractère politique institutionnel en opérant un glissement du sens individuel vers un sens collectif. En revanche je ne le suis pas dans sa vision des combats contre la France comme l'illustration de rapports sans cohérence ou de domination des nobles aristocrates sur les tribus vassales. A la différence de Bourgeot et de Claudot-Hawad, je n'ai pas cherché à définir l'organisation touarègue du XIX^{ème} siècle en fonction de sa capacité à légitimer des Touaregs à se penser comme membres d'un Etat-nation propre, et je pense que ce

²¹ On peut considérer que ces deux points de vue, irréconciliables, ont été exprimés en filigrane dans les articles des deux chercheurs portant directement ou indirectement sur la rébellion des années 1990. Un exemple de cette opposition, dont le titre parle de lui-même, se retrouve dans André Bourgeot, *Le corps touareg désarticulé ou l'impensé politique*, Cahiers d'Etudes Africaines, vol. 34, n°136, Paris, 1994, pp. 659-671.

débat repose sur une conception anachronique de la société touarègue précoloniale. Il me semble clair que les Touaregs, dans leurs récits modernes sur le XIX^{ème} siècle, ont bien une conception politique de leurs rapports traditionnels, notamment leurs rapports de force et des lignes de fractures concernant les résistances aux Français. De même, ils se définissent bien en fonction de caractères communs, particulièrement la langue. Cependant rien ne me laisse penser qu'il existe des institutions articulées autour de l'idée de « nation politique ». Cette construction me semble largement postérieure, et sur ce point je pense comme Bourgeot. J'en situe l'origine dans le discours rebelle des années 1990. Je citerai, en exemple, les propos d'un combattant sur l'évolution des idées politiques, qui explique que le développement de l'idée de « *temust* » pour définir l'ensemble du monde touareg s'est opéré pendant la rébellion:

*« Oui, la rébellion, ça a été très important, parce que tous les Touaregs s'entraident, il y a eu l'unité de la société. En fait, l'importance de la rébellion, c'est ça. Parce qu'avant, les Touaregs, ils se connaissent pas. Ils s'en fichent. Qui est Touareg, qui n'est pas Touareg... On s'en fout de toi. Mais après la rébellion, ils se sont modifiés. Ce n'est pas comme ça avant. Avant Kaocen les gens comprennent rien. Maintenant ça a changé, parce qu'avant, les gens comprennent rien, en fait. Il y a même des gens qui sont dans la même vallée, ils disent c'est pas la même chose. Avant, tu t'en fiches, moi je m'en fiche d'un Touareg. Et maintenant non, il faut supporter toujours ce qu'on appelle « *toumast*²² », la communauté, sa communauté. C'est comme un frère. C'est fort, c'est comme politique. »²³*

La communauté (touarègue), en tant qu'ensemble politique cohérent, est ici présentée comme une conception neuve, amenée par la rébellion. Georg Klute²⁴ le confirme en comparant les rébellions maliennes et nigériennes : il parle du recours à la *temust* dans l'idéologie politique de la rébellion touarègue du Niger comme instrument d'unification, alors que les rebelles du Mali

²² Mon interlocuteur a recours au terme « *toumast* » utilisé dans le Hoggar qui se dit *temust* dans l'Aïr, sans doute en raison de ses années passées, après la rébellion, à Djanet en Algérie.

²³ Entretien avec Ibrahim Saïdan, Wagadi, les 8 et 9 octobre 2006.

²⁴ Georg Klute, *Hostilités et alliances. L'aspect historique de la dissidence dans les mouvements rebelles des Touaregs du Mali*, Cahiers d'études africaines, vol. 35, n°137, Paris, 1995, pp. 55-71.

n'ont pas su la mettre en œuvre. En quelques mots, le terme « *temust* » n'a pas été créé par les rebelles, mais il a changé de sens pour acquérir une connotation à caractère unificateur, sens conféré par les idéologies politiques des rébellions en gestation.

1-3 La guerre comme transformation politique

1-3-1 Typologie des combats

Pour comprendre comment la guerre est un instrument de la politique touarègue, il faut d'abord faire un retour rapide sur les différents degrés d'actions : celles-ci sont souvent interprétées de l'extérieur comme étant indifféremment orientées autour du pillage ou de la rapine, quand elles s'ordonnent en réalité suivant un code de l'honneur qui détermine leur portée, leur prestige, leur sens et une hiérarchie entre les actes qui doit suivre la hiérarchie sociale.

La première forme, la plus légitime et la plus prestigieuse, est associée à la noblesse, aux prérogatives de l'aristocratie. Elle est appelée *aqqa*, c'est-à-dire le « contrecoup », qui peut se réaliser dans une démarche de vengeance et suppose le respect de règles strictes : elle oppose des adversaires égaux (en pouvoir politique et en prestige), la prise de décision se déroule au niveau de la confédération de tribus, et *aqqa* implique que certains types de biens et certaines personnes sont protégées des actions de pillage. Le second niveau d'action est appelé *tewet*, ou le « coup frappé », qui touche une autre tribu en dehors de la confédération. Attaque par surprise et rapide, qui respecte des règles moins strictes que *aqqa*, *tewet* peut faire l'objet d'une médiation pour restitution au moins partielle des biens pris lors de l'attaque. *Terkebt*, troisième niveau de la guerre, est essentiellement une action commise envers un adversaire considéré comme plus faible, généralement tributaire de celui qui l'attaque. *Terkebt* trouve sa légitimation dans le cadre de l'absence de respect des règles de vassalité ou de domination d'un territoire: le non-paiement des impôts ou une querelle sur le versement des droits de passage d'une caravane, ou lorsqu'il s'agit de récupérer des biens pillés lors d'une guerre antérieure. *Terkebt* peut s'appliquer d'un suzerain vers un dépendant, mais reste modérée par le fait que les tributaires gardent la possibilité de se mettre sous la protection d'une autre tribu. Cette action ne produit aucun

prestige. Enfin, *akafal* est un pillage sans règle de mesure, qui ne peut être dirigé que vers l'extérieur du monde touareg, là où aucune tribu n'a pas d'influence politique. Ainsi, il faut comprendre l'idée de monde touareg au sens large, c'est-à-dire incluant les peuples avec lesquels existent des accords ou des affinités, comme les *Woodabe* nomades du Niger ou les *Toubous* de l'Est, et certaines tribus arabes. *Akafal* est un moyen de piller des biens et surtout de prendre des esclaves.

1-3-2 Implications politiques des choix stratégiques. Cohérence de la guerre d'un point de vue touareg

L'économie de la guerre est inscrite dans l'organisation politique du monde touareg du XIX^{ème} siècle. Par le prestige de l'exploit guerrier, elle assure la richesse de certaines confédérations et contribue à légitimer le pouvoir de ceux qui la mènent, et de ceux qui protègent les autres. La multiplication des combats a été traduite par les observateurs contemporains comme un phénomène d'anarchie tribale, généralement associé à tous les modes d'actions combattants rencontrés par les Français dans leur conquête du Sahara. On comprend que la complexité de l'interprétation des *modus operandi* guerriers des Touaregs vient du fait que les attaques de la fin du XIX^{ème} siècle ressemblent au jeu du *coup* et du *contrecoup* dont on a esquissé les enjeux. Cependant la fréquence et les circonstances de ces attaques dénotent un mouvement sans précédent qui s'accompagne d'une transformation profonde des rapports entre les tribus. Elles touchent non seulement les Français mais aussi et surtout des tribus touarègues.

La compréhension de la nature spécifique des combats sert alors l'analyse des mouvements de résistance en deux sens. D'une part, ce système montre l'évolution de la place de chaque tribu en fonction du type d'attaques dont elle fait l'objet. Si une tribu est attaquée suivant le mode *akafal*, elle est rejetée symboliquement par l'assaillant hors du monde touareg. La fréquence des attaques de ce type après l'arrivée des Français traduit l'intensité du débat politique portant sur l'attitude à adopter face aux troupes occidentales. D'autre part, la soumission au code de l'honneur guerrier implique le respect de l'ordre social. Enfreindre ce code représente une rupture politique avec le système dominé par les tribus nobles. C'est un moyen de remettre en

cause une forme de domination à l'accès au pouvoir par l'ascendance. Lorsque la présence militaire française devient indéniablement un préalable à une domination territoriale, et que les équilibres économiques sont rompus, le débat politique dans le monde touareg se cristallise autour des choix à faire : résister ou s'allier. L'alliance avec la France de certains groupes touaregs implique pour les tribus résistantes que *akafal* devient possible, que l'exclusion se fait, que toute méthode de combat est bonne pour la résistance. On citera en exemple les pillages, au début du XXème siècle, alors que la pression militaire française est très forte. Laperrine, Cottenest et Réquin mènent depuis l'Algérie des représailles « *particulièrement audacieuses et décisives (qui) ont été organisées au cours de l'été (juin-août 1903) pour punir les Touaregs de diverses razzias opérées par eux sur nos protégés du Tidikelt.* »²⁵

De fait, comme le montre Hélène Claudot-Hawad, les discussions internes sur la résistance servent « *de tremplin aux ambitions politiques de nouveaux candidats à la chefferie, auxquels la tradition ne donnait pas forcément la priorité* »²⁶. Ce mouvement de remise en cause est général, les situations de confrontations directes pour le pouvoir « *adviennent dans pratiquement toutes les confédérations, notamment celles qui sont dotées d'une chefferie à fort enjeu politique* »²⁷. Un processus de réorganisation politique se met en place à travers cette lutte qui n'est pas seulement dirigée vers l'extérieur. Le jeu des puissances coloniales agit comme un puissant catalyseur pour exprimer des besoins de changement politique. Ce processus régulateur se trouve accéléré par le phénomène de crise économique. Le choix politique tourne ainsi autour de la guerre, provoquant des effets d'ascension ou au contraire de perte de pouvoir.

Prendre position vis-à-vis de la France devient, à la fin du XIXème siècle, un pivot de la politique touarègue. André Bourgeot confirme l'importance de ce positionnement en Algérie, au point de contact avec les forces françaises. En analysant l'ascension politique de Moussa ag Amastan dans le Hoggar, il montre comment ses positions pacifistes lui ont servi à renverser des hiérarchies traditionnelles qui lui étaient défavorables²⁸.

²⁵ Je souligne. Cité par M. Zimmerman, *La pacification du Sahara. Reconnaissance du lieutenant G. Besset et du capitaine Pein. La jonction du Sahara et du Soudan*, in *Annales de Géographie*, vol. 13, n°70, 1904, pp. 374-375.

²⁶ Hélène Claudot-Hawad, *Eperonner le monde, nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Aix en Provence, Edisud 2001.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ André Bourgeot, *Les mouvements de résistance et de collaboration en Ahaggar (Algérie) de 1880 à 1920*, Annuaire de l'Afrique du Nord, XXIII, CNRS 1984.

1-3-3 Analyse des ajustements

On aurait alors tort de ne voir dans les combats entre tribus qu'une manifestation des rapports anarchiques entre les tribus. Je pense au contraire que des mouvements fort logiques se mettent en place qui dépassent largement le cadre du pillage. La guerre est l'expression d'un refus général de la domination. Bernus décrit ainsi que « *toutes les tribus, (Imuzzurag, Tamesgidda, Mellamey, Ikazkazan, Kel Tamat, Ifoghas, Igdalen, Imarsutan, Izakayan, Isherifen, Izzagharan), plutôt que d'accepter la domination française, émigrèrent en masse vers le Kanem* »²⁹. S'il n'en tire pas la conclusion d'un mouvement de masse, nous le faisons avec Claudot.

La structure des mouvements est d'abord fondée sur les bases traditionnelles de commandement, initiée et contrôlée par les tribus *Imajeghen* organisées derrière *l'amenokal*, le chef politique guerrier. Ainsi dans le Hoggar algérien *l'amenokal al-Hadj-Ahmad* (1830-1877) encadre les volontés de résistance et contrôle l'éruption d'un mouvement frontal contre la France. De même, les responsables politiques à vocation d'arbitres, les sultans, jouent généralement la carte des alliances.

Ces mouvements de rébellion s'expriment jusqu'aux environs du premier conflit mondial, de pair avec la progression des ambitions coloniales françaises dans le Sahara. Avec la multiplication des mouvements de résistance, on assiste à une confrontation politique de plus en plus nette.

²⁹ Edmond Bernus, *Touaregs du Niger*, *op.cit.*

2- Représentations de la résistance, des nomades et de la liberté

La période de colonialisme actif du Sahara, à la toute fin du XIX^{ème} siècle, a mis en scène les représentations des combattants touaregs, dont certaines ont perduré jusqu'à nos jours. Elles puisent leur source bien avant l'arrivée des Français, et on pourrait chercher chez les géographes romains et arabes les signes avant-coureurs d'une évocation ambivalente entre liberté et barbarie. Les représentations modernes nous intéressent en ce sens qu'elles apportent des réponses à ces processus de cristallisation qui dépassent la dimension strictement descriptive. Ces processus à l'œuvre très tôt le sont aussi maintenant et engagent le chercheur à les déconstruire en phénomènes performatifs et politiques. Ces représentations seront analysées en trois temps : d'abord leur élaboration originelle sous la plume des explorateurs et des savants avides de développements coloniaux ; ensuite les images et mythologies telles qu'elles sont racontées par les combattants contemporains ; enfin on verra la dimension des continuités de ces représentations, qui se cachent parfois en des terrains insoupçonnés.

2-1 Des rêves sahariens. Représentations et fantaisies coloniales

2-1-1 Romantisme et projets commerciaux

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, les pistes du Nord du Niger étaient considérées par la France comme de potentielles routes commerciales permettant le transport des marchandises et des produits miniers entre les postes coloniaux de l'Afrique de l'Ouest, et non plus seulement comme une frontière éloignée des territoires du joyau colonial français, l'Algérie³⁰. La soumission des Touaregs à l'autorité française est la condition de la réalisation des projets de développement colonial au Sahara et par extension en Afrique de l'Ouest. Les missions militaires

³⁰ Pour une analyse des premiers contacts des scientifiques français avec l'espace touareg, par l'Algérie, voir Numa Broc, *Les Français face à l'inconnue saharienne : géographes, explorateurs, ingénieurs (1830-1881)*, Annales de géographie, vol. 96, n°535, 1987, pp. 302-338.

ont pour objectif la réalisation de ces projets commerciaux, et les intentions coloniales sont explicites : repousser les Touaregs vers le Sud permettrait d'établir une « *ligne stratégique et politique, bien plus, une base d'opérations pour les explorateurs comme pour les entreprises industrielles et commerciales.* »³¹

Cette vision du Sahara colonial est un rêve constamment renouvelé mais repoussé malgré l'ardente contribution des explorateurs et des politiques. Les sociétés de géographie suivent avec zèle les avancées militaires et les projets politiques³². Les explorateurs développent des projets commerciaux plus ou moins réalistes pour exploiter les ressources du Soudan français³³. Dans cette optique, les Touaregs représentent à la fois l'exemple à suivre pour les marchands et transporteurs sahariens, et des spécialistes entrant en concurrence avec les desseins français. Il n'est pas étonnant que les rapports militaires, la littérature administrative, les récits d'aventuriers et les journaux de voyages se soient fait le reflet de cette position ambiguë entre fascination et volonté de détruire toute forme opérante de contrôle politique touareg sur ces territoires.

L'histoire des représentations touarègues coloniales a été analysée maintes fois. Elle a donné lieu à l'élaboration de ce qu'on appelle le « mythe touareg »³⁴ et à de nombreux débats sur la légitimité des fondements culturels de ce mythe. On s'est aussi interrogé sur son avenir³⁵. On ne reviendra pas ici sur les détails de ces images touarègues. Il n'est pas question non plus de se prononcer sur le mythe. Ce qui nous intéresse est de comprendre l'élaboration des représentations des combattants dans le sens où elles éclairent sur les rébellions et sur ce qu'elles ont à dire d'elles-mêmes. Portés par un romantisme qui traverse l'époque et se transporte sur tous les continents de l'aventure coloniale française, les explorateurs du Sahara et leurs récits

³¹ Discours du gouverneur général au Conseil Supérieur de l'Algérie, 11 décembre 1900, in Bulletin du Comité de l'Afrique française, 10^{ème} année, janvier 1900, pp. 13-15.

³² Maurice Zimmerman commente ainsi pour les *Annales de Géographie* : « Dans le discours qu'il a prononcé, le 11 décembre, au Conseil supérieur de l'Algérie, M Laferrière, gouverneur général, attirait l'attention sur la nécessité urgente de mener à bien les projets indéfiniment ajournés d'expansion dans le Sud, afin d'assurer la sécurité de nos confins sahariens ». M. Zimmerman, *La France dans le Sahara. L'occupation d'In Salah. La mission Foureaux-Lamy*, Annales de Géographie, vol. 9, n°44, 1900, pp. 180-182.

³³ Voir à ce sujet les rêves de chemin de fer transsaharien, reliant Dakar à l'Algérie, qui ne sera jamais terminé malgré les appels répétés à sa construction.

³⁴ On se référera, parmi des dizaines de textes, aux travaux de Paul Pandolfi qui décrit bien les étapes de la construction de ces représentations dans : *La construction du mythe touareg. Quelques remarques et hypothèses*, in *Figures Sahariennes*, Ethnologies comparées, n°7, printemps 2004, revue en ligne du Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives en Ethnologie, Montpellier. Disponible sur : <http://alor.univ-montp3.fr/cerce/r7/pl.p.htm>.

³⁵ Par exemple Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger. Le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, Collection Hommes et Sociétés, 2000.

élaborent au fil de la conquête une image qui trouve sans doute ses origines modernes dans le « mythe Kabyle »³⁶. Appuyées sur les projections à caractère racial de l'époque, cherchant à déceler des dichotomies absolues entre bons et mauvais sauvages, les représentations des Touaregs oscillent entre altérité et mêmeté, cruauté et beauté, barbarie et noblesse. Elles ont de singulier le fait qu'elles ont évolué d'une image très essentiellement positive, au prix de tous les fantasmes, à une image diabolisée de la cruauté guerrière, pour développer à nouveau une image idéalisée bien que très ignorante de ses fondations politiques. De plus, ces représentations perdurent, bien au-delà du XIXème siècle, et de la période coloniale elle-même.

2-1-2 Duveyrier et l'illusion perdue

L'exemple certainement le plus significatif de ces explorateurs romantiques et dont l'influence sur les représentations touarègues a eu un effet particulièrement sensible, est Henri Duveyrier. Prenant la suite, très jeune, des premiers explorateurs européens du Sahara qui avaient défriché la route et exalté son imagination, Duveyrier se lance depuis l'Algérie, à partir de 1840 et pour plus de deux ans, dans l'étude des Touaregs. C'est surtout Heinrich Barth qui le guide en pratique dans sa quête de connaissance, et sans doute la philosophie saint-simonienne qui sous-tend, en partie, sa démarche³⁷. Il est accompagné par des sociétés savantes, dont les publications diffusent, dès le XIXème siècle, leur vision de l'empire colonial auprès du public français³⁸. Comme la plupart des voyageurs de son époque, il entreprend un mélange d'études sous l'angle des sciences naturelles et de l'anthropologie, qui sera publié en 1864, avec un retentissement considérable, sous le titre *Les Touaregs du Nord*³⁹. Ce récit définit le cadre dans lequel se projeteront les images sahariennes ultérieures : méthodologiquement, il servira de modèle aux explorateurs à venir des pays touaregs. Mais surtout, Duveyrier développe dans son œuvre les thèmes transversaux qui caractériseront pour longtemps les combattants touaregs. Le premier, héritier en partie du mythe kabyle évoqué ci-dessus, assimile les Touaregs à la chevalerie chrétienne. Cette analogie déterminée par la volonté de les distinguer des Arabes, corrompus par

³⁶ Charles Ageron, *Du mythe kabyle aux politiques berbères*, Le mal de voir, Cahiers Jussieu 2, Paris, 10/18, pp. 331-348.

³⁷ Dominique Casajus, *Henri Duveyrier. Un saint-simonien au désert*, Paris, Ibis Press, 2007.

³⁸ Duveyrier est membre de la Société Française de Géographie et de l'Association Internationale Africaine.

³⁹ Henri Duveyrier, *Les Touaregs du Nord*, *op. cit.*

l'islamisme, nous intéresse en ce qu'elle survalorise l'usage des armes tout en figeant une vision de l'organisation politique en une féodalité révéree. C'est de cette vision que procède l'utilisation, généralisée dans l'anthropologie des Touaregs, des tribus « vassales » pour parler des *imghad*. Quelles conséquences découlent-elles de cette assimilation ? Au-delà de la recherche, un peu vaine il faut le dire, d'origines communes fantasmées (tour à tour de la chrétienne primitive ou des tribus d'Israël), la France du XIX^{ème} siècle (et par la suite la France coloniale et peut-être, on le verra, la France contemporaine) forge l'image d'un guerrier redoutable, maître d'un désert inconnu et fascinant, un gardien de l'amour courtois et des affrontements codifiés. En quelques mots, un aristocrate touareg blanc, peu islamisé, guide et protecteur de l'explorateur éclairé. Cette dernière projection, appuyée sur les récits enthousiastes d'un Duveyrier sous la protection temporaire des *Kel Ajjer*, est à double tranchant : si elle véhicule une représentation *a priori* valorisante qui se confond avec l'image d'un désert au romantisme rêvé, elle appelle aussi à la réduction *a minima* de la structure politique et sociale des Touaregs aux pratiques simplifiées d'une minorité aristocratique. Les débats entourant la rébellion des années 1990 ont eux-mêmes été surdéterminés par ces projections figées. Au temps de Duveyrier, elles avaient eu une conséquence particulière : les attaques des explorateurs et des missions militaires par des groupes touaregs avaient frappé de stupeur ceux qui avaient cru en sa vision idéalisée. L'action la plus spectaculaire, la destruction de la mission Flatters, en 1881, affectera pour longtemps la représentation des Touaregs. De cette attaque découlera le second pilier de la représentation du combattant touareg : le pillard féroce, cruel, qui détruit sans discernement, trahit ses alliés et attaque sans prévenir d'une manière anarchique.

La mission Flatters, contrairement à l'aventure de Duveyrier, avait des objectifs militaires. Il s'agissait de sécuriser les confins algériens pour permettre l'expansion française vers le Sud. Les Touaregs *Kel Ahaggar* ne s'y sont pas trompés et, après avoir laissé la colonne militaire s'enfoncer dans le Hoggar, l'ont attaquée et pratiquement détruite ensuite. Le témoignage des rares survivants, obligés d'errer à pied dans le désert et souffrant de la soif, a produit un effet dévastateur dans l'opinion scientifique et populaire, à la hauteur des illusions dérivées du récit de Duveyrier, et affecté durablement l'image des Touaregs. La résistance touarègue était pourtant prévisible, et Flatters avait été prévenu par des groupes *Kel Ahaggar* de ne pas traverser leur territoire. La protection dont Duveyrier bénéficiait auprès des *Kel Ajjer* permet aussi de soupçonner que l'action des *Kel Ahaggar* s'inscrit dans une prise de conscience de la nécessité

de l'action et de la prise de position contre la France, ainsi que dans les enjeux de pouvoir entre les deux fédérations et à l'intérieur des groupements *Kel Ahaggar*. Cette interprétation politique est loin d'être perçue par les contemporains des événements, qui privilégient la thèse de la prédation. La cruauté devient alors le nouveau caractère dominant du « seigneur du désert ». L'illustration des effets extraordinairement performatifs de cette vision se mesure dans de nombreux textes. Citons en exemple cette explication de l'attaque, publiée en 1973 :

« Le général Meynier, qui avait connu bien des contemporains de ces événements, (...) recueillit une explication plus simple et plus conforme au caractère des assassins de Flatters : l'instabilité, le goût des costumes éclatants, la cruauté, le désir de s'emparer des chevaux du colonel et de ses compagnons. »

Cruauté, instabilité, désir du vol : les mots définissent ces représentations pulsionnelles encore à l'œuvre dans l'analyse anthropologique des Touaregs.

2-1-3 Nomades et commandants

On empruntera le titre heureux de cet ouvrage collectif sur l'histoire de l'administration coloniale en Afrique⁴⁰ pour évoquer le rôle des militaires dans l'élaboration des représentations des Touaregs. En effet, après les explorateurs, c'est la vision des militaires qui est venue renforcer les stéréotypes naissants sur le guerrier nomade. Façonnés aux mêmes sources du romantisme colonial que les premiers explorateurs européens, les militaires y ajoutent l'intérêt stratégique pour la confrontation guerrière : les premières oppositions armées entre Français et Touaregs du Niger ont immédiatement incarné l'image mythifiée de fiers guerriers blancs au courage indomptable qui refusaient la soumission et lançaient de furieuses attaques imprévisibles contre les positions françaises et leurs alliés locaux. Plus tard, au temps de la pacification, après les années de rencontre, cette image sera toujours prégnante. L'importance du point de vue des

⁴⁰ Pierre Boilley, Edmond Bernus, Jean Clauzel et Jean-Louis Triaud (dir.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993.

militaires a plusieurs origines : ce sont eux, en premier lieu, qui ont été chargés de la pénétration française au Soudan, pour assurer la sécurité des intérêts français à venir dans ces régions inconnues. Pour cela, ils ont été habilités à négocier et à combattre. En second lieu, ce sont les militaires qui administrent ces régions, créant ce qu'on peut appeler une exception saharienne dans l'Afrique Occidentale Française. Après 1920, de la Mauritanie au Tchad, seul le Sahara reste administré par des soldats. L'Air le sera même jusqu'en 1955. De la découverte à la négociation, puis à la guerre et à l'administration, se créent des rapports privilégiés et ambigus. Ils expriment d'abord l'admiration, allant parfois jusqu'à l'identification (ce sentiment de partager la solitude et la compréhension du désert), mais aussi le besoin de soumettre (avec en corollaire le sentiment de supériorité militaire). Le lieutenant de vaisseau Hourst en est un bel exemple. A la fin du XIX^{ème} siècle, il mène une mission d'exploration à des fins commerciales, signe des accords diplomatiques avec des tribus touarègues et publie un ouvrage largement commenté par ses contemporains⁴¹. Figurant parmi les premiers à rencontrer les Touaregs, il contribue à l'écriture du mythe naissant. Son approche par l'Ouest, où il rencontre d'abord les populations du Mali, lui fait aussi tenir des propos d'un manichéisme raciste : il aime à voir le Touareg comme Blanc et oppose systématiquement ses « traits de caractère » aux groupes sédentaires noirs. Cette idée est loin d'être isolée tant l'anthropologie de l'époque essaie à tout prix de la confirmer. Son importance dans la structuration des représentations des Touaregs n'est cependant pas anecdotique et ne se limite pas au XIX^{ème} siècle finissant: elle traverse encore les conflits contemporains, se retrouvant dans les mots des acteurs mais aussi des analystes. On citera le Docteur Atgier, qui condense dans ses considérations cette légitimation scientifique du Touareg blanc et d'origine chrétienne, néanmoins incompréhensiblement barbare. Il entreprend⁴², grâce à la présence opportune à Paris de Touaregs « *exhibés dans les détails de leur vie normale* » dans un campement improvisé, de recueillir des renseignements qui complètent ceux de Duveyrier sur leurs « *caractères ethniques* ». Le docteur avait eu auparavant l'occasion d'observer en Algérie des « *Touaregs pillards, (...) farouches défenseurs de leurs libertés sociales* ». Ces « *Berbères, de mêmes races que les Européens, (...), restés plus purs de mélanges* », dont certains « *présentaient à nos yeux étonnés (...) le type celtique de nos paysans bretons* », convertis à l'islam, ont continué longtemps à pratiquer « *le paganisme grec d'abord,*

⁴¹ Lieutenant de vaisseau Hourst, *La Mission Hourst, Sur le Niger et au pays des Touaregs*, Paris, Plon, 1898.

⁴² Dr Paul Atgier, *Les Touaregs à Paris*, in *Bulletins et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris*, Vème série, tome 10, 1909, pp. 222-243. Toutes les citations suivantes sont tirées de ce texte.

puis le christianisme », sont « nobles », et ont « par conséquent des serfs corvéables (...) dont beaucoup sont recrutés parmi les Noirs du Soudan ». Malheureusement, Atgier doit constater la réalité de leur métissage. Il s'en tire en concluant que « les Touaregs de race noble n'auraient pas consenti à de telles exhibitions », et que dès lors, « il est tout naturel que les Touaregs présentés à Paris soient de cette troisième caste, dans laquelle le nègre se confond avec le nigritisé ou le serf touareg ».

Le chevalier (chrétien) du désert exerce aussi une fascination parce qu'il est nomade. Ce mode de vie, idéalisé, est aussi un marqueur constant de la représentation touarègue. Le nomadisme est liberté, mais aussi instabilité. Il traduit, dès le XIX^{ème} siècle, l'incapacité à s'adapter à la modernité qui continue à frapper les Touaregs. Cette incapacité est considérée comme l'un des facteurs essentiels des rébellions, du XIX^{ème} siècle aux mouvements modernes. Déjà, Hourst avait traduit un sentiment de regret vis-à-vis de la perte d'un mode de vie qu'il admirait. Ses contemporains, et d'autres militaires à sa suite, reprendront ce thème. Clauzel⁴³, ancien administrateur colonial au Mali, en traduit les effets ultérieurs sur les commandants de postes du Sahara français. Les nomades ont été les plus rudes adversaires, et « militairement, parmi les plus durs à vaincre ». Les attaques contre Flatters et d'autres missions militaires ont fait « mesurer toute la bravoure et les ressources en ruses guerrières des Touaregs ». Il confesse les besoins (« un souhait inavoué et peut-être inconscient ») des administrateurs et militaires de voir les nomades « rester eux-mêmes ».

Le biais colonial a déterminé ces représentations, avec un double effet : la « romantisation » de la culture touarègue, et l'attachement excessif à un mode de vie que l'on rêve pour eux. Traduit en termes rebelles, ces effets sont à la fois intégrés dans les discours et combattus en tant que frein à l'adaptation. Dans les représentations touarègues destinées à l'extérieur, elles sont surdéterminantes. Dans les discours internes, la question est bien plus complexe.

⁴³ Jean Clauzel, *L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique Occidentale Française*, in *L'histoire face au politique*, Politique africaine, n°46, juin 1992 pp. 99-116.

2-2 Représentations touarègues des premières résistances

Il est difficile, on l'a dit, de s'appuyer sur des sources touarègues à la mesure des sources coloniales. Pour analyser les effets des représentations des combattants du XIX^{ème} siècle, il faut recourir à des textes différents de ceux de l'historiographie coloniale. Dans cette partie, on s'appuiera sur trois sources différentes : la poésie, telle que recueillie et analysée par Charles de Foucauld ; les témoignages récents, donnés par des acteurs proches de l'époque concernée, recueillis par d'autres chercheurs ; enfin, les entretiens que j'ai menés et les réponses explicitant cette représentation ancienne.

2-2-1 Les combats mis en poèmes

Cette partie se fonde sur les textes poétiques mis en forme et traduits par Charles de Foucauld dans le *Hoggar algérien* en 1907⁴⁴. Dominique Casajus en a proposé une étude érudite et stimulante⁴⁵, centrée sur les poésies guerrières, à laquelle les développements qui suivent se réfèrent. J'en propose une interprétation personnelle en fonction de mon propre travail de terrain orienté sur l'analyse politique. Ces textes sont une source unique pour comprendre les autoreprésentations à l'œuvre chez les Touaregs de la fin du XIX^{ème} siècle.

Les poésies de guerre s'attachent d'abord à mettre en valeur les caractères de la noblesse des combattants, qui résident dans le respect du code de l'honneur et dans l'accomplissement des exploits guerriers, tant individuels que collectifs, qui protègent la communauté ou punissent l'ennemi. Les distinctions entre les types de combats se retrouvent au fil des textes, incarnant le prestige ou la déchéance morale des combattants. Casajus cite ce poème de guerre entre les *Kel Ahaggar* et les *Ioullemeden*⁴⁶ :

⁴⁴ Les poésies, assemblées en 1907, sont des textes datés entre 1820 et 1906. Elles ont été publiées en 1925 : Charles de Foucauld, *Poésies touarègues (dialecte de l'Ahaggar)*, Paris, Leroux, 1925, 2 volumes.

⁴⁵ Dominique Casajus, *Art poétique et art de la guerre dans l'ancien monde touareg*, L'Homme, tome 38, n°146, 1998, pp. 143-164 Toutes les traductions utilisées ici sont issues du travail de D. Casajus.

⁴⁶ *Ibidem*, p 145.

« *Ils ont envoyé dans l'Azaouagh ce message :*

« *Dis à celui des Ioullemmeden qui est fils d'Ichiâd :*

Attaquer par surprise est illicite, c'est un péché : [sache que nous t'attaquons]. » »

Les valeurs de la noblesse sont incarnées dans la pratique de la guerre, une pratique fondée sur le défi personnel et le respect de règles connues de ceux qui la font. On peut y voir, d'une certaine manière, un moyen d'exalter le groupe des *Imajeghen* et ses attributions spécifiques par opposition aux Touaregs non nobles. Mais quelques éléments intéressants permettent de nuancer cette vision qu'on peut penser trop étroite, et d'en proposer une interprétation plus politique. Dans ces textes poétiques, l'exploit individuel symbolise, de façon métonymique, l'exploit du groupe dans son ensemble et rejaillit sur le prestige de la tribu (ce qui inclut les dépendants). On y voit aussi la fluidité de la notion de noblesse et du pouvoir qui s'y attache ; si on ne prouve pas, sur le terrain de la guerre, sa valeur mais aussi sa capacité à respecter les codes du prestige, on en rend compte devant ceux qui observent, poètes et femmes.

On peut voir dans les poésies l'illustration de l'assimilation entre guerre et équilibre des forces politiques. La représentation des valeurs de la noblesse fait un écho subtil aux projections coloniales qui y verront une expression de la chevalerie médiévale. Deux nuances s'imposent. Dans l'analyse des poésies, il faut d'abord faire la distinction entre l'image que se donne le groupe des *Imajeghen* et la représentation de l'ensemble de la société touarègue. La poésie qui exalte la noblesse ne représente pas l'organisation du monde : elle en magnifie les valeurs. Mais ces valeurs, en confondant l'idéalisation de l'individu avec l'action guerrière, renforcent les codes qui organisent la société entière. Elles en projettent une vision idéalisée sur les relations de pouvoir entre les groupes politiques. Le combat, moyen nécessaire de la résolution la plus honorable des conflits, est aussi l'idéalisation de l'individu et du groupe qu'il représente : la noblesse est celle de l'action, une notion qui se cristallisera dans un débat politique fondateur des luttes à venir.

Un autre élément significatif de ces poésies réside dans la distinction manifeste des champs lexicaux utilisés pour la guerre inter touarègue, c'est-à-dire entre les confédérations d'une part, et

la guerre contre les ennemis extérieurs à la société touarègue (Français, Turcs ou Arabes) d'autre part. Lorsque le poète parle d'un adversaire touareg, il l'apostrophe. Il le nomme, le connaît, et connaît sa généalogie. Cette distinction dans la guerre est sans doute une des raisons pour laquelle les observateurs militaires français n'ont pas perçu la portée politique des combats. Ils n'ont vu que coups bas là où il y avait manifestation politique.

2-2-2 Des témoignages en écho

De quelle manière les Touaregs des XX^{ème} et XXI^{ème} siècles perçoivent-ils le monde touareg précolonial ? Comment ces représentations se traduisent-elles dans leurs discours sur la guerre contemporaine ? On utilisera ici, pour répondre à ces questions, dans un premier temps des entretiens publiés par Hélène Claudot-Hawad⁴⁷, puis dans un second temps les entretiens que j'ai réalisés.

Le premier texte est issu d'un entretien avec Amuzar ag Eshim, ancien chef de tribu touarègue au Mali. De cet entretien daté de 1990, il ressort un discours politique structuré autour de l'histoire des résistances et de la nécessité de la lutte, discours exprimé alors qu'une rébellion touarègue a lieu au même moment dans le Nord du Mali. Cet entretien apporte un éclairage intéressant sur la perception de l'histoire coloniale et sur la manière dont les Touaregs impliqués dans la lutte pour l'indépendance la comprennent. Le ressort essentiel de ce témoignage est une conscience très forte du monde qui a changé sous l'effet de la présence contraignante de la France. Ce changement, décrit par les Occidentaux comme la fin d'une anarchie combattante qui soumettait aveuglement les tribus à la loi du plus fort, est présenté ici d'une tout autre manière :

« C'est faux ce qu'on dit sur nous. Nous n'usurpions pas les biens de nos sujets. Nous ne pillions que nos suzerainetés avec qui nous faisons la guerre, et non

⁴⁷ Publié dans le recueil *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Ethnies, vol. 11, n°20-21, hiver 1996 sous le titre *A ceux qui ont faussé notre destinée*, pp. 61-82.

ceux qui étaient sous notre protection, pas plus que nos alliés. (...) Ce n'est pas une guerre destructrice de notre nation, mais sa structure même. »⁴⁸

Ce monde d'avant était donc un monde d'équilibre politique, un monde structuré par des mécanismes de régulations politiques compris par tous, puis dégradé par le contrôle de la France. Il a perdu les équilibres de la noblesse (qui reposaient sur la capacité de protection des dépendants) mais aussi les équilibres politiques généraux qui en découlent, et surtout les moyens de ces équilibres. C'est la soumission définitive à un pouvoir extérieur qui est le facteur de ce déséquilibre :

« Nous, c'est la France qui nous a assujettis. Dans notre histoire, c'est le seul pays qui nous a vaincus et brisés. (...) »⁴⁹

Le moment décisif de la perte d'un certain fonctionnement du monde est celui de la colonisation, vu au prisme du sentiment de soumission :

« Nous, avant l'arrivée de la France, personne ne nous dominait. »⁵⁰

Quelle solution, dans cette situation de domination, les Touaregs doivent-ils rechercher ? La résistance, la guerre, comme au XIX^{ème} siècle, sont les seuls moyens d'y remédier :

« Rien ne pourra la recoudre que (...) ceux qui usent de l'esprit de la résistance, une résistance qui ne nous soumet pas, une résistance comme celle de nos ancêtres ». ⁵¹

⁴⁸ *Ibidem*, p 68.

⁴⁹ *Ibidem*, p 61.

⁵⁰ *Ibidem*, p 62.

⁵¹ *Ibidem*, p 81.

La résistance à l'oppression est ainsi définie comme une nécessité historique. Ce témoin resitue alors la rébellion en germe au Mali et au Niger dans une histoire qui fait de la période post indépendance une extension de la colonisation par la France, une rhétorique qu'on retrouve dans les analyses politiques faites par la rébellion moderne. La résistance est aussi ici une avant-garde qui doit mener la lutte pour tous.

Chez les combattants de la rébellion des années 1990, le sentiment de résistance est assez naturellement exacerbé. Le discours dominant, à la tête de la rébellion, repose sur l'idée qu'il faut s'appuyer sur l'histoire, notamment sur le modèle des premières résistances, pour protéger un peuple en danger. Un ancien chef de front expliquait ainsi la nécessité de prendre les armes et rapprochait la colonisation et la rébellion des années 1990 :

« Qu'est-ce qu'on a fait ? C'est nos grand-pères, ils ont marché contre les Blancs et nous on a marché contre les Nigériens. Ils se sont battus avec les Blancs et après les Blancs ont mis les Noirs au gouvernement et ils sont devenus forts. Maintenant la rébellion, elle était obligée, parce que le gouvernement était fort... Avant il n'y a pas les Blancs et il n'y a pas le gouvernement fort comme ça. On peut faire les caravanes et prendre un chameau et aller où on veut. Tu vois, tu vas à Tamanrasset, ou à Ghat, tu prends un chameau et tu vas comme tu veux. Il n'y a pas les passeports et tout ça. Il y avait des chameaux partout, et de l'eau, et de l'herbe pour les animaux. Tout le monde a des chèvres et des chameaux. Il y a le lait pour les enfants et même la viande. Et tu peux prendre un chameau et aller comme tu veux. Maintenant les Blancs sont arrivés et il faut rester là. Nous on n'est pas arrêtés et on a les épées. Nos grand-pères, ils avaient les épées et nous on a un peu les armes qu'on a pris en Libye. Même si on ne va pas gagner on va se battre. Quand le gouvernement des Noirs il est fort c'est obligé on va se battre. »⁵²

⁵² Entretien avec S. réalisé en *tamasheq* avec un traducteur à Agadez le 11 octobre 2006 auprès d'un ancien chef de front de la rébellion des années 1990. Celui-ci a demandé expressément à rester anonyme.

Les représentations des Touaregs combattants du XIX^{ème} siècle sont fondées sur la perception d'un *ethos* guerrier. Cet *ethos* qui parle aux anciens Touaregs produit aussi du sens pour les Touaregs modernes. Les Touaregs d'aujourd'hui qui ont pris les armes ou rêvent d'indépendance ont cherché à s'inscrire dans les pratiques associées à cet *ethos* de manière à légitimer leurs actions. Ce travail d'appropriation de valeurs a souvent évolué au fil du conflit, en distinguant particulièrement deux temps dans la formulation de la philosophie de guerre : pendant et après le conflit.

2-3 Continuités et analogie des représentations

Comment sont perçus les Touaregs qui incarnent l'idéal guerrier dans le Niger actuel ? Dans quelle perspective politique sont-ils situés par ceux qui en parlent ? La continuité de la tradition qu'ils représentent est incarnée, à Niamey et pour certaines Organisations Non Gouvernementales locales, par l'esclavage. Dans cette perspective, l'esclavage et la vassalité seraient les expressions archaïques d'un pouvoir déchu qui ne veut pas s'adapter. La rébellion, en ce sens, serait un prolongement de ces comportements de classe, une réaction plutôt qu'une révolution.

Dans le Niger moderne, l'aristocratie *Imajeghen* du XIX^{ème} siècle est l'image de la société touarègue qui refuserait l'adaptation. L'un des piliers de ce refus serait la perpétuation de privilèges liés à l'esclavage de populations « noires ». L'esclavage moderne est une réalité quotidienne au Niger et ce n'est pas mon propos de le nier. Il est cependant intéressant de situer la politique du discours contre l'esclavage dans un contexte historique et surtout au sein des enjeux de pouvoir qui en découlent. La question de l'esclavage et de ses continuités est sensible, on se réfèrera à d'autres travaux pour en connaître l'expression anthropologique. Pour situer le sujet en quelques mots, on peut dire que dans la société touarègue du XIX^{ème} siècle, l'esclavage se traduit de manières extrêmement variées avec un fort sentiment d'interpénétration et d'interdépendance entre les communautés. Les mariages entre « maîtres » et « esclaves » sont fréquents, les rapports de dépendances ne se traduisent pas par une domination économique des tribus « libres ». La philosophie de la protection joue un rôle décisif dans les rapports entre les

communautés. Cependant, malgré ces nuances importantes, l'esclavage et l'ascendance demeurent de forts marqueurs sociaux.

Ce qui nous intéresse ici est essentiellement la traduction politique des représentations des rapports d'esclavage. Dans le langage politique récent, les *Imajeghen* du XIX^{ème} siècle sont assimilés à des prédateurs qui pillaient les villages du Sud (un « Sud » qui représente les territoires en périphérie de l'influence politique directe touarègue) avec pour objectif essentiel la capture d'esclaves parmi les populations noires. Cette représentation s'appuie aussi sur des différenciations rhétoriques simples : Blancs contre Noirs, Nomades contre Sédentaires, Eleveurs contre Agriculteurs, ce qui alimente les discours politiques locaux ainsi que certaines lectures occidentales des rapports entre les Touaregs et les autres populations du Niger, généralement indifférenciées dans ce cas. Ce discours rejoint celui, politique, des représentations de la modernité et de l'archaïsme. En ce sens les *Imajeghen* seraient aussi inadaptés aux frontières de l'Etat moderne (une question qui passionne des générations de chercheurs) qu'à la démocratie représentative. Il faut dire que ces stéréotypes sont aussi alimentés par certains propos qui affleurent dans les entretiens avec les combattants. S'ils nient de manière générale toute forme de distinction raciale à l'intérieur des fronts rebelles, ils reprennent facilement les termes de « noires » et plus souvent encore « nègres » pour qualifier les populations qui détiennent le pouvoir politique à Niamey (et dont ils dénoncent les discriminations raciales). A l'inverse, les termes péjoratifs à l'encontre des Touaregs sont facilement et ouvertement utilisés à Niamey.

La complexité des rapports sociaux à l'intérieur de la société touarègue est donc largement ignorée pour faire place, dans les discours dominants actuels, à une traduction raciale des rapports de force centrés sur l'esclavage, ou plutôt, actuellement, sur la volonté esclavagiste supposée, associée aux Touaregs, à l'encontre des autres populations nigériennes (sans plus de distinctions entre classes sociales).

Du point de vue des rebelles modernes, cette différenciation est contestée par les idéologues de la rébellion, qui ont écrit les textes diffusés en Occident et soutiennent l'idée d'un égalitarisme à l'œuvre dans la rébellion. Ils affirment également que la fin des hiérarchies sociales est une nécessité pour la société touarègue moderne. La réalité de la différence entre les catégories sociales est aussi contestée par les combattants de base, qui estiment que la camaraderie tissée dans la clandestinité a aplani les catégorisations.

Conclusion

A la veille de la Première Guerre Mondiale, le monde touareg est entièrement occupé par la présence militaire française. Cette occupation, bien que finalement légère en termes d'effectifs militaires et administratifs, est lourde de conséquences. Elle se traduit, en termes touaregs, par la fin de la mobilité, c'est-à-dire la fin du monde tel qu'il est conçu par eux.

On peut parler en réalité de la fin des mobilités: la mobilité pastorale, entravée par l'encadrement des méharistes et le contrôle des déplacements; la mobilité politique, fondée sur la confrontation des fédérations dans un affrontement des pouvoirs et des puissances guerrières; la mobilité des richesses, empêchée par l'impossibilité de lever des impôts; la mobilité des échanges, qui dépendent des laissez-passer français; la mobilité de la négociation politique, canalisée par le choix des interlocuteurs imposés par la France.

Au début du XXème siècle, le Sahara n'est plus considéré comme un espace de menace. Gauthier décrit ainsi la situation nouvelle, en 1903:

« En attendant il serait urgent de faire savoir au public français que la question touarègue est résolue. Tout s'est modifié au Sahara depuis deux ans. Le désert est ouvert maintenant, nous en faisons la police ». (...)

« Les routes du Sahara appartenaient hier encore aux Touaregs, mais aujourd'hui elles appartiennent aux méharistes de nos trois compagnies. »⁵³

Dorénavant, l'espace est considéré comme un cadre idéal d'échanges commerciaux et de développement; ce n'est pas un phénomène nouveau en soi, mais le début du XXème siècle voit revenir l'enthousiasme pour des projets qui avaient été abandonnées après les premières résistances⁵⁴.

⁵³ E-F Gauthier, *Lettre sur le Mouydir et l'Ahnet*, Annales de Géographie, vol. 12, n°64, 1903, pp. 363-365.

⁵⁴ Les liens entre rencontres avec les combattants Touaregs et les projets commerciaux suivront toute l'expérience coloniale française dans le Sahara. Voir par exemple B d'Attanoux, *Une mission chez les Touaregs de l'Est*, Société

Parallèlement, les Touaregs vivent cette situation de soumission comme une violence politique. Cette idée soulève la question de la violence comme moteur de l'action politique contre la puissance coloniale. Benjamin Bouwer,⁵⁵ dans un ouvrage sur l'Algérie française, analyse le recours systématique à la violence par la France coloniale dans le Sahara. Il montre comment les différents types de violence s'articulent autour de logiques qui sont soutenues par plusieurs moyens: les politiques publiques de soumission, les visées religieuses, les représentations des peuples sahariens. Les manifestations de la violence sont le produit d'appareils complexes et génèrent des réponses que Bouwer décèle dans la guerre civile algérienne.

Les Touaregs ont indéniablement vécu des violences sous la forme de la guerre, mais aussi de la répression et de la destruction de leurs modes de régulations. Ils ont eux-mêmes développé des représentations des conflits qui font de l'action guerrière la plus prestigieuse des actions politiques. La violence est sans doute le facteur le plus constant des politiques coloniales françaises au Sahara. Cependant elle n'en est pas l'unique élément; la guerre préexistait dans la société touarègue bien avant l'arrivée des Français. Elle y existait aussi comme mode de mobilité politique. La France a aussi produit d'autres modes de relations avec les Touaregs, qu'elle a considérés comme des acteurs différents des Arabes et des populations du Sud.

On peut sans doute conclure que la rencontre entre ces différentes acceptions de la guerre et des violences s'est catalysée dans l'affrontement, à la fois comme la conséquence d'une situation figée, et aussi sous l'effet de l'opportunité créée par les contextes politiques dépassant les simples relations entre les Touaregs et les Français.

de Géographie C.R., 1894, pp. 74-77 et 225-231 : « *Compte rendu de la mission organisée par le syndicat commercial d'Ouragla-Soudan pour traverser le territoire Azdjer, passer avec les Touaregs d'Aïr une convention analogue au traité de Ghadamès, et faire ainsi pratiquement la preuve des assurances d'amitié données l'année précédente à M Méry. (...) Après quelques jours de négociations, les Azdjers ayant exprimé « le désir de ne pas nous voir aller plus loin cette année », la mission a repris le chemin de l'Algérie* ». Commentée dans *Annales de Géographies, Sahara et Tripolitaine. Livres reçus*, vol. 4, 1895, pp. 217-221.

⁵⁵ Benjamin Bouwer, *A Desert named Peace: The violence of France's Empire in the Algerian Sahara, 1844-1902*, Columbia University Press, New York, 2009.

Chapitre II : Kaocen

La construction des rébellions touarègues est une histoire chaotique dans laquelle les événements les plus marquants sont aussi bien contestés que célébrés. L'histoire des rébellions s'écrit généralement dans la controverse, les rébellions touarègues en particulier, en ce qu'elles font l'objet de féroces compétitions des représentations. La révolte de Kaocen, à bien des égards, constitue un moment historique décisif de la généalogie de ces rébellions touarègues. Avec Kaocen en effet, les rébellions touarègues accèdent à une première écriture de soi : en nommant le héros (ou l'ennemi, suivant le point de vue où l'on se place) on nomme aussi l'action qui, pour la première fois pour ses contemporains, est perçue comme une véritable résistance. Alors que les combats précédents ont été compris comme les dernières manifestations d'un mode de vie archaïque, et mis en scène par leurs acteurs avec des référents culturels sans explicitation pour les observateurs, la révolte de Kaocen fait de lui une figure globale de la rébellion. On le nomme, on le poursuit, on cherche à le détruire, on explicite ses soutiens, on réprime sa révolte : pour la puissance coloniale il est l'incarnation d'un ennemi touareg pour la première fois identifié.

Il n'est dès lors pas surprenant que Kaocen occupe une place fondamentale dans la littérature sur les rébellions touarègues. S'il est devenu une figure historique des mouvements de résistance, c'est d'abord parce que ses contemporains ont beaucoup écrit sur lui. Il a concentré l'attention de nombreux rapports militaires, dont les conclusions ont été relayées par les revues géographiques et par les débats sur la pacification du Sahara. L'abondance de ces écrits atteste du sérieux de la menace qu'a représenté un mouvement dont les actions se sont étalées sur près de quatre années. Il existe aussi, et c'est une nouveauté intéressante vis-à-vis des sources sur le XIX^{ème} siècle, des témoins touaregs contemporains de Kaocen. Certains de leurs récits ont été rapportés et sont disponibles à l'analyse. On peut en tirer de fructueuses conclusions sur la nature politique de son combat et de la place qu'il occupe dans les représentations touarègues.

La dimension factuelle de sa résistance est aussi fondamentale. Alors que les Touaregs du XIX^{ème} siècle sont essentiellement inscrits dans des représentations mythifiées, Kaocen fait entrer les représentations dans la modernité. De nombreux facteurs appuient cette modernité : le contexte historique de sa résistance en premier lieu, qui s'inscrit dans la compétition entre les

impérialismes coloniaux et dans l'entrée en jeu de forces anticoloniales alors que l'Europe connaît les bouleversements de la Première Guerre Mondiale. Les moyens ensuite utilisés par Kaocen pour combattre se démarquent de la conduite traditionnelle de la guerre et forment une rupture politique spécifique. Les mobilisations mises en jeu et l'ampleur des participations à la guerre de résistance établissent aussi un modèle dont l'analyse politique est fructueuse. Enfin la participation décisive d'éléments extérieurs, puissances régionales en formation, rivaux européens de la France et instruments de mobilisation spécifique (l'Islam) marquent l'internationalisation des rébellions touarègues dans cette région du Niger. Les observateurs aujourd'hui continuent de se référer à ces grilles d'analyse qui mettent en jeu l'instrumentalisation de valeurs extérieures et l'intervention sous-jacente des puissances régionales.

Tous ces éléments ont de fait donné lieu à de nombreux écrits. Leurs sources, comme c'était le cas au XIX^{ème} siècle, ont des origines variées qui déterminent grandement les conclusions qu'elles tirent. Les premiers, les militaires français en proie aux attaques des Touaregs ont décrit en détails le déroulement des combats. Leur travail, notamment dans l'identification des facteurs et de l'intensité de la menace, a participé à une réécriture des représentations des Touaregs en Europe. Ils ont ensuite participé à une répression massive dont on analysera les conséquences en termes de reconstructions politiques. L'histoire des révoltes de l'Aïr a de plus été écrite par plusieurs spécialistes du Niger. Ils l'ont, pour la plupart, inscrite dans l'histoire générale des anarchies touarègues dont on a vu l'ébauche dans les travaux sur le XIX^{ème} siècle colonial. C'est sans doute avec Kaocen que cette représentation de l'anarchie active et inopérante d'un point de vue militaire et politique est devenue la plus marquée. Kaocen devient alors, comme instrument de mesure de la modernité, celui à l'aune duquel on évalue la légitimité des rébellions récentes.

L'un des facteurs les plus intéressants, et certainement décisifs, dans la compréhension des enjeux politiques des discours sur la rébellion réside dans le fait que l'histoire de ces révoltes a été écrite aussi par des acteurs politiques du Niger contemporain et particulièrement au moment des rébellions des années 1990. Ainsi André Salifou a écrit un ouvrage auquel la plupart des analystes se réfèrent encore. En replaçant son travail dans le contexte politique du Niger récent on peut déterminer avec intérêt le sens donné à ces nouvelles représentations des rebelles.

Enfin la place de Kaocen est rendue particulière par le fait que, 90 ans après sa mort, il est devenu un référent organique d'un nouvel acteur politique des rébellions touarègues : la diaspora. Ecrite, transposée, nommée, pour la première fois la résistance touarègue entre dans les représentations de la diaspora contemporaine et de ses alliés occidentaux. La diaspora aime à s'y référer comme à une figure tutélaire et un modèle à suivre. On en retrouve même la trace dans les noms des porte-parole politiques autoproclamés des mouvements les plus récents. Son histoire fait passer la rébellion dans la prise de position idéologique et participe à la construction de discours politiques élaborés et souvent concurrents sur les rébellions. En ce sens Kaocen, au-delà des faits bruts et des résultats de son combat, a produit des effets pérennes qui l'inscrivent dans une logique politique.

Kaocen s'est, au fil des récits, retrouvé au centre du discours sur la rébellion. Paradoxalement peut-être, il est moins évoqué par les acteurs des rébellions eux-mêmes. Ces derniers préfèrent en général se tourner vers une autre forme d'action et se situent dans une modernité qu'ils lui contestent pour la plupart. Cependant, il ressort de mes entretiens une dimension intéressante du discours sur Kaocen: quand les rebelles en parlent ils séparent deux aspects fondamentaux de la rébellion. D'une part ils inscrivent Kaocen dans un passé révolu, au contexte spécifique, qui n'a plus lieu d'être analysé. D'autre part, ils le défendent, en grande majorité, dans un débat qui semble futile mais dont nous essaierons de montrer les résonances fondamentales dans le monde touareg : celui de son origine, noble ou esclave, selon les auteurs. Ce débat a très largement dépassé les limites du discours interne à la société touarègue. Il a été amorcé par les historiens de la révolte de l'Aïr et a trouvé un prolongement dans les biographies consacrées à Kaocen. Dans mes entretiens, les combattants des années 1990, quand ils se prononcent sur le sujet, reformulent (comme on le verra) les modalités de la noblesse, et en ce sens s'inscrivent eux-mêmes dans la continuité d'une action rebelle. Le débat sur la noblesse et ses reformulations montre le glissement vers une culture politique de la rébellion.

L'analyse de la résistance menée par Kaocen sera effectuée en trois temps : la première partie montrera comment l'action armée et les méthodes de Kaocen participent à l'élaboration d'un nouveau modèle de guerre qui trouve un écho significatif dans les rébellions actuelles. En deuxième partie on verra que les représentations de la révolte de l'Aïr préfigurent une élaboration de la culture politique rebelle. Enfin on analysera les conséquences de l'échec de la

révolte : conséquences matérielles sur les populations de l’Aïr et plus généralement touarègues, conséquences en termes de réorganisations politiques et réorientations des choix stratégiques, et conséquences symboliques pour les rébellions suivantes.

1-Événements, ruptures, mobilisations

1-1 La guerre de résistance

Kaocen s'est exilé en Libye, dans le Fezzan, au début du XX^{ème} siècle, comme de nombreux autres Touaregs refusant la colonisation. Pour les raisons déjà évoquées dans le chapitre précédent, les équilibres politiques et économiques de la région étaient très clairement menacés, dans l'esprit de ces guerriers exilés, par l'installation française, et ne pouvaient être rétablis que par une victoire militaire définitive. Je ne reviendrai pas ici sur les facteurs structurels qui ont mené au soulèvement de l'Aïr, qui sont à chercher dans l'évolution des contraintes liées à la domination française. En revanche, il me semble intéressant de souligner certains facteurs conjoncturels qui ont favorisé la guerre, avant de revenir sur le déroulement des événements à proprement parler: les crispations politiques engendrées par les relations entre les tribus et les Français ; les conditions de l'exil et leur influence sur les mobilisations ; l'évolution soudaine des relations internationales dans la région saharienne.

1-1-1 Politiques de l'Aïr

Le parcours de Kaocen est d'une certaine manière le produit de la pénétration militaire française dans l'Aïr : il a quitté la région d'Agadez après le passage de la mission Foureau-Lamy de 1899 qui établissait le contrôle français sur les territoires de l'Aïr et menaçait directement les tribus de la confédération à laquelle il appartenait. On connaît bien les détails de son parcours, grâce à de nombreux témoignages et aux travaux des historiens du Niger, notamment Finn Fuglestad, André Salifou et Jean-Louis Triaud. Kaocen est membre de la tribu des *Ikazkazen*, arrivée tardivement au Nord-Ouest de l'Aïr, et morcelée en plusieurs groupes ; celui dont il est issu s'est installé au Sud d'Agadez, près de Tanout, dans le Damergou. On soulignera dès maintenant cette filiation, parce qu'elle a une importance aigüe dans la construction de l'image de Kaocen, auprès des Touaregs eux-mêmes mais aussi pour les chercheurs. On reviendra sur cette question, qui me

semble représenter un exemple éminemment symbolique de la question des représentations des rébellions, dans la deuxième partie de ce chapitre.

La structure politique de l'Aïr est particulièrement intéressante si on l'analyse dans la perspective de la guerre et des mobilisations. Au début du XXème siècle, lorsque Kaocen quitte la région d'Agadez, l'Aïr oriental est le territoire des *Kel Ewey*, une confédération de tribus dont l'organisation politique repose sur l'institution de l'*anastafidet*, arbitre des différends et gardien de l'*ettebel*¹. Cette configuration met les *Kel Ewey* un peu à l'écart des autres tribus de la région, notamment des *Ikazkazen*, arrivés plus tardivement dans l'Aïr depuis le Nord² et qui portent des valeurs hiérarchiques fondées sur l'honneur guerrier plus marquées, inspirées des confédérations du Nord du Sahara. Cette période est marquée par la montée en puissance, politique et économique, des *Ikazkazen* dans la région. Dans les années qui précèdent l'insurrection, ils mènent une résistance constante contre l'avancée des troupes françaises. Les rapports entre ces tribus, au début du XXème siècle, sont altérés par les guerres de pillage menées par les *Ikazkazen* contre les caravanes *Kel Ewey*. Pendant la colonisation, les *Kel Ewey* se sont rapprochés des Français qui leur ont assuré une forme de protection contre les actions *Ikazkazen*. *Ikazkazen* et *Kel Ewey* tendent, schématiquement, à se considérer mutuellement comme des vassaux. On soulignera aussi l'importance des tribus de l'Aïr, tribus maraboutiques qui propagent l'Islam dans la région et restent à l'écart des hiérarchies tribales. Leur influence intellectuelle est certaine, fondée sur la connaissance des textes sacrés et leur capacité à certifier des généalogies tribales. Ces groupes sont en revanche généralement tenus à l'écart des décisions politiques et particulièrement de celles qui ont trait à la guerre. Les tribus *Imajeghen* de l'Aïr sont les maîtres politiques et guerriers. Les rapports entre confédérations ne sont cependant pas fondés sur la puissance guerrière car il existe des systèmes de régulations. A Agadez, l'autorité juridique arbitrale des conflits entre confédérations est incarnée par une institution originale, le « *sultan* ». En réalité, ce « *sultan* » est l'*amenokal* des tribus de l'Aïr, issu du monde étranger à la société touarègue et sans légitimité guerrière. Sa fonction remonte au XVème siècle dans l'Aïr. On lui prête une ascendante mythique (certaines traditions orales parlent d'Istanbul. Il semblerait que les *Ifoghas* l'aient en réalité fait venir de l'Ouest) qui lui confère une légitimité religieuse. Ses origines, à la fois esclave et étrangère, le placent en dehors des rapports de pouvoirs guerriers et

¹ L'*ettebel* est le tambour symbole du pouvoir.

² De la région de Ghat, en Libye.

prévient d'éventuelles tentations de prendre le contrôle de la région. Le sultan est révoqué par les tribus, qui ne se privent pas d'exercer cette sanction en cas de mécontentement³. A l'arrivée des Français, cet équilibre politique séculaire est modifié : le sultan, en qui les Français souhaitent voir un suzerain au pouvoir efficace, est doté en raison des conceptions coloniales sur la centralisation du pouvoir, de prérogatives de coercition que la tradition lui interdisait. De ce fait, il entretient des relations constantes avec les autorités militaires françaises, qui le traitent en interlocuteur privilégié pour contrôler les tribus de l'Aïr, mais le glissement de son pouvoir, qui ne procède plus du choix équilibré des confédérations touarègues, lui fait perdre en contrepartie sa légitimité aux yeux des Touaregs. Ces rapports complexes entre les *Ikazkazen* et leurs alliés d'une part, les *Kel Ewey* d'une autre, et enfin le sultan, sont déterminants pour comprendre la guerre et les mobilisations mises en œuvre par Kaocen.

1-1-2 La guerre, échec de l'union

A la périphérie du monde touareg, au Tchad et en Libye, Kaocen apprend beaucoup au contact d'autres mouvements de résistance face aux intérêts coloniaux. Un mouvement massif d'exil touareg l'accompagne, dont seuls les *Kel Ewey* semblent se tenir à l'écart. Kaocen s'engage rapidement au Tchad, au Soudan, combattant avec la Senoussiya, un mouvement islamique confrérique de libération anti colonial. Jusqu'à son retour au Niger, il participe au combat contre les Italiens et les Turcs aux côtés de la confrérie, et il en devient membre avant d'en intégrer l'état-major. On le trouve dans le Kanem (Tchad) en 1909, où les autorités françaises le repèrent pour la première fois et l'identifient comme un membre de la Senoussiya. Il semble que lors de ces années d'exil, son objectif militaire soit d'organiser une unification des forces touarègues, tout en travaillant diplomatiquement à s'imposer comme un interlocuteur politique crédible de la Senoussiya, des Turcs et des Français. Ainsi, il écrit une demande officielle au commandant français d'Abéché en 1912 pour engager les Français à respecter une frontière au Nord du Niger. On possède la correspondance qu'il a entretenue avec les autorités françaises ainsi que les

³ Sur les origines de l'institution du sultanat et l'évolution politique de ses prérogatives, on se référera aux travaux de Djibo Hamani qui croisent la tradition orale et l'étude de documents historiques manuscrits en arabe, réunis sous le nom de *Chroniques d'Agadès* : Djibo Hamani, *Stratégies politiques et règles de succession de l'Ayar précolonial*, Journal des Africanistes, vol. 62, n°62-2, 1992, pp. 105-112.

archives de la Senoussiya, qui donnent une idée précise de ses ambitions et de son rapport avec les différentes forces en présence dans la région. Après une défaite sénoussiste contre les Français à laquelle il ne prend pas part, il quitte le Tchad pour le Fezzan, où il prend avec ses combattants une garnison italienne en 1914 et s'affirme alors comme commandant militaire de la région de Ghat pour la Senoussiya. En 1916 Kaocen a constitué une troupe de 150 hommes et possède quatre canons, pris aux Italiens. Ces hommes sont surtout des Arabes du Hoggar et de Libye ainsi que des déserteurs des troupes sahariennes françaises et italiennes. Kaocen prépare une expédition dans l'Aïr avec l'appui réticent de la Senoussiya dont il se présente comme un représentant régional. La confrérie ne fournit que peu de troupes et aucun de ses chefs ne participe au mouvement vers l'Aïr. Il semble que Kaocen ait réussi à obtenir l'aval du commandement suprême mais qu'il ait mené l'expédition essentiellement par ses propres moyens. En 1916, la Senoussiya est en effet morcelée en plusieurs commandements régionaux aux objectifs et moyens autonomes, qui mènent des combats fondés sur la situation géopolitique locale qui évolue en fonction des alliances et des affaiblissements des puissances européennes engagées dans la Première Guerre Mondiale. Ce morcellement sert les intérêts de Kaocen qui peut alors se tourner vers son objectif personnel de libération de l'Aïr. Il recrute alors à Ghat au nom du *jihad* et s'appuie sur sa qualité de représentant local sénoussiste pour mobiliser armes et combattants. En arrivant dans le Nord de l'Aïr, son combat change de nature : il est rejoint par des troupes *Ikazkazen* et *Kel Tadele* qui transforment son expédition en insurrection majoritairement touarègue. Kaocen peut s'appuyer sur une base fidèle issue de sa tribu d'origine et parmi laquelle il a essayé de recruter avant de s'attacher à mobiliser l'Aïr. Certains groupes *Kel Tadele* combattaient les Français au Niger depuis plusieurs années. Qu'ils rejoignent immédiatement Kaocen montre que son action était bien préparée, l'aboutissement de plusieurs années d'apprentissage militaire et de construction politique pour asseoir efficacement sa légitimité.

Le 13 décembre 1916 il entame, à la surprise des troupes françaises, le siège d'Agadez. Kaocen et ses troupes occupent rapidement la ville et procèdent à l'arrestation des alliés des Français. Ces arrestations marquent un choix politique qui sous-tend les rapports entre Kaocen et les populations de l'Aïr pendant l'ensemble de son combat. Kaocen établit une limite stricte entre ses soutiens et ses adversaires, mêmes passifs. Cela concerne les Touaregs aussi bien que les autres populations et annonce une forme de rupture avec les méthodes traditionnelles de guerre,

en déplaçant vers d'autres critères, pragmatiques, les moyens et les objectifs des combats. Malgré l'utilisation d'un armement lourd, Kaocen contrôle Agadez mais ne parvient pas à prendre le fort. Pendant deux ans, il livre des combats intenses contre les troupes françaises, qui semblent ne pas avoir mesuré l'intensité de la mobilisation des Touaregs⁴. Dans les premiers mois des affrontements, une série de combats donne à Kaocen le contrôle de l'Aïr, cependant le Sud, où d'autres Touaregs se sont soulevés, lui reste inaccessible. Le Sud de l'Aïr est un lieu stratégique de ravitaillement, aussi bien pour les vivres que pour les chameaux, dont l'utilisation est cruciale pour mener des actions de guérilla et de harcèlement contre les colonnes militaires françaises. Un affrontement direct est impossible, comme l'a montré l'échec du siège du fort d'Agadez : l'arrivée de renforts de troupes françaises le force à lever ce siège en mars 1917. Dès lors Kaocen doit mener des actions ponctuelles qui lui donnent de nombreux succès mais ne lui assurent pas un avantage décisif⁵. Le Damergou s'est soulevé à l'arrivée de Kaocen dans l'Aïr, et les troupes touarègues rebelles y mènent des actions de représailles contre les alliés de la France. Prenant la mesure de la mobilisation, les Français, sous le commandement du général Laperrine, envoient trois colonnes de renfort dans l'Aïr pour reprendre Agadez, avec des troupes venues⁶ de l'étranger, dont une colonne de plus de 1000 hommes et 1800 chameaux. Kaocen y gagne encore une bataille en février 1917, à Tadelakat, à 50 kilomètres au Sud d'Agadez, mais l'offensive générale française, qui détruit l'Aïr, décime ses troupes et son cheptel. Kaocen se rend dans le Damergou pour se ravitailler et reconstituer ses troupes. Malgré la présence massive de troupes françaises, il remporte une victoire en août de cette même année. Les Français accentuent la répression dans l'Aïr et le chassent vers le Nord. Il y cherche l'appui de la Senoussiya et des Turcs. A la tête d'une petite troupe dans le Tibesti, il finit par être arrêté par un chef local arabe du Fezzan, Bey Khalifa. Il est pendu en février 1919.

⁴ Ainsi, le 26 décembre 1916, le commandement de Zinder n'envoie qu'un détachement de cinquante tirailleurs en renfort dans l'Aïr alors que le commandant du fort d'Agadez avait réclamé de l'aide et insistait sur la mobilisation croissante des Touaregs de l'Aïr. A Zinder, on prend aussi la décision d'interner les ressortissants tripolitains, ce qui montre que les autorités militaires soupçonnent une mobilisation sénoussiste avant tout.

⁵ Par exemple, sous le commandement de Kaocen, les Touaregs attaquent (le 28 décembre 1916 à Tin Tabora) les troupes françaises qui accompagnent la grande caravane en provenance de Bilma. Seuls six tirailleurs et leur commandant survivent. Quatre Français capturés sont décapités, et leurs têtes exposés à Agadez.

⁶ D'après Fuglestad qui cite Riou et Guérin, les sources divergent sur leur provenance : Dakar ou la France. Finn Fuglestad, *Les révoltes des Touaregs du Niger (1916-17)*, Cahiers d'Etudes Africaines vol. 13, n°49, 1973, p. 105.

1-1-3 Quelques éléments de contexte pour comprendre les mobilisations

Il est intéressant de relever rapidement quelques éléments conjoncturels qui ont favorisé le soulèvement de l'Aïr derrière Kaocen. Sans chercher pour autant à expliciter par des circonstances spécifiques une action qui apparaît éminemment préparée et politique, on peut relever plusieurs points qui ont joué un rôle dans l'ampleur du soulèvement de l'Aïr: parmi eux, le plus important est sans doute la Première Guerre mondiale, dont la durée et les développements fragilisent les positions des empires coloniaux en Afrique. Dans le cas de la France, les troupes sont concentrées en Europe et doivent relâcher leur contrôle du Sahara ; de plus, lors de la guerre menée par Kaocen, la mobilisation de renforts français est difficile et contestée par le commandement, qui ne veut pas dégarnir le front algérien pour renforcer des positions sahariennes incertaines. Cet affaiblissement général favorise les déplacements et les victoires touarègues. La guerre mondiale a aussi un effet direct sur la situation géopolitique de la Libye. L'Italie, qui y a un pied, est d'abord en conflit avec la France, avant de s'allier à elle (en 1915). L'empire ottoman quant à lui est affaibli, et perd peu à peu le contrôle du Fezzan. Cette situation complexe dans laquelle de nombreux acteurs étatiques et non étatiques interviennent, en s'alliant et en s'affrontant, ressemble (on peut y voir une forme d'ironie) à ce que nombre d'observateurs occidentaux qualifient d' « anarchie » lorsqu'ils décrivent la guerre de Kaocen ou les relations politiques des confédérations touarègues.

Dans ce contexte de tensions accrues, le rôle de la Senoussiya est essentiel. En menant un combat anticolonial fondé sur la mobilisation religieuse, la confrérie musulmane trouve un terrain favorable dans l'affaiblissement de l'empire ottoman. Elle propose une structure politique cohérente et s'est aussi engagée dans le commerce transsaharien, établissant des réseaux d'influence de la Libye à l'Aïr. La confrérie se substitue parfois aux Etats pour administrer des territoires de plus en plus vastes dont elle assure le contrôle effectif. Depuis le XIX^{ème} siècle, elle attire l'attention des administrations coloniales qui craignent sa puissance de subversion et sa propagande anticoloniale. Elle trouve dans les fluctuations géopolitiques du Sahara un terrain favorable à l'expression d'une unification idéologique fondée sur la guerre sainte de libération, et de ce fait rencontre les intérêts d'acteurs politiques régionaux, malgré des motivations parfois éloignées. On reviendra plus loin sur son rôle spécifique dans les mobilisations touarègues.

Enfin, deux éléments spécifiques s'ajoutent à ce contexte de guerre : le rôle de l'administration et la famine. L'administration française, depuis son arrivée au Niger, a pris l'habitude de prélever des animaux du cheptel touareg pour paiement de l'impôt colonial. Cette réquisition déjà mal vécue est parfois aveugle aux circonstances : en 1913, pour mener la conquête du Tibesti, la France prend 23.000 chameaux aux nomades. Cette action lui vaut du ressentiment mais aussi détruit l'autonomie économique des Touaregs du Nord nigérien⁷. De plus, en 1913-1914, une famine s'abat sur le Niger, interrompant pendant deux ans les grandes caravanes qui permettent d'échanger contre du mil le sel des oasis du Nord⁸.

1-2 Tradition et choix politiques

En bien des aspects la résistance de Kaocen est un moment de rupture. Les méthodes guerrières en est l'un des aspects les plus négligés, alors qu'il est révélateur de la complexité de l'analyse des rébellions touarègues. Il est essentiel de comprendre qu'un usage différent des armes, des alliances stratégiques et des stratégies de combat opère un glissement significatif et irréversible des guerres touarègues vers une modernité à la fois politique et philosophique qui est vivement contestée. On voit dans ces évolutions bien plus qu'une adaptation dictée par les circonstances. Pour aller plus loin dans l'analyse, il ne s'agit pas seulement d'appréhender la modernité des méthodes en ce qu'elles ont d'instrumental, il faut aussi saisir la rupture profonde qu'elles impliquent dans *l'ethos* guerrier. Cette rupture a été peu ou mal perçue par les observateurs militaires du soulèvement de l'Aïr et à leur suite par la plupart des historiens de ce soulèvement. A l'inverse, les stratégies mises en œuvre par Kaocen ont été largement commentées dans le monde touareg, et le sont toujours aujourd'hui. Elles ont surtout donné lieu à des reformulations décisives de *l'ethos* guerrier et plus largement de la définition du cadre de la guerre, montrant l'adaptation et l'établissement progressif d'une culture politique de résistance.

⁷ Voir Capitaine Fonferrier, *Etude historique sur le mouvement caravanier dans le cercle d'Agadès*, Agadès, 1920, cité par Fuglestad, in *Les révoltes*, *op.cit.*, p. 83.

⁸ La famine fait suite à une sécheresse exceptionnelle qui touche les pâturages des *Ioullemeden*, puis affecte à leur suite les *Kel Ahaggar* et les *Ifoghas*, entraînant un grand mouvement vers le fleuve Niger à la recherche de pâturages pour les animaux. Touchant aussi la région de Filingué au Sud de l'Aïr, la sécheresse produit une famine générale touchant l'ensemble du Niger; elle fait plusieurs milliers de victimes (d'après Fuglestad, *ibidem*, p. 84) et décime le cheptel.

Ainsi coexistent deux interprétations générales du déroulement de la rébellion. L'une y voit un soulèvement anarchique, mené par un chef de bande appuyé par l'intérêt de bandes de « *pillards par nature* ». ⁹ L'autre la définit comme un mouvement concerté de libération anticolonial. Dans cette seconde optique, il existe de nombreux degrés dans la complexité de l'interprétation de la légitimité de Kaocen, ainsi que des lectures critiques allant de l'admiration à la condamnation acerbe de la part de la société touarègue. Quoi qu'il en soit, d'un point de vue touareg, la révolte menée par Kaocen n'est ni un simple ensemble de raids de pillage, qui aurait profité d'une conjoncture favorable pour prolonger des avantages archaïques précoloniaux, ni une action isolée et circonstancielle. La critique touarègue des méthodes de Kaocen s'inscrit, d'une part, dans la compréhension du respect d'une certaine tradition guerrière (et par là questionne la légitimité à mener un combat lui-même parfaitement justifiable), d'autre part dans l'appréciation du coût (politique et économique) de la rébellion pour l'ensemble de la communauté touarègue.

Kaocen n'a pas seulement adapté aux nécessités de la guerre contre l'occupation des techniques de guerre pratiquées pendant sa période d'exil et de combats face aux puissances occidentales. Lorsqu'il entre dans l'Aïr et cherche à rallier à sa cause les tribus locales, il transforme matériellement son mouvement en un rassemblement touareg qui doit s'insérer, s'il veut se pérenniser, dans un ensemble de règles faisant sens pour les combattants susceptibles de l'accompagner. Kaocen n'est plus un commandant sénoussiste participant à un combat anticolonial avec d'autres mercenaires, il devient le chef d'une armée touarègue contre l'occupant français. En modifiant la perspective de son mouvement, il ouvre une dimension spécifiquement touarègue qui implique un positionnement vis-à-vis des valeurs de ce monde. On a vu plus haut que la pratique guerrière est un élément central de l'organisation politique touarègue. De ce fait, ses choix stratégiques sont aussi politiques. Ses contemporains et les générations suivantes perçoivent d'abord son action à la mesure des courants politiques du temps de la colonisation active de l'Aïr, et dans un second temps à celle des choix politiques qui traversent encore la société touarègue.

⁹ C'est ainsi que Fuglestad définit les troupes *Ikazkazen* qui rejoignent Kaocen dans le combat contre la France. Fuglestad, *ibidem*, p. 101.

1-2-1 Enjeux politiques des méthodes de guerre

Ce qui a différencié en premier lieu la résistance de Kaocen des combats menés par d'autres chefs de guerre au XIX^{ème} siècle, c'est l'emploi d'une stratégie de guerre globale fondée sur le harcèlement, qui évite l'affrontement direct avec des troupes françaises mieux armées et plus puissantes. Kaocen a rapidement compris que la guérilla était le seul moyen d'infliger des pertes à ses ennemis sans exposer ses hommes et ses animaux à une destruction massive qui les aurait condamnés. Il avait pu mesurer la puissance de feu des troupes françaises dans les combats du Tchad. Mais, dans la pratique touarègue de la guerre au XIX^{ème} siècle, telle qu'elle est décrite dans les textes poétiques et dans des témoignages oraux convergents, le recours au *coup bas* (c'est-à-dire une guerre qui ne se déroule pas selon les principes *d'aqqa*¹⁰) est contraire à l'honneur *Imajeghen*. En évitant une guerre frontale qui s'avèrerait inefficace, alors qu'il a besoin de convaincre de plus en plus de tribus de rejoindre son mouvement, Kaocen se met en porte-à-faux avec les conceptions de l'honneur ; s'il ne peut s'appuyer sur une victoire significative pour emporter l'adhésion des tribus de l'Air, il doit donc argumenter en faveur d'un changement politique nécessaire. Kaocen prend alors beaucoup de temps pour convaincre les assemblées de tribus que non seulement sa cause est juste mais que cette guerre est menée de la bonne façon : politiquement, il doit reformuler les conceptions de la guerre et les accorder à l'honneur. Pour cela, il opère une distinction politique nette entre les partisans de la guerre et ceux qui collaborent ou refusent de prendre les armes. Plusieurs témoignages et sa correspondance elle-même¹¹ vont dans ce sens. On peut penser que Kaocen a appris la guerre moderne grâce à ses années d'exil et à ses contacts avec les soldats sahariens déserteurs des armées européennes, et des Européens eux-mêmes (d'après les sources françaises de l'époque, plusieurs d'entre eux l'assistaient pour le siège d'Agadez). On pourra y voir plutôt un objectif qu'une conséquence : en refusant la domination française dès la pénétration de la mission Foureau-Lamy, Kaocen a choisi un exil non pas économique, comme le feront les *Ishumars* des années 1970, mais militaire. Son parcours au sein de la Senoussiya et ses initiatives

¹⁰ Voir chapitre 1.

¹¹ Cette correspondance abondante et précieuse, qui nous renseigne sur ces stratégies, notamment d'alliances, a été analysée par Jean-Louis Triaud dans son travail sur la Senoussiya. Kaocen s'adresse aux commandants de la confrérie, mais aussi aux chefs de tribus touarègues, au sultan d'Agadez et aux commandants des forts français.

diplomatiques montrent que son départ de l’Aïr annonçait une stratégie à long terme visant à reprendre le contrôle des territoires perdus.

Kaocen doit convaincre en premier lieu au sein de sa propre tribu *Ikazkazen*. On a dit que les membres de cette tribu sont particulièrement attachés aux conceptions politiques *Imajeghen*. L’argumentation politique est donc difficile : Kaocen affronte une conception ancienne suivant laquelle les nobles ont un devoir de protection envers leurs affiliés. Le choix de la guerre ou de la soumission, de l’exil ou de la résistance sur place, implique nécessairement une référence au code de l’honneur, qu’il lui faudra reformuler. Kaocen et ses alliés se heurtent à ce qu’André Bourgeot appelle « *l’idéologie de la protection* »¹², et doivent fonder leur combat sur son « *dépassement* », car « *leurs actions résultent de visées politiques plus globales adaptées au contexte nouveau de la colonisation* ».

Ce dépassement n’est à mon sens pas seulement idéologique, car s’il est bien la reformulation d’une philosophie, il est aussi une *praxis*. Cette pratique traverse le monde touareg dès la fin du XIX^{ème} siècle et trouve sa réalisation avec Kaocen. De nombreuses années après la révolte de l’Aïr, ces deux conceptions du monde touareg continuent de susciter des questions philosophiques. Lina Brock montre bien les continuités du débat dans son commentaire des récits des Touaregs *Kel Denneg* à propos de leur participation à la guerre de Kaocen¹³. Ces témoignages recueillis en 1975 sont « *les différentes voix d’un débat qui se poursuit et qui est vital dans la société au moment où sont énoncés ces récits* ». Lina Brock indique que même en 1975, le rôle de la noblesse dans la résistance à l’occupant colonial est « *l’argument central qui revient sans cesse (et) concerne un problème qui devint manifeste, historiquement, au cours des événements de cette période et qui est resté par la suite un dilemme non résolu dans la société touarègue moderne* ». Les combattants modernes ont résolu la question en reformulant les critères de la noblesse.

¹² André Bourgeot, *Les échanges transsahariens, la Senusiya et les révoltes twaregs de 1916-17*, Cahiers d’Etudes Africaines, vol. 18, n°69, 1978, pp. 181-182.

¹³ Lina Btock, *Histoire, tradition orale et résistance : la révolte de 1917 chez les Kel Denneg*, in Hélène Claudot-Hawad (dir.), *Touaregs. Exil et résistance*, Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée n°57, 1990, pp. 49-76.

Un témoin de la guerre, Baba ag Musa, des *Ikazkazen Tshinwafara*, compagnon d'arme de Kaocen explique ainsi l'enjeu ici à l'œuvre¹⁴ :

« C'est depuis ce temps que se sont dessinés les partisans de la guerre moderne mais aussi les partisans de l'exil, quitter tout le pays où il y a des Français et les combattre partout où ils se trouvent, même si c'est contraire à l'honneur de la noblesse qui n'abandonne ni son lieu ni sa position ni ses dépendants ».

Des mouvements semblables, internes au monde touareg, étaient apparus dans les dernières années du XIX^{ème} siècle, dans lesquels des tribus résistantes s'en prenaient aux alliés des Français. Dans le Hoggar par exemple, une séparation politique se fait entre Moussan Ag Amastan, *amenokal* des *Kel Ahaggar* partisan de la paix négociée, et Attisi Ag Amellal, *amenokal* déchu par la France, partisan de la résistance qui rejoint par la suite Kaocen dans l'Aïr. Avec Kaocen cependant s'opère un tournant décisif dans le choix politique qui implique la plupart des tribus du Niger, et au-delà, retentit jusque dans le Hoggar et au Mali. Sur quel argument politique s'appuie alors Kaocen ? Il affirme que l'honneur ne repose pas sur l'hérédité de la fonction nobiliaire des tribus suzeraines, mais sur l'action qu'elles mènent. Cette argumentation s'applique d'abord à sa propre action pour lui donner la légitimité nécessaire à mobiliser en interne. De manière intéressante, cette vision continue aujourd'hui à traverser la société touarègue dans les débats qui portent sur l'histoire de la rébellion.

1-2-2 Kaocen est-il noble ? Politique d'une origine en question

On présentera ici un débat qui me semble particulièrement significatif quant aux enjeux symboliques des rébellions touarègues. Il porte sur les origines de Kaocen. Complexe et fluctuant suivant les époques auxquelles il appartient - en particulier s'il est évoqué en période de

¹⁴ Cité par Hélène Claudot-Hawad, *Honneur et politique, op. cit.*, p 30.

rébellion -, ce débat a débuté dès les premières tentatives de rassemblements dans l’Air en 1916 et se perpétue dans des ramifications parfois inattendues dans la société nigérienne moderne. En traversant le temps et l’espace - puisqu’il se tient aussi dans les cercles des historiens du Niger, et des anthropologues des rébellions -, il illustre parfaitement ce que j’appelle la « culture politique rebelle »: une construction de référents qui font sens tout en évoluant au gré des nécessités politiques et qui sont spécifiques au discours sur la rébellion. Ces référents, ici, dépassent largement l’enjeu initial afférent à la compréhension anthropologique des droits de commandement de Kaocen et se développent dans des directions multiples et originales.

La question des origines de Kaocen se confond d’abord avec l’enjeu politique de la rupture : reconnaître sa noblesse ou la nier devient en ce sens un choix politique légitimant ou délégitimant sa rébellion. On ne tranchera pas dans ce débat qui me semble ne présenter d’intérêt qu’en ce qu’il illustre les processus d’appropriation de la mémoire et de l’histoire par le biais de la culture politique. On s’attachera surtout à proposer une analyse politique de ses enjeux principaux. Avec Jean-Louis Triaud, je crois simplement que « rien n’indique qu’il fût un esclave.¹⁵ » Au contraire de ce que nombre d’auteurs ont affirmé, sans doute sur la base des rapports militaires et de conclusions un peu rapides, mes propres sources orales considèrent que Kaocen était noble¹⁶.

Les considérations sur les origines de Kaocen s’organisent schématiquement en deux tendances ; la première qui lui confère une origine modeste trouve sa source dans les descriptions des militaires français qui s’interrogent sur le chef des rebelles¹⁷. On mentionne Kaocen dès 1909 à propos de son rôle au sein de la Senoussiya¹⁸. On l’y décrit comme un Touareg du Damergou, né vers 1880, de mère esclave. Cette idée est reprise plus tard par la plupart des historiens du Niger. Par exemple, Fuglestad, dont le travail sur les rébellions touarègues de 1916 sert de base à la

¹⁵ Jean-Louis Triaud, *Kawsan. Analyse d’un discours politique (1916-17)*, in Yvelyne Poncet, (ed.), *Les temps du Sahel : en hommage à Edmond Bernus*, Paris, IRD, 1999, pp. 149-172.

¹⁶ Ces sources corroborent celles d’Hélène Claudot-Hawad.

¹⁷ Sur les sources disponibles concernant Kaocen on se reportera à Jean-Louis Triaud, *La légende noire de la Sanûsiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, Paris, Maison des Sciences de l’Homme, 1995, pp. 819-820. Triaud considère le *Rapport politique semestriel du territoire militaire du Niger, 1^{er} semestre 1917*, (Archives du gouvernement, Niamey), comme le plus fiable et le plus complet sur la question.

¹⁸ Voir Centre des Archives d’Outre-Mer, Aix-en-Provence, série SOM, Tchad 1, Correspondance générale ; Archives du Gouvernement Général de l’Afrique Equatoriale Française, série D, 4 (4), D6, *Note sur le chef sénoussiste Kaocen*, cité par Triaud, *Kawsan*, *op cit*.

majorité des récits sur la question, le dépeint comme un « *filz de buzzu* »¹⁹, c'est-à-dire d'esclave, reprenant ainsi Séré de Rivières. De même, Casajus écrit (sans citer de source) « *Kaosen était même un esclave* »²⁰. Nicolas, Salifou et Bourgeot reprennent les mêmes termes²¹. Comment ces considérations deviennent-elles opérantes d'un point de vue politique ? Tout d'abord, une origine esclave de Kaocen permet de poser la question de sa légitimité à diriger un mouvement de résistance et de libération global qui rallierait la majorité des groupements politiques touaregs. Pour Salifou ou Fuglestad, et sans doute pour les observateurs militaires français, le combat de Kaocen est celui d'une minorité vouée au pillage, dont la visée politique est incertaine ou inexistante et qui est tout à fait incapable de fédérer politiquement. Reprendre ces arguments pendant les mouvements de rébellion modernes permet de disqualifier historiquement la représentativité des mouvements rebelles de la fin du XXème siècle. Cette disqualification symbolique est aussi à l'œuvre si on analyse les fronts de rébellion en termes de lutte de classes, comme le fait Bourgeot: ici la ligne de différenciation politique ne reposerait pas sur le choix entre la guerre et la collaboration pacifique, mais entre caste noble et tribus vassales. Selon cette théorie, Kaocen en tant que fils d'esclave et *d'Imghad*, ou de noble sans *ettebel*, représenterait les aspirations politiques d'une classe privée de responsabilités et qui se heurte à la domination d'une caste *d'Imajeghen* dont le contrôle politique repose sur la perpétuation de la vassalité et de l'esclavage.

Il est intéressant de noter que les discussions sur l'origine de Kaocen sont aussi à l'œuvre dans le monde touareg bien qu'elles reposent sur d'autres enjeux. Concernant ses ascendances nobles, voici ce qu'en dit la source orale rapportée par Hélène Claudot-Hawad, Baba ag Moussa, camarade et familier de Kaocen, dont on peut penser qu'il incarne une vision « légitimiste » de l'ordre ancien lorsqu'il revient sur l'ascendance de Kaocen, pour rectifier la version communément admise.

¹⁹ « *Buzzu* », ou « *bouzou* », signifie « esclave » en haoussa, la langue la plus parlée du Niger. Finn Fuglestad, *Les révoltes*, op. cit., p 100.

²⁰ Dominique Casajus, *Islam et noblesse chez les Touaregs*, L'Homme, volume 30, n° 115, 1990, p 16.

²¹ Je précise que si certains ouvrages semblent influencés par les nécessités d'une démonstration idéologique, ces auteurs n'ont pas tous un intérêt politique dans cette définition de l'identité de Kaocen et qu'ils peuvent avoir eu recours en toute bonne foi à des travaux antérieurs ; tous n'ont pas vocation d'historien sur cette question spécifique de la légitimation de la rébellion moderne.

« Sa mère est une noble de la chefferie des Igerzawen (...). Si les Français disent que la mère de Kaosen est une esclave, alors tous les Touaregs sont des esclaves ». Quant à son père, « c'est un noble sans ettebel » (c'est-à-dire sans charge de commandement), qui « n'a jamais fait quelque chose d'important. »²²

Ma propre source *Ikazkazen* confirme:

« Qui sont les Français et les autres pour dire que Kaocen n'est pas noble ? Kaocen est noble. C'est le grand-père de ma mère. Sa mère est la plus noble de tous. C'est une *Ikazkazen* des Igerzawen, du Nord-Ouest de l'Aïr. »²³

Mes sources ne remettent pas en cause une organisation sociale qui met en valeur une noblesse aux qualités intrinsèques résumées dans l'idée de *temujegha*, l'essence de la noblesse²⁴. Mais cette noblesse est ici définie avant tout comme une attitude et notamment une implication nécessaire, quel qu'en soit le prix, dans la protection de la communauté. Le témoignage suivant est celui d'un ancien de la rébellion de 1990, qui s'exprime sur la noblesse de Kaocen qui fut remise en question, dans l'Aïr, après sa défaite. Ce témoignage montre que l'idée de « noblesse » reste au centre du débat sur la légitimation du combat de Kaocen, et de quelle manière les combattants des années 1990 y répondent:

“Moi je dirais que Kaocen est noble parce qu'il a lutté, il a essayé. Même s'il n'a rien fait, il a essayé. Ce qu'il a fait, c'est quand même terrible ! Parce que quelqu'un qui est là, dans l'Aïr, qui fait la traversée du Ténéré pour lutter contre un Etat puissant... Tout le monde a parlé de lui, sait qu'il a existé, qu'il a résisté, qu'il a refusé l'injustice. Donc c'est un noble, parce qu'il a fait quelque chose.

²² Baba Ag Moussa, in Héléne Claudot-Hawad, *Honneur et politique*, op cit.

²³ Entretien avec Sidi Mohammed Illiès, 7 novembre 2006, Agadez.

²⁴ On peut traduire ce terme par « noblesse » comme le fait Casajus. La *temujegha* est l'ensemble des qualités associées à la noblesse *tamasheq* qui incluent retenue, devoir de protection des faibles, respect, distinction, générosité, silence, utilisation d'un langage soutenu et bien d'autres qualités hautement respectées dans le monde touareg. On notera que ces qualités peuvent être afférentes à tous les *Kel Tamasheq*.

*Par exemple, Boukhad, qui est à Aderbissinat, le plus noble des nobles, qui prétend être le plus noble des nobles, il n'a jamais rien fait pour la communauté touarègue. Que les détruire... Il est toujours du côté du colonisateur, même s'il prétend être le plus noble. Comment être noble comme ça? Si tu as quelqu'un qui est à la tête de sa communauté, il montre sa noblesse pour les siens. Mais être noble en détruisant les siens... c'est pas comme ça, être noble. C'est compliqué, mais c'est comme ça*²⁵.

Les combattants rebelles des années 1990 adoptent donc les conceptions de Kaocen pour légitimer le recours aux armes qui peut être en avance par rapport à la vision admise par la communauté qu'il faut convaincre. Ils réconcilient noblesse et action en intégrant à la rébellion les éléments de légitimation guerrière. Ce discours est en général mal perçu par les commentateurs de la rébellion qui tendent à y voir un archaïsme désespéré. Au contraire, je crois qu'il faut voir dans ces propos la reformulation des qualités associées au monde touareg en général et non à une caste privilégiée. Le discours sur l'action légitimatrice des fonctions de commandement est en contradiction avec une conception d'un ordre intangible, lié à la naissance. Il montre comment l'évolution des formulations politiques est un élément essentiel à la fois de l'inscription des rébellions dans le monde touareg et du monde touareg dans les rébellions.

1-2-3 Kaocen, Timidria et l'esclavage

On observe une extension actuelle de ce débat dans le discours qui supporte les considérations sur l'esclavage et ses conséquences pour la société nigérienne moderne porté par les associations de militants et en particulier, au Niger, par *Timidria*. Créée en 1991, *Timidria* est à la fois une association de défense des droits de l'homme et une association de développement. Elle place la question de l'esclavage dans la société touarègue au cœur des problématiques de développement.

²⁵ Entretien avec Ibrahim Saïdan, Wagadi, 8 et 9 octobre 2006.

Timidria défend la citoyenneté des esclaves dans la société moderne, notamment leur représentation politique. L'action de l'association est devenue plus visible du fait du processus de décentralisation qui pose la question de l'élection et des influences des rapports entre maîtres et esclaves dans la représentation des populations. Son influence (elle revendique 300.000 membres) lui permet de mettre en place des stratégies d'alliances avec des partis politiques et d'exercer des activités de courtage en développement²⁶.

Pour appuyer son discours, *Timidria* distingue deux catégories de Touaregs : ceux de « souche noire », esclaves et anciens esclaves, et ceux de « souche blanche », aristocrates *Imajeghen*, maîtres des premiers. De cette rhétorique de la division interne de la société touarègue procède une réécriture de l'histoire des rébellions²⁷. En 1994, pendant les négociations officielles entre le gouvernement nigérien et certains fronts rebelles touaregs, *Timidria* a contesté la représentativité des fronts, les accusant de faire le jeu exclusif des *Imajeghen* et des castes libres. L'association affirmait que ces revendications ne sauraient s'appliquer aux Touaregs de « souche noire », ce qui constitue un discours de la représentativité présent depuis les débuts de l'action de l'association²⁸. En ce qui concerne Kaocen, « *Timidria* affirme que ceux qu'elle appelle des « Touaregs noirs » (en opposition aux « Touaregs blancs »), (...) ont été à l'avant-garde du combat anticolonial. C'est ainsi qu'elle regarde comme emblématiques de la communauté touarègue noire les héros nationaux, bien connus pour leur résistance à la colonisation, que sont Kaocen, Tegama, Almoctar Kodogo et Firhoun »²⁹. Ce glissement du sens l'appropriation de

²⁶ Cette activité de développement associée à la défense spécifique des esclaves rencontre un écho très favorable chez les bailleurs de fonds. Parmi les bailleurs historiques de *Timidria* figurent l'agence de développement américaine USAID et la coopération suisse. Depuis la base des bailleurs s'est élargie à nombre de pays d'Europe Du Nord.

On consultera, sur les activités de *Timidria* et ses stratégies politiques au Niger: Mahaman Tidjani Alou, *Démocratie, exclusion sociale et quête de la citoyenneté : cas de l'association Timidria au Niger*, Journal des Africanistes, 2000, volume 70, n°70, 1-2, pp. 173-195.

²⁷ On ne fera pas ici l'étude de l'esclavage dans le monde touareg, qui a été entreprise ailleurs. On notera simplement en préambule que la distinction « Touareg noir/Touareg blanc » est totalement inopérante pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les rébellions. Les discours idéologiques rebelles la nient et revendiquent une représentativité de toute la société touarègue (et même, chez le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), de toute la société nigérienne). En revanche, d'une manière plus générale dans le discours sur le monde touareg tenu par mes interlocuteurs, avec des exceptions, les identifications en classes sociales perdurent sur la base de l'histoire et de l'origine ; ces identifications tendent à reprendre des distinctions, fort complexes au demeurant, entre « blancs », « noirs », « rouges », et statuts sociaux. Remarquablement, on y reviendra, elles s'opèrent généralement en dehors du groupe des combattants.

²⁸ Voir Aggah Allat (ancien président de *Timidria*), *La communauté touarègue de souche noire : que personne ne parle en notre nom*, Le Démocrate, Niamey, 7 mars 1991, pp. 6-7.

²⁹ Roger Botte, *De l'esclavage et du daltonisme dans les sciences sociales, Avant-propos*, Journal des Africanistes, n°70, 2000, p 15.

l'identité de Kaocen et de sa résistance élevée en symbole est remarquable si on considère que ce débat sur l'esclavage dépasse très largement le cadre des Touaregs et rencontre un écho au-delà du Niger. En suivant un processus connu de relégitimation de la place des esclaves dans l'histoire, *Timidria* fait de Kaocen un héros inattendu de son action qui l'inscrit dans des enjeux politiques modernes aux ramifications fascinantes. Cette vision des choses rencontre, on s'en doute, un retentissement important et suscite nombre d'oppositions académiques³⁰. On cherchera d'ailleurs en vain les traces d'un tel discours chez Kaocen et ses proches, même si on peut, à raison, s'intéresser aux dynamiques de mobilité sociales induites par ses stratégies politiques et les mobilisations qui en découlent. On notera que, parmi les anciens combattants, il suscite essentiellement la surprise. Je n'ai pas rencontré, au cours de mes séjours de terrain au Niger, d'interlocuteur appuyant cette vision. J'en conclus que ce discours qui a une portée remarquable sur les institutions politiques nigériennes, des partis aux associations représentatives de défense des droits de l'homme, exerce aussi un attrait sur les bailleurs de fonds internationaux. La réécriture mémorielle de la rébellion reste en revanche marginale en ce qui concerne son appropriation par les acteurs. On comprend qu'il n'est que de peu d'intérêt pour les institutions nigériennes de célébrer Kaocen, même sur un mode antinomique à celui que lui attribue la rébellion.

1-3 Les mobilisations

Ici, on examinera les facteurs spécifiques de mobilisation mise en œuvre par Kaocen, en ce qu'ils se distinguent des guerres précédentes menées contre la France. On y verra d'abord l'émergence de forces extérieures dont le rôle se mesure à leur influence idéologique et à leur capacité matérielle à soutenir un mouvement de résistance d'ampleur. On analysera ensuite les facteurs internes au monde touareg. Ces catalyseurs de mobilisations sont nouveaux et marquent une évolution significative de la pratique de guerre qui annonce les processus de mobilisations futurs.

³⁰ Parfois traduites en propos assez violents entre tenants de visions différentes du monde touareg sur fond de rébellion ; voir d'un côté : André Bourgeot (ed.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne*, Paris, Karthala, 1999. De l'autre : Hélène Claudot-Hawad et Saskia Walentowitz, *Maîtres et esclaves : les lentilles de l'Occident pour un Sahel en noir et blanc*, Le Canard Libéré n°116, Niamey, octobre 2002.

1-3-1 la Senoussiya et les alliances extérieures

La confrérie sénoussiste n'est pas à proprement parler un intervenant totalement nouveau dans les conflits touaregs. Cependant, si on sa présence est déjà perceptible dans l'émergence d'un sentiment anticolonial au Sahara, ses échanges avec les Touaregs se limitaient, au XIX^{ème} siècle, aux marges de leurs territoires. Sa pénétration idéologique était, quant à elle, circonscrite aux réseaux marchands en périphérie des échanges commerciaux auxquels les Touaregs des caravanes participaient, sans qu'il soit possible de parler de diffusion de la philosophie sénoussiste dans leur pratique de l'Islam.

Le rôle de la Senoussiya dans la construction d'une identité politique au Nord du Sahara est cependant immense. Certains auteurs considèrent que la confrérie est à l'origine de la création de la Libye moderne : elle aurait doté ce pays d'un destin de résistance, puis d'une nation³¹. Au XIX^{ème} siècle, la Senoussiya se positionne comme un contre-pouvoir efficace et développe une puissance militaire qui est perçue, à juste titre, comme une menace par les Occidentaux. Bien qu'il faille lui accorder toute la place qu'elle mérite dans la formulation du nationalisme anticolonial, il faut aussi noter que la confrérie a fait l'objet d'un véritable mythe reposant sur sa capacité d'influence, sur ses activités secrètes et sur son aptitude supposée à nuire aux intérêts occidentaux, notamment français. La « *légende noire* »³² de la confrérie s'est ainsi écrite en même temps que l'avancée française en Afrique du Nord et au Sahara, et en ce sens rejoint l'écriture de l'histoire des représentations touarègues du XIX^{ème} siècle. Henri Duveyrier, qui avait popularisé une image glorifiée des Touaregs, y a joué un rôle déterminant. Après la diffusion de son récit sur les Touaregs du Nord, le Sahara semblait, en France, ouvert à l'exploration avec l'aide bienveillante de populations touarègues alliées. Duveyrier reçut comme une attaque personnelle les développements émotionnels relatifs au massacre de la mission Flatters, qui entraînèrent l'opinion scientifique et militaire dans une psychose de l'affrontement. Duveyrier, en recherchant les coupables qu'il ne pouvait complètement imaginer Touaregs, en

³¹ Hervé Bleuchot, *Note de lecture sur* : André Martel, *La Libye, 1835-1990. Essai de géopolitique historique*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, vol. 59, n° 59-60, 1991, pp. 279-280. Le roi Idris, chef de l'état libyen en 1951, était le chef de la confrérie.

³² Comme la nomme Jean-Louis Triaud.

vint à accuser la Senoussiya³³ d'avoir joué un rôle déterminant dans la disparition cruelle de la colonne française. Sa capacité d'influence a été par la suite exagérée par des récits alarmistes dont le ressort intellectuel repose sur la crainte générale de l'islam et de son influence, néfaste, sur les populations colonisées d'Afrique du Nord. De plus, l'affrontement direct entre la France et le mouvement anticolonial au Tchad, à partir de 1900, a significativement contribué à la diffusion de ce mythe.

En ce qui concerne spécifiquement la révolte de l'Aïr en 1916, le lien évident avec la Senoussiya découle des activités de Kaocen auprès d'elle. Lorsqu'il devient connu des services de renseignement français, on en fait rapidement un agent de la confrérie et son image est identifiée à celle du mouvement musulman. Peut-on pour autant en déduire, comme l'ont fait certains auteurs³⁴, que le combat de Kaocen au Niger aurait été fondé sur les visées de domination de la confrérie sur le Sahara, qui aurait rêvé de l'édification d'un ensemble cohérent sous son influence, reposant sur un Islam unificateur? On ne l'affirmera pas ici. Certes, le chef touareg se présente à de nombreuses reprises comme un commandant de la confrérie et combat en son nom en plusieurs lieux. Il est indéniablement impliqué dans les combats anticoloniaux en Libye. En revanche, il ne prend pas part aux décisions stratégiques du mouvement. A plusieurs reprises, comme au Tchad, il s'éloigne des combats sans y participer pour protéger ses propres intérêts en préservant son armée. Pendant ses années d'apprentissage, avant 1916, il cherche à nouer des alliances multiples et parfois contradictoires avec certains ennemis de la confrérie et s'adresse en son nom propre aux commandants militaires français pour présenter ses objectifs pour le Niger. La Senoussiya, quant à elle, n'a que peu pénétré au Niger et singulièrement en Aïr, dont les tribus maraboutiques sont adeptes de la *Qâdiriyya*³⁵. Les intérêts de Kaocen et de la Senoussiya sont donc indiscutablement mêlés mais leurs objectifs sont sensiblement différents. En 1916, ils sont, de plus, stratégiquement éloignés par l'investissement militaire de la secte au Nord de la Libye, le Niger n'apparaissant aucunement comme une priorité sénoussiste. Il semble aussi avéré que Kaocen a décidé du combat seul et sans l'appui militaire ou idéologique direct du

³³ Duveyrier a d'ailleurs publié en 1884 un ouvrage sur la Senoussiya : *La confrérie musulmane de Sidi Mohammed Ben Ali Es-Senoûssi*, Paris, 1884.

³⁴ Je pense à Salifou, qui qualifie le mouvement de Kaocen de « *révolte sénoussiste* ».

³⁵ D'après le gouverneur Beyries, *l'Islam au Niger français*, Mémoire du CHEAM, 1954, cité par Fuglestad, *Les révoltes*, *op. cit.*, p 88.

mouvement islamiste. Les clercs et les commandants locaux sont absents de l'expédition³⁶. Dès qu'il le peut, Kaocen forme sa propre armée pour retourner dans l'Aïr. Je pense donc que le rôle de la Senoussiya dans la révolte de l'Aïr a été un instrument nécessaire dans la résistance à la France, sans en être l'instigateur.

On s'intéressera particulièrement ici au mécanisme d'instrumentalisation de la Senoussiya dans les mobilisations. Kaocen a, en premier lieu, utilisé les ressources de la confrérie pour recruter son armée. Le problème de la place de la mobilisation religieuse se pose différemment lorsqu'il est arrivé dans l'Aïr. L'argument religieux ne semble que faiblement fédérateur au regard de la séparation des fonctions guerrières et religieuses dans le monde touareg du début du XXème siècle. Les hommes libres tendent à se définir avec une certaine distance vis-à-vis de la pratique de l'Islam³⁷, qui est parfois considéré comme une religion « importée » et imposée par les Arabes. D'un autre côté les tribus *Ineslamen*, traditionnellement pacifistes, ont construit leur place dans le monde touareg en dehors de la pratique des combats³⁸. Il apparaît dès lors complexe de réunir les deux dans une guerre de résistance sur un fondement religieux. De fait les tribus *Ineslamen* sont dans une large mesure restées en dehors des combats. Cependant certaines ont rejoint le mouvement, pour la plupart des lettrés chargés de légitimer le recours juridique aux méthodes de guerre. Kaocen a tenté, d'une manière générale, d'utiliser l'argument de la Guerre Sainte pour mobiliser les Touaregs. On en trouve la preuve dans les lettres qu'il a envoyées, en 1917, pour inciter les chefs touaregs à le rejoindre³⁹. Surtout, il semble que Kaocen, qui n'a pu se présenter en chef guerrier incontestable pour des raisons liées à ses stratégies de combats et aux rapports politiques dans l'Aïr, a utilisé la Senoussiya (et l'argument religieux) pour établir sa légitimité sur des éléments extérieurs au monde touareg. Cette démarche était sans doute la seule à même de lui assurer l'adhésion *a minima* de la majorité. Il a fait alors référence à la situation géopolitique de l'Afrique du Nord, en prenant soin de lier le destin des Touaregs de l'Aïr à

³⁶ Voir Triaud, *Kawsan, op. cit.*, p 154.

³⁷ Ce qu'ils font toujours aujourd'hui en se positionnant de manière assez ambiguë au sujet de la religion. La transmission matrilinéaire, les conceptions de l'héritage, la pratique généralisée du divorce viennent par exemple appuyer l'idée d'un Islam adapté. Cependant les Touaregs ont recours au terme « *akafar* » (infidèle) pour désigner les étrangers à leur monde ce qui tend à montrer une identification générale à la pratique de l'Islam. Les rapports entre pratiques culturelles touarègues et Islam ont été analysés dans nombre d'ouvrages. On trouvera une introduction pertinente dans le travail de Bernus, *Touaregs du Niger, op. cit.*

³⁸ Sur les pratiques de l'Islam chez les Touaregs, voir Harry Norris, *The Tuaregs. Their islamic legacy and its diffusion in the Sahel*, Warminster, Aris and Philips, XV, 1975.

³⁹ Voir Salifou et Triaud.

l'ensemble du monde touareg, du Mali au Hoggar. On peut déduire du contenu de sa correspondance et des alliances qu'il a passées (avec la Sénoussiya, avec l'Italie, avec les Turcs) que Kaocen était déterminé à utiliser différents registres de mobilisations et que ces registres légitimants reposaient sur une vision élargie de l'espace de la guerre contre la France. Cette idée, soutenue par les témoignages recueillis au Niger, vient contredire la lecture historique des faits établie par les militaires et par certains observateurs. On analysera ces contradictions plus loin, dans la partie consacrée aux représentations.

1-3-2 Le sultan d'Agadez

Parmi ses alliés internes au monde touareg, Kaocen a particulièrement mobilisé la fonction du sultanat de l'Aïr. On a parlé plus haut de l'institution politique du sultanat. Au moment où Kaocen arrive en Aïr, le sultanat connaît une crise de légitimité profonde, liée à son incapacité à assumer ses fonctions politiques auprès des confédérations touarègues. Les derniers sultans, soutenus par les Français qui croient percevoir dans l'apparat de sa fonction des attributs de pouvoir souverain qu'il n'a pas, ont été déposés les uns après les autres. Tegama, le sultan élu en 1908, a été placé par les Français et se retrouve au centre du dispositif administratif du contrôle de l'Aïr. Mais Tegama semble avoir été sensible aux arguments anticoloniaux. D'après Triaud⁴⁰, il s'est secrètement rallié à la Senoussiya, vers 1913. Après de lui sont arrivés des conseillers sénoussistes qui entretiennent des relations avec les réseaux commerciaux de la confrérie. Le sultan lui-même correspond avec les autorités sénoussistes après 1914. Tegama et Kaocen semblent poursuivre les mêmes buts de libération de l'Aïr et se rapprochent assez naturellement lors du départ de l'expédition au Niger. Ils combattront ensemble, jusqu'à la défaite finale. Pour Kaocen, Tegama représente sans doute un allié objectif contre la France. Ne tirant pas leur légitimité du même appareil idéologique, ils n'entrent pas en concurrence pour le leadership politique et illustrent au contraire la capacité du mouvement de résistance à avoir recours à des mobilisations multiples. Le sultan, en intervenant auprès des chefs de tribus, joue son rôle d'intermédiaire entre les confédérations et tente de les convaincre de rejoindre la guerre sur les

⁴⁰ Jean-Louis Triaud, *Kawsan, op.cit.*, p 156.

bases posées par Kaocen. Il est aussi, comme Kaocen, un personnage politique qui doit tirer sa légitimité de sa connaissance subtile de pratiques extérieures au monde touareg, seules capables d'inverser le rapport de force avec la France. La multiplicité des alliances politiques montre à la fois la complexité d'une organisation globale de la guerre anticoloniale et de nouveaux leviers de mobilisation. Ces leviers, qui font de l'objectif final la justification des moyens de la guerre (dont les pillages dirigés contre les tribus touaregs hostiles à la résistance, qui vaudront à Kaocen la réprobation constante et durable de beaucoup de nobles et chefs de guerre) sont aussi annonciateurs d'une internationalisation des mouvements de rébellions et des nécessités politiques de la lutte quand elle n'est portée que par une minorité idéologique.

1-3-3 Cadets sociaux ?

La question des mobilisations pose le problème de la catégorisation des mobilisés. On a vu l'importance du « *facteur ikazkazen* », comme le dit Triaud, c'est-à-dire de la tribu de Kaocen (dans laquelle il recrute en priorité ses combattants touaregs de la première heure), dans l'initiation d'un mouvement touareg en Air. Deux autres guerriers *Ikazkazen* prendront la tête d'unités combattantes auprès de Kaocen. Le facteur religieux, lui, ne parvient pas à expliciter une sociologie des combattants disparate malgré le rôle de catalyseur de la mobilisation par l'islam. Il est difficile de proposer une catégorisation des rebelles dans la mesure où on connaît mal les parcours individuels et collectifs des alliés de Kaocen après son départ de Ghat⁴¹. En revanche, on connaît dans une certaine mesure, d'après les rapports militaires, l'ampleur du mouvement, et d'après la correspondance de Kaocen et les récits sur la révolte, on connaît les principaux arguments qu'il a utilisés pour mobiliser les Touaregs du Niger. De ces récits, on peut tirer quelques hypothèses. La première concerne la part des combattants d'origine *Imghad*, (vassaux parmi les hommes libres). Cette question est intéressante parce qu'elle s'explique en partie à la lumière des analyses des rébellions plus tardives, celles des *Kel Adagh* de 1963-1964 au Mali et surtout celles des années 1990 au Mali et au Niger.

⁴¹ Triaud donne une composition du groupe recruté en Libye d'après des recensements effectués par les militaires français de 1917 qui évaluent à 135 hommes les troupes de Kaocen, dont 63 originaires de Libye et 72 d'Algérie. *La légende noire, op. cit.*, pp. 821-822.

André Bourgeot, en particulier, la met au centre de la délégitimation des mouvements rebelles contemporains, dans une démarche qui s'appuie sur une lecture marxiste des rapports de pouvoirs dans la société touarègue⁴². Cette analyse a par ailleurs eu un écho sur le terrain des combats au Mali, puisqu'un mouvement qui s'est défini comme *Imghad* y a vu le jour pendant la rébellion des années 1990⁴³. Le caractère limité des sources disponibles et le contenu de ces sources elles-mêmes ne me semblent pas confirmer une telle conclusion pour le mouvement initié par Kaocen. Rien ne laisse penser que seuls les *Imghad* ont rejoint le mouvement de résistance, ni qu'ils l'ont initié. On a bien vu que les combattants ont des origines variées et des motivations différentes. A une explication unidimensionnelle on préférera une analyse de la complexité des allégeances à la rébellion⁴⁴. Kaocen a situé son discours à l'usage des Touaregs sur différents niveaux, dont la légitimation par des références extérieures a été l'un des piliers. Il a, en outre, toujours cherché à convaincre les nobles de rejoindre son combat (en particulier *l'amenokal* des *Kel Ahaggar* et ceux de sa confédération d'origine). Au Mali-même, le mouvement de rébellion contemporain de celui de Kaocen est mené en 1916 par Firhoun, *amenokal* des *Iwellemeden Kel Attaram*. Cette lecture de l'opposition entre *Imajeghen* et *Imghad* me semble plus largement procéder d'une instrumentalisation de catégories sociales qui permet soit de justifier, soit au contraire de délégitimer les mouvements de rébellion (et leur représentativité), ce qui rejoint les processus d'appropriation de la révolte de Kaocen par les organisations antiesclavagistes.

En revanche, un faisceau d'indices laisse penser que parmi les Touaregs, Kaocen, lui-même sans *ettebel* comme on l'a dit, a recruté majoritairement chez les jeunes et qu'il a rencontré une

⁴² Bourgeot, *Les sociétés touarègues*, op. cit., Avant-propos, p 7.

⁴³ Un mouvement, l'Armée Révolutionnaire de Libération de l'Azawad (ARLA), issu de la scission du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Azaouad (MPLA) en 1991. Pour une lecture anthropologique qui relie ces mouvements modernes à leurs prédécesseurs depuis le XIXème siècle, voir Georg Klute, *Hostilités et Alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali*, Cahiers d'Etudes Africaines, vol. 35, n° 137, 1995, pp. 55-71. Klute explique que la scission trouve son origine dans des conflits de pouvoirs venant des rapports entre confédérations et tribus depuis le XIXème siècle. Il reste cependant difficile, au vu des éléments présentés, de trancher sur la nature de la mobilisation politique de ce mouvement particulier qui a continué le combat après les premiers accords de paix de 1991, notamment sur la question d'une mobilisation *Imghad* ou reposant sur des éléments de divergences politiques. Je préfère y voir des causes plus complexes.

⁴⁴ Ce travail rejoint à ce propos celui de Sebastian « Baz » Lecocq : « *This Desert is our country* », op. cit., sur les rébellions touarègues au Mali. Il est intéressant de noter que la formulation d'une identité *Imghad* au Mali a généré des filiations politiques : les mouvements militants *Imghad* (non combattants) ont réapparu au Mali avec les violences dans la région de Kidal à la fin des années 2000, et font l'objet d'intenses polémiques sur leur authenticité et leurs motivations. Elles servent à tout le moins les intérêts du gouvernement malien en rejetant toute représentativité « touarègue » des mouvements rebelles actuels. L'essor politique et économique des tribus *Imghad* du Mali avait été encouragé par la politique du gouvernement Keita.

résistance politique de la part des nobles. On citera à cet effet le témoignage de Fakando ag Sheykho, produit par Claudot-Hawad, qui souligne l'enthousiasme des jeunes pour le mouvement de libération :

*« Toute la jeunesse et la force des Ikazkazen et des Ifaden se sont dressées d'un coup et d'un seul mouvement se sont jetées dans l'armée de Kaosen. »*⁴⁵

On sait aussi que Kaocen se voit opposer des refus de la part de chefs de guerre, soit sur la base de divergences stratégiques, soit encore parce que ces chefs font le choix de protéger leurs dépendants sans combattre, soit parce qu'ils ont acquis leur commandement sur une politique de paix avec la France. Kaocen ne parvient pas à fédérer les confédérations derrière son combat. En revanche on note un mouvement généralisé de mobilisation de combattants, sur l'ensemble du territoire du Niger et dans la plupart des tribus. Quelle qu'en soient les motivations, ces mobilisations sont avérées :

*« Les Touaregs étaient tombés dans une sorte de psychose, il s'agissait de secouer le joug des autorités françaises, et surtout de retrouver les anciennes libertés de mouvement, libertés de se battre et de razzier ; et en premier lieu, l'indépendance de la société touareg »*⁴⁶.

Ce mouvement de mobilisation au Niger rejoint celui, plus précoce, qui a mené à l'exil de Kaocen lui-même et auquel ont pris part des membres issus de la plupart des tribus. Kaocen s'appuie sur ce noyau d'exilés pour initier son mouvement et le faire reposer sur les combattants qui maîtrisent les techniques modernes de guerre en même temps qu'ils y adhèrent politiquement. Ces Touaregs en exil sont restés une quinzaine d'années loin de leurs campements d'origine ; on peut imaginer qu'ils ont développé des socialisations spécifiques à leur condition et qu'ils ont grandi politiquement avec des idées différentes. Les discours sur l'organisation

⁴⁵ Fakando est le chef des *Ikazkazen*. Cité par Hélène Claudot-Hawad, *Honneur et politique*, *op.cit.*, p 37.

⁴⁶ Edmond Séré de Rivières, *Histoire du Niger*, Paris, 1965, p 228, cité par Finn Fuglestad, *Les révoltes des Touaregs du Niger*, *op cit.*, p 96.

politique proposée par Kaocen leur apparaissent d'autant plus attractifs qu'ils ne peuvent prétendre à aucune fonction politique d'envergure, une fois de retour au campement. La révolte de Kaocen a aussi rejoint un mouvement plus large de réorganisation politique fondé sur la dichotomie entre résistance et paix ; elle peut avoir exercé un certain attrait sur des catégories sociales marginalisées dans le jeu politique traditionnel. Ces trois catégories largement définies parmi les Touaregs rebelles (exilés, jeunes et réformateurs aspirant à des fonctions politiques) se rejoignent dans la guerre de résistance et permettent de parler, en partie, des combattants en tant que « *cadets sociaux* ». Cependant Kaocen a recruté des combattants de manière assez hétérogène : il compte aussi bien des Arabes, des militants sénoussistes, des partisans du sultan, des membres de tribus *Imajeghen*, dont l'objectif commun semble s'être limité (politiquement) à la libération des territoires de l'Aïr, et peut-être du Sahara, avec une cohérence politique *a minima* qui explique sans doute l'échec final de la mobilisation généralisée.

2- Les représentations de Kaocen

Malgré une rébellion limitée dans le temps, la révolte menée par Kaocen a laissé un héritage mémoriel conséquent dont on a esquissé certaines ramifications contemporaines. Il est intéressant de comprendre comment s'est élaborée cette mémoire et quelles en sont les manifestations les plus significatives. Les représentations de Kaocen sont le résultat d'un processus historique et social, c'est pour cela qu'il est essentiel de bien situer les sources qui en sont à l'origine. Ces sources représentent autant de points de vue qui ont, à travers un temps long de près d'un siècle, participé à développer des discours dont on mesure l'impact lorsque reviennent les mouvements de rébellions touaregs.

2-1 Les militaires français et l'histoire des représentations

A l'origine des représentations majoritaires de Kaocen, se trouve le point de vue des militaires français, qui a servi de source à la plupart des historiens de la révolte. Les représentations qu'ils ont développées portent à la fois sur la personne de Kaocen et sur la guerre elle-même. Ces portraits ont été suffisamment diffusés pour élaborer une image pérenne élargie à tous les Touaregs. On a vu qu'elle repose aussi sur une histoire des représentations commencée au XIX^{ème} siècle, et la prolonge en partie, tout en y apportant des éléments de développement liés plus directement au contexte géopolitique des années 1916 et suivantes.

2-1-1 L'anarchie, les incompréhensions et leurs conséquences

En droite ligne des observations en vogue au XIX^{ème} siècle, la révolte de Kaocen est perçue comme une période incompréhensible d'anarchie⁴⁷. Cette image est propagée par les rapports militaires et les commentaires diffusés par les sociétés savantes. Les termes généraux qui servent

⁴⁷ Fuglestad parle d' « *anarchie totale* » pour qualifier la situation dans l'Aïr.

à définir les Touaregs rebelles convergent vers l'idée, déjà esquissée au XIX^{ème} siècle, d'anarchie politique et tribale : ce terme d' « anarchie » veut décrire une situation dans laquelle les actions des Touaregs ne produisent pas de sens, et en particulier ne reposent que sur un appétit insatiable pour la rapine et le vol. Cette image se voit radicalisée par l'ampleur et la durée de la révolte de Kaocen, d'autant plus qu'elle touche directement, cette fois, les soldats français et leurs alliés, et non pas uniquement les populations sédentaires des limites des territoires touaregs. Cette idée se retrouve souvent, dans les descriptions coloniales, à propos peuples indigènes qui leurs résistent. Mais en ce qui concerne les Touaregs, les observateurs développent une véritable obsession pour cette anarchie supposée, ce qui limite le point de vue des militaires à un angle exclusivement tribal ; la dimension confédérale ainsi que l'idéologie de la libération développée par Kaocen sont largement ignorées ou incomprises. Cette obsession devient intéressante, en termes de processus des représentations, lorsqu'elle se diffuse dans le cercle des historiens du Niger ; ce glissement analytique est particulièrement incarné dans le travail de Fuglestad⁴⁸ et a contribué à caractériser les relations politiques touarègues en des termes négatifs. Il semble que ce dernier ne parvienne pas à envisager les mobilisations, qu'il observe pourtant, sous un autre angle que celui du hasard et de la nécessité atavique du pillage. Pour illustrer ces représentations, on s'appuiera m'appuie sur le texte *Les révoltes des Touaregs du Niger. 1916-17*, publié en 1973 dans les Cahiers d'Etudes Africaines. Fuglestad admet en introduction que les sources militaires ne sont pas toujours des plus pertinentes :

« Il nous paraît probable que certains de ces hommes n'étaient pas qualifiés pour les responsabilités qu'ils avaient à assumer (...). Exilés au Niger, ignorant la langue et les coutumes locales, ils étaient bien obligés de se fier à un certain nombre d'auxiliaires(...) »⁴⁹

Cependant il n'en tire pas toutes les conclusions de prudence qui seraient nécessaires. Sans doute influencé par quelques préjugés coloniaux⁵⁰ son récit reste marqué par une vision paternaliste et

⁴⁸ Fuglestad s'appuie principalement sur les écrits suivants : Yves Riou, *La révolte de Kaocen et le siège d'Agadès, 1916-17*, Niamey, 1968 ; Francis Nicolas, *Tamesna, les Ioullemeden de l'est ou Kel Dinnik*, Paris, 1950 ; Général Meynier et Commandant Lehuraux, *La guerre sainte des Senoussya dans l'Afrique française (1915-1918)*, Revue Africaine 83, 3-4, 1939, pp.323-357 ; Général Mangeot, *Le siège d'Agadès raconté par un prisonnier de Kaossen*, Renseignements coloniaux, 8, 1930, pp. 479-484.

⁴⁹ Fuglestad, *Les révoltes des Touaregs du Niger*, op. cit., p 83.

⁵⁰ Sur la famine de 1913-14 qui a sévi dans le « pays Hausa » : « C'est un phénomène qui ne manque pas de nous étonner, puisque (...) le paysan hausa (...) est travailleur ». *Ibidem*, p 84.

réductrice, dans l'incapacité à percevoir les signes de la mobilisation : pendant la révolte de Firhoun au Mali, « *la présence de Touaregs sud-algériens au Nord de Tillabéry en 1916 pourrait être interprétée comme une aide extérieure mais ne semble pas devoir l'être (...). Il semblerait plutôt s'agir d'une coïncidence ou peut-être de la migration millénaire des Touaregs vers le Sud (...)* »⁵¹. Ailleurs, les Kel Dinnik⁵² ne « *participèrent pas à la révolte* » alors que l'auteur écrit qu'ils « *furent en dissidence ouverte* »⁵³. Bien que « *rebelles à l'autorité (française)* » et menant des « *rezzous* » (et non pas des « *combats* » contre la France et ses alliés locaux), « *tout se passe comme si brusquement les Kel Dinnik s'étaient mis à ignorer la présence française* ». Cela se passe, au grand étonnement de l'auteur, en même temps que l'arrivée de Kaocen dans l'Aïr ; faut-il en déduire qu'il existe un mouvement organisé ? Non : « *Ils reprirent, simplement, leurs mauvaises habitudes d'antan, razziant et pillant* »⁵⁴. Les événements ne sont en fait que le résultat d'une « *psychose* »⁵⁵.

Cette vision des choses est ensuite suffisamment diffusée pour devenir performative dans l'écriture de l'histoire de la rébellion de Kaocen et sans doute dans celle des rébellions qui l'ont suivie. Sans doute ce manque d'organisation supposé rejoint-il en un sens la vision romantique du nomadisme élaborée au XIX^{ème} siècle mais ses développements, qui débordent largement le cadre militaire colonial, affectent plus que l'historiographie des rébellions.

2-1-2 La révolution islamique en marche ?

Cependant, il ne faut pas réduire les représentations à l'œuvre dans le travail des soldats français à une simple erreur d'appréciation sur la complexité des jeux de pouvoir touaregs. La puissance coloniale, dont les intérêts sont fragilisés par la guerre mondiale, intègre également les Touaregs dans un monde géopolitique complexe. Les projections auxquelles cette complexité donne lieu montrent elles aussi la difficulté des Français à appréhender une autonomie politique touarègue. Ainsi on recherche, au prix de quelques contorsions intellectuelles, la main de

⁵¹ *Ibidem*, pp. 94-95.

⁵² Tribus du Sud de l'Aïr, région de Tahoua.

⁵³ *Ibidem*, p 95.

⁵⁴ *Ibidem*, p 96.

⁵⁵ La psychose « *de l'indépendance de la société touarègue* », *ibidem*, p 96. L'auteur n'en déduit rien d'autre qu'une maladie mentale généralisée et inattendue.

l'ennemi derrière Kaocen. Un rapport transmis au ministère de la guerre du 30 décembre 1916 résume cette idée :

« Le chef sénoussiste Kaocen, soupçonné de n'être autre qu'un Allemand, du nom de Gottlob Adolf Kraus ».

Pour la première fois est introduit un facteur séditieux extérieur qui correspond à l'argumentation mise en avant par Kaocen lui-même. Ce facteur à la fois religieux et arabe, qui occupe une place disproportionnée dans l'analyse de la rébellion de 1916, est la base du modèle unidimensionnel à l'œuvre dans les recherches de la cause des conflits touaregs.

Fuglestad diffuse cette tradition académique de Touaregs manipulés par les « sectes islamiques ». Il écrit ainsi, à propos des *Ineslamen* de l'Aïr, dont le pouvoir grandit après l'arrivée des Français proportionnellement à la perte d'influence (relative) des tribus *Imajeghen*: « l'élément maraboutique était un élément irresponsable », « prêt à user de procédés douteux »⁵⁶, se livrant auprès des Touaregs à « une fanatisation sur le plan religieux. »⁵⁷ La fanatisation religieuse est une crainte largement partagée dans les écrits coloniaux sur l'Afrique du Nord ; mais ici, se rencontrent le mythe de la Senoussiya et une violente rébellion qui incarnent la capacité de mobilisation et de nuisance d'un islam politique qui cristallise les peurs. La répression dans l'Aïr et ailleurs dans le monde touareg en sera d'autant plus féroce.

2-2 Visions touarègues de Kaocen

On essaiera de commenter ici quelques visions touarègues contemporaines de Kaocen. On soulignera tout d'abord la diversité des sources directes : plusieurs témoignages de contemporains de Kaocen ont été recueillis par des anthropologues au contact de tribus qui ont

⁵⁶ *Ibidem*, p. 93.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 94.

vécu différemment les événements afférents à la guerre. On peut y voir se dessiner des analyses qui s'attachent essentiellement aux enjeux de la révolte et à ses conséquences.

2-2-1 Une place décisive dans l'histoire collective

D'une manière générale, on peut dire que les représentations de Kaocen formulées par les Touaregs tiennent d'une part dans son projet politique, et d'autre part dans l'échec de son combat. S'ils sont analysés différemment, suivant un large spectre d'opinions, ces événements entrent dans des représentations qui tendent à leur donner un rôle important dans l'évolution de la société touarègue – en bien ou en mal, selon le point de vue d'où l'on se place. Alors que pour les historiens et les observateurs militaires, Kaocen se situe essentiellement dans une action datée, fermée par un cadre historique restreint à quelques années, il est placé par les Touaregs dans un temps bien plus long.

Symboliquement, la place décisive de Kaocen dans l'histoire *Kel tamasheq* se retrouve dans la représentation du temps long chez les Touaregs. D'après la tradition orale, les événements de la révolte et la personnalité du chef *Ikazkazen* ont été suffisamment marquants pour désigner une année calendaire jusque dans le Nord du Mali. Ainsi parle-t-on encore d'*Awātay en Kāwsān*, (« l'année de Kaocen »), pour évoquer la période de 1916-1917 chez les *Kel Adagh*⁵⁸. L'« année de Kaocen » est pratiquement la seule datée, dans cette chronologie de soixante-quinze années, en fonction des *actions directes* d'un homme qui ne soit pas de la confédération des *Kel Adagh* (les années définies en fonction d'un nom propre le sont en raison de la mort d'une personnalité importante). L'année 1963-64, date de la grande rébellion des *Kel Adagh* contre le pouvoir central malien, est par exemple nommée *Awātay wan ləger* (« année de la guerre ») ou *Awātay wa n-əlfəllaga* (« année de la rébellion ») et ne fait pas mention des meneurs de la rébellion alors qu'ils ont fait partie de la confédération.

Kaocen existe dans cette mémoire collective en tant que meneur et rassembleur : c'est incontestablement lui le chef de cette guerre (et non pas Tegama ou la Senoussiya comme le

⁵⁸ D'après la tradition des *Kel Assuk* rapportée par Ehya Ag Sidiyene et Georg Klute, in *La chronologie des années 1913-14 à 1987-88 chez les Touaregs Kāl-ādaɣ du Mali*, Journal des Africaniste, vol. 59, 1989, p. 204. On parle d'« année 1916-17 » parce que les Touaregs font commencer le calendrier au début de la saison des pluies, en juin.

veulent certains récits des événements élaborés par les militaires français et les historiens). Il devient même « *le premier à combattre les Blancs (à l'Est).* »⁵⁹

2-2-2 *Le catalyseur des choix politiques*

L'importance prise par le personnage de Kaocen, qui incarne ce mouvement de résistance (certes controversé), traduit les enjeux décisifs à l'œuvre dans ce combat contre la France. D'autres récits touaregs sur les événements, commentés par Lina Brock, montrent que ce sont bien les enjeux politiques qui sont mis en avant, quelle que soit la position (sociale ou politique) dont parlent ses interlocuteurs⁶⁰. Ces récits sont ceux de plusieurs Touaregs des *Iwellemmeden Kel Denneg*⁶¹, recueillis en 1975 près de Tahoua. Ils portent sur la participation des *Kel Denneg* à la révolte de Kaocen et particulièrement sur les différentes versions du massacre dont la tribu a été victime à Tanout (au Sud du massif de l'Aïr) par les troupes du capitaine Sadoux de mars à avril 1917. Dans ces témoignages, Kaocen est le catalyseur d'un choix politique qui divise la société *Kel Denneg*, dont les fondements sont, comme on l'a vu précédemment, les enjeux de protection des dépendants et l'attitude de la noblesse. Ces récits explicitent le dilemme politique, au moment où les troupes françaises se dirigent vers les campements et demandent la soumission des *Kel Denneg*, et menacent de réprimer les résistants. Certains hommes ont choisi de rejoindre l'Aïr et de combattre avec Kaocen. D'autres plaident, devant une assemblée, pour la soumission de manière à préserver les vies des dépendants dont on sait qu'ils sont autrement menacés de mort. Dans ce cas, c'est une représentation de Kaocen politique qui est apparente. Il ne s'agit pas de discuter de sa noblesse ou de ses liens avec une confrérie religieuse. Ce n'est pas son personnage mais les lignes de fractures représentées par son combat qui entrent en ligne de compte. Il est possible que le fait que les récits soient issus d'une fédération sans rapport de dépendance avec les tribus de l'Aïr joue un rôle dans ce glissement du débat vers des considérations plus générales que personnelles. Ces textes montrent bien que la résistance a été

⁵⁹ *Idem*, p. 204, en note d'éclaircissement.

⁶⁰ Lina Brock, *Histoire, tradition orale et résistance*, op. cit., pp. 49-76.

⁶¹ Je reprends la transcription des noms que Lina Brock a adoptée. On dit aussi parfois *Kel Dinnik*, ce qui signifie « ceux de l'Est », par opposition aux *Kel Attaram* (« de l'Ouest »).

un enjeu partagé et discuté par plusieurs fédérations de tribus touarègues. Ici, la légitimité de la guerre est acquise puisque la France est perçue comme une menace, d'autant plus tangible que les troupes ont déjà arrêté des membres de la tribu pour les écarter de ceux qui sont considérés comme partisans de la rébellion. Les récits s'orientent donc vers la ligne de partage entre tradition et modernité, ces enjeux de l'honneur qui sont parfois mis en cause de manière détournée par le récit d'un forgeron (qui n'est pas tenu aux mêmes codes de réserve et d'honneur que les *Imajeghen*). La mémoire des combattants de Kaocen (et les représentations afférentes) est intrinsèquement liée ici aux choix individuels des acteurs des récits, qui en font des héros (s'ils ont pris le parti de la résistance ou ont honorablement protégé leur communauté) ou des lâches (s'ils se sont cachés à l'arrivée des troupes françaises). Kaocen y est un marqueur essentiel de l'identité résistante.

Ces choix individuels montrent la complexité des allégeances politiques et des mobilisations, quand le contexte politique connaît une grave crise qui affecte les modes de vie et les représentations traditionnelles que les Touaregs ont d'eux-mêmes. Ainsi, les *Kel Denneg* situent le début de leur résistance à la mise à mort d'un messager (touareg) envoyé par les Français pour leur demander de se soumettre (en envoyant des nobles servir dans les troupes françaises) et de ne pas suivre Kaocen qui menait le siège d'Agadez :

*« Je vais vous parler de cette révolte. Les Français ont envoyé Amăjăllad de Tahoua au campement de Mătafa, Eddiwan et Elkhurér. Une fois arrivé, il leur a dit, « les Français m'ont envoyé pour que je ramène de jeunes nobles qui serviront dans l'armée ». Elkhurér et Eddiwan lui ont dit, « Attends, tu vas d'abord manger quelque chose ». Ensuite ils firent allumer un grand feu dans lequel ils jetèrent Amăjăllad. »*⁶²

La brutalité du récit peu surprendre. Elle traduit, de manière crue, la difficulté et la violence du choix de la résistance.

⁶² Récit de la révolte par Khamed Elmumin ag Eddiwan, fils d'Eddiwan, noble *Kel Denneg*. *Ibidem*, p 51

Plus loin, de manière allusive et incarnée par la destinée de l'un des personnages, le récit montre bien les enjeux politiques pour la noblesse en distinguant les choix d'Elkhurér (*amenokal* des *Kel Denneg*, qui a rejoint Kaocen et juré de ne « *jamais revoir les Français* »⁶³) de ceux d'Eddiwan qui prend le risque de se rendre aux Français (« *Je veux faire la paix ou être tué dans mon propre pays* »⁶⁴) pour protéger ses dépendants, les femmes et les enfants, délaissés par leurs captifs.

Il est difficile, sans citer l'intégralité du récit, d'en traduire les nuances et la beauté allusive. On notera simplement qu'il y transparaît la douleur des conséquences de la guerre sur les faibles et la nécessité des choix entraînés par la lutte anticoloniale.

Malgré le massacre de 200 civils qui a suivi le refus de soumission des *Kel Denneg*, on ne trouve pas trace de critiques sur la personne de Kaocen en raison de son choix politique. Ici la représentation de la rébellion traduit l'inéluctabilité de cette dernière face à un ennemi destructeur à tous points de vue.

2-3 Kaocen et les rebelles modernes

2-3-1 La diaspora et Mano Dayak

Les représentations mises en œuvre par la diaspora évoquent une mythification de la figure du résistant. C'est à la suite de Mano Dayak que la diaspora, dont le discours est amplifié par les médias, élabore une image de Kaocen comme symbole à la fois politique et culturel de la « *targuité* »⁶⁵. Kaocen est une figure résistante, rebelle, qui se dresse face à la colonisation et généralement au pouvoir arbitraire, mais aussi face aux injustices sociales. Kaocen devient, plus qu'un chef de guerre, un réformateur et un exemple. Cette représentation occupe une place déterminante dans la construction d'une culture politique rebelle parce que pour la première fois s'établit chez les Touaregs du Niger, sur une base théorique solide, la relation indissociable de l'action politique et de la résistance.

⁶³ *Ibidem*, p 51.

⁶⁴ *Ibidem*, p 52.

⁶⁵ La « *targuité* », c'est-à-dire le fait d'être Touareg, parfois nommé *temujegha*.

Cette construction nouvelle de l'image de Kaocen trouve son origine dans les écrits de Mano Dayak. Mano est lui-même une figure rebelle hautement importante dans la culture politique actuelle. La diffusion des récits de Mano sur Kaocen a touché les représentations que se faisaient les Occidentaux des Touaregs nigériens, par l'intermédiaire des associations de soutien (comme *Survie*⁶⁶) agrégées autour de la personnalité et de certains arguments de Mano. L'imprégnation réciproque des argumentations politiques ne fait pas de doute. On appuiera cette argumentation sur des extraits du livre *Touaregs, la tragédie*, publié à Paris en 1992⁶⁷. Ce livre parle de la rébellion en cours au Niger depuis 1990 en adoptant une approche historique des causes des rébellions et en faisant, en particulier, un retour sur Kaocen, auquel il accorde une place importante. Il ne s'agit pas, bien évidemment, de reprendre les arguments développés pour en démontrer la justesse ou l'inanité. On soulignera que ce texte est sans doute porté par la volonté d'attirer l'attention d'un public important (et largement ignorant des réalités nigériennes) sur les motivations des rebelles touaregs. Il utilise dès lors des analogies historiques discutables et se focalise sur les difficultés touarègues sans les situer rigoureusement dans un contexte plus vaste et plus complexe. Mais ce récit reste extrêmement intéressant pour plusieurs raisons. Tout d'abord sa diffusion a effectivement touché et sensibilisé les opinions occidentales, en particulier française, sur la question de la rébellion. De ce fait il a engendré les représentations les plus efficaces et peut-être les plus performatives. Ensuite, il est une œuvre de réécriture historique qui dégage les grands enjeux de la mémoire politique des résistances touarègues. Il exprime la formulation par un rebelle lettré, et à l'usage de l'Occident, d'une culture rebelle. Enfin il a engendré des contre-récits mémoriels à différents niveaux : historiques et politiques de la part de ses opposants, critiques chez les ex-combattants, souvent hagiographiques dans la diaspora.

Le propos de cette partie est spécifiquement de montrer la construction d'une image de Kaocen en parallèle à celle des rébellions modernes. La critique générale de ce récit a été faite ailleurs⁶⁸. Comme on l'a dit, le récit de Mano Dayak laisse une place importante à Kaocen. Il est la figure

⁶⁶ Une organisation créée à Paris au début de la rébellion à la suite de rencontres avec Mano Dayak qui séjournait en France.

⁶⁷ Mano Dayak, *Touaregs, la tragédie*, Paris, Lattès, 1992

⁶⁸ De nombreux auteurs ont commenté les arguments de Mano aussi bien que ceux de la Coordination de la Résistance Armée au moment des négociations avec le gouvernement nigérien. Ces deux documents ont d'ailleurs provoqué un flot d'écrits académiques, notamment au Niger. Pour consulter ces arguments historiques diamétralement opposés à ceux de Dayak, (dont on peut soupçonner qu'ils sont motivés par des idées politiques opposées à celles de Mano Dayak), et voir comment ils resurgissent au Niger en cas de nouveau conflit armé, on verra : Mamoudou Djibo, *Rébellion touarègue et question saharienne au Niger*, Autrepart, n°23, 2002, pp. 135-156.

historique qui est la plus mise en valeur dans l'ouvrage. En premier lieu, Kaocen apparaît comme un acteur majeur de l'histoire touarègue. Cette histoire est par ailleurs, au-delà des tribus et des confédérations, celle de l'ensemble d'une communauté de langage et de culture qui s'étend sur plusieurs pays africains. Kaocen est introduit en ces termes :

« Kaocen, le chef de la grande rébellion touarègue qui ébranla l'Aïr en 1916/1917 – Kaocen qui écrivit les pages les plus glorieuses de notre histoire. »⁶⁹

Non seulement Kaocen est une figure historique (on a vu que d'un point de vue touareg cela se justifie parfaitement) mais en tant que *rebelle*, il se situe au centre de l'histoire touarègue.

Le livre revient aussi sur le débat portant sur la noblesse de Kaocen, que l'on a analysé plus haut :

« Kaocen ag Gedda était enfant de l'Aïr, né dans la vallée de Tamezlagh, de parents nobles bien que les Français prétendirent que sa mère avait été « esclave ». »⁷⁰

Kaocen est donc resitué dans sa noblesse, ici tirée indistinctement de ses deux parents, une simplification qu'on ne retrouve pas dans les témoignages touaregs. Sa noblesse ne fait pas de doute, ce sont les colonisateurs qui ont cherché à la nier, pour diminuer la portée de son action. Il est intéressant de voir que cet enjeu pourtant largement touareg est dans cet ouvrage définitivement transposé dans le monde occidental. La légitimité tirée de cette ascendance prestigieuse semble indépassable.

Le récit passe ensuite à la dimension politique de l'action de Kaocen. Il est évident que cette version fait écho à la rébellion en cours et à ses enjeux propres.

⁶⁹ Mano Dayak, *Touaregs, op.cit.*, p. 42.

⁷⁰ *Ibidem*, p. 42. C'est Mano qui utilise les guillemets pour le mot « esclave ».

« Kaocen étai obsédé par l'idée d'unifier les Touareg. »⁷¹

On sait que l' « anarchie » est la projection principale portée sur Kaocen et par extension sur les Touaregs, notamment les rebelles. Dans ce cas, on ne parle pas de mobilisations, mais d'union, dont on saisit l'enjeu politique: celui de la modernité. Kaocen est alors un bâtisseur politique et non plus seulement un rebelle à l'oppression. En cela, il est un exemple à suivre :

*« Pour nous, Touareg, Kaocen revêt la même valeur que le général de Gaulle a aux yeux des Français. (...). Kaocen tenta de nous unir face à l'occupant. (...) Tel un miroir magique, il nous renvoya, le temps d'un formidable soubresaut, l'image d'un peuple qui, par son courage, eut droit à l'espoir (...). Kaocen était notre sauveur. »*⁷²

Kaocen accède au rang de chef historique de la résistance mais aussi à celui d'homme politique. De Gaulle n'était pas seulement une figure résistante, mais plutôt la référence politique, l'unificateur, et plus tard l'homme d'Etat : la comparaison semblera osée mais on en discerne bien les enjeux. La résistance est incontestable, elle est aussi une préfiguration d'une nécessaire reconstruction politique des Touaregs, face à leur ennemi et malgré les différences.

Kaocen est donc l'exemple à suivre pour la rébellion des années 1990. Mano Dayak fait aussi une allusion rapide aux contestations dont sa révolte a fait l'objet et aux récits contrastés de ses contemporains. En revanche, la généalogie de la rébellion moderne trouve sa source dans la guerre de 1916. De cette manière, l'avant-garde rebelle a compris les objectifs politiques que Kaocen avait définis :

⁷¹ *Ibidem*, p. 43.

⁷² *Ibidem*, p. 45.

*« Kaocen est certainement mieux compris par les rebelles touareg de cette fin de siècle que par ses propres compagnons d'armes. »*⁷³

La transformation de Kaocen en héros de la résistance est essentiellement un produit de ce récit et de ses développements dans la diaspora. A la fin des années 2000, elle est reprise comme un fait qui ne nécessite pas d'explicitation : Kaocen est entré dans la légende du rebelle.

On citera encore, pour illustrer ce propos, un court message posté sur un forum de discussions sur internet par Seidou Kaocen Maïga (dont le nom lui-même renvoie à la culture politique rebelle) en 2005, et qui deviendra plus tard porte-parole autoproclamé des mouvements rebelles⁷⁴. Sur un site dédié à la culture berbère, il répond à une question sur l'identité de Kaocen en des termes qui reprennent ceux du récit de Mano Dayak :

*« Kaocen wan Tiguida (d'autres diront ag Kedda), était un héros de la résistance à la pénétration française au Niger. »*⁷⁵

En fin de message, il relie Kaocen à l'autre grande figure des rébellions :

*« Aujourd'hui la commémoration de la mort de Mano, par les Imajaghan de Normandie, a eu lieu de 10h30 à 14 heures 30. »*⁷⁶

Ce message, qui apparaît sur un site s'adressant principalement aux jeunes berbères du Maroc et de la diaspora, comporte plusieurs significations. Kaocen est mal connu, bien qu'il s'inscrive confusément dans un patrimoine collectif berbérophone (la langue *tamasheq* et les parlers berbères du Maroc ont les mêmes origines), en dehors de la diaspora nigérienne. L'auteur réside

⁷³ *Ibidem*, p. 46.

⁷⁴ Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), puis un groupe dissident de ce dernier, le Front des Forces de Redressement (FFR).

⁷⁵ Posté par Seidou Kaocen Maïga sur le forum du site *Berberoscope*, 15 décembre 2005. Consulté le 15 janvier 2007. http://www.berberoscope.com/deux_combattants_de_la_cause_tou.htm

⁷⁶ *Idem*.

lui-même en France et n'a que des liens distants avec le Niger. En revanche, la description qu'il donne de Kaocen correspond à celle développée au sein de la rébellion des années 1990 et reprend les termes utilisés par Mano Dayak. Kaocen est devenu un héros lorsqu'il est passé dans l'histoire longue des mouvements rebelles contemporains. Mais il est essentiel de voir que la diaspora s'est appropriée cette image et l'a développée au-delà de l'usage qu'en a fait la rébellion de 1990-1997 : la représentation de la figure historique de Kaocen est essentiellement destinée à ceux qui se trouvent à l'extérieur des mouvements rebelles. L'extérieur, ce n'est pas seulement le monde occidental, mais bien aussi ceux qui s'identifient, souvent sans y prendre part, à la cause de la rébellion, et plus largement au monde touareg. Kaocen n'est cependant pas une figure aussi forte que d'autres, plus contemporaines. Il est le point de départ dans l'élaboration de références incarnées par des hommes, et non plus une figure mythifiée du passé comme c'est le cas pour les guerriers du XIX^{ème} siècle. Ainsi, l'image de Kaocen fait entrer les représentations des Touaregs dans une forme de modernité : ils sont maintenant identifiés aux rebelles et aux résistants historiques. L'association, dans ce message, entre les deux noms Kaocen et Dayak traduit cette parenté dans la culture de la résistance. Il faut mesurer combien cette construction touche fortement la diaspora, mais aussi affecte les représentations des rebelles au Niger même. On visite ainsi maintenant, à Agadez, la maison de Kaocen qui est devenue l'hôtel de l'Aïr et accueille les touristes.

2-3-2 Kaocen et les ex-combattants

Les représentations de Kaocen qui ont cours chez les rebelles sont particulièrement riches d'enseignements : elles s'affranchissent souvent des considérations de réécriture à l'usage de l'extérieur et traduisent, dans leur diversité, la complexité des motivations des rebelles modernes.

On peut classer ces représentations en trois catégories distinctes :

- Celle qui s'inscrit dans le cadre général d'une idéologie politique du rassemblement.
- Celle qui considère la guerre de Kaocen comme une rupture en raison de ses conséquences, avec des jugements divers sur son action elle-même (mais qui passent au second plan).

- Celle qui critique le passéisme et réclame une vision d'avenir.

La première représentation, au sein de la rébellion, est essentiellement diffusée par les chansons. Il s'agit d'une image destinée au public, qui a été élaborée alors que certains Touaregs en exil économique et politique en Libye rejoignaient les camps d'entraînement militaires libyens. Cette représentation s'adresse en fait à deux publics différents : d'une part, à la communauté formée par les jeunes exilés, d'autre part (et plus tardivement) à l'ensemble des populations touarègues. Elle reflète les idées d'un groupe et possède aussi une fonction d'éducation des masses. Il ne faut cependant pas voir dans ces textes comme l'émanation d'une élite intellectuelle dont le détachement du combat la situerait proche de la diaspora. Les poètes, en l'occurrence, sont aussi des rebelles qui ont combattu dans les fronts des années 1990. Leur travail se confond avec la culture propre de cette génération exilée et en porte la parole.

Kaocen est l'image de l'union nécessaire à la lutte. Cette union dépasse le cadre de la tribu et celui de l'Etat. Elle doit toucher la communauté touarègue dans son ensemble, c'est-à-dire toutes les populations réparties sur différents pays du Sahara et du Sahel. Cette représentation est principalement élaborée par les combattants et ceux qui en sont proches, qui de ce fait sont originaires du Mali ou du Niger. Dans leurs textes, leur histoire est unifiée, les héros se confondent. Firhoun et Kaocen sont réunis dans la même volonté exemplaire de résistance.

On citera un passage de chanson qui date des années 1980, écrit par des musiciens touaregs du Mali :

*« Celui qui s'en soucie
n'a qu'à mener une lutte
comme celle de Kaocen
qui a combattu partout
où il y a des villes »⁷⁷*

⁷⁷ Extrait de la chanson *Imidiwen*, (« Compagnons ») de Kedhou ag Ossad du groupe *Tinariwen*.

Celui qui veut changer les choses, c'est-à-dire l'oppression dont sont victimes les Touaregs quel que soit leur pays d'origine, doit mener le combat comme l'a fait Kaocen. Le rassemblement est la préoccupation essentielle des rebelles qui savent qu'ils doivent convaincre pour mener leur lutte. Paradoxalement, on sait que Kaocen a échoué à rassembler. Mais il a montré la voie de la résistance.

Cette représentation historique, qui participe à l'éducation politique, est-elle partagée par tous les combattants ? D'après mes entretiens, Kaocen n'est pas, pour les combattants de base, une figure politique exemplaire, en ce sens qu'il jouerait un rôle d'inspirateur pour leur propre action. Son combat est salué en tant que tentative de résistance et quelques combattants tiennent un discours élaboré qui porte, comme on l'a vu plus haut, principalement sur sa noblesse. Il est cependant rarement cité spontanément en tant qu'exemple à suivre. Les ex-combattants tendent à se référer à des préoccupations politiques qu'ils jugent plus actuelles : la réinsertion des combattants, le développement économique. Le récit historique qui est très présent dans leur conversation ne fait pas de la révolte de Kaocen une démarche à suivre : les références à cette guerre sont liées à un mode de vie perdu et idéalisé qui a cessé après la révolte. Les anciens rebelles évoquent donc Kaocen pour parler, en un souvenir douloureux, de la répression qui a suivi, comme la trace d'un échec laissée sur leurs familles et qui a, d'une certaine manière, conditionné la perte de pouvoir des populations touarègues au profit de Niamey.

Certains écartent même toute relation entre les deux combats avec une certaine violence dans leurs propos. Cette tendance, qui reste très minoritaire, se retrouve exclusivement parmi les premiers combattants qui sont partis en Libye très tôt, dans les années 1970. On peut penser que leur formation politique, souvent plus élaborée que celle des générations rebelles suivantes, les ancre dans une idéologie de l'avant-garde qui doit s'affranchir des luttes passées. Un combattant parti en Libye très tôt, en 1973, et qui y a reçu une éducation politique (« *de la part de Nigériens uniquement* », dit-il) parle durement de Kaocen lorsque je lui demande s'il y a une relation entre son engagement et les combats du « héros de la résistance » de la diaspora :

« La rébellion de Kaocen, ça c'est une rébellion qui est morte. La rébellion avec les Blancs, elle est morte. La rébellion maintenant, c'est avec les vivants. Il faut

travailler avec le gouvernement, il est fort, il faut beaucoup d'idées, c'est pas comme Kaocen, là, il n'a rien dans la tête ! »⁷⁸

Ce combattant s'exprime en *tamasheq* (et en arabe) et ne parle pas français. Sa pratique politique ne s'inscrit pas dans celle de la diaspora ou dans celle des récents porte-parole des rébellions qui ont acquis ce statut représentatif notamment en raison de leur maîtrise de la langue de l'ancienne puissance coloniale. Son parcours, comme ses références, sont proches de ceux du chef de front dont le témoignage a été évoqué au chapitre 1. La distanciation qu'il prend avec l'action de Kaocen ne l'empêche pas de développer un discours marqué par une forte conscience historique et une connaissance aigüe des enjeux de pouvoirs depuis la colonisation. Dans ce discours, les combats du passé permettent de situer la place occupée par les Touaregs dans le Niger actuel, en continuité avec la colonisation et les échecs avérés à y mettre fin en des termes favorables pour les Touaregs. Les résistances touarègues du Mali et du Niger y sont considérées comme un même mouvement de lutte anticoloniale (sans distinction territoriale entre les deux pays) auquel la rébellion des années 1990 se rattache, non par ses méthodes et ses objectifs mais par son caractère inéluctable :

« Avant, avant, les premières rébellions, avec Kaocen et Firhoun, ils ont attaqué les Blancs. Mais après, les Blancs ont mis les Noirs au gouvernement, et ils sont devenus forts. La rébellion, maintenant, elle était obligée, parce que le gouvernement était fort... »⁷⁹

La référence à Kaocen en tant que figure politique exemplaire (en dehors de l'idéologie du rassemblement) est dans mes entretiens essentiellement le fait de combattants d'origine *Ikazkazen*. Dans leur optique, Kaocen est avant tout un guerrier, un meneur d'hommes dont les actes rejoignent et illustrent la noblesse. C'est en cela qu'il est exemplaire et non comme

⁷⁸ Entretien avec A., ex combattant (souhaitant rester anonyme), maison de Slimane Hyar, Agadez, 15 et 16 octobre 2006, réalisé en *tamasheq* et en arabe (avec traducteur). Ce combattant est parti en Libye en 1973, après le coup d'état de Seyni Kountché. Il était nomade avant de partir en Libye, sans éducation formelle. Il a rencontré en Libye les premiers idéologues des rébellions touarègues.

⁷⁹ *Idem*.

réformateur politique de la société touarègue dans son ensemble. Sa noblesse revendiquée rejailit sur les *Ikazkazen* eux-mêmes. Et, si les combattants de cette tribu ont connu un rejet la part de leur famille lors de leur départ pour l'exil libyen, ils peuvent se retrouver dans Kaocen (et son exil volontaire à l'arrivée des Français dans l'Aïr) pour légitimer, *a posteriori*, leurs choix.

Quelles que soient les traditions de récits associés à Kaocen, celui-ci est devenu une image prééminente du Touareg en tant que rebelle. Des différentes représentations, ce sont celles de la diaspora qui se sont diffusées le plus largement. Il est remarquable que cette représentation se soit imposée alors qu'elle n'est finalement portée que par un nombre restreint d'individus. Les différentes générations de la diaspora ont une voix qui porte bien au-delà de leur réelle capacité d'intervention sur la vie politique nigérienne. Ils sont mêmes largement isolés des combattants et des anciens rebelles des fronts de 1990. Mais les représentations historiques des rebelles se sont construites et structurées dans le cadre particulier de l'urgence, pour répondre aux questions soulevées, en Europe, par les mouvements de rébellion. A la suite de Mano Dayak et de sa réussite incontestable dans les médias européens, la diaspora a su développer un discours historique performant et finalement, performatif. La portée des représentations majoritaires de Kaocen est aussi renforcée, paradoxalement, par l'insistance des historiens académiques de la rébellion. La généalogie de cette représentation, on l'a vu, repose elle-même sur le travail de peu de chercheurs. Les travaux qui ont remis en cause la lecture la plus commune des événements (centrée sur l'anarchie et le conservatisme supposé de la révolte), ont peu imprégné les représentations diffusées auprès du public. On retrouve ainsi deux versions majoritaires et opposées, celle du héros moderne et celle de l'aristocrate illégitime. Les travaux nuancés de Jean-Louis Triaud et la parole des combattants eux-mêmes n'ont que peu de portée dans cette construction intellectuelle. Les ex combattants, et par extension les groupes sociaux qui gravitent autour d'eux, sont ainsi identifiés à l'histoire des résistances dont les acteurs représentent, dans la relation des Touaregs à l'extérieur, les clés de compréhension de la culture touarègue moderne (c'est-à-dire d'après la colonisation). A Agadez, porte d'entrée symbolique des voyageurs occidentaux dans le « pays touareg », on atterrit à l'aéroport Mano Dayak avant d'aller dormir à l'hôtel de l'Aïr, ancien palais de Kaocen. Kaocen est maintenant devenu un symbole touareg, d'autant plus fort qu'il est l'un des rares personnages réels à incarner cette culture (avec Mano Dayak) dans les imaginaires collectifs de ceux qui l'observent ou la pratiquent.

3- Conséquences et renouvellements

La révolte de l'Aïr s'est éteinte avec les morts successives de Kaocen, du sultan Tegama et de Kodogo⁸⁰. Après leur disparition la France a entrepris, sur le modèle des campagnes d'Afrique du Nord, ce qu'elle a appelé la « pacification » de l'Aïr. Cette campagne militaire a pris la forme d'une répression très dure qui a affecté tout l'Aïr et par-delà le Nord du Niger, avec de durables conséquences humaines, économiques et écologiques pour les populations locales. Cela a aussi engendré, au-delà des aspects matériels mesurables, de profondes conséquences politiques, psychologiques et symboliques directement liées à la rébellion et à ses représentations comme résistance à un pouvoir extérieur fort et déterminé.

3-1 La répression

3-1-1 Ruine de l'Aïr et du Ténéré

La répression de la révolte anticoloniale a été accompagnée de ce qu'on peut qualifier de campagne de destruction systématique des ressources économiques de la quasi-totalité des territoires susceptibles de protéger des groupes rebelles touaregs. Ainsi, l'Azawak (dans la région de Tahoua), l'Aïr et la région des oasis du Nord-Est (dans la région de Bilma), territoires du Niger sur lesquels les combats s'étaient déroulés, ont subi les conséquences directes de la guerre, à savoir des destructions organisées à la fois pendant le déroulement de la révolte mais aussi plusieurs années après. Alors qu'une grande famine (à l'origine de révoltes au Niger) avait affaibli considérablement les cheptels ovin et camelin en 1913-14, la répression qui a suivi la guerre a ravagé ces régions jusqu'au début des années 1920. De ces opérations militaires émerge, après plusieurs années, un champ de ruines.

⁸⁰ Kaocen est tué par les Turcs en 1919, Tegama est assassiné dans sa cellule par les Français qui l'avaient arrêté, en avril 1920 ; Kodogo guerrier des *Ikazkazen* et chef d'une des armées de Kaocen est tué par un groupe *Toubou*.

Les rapports militaires donnent des précisions sur la planification des opérations. Déjà, pendant les combats,

*« La plupart des tribus sont réduites au plus complet dénuement par suite tant des réquisitions de Kaosen que des razzias de nos troupes et surtout de nos auxiliaires. »*⁸¹

C'est surtout dans l'Aïr que les affrontements armés ont été les plus destructeurs pour les populations civiles, parce que les Français y voyaient le centre de la révolte et savaient que Kaocen et ses hommes pouvaient y trouver des sources de ravitaillement. En 1918,

*« L'Aïr, razié et pillé à la fois par les auxiliaires des Français et par les rebelles, était au bord de la famine et de la ruine. »*⁸²

Dans le Nord-Est, région des grandes oasis où aboutissent les caravanes de sel et dont les confins touchent le Tchad et la Libye - eux-mêmes en situation de guerre contre les puissances coloniales qui les occupent⁸³-, les Français ont décidé d'adopter la tactique de la terre brûlée dans le but de couper tout appui matériel aux rebelles. Du fait de l'immensité de la région et des difficultés à la quadriller efficacement avec un effectif militaire réduit (on atteint les oasis de Fachi et de Bilma par de longues pistes qui traversent les sables du Ténéré), le commandement français a choisi de détruire sans distinction les sources de nourriture et d'exiler les populations :

« Les Français entreprirent dès 1920 la destruction systématique des petites oasis du Djado qui servaient de centres de ravitaillement aux pillards. Les palmeraies

⁸¹ D'après Yves Riou, *La révolte de Kaocen et le siège d'Agadès 1916-1917*, Niamey, 1968, p 115.

⁸² Fuglestad, *Les révoltes, op.cit.*, p 113.

⁸³ Pour un aperçu des enjeux politiques dans cette région à la croisée des affrontements entre puissances coloniales et pouvoirs locaux, voir Knut S. Vikør, *An episode of Saharan Rivalry : The French occupation of Kavar, 1906*, *International Journal of African Historical Studies*, vol. 18, n°4, 1985, pp. 699.

furent incendiées, les récoltes détruites et les derniers survivants (trente-trois au total...) amenés de force à Bilma.»⁸⁴

Cette stratégie a aussi été adoptée dans l'Aïr. Les *Kel Ewey*, qui n'avaient pourtant pas soutenu Kaocen, ont été victimes des mêmes agissements. Le centre de leur production agricole, qui reposait sur les palmeraies et les petites cultures vivrières, l'oasis de Timia, a été entièrement brûlée. Des témoignages recueillis par Gerd Spittler⁸⁵ dans l'Aïr, auprès de contemporains de la guerre, confirment la dureté de la répression :

« Les soldats arrivent et encerclent le campement. Ils s'emparent des vivres et arrêtent nos vieux. Ils pensent que chaque Touareg (« amajegh ») est un allié de Kaocen. On emmène nos vieux à Magaria et on les emprisonne. Les chameaux qui les accompagnaient leur ont également été enlevés. »⁸⁶

Les soldats ont brûlé les maisons ainsi que les palmeraies. Ils se sont saisi des vivres et des hommes. Les gens se sont soumis et ont tous été déportés vers Agadez. Ignorant pour la plupart les usages de la ville et traversant des territoires eux-mêmes dévastés par la guerre, les *Kel Ewey* ont été victimes de vol en route. A Agadez, ils sont morts de faim ; les hommes qui étaient dans le sud pour les caravanes (mais ne pouvaient pas circuler depuis le début de la guerre) ne pouvaient leur venir en aide. Les chameaux, comme ailleurs pendant la guerre (dans la région de Tanout par exemple) ont été réquisitionnés par les Français. Après cette razzia, les éleveurs ont tout perdu :

« Plus personne n'a dix chameaux. Celui qui en possède sept est un gros éleveur. »⁸⁷

⁸⁴ Fuglestad, *Les révoltes, op.cit.*, p118.

⁸⁵ Gerd Spittler, *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines: les Kel Ewey de l'Aïr (Niger), 1900-1985*, Paris, Karthala, 1993.

⁸⁶ *Ibidem*, p74.

⁸⁷ *Ibidem*, p 82.

D'après ce témoignage, les *Ighawelen* (dépendants) des *Kel Ewey* sont allés voir le commandant Français qui détenait les vieux et lui ont demandé la libération de leurs *Imajeghen*. Leur démarche préfigure les difficultés des recompositions sociales à venir et montre les rapports d'interdépendances entre les tribus, dans un monde que les Français comprennent mal.

Finalement, sans chameaux, sans possibilité de se déplacer librement, sans hommes valides et sans réserves de vivres pour pallier les difficultés entraînées par les mauvaises récoltes, les Touaregs ont fait face à une conséquence inéluctable : la famine⁸⁸.

3-1-2 Le désastre humain

Les conséquences de la défaite de Kaocen sur les populations touarègues ont été une tragédie, quel que soit le point de vue adopté. Les témoignages des soldats impliqués dans la répression ont montré la planification des déportations pendant la guerre et dans la période qui la suit immédiatement. Certains groupes ont été pratiquement anéantis et tous ont subi une sévère répression. Dans les récits touaregs, on peut distinguer ceux qui ont tiré un profit indirect de la défaite de Kaocen et ceux qui ont disparu, victimes des combats et de la « pacification ». Mais tous s'accordent à parler de la répression comme d'une destruction massive et organisée du système politique antérieur et soulignent la disparition de la majorité des nobles.

Si l'on se réfère au rapport du commandant Sadoux qui dirigeait l'expédition punitive dans l'Azawak, les guerriers des tribus que la France (ou son représentant militaire sur place) considérait comme rebelles, ont été tués au combat ou arrêtés et exécutés. En commentant l'avancée de sa troupe, qui s'appuie sur des auxiliaires touaregs amis, Sadoux traduit l'âpreté d'une guerre sans merci :

⁸⁸ Spittler montre bien l'enchaînement des faits qui ont conduit à cette tragédie, ainsi que les stratégies mises en œuvre par les *Kel Ewey* pour en sortir et finalement reconstruire leur économie sur de nouveaux modèles.

« Au cours de cette première partie des opérations, 215 Touaregs et Bella avaient été tués. »⁸⁹

Il est clair que le massacre de sang froid des hommes capables de se battre est planifié. Sadoux n'en fait pas un mystère :

« Une répression dure s'imposait pour en finir avec une poignée de meneurs qui avait déclenché la révolte.

Le 8 avril je fis exécuter les 207 prisonniers. »⁹⁰

On notera que l'exécution suit une arrestation par trahison alors que Sadoux avait proposé au préalable des négociations de paix qu'une partie de l'assemblée des nobles *Kel Denneg* avait acceptées.

Plus loin, on peut lire un exemple de la politique de destruction des biens :

« Je fis ensuite brûler les campements dont il ne resta pas un seul piquet de tente. »⁹¹

Cette opération particulièrement féroce est sans doute extrême, mais elle illustre les stratégies mises en œuvre dans tout le Niger pour mettre fin à la rébellion. Pour conclure, on reprendra les propos de Fuglestad qui préfère masquer par pudeur les atrocités commises :

« Il nous paraît inutile d'insister davantage sur le chapitre particulièrement sombre de l'histoire coloniale française que constitue la progression de la

⁸⁹ *Rapport Sadoux*, 1917, cité par Lina Brock, *Histoire, tradition orale et résistance*, (...), *op cit.*, p 56.

⁹⁰ *Ibidem*, p 57.

⁹¹ *Ibidem*, p 57.

*colonne Sadoux à travers l'Azawak et le Tamesna. (...) Quoi qu'il en soit, le Tamesna et l'Azawak ne se remirent jamais des secousses de la répression. »*⁹²

Ces massacres occupent une place essentielle dans les représentations historiques touarègues. D'après les expressions de la mémoire collective qui transparaissent à travers les récits et les témoignages, on observe clairement que la guerre est un tournant, non seulement pour son impact immédiat sur les hommes et la subsistance des familles, mais aussi par le fait qu'elle a mis fin à nombre d'organisations (politiques et économiques) antérieures. Gerd Spittler remarque de manière très judicieuse comment les témoignages dévoilent que les *Kel Ewey* sortent de l'histoire en tant qu'acteurs après la défaite de Kaocen, parce qu'ils sont dorénavant assujettis et soumis à la France. Auparavant, ils se considéraient comme les alliés des Français. Après la défaite, ils sont définitivement en position d'infériorité. Cette sortie de l'histoire trouve sa traduction dans les références que les *Kel Ewey* utilisent pour situer les événements importants de leur vie (comme les naissances). Pour les événements qui se situent avant Kaocen, ils ont ainsi recours à des références politiques et historiques marquantes, comme par exemple l'arrivée de l'expédition Foureau-Lamy en 1899, appelée « *l'année du Commandant* ». Après la guerre, à l'inverse, les événements politiques sont liés à l'histoire familiale⁹³.

Paradoxalement, pour terminer ce paragraphe sur une note plus positive, on évoquera les remarquables stratégies mises en place par les *Kel Ewey* pour réinventer leur économie dans un contexte nouveau : suite à la guerre et à la répression, qui entraînent d'une part la perte des chameaux et des petits animaux (chèvres et ânes), et de l'autre la stabilité de la paix, les *Kel Ewey* de retour dans l'Air vont développer leurs jardins autour de l'oasis de Timia. Ce sont des jardins toujours réputés de nos jours pour la qualité et la variété de leurs productions. En quelque sorte, « *Kawsen nous a enseigné le travail* » comme le remarquent avec humour les producteurs actuels⁹⁴.

⁹² Fuglestad, *Les révoltes, op.cit.*, p 115, citant Séré de Rivières.

⁹³ Gerd Spittler, *Les Kel Ewey, op.cit.*, p 83.

⁹⁴ Cité par Gerd Spittler, *La notion de travail chez les Kel Ewey*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, vol. 57, 1990, p 190.

3-2 Réorganisations coloniales et redéfinition des pouvoirs

Le rôle joué par la Senoussiya dans la lutte anticoloniale au Niger a durablement affecté les perceptions occidentales de l'Islam militant au Sahara et conditionné les réponses stratégiques adoptées par l'Administration coloniale pour gérer les territoires touaregs. La mobilisation des guerriers touaregs et la résistance (active ou passive) rencontrées par les militaires lors des combats les ont conduits à repenser le contrôle administratif des zones nomades. Décidée à éviter toute propagation idéologique d'un islam unificateur et rebelle au Sud de la Libye, la France va pratiquer une réorganisation des pouvoirs locaux en fonction de cet impératif. Pour cela, elle va s'appuyer sur de nouvelles chefferies locales dont elle va définir et légitimer l'autorité. Ces chefferies seront détenues par des partenaires amis et par des figures d'autorité mises en place par la France.

On s'intéressera à ces réorganisations forcées parce que, politiquement, elles ont des conséquences sur la légitimation de l'autorité locale et sur les mobilités entre groupes sociaux, ce qui a entraîné une marginalisation propice aux stratégies politiques alternatives, clandestines ou parallèles, aux institutions officielles.

3-2-1 Une perte de substance

L'origine de ces réorganisations est l'une des conséquences directe de la guerre de Kaocen: les combats se sont traduits par la quasi-disparition des nobles guerriers. S'il est difficile de se fonder sur des chiffres fiables, en raison des difficultés à établir des statistiques démographiques du Niger du début du XXème siècle, les sources concordent sur ce point. « *Quant à la caste des Imajeren elle fut tout simplement anéantie* » peut ainsi écrire Fuglestad⁹⁵ à propos de l'Azawak. Il en est de même chez les *Ikazkazen* : les guerriers qui ont appuyé Kaocen ont été tués au combat ou sont partis en exil au Tchad, au Soudan ou au Nigeria, suivant un mouvement amorcé à la fin du XIXème siècle. Ceux qui sont demeurés après les combats ont perdu leur pouvoir

⁹⁵ Fuglestad, *Les révoltes*, op. cit.

politique institutionnel à plusieurs niveaux. L'une des raisons de cette perte de pouvoir est la perte de prestige due à la défaite. La justification de l'idéologie guerrière réside dans la capacité à prouver sa valeur militaire. Symboliquement, la défaite est donc aussi celle d'un système : aucun des choix politiques déterminé par le combat de Kaocen (rester pour protéger ou combattre pour renouveler la source du pouvoir de la noblesse) n'a trouvé de justification *a posteriori* dans les conséquences de la guerre. Ceux qui ont cherché à protéger leurs dépendants ont été incapables de prévenir la répression. Ceux qui ont combattu ont abandonné leurs campements et n'y sont revenus (quand ils sont revenus) que défaits. La défaite est donc une mort politique pour les *Imajeghen* et pour ceux qui ont combattu avec eux.

Après la répression et la redéfinition administrative voulue par la France, les *Imajeghen* sont démographiquement et politiquement privés de leur capacité de protection de leurs dépendants. Au cours de l'un de mes entretiens sur les rébellions, un artisan de la vallée de Tafadek, au Nord d'Agadez, a évoqué en ces termes la « fin de l'histoire » et les conséquences de la disparition (physique et symbolique) des *Imajeghen* sur les pratiques sociales et les rapports de réciprocité entre les groupes sociaux touaregs :

« Après Kaocen, ça a été fini. Il avait lutté mais après il n'y avait plus de nobles. Ils étaient tous finis. Tous ! Après ce temps-là et jusqu'à présent, on n'a pas pu bouger. Tout est bloqué, quoi. Même pour organiser une caravane il faut demander l'autorisation des Français. Ils forcent les vieux à donner des chameaux. Il faut payer les impôts. Tu ne peux plus être nourri. Si tu as un problème tu ne peux plus aller trouver les nobles. Il faut aller trouver les Français, parfois ils donnent et parfois ils ne donnent pas. Alors il y a beaucoup de gens qui sont partis. Ils sont allés dans le Sud. Nous, on est restés. »⁹⁶

⁹⁶ Entretien avec Ekhlas Ahamadou, forgeron, Tafadak, 9 octobre 2006.

3-2-2 Stratégies individuelles, stratégies collectives

Cette impression (collective) de sortir de l'histoire active est d'autant plus intéressante que l'après guerre n'a pas été dramatique pour toutes les composantes de la société touarègue. On a évoqué par ailleurs les reconstructions économiques qui ont eu lieu dans les années qui ont suivi les événements. Par la suite, on voit aussi s'installer de nouvelles entités politiques au gré de parcours stratégiques individuels ou collectifs. En ce qui concerne les stratégies de groupes, on peut s'intéresser au phénomène d'éclosion politique des *Ineslamen* de l'Aïr, de l'Azawak et des Ifoghas. On sait qu'ils avaient refusé la guerre de Kaocen, en se fondant sur des justifications religieuses, semble-t-il⁹⁷. On sait aussi que Kaocen, souhaitant légitimer son combat, s'était prévalu de ses fonctions dans la Senoussiya. Devant les réticences des *Ineslamen* de l'Aïr, il avait intégré ses propres juristes chargés de justifier la guerre sainte. Après sa défaite, les *Ineslamen* triomphent politiquement. Leur point de vue sur la révolte, exprimé *a posteriori*, reste en revanche ambivalent, à l'image de la majorité des récits touaregs sur les événements. D'un côté, comme le rapporte Triaud, ils évoquent avec fierté la résistance au pouvoir colonial. De l'autre, ils insistent sur la destruction de l'Aïr et la défaite d'un guerrier⁹⁸. Ce triomphe moral est aussi une victoire politique, dans la mesure où la France décide de s'appuyer sur les *Ineslamen* pour reconstruire un maillage politique destiné à contrôler les mobilisations touarègues. Ce mouvement avait été amorcé pendant la guerre, et reposait certainement sur des prémices politiques engagées (au moins dans certaines fédérations) parfois depuis le XVII^e siècle⁹⁹. Il s'inscrit dans une tentative plus large de réorganisation politique en une sorte de *direct rule* à la française. Ce système, amorcé en territoire touareg après 1911, mais dont l'application systématique s'accélère après la révolte, repose sur deux piliers politiques : la division des entités politiques préexistantes en subdivisions facilement contrôlables, et la mise en place de chefs locaux prêts à collaborer¹⁰⁰. Concernant les Touaregs, il s'agit de circonscrire le pouvoir des

⁹⁷ Triaud rapporte par exemple que les *Kel Aghlal*, tribu *Ineslamen* de l'Azawak avaient envoyé une délégation à Agadez, menée par son chef, l'imam Shafi'u. La délégation avait conclu que Kaocen n'avait pas les capacités religieuses à mener une guerre sainte au nom de l'Islam. Triaud, *Kawsan*, *op.cit.*, p. 166.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 167.

⁹⁹ Sur le processus d'autonomie des *Ineslamen* et leurs rapports politiques avec les *Imajeghen*, voir H. T. Norris, *The Tuaregs. The Islamic Legacy and its Diffusion in the Sahel*, Warminster, 1975.

¹⁰⁰ Claudot-Hawad donne un bon aperçu de cet émiettement des fédérations en groupes distincts d'après l'exemple des *Ikazkazen* dans *La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique*, in *Le politique dans l'histoire touarègue*, Les Cahiers de l'IREMAM, n°4, Aix-en-Provence, 1993, pp. 67-86.

Imajeghen, au profit du ou des candidats à la chefferie dociles. En conséquence, le pouvoir local est souvent exercé par des hommes sans légitimité et sans compétence d'autorité, qui se soumettent à la collaboration pour tirer un profit politique et économique de la réorganisation. La difficulté croissante, pour les commandants français, de efficacement quadriller les multiples subdivisions nées de cette organisation après la Première Guerre Mondiale, entraîne mécaniquement un accroissement de l'autonomie des pouvoirs personnels de ces chefs qui perçoivent, pratiquement librement, les impôts en nature sur les groupes qu'ils administrent. Les conflits internes de succession des chefferies sont ainsi parfois réglés par l'intermédiaire consentant des Français. Les ambitions politiques individuelles, en gestation, déjà, à l'arrivée de la puissance coloniale au XIXème siècle, y trouvent un terrain d'expression particulièrement propice. Certains parviennent même à exercer une autorité sur des territoires sans rapport avec leur région d'origine¹⁰¹.

De ce fait, les Touaregs sortent peu à peu, volontairement ou sous l'effet des stratégies de la France, de toute participation active à la vie politique officielle de la colonie. La désaffectation des candidats de valeur pour la chefferie est générale. Nicolaisen peut ainsi noter que « *dans la plupart des tribus, le prestige attaché à la chefferie est très mince (...). Dans de nombreuses tribus vassales, les chefs changent aisément, car les gens qualifiés refusent souvent d'être élus, ou se retirent après quelques années* »¹⁰².

En conséquence, les mécanismes politiques qui prévalaient avant la révolte ont perdu leur efficacité avec leur raison d'être. Il faut alors redéfinir les objectifs et les moyens du pouvoir politique dont les contours sont de fait ceux de la périphérie et de la marge.

¹⁰¹ Voir le cas d'un Touareg chef de canton en territoire hausa, de 1916 à 1924, d'après Fuglestad, *A History of Niger 1850-1960*, New York, Cambridge University Press, 1983, p. 85.

¹⁰² Nicolaisen, cité par Hélène Claudot-Hawad, *La coutume absente, op. cit.*, p. 76.

Conclusion

La fin de la guerre de résistance de Kaocen pose de nombreuses questions. On peut en retenir quelques-unes :

- Quelles sont les conséquences de la conscience collective de la sortie de l'histoire sur les pratiques politiques à venir ?
- Quelles sont les représentations de l'action politique qui subsistent après la révolte ?
- La conjugaison des violences avec la disparition aux marges du pouvoir politique conduit-elle au à concevoir la violence comme le seul recours et l'unique action possible pour les populations touarègues marginalisées ?
- L'échec de la tentative de reconfiguration politique sur des bases nouvelles initiées par Kaocen condamne-t-il les Touaregs à demeurer dans un vide politique ?

Lors des récentes rébellions, dans les années 1990 et en 2007, ces questions-là se poseront à nouveau, dans les mêmes termes. D'une manière lourde de sens, la référence à Kaocen sera aussi à nouveau rendue positive par le travail de reformulation de la mémoire mis en œuvre par la diaspora et les « intellectuels ». Ceux-ci cherchent à élaborer des modèles d'action et d'idéologie politique internes au monde touareg.

Politiquement, Kaocen a tenté d'imposer une construction différente, qui aurait été fondée sur la mobilisation de forces nouvelles et sur des articulations sociales égalitaires. Son échec a *de facto* enterré un recours aux modèles connus de régénération politique, et entraîné un repli sur soi aggravé par la disparition de pans entiers de la société touarègue.

En revanche, l'idée que le pouvoir peut s'imposer et se légitimer par la vengeance et la guerre reste d'actualité après sa disparition. Le monde touareg, confronté à son impuissance guerrière, va glisser vers une soumission au pouvoir des Français. Face à cette situation qui semble inévitable, plusieurs stratégies de survie politique se mettront en place.

C'est dans l'exil que se nourrira l'espoir politique, qui se construira contre les pouvoirs en place : ceux du colonisateur, de ses alliés et des tenants des expressions politiques traditionnelles.

La dispersion démographique et la marginalisation des circuits économiques, associées aux contrôles administratifs accrus, détournent les possibilités internes de renouvellement : elles les dirigent soit vers la demande de faveurs, au sein d'une société clientéliste qui en favorise le recours, soit vers l'action clandestine, dont le développement matériel passe nécessairement par une aide - idéologique, logistique et politique- extérieure.

Chapitre III : Un monde en transition

Ce chapitre est celui des déconstructions - et par conséquent, des reconstructions. Dans le monde touareg de l'après Kaocen, une sorte de nuit politique commence : celle des expressions collectives de régulations telles qu'elles étaient activées précédemment et qui donnaient aux strates imbriquées de la vie politique touarègue (de la tente à la confédération) cohérence et fluidité.

Le Sahara nigérien n'est plus la *Mare nostrum* dont rêvaient les pionniers de son développement. Le Transsaharien est demeuré dans les limbes des projets de l'Afrique Occidentale Française, abandonné sous les effets conjoints de l'après Première Guerre Mondiale et de la crise économique qui recentrent les espoirs coloniaux sur une Afrique utile dorénavant éloignée du massif de l'Aïr¹. Avec ce projet se termine la possible participation du Sahara nigérien à l'essor colonial. Pendant plusieurs décennies, le monde touareg évolue donc en périphérie des activités coloniales tournées majoritairement vers le fleuve Niger. Du fait de la méfiance engendrée par la rébellion touarègue, ces régions restent, encore longtemps après la fin de la guerre de Kaocen, administrées par des militaires, souvent isolés eux-mêmes des centres de décisions (qui se trouvent eux-mêmes à Dakar ou à Paris) et qui tentent de contrôler d'immenses territoires par l'intermédiaire d'auxiliaires locaux qu'ils encadrent avec difficulté². Fuglestad a résumé le sentiment général de désintérêt vis-à-vis de ces régions qui ont cessé de porter leurs promesses romantiques initiales : « *La période épique et héroïque de la conquête coloniale était terminée et l'Afrique avait cessé d'être à la mode. Le Niger en particulier était de plus en plus regardé comme la région la moins prometteuse de l'AOF, une espèce de « colonie pénitencière » vers*

¹ Le chemin de fer transsaharien reste longtemps après la révolte de Kaocen l'objet de nombreux projets d'ingénieurs mais il n'est plus soutenu politiquement. En 1939, loin d'être une Méditerranée intérieure, le Sahara a aussi changé de nature : il est devenu un « *barrière, un désert absolu sans végétation ni hommes* », d'après l'ingénieur C. Maitre-Devallon, directeur des Travaux Publics au Ministère des Colonies et favorable au chemin de fer. C. Maitre-Devallon, *Le Transsaharien*, Politique Etrangère, vol. 4, n°1, 1939, pp.18-26, p. 18.

² Le premier gouverneur civil fut envoyé à Niamey depuis Dakar en 1922, mais la France conserva un commandant de cercle militaire à Agadez jusqu'après la Deuxième Guerre Mondiale.

laquelle étaient exilés ces fonctionnaires devenus indésirables partout ailleurs»³. Leur administration se réduit souvent à la collecte de l'impôt, pesant lourdement sur une économie locale détruite par le conflit et les maladies qui déciment jusqu'aux années 1930 les troupeaux restants. Les reconfigurations locales du pouvoir officiel se font en fonction de la docilité affichée vis-à-vis du commandant de la place et qui se mesure au produit des taxes et des travaux fournis à la puissance coloniale.

Cet exil dans la périphérie du pouvoir confirme les Touaregs dans leur sentiment d'être sortis de l'histoire. Il s'agit ici d'une histoire intimement associée à l'exercice d'un pouvoir souverain, à la perception de dominer dans le temps et dans l'espace des territoires et des populations liés par la langue et la mythologie. La soumission des Touaregs et la destruction de leurs réseaux (politiques, économiques et sociaux) dévitalisent les communautés. S'ajoute à cela le contrôle accru des déplacements et des échanges entre régions administratives et subdivisions des colonies d'Afrique de l'Ouest. Enfin, le commerce transsaharien, si prospère à la fin du XIX^{ème} siècle, décline rapidement malgré une relance éphémère (sous l'égide des Français) dans les années 1925-1930. La concurrence d'autres réseaux de transport, celle des camions et le détournement des activités coloniales vers les fleuves et l'océan parachèvent les destructions initiées par la perte des chameaux et des caravaniers.

Dans le même temps, la France entame un grand effort de fixation des nomades, en les incitant à se tourner vers l'agriculture dans le but de les détourner des tentations guerrières associées au nomadisme. La fascination active pour des populations considérées peu de temps auparavant comme des alliés objectifs contre l'Islam des Arabes et des populations noires du Sud trop éloignées de l'idéal colonial, a cédé la place à la peur et à la méfiance. Il faut dorénavant encadrer les déplacements et pacifier les individus. L'Administration tente aussi de donner des terrains à cultiver aux esclaves pour les affranchir matériellement de leurs liens avec leurs maîtres contribuant ainsi à distendre les relations sociales préexistantes.

³ Ma traduction. Texte original dans Finn Fuglestad, *A history of Niger 1850-1960*, op. cit., p.110: « *The epic and heroic era of colonial conquest had come to an end, and Africa ceased to be fashionable. Niger in particular was increasingly looked upon as the most unpromising part of West Africa, a sort of colonie pénitencière to which officials were "exiled" whenever they made themselves undesirable elsewhere* » (souligné par l'auteur).

L'un des corollaires de cette brutale mise hors champ des préoccupations prioritaires de la colonie est la situation relativement privilégiée des Touaregs vis-à-vis des exigences de la métropole. Les Touaregs sont ainsi soumis à moins de réquisitions et moins de travail forcé que les populations songhay de la région de Niamey et évitent plus facilement la mobilisation pendant la Seconde Guerre Mondiale. Les relations avec l'Administration, quand celles-ci dépassent la simple collecte des impôts, se nouent sur des bases interpersonnelles qui mènent parfois à la réactivation, mesurée, d'un certain mythe touareg. Les sources du savoir sur les Touaregs évoluent avec cette distanciation officielle : on a affaire maintenant à de plus en plus de travaux ethnographiques et à des récits personnels d'administrateurs qui délaissent l'expertise militaire et les projections idéalisées pour s'intéresser aux pratiques quotidiennes et aux particularismes locaux. Cette attention portée aux détails n'échappe cependant pas toujours à l'ethnocentrisme ou au paternalisme colonial.

Ce positionnement touareg en dehors du champ de la colonie est aussi un fait volontaire : on a vu que les candidats possibles aux chefferies se sont éloignés des fonctions représentatives officielles. Cette mort politique et institutionnelle reste cependant relative aux stratégies naissantes qui se développent ensuite jusqu'après l'indépendance. Ces stratégies masquées, mais parfois réhabilitées par la mémoire touarègue, se fondent sur un trait commun : l'évitement. Elles s'organisent en plusieurs directions : l'exil, qui amène une partie de la jeunesse masculine à se confronter à d'autres pratiques dans les pays voisins et à y forger ses conceptions de l'action politique; le paravent aux exigences des administrateurs coloniaux qui entretient les rapports de méfiance et créent des processus de légitimation du pouvoir sur des bases différentes de l'idéologie traditionnelle; le contournement des règles qui détermine des parcours individuels ancrés dans les marges. Ces stratégies sont éminemment interpénétrables : on peut s'exiler pour éviter la scolarisation et développer depuis l'étranger une conception du (contre) pouvoir légitimé au Niger par le droit héréditaire au commandement. Elles sont aussi diverses et rendues complexes par les cheminements individuels. Il ne faut pas non plus en ignorer le contexte, (économique et géopolitique, tant les situations régionales évoluent pendant la période 1930-1980), mais leur force particulière tient au fait qu'elles sont largement partagées et appropriées

par les populations touarègues qui les pratiquent ou sont fréquemment à leur contact grâce à la mobilité et à la fluidité de situations individuelles : les migrants reviennent fréquemment au campement avec leurs nouvelles références culturelles et leurs pratiques sociales forgées à l'étranger, les frontières restant suffisamment poreuses pour permettre des échanges. Le Sahara, malgré la stagnation des pouvoirs politiques locaux (chez les Touaregs) demeure un espace de mouvement et de partage des connaissances.

Cette longue période⁴ connaît un temps politique fort : celui de l'indépendance des pays dans lesquels vivent les Touaregs. On parle maintenant de l'Algérie, du Mali et du Niger en tant qu'Etats, dont les trajectoires propres et largement différenciés affectent les Touaregs et atomisent un peu plus les confédérations. Les politiques mises en œuvre par ces pays s'avèrent très diverses et entraînent des adaptations clairement particulières au niveau national. C'est aussi au moment de l'indépendance du Niger que se construit une illusion politique forte et dont les séquelles de l'échec marquent toujours les projections politiques des rébellions et de la diaspora : l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS). On parle d'illusion parce qu'il semble que les projets d'unification politique de territoires sahariens contrôlés par la France, qui s'élaborent dans l'urgence de la décolonisation, aient suscité des espoirs d'indépendance chez les Touaregs (ou du moins chez certains de leurs chefs de fédérations) très largement au-dessus des réalités du terrain et des promesses politiques qui y étaient liées. L'histoire de ces projets, qui affectent aussi bien les Touaregs au Niger que dans les autres pays concernés (surtout le Mali et l'Algérie), a été faite ailleurs. On s'y intéressera ici pour ses effets sur les constructions politiques modernes du monde touareg : les projections qu'ils ont entraînés, le rapport à l'indépendance des Etats, les relations avec la France et avec Niamey, les liens entre les ressources économiques et l'action politique. L'effet politique de l'OCRS est d'autant plus intéressant qu'il n'est pas circonscrit à la période de l'indépendance. Comme ce fut le cas pour l'analyse et les projections multiples liées à Kaocen, l'OCRS a donné lieu à un débat enflammé entre le monde académique et la diaspora, au moment de la rébellion des années 1990, alimentant notamment les querelles sur les limites légitimes de territoires touaregs. A travers ce débat se développe des prises de positions radicales qui contribuent, essentiellement en Occident,

⁴ Des années qui suivent immédiatement la défaite de Kaocen aux années 1970.

à la cristallisation de la culture politique rebelle. Ces débats sont par ailleurs, on le verra, assourdissants par rapport à la voix des combattants.

Enfin, cette période est le moment des prémices de la construction d'une identité particulière dans le monde touareg. Après 1970, les migrations économiques deviennent habituelles dans le parcours des jeunes Touaregs nigériens. C'est dans cet exil que se forge le terme « *Ishumars* », de « chômeurs », pour qualifier les groupes de jeunes recherchant du travail en Algérie et en Libye. S'ils s'imprègnent de connaissances politiques au contact des idéologies à l'œuvre dans ces deux pays, ils développent surtout une socialisation particulière qui leur vaut d'être considérés comme un groupe spécifique par leurs parents restés au campement et par la recherche académique. On verra ici quelques étapes marquantes de la formation de ce groupe, dont on étudiera plus loin le rôle spécifique dans la rébellion.

L'histoire du Niger avant l'indépendance ainsi que celle de la genèse de l'OCRS ayant été faites ailleurs, on se concentrera ici sur les aspects qui me semblent les plus significatifs de la construction d'identités politiques durant cette période qui, chronologiquement, se divise en plusieurs temps forts :

- Le temps du contrôle colonial, dont l'apogée se situe entre 1922 et l'indépendance, et dont le tournant politique, pour les Touaregs, est sans doute incarné par le débat sur l'OCRS.
- L'indépendance. Elle-même se situe dans un processus de décolonisation commencé dès 1946 et elle met en jeu une passation de pouvoir de laquelle les Touaregs sont absents.
- Le temps des transformations, sous la forme des exils et des imprégnations idéologiques.

Autour de la problématique de l'OCRS, on verra les tentatives et les espoirs d'alternatives politiques et institutionnelles. Ensuite, on montrera l'entrée en exils et en résistance qui conduisent à la rébellion des années 1990.

1- L'OCRS, les illusions et l'indépendance

1-1 L'OCRS, rêves et réveils tardifs

La loi du 10 janvier 1957 instituant l'Organisation Commune des Régions Sahariennes¹, a créé une entité à vocation économique dont le but était de développer et d'exploiter, avec une grande autonomie de décision, les ressources du Sahara français². Ce Sahara, situé sur les territoires des possessions françaises d'Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est, grand comme quinze fois la France, devait être mis en valeur par des colons (les Européens de métropole attachés aux compagnies d'exploitation) avec de la main d'œuvre locale³. La décision de création de l'organisation s'appuyait notamment sur les récentes recherches d'hydrocarbures, de gaz, de minerais et d'autres richesses du sous-sol et dont l'activité était essentiellement tournée vers le Sud algérien. Les prospections publiques n'avaient véritablement commencé qu'en 1946 avec les travaux de la Société Nationale de Recherche et d'exploitation des pétroles en Algérie (SN Repal), une organisation rapidement suivie par des concessions privées à partir de 1953, dans le but d'accélérer la recherche et de dynamiser les expertises techniques.⁴

¹ L'article premier de la loi portant création de l'OCRS délimite bien le champ d'intervention de l'organisation : « *Il est créé une Organisation Commune des Régions Sahariennes, dont l'objet est la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République Française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Niger et le Tchad* ». Clairement, il s'agit d'abord de conserver sous contrôle français, dans un contexte de décolonisation internationale (et juste après la nationalisation du canal de Suez), les ressources entrevues au Sahara, surtout le pétrole et le gaz naturel. Pour une histoire mise en contexte de l'OCRS, sa genèse, ses enjeux politiques en France et chez les Touaregs du Mali, on se réfèrera à Pierre Boilley, *L'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS)*, in *Nomades et Commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*, Paris, Karthala, 1993, pp. 216-239, ainsi qu'au témoignage d'Ammera ag Acheriff recueilli par Boilley, pp. 207-213. On retrouvera dans ce chapitre les débats de l'Assemblée Nationale, la proposition de loi et le texte de la loi du 10 janvier 1957.

² Les travaux géographiques fondateurs de cette notion sont à trouver dans Robert Capot-Rey, *Le Sahara français*, Paris, PUF, 1953, qui définit entre autres les frontières de ce Sahara qui ont servi de référence aux réflexions sur l'OCRS.

³ « *Quant aux autochtones, ils constituent une main d'œuvre locale de base que la sédentarisation progressive due au bouleversement économique rend disponible* », d'après M. Baudoin, in *Journal des Débats*, Assemblée de l'Union française, 1^{ère} séance du 6 décembre 1956, cité par Boilley, *L'OCRS, op. cit.*, p. 222.

⁴ Sur les contextes d'exploitation et les projets en gestation au moment de la création de l'OCRS, on consultera le travail d'Yvan du Jonchay pour la Société Géographique de Lyon qui mandata plusieurs missions de recherche. Voir Yvan du Jonchay, *L'infrastructure de départ du Sahara et de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS)*, in *Revue Géographique de Lyon*, vol. 32, n°4, 1957, pp. 277-292.

1-1-1 Qu'est-ce que l'OCRS ?

Il est intéressant de s'interroger spécifiquement sur la finalité de l'OCRS et sur la manière dont se sont articulées les aspirations géostratégiques de la France avec la volonté d'indépendance des futurs Etats africains et avec les velléités autonomistes des Touaregs de ces pays. De ces articulations sont nées illusions et désillusions qui ont elles-mêmes déterminé une partie importante du rapport des élites touarègues à la France ainsi que des effets de miroir dont les conséquences modernes sur les mouvements de rébellion sont fondamentales.

Issue d'un processus de création long et contradictoire, l'OCRS apparaît comme une version édulcorée des projets politiques concernant le Sahara tels qu'ils ont d'abord été développés dans la presse puis portés au Parlement par ses partisans. On y trouve à l'origine la conjugaison entre l'exploration mondiale des ressources en hydrocarbures (l'Institut Français du Pétrole est créé en 1946 et les grandes compagnies anglo-saxonnes s'installent dans le même temps en Afrique du Nord) et le statut de l'Union française qui rend possible, à terme, l'indépendance de ses membres. L'Organisation, après de houleux débats qui ont fait parler de « *guerre du Sahara* », obtient un statut de structure économique à laquelle sont associées les colonies qui lui fournissent les territoires ; en d'autres termes, l'OCRS les ampute officiellement d'une partie de leurs sols, et partant, de leurs ressources. L'OCRS comprend tous les territoires sahariens de l'Algérie, de l'AOF et de l'AEF : ses frontières recouvrent les deux départements algériens mis en place pour la circonstance (territoire des Oasis et territoire de Saoura), les espace sahariens du Soudan français (une partie des cercles de Tombouctou, Goundam et de Gao) et s'étend, à l'Est, jusqu'au Tchad (en incluant le nord du cercle du Borkou-Ennedi-Tibesti). Au Niger, y sont inclus les cercles d'Agadez et de Bilma, ainsi que le Nord du cercle de Tahoua.

Cependant, l'OCRS repose avant tout sur le Sahara algérien. Les prospections y sont prometteuses, en particulier pour le gaz naturel dont les réserves semblent pouvoir concurrencer l'Europe. Dans cette perspective, le Niger compte peu : il est essentiellement destiné à l'acheminement et au ravitaillement des infrastructures algériennes.

La définition de l'article 1 encadre clairement les perspectives politiques de l'entité nouvelle. Cependant l'OCRS n'est pas limitée à des ambitions strictement économiques et sociales : parallèlement se met en place une réorganisation militaire et politique des territoires qu'elle recouvre. Politiquement, la faiblesse de son statut est compensée par la création d'un ministère du Sahara en juin 1957. Le ministre, Max Lejeune, devient le secrétaire général de l'OCRS. Ce ministère concentre les attributions, sur ces territoires stratégiques, des trois ministères concernés par l'Algérie, l'AOF et l'AEF. Militairement, il s'agit de regrouper les compagnies spécialisées dans la surveillance du Sahara sous l'égide de l'OCRS. La conjugaison des trois facteurs, économique, militaire et politique crée *de facto* les caractéristiques d'une entité dans laquelle on peut voir se dessiner un futur Etat indépendant.

1-1-2 Contextes de création de l'OCRS

On reviendra ici, rapidement, sur les contextes qui ont accompagné la création de l'OCRS parce qu'ils informent sur les aspirations touarègues suscitées par l'organisation qui les place, après plusieurs décennies dans l'ombre, en position d'accéder à une indépendance à court terme.

On soulignera d'abord le contexte algérien ; il est clair que l'OCRS a été bâtie autour des projets d'exploitation de ses territoires. A côté des projections économiques se dessinent d'autres réalités : la guerre d'indépendance fait rage et laisse des perspectives contrastées sur le futur de la colonie. Pour les Touaregs, la séparation des territoires désertiques de la tutelle du gouverneur d'Alger concerne directement les *Kel Ahaggar* et les *Kel Ajjer*. Dans les années 1950, des migrations économiques ont commencé en direction des sites de prospections et des villes périphériques qui y sont nées. A ce moment-là, la sédentarisation des Touaregs d'Algérie est en cours et les sépare, dans leurs modes de vie et leurs aspirations par rapport au devenir de la nation où ils vivent, des Touaregs nigériens, du fait de logiques nationales divergentes de plus en plus marquées.

Les concepteurs de l'OCRS posent aussi la question de la territorialisation des populations. Comment, en effet concevoir un si vaste territoire, dont on ne perçoit pas d'immédiates frontières

naturelles, en tenant compte de ses futurs habitants ? Les réponses passent, dans l'esprit de ces concepteurs, par des séparations strictes entre deux populations antagonistes:

- L'une des réponses se fonde sur la différenciation entre Noirs et Blancs. Evidemment, facilement conceptualisée, elle se heurte à l'indéniable réalité du terrain.
- L'autre passe par la dichotomie entre nomades et sédentaires. Il faut ici noter que souvent, cette idée est une reformulation de la précédente, en des termes qui se voudraient mieux choisis. Faut-il rappeler que là encore, le terrain en contredit l'idée ?

On répartit donc d'un côté les blancs nomades, en y incluant les Touaregs du Niger. De l'autre, on définit un territoire d'agriculture attribué aux noirs, anciens esclaves. L'ingénieur du Jonchay précise cette vision de la question du « contexte politique local » :

« La séparation classique entre nomades et sédentaires reste assez arbitraire. En langage usuel on sépare, au Sahara français, la population en « blancs » et en « noirs ». La couleur de la peau n'a rien à voir dans cette discrimination, qui s'adresse plutôt à l'origine des hommes, les blancs étant les nomades et les nomades sédentarisés, certains groupes nobles, tels les touaregs, certains groupements religieux (...). Les noirs seraient plutôt les derniers esclaves ou des descendants d'esclaves, ayant un statut analogue à celui du servage (...).»⁵

Dans l'esprit des promoteurs du projet, les Touaregs forment la population non européenne majoritaire de l'entité. Bien que soit clairement planifié un contrôle de la métropole, dont les ressortissants seraient à terme majoritaires dans l'OCRS, ce projet éveille l'intérêt des élites touarègues des différentes fédérations directement concernées par une réorganisation qui leur attribue de fait un territoire (certes sous domination, mais comme l'était les colonies précédentes) plus conforme à leur vision de leurs anciennes dominations. Dans le même temps, les élites des colonies, dont les représentants siègent au Conseil de l'Union, dévoilent les suspicions qui pèsent sur un tel démantèlement de leurs territoires et s'y opposent fermement.

⁵ Yvan du Jonchay, *L'infrastructure de départ du Sahara, op.cit.*, pp. 278-279.

1-2 Attitudes touarègues

L'OCRS est de fait devenue un enjeu politique pour les élites touarègues. Il semble que les chefs des fédérations aient été au fait des débats en métropole et se soient intéressés de près aux possibles conséquences de tels bouleversements sur leurs propres intérêts. Ils n'ont évidemment été associés ni aux conceptions ni aux débats du projet, mais il semble clair que l'OCRS était destinée à les regrouper dans une entité séparée de la tutelle de Dakar et d'Alger. La manière dont ces élites se sont mobilisées montre, d'une part, que ces élites touarègues ont tenté de concrétiser leurs espoirs dans une négociation politique avec Paris et d'autre part, que les Touaregs se percevaient bien comme un ensemble politique cohérent. Bien qu'il n'y en ait plus de trace, il semble avéré que les chefs des grandes confédérations aient écrit une lettre destinée à demander un statut politique au sein de l'OCRS. Evoquée par des témoignages recueillis par Hélène Claudot-Hawad⁶, cette lettre est confirmée par Boilley⁷. La lettre aurait été envoyée, au nom des Touaregs de l'Aïr, par Malem Alemin, notable lettré d'Agadez, au Président de la République française :

« Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre bien tel que vous nous l'avez arraché après la défaite de Kaosen. Nous ne voulons pas que les Noirs ni les Arabes nous dirigent... Puisque l'indépendance s'annonce et que vous la donnez, alors nous les Touaregs nous voulons nous diriger nous-mêmes et rassembler notre société tout entière là où elle se trouve, dans notre pays. Nous voulons que notre pays soit un seul pays. »⁸

⁶ Hélène Claudot-Hawad, *Eperonner le monde*, *op cit.*

⁷ Pierre Boilley, *l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS)*, in *Nomades et Commandants*, *op. cit.*, pp. 225-226. La citation qui suit est issue de cet article, p. 226.

⁸ Mamoudou Djido, dans un texte très critique sur les revendications de la rébellion de 1990, confirme l'existence de cette lettre, qu'il attribue à « *des chefs nomades, le sultan Oumarou Dan Ibrahim d'Agdez et l'anastafidet des Kel Oui, Abdou Ekadé, en tête* », p. 143. Voir Mamoudou Djibo, *Rébellion touarègue et question saharienne au Niger*, Autrepars, n°23, 2002, pp.135-156. Cette lettre aurait suivi un autre courrier envoyé « *à la veille du referendum du 28 septembre 1958* », *Ibidem*, p. 143.

Cette lettre écrite en 1960, adressée à Charles de Gaulle, s'inscrit dans un mouvement de prise de conscience politique encouragé par l'OCRS. Elle est à rapprocher d'une pétition lancée le 30 mai 1958 au Mali par Mohamed Mahmoud Ould Cheikh, cadi de Tombouctou, et signée par plus de trois cents notables Maures, Touaregs et Songhaï des cercles concernés par la création de l'OCRS :

« Nous avons l'honneur de vous déclarer très sincèrement une fois de plus que nous voulons rester toujours Français musulmans avec notre cher statut privé.

Nous vous affirmons notre opposition formelle au fait d'être compris dans un système autonome ou fédéraliste d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord.

Nos intérêts et nos aspirations ne pourraient dans aucun cas être valablement défendus tant que nous sommes attachés à un territoire représenté forcément et gouverné par une majorité noire dont l'ethnie, les intérêts et les aspirations ne sont pas les mêmes que les nôtres.

Nous vous assurons que nous ne pourrions sous aucune force nous soumettre à cette autorité africaine et que si ce n'est pas la France nous l'ignorerons totalement.

C'est pourquoi nous sollicitons votre haute intervention équitable pour être séparés politiquement et administrativement et le plus tôt possible d'avec le Soudan Français pour intégrer notre pays et sa région Boucle du Niger au Sahara français dont nous faisons partie historiquement, sentimentalement et ethniquement. »⁹

⁹ Lettre adressée « Par les chefs coutumiers, les notables et les commerçants de Boucle Niger : TOMBOUCTOU, GAO et GOUNDAME. A sa majesté Monsieur le Président de La REPUBLIQUE FRANCAISE », et signée «vive la France, vive Tombouctou Sahara français. Rédigé à Tombouctou le 30 mai 1958 avec la demande des soussignés par Mohamed Mahmoud Ould Cheikh cadi de Tombouctou ». Ce courrier vient après un processus complexe d'intégration politique des colonies à l'OCRS, un processus au cours duquel la France écarte les élites politiques nigériennes favorables à l'indépendance et à la conservation de l'intégralité de leurs territoires sahariens, au moyen du référendum constitutionnel du 28 septembre 1958. Après de longues tractations, Diori Hamani, qui soutient officiellement le projet, est ainsi confirmé en tant que premier président du Niger et signe un protocole d'accord sur les bases territoriales de l'OCRS.

Ces deux initiatives similaires dans la forme et le fond sont éclairantes sur les conceptions politiques des élites touarègues - du moins les élites demeurées sur leurs territoires et qui fréquentent, dans les villes, les administrateurs coloniaux. Cette proximité physique favorise une compréhension mutuelle, une compréhension des pratiques et des modes de pensée qui se traduisent parfois par une conception commune de l'avenir du Sahara.

Il est évident que les élites touarègues à l'origine de ces courriers tentent un rapprochement avec la France pour négocier une sortie institutionnelle d'une probable indépendance du Mali et du Niger, dont elles savent qu'ils seront dirigés par les élites formées dans les écoles coloniales et qui sont, pour certaines, familiarisées avec les pratiques politiques de la métropole. La pétition malienne, en reprenant des termes en vigueur dans les débats sur les indépendances des colonies, traduit une inspiration sans doute initiée par les administrateurs et les militaires français. Hélène Claudot-Hawad rapporte ainsi le témoignage d'un *Ikazkazen* de l'Aïr qui évoque des contacts secrets entre certains officiers de l'armée française et les principaux chefs de l'Aïr, peu avant l'indépendance :

« Un Français, un grand échalas qui dirigeait la section des méharistes qui nomadisaient dans l'Aïr m'a convoqué au puits de Sikerat. Le Français m'a dit : « Je vais vous donner des armes pour empêcher les Noirs de posséder le désert touareg après notre départ. Moi et d'autres officiers de l'armée française on va organiser vos tribus pendant le rassemblement de juillet. (...) Après vous prendrez les armes pour les distribuer à vos guerriers car le pays est à vous et vous allez le protéger. Nous, il n'est pas à nous, nous allons partir. »¹⁰

La formulation est sans doute plus proche des représentations touarègues que de celles des militaires français, mais on peut penser que de tels rapprochements ont bien eu lieu, sur la base

¹⁰ Témoignage de Fakando, rapporté par Hélène Claudot-Hawad, *La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique*, in *Eperonner le monde*, *op. cit.*, p75.

d'une idée commune de l'autonomie du Sahara vis-à-vis des futures autorités nationales. Les objectifs des protagonistes, Touaregs et Français, étaient cependant certainement divergents quant au contrôle effectif des territoires. Cependant, cette convergence d'intérêt (qui a finalement été extrêmement limitée dans le temps, l'OCRS disparaissant dès l'indépendance de l'Algérie) a été suffisante pour entraîner plusieurs conséquences sur les représentations politiques des différents acteurs :

- Pour certains officiers et administrateurs français, une représentation de la liberté nomade qui se rapprochait de leurs idéaux et de leurs intérêts politiques
- Pour les élites touarègues, une représentation du pouvoir (légitime exercé par la France et elles-mêmes) qui délégitime par avance le pouvoir de Niamey et de Bamako
- Pour les élites politiques naissantes porteuses de l'indépendance des colonies et opposées au démembrement de leurs territoires, une représentation de la connivence entre Français et Touaregs (et nomades en général) qui engendre la méfiance.

Il est important de souligner un phénomène intéressant: l'OCRS est maintenant quasiment oubliée en France et par la grande majorité des Touaregs. Mes entretiens ont montré que pratiquement tous mes interlocuteurs ignoraient tout de cette affaire. Seuls les plus anciens, impliqués dans l'exercice politique, s'en souvenaient. Il n'en reste que le sentiment d'une occasion perdue et surtout de la trahison de la France. C'est donc essentiellement en termes de représentations des relations croisées entre la France, les Touaregs et le gouvernement du Niger que l'impact de l'OCRS se mesure. De ce fait, on invoque cette affaire, et le complot franco-touareg qui l'accompagne nécessairement, lorsque resurgissent les rébellions. Les territoires sur lesquels les rébellions se projettent sont comparés à ceux de l'OCRS et on voit, dans la trame des revendications territoriales, la résurgence d'une complicité objective. Ce débat est porté à la fois par Niamey, les organisations politiques qui en sont proches et certains chercheurs¹¹. Le travail de terrain rend cette perspective peu probable. Il est possible que la rébellion des années 1990 ait

¹¹ André Bourgeot, *Sahara. Espace géostratégique et enjeux politiques (Niger)*, Autrepart n°16, 2000, pp. 21-48. Deux cartes y sont par exemple comparées en p. 42, d'après le journal nigérien *Le Démocrate* daté du 28 février 1994.

repris certaines des projections des travaux préparatoires à l'établissement de l'OCRS, mais on peut apporter très rapidement deux nuances majeures à cet argument :

L'une repose simplement sur le fait que la rébellion, en proposant une carte, a limité exclusivement les territoires qu'elle revendiquait au Niger, et ne s'inscrivait donc pas dans la logique d'un grand Sahara pan touareg.

L'autre montre (tout aussi simplement) que les limites de la carte des rebelles sont très différentes au Sud de celles de l'OCRS, et sont alors abusivement comparées.

On ne s'attardera donc pas outre mesure sur ces amalgames un peu rapides qui voient trop facilement une inspiration politique dont l'origine et la complicité auraient presque 50 ans. Il semble plus probable que cet argument soit celui des opposants aux mouvements de rébellion et serve à délégitimer, au moyen de l'épouvantail néo-colonisateur, toute revendication qui fonderait une forme de séparation du territoire national – que ce soit par l'autonomie ou par l'indépendance. Lors de mes enquêtes je n'ai jamais constaté la prégnance des illusions d'un grand Sahara politique fondé sur l'aide de la France. Il me semble possible d'affirmer que ces illusions se sont concentrées sur les élites politiques touarègues de l'époque qui a précédé l'indépendance, et si elles restent actives dans la mémoire de certains rebelles, elles servent surtout à étayer l'analyse politique et historique de certains cadres politiques sans s'intégrer aux perceptions des combattants.

L'épisode de l'OCRS me semble en revanche plus porteur de sens en termes de rancœurs et de soupçons politiques. A un niveau différent, il disqualifie durablement pour les Touaregs le recours à une forme de solution politique négociée. Les chefs touaregs, en effet, n'ont pas obtenu satisfaction : rapidement, ils ont même été emprisonnés. L'occasion d'une négociation politique relative au statut de ce qu'ils considèrent comme leur territoire naturel ne se représentera qu'avec les rébellions. Se sachant en minorité politique, les Touaregs ont considéré le processus d'indépendance comme une impasse politique. L'OCRS représentait en quelque sorte une dernière chance institutionnelle. A partir des années 1960, seule l'action violente a porté des fruits dans le domaine politique. Et lorsque cette action violente apparaît, l'une des analyses

politiques qui prévaut est celle d'une France omniprésente qui afficherait ses préférences. L'ambiguïté de la position française au Niger est certes une réalité, mais il est souvent vain de lui attribuer la responsabilité de toute opinion politique, d'autant plus que les protagonistes se renvoient facilement cet argument disqualifiant.

2- Visions touarègues

L'échec de l'OCRS et des perspectives politiques d'autonomie pour les Touaregs du Niger est avéré dès les indépendances. Les accords qui mettent un terme à la guerre d'Algérie enterrent ces illusions et s'accompagnent du départ rapide de la France du territoire nigérien. La transmission du pouvoir aux élites locales du Sud et l'établissement définitif des frontières nationales sont vécus par les Touaregs comme une sanction et une trahison. Cette période charnière de passation des pouvoirs est encore aujourd'hui ressentie comme un abandon de souveraineté – quand bien même les Touaregs étaient soumis à la colonisation. La distance (physique et politique) entretenue avec la puissance coloniale et ses assujettissements a certainement contribué à renforcer ce sentiment, d'autant plus que le *modus vivendi* adopté tant par les administrateurs que par les tribus semble avoir engendré un repli sur soi.

L'indépendance du Niger est alors largement vécue comme la transmission d'un pouvoir à une autorité illégitime. Identifier les sources de cette « illégitimité » est complexe, mais celle-ci fait partie de l'héritage politique dont les discours sur la rébellion sont imprégnés et sous-tend nombre d'arguments indépendantistes ou autonomistes.

On trouve plusieurs niveaux de compréhension de l'indépendance, d'un point de vue touareg, selon que l'interlocuteur l'a vécue - en particulier en tant qu'acteur politique, ou s'il la formule comme un héritage institutionnel – qui déterminerait les blocages actuels. La manière dont est perçue l'indépendance donne lieu à plusieurs représentations : certains considèrent que, d'une manière générale, les Touaregs n'avaient pas compris l'imminence de l'indépendance et la passation de pouvoir qu'elle impliquait. Dans cette optique, les Touaregs auraient cru, jusqu'au bout, à la possibilité de rester sous administration française et de conserver le statut de citoyen (tel qu'il avait été déterminé en 1956), comme il y est fait référence dans la pétition du « *cadi de Tombouctou* »¹². Ce point de vue est à la fois soutenu par certains historiens, des témoins contemporains et la rébellion des années 1990 soutenue par la diaspora : il représente une

¹² C'est par exemple la conclusion de Pierre Boilley à propos de l'indépendance du Mali. Voir *Les Kel Adagh*, *op. cit.*

reformulation hégémonique de l'histoire et tend *a posteriori* à justifier des revendications politiques. D'un autre côté, on peut penser que les Touaregs, tout au moins l'élite politique, connaissait l'imminence de l'accession du Niger à l'indépendance.

Il m'est difficile de trancher dans ce débat : la parole élaborée des témoins et les discours politiques rebelles tendent à confirmer l'hypothèse de l'ignorance. Cependant, elle me semble être essentiellement une construction politique qui s'inscrit bien dans le paradigme de l'indépendance des Touaregs ; une indépendance confisquée par surprise bien que légitime, et qui, dans ses évolutions les plus récentes (celles des rébellions de 1990 et surtout de 2007) peut se percevoir plutôt comme une forme d'autonomie institutionnalisée au sein de la nation nigérienne. Les témoignages les plus diffusés traduisent cette parole : on retrouve, dans les textes publiés et ceux qui sont propagés sous le manteau des rébellions, des similitudes de formes qui sont significatives. Ces similitudes montrent la formulation d'une sorte de discours organique des rébellions touarègues approprié de la même façon par les Touaregs nigériens et maliens.

2-1 Surprises et frustrations

Pour étayer l'hypothèse de l'ignorance des conséquences de l'indépendance, on trouve les écrits directement issus des représentants des rébellions (et leurs développements dans la diaspora) et les témoignages des fonctionnaires coloniaux. Ainsi un administrateur français affirme :

« Dans les deux états où les populations nomades étaient minoritaires (Mali et Niger), la décolonisation s'est incontestablement traduite pour elles par un traumatisme psychologique causé par l'inversion des situations de domination par rapport à la période précoloniale. Le traumatisme a été d'autant plus réel que la dispersion des nomades, leur éloignement des grandes agglomérations, le caractère aléatoire des quelques informations qui leur parvenaient ne leur avaient pas permis de bien percevoir – mais le souhaitaient-ils ?- le sens et

*l'accélération du rythme de l'évolution engagée. Il y eut donc pour la majorité d'entre eux surprise et étonnement, pour certains, amertume. »*¹³

Dans ce texte transparait l'attachement sincère des fonctionnaires coloniaux envers les nomades. Alors que l'auteur y souligne aussi les relations directes et personnelles que ces mêmes administrateurs entretenaient avec les chefs de tribus, il conclut sur cette hypothèse de la surprise (tout en admettant l'amertume, ce qui suggère l'idée d'une alternative). Ce témoignage rejoint les prémices à l'action armée évoquées par les cadres de la rébellion de 1990 :

*« A partir de 1958, nous avons constaté le départ progressif des troupes sans comprendre sa signification ; il nous a été nécessaire d'attendre leur retrait total de notre territoire et leur remplacement par d'autres, dont nous ignorions l'existence, pour entendre prononcer le mot d'indépendance. »*¹⁴

Les Touaregs étaient-ils bien dans l'ignorance politique? Pour appuyer l'hypothèse contraire, on connaît le témoignage de Mohammed Ali Ag Ataher¹⁵, recueilli par Hélène Claudot-Hawad. Chef de la tribu *Kel Intesar* au Mali, il a connu un long exil dans le monde arabe où il a cherché un soutien politique, et finalement au Maroc, au moment de l'indépendance du Mali. Figure prééminente de la résistance touarègue, soupçonné de soutenir la rébellion *Kel Adagh* de 1963 dans le Nord du Mali, il a été emprisonné à Bamako au moment de la rébellion, jusqu'en 1977, avant de retourner en exil au Maroc. Son discours est empreint d'une vision en termes de confiscation illégitime de la liberté des Touaregs et de stratégies politiques de résistances (restées minoritaires). Ag Attaher a aussi publié une lettre adressée au roi du Maroc au moment de la rébellion de 1990 pour lui demander son soutien. Dans un autre texte¹⁶, il tient un discours

¹³ Jean Clauzel, *L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique Occidentale Française*, in *Politique Africaine*, n°46, juin 1992, p. 116.

¹⁴ Ce texte n'est pas signé nommément, mais a été présenté par des « intellectuels touaregs » en juillet 1990 comme le « *Manifeste de la résistance touarègue* ». Il est largement repris dans les discours sur les rébellions comme le texte fondateur des revendications rebelles, notamment sur les forums de discussions sur internet.

¹⁵ Mohamed Ali Ag Ataher Insar, *Les Touaregs nageurs de l'infini*, in Hélène Claudot-Hawad (dir.), *Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, *Ethnies* n°20-21, vol. 11, 1996, pp. 56- 60.

¹⁶ Mohamed Ali Ag Ataher Insar, *La scolarisation moderne comme stratégie de résistance*, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°58, 1990, pp. 91-98.

intéressant sur le positionnement politique des Touaregs sous la colonisation alors que l'indépendance s'annonçait. Il y élabore l'idée selon laquelle certains chefs de tribus avaient mis en place des stratégies politiques à long terme visant à renforcer la capacité touarègue à maîtriser le savoir et le pouvoir politique. On distingue dans ce dernier texte le poids des relations personnelles établies avec certains administrateurs français et l'importance de l'activation de réseaux internationaux dans l'ensemble de l'AOF. Bien que cette représentation du passage à l'indépendance soit minoritaire dans les discours touaregs, je pense qu'elle est l'hypothèse la plus plausible. Ag Attaher évoque une conversation avec les administrateurs coloniaux :

« L'indépendance de l'Afrique s'annonçait. J'étais au courant, et je le leur ai dit, car j'avais voyagé de par le monde. (...) »¹⁷

Plus loin dans le texte, Ag Ataher rapporte une conversation avec le gouverneur général de l'AOF à Dakar :

« Vous c'est fini, vous serez bientôt partis ! Et le résultat c'est que les Noirs du Soudan et du Niger sont scolarisés et nous non. Cela veut dire que vous préparez encore notre future colonisation par les Noirs et les Arabes.

C'était en 1946. »¹⁸

Il me semble de plus que de nombreux facteurs éclairaient les élites touarègues sur le devenir des colonies d'Afrique de l'Ouest : le referendum de 1958, l'élaboration des projets de l'OCRS, les témoignages qui rapportent les interventions d'officiers français auprès des chefs de tribus, ainsi que la fluidité de la circulation de l'information dans le monde touareg, de Dakar à Agadez en passant par l'Algérie en guerre pour son indépendance. Ce contexte rend difficilement

¹⁷ *Ibidem*, p. 92. Dans le récit de Ag Ataher, on peut situer cette époque dans les années 1920-1930.

¹⁸ *Ibidem*, p. 93.

imaginable une ignorance totale des processus et des conditions de l'indépendance, même si certaines illusions politiques ont pu naître. Chacun de mes entretiens a montré une conscience aigüe de l'histoire, une connaissance poussée (et parfois étonnante) des relations diplomatiques et géostratégiques à l'œuvre au Sahara ainsi que de la subtilité des rapports avec les puissances extérieures. Ma conclusion est donc que le ressentiment face à une perte de pouvoir a bien été réel, et qu'il bénéficie d'une explication *a posteriori*, séduisante mais peu probable, avec ces manipulations françaises supposées. Ce discours s'inscrit d'ailleurs dans une vision plus générale des événements que l'on peut appeler le sentiment de « *néocolonisation* » et de « *recolonisation* ».

2-2 «Néocolonisation», «recolonisation»

La théorie néocolonialiste a mis le thème de la colonisation renouvelée au centre de maints ouvrages sur la politique en Afrique. Je n'y reviendrai pas en détails. Ici, on le décomposera en deux notions qui se complètent dans les discours touaregs sur les rébellions : la «*néocolonisation*», c'est-à-dire l'extension, par des moyens détournés (économiques, politiques), de la mainmise de la France sur le Niger après son indépendance officielle ; et la «*recolonisation*», soit une nouvelle forme de colonisation qui prolonge le temps de la soumission pour les Touaregs, cette fois mise en œuvre par les élites politiques nigériennes. Dans ce discours, les deux notions se rejoignent et se nourrissent, la *recolonisation* étant d'abord un moyen de la *néocolonisation* et supposant une complicité organique entre le régime officiel de Niamey et l'ancienne puissance coloniale. Mais la *recolonisation* est aussi une spécificité locale puisqu'elle implique une culture politique ancrée dans les relations passées entre les Touaregs et les autres ethnies du Niger, notamment *djerma*, dont sont issus les dirigeants du Niger après l'indépendance. Le mémorandum du Programme-cadre de la rébellion de 1990 explicite bien les mécanismes intellectuels qui relient les deux notions dans un mouvement inscrit dans l'histoire. On citera un long passage du texte pour en saisir les articulations logiques :

« Ce fut dans le contexte que survinrent les prétendues indépendances.

Mais avant ces dernières, le colonisateur avait pris le soin de nous préparer notre future tutelle. Bien entendu, nous n'étions pas à même de comprendre l'astuce, car au cours de leur présence chez nous, tout dans leur attitude montrait qu'ils restaient pour toujours. Ainsi nous nous étions faits dans l'idée de vivre avec eux, de collaborer. De toutes façons nous n'avions pas le choix et puis nous espérions que par l'usure et l'habitude, ils finiraient par nous reconnaître nos droits fondamentaux. Bref, par le fruit du hasard, nous avions eu confiance. Et tout d'un coup, on nous annonçait que le colonisateur partait et laissait aux autochtones le soin de se gérer, mais qu'ils avaient le choix d'y renoncer. Ce fut le référendum de 1958.

Nos parents se prononcèrent en faveur de leur indépendance en précisant qu'ils désiraient un pays à eux où ils retrouveraient leurs droits d'avant la colonisation. Il existe encore des documents le prouvant. Leur choix avait été guidé par le souci de ne pas être sous la nouvelle tutelle qu'on leur destinait et qu'ils venaient juste d'apprendre avec surprise. En effet, le départ des Français voulait tout simplement dire revenir sous administration du Niger et du Mali, ce auquel les Touaregs ne s'attendaient point.

Ils le manifestèrent en écrivant directement à la Présidence de la République Française. Mais les jeux étaient déjà faits et nulle place à une quelconque protestation. Au Niger, les auteurs de la lettre furent déportés et moururent en prison. Le mirage d'une indépendance dans un cadre touareg, comme nous étions en droit d'y aspirer, s'envolait en éclat. Nous ouvrons les yeux sur une autre colonisation, pire que la précédente. On avait convaincu nos nouveaux maîtres de la nécessité de nous maintenir sous la semelle, car nous constituons encore un danger qui menace les nouveaux acquis. Ce fut d'autant plus facile que les colons avaient eu l'idée malsaine de tirer sur la corde raciale. Déjà meurtris par un

demi siècle de persécution pendant la période française, le coup de semonce devrait nous être administré par nos nouveaux tuteurs. »¹⁹

Ce sentiment d'avoir été placés sous la domination d'une minorité choisie par la France s'appuie en partie sur des faits historiques ; les conditions de la transition vers l'indépendance traduisent en effet la volonté de l'ancienne puissance coloniale de conserver le Niger dans une proximité politique étroite.

On précisera ici deux points essentiels :

- Tout d'abord, la retranscription de ces faits dans un texte de résistance n'a pas vocation à faire preuve de nuances.
- Ensuite, ce texte représente la voix d'une coordination rebelle ponctuelle, mise en place pour négocier, au nom des fronts, des accords de paix avec le gouvernement.

Les raccourcis historiques qui en découlent sont évidents. Ils sont discutés de manière virulente par les adversaires de la rébellion, notamment les historiens qui peuvent facilement en démontrer les faiblesses²⁰.

Quelle que la réalité retranscrite dans ces textes, on remarquera qu'elle détermine le débat interne, au Niger, sur la rébellion et plus généralement sur la place historique des Touaregs dans le Niger moderne. Cette détermination du débat est d'autant plus intéressante qu'elle repose sur peu de données : ce texte est à peu près le seul diffusé largement et il ne représente qu'un moment particulier de la démarche « intellectuelle » de la rébellion. Il serait vain, on en conviendra, d'en commenter outre mesure le contenu dont la valeur réside dans le débat afférent et ses extensions contemporaines; il est aussi difficile d'en remonter à la source. Le manifeste semble avoir circulé abondamment dans les cercles des amis de la cause rebelle, en France en particulier. Il semble être d'abord issu d'une réflexion alimentée par les amis français des mouvements et reprend nombre d'arguments exposés dans les textes de Mano Dayak. Sa radicalisation n'est, de plus, que transitoire : les ambitions séparatistes de la rébellion ont

¹⁹ Coordination de la Résistance Armée, (C. R. A.), *Programme-cadre de la Résistance, memorandum*, février 1994.

²⁰ Je pense surtout à André Salifou.

largement évolué dans le temps et n'ont représenté qu'une partie des aspirations des combattants. Les ex-combattants le connaissent assez peu. On peut en déduire que ce mémorandum, qui s'adresse avant tout à l'extérieur est inspiré de thèmes qui parlent à un public occidental sensibilisé aux questions de la colonisation.

Les termes utilisés par le « Manifeste des intellectuels touaregs » en sont proches :

« Nous sûmes, hélas, rapidement, que cette indépendance n'était pas pour nous, et nous nous demandons encore aujourd'hui, avec amertume, pourquoi la France, rendant sa liberté aux peuples de l'Afrique de l'Ouest, avait omis la notre, choisissant de la confisquer et de nous livrer ainsi à une nouvelle colonisation.

Sur quelles raisons historiques, politiques ou humaines pouvait s'appuyer une semblable décision ? Pourquoi disposait-on ainsi de notre destin ? Avec les conséquences tragiques que nous subissons encore aujourd'hui.

Le Mali et le Niger accédaient ainsi à l'indépendance. Leurs frontières tracées par l'administration coloniale de la façon que l'on sait, englobaient notre territoire par la simple logique du système colonial.

Dès leur arrivée, dans nos régions, les soldats maliens et nigériens se distinguent de leurs homologues français par une attitude hostile, comparable à celle d'une armée en pays ennemi. Actes odieux sur la population, viols, réquisition des chameaux, interdiction des échanges caravaniers, lourdes taxes sur le bétail, humiliations publiques des chefs coutumiers...

Ces mauvais traitements répétés ne pouvaient qu'engendrer un mécontentement dont l'aboutissement fut le soulèvement qui éclata en 1962 dans l'Adrar des Ifoghas. »²¹

²¹ Manifeste d'un « groupe d'intellectuels touaregs », juillet 1990.

Ici la vision critique de l'indépendance se traduit par une dénonciation directe des pouvoirs africains. Les armées nationales sont accusées d'avoir commis des exactions plus graves que celles de l'Administration coloniale : le thème de la *recolonisation*, importée mais développée selon la propre volonté politique des dirigeants africains, y est le plus virulent. Le contexte de la rébellion explique cette stigmatisation particulière des armées nationales. La colonisation héritée fait du Niger une force illégitime mais aussi un oppresseur ; dans la rhétorique rebelle, ce discours rejoint celui de la spoliation des ressources économiques. Ce texte est toujours diffusé, comme l'un des « textes fondateurs » des mouvements de rébellion des années 1990²². Son argumentation historique est en réalité plus proche de celle de la diaspora que de celle des combattants. Elle reste toujours utilisée pour définir les rapports entre les Touaregs et les gouvernements centraux du Niger et pour les historiciser, c'est-à-dire leur conférer une réalité avérée par l'histoire. Ce cheminement intellectuel aboutit assez logiquement à l'idée selon laquelle la rébellion est une continuité de la résistance à la France, résistance à une occupation qui n'a jamais pris fin.

²² On le trouve par exemple sur le site internet *Temoust*, issu de l'association *Survie touarègue* à Lyon sous la rubrique des « textes généraux de référence » de la résistance touarègue. *Temoust* propose par ailleurs d'excellentes sources d'informations culturelles et historique sur les Touaregs. <http://www.temoust.org/nous-touaregs-1990,10624>. Consulté le 2 juin 2010.

3- Des années 1970 à la rébellion : exils et entrées en résistances

En 1963, le Mali a réprimé la rébellion touarègue née dans la région de Kidal. Sa répercussion politique sur les Touaregs nigériens est mal connue, mais il est probable que l'échec du soulèvement a montré l'impasse politique dans laquelle se trouvaient les indépendantistes touaregs. Cette rébellion fortement territorialisée a aussi marqué le début d'une reconfiguration nationale des populations touarègues. Malgré la porosité des frontières et la fréquence des échanges sahariens, les politiques nationales des pays indépendants ont singularisé de plus en plus les situations relatives des Touaregs dans chaque pays. En Algérie notamment, le gouvernement a investi dans des politiques de sédentarisation des populations nomades en les fixant autour de villes de ses marges sahariennes, telle Tamanrasset. Ces destins nationaux de plus en plus marqués désolidarisent les sentiments organisés autour d'un destin politique commun, peut-être né, dans les élites, autour des espoirs suscités par l'OCRS. On peut situer à ce début des années 1970 la différenciation moderne des populations touarègues en Touaregs nigériens, maliens et algériens plutôt qu'en fédérations et confédérations. Cette identité figée devient de plus en plus importante dans les rapports des individus à l'extérieur, en particulier leurs gouvernements et les organisations occidentales. Cela ne signifie pas pour autant la disparition des confédérations et des tribus. On assiste plutôt à la naissance d'une nouvelle identité qui se superpose à celles qui définissaient jusque là les relations politiques entre Touaregs.

3-1 Contexte de crises

Les années 1960 et 1970 ont affecté structurellement les Touaregs nigériens et notamment les nomades. Le Nord du pays a été victime de sécheresses successives (1968, 1973 et 1977) qui ont entraîné un exode massif des éleveurs. Cet exode a mené une génération de jeunes hommes vers les pays périphériques du Niger qui avaient une activité économique plus soutenue : d'abord les pays côtiers, Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria, puis, surtout, l'Algérie et la Libye.

3-1-1 Migrations

Ce mouvement migratoire reposant sur l'absence de perspectives économiques est lié à plusieurs facteurs qui ont, entre autres, été étudiés par des géographes, notamment par Emmanuel Grégoire²³. On en retiendra quelques pistes :

- La disparition des animaux, qui représentaient un levier de sécurité important pour les nomades éleveurs.
- Le développement d'industries d'extraction dans les zones sahariennes hors du Niger sur des territoires accueillant des populations touarègues.
- Les affinités politiques et culturelles développées par la Libye avec les nomades sahariens et notamment avec les Touaregs.
- Le sous-développement chronique du Niger, en particulier dans le Nord, et l'absence de perspectives d'emploi dans l'industrie embryonnaire de l'uranium.
- Le faible niveau d'éducation qui repousse les Touaregs hors de la fonction publique, principale source d'emplois.

Les travaux sur les mouvements migratoires du Sahel vers l'Afrique du Nord montrent les renouvellements des trafics transfrontaliers et la part que les Touaregs ont pris à cette évolution²⁴. Les échanges réguliers vers l'Afrique du Nord affectent les Touaregs de manière significative au début des années 1970 et surtout après le coup d'Etat de Seyni Kountché en 1974. Ces migrations se font progressivement, répondant à la nécessité de trouver un emploi, évoluant en fonction des besoins ponctuels et des ressources accessibles dans les pays voisins. Se

²³ Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, 1997.

²⁴ Voir par exemple sur la réactivation récente de réseaux africains, Olivier Pliez, *Nomades d'hier, nomades d'aujourd'hui. Les migrants africains réactivent-ils les territoires nomades au Sahara ?*, Annales de Géographie, n°652, 2006, pp. 688-707.

forment ainsi, peu à peu, des réseaux d'accueil, des systèmes de transition migratoires et des mouvements d'échanges entre l'Algérie, la Libye et le Nord du Niger sur des bases nouvelles. Les Touaregs de cette génération apportent leur force de travail pour quelques mois ou quelques années et retournent régulièrement auprès de leurs familles restées dans l'Aïr.

Les combattants des années 1990 sont nombreux à connaître ce parcours. Ahmed Waddei, ancien chef de front, évoquait devant moi son parcours qui a précédé sa participation à la rébellion et qui est exemplaire des liens entre la crise économique et l'entrée progressive en rébellion :

« Avant de faire la rébellion, je fais un peu la conduite des camions, le transport de marchandises, vers l'Algérie et la Libye. Je le fais ici, au Niger, pendant deux ans. Après deux ans, on fait le négoce, avec des camarades, le négoce de matériel de construction, pour le bâtiment. J'ai fait ce commerce-là au Nigéria, nous sommes partis au Nigéria pendant plusieurs années. Ici dans l'Aïr il n'y avait plus vraiment de travail pour nous, c'est pour cela qu'on est partis au Nigéria. Après, je suis retourné à Agadez, et après 3 mois, 4 mois, je suis parti en Libye. Je suis revenu à Agadez parce qu'ici, j'ai ma maison, ma famille qui est à Agadez. Je suis resté ici avec eux, pour se reposer et parce que le commerce au Nigéria était devenu difficile et après, je suis passé en Libye. Je ne suis pas parti pour l'entraînement ou parce que j'avais entendu parler de la rébellion. A ce moment, on ne parlait pas de rébellion ici à Agadez. Je suis parti en Libye pour travailler, parce qu'il n'y avait plus de travail ici et qu'on savait qu'il y avait du travail pour les Touaregs en Libye. Je suis passé par l'Algérie, par Tamanrasset et après on rentre en Libye. Ce n'est pas difficile, peut-être deux jours de marche. En Libye il y avait du travail et d'autres camarades étaient déjà là-bas. Après, je suis revenu au Niger. Toujours pour rester avec ma famille. On rentrait comme ça, après un ou deux ans de travail, pour voir la famille et se reposer. En 1979, je suis rentré en Libye, avec le front, c'est-à-dire pour suivre l'entraînement militaire. On a eu l'idée de faire la rébellion contre le Niger. La rébellion a commencé avec l'entraînement. A ce moment-là, nous tous, les

*Touaregs, le chemin des Touaregs, c'est d'être militaires, pour préparer la rébellion... »*²⁵

Grégoire montre²⁶ que les migrations touarègues sont en général de courte durée et entrecoupées de retours réguliers vers la région d'origine des migrants. La plupart des combattants que j'ai rencontrés et issus de cette génération ont connu ce parcours.

La crise économique a été d'autant plus difficile à gérer pour les Touaregs que les nomades éleveurs perdaient leurs animaux alors que le cheptel avait été lentement reconstitué après les années noires suivant la mise au pas de la résistance²⁷. Il faut comprendre à quel point l'économie de l'élevage agissait comme un levier de compensation des aléas économiques pour les campements. Un ex-combattant explicitait pour moi de cette manière le cheminement vers la rébellion :

*« Comme on a dit avant : avant, les Touaregs, on a des animaux, beaucoup. On s'en fout de l'Etat, de ce qu'il donne. Même aller à l'hôpital. Même aller à l'école. Même aller aux militaires (à l'armée, NdA). Ou au commerce. Nous, avant, on s'en fout de ça. Parce qu'on a assez d'animaux. Si tu as besoin de quelque chose, tu vas attraper quelques animaux, tu vas les vendre, tu vas aller au marché et tu reviens. Maintenant, les animaux sont partis. On est venu auprès du gouvernement nigérien et il n'a pas reconnu les Touaregs. »*²⁸

La migration représente un recours pour cette génération parce qu'elle a peu bénéficié, paradoxalement, des développements de l'industrie minière et des réseaux commerciaux qui se sont mis en place au début des années 1980. L'économie marchande s'est en effet développée autour de réseaux haoussas et arabes, alors que dans le même temps, les Touaregs ne les

²⁵ Entretien avec Ahmed Waddei, ancien chef de front, à Agadez, le 5 décembre 2006. Cet entretien a été suivi de nombreux échanges informels.

²⁶ Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger, op. cit.*

²⁷ D'après Grégoire, la sécheresse de 1973 a décimé entre 75% et 95% des cheptels dans les départements de Tahoua et d'Agadez, où se trouvent la grande majorité des Touaregs nigériens. *Ibidem.*

²⁸ Entretien avec Hobuku Mohammed à Tchirozerine, réalisé au cours du mois de novembre 2006. Plusieurs rencontres ont eu lieu. Cet extrait a été enregistré le 4 novembre.

intégraient qu'en tant qu'intermédiaires. Le développement économique de l'Afrique du Nord a activé une accumulation de capital et d'investissements en direction du Niger, ce qui a généré une prise de contrôle des réseaux de transports traditionnellement touaregs, en particulier ceux reliant le Nigéria à la Libye²⁹. Cette compétition dans laquelle les Touaregs n'ont pas pu entrer les a marginalisés économiquement et a encouragé l'exode vers les pays demandeurs de main d'œuvre peu qualifiée. Ce mouvement d'échanges inégaux a politiquement eu des conséquences. Même si le cœur de la plateforme des rebelles de 1990 reste politique, les aspirations économiques, demandeuses de redistribution, rejoignent les préoccupations de nombreux combattants.

3-1-2 Crispations politiques

A cette crise économique associée à une crise écologique, et dont la conjonction a durablement transformé les structures des campements et les perspectives d'avenir des jeunes générations, vient s'ajouter une crise politique. On a vu précédemment que la représentation des Touaregs dans les instances gouvernementales à Niamey immédiatement après l'indépendance était faible et que la participation aux instances dirigeantes restait marginale. Les décennies 1960, 1970 et 1980 ont été traversées par un changement radical qui a affecté les Touaregs et a participé à l'établissement d'un groupe social d'exilés et surtout à la radicalisation de leur politisation. En janvier 1974, le général Seyni Kountché renverse le gouvernement de Diori Hamani (élu, malgré des doutes sur le rôle de la France dans l'élection au moment de l'indépendance puis sur ses réélections avec pratiquement 100% des suffrages en 1965 et 1970) par un coup d'Etat militaire. Le nouveau régime, autoritaire, est marqué à la fois par un blocage des rouages politiques au profit des militaires et par une méfiance réciproque avec les Touaregs. Le président Diori Hamani avait laissé peu d'espace mais cependant une certaine représentation politique à des dignitaires touaregs qui avaient alors accédé au rang de ministre.

²⁹ Voir précisément sur ce sujet le livre d'Emmanuel Grégoire ainsi que : F. Guitart, *Commerce et transport à Agadez au début des années 1970*, in H. D'Almeida-Topor, C. Chanson-Jabeur, M. Lakroum (eds.) *Les transports en Afrique (XIXème et XXème siècle)*, Paris, L'Harmattan, pp. 247-258.

Le coup d'Etat de Kountché est concomitant d'une dispute politique avec la France au sujet de l'exploitation de l'uranium. On ne peut clairement affirmer que les services français ont été directement impliqués dans le renversement du gouvernement de Diori Hamani, mais la conjonction des événements laisse penser que la France n'était pas hostile à un changement de régime. La dispute reposait sur le prix de la redevance à payer pour l'exploitation de l'uranium dont les mines sont situées autour d'Arlit et d'Akokan, au Nord d'Agadez. La société d'exploitation, la SOMAIR (Société Minière de l'Aïr) avait été montée par des investissements français et venait de commencer l'extraction du minerai (en 1971). Hamani négociait à la hausse le prix d'achat de l'uranium lorsque Kountché l'a renversé.

Comme l'ensemble de la population du Niger, les Touaregs ont eu à souffrir des méthodes autoritaires du régime Kountché dont la police politique emprisonnait les opposants, mais ont profité d'une période de prospérité relative due à l'industrie (de l'uranium mais aussi du charbon qui permettait la production d'électricité localement, à Tchirozerine). Cependant, il faut souligner que cette exploitation de l'uranium, dont les mines sont situées sur des zones de pâturages traditionnelles, constitue l'un des points de griefs mis en avant par les rébellions successives, en 1990 et en 2007 et est resté un enjeu constant des politiques locales. La résistance de 1990 estime par exemple que le Nord du Niger et particulièrement les Touaregs n'ont pas tiré parti des possibilités d'emplois et plus largement, des possibilités de développement de la région alors qu'en sont issues les ressources minières.

La méfiance entretenue au cours des années de dictature de Kountché envers les Touaregs vient d'abord de l'intérêt stratégique de l'uranium qui fait du Niger, dès le début des années 1970, l'un des premiers producteurs mondiaux. Dans le contexte de la crise pétrolière mondiale, l'uranium, qui sert à l'élaboration de l'énergie nucléaire et permet des applications militaires, suscite un grand intérêt et devient une ressource stratégique de premier ordre. De ce fait, maintenir la stabilité autour des zones d'exploitation est vitale pour le régime de Kountché et son devenir économique; c'est pour cette raison que le général a nommé au poste de préfet d'Agadez l'un de ses amis, un militaire putschiste autoritaire, chargé avant tout d'assurer la sécurité de la région face aux convoitises diverses. Or, c'est au cours de cette période, pendant laquelle de nombreux Touaregs doivent s'exiler, l'instabilité est grande dans le Nord : entre 1976 et 1983, ont lieu trois

tentatives de coup d'Etat, impliquant des Touaregs³⁰. Le régime de Kountché y voit l'influence de la Libye devenue en quelques années un partenaire aussi indispensable qu'encombrant pour le Niger indépendant. La décennie 1970 initie un processus fondamental de relations croisées, conflictuelles et étroites, entre le Niger, les Touaregs et la Libye kadhafienne.

3-1-3 Rôles ambigus de la Libye

Un changement décisif se produit en effet à la fin des années 1960, qui détermine toujours le positionnement géopolitique du Niger moderne et ses relations avec les Touaregs : la prise de pouvoir de Muammar Kadhafi en Libye, le 1^{er} septembre 1969. Cette prise du pouvoir par un petit groupe de militaires devient rapidement un enjeu fondamental pour le Niger qui partage une frontière fragile avec ce remuant voisin. La Libye, dont la position en Afrique du Nord influence très directement les stratégies régionales sahariennes, se place en effet rapidement autour d'objectifs radicaux qui intéressent directement le Niger et en particulier sa population touarègue³¹. Kadhafi soutient une unification du Sahara qui s'appuierait sur les nomades, et encourage les mouvements de libération sur plusieurs niveaux : financement des groupes révolutionnaires, appareil intellectuel et méthodologique, logistique des armes et de la diffusion d'objectifs politiques, et surtout entraînement militaire. Ces interventions directes auprès des populations minoritaires éveillent un écho favorable auprès des Touaregs maliens et nigériens en exil en Afrique du Nord. La rencontre de cette main d'œuvre en rupture d'intégration dans ma vie politique nigérienne et des visées politiques du colonel libyen devient une menace directe pour le gouvernement nigérien.

On développera plus loin en détail les parcours des combattants rebelles en Libye et dans les camps d'entraînement des légions islamiques. On soulignera ici que les rapports entre la Libye nouvelle et le Niger sont empreints de méfiance et de soupçons d'interventionnisme. Quelques faits donnent raison au général Kountché dans sa dénonciation des agissements libyens. Le 15 mars 1976, une tentative de coup d'Etat manque de le renverser. Finalement, l'armée restée

³⁰ Le 15 mars 1976, puis en avril 1982 et enfin le 6 octobre 1983.

³¹ Pour comprendre les enjeux géostratégiques à l'œuvre autour de la Libye dans ces années charnières on consultera René Otaïek, *La politique africaine de la Libye. 1969-1985*, Paris, Karthala, 1986.

fidèle au général lui permet d'échapper au pire; la répression qui suit est particulièrement dure et conduit à l'exil certains des instigateurs du renversement. Neuf personnes, arrêtées et rapidement jugées, sont condamnées à mort et exécutées. Un Touareg influent d'Agadez, dont le parcours personnel est édifiant³², Liman Chaafi, parvient à fuir et s'exile, probablement en Libye. Kountché y voit une preuve de l'implication des services de Kadhafi. Il est difficile de conclure à un complot touareg mais il semble bien que certains Touaregs proches de la Libye aient profité d'une convergence temporaire d'intérêts avec la Libye pour jouer une carte personnelle leur ouvrant un accès au pouvoir.

La réaction du régime de Kountché entraîne un contrôle accru de l'armée sur la vie politique. Plusieurs incidents dans le Nord du pays accentuent encore cette crispation du gouvernement autoritaire vis-à-vis des Touaregs : en 1982, un commando de quinze hommes, dont treize Maliens, est arrêté près d'Arlit alors qu'il s'apprêtait à saboter les installations minières. On y voit encore, dans les cercles du pouvoir, la main de la Libye qui instrumentaliserait les Touaregs (Maliens et Nigériens) dans le but de fragiliser économiquement le régime. En 1983, peu de temps après, un Touareg nigérien, Kahmed Moussa, s'exile en Libye ; une rumeur persistante lui attribue le vol de documents militaires secrets qu'il aurait vendus au colonel Kadhafi. Le 6 octobre 1983, une nouvelle tentative de renversement du régime se solde par un échec. Le général Kountché décide d'apaiser les tensions en ouvrant son gouvernement à un Touareg de la région de Zinder, Hamid Algabid, qui devient son Premier Ministre. Cependant, cette politique d'ouverture ne se traduit pas par une meilleure intégration des jeunes Touaregs dans l'économie et dans la politique locale, et crée de nouveaux ressentiments au Nord où les populations se sentent délaissées. En mai 1985, des incidents opposent l'armée à de jeunes Touaregs à Tchintabaraden, symbolisant la rupture entre le pouvoir central et les nouvelles générations touarègues.

Ces incidents sont révélateurs de la difficile cohabitation entre deux régimes autoritaires qui souhaitent contrôler les territoires sahariens et les trafics commerciaux qui s'y déroulent. La présence d'uranium, mais aussi de pétrole, accentue cet intérêt stratégique et place au centre de ces enjeux les populations locales. De fait, les Touaregs seront dès lors soupçonnés de proximité

³² Liman Chaafi est en 2010 apparu comme un acteur important des négociations, au moment des prises d'otages d'Occidentaux par des ravisseurs affiliés à Al Qaida au Maghreb. Il y serait intervenu pour le compte du président burkinabé Blaise Compaoré.

idéologique avec le régime libyen au point que la rébellion sera dénoncée comme un instrument des politiques expansionnistes de Kadhafi.

La dimension panarabe et panislamique des discours du leader libyen renforce la défiance des régimes de l'Afrique subsaharienne qui le soupçonnent de vouloir les déstabiliser sur des bases racistes et impérialistes. S'y agrège la formation de la « Légion islamique » qui forme les combattants étrangers en Libye à la guerre contre les ennemis du régime. Nombre de jeunes Touaregs présents en Libye dans les années 1970 s'y sont enrôlés pour travailler et ont été envoyés sur les champs de bataille de la politique étrangère libyenne. On en retrouvera au Liban dans les années 1980, et surtout au Tchad, ce pays voisin du Niger sur lequel l'influence de la Libye s'exerce de la manière la plus forte. L'exemple tchadien est d'ailleurs significatif des ambiguïtés de la politique de la Libye dans la région. On y trouve les paramètres qui inquiètent le Niger et qui ont suscité plus tard une analyse de la rébellion nigérienne en termes d'instrumentalisation : contestation des frontières, armement de fronts rebelles, fourniture d'armes et de logistique, intervention armée directe (qui distingue ce champ de bataille du conflit au Nord du Niger), mais aussi négociations parallèles pour la paix qui laissent soudainement la rébellion sans soutien.

3-2 Construction d'une identité

Les décennies 1970 et 1980 qui précèdent immédiatement les années de rébellion ont représenté un tournant dans la construction de l'identité d'un groupe social touareg s'appuyant sur la jeune génération en exil. On reviendra dans la seconde partie de ce travail sur les socialisations particulières qui ont contribué à former les référents politiques constitutifs de la culture politique rebelle. Dans le cas présent, on évoquera quelques éléments de rupture et de cohésion qui ont influencé le cheminement politique de cette génération. Il faut donc définir ici l'un des termes fondamentaux de l'analyse politique des rébellions touarègues : les *Ishumars*. On insistera en revanche sur le fait qu'il faudra un retour plus long sur cette notion et surtout qu'il faudra en montrer la complexité et les limites. Ce terme désigne communément les Touaregs partis en Algérie et en Libye pour trouver du travail suite aux sécheresses et à leurs conséquences sur la

vie des nomades. Il vient du mot français « chômeur » parce qu'il s'applique en premier lieu à ceux qui viennent d'arriver dans la périphérie des villes et qui sont en quête de travail. Le terme *d'Ishumars* est devenu un symbole de la condition de cette génération née au moment de l'indépendance. Il a été ainsi repris et analysé par de nombreux auteurs, qui l'ont placé au centre de la rébellion des années 1990. On reviendra dans les propos qui suivent sur les principaux caractères qui apparaissent au sein de ce groupe social à cette période.

On soulignera en premier lieu la fraternisation nécessaire entre les candidats à l'exil. On sait que la scolarisation des Touaregs a été faible et que leurs perspectives économiques étaient bloquées à la fois par la crise du pastoralisme et par l'autoritarisme du régime nigérien. De ce fait, les jeunes de cette génération ont cherché des emplois peu qualifiés dans la périphérie des régions de développement des industries d'extraction en Algérie, puis en Libye. Ils y ont trouvé, en général, des emplois de bergers ou de gardiens de maison, plutôt que de manœuvres dans les usines. En Libye, ils se sont sentis relativement bien accueillis par un régime qui s'affichait bienveillant à leur égard. Dans le Sud de l'Algérie, ils ont retrouvé des groupes Touaregs avec lesquels ils entretiennent des relations culturelles naturelles. Cependant, dans ces deux pays les Touaregs nigériens ont rapidement formé de petits groupes à part. En Algérie, ils se sont sentis mis à l'écart par les politiques de sédentarisation et d'intégration mises en œuvre par le gouvernement. Ces politiques, qui visent les Touaregs d'Algérie, les ont rejetés dans la marge des villes et les ont confrontés à des modes de vie qui leur étaient étrangers. En Libye, ils ont eu du mal à progresser sur l'échelle économique et sont restés cantonnés à ces emplois de bergers qui leur apportaient à peine de quoi survivre. La socialisation de ces *Ishumars* s'est donc faite autour de leur condition économique et sociale d'exilés ; ils se sont ainsi rapprochés, par leur communauté de destin, des Touaregs maliens, qui se trouvaient dans la même situation.

Contrairement à ce que certains auteurs ont cru déceler, les *Ishumars* conservent aussi des liens réguliers avec leurs familles d'origines au Niger : Grégoire a montré que l'exil hors du pays dure majoritairement moins de trois ans, et très peu parmi les Touaregs du Niger s'installent définitivement en Algérie ou en Libye. Les effets de ces rapports constants avec la communauté d'origine sont multiples : d'une part, ils renforcent la différenciation par rapport aux Touaregs des pays d'exil et identifient les fédérations politiques touarègues de plus en plus en termes d'origines nationales (ils deviennent ainsi des *Kel Adagh du Mali*, des *Kel Gress du Niger*, des

Ifoghas de l'un ou de l'autre pays). D'autre part, ils investissent les *Ishumars* d'un rôle de pourvoyeur de ressources économiques difficile à mettre en œuvre du fait de la médiocrité des emplois et leur donne conscience de leur responsabilité vis-à-vis de la communauté. Ensuite, l'éloignement aplanit les hiérarchies sociales et les comportements qui sont confrontés à d'autres référents culturels (la culture arabe, la culture occidentale, l'accès aux drogues). Ces différents facteurs produisent peu à peu une identité déterminée par le groupe lui-même (qui en revendique les spécificités) et par l'extérieur (qui en stigmatise les faiblesses).

La formation d'une culture particulière est renforcée par l'allongement des durées de l'exil. Le glissement de ces exils temporaires en exils de longue durée s'effectue par l'intégration des *Ishumars* à la formation militaire en Lybie qui leur ouvre des perspectives économiques plus intéressantes et qui, parfois, correspond à des aspirations politiques naissantes. La socialisation spécifique s'effectue alors par le maniement des armes et la pratique du combat. Ceux qui rejoignent l'armée développent des pratiques très spécialisées du combat moderne et s'insèrent, volontairement ou non, dans les enjeux politiques internationaux comme le conflit israélo-palestinien. Ils partagent aussi des moments extrêmement durs au combat qui les rapprochent des Touaregs maliens confrontés aux mêmes situations et qui les éloignent des campements ; ils y développent aussi l'idée que la Libye ne peut représenter qu'une solution temporaire à leurs problèmes.

On peut aussi trouver dans ces années d'exil les prémices de la pensée de la *temoust* moderne, cette autre notion écrasante des analyses des rébellions touarègues. On a déjà évoqué ce terme et on y reviendra plus loin. Il est possible de penser que la confrontation des idées avec les autres Touaregs qui se considèrent victimes des indépendances, la nécessité de fournir aux familles restées au Niger les moyens de leur subsistance, l'impasse politique des régimes centraux et l'exemple révolutionnaire des discours politiques libyens ont participé à la construction de cette conscience moderne d'appartenance à une communauté élargie. Il est clair que la *temoust* telle qu'elle est développée par les discours rebelles est issue de cette génération des années 1970-1980, comme on le montrera ultérieurement.

Conclusion

Si l'avènement de la génération *Ishumars* est l'élément central de ces décennies, cela ne doit pas occulter la complexité des développements politiques qui touchent les Touaregs du Niger durant cette période. La politisation progressive qui alimente un militantisme rebelle touareg est le produit de nombreux facteurs dont l'appropriation historique par cette génération fonde l'idéologie.

Le désenchantement face à l'institution politique et au pouvoir centralisé, qui ne sont plus les moyens de la préservation des intérêts économiques et de la régulation politique traditionnelle chez les Touaregs, est brutal, au moment même de l'indépendance. Les profonds bouleversements économiques se traduisent alors, pour la première fois, en un renversement de perspective politique : l'évolution possible vient de l'extérieur, des hommes en exil, portée par une génération et ses savoirs nouveaux.

D'une manière générale, les décennies qui suivent l'indépendance inscrivent définitivement les fédérations touarègues dans un contexte plus large que l'horizon saharien des tribus. Dorénavant les relations réciproques avec d'influents voisins deviennent fondamentales dans les évolutions politiques touarègues, peut-être même plus importantes à première vue que les tensions internes à ces sociétés. Il faut tenir compte des politiques nationales et des intérêts stratégiques développés localement pour s'exprimer politiquement. Les cadres de cette expression ont donc changé radicalement et mènent à un questionnement de son champ d'action et de ses limites.

Le discours touareg rebelle sur ces années d'impasses politiques et sociales est un discours qui cherche à en déterminer la responsabilité qui est rejetée le plus souvent sur l'extérieur : la France, qui n'a pas tenu ses promesses d'autonomie entrevue plus tôt dans les rêves sahariens de certains hommes politiques et officiers ; le Niger indépendant et ses régimes d'autorité, dont les discours successifs marquent la différenciation fondamentale par apport aux Touaregs ainsi que sa filiation coupable avec la colonie ; les influents pays voisins enfin, dont les politiques vis-à-vis des Touaregs sont contradictoires et semblent hostiles (en Algérie et au Mali) ou au mieux intéressées (Libye).

La réponse politique à cette situation est élaborée progressivement sous la forme d'une lutte de libération et qui semble de plus en plus attractive pour une génération qui développe, dans ces lieux de socialisation clos liés à l'exil, une représentation de sa propre responsabilité. Il ne faut surtout pas déduire de l'influence libyenne dans cette formation une instrumentalisation mécanique des luttes touarègues : ces révoltes se déclinent en de multiples adaptations, régionales (entre Maliens et Nigériens), nationales (par pays respectifs) et locales (dans les luttes de pouvoir entre tribus et générations). On verra que ces adaptations sont enrichies par l'apport de nouveaux éléments, spécifiques au temps de la rébellion, qui participent à la construction d'une expression politique commune débordant largement le cadre des *Ishumars*.

Première partie : Conclusion générale

Le risque inhérent à un retour historique est de donner une valeur par trop performative à des événements datés, dont on exagèrerait rétrospectivement l'influence. Mon propos est avant tout de discerner des pistes de compréhension à plusieurs niveaux. Cette première partie a montré, je l'espère, les lignes de fractures et de recompositions d'une identité politique touarègue multiple mais traversée par de grandes tendances.

Il faut en effet voir dans ce recours à l'histoire plusieurs niveaux d'analyse. En premier lieu, il serait dommage de se passer d'une méthodologie sociohistorique, en argumentant qu'elle est trop déterministe. D'indéniables mouvements de fond ont affecté la société touarègue après les débuts de la colonisation et dont le poids sur ses choix politiques est essentiel. Cette influence a joué sur les recompositions démographiques, économiques, sociales, politiques et culturelles des Touaregs et a participé à la construction de leurs expressions politiques futures ; il serait vain de balayer tous ces aspects pour des questions idéologiques.

Au-delà de cette histoire événementielle décisive, cette partie a montré qu'il existe une valeur des représentations peut-être même plus importante que les événements observés. Ces représentations, on l'a vu, soulèvent la question essentielle de leurs sources parce que leur influence détermine les discours et les analyses modernes. Les références, résidant dans les témoignages de peu de personnages influents, finissent par acquérir une valeur que personne ne conteste plus malgré, parfois, d'évidentes faiblesses. Si les discours racistes ont du mal maintenant à franchir la barrière académique cela n'a pas toujours été le cas et ils ont épisodiquement imprégné les témoignages auxquels les chercheurs ont eu recours sans que cela n'émeuve au-delà d'un petit cercle de commentateurs. Il ne faut pas pour autant nier la valeur de ces discours, ne serait-ce que par leur capacité à influencer les perceptions de la « question touarègue ». Cette mention quelque peu ironique montre combien il est difficile de se défaire des cadres du débat et d'en déconstruire les prémices.

On a voulu souligner l'importance des enjeux de l'histoire dans les représentations qui ont suivi cette période, notamment au moment de la rébellion des années 1990. On a vu que ces représentations de soi et des autres sont portées par des traditions du discours, de la poésie et de

la pratique guerrière. Quelle que soit la valeur de légitimité que l'on pourra reconnaître aux reconstructions d'une mémoire forcément sélective, on lui accordera plusieurs facteurs d'influence : la reconstruction de la mémoire est une élaboration d'une conscience collective dont les marqueurs se diffusent dans toute la société et en deviennent des référents culturels. Se positionner sur ces questions est la seule façon de se faire entendre dans un débat fermé par les limites assignées par et à ces reconstructions. Il faut nécessairement commenter l'histoire et ses grands moments pour exister dans les débats sur la rébellion et sur la vie politique des Touaregs au Niger.

Dans la perspective inverse, on a noté que la construction d'une mémoire collective passe aussi par le prisme des référents culturels qui la précèdent : la valeur de l'action guerrière, la noblesse, les rapports politiques entre les groupements ont influencé grandement le contenu des discours, bien au-delà de la société touarègue et ont imprégné les commentaires des acteurs politiques et des chercheurs. Finalement, les grandes figures sont aussi des modèles et finissent par représenter des valeurs qu'elles ne portaient peut-être pas au départ. Tel est le destin reformulé de Kaocen, par ses héritiers autoproclamés comme par ses pourfendeurs. Dans l'autre sens, certains événements *a priori* décisifs deviennent relatifs dans la mémoire actuelle, comme l'échec de l'OCRS.

Enfin, on a vu le basculement vers une politique de la marge sous la pression des évolutions économiques et sociales multiples. Cette marge est devenue le lieu d'expression d'un groupe dont les valeurs, élaborées en exil, ont trouvé un aboutissement dans l'action armée. Il conviendra, dans la seconde partie de ce travail, d'en discuter plus avant la formation, les modalités d'ajustement, l'influence et les limites.

Deuxième partie : Les années 1990. Fabrication de la culture politique de rébellion

La rébellion des années 1990 occupe une place essentielle dans ce travail en ce qu'elle est au cœur de la production et des pratiques de la culture politique que je souhaite montrer. C'est avec elle que se sont trouvés catalysés nombre de facteurs dont les prémices ont été évoquées dans la première partie. C'est surtout autour de cette rébellion que les débats qui ont conduit aux formulations et aux reformulations des enjeux rebelles se sont développés et ont finalement favorisé la diffusion de la culture politique rebelle.

On verra émerger dans les prochaines pages la puissance performative des cultures politiques rebelles, qui prennent deux directions complémentaires : la première qui provient des combattants eux-mêmes, fait sens pour ce groupe et compose un ensemble de valeurs que les rebelles maîtrisent et utilisent ; la seconde est diffusée et retravaillée par le monde qui les entoure et interagit avec eux, apportant un développement spécifique et un constant renouvellement à ces cultures politiques.

Les combattants ont élaboré, au fil de leurs parcours individuels et de leurs pratiques collectives communes, un ensemble de référents qui produisent du sens pour leur groupe social. Ces pratiques ont été en partie analysées par les travaux sur les *Ishumars*, qui ont montré le passage d'une condition sociale subie à un mode de vie revendiqué glissant progressivement vers la production d'un sens politique. La référence à cette génération permet d'explicitier de nombreux changements sociaux qui ont eu lieu dans le monde touareg à partir des années 1960 et surtout 1970 et qui sont toujours à l'œuvre aujourd'hui. Certains auteurs¹ ont décrit les parcours de l'exil et les nouvelles pratiques sociales nées de ce groupe, l'assimilant parfois à une sorte d'avant-garde de la résistance nécessaire face à un ordre figé et sclérosant. Ces travaux souvent stimulants apportent une vision éclairante sur la culture qui s'est développée dans ses

¹ Par exemple Hawad : « Teshumara désigne un état d'esprit, un mode de vie, un courant idéologique, une vision politique qui se sont développés en marge de la société touarègue ». Je rejoins Hawad sur l'analyse de la *Teshumara* comme mode de vie, mais je pense qu'elle est davantage un lieu d'expression politique (une culture politique) qu'une idéologie formalisée. Hawad, *La Teshumara, antidote de l'Etat*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n°57, 1990, pp. 123-140, p. 123.

socialisations de la marge. Cependant, il me semble que ces œuvres n'épuisent pas la complexité de la rébellion touarègue. On montrera dans cette partie que le groupe des *Ishumars* a été exagérément assimilé à la rébellion alors que d'autres groupes, aux parcours bien différents, l'enrichissent de leurs propres visions et aspirations. On entend démontrer que la rébellion n'est pas seulement un dérivé des socialisations *Ishumars* mais qu'elle doit sa pérennité et ses renouvellements constants à la multiplicité des groupes qui l'ont rejointe.

Les combattants, par leurs aspirations, leurs affinités, leurs doutes, ont mis en œuvre les développements inattendus d'une rébellion qui a connu de nombreux virages et contradictions. Leur appropriation de la mémoire d'un passé plus lointain joue aussi un rôle essentiel dans la prégnance de la rébellion comme mode d'expression politique. C'est ici qu'entre en considération le rapport avec l'histoire des résistances et l'assimilation des références guerrières ; la rébellion des années 1990 a d'une certaine manière transcendé cette mémoire commune et l'a progressivement transformée et en culture et en action.

L'analyse des parcours des combattants doit être confrontée aux travaux sur les mobilisations qui recherchent la ou les raisons des guerres civiles. Dans les chapitres suivants on mettra en lumière les limites d'une approche trop systématiquement rationnelle : dans l'analyse politique de la rébellion, il faut savoir tenir compte également de ces accidents de l'histoire qui entraînent presque par inadvertance les acteurs vers d'autres objectifs que ceux qui semblaient fixés par le discours politique initial et leur intérêt personnel. Les plus belles logiques explicatives n'épuisent pas forcément l'objet de l'analyse, et il faut avant tout faire preuve d'humilité devant les capacités individuelles des rebelles à expliciter leurs propres parcours.

Cette partie laisse de ce fait une place essentielle aux parcours et aux mots des combattants. On y lira la diversité des raisons de la mobilisation ainsi que des points de vue parfois contradictoires quant aux objectifs à atteindre. En confrontant les faits connus et les évolutions structurelles aux récits individuels, on entend montrer les relations intimes entre les deux, qui créent un rapport à la rébellion allant bien au-delà de la satisfaction d'un simple intérêt individuel. On dégagera les motivations qui poussent des acteurs bien différents à rejoindre un même mouvement politique et rebelle, et à y demeurer, malgré des intérêts qui peuvent sembler opposés et des objectifs difficilement réalisables.

Le matériau issu de ces récits est d'une grande richesse. La multiplicité des approches, l'acuité des descriptions et la sincérité des témoignages donnent une idée de la diversité des compréhensions de la rébellion. La limite de cette approche se situe dans la trop grande importance que l'on pourrait accorder aux récits des combattants ; il est évidemment nécessaire de décrypter les mots et les discours pour comprendre le sens qui leur est donné par les combattants et de les analyser avec rigueur pour dépasser les apparences et les sympathies qu'ils suscitent.

Le premier chapitre explicitera cette relation intime entre la rébellion, ses pratiques, sa culture, et les combattants. On abordera alors la question des mobilisations sous l'angle des points de vue rebelles, depuis le discours politique élaboré des manifestes jusqu'aux récits des combattants de base. On mettra en œuvre une approche *par le bas* qui entend déceler les convergences et les grandes tendances de la mobilisation derrière les mots et les pratiques particulières. On tentera aussi de mettre en lumière les logiques de recrutement et des allégeances.

On essaiera de comprendre les logiques apparemment contradictoires qui poussent les combattants à utiliser des mots très durs pour parler de leurs « représentants » dont ils contestent toujours la légitimité politique alors qu'ils en acceptent la légitimité combattante. On verra également quel bilan ils tirent de leur rébellion. Des travaux récents ont posé la question des mobilisations au cours des conflits, en entrant au cœur de la capacité des mouvements insurgés à recruter et à pérenniser la présence des combattants². On verra comment la rébellion touarègue fait écho à ces recherches mais aussi comment elle les informe et les interroge.

Le deuxième chapitre sera spécifiquement centré sur les combattants : on tentera d'établir une sociologie de ces hommes en armes, en s'intéressant à leurs parcours individuels, à l'élaboration de leurs destins collectifs, à leurs divergences de point de vue et à ce qui les unit. Il s'agira de dépasser les limites imposées par la représentation parfois hégémonique des *Ishumars* et de comprendre les influences de chacun sur les combats, les négociations, les objectifs et l'après-guerre. On y verra que le noyau rebelle originel se présente comme un point de départ éclaté, une sorte de mini *big-bang* de la rébellion qui a rapidement généré des développements qui l'ont dépassé et transformé, et qu'il se poursuit dans un mouvement qui continue en temps de paix.

² Je pense en particulier à l'ouvrage majeur de Jeremy Weinstein, *Inside Rebellion. The politics of insurgent violence*. New York, Cambridge University Press, 2007.

Le troisième chapitre abordera les développements de la rébellion en pratiques : les pratiques des armes, les pratiques de la politique et les pratiques culturelles. On montrera le basculement progressif de l'illégitimité d'un groupe marginal vers la légitimité et la prescription culturelle et politique. Dans ce chapitre, on s'attachera à montrer que la différenciation entre temps de paix et temps de guerre est peu opérante pour comprendre les logiques rebelles. On ne cesse pas d'être rebelle à l'instant où les accords de paix sont signés. Au contraire, c'est dans la fluidité des statuts et la diversité des identités, dont la rébellion est souvent la plus marquante, que se développent les cultures politiques. Enfin, ce chapitre parlera de la diffusion des cultures politiques rebelles : comment la rébellion est parfois devenue un label de légitimité, et bien au-delà une culture dont les expressions ont une importance capitale pour l'extérieur de la société touarègue. On verra la place des symboliques rebelles et les modes d'expression privilégiés par des acteurs issus de cercles non combattants.

Chapitre IV : Changer le monde ?

Le 7 mai 1990, des incidents ont mis aux prises de jeunes Touaregs aux forces de l'ordre de la localité de Tchintabaraden, au Sud-Ouest d'Agadez. Deux versions des événements circulent : la première rapporte que les jeunes souhaitaient libérer de prison des camarades emprisonnés et que la négociation de leur libération a mal tourné, entraînant la mort d'un policier. La seconde explique que les jeunes Touaregs voulaient récupérer des vivres qui leur étaient destinés, gardés par des policiers qui refusaient d'accéder à leur demande.

Ces événements sont communément considérés comme le catalyseur de la rébellion qui a embrasé l'Aïr jusqu'à la fin des années 1990 : communément, c'est-à-dire dans les propos des commentateurs de la rébellion et dans la mémoire collective de la diaspora et des combattants. Il n'existe pratiquement aucun article, aucune analyse de la rébellion qui ne fasse pas référence à cet événement traumatique. La Conférence Nationale de 1991, mise en place par le successeur de Seyni Kountché, Ali Seibou, se donnait pour but d'examiner lucidement les exactions et dysfonctionnements du régime précédent : les débats qui ont eu lieu ont accordé une place considérable aux événements de Tchintabaraden, qui sont devenus le symbole d'une répression aveugle, voire le début d'un ethnocide, selon la diaspora touarègue en France. On y a cherché les causes de la rébellion. Indéniablement la réalité des faits est très dure : plusieurs centaines de Touaregs ont été tués, arrêtés ou torturés dans les semaines qui ont suivi l'affrontement car l'intervention de l'armée s'est portée contre la population civile, qui a payé un prix élevé à la répression.

On sait pourtant que la rébellion était en gestation dans les rangs des exilés de Libye, dont certains avaient dès 1976 participé à une tentative de coup d'Etat contre Seyni Kountché ; des soupçons portent aussi sur la préméditation de l'action par des groupes armés à Tchintabaraden. La rébellion a ensuite duré, avec une intensité variable, jusqu'en 1998. Au cours de cette période, le premier noyau de combattants a été rejoint par plusieurs vagues de rebelles, dont le recrutement s'est échelonné entre les années 1980 et le milieu des années 1990. Par la suite, des soubresauts de violence ont retenu l'attention des observateurs qui y ont vu le possible retour d'une violence organisée autour de revendications politiques.

Au contraire de ce qu'en a retenu la mémoire collective de la rébellion, la mobilisation des combattants n'a pas une origine unique. La relation entre les événements de Tchintabaraden et les prémices révolutionnaires venues de Libye, et enfin la durée du conflit, tout cela tient dans l'agrégation de strates de combattants qui ont trouvé, avec leurs propres références, des raisons de rejoindre la lutte armée.

De quelle manière s'est opéré le basculement de plusieurs générations vers l'action armée contre un Etat ? Quelles sont les raisons qui ont entraîné des hommes aux parcours si différents à se regrouper dans les montagnes de l'Aïr, avec un matériel réduit et des perspectives politiques faibles, pendant plusieurs années, loin de leurs familles et au détriment parfois d'un avenir ouvert ? Cette question des mobilisations sera traitée grâce par le biais des entretiens et appréciée par une approche qualitative.

La recherche sur les conflits a produit des travaux récents¹ qui ont posé les bases d'analyse des mobilisations en temps de guerre civile et dans les mouvements insurrectionnels. On peut en retenir rapidement quelques pistes. La première, inspirée de la science économique et diffusée par les institutions internationales du développement tend à faire des guerres civiles des guerres pour et par des motivations économiques. Ce modèle, influencé des travaux de Paul Collier², puis ceux de Collier avec Anke Hoeffler³, est sans doute le cadre d'analyse qui a rencontré le plus d'écho dans l'étude des conflits africains. Il soutient que les guerres civiles sont le produit de « *greed and grievance* »⁴ et que la capacité de financement des mouvements rebelles

¹ La recherche des causes des guerres civiles occupe une part prépondérante de ces travaux parmi lesquels nombreux sont ceux qui sont fondés sur le principe du choix rationnel ; d'autres plus récents s'intéressent aux mouvements rebelles et aux formes de la violence. On citera rapidement quelques auteurs dont on trouvera en bibliographie la référence des travaux : Collier et Sambanis (2005), Berdal et Malone (2000), Murshed (2010), Kalivas (2006), et quelques auteurs dont je me sens plus proche : Clapham (1998), Richards (2005), Abbink (2005), Boas (2007) et Wood (2003).

² Paul Collier, *Rebellion as a Quasi-Criminal Activity*, Journal of Conflict Resolution, vol. 44, n°6, 2000, pp. 839-953.

³ Paul Collier et Anke Hoeffler, *Greed and Grievance in Civil War*, Policy Research Working Paper Series n°2355, The World Bank, 2000.

⁴ « Avidité et griefs », c'est-à-dire d'un côté les capacités de financements des rébellions, tels le pillage et la vente des ressources naturelles (« *primary exports* ») en particulier, mais aussi la contrebande ou le parrainage par une diaspora puissante et riche ; de l'autre, la privation de droits politiques, les inégalités économiques et les divisions ethniques et religieuses. Collier et Hoeffler concluent que l'« avidité » est un facteur de déclenchement et de pérennisation des guerres civiles bien plus important que les « griefs » (en particulier ethniques et religieux). Cette approche a été suivie et critiquée, notamment par les chercheurs qui lui reprochent de porter une attention excessive à un facteur économique surdéterminant, au détriment des contextes historiques et politiques pluriels.

(« *greed* »), est le facteur décisif du risque de conflit. David Laitin et James Fearon⁵ ont prolongé ce travail en montrant le rôle essentiel joué par les ressources naturelles, notamment le pétrole, dans la capacité des guerres civiles à se produire et à se prolonger⁶. Ces travaux trouvent leur limite (sans doute contenue dans leur approche quantitative des conflits) dans l'accumulation de données macroéconomiques qui tiennent peu compte des particularités régionales et locales ; cette réification de la guerre se montre incapable de traiter des mécanismes et des processus des mouvements rebelles, lesquels nécessitent de considérer toute les formes de recours à la violence, en temps de guerre et en périodes de post-conflits. Des travaux plus récents ont déplacé le curseur vers l'analyse des logiques de la violence. Jeremy Weinstein⁷ s'est intéressé aux dynamiques internes des mouvements rebelles en comparant les degrés de la violence mise en œuvre dans plusieurs cas de guerres civiles. L'auteur y montre une corrélation entre ressources disponibles, types d'organisation rebelle, *incentives*⁸ et violence⁹. Quant à Stathis Kalyvas, il a proposé une œuvre remarquable sur les logiques de la violence, qui cherche la source des mécanismes de violence à l'œuvre dans les guerres civiles dans les dynamiques de conflits et d'alliances entre le centre et les périphéries¹⁰. Enfin, d'autres travaux, fondés sur des approches qualitatives, ont pénétré au cœur des mouvements rebelles et explicité les logiques des allégeances guerrières en montrant les articulations entre de multiples facteurs (cultures, dynamiques locales, socialisations spécifiques des rebelles), parfois engagés sur un temps long. Sur la mobilisation dans les mouvements de guérilla en Afrique, on citera également Morten Boas¹¹ et Elisabeth Wood. L'ouvrage de Wood¹² traite des capacités de renouvellement des

⁵ James Fearon et David Laitin, *Ethnicity, Insurgency and Civil War*, *American Political Science Review*, n°97, 2003, pp. 75-90, et James Fearon, *Primary Commodity Exports and Civil War*. *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n° 4, 2005, pp. 483-507

⁶ Ils ont aussi contribué à minimiser le poids du facteur de la division ethnique dans le déclenchement des guerres civiles.

⁷ Jeremy M. Weinstein, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, New York, Cambridge University Press, 2006. Weinstein se fonde sur une théorie du choix rationnel des combattants pour distinguer deux grands types d'organisations : celles (peu de gain potentiel, peu de risques) dont les combattants se comportent en « consommateurs » et celles (implication idéologique supérieure, risques élevés) dont les membres sont des « investisseurs ».

⁸ « Avantages », « incitations », c'est-à-dire tout type de motivation matérielle que les mouvements insurgés proposent à leurs combattants potentiels.

⁹ En quelques mots on peut résumer cette corrélation comme suit : plus les ressources économiques (naturelles ou sponsorisées) sont accessibles aux mouvements rebelles, plus le recours à la violence (et l'intensité de la violence) augmente.

¹⁰ Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2006.

¹¹ Morten Boas, *African Guerillas, Raging Against the Machine*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2007.

¹² Elisabeth Wood, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, New York, Cambridge University Press, 2003.

engagements militants au sein des fronts révolutionnaires salvadoriens. Son approche au plus près des combattants nous éclaire sur les dynamiques des formes de mobilisation et montre le passage d'une résistance non violente à l'action armée perçue comme un recours indispensable face aux discriminations et à la violence d'Etat.

La question des mobilisations est en revanche partiellement occultée par les travaux sur les rébellions touarègues. Lorsqu'il s'agit des fronts rebelles du Niger, les mobilisations semblent aller de soi. Il est rare qu'on ait cherché à les analyser au-delà des arguments répétés par les directions des fronts rebelles et leurs soutiens dans la diaspora. La plupart des auteurs a commenté ces raisons des mobilisations en évaluant le poids historique : peut-on trouver, dans les faiblesses structurelles de l'Etat, dans les conditions de vie et dans la place relative d'une communauté au sein du destin national d'un pays, les raisons d'une rébellion? On voudra dépasser ce questionnement pour resituer les combattants et leurs allégeances dans un schéma plus complexe qui laissera la place aux dynamiques internes des mouvements, sans avoir à se limiter à l'analyse des conditions préalables aux mobilisations.

Ce chapitre va s'appuyer sur la confrontation entre les faits connus de la rébellion qui a embrasé le Nord du Niger entre 1990 et 1998 et les récits des combattants. Il ne s'agit pas d'y déceler les limites de la mémoire ou les erreurs manifestes de chacun ; mon propos n'est pas de délégitimer les actions et les pensées des combattants qui se sont prêtés à l'exercice de l'entretien. Mais on tentera une mise en perspective pour éclairer les questions suivantes : celle des idéaux, des aspirations individuelles, des intérêts, du dépassement de soi et de l'appropriation personnelle d'une aventure commune.

On articulera l'analyse autour de trois moments :

- Le récit commenté d'un combattant des premiers jours, qui évoque un parcours exemplaire des itinéraires individuels entre dénuement et rébellion. Ce récit illustre les enjeux qui traversent la société touarègue de la fin des années 1970 jusqu'au déclenchement de la rébellion, ainsi que les processus d'adhésion qui conduisent un jeune berger sans éducation à se reconnaître dans un combat armé contre le gouvernement du Niger. On en analysera les logiques et les dynamiques qui relient ce nomade à un destin collectif rebelle.

- Les raisons invoquées pour justifier la mobilisation, en comparant deux types de discours : celui de la représentation officielle de la rébellion lorsqu'elle cherche à légitimer son combat et à appuyer ses revendications en vue d'accords de paix d'une part, et celui des combattants de base qui répondent, dans le cadre d'entretiens individuels, à la question de leur engagement. On essaiera de dégager les lignes de force des dynamiques de mobilisation au sein de la rébellion touarègue, depuis les années 1980 jusqu'aux derniers développements du conflit.
- Enfin, on se penchera sur les divisions de la rébellion, divisions formelles et institutionnelles en fronts, en les confrontant à la parole des combattants de base pour en déterminer les logiques.

1- « *Nous étions quinze dans les montagnes* » : formation des premiers rebelles, récits des débuts

L'histoire du déroulement de la rébellion des années 1990 est bien connue ; elle a été racontée en détails dans des ouvrages synthétiques¹ auxquels on se référera pour connaître les étapes particulières des combats et des négociations de paix. On privilégiera ici un dialogue entre les récits des combattants et certains faits saillants de la rébellion pour montrer les efforts d'appropriation de la rébellion par ses acteurs.

1-1 Itinéraire d'un combattant

Dans cette partie on examinera la biographie d'un combattant dont le parcours illustre les premiers temps de la mobilisation, en Libye. Cette biographie dénote la fragilité du processus de décision de l'engagement et évoque le degré de politisation d'un combattant de base. On ne prétendra pas que ce cas résume à lui seul les paradigmes de la mobilisation rebelle touarègue, mais il donne un exemple significatif de cheminement, en ce sens qu'il alterne des passages appartenant à la mémoire commune (et que le combattant fait siens) et des exemples personnels. On mettra en miroir le récit personnel et les événements qui s'éclairent réciproquement et donnent une perspective particulière au destin d'un rebelle.

Biographie commentée d'Ahamada Mattali².

Ahamada Mattali était berger, nomade de la région de Tidene. Il appartient au groupe des Ifoghas, dont les ramifications familiales s'étendent entre le Mali et le Niger. Enfant, il s'occupait des chèvres et n'a pas été scolarisé. Il est né à la fin

¹ Dont on trouvera les références dans la bibliographie en fin d'ouvrage.

² Ce récit biographique est tiré de plusieurs entretiens avec Ahamada Mattali au cours de l'hiver 2006 à Agadez et de contacts suivis en 2007 et 2008.

des années 1960 dans une famille pauvre. La mort de sa mère alors qu'il était enfant l'a poussé à quitter le campement pour rejoindre une partie de sa famille à Agadez, mais il n'y a pas été pris en charge et a dû vivre dans la rue de mendicité pour subvenir à ses besoins.

Ahamada ne se situe pas lui-même dans le système hiérarchisé des Touaregs nigériens ; comme il s'occupait des chèvres, on peut supposer qu'il est issu d'une tribu *imghad*, sans doute d'un petit campement victime des sécheresses à répétition qui ont détruit les troupeaux et rendu sa présence inutile. Il n'a pas voulu préciser le lieu de nomadisation des troupeaux ni indiquer le nom et l'origine de ses parents. Ahamada se décrit comme un « *clochard* » à la mort de sa mère, quittant le campement à pied puis essayant de survivre dans les rues d'Agadez. Son parcours initial montre la fragilité de l'économie pastorale, dépendante des conditions climatiques, et illustre l'absence de perspectives d'emploi pour un jeune non scolarisé.

Cherchant à quitter Agadez, Ahamada a rencontré une caravane qui remontait vers l'Algérie et l'a rejointe, voyageant à pied auprès des chameaux de trait jusqu'à Tamanrasset. Là, il a rencontré d'autres jeunes Touaregs venus chercher du travail dans les exploitations de minerais algériens, venus du Mali et du Niger.

Le départ pour l'Algérie est un passage pratiquement obligé dans le parcours du migrant touareg à la fin des années 1970. Avant cette période, de nombreux Touaregs du Niger ont émigré vers les pays côtiers, notamment la Côte d'Ivoire et le Nigéria dans lesquels ils ont formé une diaspora dense. Cette diaspora est souvent ignorée car elle n'a pas produit de représentations politiques fortes et ne s'est pas fait entendre au moment des rébellions. Dans les années 1960, les Touaregs des pays côtiers étaient pourtant plus nombreux et connaissaient une réussite économique plus importante que les Touaregs émigrés en Afrique du Nord.

En direction du Nord, les caravanes continuaient à pratiquer le commerce avec les pays arabes, en restant en lisière des villes proches du désert. Tamanrasset était depuis l'indépendance de l'Algérie un lieu attractif pour les Touaregs du Sahara malien et nigérien : ils y trouvaient des

emplois, un mode de vie relativement familial et des Touaregs, Algériens ou immigrés comme eux. On notera qu'à l'inverse de nombreux récits initiatiques *ishumars*, celui d'Ahamada n'exprime ni romantisme ni cheminement conscient ; il insiste au contraire tout au long de son récit sur les accidents de parcours, l'ignorance et l'isolement qui l'ont conduit à faire des choix.

C'est avec des Touaregs de Tchintabaraden au Niger et par l'intermédiaire de Touaregs venant du Mali qu'il a pris connaissance des prémices des résistances touarègues, encore en gestation à ce moment-là, au tout début des années 1980. Ces Touaregs lui expliquent la mobilisation : « On va redescendre, il y a quelque chose qu'on appelle la rébellion, on a des problèmes dans notre pays, dans tout le pays touareg, au Niger, au Mali, il y a des problèmes. Il y a des Touaregs qui sont déçus, alors il faut qu'on se batte pour ça. »

Ahamada prend alors la décision de partir en Libye ; il ne précise pas la raison de ce choix, semblant considérer que le sens de cette décision va de soi. Son explication des raisons politiques de la rébellion peut sembler *a minima*, mais elle correspond bien à de nombreux récits que m'ont rapportés des combattants de base. La « déception » qu'il évoque fait sans doute écho à l'échec de la rébellion Kel Adagh de 1961-1964 au Mali et aux tentatives avortées de renverser le gouvernement de Seyni Kountché au Niger. Plus généralement, il s'agit aussi de la perception d'un manque de droits et de reconnaissance pour les Touaregs, comme on le verra plus loin.

Ahamada et ses camarades voyagent alors en voiture jusqu'à Djanet, puis de Djanet à pied pendant trois jours jusqu'à Ghat, en Libye. Ils s'y engagent dans l'armée, après avoir rencontré des recruteurs qui les sollicitent.

La traversée de la frontière libyenne à pied est aussi une constante des récits d'immigration. Les réseaux touaregs facilitent les franchissements et permettent de suivre des pistes détournées pour éviter la police. A Ghat, une forte communauté touarègue accueille les nouveaux migrants. Au début des années 1980, où Ahamada situe son récit, le colonel Kadhafi mène une politique

ambivalente vis-à-vis des Touaregs. En 1980, il a prononcé un discours appelant au rassemblement des communautés nomades sahariennes, sous l'égide libyenne, pour, à terme, former un Etat unifié ; cet appel a connu un écho certain auprès des gouvernements de la région qui y ont vu une entreprise délibérée de déstabilisation et une menace directe de leurs intérêts territoriaux. De nombreux Touaregs ont choisi de s'exiler en Libye et de se former militairement à ce moment-là. La Libye avait aussi permis à certains des « putschistes » du Niger de 1976 de se réfugier à Tripoli. Cependant, dès 1981 le colonel Kadhafi est revenu sur les principes d'un Etat touareg en construction pour s'appuyer sur les entités nationales (Mali et Niger). Les témoignages des migrants touaregs, travailleurs et militaires engagés, évoquent aussi une discrimination certaine et un recrutement autoritaire dans les rangs des forces spéciales.

Ahamada s'engage immédiatement dans la Légion Islamique où il est « initié » à la rébellion. Dans son récit, la rébellion est assimilée à la lutte générale menée par la Libye au Proche-Orient et en Afrique : lorsque je lui demande si la rébellion y était déjà évoquée, en 1982, il répond : *« Oui, il y a déjà des gens qui sont partis en Israël, pour faire la guerre contre Israël. »*

Le récit continue sur la formation militaire et la sensibilisation à la rébellion. Il faut souligner qu'Ahamada est très jeune, il est encore adolescent :

« On m'a dit : « Voilà, tu as laissé ta sœur, tu as laissé tes parents, tu es venu pour quoi ? ». J'ai dit : « Pour travailler ». En fait, moi, je suis parti pour travailler, pour acheter un chameau, pour faire un tam tam, je suis pas parti pour faire la rébellion. Et c'est eux qui m'ont dit : « Voilà, au Niger on a des problèmes. On a l'uranium, on a des biens chez nous ». On m'explique. Donc j'ai fait un an entier, on m'explique ce que c'est la rébellion. C'était comme à l'école, on m'explique ce que ça veut dire. Après, j'étais dans le problème des armes. »

Pour beaucoup de migrants, l'attrait principal de l'exil en Libye est la possibilité de trouver un emploi. Dans les années 1980, la rébellion touarègue est essentiellement dans une phase de développement intellectuel qui s'enrichit des mouvements de libération africains soutenus par la Libye. Il n'est pas étonnant qu'Ahamada n'ait pas fait de l'entraînement militaire le but de son

voyage ; la rébellion ne recrutera que plusieurs années après les nomades du Nord du Niger sur la base de mobilisations idéologiques. A ce moment-là, au cours des années 1990, l'organisation militaire des fronts rebelles est suffisante sur le terrain nigérien pour former ses propres combattants sans passer par la Libye.

Le glissement de la condition d'exilé économique vers celle de combattant de la cause touarègue est progressif. On remarquera cependant que les cadres touaregs sont présents sur le terrain et assurent l'éducation politique des futurs combattants. Les leaders politiques installés à Tripoli diffusent leurs idées par l'intermédiaire d'une station de radio mise à disposition par le régime libyen. Aucun témoignage ne m'a rapporté de forme de propagande politique libyenne directe auprès des combattants touaregs. Au contraire, de nombreux combattants formés militairement en Libye ont insisté sur le fait que leur éveil aux idées rebelles s'est fait sous l'égide de cadres touaregs.

La Libye est pourtant, pour ces combattants originels, généralement considérée comme un allié, aux idées politiques proches. On peut imaginer que la base de la collaboration entre les Touaregs (en y incluant les Maliens) et le régime libyen consiste en une instrumentalisation réciproque. La plupart des combattants de la première heure a connu la guerre au Tchad. Certains ont combattu au Liban. Leur motivation était double : bénéficier d'un emploi et accéder à une formation militaire réutilisable pour leurs propres intérêts. Cette dernière motivation était portée par une minorité active qui a participé à la formation des nouveaux arrivants. Le début des années 1980 voit coexister une minorité de cadres idéologiques réfugiés en Libye et plusieurs vagues d'immigrés jeunes non politisés qui n'ont pas partagé la lutte des premiers contre le régime de Kountché et ne sont venus à la rébellion que plus tard, encadrés par la formation militaire libyenne.

Une donnée essentielle de ces années de formation est le très faible nombre de combattants Touaregs qui la compose. Les chiffres sont impossibles à obtenir. Il n'existe pas de registre accessible de la Légion Islamique et le statut de combattant rebelle a été instrumentalisé après les accords de paix au point qu'il ne permette pas un décompte objectif des effectifs réels. On peut sans doute estimer le nombre de Touaregs nigériens en formation militaire en Libye et capables

de rejoindre immédiatement un mouvement armé, à la veille de la rébellion, entre 100 et 300 suivant les témoignages³.

On sait de plus, d'après les témoignages que j'ai recueillis, qu'un très petit nombre de rebelles a fait le premier déplacement dans l'Aïr dès 1990-1991. Les premiers combattants qui ont rejoint les montagnes de l'Aïr dans le but de mener une rébellion contre le gouvernement du Niger étaient en effet très peu nombreux. Leur équipement, volé à l'armée libyenne, se limitait à quelques fusils d'assaut de type Kalachnikov et à quelques véhicules légers tout terrain, des *pick-up* portant des mitrailleuses. Pendant plusieurs mois, ils n'ont pas combattu. Ils attendaient un soutien logistique et des renforts de combattants de Libye, recrutés par les mêmes circuits dans les rangs de la Légion Islamique.

Ahamada raconte ainsi sa propre expérience des premières semaines de clandestinité au Niger :

« Au début, quand on a commencé, on était quinze.

Après, il y a des gens de la brousse, qui sont des bergers, qui sont des nomades, qui ont leurs chèvres, qui passent donner les chèvres, qui viennent eux-mêmes...

Un mois, on était 150 personnes, deux mois on était 300, un an après on était 1500.»

Ces chiffres de départ sont à relativiser car ils illustrent une progression rapide et ne sont pas représentatifs d'une réalité exacte. Ils donnent cependant une idée de l'évolution des effectifs. Ils m'ont semblé plus symboliques que réalistes⁴. Cependant ils concordent vers un point essentiel à

³ D'après le témoignage d'Ahmed Hanjerou, ex-combattant du Front de Libération Temoust (FLT), entré clandestinement au Niger en 1990 depuis la Libye et parmi les premiers rebelles de l'Aïr, les premiers participants aux combats contre l'armée nigérienne, à la fin de l'année 1990, étaient organisés en trois classes de combattants comprenant un total de 147 soldats. Ils ont été plus tard, début 1992, rejoints par des renforts venus de Libye, qu'il estime à 600 ou 700 combattants. On ne peut avec certitude affirmer que ces nouveaux combattants étaient présents en Libye avant le déclenchement de la rébellion. Ce dernier chiffre (de 600 à 700) correspond certainement à l'agrégation de Touaregs exilés en Libye et de soldats venus du Niger après 1990 pour se former à la guerre en cours. Les chiffres exacts sont impossibles à obtenir. On ne confondra pas les estimations données ici avec les effectifs présumés de Touaregs du Mali et du Niger passés dans les rangs de la formation militaire libyenne ; ces estimations d'effectifs sont elles aussi à manier avec précaution. Certaines sources parlent de 1.200 Touaregs, d'autres de 1.500, d'autres enfin de 5.000.

⁴ Je souhaite manier ces chiffres avec précaution et ne pas les repousser par principe. Le chiffre des tout premiers combattants est plausible et m'a été pratiquement confirmé par deux autres combattants (qui parlent de dix-sept),

la compréhension des mécanismes de recrutement de la rébellion : on a souvent raconté la rébellion comme un mouvement prémédité et organisé par la Libye, ou tout au moins bénéficiant d'un soutien décisif, notamment en termes d'idéologie et de matériels, du régime du colonel Kadhafi. D'un autre côté, on a parlé d'une rébellion spontanée en réaction aux événements de Tchintabaraden.

La réalité se situe entre ces deux versions: les premiers rebelles ont déserté l'armée libyenne, ils ont refusé ses combats, ils ont organisé leur propre mouvement à partir de leurs motivations spécifiques. Ils ont été formés par des cadres touaregs nigériens qui avaient développé des réseaux dans le Sahara et le Sahel depuis plusieurs années et qui espéraient pouvoir mener un combat contre leur gouvernement. Ces premiers combattants ont été rejoints, une fois dans l'Aïr, par plusieurs vagues successives de recrues qui venaient non pas de Libye mais du Niger et qui n'avaient ni leur formation militaire ni leurs bases idéologiques. Ces nouveaux venus ont rapidement été majoritaires et ont changé les objectifs initiaux ainsi que les structures du mouvement rebelle et ses méthodes.

1-2 Incertitudes et accidents, les débuts troublés de la rébellion

On a montré que les prémices de la rébellion ont grandi dans le cadre des réfugiés politiques en Libye au cours des années 1980. Pendant ces années de formation, de nombreuses tensions se font jour entre les Touaregs qui ont rejoint l'armée libyenne et les objectifs qu'ils décèlent dans la politique du colonel Kadhafi. Se sentant de moins en moins solidaires des combats que la Libye mène contre l'extérieur, ces Touaregs désertent et entrent dans la clandestinité ; ils se déplacent en Algérie, restent en Libye pour travailler sans autorisation, retournent parfois au Niger avec lequel ils avaient gardé des liens réguliers. Il faut comprendre que leurs parcours sont loin d'être linéaires. Il n'est pas question de plan établi, de mouvement de masse ni de

N.A. et H. M., dans un entretien à Tchirozerine avec un traducteur en *tamasheq* : « *Quand on est rentré, on était dix-sept. Ceux qui avaient des armes. Mais c'est un seul groupe de rébellion, c'est pas tel front ou tel front. (...) Lorsqu'on est venu au Niger au nombre de 17, l'information a circulé, ils sont tous rentrés (venus nous rejoindre, NdA). Après un mois, deux mois, ils sont tous rentrés* ».

collaborations de longue haleine avec des Etats protecteurs. La constante politique de ces années est certainement une capacité d'adaptation remarquable aux contextes fluctuants et aux objectifs divergents des pays de la région concernés par le devenir des Touaregs (en particulier l'Algérie et la Libye qui sont en concurrence dans leurs politiques de soutien et d'instrumentalisation des mouvements rebelles). Les futurs combattants se trouvent donc dans des situations d'« entre-deux » complexes et parfois étonnantes: ils travaillent quelques mois dans un pays ou un autre, traversent facilement les frontières, participent à des expéditions au Niger et au Mali. De même, ils désertent puis réintègrent les casernes au gré de leurs besoins. En réalité, les frontières de tout ordre sont éminemment poreuses aux mouvements clandestins de ces Touaregs. Dans ce contexte, certains hommes en armes mènent des actions ponctuelles dans leur pays d'origine. Au Mali comme au Niger, plusieurs affrontements armés se déroulent dans le Nord sans qu'ils soient encore définis comme des rébellions. En 1985, déjà à Tchintabaraden, un affrontement armé avait ainsi opposé forces de l'ordre et jeunes *Ishumars*.

Dans le même temps, de nombreux Touaregs des départements du Nord ont quitté le Niger pour des raisons non politiques : plusieurs milliers de réfugiés se sont retrouvés dans des camps en Algérie à la suite de la sécheresse, à partir de 1984. Par ailleurs, le Niger était alors dans une situation politique transitoire et troublée⁵. C'est donc dans le contexte d'un pays au gouvernement fragilisé qu'éclatent les incidents de Tchintabaraden en mai 1990.

Les confrontations entre *Ishumars* et police expriment en elles-mêmes des tensions régionales accrues, mais auraient pu demeurer pratiquement inaperçues si la répression n'avait pas pris la forme d'exactions contre les civils, incluant des arrestations et des actes de torture⁶. Le bilan est

⁵ Seyni Kountché meurt en 1987; il laisse le pouvoir au colonel Ali Seibou, président du Conseil Militaire Suprême. Devenu Chef de l'Etat, Ali Seibou crée en 1988 un parti unique, le Mouvement National pour la Société de Développement (MNSD). Il fait adopter par referendum une nouvelle Constitution, en 1989, et devient Président de la République le 10 décembre 1989. De nombreuses manifestations s'opposent à cette prise forcée du pouvoir, menées par les étudiants et les syndicats. La grève générale débouche finalement sur l'instauration du multipartisme, le 15 novembre 1990, et la promesse de tenir une Conférence Nationale. Les Touaregs rebelles seront par la suite accusés d'avoir mené leurs actions au mauvais moment, pendant la transition vers la démocratie.

⁶ Les incidents se situent dans un contexte de tensions liées au financement des aides promises aux réfugiés récemment rapatriés d'Algérie et de Libye. Dès octobre 1990 Amnesty International fait état d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires, et cite le chiffre de 500 civils Touaregs emprisonnés à partir d'avril 1990 pour la seule région de Tahoua. Voir les rapports de cette organisation, dont : Amnesty International, *Further information on UA 227/90 (AFR 43/02/90, 1 June) and follow-up AFR 43/03/90 (2 July) - Torture/Extrajudicial*

très lourd d'après les sources touarègues qui évoquent 31 morts au cours de la seule attaque, ainsi que des centaines d'arrestations arbitraires⁷. Dans le contexte de la transition, la Conférence Nationale ouvrira une porte aux débats sur les responsabilités de l'armée. La Conférence reconnaîtra officiellement 69 morts, dont 19 combattants exécutés et « 50 morts par tortures, représailles ou à la suite des exactions »⁸, mais les résultats des procès seront contestés ainsi que l'impartialité des débats⁹. Les Touaregs qui assistent alors aux débats et se présentent comme les porte-parole d'un mouvement de rébellion en sortent frustrés et créent un front qui prend le maquis, le Front de Libération de l'Aïr et de l'Azaouar (FLAA), premier front officiel de la rébellion qui comptera par la suite de nombreuses et complexes divisions.

Le tableau politique de cette période est étonnant. On peut tenter de le dresser en quatre parties qui s'alimentent et sont en interaction:

- On trouve dans les montagnes de l'Aïr des combattants arrivés de Libye en 1990, envisageant une rébellion depuis quelques temps, mal équipés, et qui comptent sur un soutien de leur base. Ces combattants se renforcent en hommes mais ne mènent pas d'actions armées au-delà de quelques coups très localisés.

- Le Président de la République Ali Seibou se rend en Libye et en Algérie pour rapatrier les réfugiés, économiques et politiques, au Niger, commençant une période de négociations spécifiques avec les gouvernements des pays d'accueil et les leaders politiques des anciennes tentatives de coup d'Etat¹⁰.

Killings 2 October 1990, 3 octobre 1990 ; Amnesty International, *Niger : Summary of Amnesty International's concerns in 1991*, 9 octobre 1991.

⁷ La diaspora quant à elle parle de 3200 civils massacrés.

⁸ D'après le Rapport de Synthèse des débats à la Conférence Nationale du 3 au 7 septembre 1991, cité par André Salifou, *La Question touarègue au Niger*, op. cit., p. 63.

⁹ Les débats étaient ouverts au public ce qui a permis aux organisations de défense des droits de l'homme d'assister aux échanges. Amnesty International a remis rapidement en cause l'impartialité des juges et des jugements rendus. Les 45 accusés ont ainsi été acquittés. Seul le capitaine Maliki a été emprisonné en attente de procès pour avoir admis sa participation aux exécutions de civils. Mais en février 1992 une attaque contre le Haut Conseil de la République par quelques officiers a obtenu sa libération et sa réintégration dans l'armée sans charge. Voir Amnesty International, *Niger : Summary of Amnesty International's concerns in 1992*, 5 mars 1993, disponible en ligne: <http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR43/002/1993/fr/c4c11f00-ecd6-11dd-a08b-b3b1782331b8/afr430021993en.pdf>. Consulté le 13 juillet 2010.

¹⁰ Entre 1987 et 1989, Ali Seibou a négocié avec l'Algérie le retour de milliers de réfugiés. Les chiffres, incertains, sont compris entre 18.000 et 24.000 personnes. Dans le même temps, le Président du Niger a conclu un accord avec la Libye et les représentants touaregs en exil pour le rapatriement de réfugiés politiques. Ces accords devaient être financés par plusieurs bailleurs internationaux. D'après la rébellion, le détournement de cette aide serait la cause des incidents de Tchintabaraden.

- Immédiatement après s'ouvrent les travaux de la Conférence Nationale, en 1991, avec un enjeu de redéfinition territoriale crucial pour l'avenir des Touaregs.

- Enfin, les tensions politiques issues de la période de manifestation contre les méthodes autoritaires d'Ali Seibou mobilisent une partie de la société civile, qui s'organise contre le pouvoir mais aussi contre les velléités séparatistes dont ils soupçonnent les Touaregs participant à la Conférence.

Les effets de ce contexte de tensions et de revendications se font sentir dans plusieurs directions :

Un fort mouvement « intellectuel » de « contre-rébellion », fidèle à l'unicité de l'Etat, se met en place à la suite des organisations syndicales et politiques soutenant les diverses fractions impliquées dans les négociations gouvernementales. Ce mouvement, fortement idéologique, stigmatise les revendications touarègues et contribue à accroître les tensions à partir d'une grille de lecture ethnique de la situation. Les négociateurs touaregs se radicalisent alors en évoquant les crispations de la Conférence Nationale qui refuse de porter les négociations sur le terrain du fédéralisme. On peut s'interroger sur les facteurs décisifs qui ont conduit à cette radicalisation : était-elle préméditée comme le soulignent les opposants de la rébellion ? Était-elle le produit d'un manque de reconnaissance politique et de l'impunité des coupables d'exactions contre les civils touaregs, comme l'explique la rébellion ?

On peut en proposer l'analyse suivante, fondée sur le déroulement des faits et les témoignages d'acteurs de la rébellion. Les débats de la Conférence Nationale, en ce qui concerne les Touaregs, avaient pour objectifs de traiter à la fois des événements de Tchintabaraden et de la « question touarègue »¹¹ au Niger. Les représentants des Touaregs dans ces débats ne sont pas les leaders politiques revenus récemment de leur exil en Libye, ni des représentants du petit groupe de combattants déjà présents dans l'Air. De fait, on trouve parmi les négociateurs des membres de l'Union pour le Développement et le Progrès Social (UDPS), un parti majoritairement touareg portant des convictions fédéralistes. Le rejet de cette dernière revendication par la Conférence Nationale a eu deux conséquences politiques : il a contribué à cristalliser les débats sur le séparatisme et la « trahison » des Touaregs, et a fait échouer les

¹¹ C'est un terme qui revient fréquemment lors des débats de la Conférence. Il me semble particulièrement significatif qu'André Salifou, Président de la Conférence Nationale, l'utilise pour le titre de son livre sur le sujet.

tentatives de règlement politique d'une question sensible posée à la fois par certains Touaregs et par les partis politiques de Niamey. De ce fait, bien qu'il n'y ait pas eu de liens idéologiques précis ni sans doute d'action concertée entre les différents acteurs Touaregs de ce moment (les combattants de l'Aïr et les négociateurs de la Conférence), ils se sont rejoints dans une communauté d'intérêts relative devant l'impasse d'une alternative politique. Il faut aussi souligner le fait que l'atmosphère politique était très dure envers les rebelles, soupçonnés de séparatisme et de collusion avec l'étranger. Le résultat en est une identification du monde touareg à une vision identitaire de la communauté touarègue et à la cause de la rébellion. Cette identification est donc le produit commun de la vision des Touaregs politisés et des organisations qui s'opposent à ces derniers.

A la fin de l'année 1991, le Front de Libération de l'Aïr et de l'Azaouar (FLAA) est créé et rejoint l'Aïr. De mai 1990 à janvier 1992, les combattants arrivés de Libye ne se sont que très sporadiquement opposés à l'armée. Les affrontements entre rebelles touaregs et armée nigérienne ne commencent réellement qu'après l'instauration de l'état d'urgence dans le Nord du Niger, en avril 1992, après la fusion, dans les montagnes de l'Aïr, des diverses fractions décidées à mener la résistance.

2- Mobilisations, de la Libye au Niger

Il est intéressant de se pencher en premier lieu sur les mots utilisés par le groupe des combattants pour définir le mouvement rebelle. En effet, bien que le terme de « rébellion » se soit imposé dans les représentations des mouvements insurgés touaregs, le terme utilisé par les premiers textes officiels des fronts est celui de « résistance ». Il semble que le mouvement vers la guerre se soit effectué davantage sous l'impulsion d'un groupe qui se sentait menacé (après l'échec des négociations politiques) et identifié comme ennemi par le gouvernement de transition, plutôt que sous l'effet des projets idéologiques des instigateurs des premiers combats, venus de Libye. Cette nuance est aussi importante dans la mesure où elle traduit, dans la domination d'un vocabulaire sur un autre, la prise de pouvoir en termes de représentations par les groupes francophones sur les groupes arabophones impliqués la rébellion. C'est en français que s'exprime la résistance et à partir de référents français qu'elle se définit.

2-1 Le discours rebelle officiel sur les origines du combat

Le Mémoire de la Coordination de la Résistance Armée (CRA) est un document de février 1994 par lequel la rébellion touarègue explicite les raisons qui l'ont poussée à prendre les armes en 1992. C'est le texte le plus complet, officiel, qui porte la parole de la rébellion dans le cadre de négociations avec le gouvernement¹². En ce sens il est une référence significative de l'expression politique de la rébellion. Ce long document détaille des raisons historiques et conjoncturelles justifiant le recours aux armes. Le cheminement qu'il retient se déroule en deux étapes : la première est l'exil forcé de réfugiés politiques et économiques en Libye du fait des exactions du régime de Seyni Kountché, dont les Touaregs auraient été les principales victimes. La seconde est l'impasse de la Conférence Nationale qui, après les rapatriements des Touaregs, a entériné les discriminations que subissaient les Touaregs et les a poussés à prendre les armes pour se défendre contre l'armée et le pays. La CRA insiste particulièrement sur l'échec de la

¹² On en trouvera la retranscription complète en annexe. Les actes de négociations entre la rébellion et le gouvernement du Niger ont été publiés par Pierre-Marie Decoudras. Pierre-Marie Decoudras et Souleymane Abba, *La rébellion touarègue au Niger : actes de négociations avec le gouvernement*, Talence, CEAN, 1995.

Conférence Nationale comme cause principale de son soulèvement. Les causes historiques qui expliquent les différenciations ne sont pas présentées comme insurmontables, le facteur décisif étant l'impasse politique de la réforme de l'Etat et la répression armée contre les civils Touaregs :

« (...) les Touaregs lassés par tous ces espoirs déçus ont cherché les canons et les roquettes eux aussi. Nous reprenons les mêmes qui ont tué nos sœurs et nos mères, ceux-là mêmes qui voulaient nous assujettir. Partant de la déception née de la Conférence Nationale et au regard de l'expérience que nous avons de notre "pays", nous avons compris que la lutte armée est la seule solution qui vaille devant tant d'injustice, de mépris et d'exclusion. Ainsi naquit le FLAA fin 1991, premier noyau de la résistance armée ».

Ce texte a focalisé l'attention des acteurs politiques de la rébellion comme celle de ses opposants. Il fait partie d'un ensemble de publications évoquant les facteurs historiques de la mobilisation et représente les positions politiques officielles de la rébellion touarègue, au moment de négocier des accords de paix avec le gouvernement nigérien, au Burkina Faso, en 1994. Il comporte donc aussi une partie importante de propositions s'inscrivant dans le cadre de ces négociations. Son importance est multiple : il est un résumé des positions politiques de la rébellion touarègue en 1994, et témoigne de fortes évolutions dans les objectifs des rebelles.

La partie qui nous intéresse ici concerne les raisons de la mobilisation, officialisées en quelque sorte par ce document cadre. Ce document est d'une portée essentielle : son influence sur la cristallisation des représentations touarègues et rebelles, notamment en Europe où il est diffusé par l'intermédiaire des écrits de Mano Dayak (principal inspirateur du Mémorandum), et au Niger où il est abondamment critiqué par les acteurs non Touaregs des négociations, est décisive. De fait le Mémorandum a suscité de nombreuses réactions dans l'opinion publique nigérienne et au gouvernement qui s'apprêtait à négocier avec les rebelles. Ensuite, ces réactions en ont entraîné de nouvelles, formulées par les commentateurs « académiques » de la question

touarègue, portant les débats sur la scène internationale¹³. Ce processus de réactions caractérise bien les enchaînements politiques des rébellions touarègues nigériennes : la portée des commentaires semble souvent prendre le pas sur les faits eux-mêmes.

Un « Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion » (avril 1994) a entrepris de répondre méthodiquement aux considérations historiques du Mémorandum de la CRA¹⁴. Les crispations légitimes des deux camps au moment des négociations n'ont pas été résolues politiquement malgré les accords. La méfiance réciproque et une représentation figée de l'histoire et des événements demeurent les caractéristiques essentielles des relations politiques nées des mouvements de rébellion. Les termes du débat ont souvent atteint une grande violence fondée sur les différenciations raciales et des modes de vie jugés incompatibles (notamment nomade contre sédentaire).

En matière de représentations, l'analyse doit passer outre les légitimités des revendications. Ce qui est déterminant dans ce document est la traduction d'une certaine vision de la rébellion en termes prescripteurs. On remarque que, si le document tente de concilier les cheminements des exilés libyens et des déçus de la Conférence Nationale, la portée idéologique des mobilisations antérieures à 1991 est oubliée. En réalité, le Mémorandum peut être analysé sur deux niveaux. Le premier est celui de la représentation de l'histoire. Celle des résistances commencées pendant la colonisation et porteuse de valeurs est largement partagée par les combattants. La vision de la répression de Tchintabaraden est de la même façon consensuelle chez les combattants de base, d'autant qu'elle repose sur des faits établis. Le second niveau est celui de l'importance de l'échec de la Conférence Nationale. Il n'exprime que les vues des négociateurs touaregs de 1994, qui ont un parcours politique bien défini : ils ont été cooptés par la France qui cherchait des interlocuteurs crédibles, francophones et aptes à accepter des compromis dans le cadre de l'Etat-nation. De ce fait le Mémorandum accorde une importance supérieure aux tentatives politiques de la Conférence Nationale et minimise le parcours idéologique des premiers rebelles sur le terrain, ceux qui ont été formés en Libye et qui ont des affinités politiques avec la révolution

¹³ La querelle entre Bourgeot et Claudot-Hawad a atteint au cours de ces années décisives des sommets considérables renforcés par de nombreux articles.

¹⁴ Il s'appuie en particulier sur le travail de l'historien D. Hamani. On sait aussi qu'A. Salifou a effectué le même travail.

libyenne. C'est cette représentation et ces objectifs qui deviennent à ce moment-là hégémoniques dans la rébellion.

2-2 « On a compris tout ! » *Ce qu'en disent les combattants de base*

Que disent les combattants de base de leurs motivations à se rebeller ? On montrera que leurs justifications ne sont pas celles qui ont été retenues dans le cadre des représentations officielles. On tentera d'en dégager les tendances, qui ne sont pas exclusives les unes des autres, la plupart des combattants retenant plusieurs raisons de rejoindre un front rebelle.

Les motifs de la mobilisation se distinguent par le degré d'intensité de la politisation des combattants qui a précédé l'engagement. Des entretiens on peut dégager six raisons principales de mobilisations rebelles :

- La volonté d'indépendance
- La volonté d'une autonomie politique
- La recherche de droits
- Le besoin de reconnaissance
- La stigmatisation identitaire
- L'obligation

2-2-1 La volonté d'indépendance

L'indépendance est généralement le principal moteur des mobilisations retenu par les analystes de la rébellion. Cette indépendance se ferait dans le cadre maximaliste d'un « grand Sahara » touareg, incluant des territoires de plusieurs pays : le Niger, le Mali, la Libye, l'Algérie, le Burkina Faso, les pays où l'on trouve des Touaregs depuis la période de la colonisation.

Cette analyse se fonde sur certains discours originels émanant de sympathisants politiques des rébellions, qui insistent en particulier sur la notion fondamentale de l'existence d'une nation touarègue. L'épisode de l'OCRS et des espoirs politiques qui en sont nés sert à justifier la crainte

d'une volonté d'indépendance et d'un grand Sahara « pantouareg » chez les adversaires de la rébellion. Les journaux publient des cartes, opérant des rapprochements inquiétants entre les régions considérées comme historiquement touarègues par la CRA et les limites prévues de l'OCRS. Les adversaires de la rébellion délégitiment cette indépendance sur des fondements linguistiques et historiques. A l'inverse, la thèse de l'indépendance, explicitée comme nécessaire et légitime au regard de l'histoire et des structures politiques des confédérations touarègue précoloniales, est défendue par d'autres chercheurs. Ce débat s'appuie sur la notion de *temoust* qu'on a explicitée en première partie de ce travail.

La réalité de la rébellion semble différente. Si l'indépendance est formulée par certains ex-combattants de base comme leur motivation principale à se rebeller contre le gouvernement nigérien, elle n'a jamais été formalisée dans un document politique ni été défendue par les négociateurs des fronts. Il ne semble pas non plus qu'il y ait eu des projets d'union avec les rebelles Touaregs maliens pour créer un espace commun. Certains projets de combats collectifs ont existé et ont été confirmés dans les faits par la participation de combattants nigériens aux débuts de la rébellion du Nord du Mali en 1990, mais il s'agit de solidarité combattante et non pas de projets politiques.

Le débat sur l'indépendance est faussé par les craintes sécessionnistes. Si on se fonde sur les mots utilisés par la CRA, qui tendent à occuper de manière hégémonique l'espace de la formulation politique rebelle, et qui explicitent historiquement la gestion de l'espace saharien à venir, on voit apparaître un cadre différent :

«De toutes façons, avant que cet espace ne s'appelle Niger, c'est-à-dire avant cette grande et malvenue ingérence qu'on appelle colonisation, ce mal du siècle, l'espace géopolitique ainsi nommé était fédéré ».

On parle bien ici de fédéralisme à l'échelle d'un pays. Ces termes sont aussi ceux utilisés par Mano Dayak dans la presse française dès 1992.

Alors qu'elle a fortement orienté les débats sur la rébellion, cette perception de conceptions indépendantistes est-elle explicitement contenue dans les discours des rebelles ? Bien qu'il existe

des exceptions, la grande majorité des ex-combattants que j'ai rencontrés sur le terrain n'ont pas parlé d'indépendance comme motivation à leur engagement militant.

Le discours indépendantiste est exclusivement tenu dans le groupe de ceux qui ont été formés dans les années 1980 en Libye. Ces hommes sont entrés en rébellion en faisant d'importants sacrifices personnels, notamment en combattant pendant plusieurs années en faveur de la Libye et en sacrifiant leur avenir à la cause touarègue défendue par leurs leaders politiques et alimentée par les discours libyens. Leurs objectifs ont été formés pendant plusieurs années de relations avec d'autres exilés politiques et ont été renforcés par la nécessité de ne pas s'être engagés pour rien. Cependant, ces objectifs restent peu formalisés : ils semblent s'assimiler dans les récits au renversement du gouvernement de Niamey. On peut alors les situer dans la continuité des tentatives de coup d'Etat contre le régime de Kountché, ce qui expliquerait pourquoi cet objectif n'est formulé que dans le groupe des premiers combattants formés en Libye dont on sait qu'ils sont issus des vagues de réfugiés politiques qui ont suivi les répressions.

En dehors des mobilisations pour l'indépendance, les autres facteurs semblent politiquement plus flous. Peu de combattants formulent avec précision le sens de leur engagement. Cela ne signifie pas que leurs motivations soient illégitimes ou mal définies. Elles ne le sont pas en termes idéologiques mais sont intériorisées comme l'expression d'une discrimination latente de la part du centre politique du pays. Les contours de ces facteurs politiques restent largement définis en termes de *push and pull factors*, une combinaison d'incitations positives (la recherche de droits pour la communauté) et de contraintes (la discrimination ethnique), qui se déclinent sous des formes individuelles (expérience personnelle de la discrimination) et collectives (stigmatisation des Touaregs).

2-2-2 Droits, autonomie, reconnaissance

La « *recherche de droits* », de « *l'autonomie* » et d'une « *reconnaissance collective* » forment les incitations positives (« *pull factors* ») à la mobilisation rebelle les plus fréquemment formulées par les combattants. Ils tendent de ce fait à être associés dans le discours des rebelles :

« Moi, quand je suis venu en Libye, j'ai compris tout. Mon but, mon vrai but, le sens de ce qu'est la vraie rébellion : ce qui est bien préparé accouche toujours d'un bon résultat. Je ne suis pas d'accord avec le système, ici, contre ce système. Mon but, c'est le bien-être de notre peuple, en particulier le peuple touareg. Ce que je voulais, c'est avoir plus de droits, une autonomie. Je ne veux pas qu'il y ait un grand changement général. C'est une autonomie, un droit équitable. S'il y avait eu un changement de droits, je n'aurais pas quitté (l'école, NdA).»¹⁵

On remarquera que ce facteur de mobilisation est mis en avant par un combattant formé en Libye. Il explique que c'est là-bas qu'il a conçu ce projet, ce qui montre que la lutte pour l'indépendance n'était pas un critère absolu de l'adhésion à la rébellion en formation pendant les années libyennes. Cela remet en perspective les thèses qui voient dans la rébellion un mouvement séparatiste alors que les représentants de la rébellion ont le plus souvent formulé officiellement des aspirations autonomistes seulement.

La « reconnaissance »

La reconnaissance n'est pas un concept difficile à cerner. Il est cependant cité par nombre d'ex-combattants comme la première raison pour expliciter leur engagement et on doit en tenir compte. Des déclarations de mes interlocuteurs on peut envisager la définition suivante : il s'agit de l'acceptation de la communauté touarègue dans et par la communauté nationale, favorisant l'intégration à plusieurs niveaux (économique, politique, social et culturel, et simplement dans la vie quotidienne). Un combattant formé en Libye l'exprime ainsi :

« En premier, l'objectif, c'est de venir au Niger combattre, et de faire savoir à l'Etat nigérien que les Touaregs peuvent faire quelque chose. Que demain, on ne

¹⁵ Entretien avec un ex-combattant intégré dans les forces armées souhaitant rester anonyme, Niamey.

*peut pas nous dire qu'une personne peut être jetée comme ça, une race jetée comme ça. On va venir pour combattre, pour avoir aussi la place comme tout le monde. »*¹⁶

L'obtention de la « reconnaissance collective » de la communauté en termes d'intégration économique et politique rejoint les facteurs de mobilisations qui parlent de « droits ». Ce sont les facteurs de mobilisations qui ont été les plus formalisés par les fronts rebelles et leurs représentants lors des négociations de paix et ils occupent une part importante des accords. Ils représentent sans doute le cas où la conjonction entre négociateurs, chefs de fronts et combattants de base est la plus importante.

La « reconnaissance » dans la vie quotidienne est complexe à formaliser ; elle répond à un sentiment général d'injustice. Il s'exprime par des termes comme « *on était des animaux, comme des vaches* » avant la rébellion et par une histoire qu'on m'a racontée à plusieurs reprises comme un exemple des inégalités précédant la rébellion ; cette anecdote est devenue une sorte de proverbe illustrant les problèmes des Touaregs avec les autres ethnies du Niger :

« Il y avait un bus qui transportait des passagers. La police l'arrête pour contrôler leurs papiers et le policier demande au chauffeur combien il a de passagers dans son bus. Le chauffeur répond : J'ai huit personnes et un Touareg. Tu comprends ? Le Touareg, ce n'est pas une personne. »

Plusieurs combattants me l'ont racontée comme s'ils l'avaient vécue. Il semble que cette anecdote joue un rôle important dans la mémoire de la période qui précède la rébellion et qu'elle serve à justifier l'action rebelle chez nombre de combattants.

2-2-3 L'obligation

¹⁶ Entretien avec S. M., Tchirozerine, avec traducteur en *tamasheq*.

Les combattants qui parlent d'obligation évoquent la répression mise en œuvre par l'armée nigérienne contre les campements et les Touaregs des centres urbains du Nord. Rejoindre les camps de l'Aïr n'apparaît pas comme un choix initial d'adhésion aux idées de la rébellion mais comme une nécessité au regard des arrestations arbitraires et des exécutions sommaires perpétrées contre les Touaregs. Ces combattants ont trouvé dans les montagnes protection et capacité à répondre aux attaques. Leur parcours correspond généralement à celui de nomades éleveurs ou de petits agriculteurs de l'Aïr. L'arrestation de membres de leur famille ou le pillage de leur village les a poussés à trouver refuge auprès des rebelles. Dans cette catégorie de combattants on trouve aussi de jeunes élèves d'Agadez, d'Arlit ou de Tchirozerine qui disent avoir été victimes de menaces et avoir craint les arrestations en raison de leur appartenance ethnique.

Les récits évoquent la violence, notamment celle mise en œuvre entre 1992 et 1994 contre les civils Touaregs. L'obligation de se mobiliser n'est plus seulement une nécessité de servir la « communauté » mais le seul moyen de sauver sa vie :

« Moi au début je ne pensais pas à la rébellion. Mais les militaires sont venus et ont brûlé les tentes et tués les animaux. Ils ont égorgé les chèvres et les ont brûlées aussi. Ils ont même tué un vieux qui ne savait rien. J'ai pu me cacher et je suis parti à pied. J'ai trouvé des gens avec un chameau qui m'ont amené vers Tamgak. Là il y avait des fronts et j'ai commencé avec eux. Au début je n'avais pas d'armes, ils ne voulaient pas m'en donner. »¹⁷

La frontière entre combattants et civils réfugiés dans les montagnes est de ce fait poreuse. Lorsque la répression faisant suite aux événements de Tchintabaraden a frappé les campements, de nombreux civils ont tenté de s'abriter dans les montagnes auprès des combattants. Certains sont restés, la plupart des « vieux », des « femmes » et des « forgerons » a quitté les montagnes dès que cela a été possible.

Un forgeron de Tafadak en témoigne ainsi :

¹⁷ Entretien avec Issa Mohammed, Agadez, décembre 2006.

« Jusqu'à 91, moi je suis parti là-bas avec toute la famille. Parce que si on reste a Tafadak, si les militaires ils vont venir, ils vont nous attraper, ils vont nous fermer, ils vont faire les choses (tortures), ils vont nous emmener a la gendarmerie ou aux militaires. Ils vont nous dire à trouver la rébellion (nous interroger, NdA). »¹⁸

L'obligation est un facteur de mobilisation *a minima* mais certains combattants ont développé dans la rébellion leur conscience politique des problèmes de la « communauté touarègue ». Ils résument cette prise de conscience par la formule « *on a compris tout* ». Cette compréhension de la nécessité de la rébellion est très ancrée chez les combattants qui estiment pour la plupart n'avoir pas eu le choix. La rébellion s'est imposée à eux en raison des blocages de la société nigérienne, de l'absence de perspectives de développement ou simplement en raison de la brutalité des forces armées. Dans leurs récits, ils séparent ceux qui ont perçu les problèmes et ont logiquement soutenu la rébellion de ceux qui « *n'ont pas compris* ». Cela implique non seulement ceux qui ont pris les armes mais aussi la société touarègue dans son ensemble¹⁹ (en y incluant les groupes sociaux dont on n'attend pas qu'ils combattent, comme les « vieux », les « forgerons », les « lettrés » et les « femmes »).

¹⁸ Entretien avec Ekhlis Ahamadou, Tafadak, 9 octobre 2006.

¹⁹ *Idem*. Le forgeron de Tafadak l'exprimait ainsi : « *Même les femmes qui ont compris quelque chose elles ne peuvent pas rester. Parce que si on les laisse, ils (les militaires, NdA) vont dire: "les femmes, là, elles connaissent, elles connaissent elles vont à la brousse (les caches de la rébellion, NdA)".* L'intériorisation de la « compréhension » du problème s'exprime lorsqu'il parle du rapport des forgerons réfugiés dans les fronts avec la rébellion : « *Nous on n'a pas besoin de la rébellion. Mais c'est obligé on va partir à la rébellion. Il y a des gouvernements nigériens, ils ont capté tout (...) Parce que nous les forgerons, toujours, on a besoin de la paix. Parce que nous, on est bijoutiers. Si on n'a pas la paix, qu'est-ce qui va venir? (...) Parce que nous on n'a pas besoin de la guerre. Parce que nous sommes pauvres. On n'a rien. On n'a pas d'argent. On n'a pas beaucoup de chèvres. On n'a pas beaucoup de chameaux. C'est comme ça* ».

3- Comment choisir un front ?

3-1 Logiques des divisions et des évolutions des fronts armés

On a souligné le fait que la rébellion des années 1990 a connu des divisions graduelles et compté un nombre important de fronts actifs, certains en remplaçant d'autres, certains issus de la division d'un front existant. La séparation en fronts de la rébellion touarègue est un élément d'analyse qui a attiré l'attention des chercheurs et des opposants à la rébellion, aussi bien au Niger qu'au Mali. Leur catégorisation est intéressante dans la mesure où elle crée un sens de compréhension des enjeux politiques autour des rébellions. Les fronts, en effet, portent des noms français qui font écho à des catégories faisant sens pour les Touaregs et pour l'extérieur, à des niveaux différents. Faut-il pour autant considérer d'une part les divisions, d'autres part les dénominations, comme des éléments qui produisent un sens politique et reflètent les orientations profondes de la rébellion ?

On analysera ici les questions soulevées par les analystes des rébellions et on proposera quelques pistes de compréhension.

Il est particulièrement délicat d'établir un organigramme effectif de la rébellion²⁰. On soulignera qu'au cours des développements de la guerre, l'apparition de fronts a correspondu à l'évolution de négociations d'accords de paix avec le gouvernement. On rappellera que la situation politique au Niger, entre 1990 et 1998 (de l'entrée des premiers rebelles au Niger aux derniers accords) est elle-même complexe : les premiers combattants ont affronté un régime finissant, celui d'Ali Seibou ; la première rébellion officiellement organisée en un front est apparue pendant la Conférence Nationale de transition politique. La rébellion s'est ensuite développée pendant la période des élections du nouveau chef de l'Etat. Enfin en 1996 un coup d'Etat militaire a renversé le gouvernement et a porté Ibrahim Baré Mainassara au pouvoir. De ce fait les interlocuteurs officiels des deux camps (rébellion et gouvernement) ont varié et sont difficiles à

²⁰ Les ex-combattants eux-mêmes, dont les anciens chefs de fronts, hésitent sur le nombre et l'apparition chronologique des fronts ; certains parlent de onze fronts au total, d'autres de vingt, sans craindre la contradiction. L'Organisation des Nations Unies évoque quant à elle treize fronts (sans les citer).

déterminer. Les rapports de force à l'intérieur-même de la rébellion se sont aussi transformés en fonction de la capacité des hommes à activer des réseaux facilitant les négociations. En d'autres termes, la qualité de « chef politique » et de « chef militaire » a été fluctuante et a dépendu souvent de la faculté personnelle des hommes à se mettre en avant au moment opportun.

Dans ce paysage confus on peut essayer de donner quelques repères. Les premiers rebelles qui montent quelques coups armés n'ont ni représentants politiques officiels ni appellation définie (on parle parfois d'un *Mouvement de libération touarègue*²¹, mais je n'en ai pas trouvé de trace dans les récits des combattants).

A partir de la fin de 1991 (ou du début 1992 suivant les sources) la première organisation rebelle formelle apparaît : il s'agit du Front de Libération de l'Aïr et de l'Azaouar²² (FLAA). Plutôt que d'évoquer des représentants officiels qui me semblent essentiellement conjoncturels, on parlera de figures de la rébellion. Le FLAA est associé à deux personnalités, Mano Dayak et Ghissa Boula, l'un étant plus proche de la représentation politique et l'autre de la direction militaire. La frontière entre les deux actions est cependant poreuse, puisqu'on retrouve ces deux leaders dans des rôles intervertis assez rapidement. Le FLAA est l'organisation qui négocie, dès 1992, avec les représentants du gouvernement pour trouver une issue politique à la crise. Ce front se divisera par la suite en Front de Libération Temoust²³ (FLT) et Armée Révolutionnaire de Libération du Nord Niger (ARLNN), en 1993. Il est organisé, d'après les témoignages des combattants, en trois divisions militaires (« *compagnies* ») chacune étant dirigée par une personnalité différente (Dayak, Boula et Abdelmoumin). Rapidement ensuite apparaît le Front Populaire de Libération du Sahara (FPLS), en 1994, alors que des contacts sont déjà établis pour préparer des accords. L'organisation qui se charge des négociations qui déboucheront sur les premiers accords de Ouagadougou, en 1994, est la Coordination de la Résistance Armée (CRA), menée par Mano Dayak et qui produit les premiers documents politiques des rébellions. Des divergences sur le contenu des accords négociés en 1994 aboutissent à une scission, cette fois-ci de la CRA, qui conduit à la création de l'Organisation de la Résistance Armée (ORA) sous la direction de Ghissa Boula.

²¹ D'après Hélène Claudot-Hawad, *La fragmentation touarègue ou le prix de la « paix »*, in *Touaregs, voix solitaires sous l'horizon confisqué*, *op.cit.*, p 38.

²² Azaouar, parfois écrit Azawagh, région de Tahoua au Sud d'Agadez.

²³ FLT qu'on retrouve dans certains articles sous le nom de *Front de Libération du Ténééré*.

Par la suite, les différents accords de paix²⁴ et les périodes successives de négociations afférentes verront la poursuite de ces tendances : d'une part, l'émergence d'organisations de coordination des fronts à visées politiques, d'autre part les naissances de fronts militairement actifs sur le terrain. Le dénominateur commun entre toutes ces organisations est l'insatisfaction face aux précédents accords signés. On citera, pour leur rôle actif, l'Union des Forces de la Résistance Armée (UFRA)²⁵, les Forces Armées Révolutionnaires du Sahara (FARS)²⁶ et le Front Démocratique du Renouveau (FDR)²⁷, qui seront, jusqu'en 1998, les dernières organisations militaires opérationnelles.

La longueur de ce dernier paragraphe atteste de la complexité des divisions et de la difficulté à en rendre compte de manière synthétique. On fera plusieurs remarques sur les noms retenus par les créateurs des fronts et des coordinations : ils sont tous en français ; ils tendent à opérer des distinctions par régions du Niger²⁸ ; ils sont définis par les analystes en fonction des groupes ethniques qui les composent majoritairement. Ces facteurs expliquent-ils les dynamiques des mouvements rebelles ?

Le recours au français, alors que de nombreux combattants pratiquent mal cette langue et que les premiers rebelles ont été formés en Libye me semble dénoter un basculement rapide²⁹ vers une orientation pragmatique des branches politiques rebelles. La rébellion s'est immédiatement incarnée dans sa dimension politique, qui implique le dialogue avec le gouvernement nigérien (en français), sans lien politique avec les autres puissances régionales arabophones, (Algérie et Libye), et sous l'égide de la France (qui abrite une diaspora active et des amis influents). Le cadre des représentations de la rébellion a ainsi été posé et ne changera plus.

L'« ethnique » me semble un facteur marginal. La rébellion est ainsi assimilée à un mouvement touareg (malgré une certaine mixité dans l'origine des combattants), la distinction n'apparaissant

²⁴ 1995 à Ouagadougou, 1997 à Alger, 1998 à N'Djamena

²⁵ L'UFRA fédère plusieurs fronts. Elle est menée par Mohammed Anacko.

²⁶ Essentiellement formés par des combattants Toubous, groupe nomade de l'Est du Niger et de l'Ouest du Tchad, lié à la rébellion tchadienne.

²⁷ Principalement concentré dans la région du Kawar, à l'extrême Nord-Est du Niger, près de la frontière libyenne.

²⁸ Aïr, Azawagh, Nord du Niger, sont des références aux régions que les rebelles estiment historiquement touarègues. On a reproché aux rebelles d'avoir abandonné toute idée « nationale ».

²⁹ Dès la création du premier front officiel fin 1991.

que dans l'analyse des fronts et principalement pour le front « toubou » sans qu'elle traduise des divisions actives en termes de visées politiques ou de revendications « culturelles ».

La distinction par région d'origine est peut-être plus intéressante. En premier lieu et de façon remarquable, elle est immédiate. Traduit-elle des divisions de « tribus » ou de « statuts sociaux »? On a proposé cette interprétation au sujet de la rébellion au Mali, en raison des évolutions des fronts en appellations locales et identitaires reflétant parfois des différences sociales (front « *imghad* » mis en avant par les chercheurs). Concernant le Niger, je ne crois pas que l'on puisse arriver aux mêmes conclusions. Je ne vois pas de dynamiques internes provoquant des divisions en raison de statuts sociaux ou d'objectifs locaux recoupant la territorialisation des « tribus ». Les combattants parlent certes d'affinités familiales, mais les explicitent par des stratégies organisationnelles (ils les qualifient de « *compagnies militaires* ») ; le facteur familial est un élément important dans le choix individuel du front (voir plus loin), mais il ne correspond pas à des objectifs différents : la fluidité des passages des combattants entre différents fronts est un élément trop prégnant dans leurs parcours individuels pour s'appliquer à des logiques collectives. Par ailleurs, le facteur régional perçu dans les dénominations ne se traduit pas par des revendications différenciées. Il n'a pas non plus entraîné d'affrontements entre les fronts. Enfin, les combattants ne l'estiment pas contradictoire avec les objectifs communs de la rébellion. Certains y ont vu une stratégie, imposée par la France, consistant à diviser pour mieux régner. Il est clair que la recherche d'un processus de paix impliquait une base de négociations qui ne remettait pas en cause les frontières du Niger. La division de la rébellion pouvait sans doute favoriser la révision à la baisse de ses objectifs. Cependant il me semble que cet argument, qui accorde un rôle prépondérant à des forces extérieures à la rébellion, est à nuancer. Si certaines personnalités ont émergé pour représenter la rébellion politiquement, aucune n'a pu se prévaloir d'une légitimité incontestable. Les chefs militaires sur le terrain ont toujours réussi à faire entendre leur voix et à exprimer leurs désaccords. C'est cette autonomie de décision, préservée dans les montagnes par la valeur militaire des chefs et appuyée sur le manque de représentativité des porte-parole autoproclamés de la rébellion qui explique, à mon sens, les divisions en fronts. Les noms des fronts semblent aléatoires et les combattants eux-mêmes, la plupart du temps, en ignorent le sens. La logique des divisions doit être recherchée dans les désaccords fondamentaux d'une part sur les stratégies

militaires à mener, de l'autre dans les compétitions de chefs de guerre agissant en entrepreneurs politiques.

3-2 Choix des combattants

En termes d'opportunités de mobilisation, que représentaient les fronts pour les combattants de base ? Sur quels critères s'opérait le choix des rebelles pour rejoindre un front plutôt qu'un autre ? Pour en quitter un ? Les noms des fronts ont-ils un sens dans les allégeances des combattants ? Pour répondre à ses questions, on a interrogé les combattants sur leurs parcours et sur leurs critères de choix.

Très peu de combattants interrogés ont reconnu l'importance du front dans leurs choix d'allégeances. Les rebelles de la base considèrent, dans leur très grande majorité, que la division de la rébellion en fronts multiples n'a pas eu d'incidence sur leurs objectifs ou leurs pratiques. Très peu considèrent le choix du front comme un élément significatif de leur expérience rebelle. Les divisions sont, dans cette optique, essentiellement le produit des ambitions personnelles des chefs ou dues à des réorganisations tactiques conjoncturelles. Nombre de combattants ont ainsi changé régulièrement de fronts, ces changements s'opérant au gré de leurs missions et de leurs retours vers leurs familles : ainsi un rebelle qui serait parti quelques mois en Algérie pouvait revenir dans l'Aïr et intégrer un nouveau front. Les changements ont aussi augmenté avec les arrivées massives de nouveaux venus tentant d'intégrer la rébellion après plusieurs années de conflit. Ceux-là ont souvent erré de front en front, pour des raisons matérielles (s'il n'y avait pas assez de vivres pour les nourrir) ou d'incapacité à accepter la discipline.

Le témoignage suivant montre que les choix des fronts étaient essentiellement dus à des pratiques de chefs militaires auxquelles les combattants de base n'accordent que très peu d'importance. Cet ex-rebelle, membre au départ du FLAA, nie même les divisions qui seraient à l'origine de l'éclatement de la rébellion, en parlant des critères de choix de fronts :

« Les jeunes, eux, il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas de front. Tu viens, tu te trouves un camp. La division, ça se dit comme ça, mais en fait, il n'y a pas eu de

division. Parce que les jeunes qui font les combattants, eux, ils s'en fichent. Moi j'ai été dans trois fronts différents. Si je reviens ici, je fais quelques jours, si je reviens, je choisis un autre front. L'essentiel, c'est... la lutte est la même. Et même les dirigeants souvent ils font ça, mais au fond, c'est la même chose. ... Tu es Touareg, tu viens là où tu veux. ... C'est-à-dire, ces fronts, c'est comme des compagnies, c'est comme des bases ...Il n'y a pas eu de divisions comme c'est répété, un tel front, un tel front... C'est écrit dans les papiers, dans des trucs, mais ça a pas été comme ça. Parce que les combattants, les jeunes, ils n'ont jamais eu de division comme ça. Parce que tu vas voir quelqu'un qui a fait tous les fronts. Chaque fois, tu viens, tu fais un mois là, tu vas, tu reviens, tu vas dans un autre, et personne ne va te dire toi, tu fais partie de tel front, parce que, l'objectif est le même... C'est des gens qui ont le même ennemi, qui ont la même vision, la lutte est la même. »³⁰

On soulignera enfin que la plupart des combattants étaient incapables de dresser un tableau chronologique des fronts, des unions de fronts et des coordinations chargées des négociations de paix successives, ainsi que de nommer l'ensemble des chefs de fronts.

Quelles est alors la pertinence d'une analyse des choix de fronts par les combattants de base ? Elle repose dans la compréhension des mécanismes de décision qui éclairent les allégeances et expliquent la fidélité aux fronts et à leurs chefs une fois la guerre terminée. Les ex-combattants ont ainsi tendance à rester dans la proximité immédiate de leur ancien leader et à entretenir des relations privilégiés avec les anciens membres de leur propre front. La majorité des critères de choix procède d'affinités personnelles. La plupart des rebelles m'ont indiqué avoir pris une décision individuelle et la manière dont ils explicitent leurs choix montre que ce facteur est en effet le plus important. On peut cependant, dans certains cas, percevoir des stratégies collectives liées à des choix rationnels ayant pour but un gain individuel ou collectif. Ces stratégies restent en revanche minoritaires.

³⁰ Récit recueilli à Wagadi, Aïr, le 9 octobre 2006, auprès d'un ex-combattant ayant demandé à rester anonyme.

A partir des entretiens menés avec les ex-combattants sur ce sujet en particulier, on peut opérer une catégorisation des critères de choix des fronts comme suit, dans l'ordre d'importance donné par les combattants interrogés:

- Fidélité aux affiliations d'origine.
- Affinités familiales et amicales
- Pratiques du front
- Opportunité conjoncturelle
- Insatisfaction des accords de paix

3-2-1 Fidélité aux affiliations d'origine

Il s'agit d'un passage entre deux fronts que les combattants définissent comme logique : les membres d'un front suivent dans un nouveau mouvement le chef militaire de leur front d'origine. Ce critère illustre bien la faiblesse de l'argument du choix rationnel dans le recrutement et la pérennisation des fronts. Les combattants ne considèrent pas cette transition comme un choix politique. Ils estiment que le passage se fait de façon naturelle en raison de leur fidélité à un chef et à leurs amis au sein du front. D'une manière générale, lorsqu'on les interroge sur le contenu politique de la création d'un nouveau front, les combattants répondent qu'il n'y en a pas ; ils considèrent que les chefs militaires suivaient certainement des motivations personnelles ou que la création d'un front correspondait à une stratégie militaire décidée par les chefs en concertation.

De ce fait, les choix découlent souvent des affiliations originelles : les premiers membres du FLAA, par exemple, ont majoritairement choisi le FLT après la scission décidée par Mano Dayak. La personnalité des leaders et leur projet occupent une place déterminante parmi les critères de choix.

3-2-2 Pratiques du front

Les combattants qui ont spontanément indiqué un critère dans leur choix de front l'ont fait en fonction de ce qu'ils considèrent être les bonnes pratiques rebelles. Ces combattants s'appuient sur une conception éthique de la rébellion qui doit montrer un exemple dans ses méthodes et ses actions, par opposition à l'armée qu'elle affronte et parfois aussi aux autres fronts, dont les pratiques sont discutables. Il ne faut pas négliger cette dimension de l'éthique dans les allégeances, bon nombre de rebelles ayant rejoint la montagne parce qu'ils se sentaient menacés et étaient choqués par les exactions menées à l'encontre des civils. Un ex-rebelle du Front de Libération Temoust réproouve les actes de banditisme et la frontière floue entre rébellion et profit personnel :

« J'ai choisi le FLT. Il y a beaucoup de gens, j'aime bien rester avec eux, j'ai beaucoup d'amis qui ont choisi ce front. Et ce front, j'ai vu, c'est un front qui ne peut pas aller n'importe où. Tu sais, dans les fronts mêmes tu peux aller profiter. Tu peux aller sur la route, tu fais une barrière, après tu reviens, tu dis que c'est ton front. Au FLT, il n'y a pas ça. »³¹

Mano Dayak, le FLAA et le FLT sont les plus cités pour leurs pratiques morales qui respectent les civils et ne font pas de différence entre les combattants en fonction de leurs origines sociales ou ethniques.

Parmi les pratiques du front figure aussi la valeur militaire attribuée au chef de guerre. Les combattants insistent beaucoup sur le critère de mérite pour désigner un chef, qui doit faire ses preuves au combat pour prétendre au commandement. La capacité à mener des attaques audacieuses contre l'armée, l'exemplarité au combat et la volonté du chef de guerre de préserver les vies des combattants sont des critères d'évaluation de leur légitimité. Parmi eux, Ghissa Boula est particulièrement apprécié en tant que tacticien et que leader alors qu'il est par ailleurs

³¹ Entretien avec S., Paris, octobre 2008.

largement dénigré en sa qualité de négociateur et d'entrepreneur politique. De nombreux combattants le considèrent comme le chef le plus légitime pour mener les combats. Cette qualité semble s'imposer à toute autre, les ex-combattants se déclarant prêts à le suivre politiquement uniquement en raison de ses capacités militaires.

3-2-3 Opportunité conjoncturelle

Récite d'un choix sur des critères familiaux, après les négociations de 1994 et 1995 :

Les critères familiaux représentent les allégeances en fonction de la tribu d'origine et des rapports sociaux entre les « tribus ». Il faut expliciter ces termes : les combattants n'ont pratiquement jamais utilisé les subdivisions « tribales » (auxquelles on préférera le terme « familiales » qui me semble plus proche du mode de pensée qui a généré cette notion) pour justifier leurs choix. La discussion relative à ce sujet particulier est souvent délicate, il n'est pas rare que les combattants (et les non combattants) refusent d'aborder directement la question des rapports politiques et de pouvoir entre les groupes. Il est aussi probable que le nombre réduit de combattants au front ait rendu impossible les allégeances suivant des subdivisions familiales plus subtiles que la région d'origine ou la fédération de « tribus ». Le choix familial s'impose comme un critère important pour les combattants qui ont rejoint les rangs rebelles tardivement et n'ont pas intégré la discipline militaire. Leur choix s'est porté sur ce type d'affinités parfois parce que seuls les fronts où ils connaissaient des combattants les acceptaient. D'autres raisons sont avancées pour justifier ce critère: l'importance de connaître la parenté pour avertir, en cas de problème, la famille restée au campement.

Un rebelle du FARS explique ces recours tardifs :

« J'ai juste été là où il y a des liens de parenté, des gens qui connaissent. Même si tu meurs, on peut porter des nouvelles à ta famille. Des gens qui connaissent l'historique de tes parents. Mon front, c'était le FARS. C'est pas un grand front. Après l'explosion de la rébellion touarègue, les gens sont rentrés dans des trucs

sectoriels, chacun écoute sa famille, quelquefois c'est des avantages que les gens cherchent.

Il y a certaines humiliations auxquelles tu échappes quand le chef de front est ton parent. Tout le monde s'est écarté avec sa famille.»³²

L'opportunité conjoncturelle, comme facteur de choix du front, a augmenté logiquement avec les divisions en fronts concurrents entraînés par des chefs militaires dissidents. L'afflux de nouveaux combattants fuyant les répressions s'est conjugué avec la multiplication des fronts qui suivaient des stratégies militaires ou des logiques de compétition politique entre chefs. Nombre de combattants ont donc rejoint un front par hasard en fonction soit de leur lieu et de leur date d'entrée dans les montagnes, soit de l'affiliation des combattants les ayant pris en charge pour rejoindre le maquis.

3-2-4 Insatisfaction des accords de paix

Ce critère est le plus décisif des facteurs de choix de changement de front. Entre 1992 et 1998, de multiples négociations se sont tenues, officielles ou secrètes, entre des représentants touaregs et le gouvernement nigérien. Les combattants dans l'Aïr étaient informés sporadiquement de l'évolution de ces négociations, et ne mandataient pas les négociateurs. Le cœur des négociations reposant sur les modalités de réinsertion des combattants, ils étaient cependant directement concernés. Les rapports de pouvoir entre les fronts, et entre les chefs militaires et les négociateurs, ont parfois dérivé en stratégies d'entrepreneurs politiques : les chefs militaires mécontents créaient un front dissident pour mener eux-mêmes, plus tard, leurs propres négociations en vue de conclure des accords. De cette situation confuse et évolutive sont nés plusieurs fronts après 1994 et 1995, dates auxquelles les accords officiels de Ouagadougou ont été signés au nom de la résistance armée. Certains combattants sont alors passés d'un front à l'autre après avoir accepté une trêve militaire puis rejeté les accords sur des critères parfois très spécifiques, comme l'explique ce combattant qui a suivi Mohammed Anako :

³² Entretien mené avec Ibrahim Mahmoud, Tchirozerine, 2 décembre 2006.

« Je suis resté jusqu'en 1998, après les accords. Nous, tous les fronts se sont réunis dans des unions. Le FARS avec le MUR, le FPLS dans l'UFRA présidée par Anako. Après, on a résilié les documents d'accords de paix et on est venus à Niamey. Ils figuraient l'intégration sans quota de galons, tout le monde soldat. C'est cette décision qui nous a poussés à quitter le site de cantonnement. On est partis aux Baghzane. En 1997 il y a eu des accords additionnels en Algérie. Le Niger a accepté le quota de galons. »³³

Ce critère d'allégeance à un front est le seul qui se rapproche d'une stratégie rationnelle de la part des combattants en vue d'obtenir un avantage matériel. Il faut souligner que tous les combattants qui ont suivi cette direction (changement de front après les premiers accords jugés insatisfaisants) n'ont pas décidé d'adopter une stratégie de gain personnel et que bon nombre d'entre eux ont par la suite été démobilisés sans demander leur intégration. Ils ont changé de front parce qu'ils considéraient que les accords étaient insuffisants pour la communauté des combattants. De plus, ce changement de front s'est souvent combiné avec les allégeances familiales et amicales, les combattants suivant dans ce cas-là leur chef militaire sans en attendre de gain personnel spécifique. Certains combattants ont opéré ce choix parce qu'ils considéraient le chef du front comme le plus à même de représenter leurs intérêts alors que les autres chefs s'engageaient dans des négociations de paix. Les choix tardifs qui en ont résulté ont aussi engendré certaines tensions entre les groupes de combattants qui se sont affrontés après que certains chefs rebelles ont rejoint le gouvernement alors que d'autres reprenaient les combats pour obtenir satisfaction. Dans le contexte du Niger après le conflit, les tensions qui demeurent résident dans la réalisation des accords de paix et les parcours politiques contestés de certains chefs de front. Cependant, ces tensions ne se résolvent pas en affrontements et la solidarité des anciens combattants reste prégnante dans les années de l'après-guerre.

³³ Entretien avec Amma Aboubacar, Niamey, 5 novembre 2006.

Conclusion

Formellement, la rébellion touarègue des années 1990 a duré huit années, des premières attaques attribuées à des rebelles jusqu'aux dernières remises d'armes qui ont suivi les accords de paix de N'Djamena. Ces huit années de conflit ont eu lieu au cours d'une période éminemment combative de l'histoire politique nigérienne : des manifestations étudiantes et syndicales au rapatriement problématique des réfugiés touaregs, jusqu'au coup d'Etat d'Ibrahim Baré Maïnassara, cette décennie est celle des revendications violentes. L'espoir suscité par la Conférence Nationale, dans un contexte africain global de démocratisations qui semblait favorable, n'a pas entraîné les Touaregs dans un processus d'institutionnalisation. Le Niger dans son ensemble a échoué à renforcer un Etat fragilisé par la chute des régimes autoritaires – et de ses ressources économiques. Sans doute faut-il voir dans l'échec immédiat de l'UDPS à la Conférence Nationale le symptôme des blocages dans l'accès au pouvoir et dans la représentation électorale. Les prémices en avaient été discernées dans les années d'éloignement politique qui ont laissé les Touaregs dans la périphérie de l'exercice du pouvoir.

Ces huit années de conflit ne sont pas huit années d'affrontements continus entre une armée nationale et des forces rebelles organisées marchant sur la capitale. Les tous premiers développements de la guerre illustrent bien ce phénomène caractéristique des rébellions touarègues au Niger : un petit noyau d'hommes mal armés, investis politiquement dans leur rébellion mais sans objectifs clairement définis par une direction politique officielle, se retranchant dans les montagnes de l'Aïr et menant des attaques de guérilla qui ne se développent jamais en stratégies de conquêtes ni même visant au contrôle total d'un territoire. Ce noyau originel est relayé, après quelques mois, par une parole politique qui trouve un écho bien au-delà des frontières du Niger et qui focalise les représentations rebelles. Ces représentations à leur tour sont développées, critiquées, échappant au cercle exclusif des rebelles. Diaspora, amis, adversaires ajoutent leur point de vue à ce que doit être et ce que devient la rébellion.

Le conflit est aussi marqué par sa faible intensité. Limité à des régions au Nord de Tahoua, il semble lointain pour la majorité des Nigériens. Il ne fait que peu de victimes parmi les rebelles et l'armée. Ce sont essentiellement les victimes civiles, et les actes de répression violente (qui émanent souvent des troupes et semblent échapper parfois au commandement suprême de l'armée) qui alimentent les ressentiments et font que la rébellion se légitime à mesure que les combats avancent. Le soutien populaire de la société touarègue, dont la majorité se tenait prudemment à l'écart au début du conflit, devient massif ; les campements apportent leur participation (en bétail, en vivres, en informations) au mouvement alors que l'organisation de base et ses objectifs étaient au mieux tolérés au départ.

Un mouvement d'identification explique l'adhésion progressive du monde touareg à la cause défendue par la rébellion. Cette identification provient de l'interaction entre deux influences : d'une part le développement d'une conscience politique rebelle qui se fonde sur la destinée de la communauté touarègue (sans doute à défaut d'une idéologie plus profonde) et à laquelle les civils adhèrent au cours du conflit ; de l'autre la différenciation forcée dont font l'objet les Touaregs nigériens en raison du regard des institutions (et de la population parfois) qui les assimilent sans distinction aux rebelles. Ainsi apparaissent les dynamiques d'une confusion de plus en plus complète entre Touaregs et rebelles, rebelles et Touaregs. Cette confusion, déjà fondée sur la mémoire historique de la communauté investie par les intellectuels rebelles, se développe avec les arrestations arbitraires de civils et les interprétations souvent abusives de la « cause » touarègue, par ses amis comme par ses ennemis.

A la fin du conflit existe alors une situation paradoxale : la rébellion a largement échoué, dans les faits, à modifier radicalement la place politique des Touaregs au Niger, et ses revendications se sont ajustées à la baisse au fur et à mesure des désaccords autour des négociations de paix. Si elle a négocié les réinsertions de ses combattants dans l'armée et dans des organisations paramilitaires, les concepts d' « autonomie », de « fédéralisme » et de « droits pour la communauté », bases pourtant essentielles de la mobilisation des combattants, ne trouvent pas de

traduction dans les accords¹. En revanche, la rébellion en tant que projet politique et mode de représentation des Touaregs a largement porté son discours au-delà de ses réalisations. Les combattants eux-mêmes, qui ont pour la plupart sacrifié plusieurs années de leur vie dans des conditions très difficiles pour des résultats concrets objectivement décevants, adhèrent à l'idée d'une rébellion triomphante. La rébellion aurait radicalement changé les relations entre les différentes « ethnies » du Niger et conduit à de très positifs résultats collectifs. Ces résultats semblent tenir essentiellement dans une nouvelle image de soi qui valorise les années de lutte non seulement pour les rebelles mais aussi pour la société touarègue tout entière².

Ces premières manifestations d'une culture politique rebelle moderne sont fondées sur l'interprétation forte des images du passé et sur les représentations de soi produites par la rébellion ; mais le phénomène nouveau engendré par cette rébellion est qu'elle trouve son prolongement dès l'immédiat après-guerre qui va connaître un développement inédit de ces interprétations de ces représentations, les renouveler et les dynamiser.

¹ En dehors des aspects de la réinsertion des combattants, les accords portent sur des projets de développement économique dont le financement est lié à l'engagement des bailleurs internationaux ; les textes en précisent les grandes directions mais restent flous sur leur objet précis, sur les modalités de mise en œuvre et sur les montants engagés.

² Tout au moins pour sa très grande majorité, telle qu'elle apparaît dans mes enquêtes.

Chapitre V : Les combattants

Après huit années de conflit, la rébellion touarègue s'achève avec les derniers accords de paix, signés sous l'égide du président tchadien Idriss Deby à N'Djamena en 1998. Une succession régulière de négociations, d'accords, de ruptures et de nouveaux accords a permis, dans une atmosphère politique caractérisée par la faiblesse des institutions, de mettre un terme à des affrontements qui ont durablement affecté le Niger et la société touarègue. La difficulté à définir une organisation politique représentative, ainsi que les marchandages secrets ayant présidé à l'élaboration des textes des accords semblent conclure la rébellion par une forme d'implosion : ses éléments démobilisés (dans le double sens de la perte d'objectifs rebelles et de la fin de l'engagement militaire), ses armes remises et symboliquement brûlées lors de cérémonies de réconciliations, ses objectifs réduits à l'intégration des combattants en tant que soldats de l'armée régulière, il ne semble plus y avoir d'avenir pour une rébellion porteuse d'espoirs et de sens.

Les ex-combattants, comme ils se nomment eux-mêmes après le conflit, reprenant à leur compte les dénominations incluses dans les projets de réinsertion, ont peu de perspectives d'avenir : certains ont la possibilité de rejoindre des unités paramilitaires spéciales ou l'armée nationale¹, les autres doivent attendre la mise en place de projets économiques encore flous et non financés.

La rébellion touarègue du Mali, menée parallèlement à celle du Niger, semble s'être en partie délitée sous le poids de la fin des solidarités entre rebelles et les affrontements fratricides.² Au contraire, la rébellion au Niger a survécu à sa fin militaire. On essaiera de montrer comment elle est parvenue à dépasser l'échec initial de son combat et à éviter l'éclatement de son héritage.

L'une des caractéristiques de la rébellion est la diversité des parcours de ses combattants. Alors qu'il a semblé possible de la réduire à un mouvement né des frustrations économiques et des

¹ Suivant des modalités qui les ont souvent exclus, comme on le verra plus loin.

² On consultera à ce propos le dernier chapitre de la thèse de doctorat de Sebastian Lecocq, *That desert is our country, op. cit.*

sentiments d'exclusion sociale d'une génération de Touaregs ayant grandi pendant l'indépendance, une génération définie sous le terme *d'Ishumars*, on a montré au chapitre précédent que les facteurs de mobilisations sont bien plus complexes. Comme on l'a analysé, la mobilisation dépend des situations sociales de départ, c'est-à-dire de la position particulière du futur rebelle au moment où il est touché par la rébellion. Cette position a elle-même varié avec le temps du conflit : mobilisations précoces, plusieurs années avant le déclenchement du conflit, ou adhésion tardive motivée par la peur de la répression, les parcours rebelles sont éminemment liés aux dynamiques des mouvements insurgés.

On prolongera cette analyse par une sociologie des rebelles. On essaiera d'établir les caractéristiques communes de combattants dont leur parcours et leurs origines les différencient en plusieurs sous-groupes. Cette sociologie des combattants permet en premier lieu d'appréhender la richesse et la diversité des itinéraires rebelles qui viennent faire écho aux facteurs de la mobilisation. Ensuite, on verra dans la diversité des groupes une raison essentielle des solidarités rebelles qui se prolongent au-delà du temps du conflit : elles permettent, du fait des affinités sociales et culturelles qui découlent de la pratique de la rébellion, une diffusion de leurs points de vue dans la société touarègue.

Il est essentiel à la compréhension des récurrences des conflits de ne pas se limiter au temps de la guerre. On montrera comment, par la constitution et la mise en œuvre d'un « capital social » rebelle, les combattants ont reconverti leurs savoir-faire et leurs solidarités en temps de paix. Ce capital social permet à la fois une redistribution économique entre rebelles ce qui pérennise et renouvelle les relations liées pendant la guerre, et place le savoir-faire rebelle au cœur des perspectives de développement des régions du Nord du Niger. De ce fait, le groupe des anciens combattants agrandit ses horizons et occupe une position stratégique dans les secteurs d'activité les plus importants.

Sociologie des rebelles et capital social n'expliquent cependant pas à eux seuls comment la rébellion se pérennise en tant que mode d'action politique légitime : si la place des ex-rebelles au

sein de la communauté touarègue est grande et suscite des envies et des vocations, elle est aussi symboliquement essentielle. Ainsi l'image de la rébellion, chez les combattants et autour d'eux, est à la fois forte et positive. La rébellion est parvenue à s'auto représenter positivement et à imposer cette représentation au-delà du cercle des combattants, opérant une légitimation de son action d'autant plus efficace qu'elle se renouvelle régulièrement.

1-Sociologie des rebelles, des *Libyens* aux *Imaginaires*

Observer des groupes sociaux que l'on pourrait définir par des caractéristiques communes suffisamment déterminantes n'est pas une tâche aisée. On ne voudra pas plier la réalité à la nécessité d'inclure les rebelles dans des catégories qui présentent le risque d'être par trop simplifiées et simplificatrices. La prise en compte de la complexité des dynamiques rebelles est un élément essentiel de l'analyse de la rébellion si on veut sortir des affrontements idéologiques pour en comprendre le sens. La multiplication d'entretiens ouverts, dans lesquels les combattants ont raconté leur parcours, permet de dégager quelques grandes tendances. On soulignera le fait que les groupes sociaux mis en lumière ne sont pas absolument exclusifs les uns des autres, dans la mesure où certains rebelles, aux parcours longs et atypiques, peuvent ressortir de plusieurs catégories au cours de leur engagement avec la rébellion. Je pense que la sociologie des combattants permet d'expliquer les logiques de pérennisation des mouvements et leurs développements actuels : elle éclaire l'origine de l'engagement, les objectifs, mais aussi et surtout on trouvera dans les relations entre ces groupes des éléments déterminants pour comprendre les dynamiques rebelles.

De mes entretiens se dégagent quatre grands groupes, qui peuvent eux-mêmes se subdiviser en sous-groupes plus subtils et qu'on explicitera en détail dans les paragraphes suivants :

Les « Libyens », La « Seconde Génération », Les « Identifiés » et les « Imaginaires ».

1-1 Les « Libyens »

On appellera « Libyens » la première génération de Touaregs exilés en Libye. Pour l'essentiel ils recourent la première génération *d'Ishumars* mais sans se limiter à ceux-ci. Certains, en effet, ont des parcours d'exilés politiques et ont été reconnus comme tels en Algérie puis, surtout, en Libye. On trouve parmi eux le petit noyau des rescapés des coups d'Etat manqués contre Kountché. Depuis l'indépendance, ils ont essayé de mettre en place des stratégies de résistance contre les gouvernements de leur pays ; ils se rapprochent dans leur lutte des Touaregs du Mali qui ont connu des parcours similaires et ont conçu des objectifs communs. Les figures historiques de la résistance touarègue malienne sont devenues des modèles importants de l'histoire intellectuelle et politique de cette période et servent toujours de référence aux combattants aujourd'hui. Mohammed Ag Ataher³ est en l'exemple le plus marquant, bien que son parcours personnel soit différent de celui de la majorité des « Libyens ».

Les « Libyens » se caractérisent en premier lieu par la durée de leur parcours d'exilés. Celui-ci n'est pas uniquement politique ; peu sont ceux qui n'ont pas dû quitter le Niger pour des raisons économiques. En revanche, quel que soit l'origine de leur exil, le contact prolongé avec la révolution libyenne a influencé leur culture. Aujourd'hui encore, bien qu'ils se désolidarisent souvent des objectifs et des méthodes de Kadhafi, ils sont marqués par des référents politiques différents de ceux des autres rebelles : ils pratiquent l'arabe couramment et sont sensibilisés aux enjeux du monde musulman, pas seulement en Afrique. Ils ont été ainsi impliqués dans les luttes au Proche-Orient avec la Légion Islamique. Les « Libyens » situent souvent leur discours politique dans une problématique de révolution « globale » qui implique des affinités avec d'autres groupes rebelles, bien au-delà de la région saharienne. Dans leurs discours, on trouve de nombreuses références au « *Guide de la Révolution* » et au « *Livre vert* »⁴, références qui tendent à rester du domaine de la « culture » (en ce sens que les « Libyens » utilisent ce vocabulaire comme une référence qu'ils ont intégrée) plutôt que du domaine de la « pratique » (les rebelles ne considérant pas les stratégies libyennes comme des modèles politiques à suivre).

³ On a évoqué son cheminement vers la résistance ; l'évocation de son nom suscite admiration et révérence chez les plus anciens des « Libyens ».

⁴ Mouammar Kadhafi et le livre qui expose ses conceptions politiques, paru en 1975.

Nombre d'entre eux ont établi des réseaux en Libye au cours de leurs années de présence dans ce pays. Certains s'y sont mariés et y ont eu des enfants. Ils ont tissé ces réseaux dans la communauté touarègue locale des oasis du Sud mais aussi dans la capitale, Tripoli. Une partie de l'*intelligentsia* révolutionnaire libyenne soutient que les Touaregs sont des tribus arabes⁵ de Libye ; dan le même temps, le colonel Kadhafi a, en 1980, favorisé la diffusion de discours appelant les Touaregs à s'unir à la révolution libyenne. Les premiers exilés politiques ont donc trouvé en Libye un terrain intellectuel favorable à leur expression.

Il est difficile de cerner la portée politique de leur engagement dans la Légion Islamique. Les combattants que j'ai interrogés me semblaient avoir développé une conscience politique plus élaborée que celle des combattants les ayant rejoints une fois la rébellion commencée au Niger, mais ils tendaient à avoir une perception avant tout nationale de leur engagement : les combats auxquels ils ont participé, en particulier au Tchad et au Liban, ne les ont pas conduits à s'engager dans une cause. Ils ont essentiellement retiré de ces guerres un savoir-faire militaire spécialisé et largement supérieur à celui des autres rebelles touaregs, arrivés plus tard dans la rébellion et formés sur le terrain au Niger. En ce sens, on peut écarter l'hypothèse d'une instrumentalisation de leur résistance de la part de la Libye. Rien ne permet d'affirmer qu'ils ont représenté le régime de Kadhafi au-delà des années de formation militaire. Ils ont cependant gardé des liens importants avec ce pays, par l'intermédiaire des réseaux familiaux et politiques. Sans que l'on puisse parler d'instrumentalisation de la lutte touarègue, la Libye ne voit pas d'un mauvais œil la capacité des rebelles à déstabiliser les gouvernements de leurs propres pays.

Le parcours des « Libyens » éclaire la rébellion en de nombreux points : le savoir-faire militaire des rebelles qui leur permet de tenir en échec l'armée régulière, la conservation de bases logistiques qui autorisent les chefs de fronts à se retrancher en Libye en cas de problème⁶, et l'implication particulière de la Libye dans le conflit, en particulier dans la mise en œuvre des accords de paix. La Libye agit de ce fait souvent en qualité de négociateur privilégié lorsque des tensions apparaissent dans le Nord du Niger.

⁵ D'après Hélène Claudot-Hawad citant « Mohamed Saïd El-Qachat – auteur d'une thèse publiée (en arabe) en 1989 sous le titre : *Les Touaregs, Arabes du grand Sahara, Tripoli, Centre d'études et de recherches sur le Sahara, 308 pages* ». *La fragmentation touarègue ou le prix de la paix*, in *Touaregs, Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Ethnies, vol.11, n°20-21, 1996, p41.

⁶ Comme l'a fait régulièrement Rhissa Boula au gré de sa carrière politique chaotique.

Les « Libyens », malgré leur engagement originel qui a créé la rébellion touarègue et leurs qualités militaires leur ayant permis d'occuper de nombreux postes de chefs militaires des fronts, restent en marge de la rébellion sur deux plans : la représentation politique et l'ascension dans la période post-conflit. Certaines des figures les plus marquantes de ce groupe ont connu des trajectoires de reconversion décevantes⁷. Deux questions se posent à l'analyste : comment expliquer cette relative mise à l'écart ? A-t-elle engendré des affrontements et des luttes qui se prolongent en temps de paix ?

Il semble que l'exclusion apparente des « Libyens » de la représentation politique rebelle se soit déroulée sans heurt notable. La rupture avec la Libye, induite par des désertions et le départ dans les montagnes de l'Aïr, a poussé les rebelles à se tourner vers d'autres interlocuteurs internationaux dont la culture excluait de fait les « Libyens » arabophones. Voici comment un ex-combattant explicite les modes de régulations à l'intérieur de la rébellion :

« Les gens qui sont venus de Libye, ce sont des gens qui ont été courageux, que la Libye a reconnus comme ses propres militaires. Lorsqu'ils ont su que la Libye les utilisait pour rien, pour ses propres combats et que les Touaregs n'avaient rien à attendre, ils ont dit qu'ils vont aller... Ce sont eux qui ont amené certaines notions militaires, en connaissant les armements, la discipline.

Ce sont les gens qui sont vraiment la rébellion, ils ont organisé la discipline militaire. Sans eux il n'y a jamais de rébellion.

Après, les chefs de fronts, ce sont souvent des gens du Niger, qui étaient restés au Niger, ou qui vivaient en France même. C'est parce que le Niger c'est un pays francophone, et que les gens qui étaient là avant, les gens de Libye, ils ne connaissent rien, rien. Si tu ne parles pas français tu ne peux pas discuter.

Mais ceux qui venaient de la Libye ont été plusieurs avec les chefs de fronts, ils ont toujours été associés.

⁷ Slimane Hyar, par exemple, un des premiers rebelles, exilé en Libye dès la fin des années 1970 et participant à l'élaboration des fondements politiques de la rébellion qui ont entraîné nombre d'Ishumars à s'engager dans l'armée libyenne, puis chef du Front d'Action Révolutionnaire (FAR), est actuellement petit commerçant à Agadez.

Imagine : si je devenais chef de front, tu serais chef d'état-major. Tu vois ? C'est ce savoir-faire qui compte, il y a ceux qui parlent, qui négocient, et ceux qui organisent les fronts.»⁸

La répartition des rôles entre chefs militaires et chefs politiques a un sens, bien que la réalité soit moins claire⁹. En revanche, cette séparation entre représentants politiques d'une part, qui trouvent une légitimité dans leurs relations avec l'extérieur (gouvernement nigérien et facilitateurs des négociations) et chefs militaires de terrain d'autre part éclaire d'une manière intéressante les premières années de la rébellion, au moins jusqu'en 1995.

1-2 La « Seconde Génération »

Le facteur déterminant du *leadership* politique rebelle réside dans la pratique du français et la facilité à s'imposer face aux médias. Cette maîtrise de la langue française s'accompagne souvent d'une éducation formelle reçue dans les écoles nigériennes. C'est cette ligne de fracture qui distingue le plus radicalement les « Libyens » de ceux de la « Seconde Génération ». A la différence des « Libyens », la « Seconde Génération » est en effet francophone et éduquée. Il en résulte une différence fondamentale entre leur culture politique et celle des « Libyens »: détachés de la rhétorique révolutionnaire libyenne, les membres de la « Seconde Génération » mettent en œuvre des références politiques occidentales.

Le cadre de leur discours est plus malléable que purement idéologique et a varié avec le temps et les circonstances : à partir de prémices nationalistes floues et rapidement abandonnées, cette génération a négocié dans le cadre plus étroit des accords de paix sur la base de l'autonomie régionale et de la redistribution économique au profit de leurs régions d'origine.

La « Seconde Génération » est apparue historiquement lors de la Conférence Nationale, après les événements de Tchintabaraden, pour négocier un changement de statut du peuple touareg au sein du Niger. C'est cette génération spontanée qui a créé le Front de Libération de l'Aïr et de

⁸ Entretiens avec Mahmoud Sidi, « Libyen », Agadez, octobre 2006.

⁹ Les fronts ont été créés au fur et à mesure des désaccords et des nécessités de négociations futures.

l'Azaouar (FLAA), conférant une identité politique à la rébellion en 1992 - une identité déjà dissociée des aspirations des « Libyens ».

L'influence de la « Seconde génération » se mesure avant tout par ses nombreuses réussites. Elle a en premier lieu défini les contours du discours politique rebelle, en focalisant les débats sur son discours et sur ses représentations (c'est cette génération qui a écrit le Mémorandum de 1994 et qui a parlé dans les journaux français). Ce discours s'est ajusté dans le temps, au gré des contacts avec les négociateurs français et les sympathisants européens de la cause que la « Seconde Génération » défendait. Elle a aussi introduit la notion de « mémoire » rebelle, celle qui se relie à la résistance du passé et dénonce les conséquences de la colonisation sur le peuple touareg. Elle a, de plus, littéralement incarné les visages de la rébellion en figurant dans les médias et les conférences universitaires, attirant la sympathie comme les critiques. Elle a enfin connu des trajectoires de reconversions réussies après la paix, aussi bien dans le domaine économique que politique.

La présence médiatique de la « Seconde Génération » ne traduit cependant pas un certain manque de substance; elle porte un discours élaboré, sans doute inspiré d'idéaux français et de références touarègues qui en se répondant ont produit du sens pour les générations suivantes et dans l'espace politique nigérien. Ses références ont été réappropriées par les jeunes Touaregs, non seulement parmi les rebelles mais aussi dans la société touarègue moderne.

C'est aussi à l'intérieur de la rébellion que la « Seconde Génération » s'est exprimée. Elle a déterminé les discussions politiques et sociales au sein des mouvements rebelles, remettant en cause, par exemple, les différenciations sociales traditionnelles. Ces discussions sont toujours vivaces aujourd'hui. C'est enfin dans ce groupe que l'on trouve les figures les plus connues de la rébellion. Mano Dayak, qui est issu de cette « Seconde Génération », en incarne les aspects les plus saillants. Il a tenu les rôles de chef de front, de négociateur et de symbole rebelle dans les médias français. Plusieurs livres et de nombreux entretiens dans la presse attestent de son héritage, toujours vivant et entretenu par la mémoire des organisations associatives et de la diaspora. D'une certaine manière, il a représenté la figure du « mythe » touareg moderne, entre identité culturelle marquée et capacité à manier la modernité, une image qui séduit les sympathisants de la cause rebelle parce qu'elle prolonge et renouvelle des représentations anciennes.

Le parcours de Mano Dayak est très loin de celui des *Ishumars*. Après des études secondaires dans le Nord du Niger, il a étudié aux Etats-Unis et en France, puis créé à Agadez l'agence de voyage Temet qui a servi de modèle de développement aux agences actuelles dont on verra toute l'importance dans la diffusion de la culture politique rebelle. Cette agence, qui existait bien avant les débuts de la rébellion, a permis la constitution de réseaux denses et solidaires entre Mano Dayak et ses clients européens. Ces réseaux ont su se mobiliser rapidement pendant la rébellion pour porter la résistance touarègue dans les médias français et organiser la diffusion de la pensée de la « Seconde Génération » incarnée par Mano Dayak et ses camarades. Mano Dayak a aussi coordonné les mouvements armés (Coordination de la Résistance Armée, CRA) puis mené les négociations de paix avec le gouvernement nigérien avant de mourir dans un accident d'avion en 1995¹⁰.

La « Seconde Génération » a donc supplanté le groupe des « Libyens » sans se l'aliéner et en parvenant à déterminer le cadre de l'expression politique rebelle. Sa réussite, dans la rébellion, tient à sa capacité à articuler un discours qui rencontre un écho favorable dans les groupes sociaux qui ont rejoint la rébellion par la suite.

1-3 Les « Identifiés »

Cette catégorie de rebelles est formée par ceux qui ont rejoint la rébellion après seulement avoir été identifiés, ou s'être identifiés, aux rebelles. Ils n'ont que peu de liens avec la cause et les revendications originelles de la rébellion explicitée par les premiers combattants ou les cadres qui ont négocié les accords. Ils n'ont pas pris parti aux débuts de la rébellion et n'en attendaient rien en 1990. Je distingue deux sous-catégories qui ressortent de ce groupe : les « Collégiens » et les « Apparentés ».

¹⁰ Mano Dayak s'est également engagé sur le terrain des combats et a tenté de diffuser ses conceptions au sein de la rébellion. Son image reste extrêmement forte bien qu'elle soit controversée : on l'accuse, dans certains milieux combattants et académiques, d'avoir agi en tant qu'agent des services secrets français.

1-3-1 Les « Collégiens »

Victimes d'une mauvaise image et du soupçon, identifiés à une cause et à une ethnie, ils sont essentiellement partis pour échapper à la répression.

Cette identification à un peuple a été parfois douloureuse. Les « Identifiés » « Collégiens » l'ont été alors qu'ils allaient à l'école, dans les régions du Sud éloignées des bases régionales de la rébellion. De fait, ils n'avaient que peu de liens organiques avec les rebelles. Leur jeunesse les avait tenus éloignés de l'immigration économique en Libye et ils ne connaissaient pas les enjeux politiques développés dans les casernes libyennes. La révolution libyenne et les tentatives de renversement du régime de Kountché ne les concernaient pas. Ils étaient scolarisés dans des zones majoritairement haoussaphones ou djerma/songhai, pratiquant ces langues comme leur langue maternelle. Issus de familles sédentarisées depuis longtemps, ayant grandi en zone urbaine, leur mode de vie était non seulement éloigné des pratiques nomades mais ils n'en percevaient pas les enjeux. Leurs pratiques culturelles d'une tradition touarègue étaient également à peu près nulles. Jusqu'à leur identification en tant que Touaregs et rebelles, ils étaient intégrés à une société en attente de changements politiques globaux et qui espérait connaître une phase de transition démocratique après la Conférence Nationale. De ce fait ils avaient l'impression, en participant à la scolarisation, de bâtir un avenir professionnel solide.

Les « Identifiés » ont en commun de parler de leur surprise d'avoir été soudainement considérés comme étrangers et sympathisants de la rébellion, et de ce sentiment de stigmatisation dont on a formalisé les termes au chapitre précédent. Le témoignage suivant résume parfaitement le basculement vers une identité imposée et les mécanismes à l'œuvre dans cette évolution vers la rébellion :

« J'ai quitté parce qu'on ignore vraiment les objectifs de la rébellion touarègue, mais on se sent toujours concernés par le mot « identité », identité seulement touarègue. Et même au sein de village, il y a l'armée, il y a certaines communautés qui voient mal de nous. C'est comme si tu es montré du doigt, quoi,

et que tu es surveillé de près, et que tes libertés sont limitées. Tu n'es rien. Tout ce que tu vas dire, on va te répondre : « Tu es rebelle, toi ».

Au lieu que ce soit un soupçon non réel, il vaut mieux être ce que les gens veulent que tu sois, pour aller à leur rencontre. C'est ainsi que j'ai quitté, en 4^{ème}. »¹¹

Ces hommes ont grossi les rangs des fronts lors des années d'intensification des cycles d'attaques et de répression. Ils sont arrivés dans les montagnes surtout entre 1993 et 1994, bien que certains aient continué de chercher à s'intégrer à la rébellion finissante, après 1995. Ils sont arrivés régulièrement et ont posé de nombreux problèmes aux fronts de la résistance.

Le premier problème est que, nombreux, urbanisés et mal formés, ils se sont montrés souvent incapables de s'adapter au contexte rebelle. Souvent, ils ne pratiquaient pas la *tamasheq*. Ils ne connaissaient pas le maniement des armes ni n'étaient familiers de la discipline militaire. Leur formation a été délicate, d'autant plus qu'ils ne connaissaient pas la vie en brousse ni les privations. Pour certains, l'adaptation a été impossible et ils ont quitté les fronts, ou bien ont été renvoyés dans les campements par des gens de leurs familles.

Bien que les distinguant de leur propre groupe de premiers combattants, ceux qui ont été formés au combat et connaissent l'usage des armes ne les stigmatisent pas. Ils ne les considèrent pas comme des faux rebelles. Les premiers rebelles comprennent que l'évolution du contexte politique nigérien, dû à leur résistance, à entraîné une atmosphère de suspicion dont les civils sont les premières victimes. La tâche la plus complexe a été de les intégrer militairement pour qu'ils ne deviennent pas un poids pour les fronts.

Un combattant du FLT explique les difficultés posées par ces nouveaux venus :

« Il y a beaucoup de gens qui sont venus nous rejoindre, ils ne savaient pas utiliser une arme. Tout juste ils savent tirer et c'est fini. J'ai vu beaucoup de gens qui ne savent même pas tirer. Mais s'ils viennent, tu dois leur donner une arme. C'est normal, parce que même si tu es dans la vie, même si tu as refusé de partir

¹¹ Entretiens avec Amma Aboubacar, réalisé en français à Niamey en décembre 2006.

à la rébellion, il y a l'armée qui va te prendre. Si on te voit, un Touareg, l'armée te prend, alors tu es obligé de partir. Il y a des gens qui sont arrêtés, ils ne savent même pas ce que c'est la rébellion. Des fois, si tu te promènes, tu es Touareg, tu es mis en prison. Parce qu'ils savent qu'ils ont un problème avec les Touaregs. »¹²

Ces difficultés sont confirmées par les « Collégiens » eux-mêmes. Leur intégration tardive dans la rébellion a parfois été d'une grande complexité :

« Lorsque j'ai quitté (l'école, NdA), juste au moment des vacances, il y a des parents qui étaient venus de la rébellion, je les ai suivis. Arrivés là-bas, on a rencontré une mission du FPLS, le Front Populaire de Libération du Sahara. Il y a certains responsables, ils m'ont dit en aucun cas ils ne peuvent quitter avec moi, il vaut mieux continuer les études, les gens auront besoin de cadres.

J'ai refusé de retourner, ils sont partis, ils m'ont laissé. J'ai cherché un autre front. J'ai rencontré d'autres (jeunes en recherche d'un front, NdA), on a tapé un peu partout. Quand tu viens, généralement il y a un interrogatoire de 24 heures au niveau de la barrière du front. Après l'interrogatoire, tu vas venir, tu seras repris pour t'habituer à l'ordre serré et avoir certaines notions militaires ».

Certains ont quitté la montagne et sont revenus en ville, mais la réintégration y était pratiquement impossible. Ils ont alors tenté de retourner dans la clandestinité en rejoignant un front conciliant et y sont parvenus en général.

Les « Collégiens » ont en commun un parcours atypique dans la rébellion, fondé principalement sur une politisation progressive et sans base idéologique forte. Il ne faut pas négliger cependant leur conscience politique. Bien que n'ayant pas été déterminante dans leur engagement, elle s'est

¹² Entretien avec Ahmoudou Billa, 18 octobre 2006, Agadez.

construite sur des prémices personnelles fortes : le sentiment de stigmatisation et la théorisation de cette différenciation, une fois dans la rébellion, et après la paix.

S'ils ont joué un rôle fondamental dans la rébellion, ce n'est ni en raison de leur capacités militaires, ni par leur insertion dans les négociations. Ils ont formé une vague massive de nouveaux rebelles qui se sont agrégés aux fronts au moment où ceux-ci entraient dans une phase décisive : les négociations de paix formelles étant en cours à Ouagadougou, certaines formations s'en sont désolidarisées. En conséquence, les nouveaux rebelles ont participé à la poursuite de la résistance sous la forme d'une dissidence aux accords et dans le cadre d'un affrontement, politique et parfois militaire, entre rebelles. Leur importance a cependant largement dépassé ce rôle de combattants de base pour fronts dissidents. Ils ont en effet gonflé les rangs de formations qui ont négocié, par la suite, des accords séparés. Ces accords ont été organisés autour de la revendication essentielle de l'insertion des combattants. On a vu dans le chapitre précédent que l'enjeu de la réinsertion (impliquant des négociations complexes sur le rang militaire d'intégration, et les possibilités de progression de carrière) avait participé à la continuation des combats jusqu'en 1998.

Le rôle des « Collégiens » dans l'après-guerre a lui aussi été fondamental. Ce sont eux qui ont le plus largement bénéficié des accords d'intégration dans l'armée et qui ont formé la majorité des ex-combattants intégrés dans les unités spéciales créées par ces accords. Leur éducation leur a permis de s'adapter aux contraintes du retour à la paix et d'accepter les limites de la vie militaire. Ils ont aussi contribué à perpétuer la vision de la « Seconde Génération » parce qu'ils partageaient avec elle les références occidentales et une remise en cause globale des hiérarchies sociales touarègues. Leur présence dans les milieux urbains les autorise à former un contact privilégié avec les Européens et par là fait d'eux des vecteurs essentiels de la culture politique rebelle.

1-3-2 Les « Apparentés »

Les « Apparentés » représentent les sous-groupes de Touaregs qui, au cours de la rébellion, ont été considérés comme des auxiliaires éloignés de la rébellion. C'est dans cette stigmatisation

qu'ils ont trouvé leur relation à la rébellion. A la différence des autres « Identifiés », ils n'ont pas pris part au combat. Mais dans la période de paix, ils continuent à perpétuer les références qu'ils ont acquises, dans la souffrance, avec les mouvements rebelles.

Les femmes :

Il est difficile de trouver des témoignages féminins, ou de combattants évoquant le rôle des femmes dans la rébellion touarègue. Les combattants ne parlent pas spontanément, sauf exception, de leur place dans la période de guerre, et je n'ai pas trouvé de trace de femmes ayant participé aux combats. Dans ce conflit de basse intensité, au cours duquel les combattants retranchés dans les montagnes dépendaient beaucoup des civils non engagés dans les combats, le rôle des femmes a été cependant essentiel à la périphérie des affrontements, sur plusieurs axes : le ravitaillement des clandestins, le renseignement sur les mouvements de l'armée nigérienne et le maintien en vie et en bonne santé des aînés. Les femmes, avec les autres civils touaregs du Nord, ont beaucoup souffert des représailles de l'armée et des difficultés économiques engendrées par la guerre civile.

Je reproduis ci-dessous le récit d'une épouse de combattant qui m'a raconté son expérience du temps de la guerre ; un récit qui éclaire sur les motivations et les évolutions des rôles féminins au cours de la rébellion.

Cas particulier : le récit d'une épouse de combattant. Manou Billa, épouse d'Issoufou Matachi¹³ :

«J'étais d'abord élève à l'école missionnaire de Tchirozérine. On était plusieurs du campement à aller à l'école là-bas, ils s'occupaient bien de nous. A ce moment-là les parents ne voulaient pas toujours envoyer les enfants à l'école,

¹³ Ce témoignage a été recueilli en plusieurs entretiens en octobre 2006 à Agadez. Ils ont été réalisés en français. Issoufou est l'un des premiers chefs militaires de la rébellion.

mais moi j'ai été choisie par le frère de ma mère qui a dit que je devais apprendre pour les autres. C'était difficile au début.

Après l'école je suis venue à Agadez. C'est là que j'étais pendant les années de la rébellion. La situation n'était pas trop difficile. C'est surtout dans la montagne qu'il y avait des problèmes, les militaire nigériens prenaient les gens dans les campements et les amenaient en ville en les accusant d'être des rebelles. Issoufou a fait sa demande en mariage à ma famille et on s'est mariés en secret pour éviter les pressions de l'armée et de la police. A ce moment-là ils capturaient les épouses pour faire sortir les rebelles de la montagne.

Après cela, la rumeur disait que j'étais mariée avec un rebelle alors j'ai quitté Agadez. Je suis partie à Niamey. Après quelques mois là-bas, j'ai rejoint Issoufou dans la montagne, à Tamgak, en camion jusqu'à Timia. Les hommes qui m'accompagnaient ont du sortir d'Agadez à pied un à un et rejoindre le camion sur la route de Timia. Issoufou et Mano Dayak sont venus nous chercher. Le voyage était dangereux et difficile, on n'était que deux femmes. Peu de femmes ont séjourné dans la montagne parce qu'elles devaient rester dans l'ignorance des positions et des mouvements des rebelles.

Mais les femmes gardaient le contact avec leurs maris : parfois elles faisaient de courts séjours dans les montagnes, ou alors leurs maris les rejoignaient en ville ou en brousse clandestinement en se déguisant et en venant la nuit.

C'était très difficile. On n'avait pas de maris pour nous aider comme le veut la coutume. On devait aussi s'occuper des anciens. On était aussi menacées tout le temps parce qu'on était épouses de rebelles, on nous utilisait comme otages, on nous battait.

Vraiment on a dû se cacher de la police et de l'armée. Il y en a qui sont parties en Libye, en Algérie ou à Niamey.

Au début, la rébellion c'était surtout les hommes. Mais la séparation avec nos maris était difficile, on ne savait jamais si ils étaient vivants ou morts. L'armée recherchait les femmes de rebelles pour les mettre en prison et les utiliser pour

faire sortir les maris. Ils nous gardaient en prison jusqu'au couvre-feu et il fallait rentrer très vite, on avait peur. »

On trouve aussi, parmi les « Apparentés » les artisans et les personnes âgées. Leur rôle dans la rébellion n'est pas actif, mais on s'y intéressera pour une raison essentielle : cette phase transitionnelle pendant laquelle ils ont souffert de la répression les a rapprochés des groupes rebelles. Ils ont pu ainsi, pour la plupart, accepter l'idée de la rébellion comme un mode d'action légitime pour la communauté entière. Cette adhésion aux principes rebelles est importante parce que les premiers rebelles soulignent dans leurs récits les réticences initiales de leurs familles à leur engagement. On peut voir dans ce basculement progressif des campements vers le soutien à la rébellion un facteur décisif dans l'élaboration d'une image positive, nécessaire à la diffusion des idéaux rebelles mais aussi de sa culture politique. Les contacts, sur le temps relativement long des huit années du conflit, entre les rebelles et la population civile¹⁴ ont permis *a minima* une acceptation des objectifs et des moyens des rebelles. Il faut y ajouter une meilleure compréhension de la culture *Ishumar* dans les campements, qui participe aussi à cette adhésion élargie à la culture politique rebelle.

1-4 Les « Imaginaires »

Cette catégorie de rebelles me semble particulièrement intéressante car elle légitime le recours à la notion de culture politique rebelle dans l'analyse de la rébellion en incarnant une manifestation éclairante. Il est important d'en préciser les contours.

Les « Imaginaires » sont un groupe de Touaregs devenus rebelles par leur désignation en tant que rebelles. Mais à la différence des « Identifiés » qui ont sans le vouloir incarné la rébellion avant de l'intégrer et d'en adopter les idéaux et les comportements, les « Imaginaires » ne sont pas de *véritables* rebelles. Ils ne sont pas non plus, comme les « Apparentés », soumis par la répression à une adhésion forcée à la cause rebelle. Les « Imaginaires » s'autoproclament rebelles et vivent

¹⁴ Il faut sans doute ici établir une distinction entre les régions de Tahoua et d'Agadez d'une part, et les populations touarègues de la capitale de l'autre, qui n'ont pas connu les mêmes relations directes avec les insurgés durant le conflit.

leur condition de rebelles à la fois face aux visiteurs occidentaux mais aussi au sein de la société touarègue, y compris les rebelles réels.

Pour la plupart, ils n'ont même pas connu les années de conflit : ils se situent en effet dans leur grande majorité au sein de la jeune génération. En revanche, leur appropriation de l'identité rebelle ne repose pas seulement sur leurs propres représentations. Ils ont été en quelques sortes « institutionnalisés », légitimés en tant que rebelles lorsqu'ils ont bénéficié des accords de paix. La lenteur des processus de mise en œuvre de ces accords a en effet étalé sur un temps long l'intégration des rebelles aux différents corps paramilitaires. De la même façon, les financements tardifs des projets destinés au maintien de la paix dans l'Aïr et l'Azawagh leur ont permis de s'y insérer. De quelle manière ont-ils pu usurper cette identité rebelle ? Ils ont en fait bénéficié des stratégies politiques déployées par les anciens chefs de fronts une fois la paix revenue. Le mécanisme en est simple : lors de la mise en place des accords et des structures chargées de les appliquer sur le terrain, les institutions internationales ont confié aux chefs de fronts reconnus l'élaboration de listes de combattants membres de leur front. La division de la rébellion prend ici tout son sens. Ces chefs de fronts n'ont pas toujours, pour diverses raisons, limité leurs listes à leurs seuls compagnons d'armes. Ils y ont intégré nombre de jeunes de leurs familles élargies au gré de négociations internes. Ainsi les « Imaginaires » ont acquis la « qualité », le statut de rebelle sans avoir pris part à la rébellion.

Mais ils ont aussi développé leurs propres stratégies en dépassant le cadre des intégrations et des projets. Les « Imaginaires » sont aussi les jeunes désœuvrés d'Agadez qui se présentent comme rebelles aux Occidentaux. Généralement éduqués mais sans réelles perspectives d'avenir, ils se rapprochent facilement des touristes et des chercheurs en prétendant être des anciens rebelles. Leur âge souvent trahit le travestissement de la vérité. Mais leur insistance à se présenter comme rebelles me semble d'autant plus intéressante. Ils illustrent bien les processus d'appropriation de la culture politique rebelle. Ils sont d'autant plus attachés aux signes extérieurs de la rébellion (référence aux armes, récits des combats, affichage d'une identité rebelle) qu'ils n'en ont pas la légitimité. Ce groupe est loin d'être marginal : il est formé de nombreux jeunes Touaregs urbains qui agissent ainsi sans se cacher des vrais rebelles. Ils diffusent les discours de la rébellion et de sa représentation, notamment historique, et manient bien les concepts d'identité et de culture qui accompagnent le discours sur la rébellion en Occident.

Se pose alors la question du point de vue des ex-combattants à leur sujet. On pourrait penser qu'ils les méprisent légitimement et leur reprochent d'avoir usurpé leur combat et leurs acquis. Il n'est rien. Lorsque j'ai interrogé les anciens combattants à propos des « Imaginaires », ils se sont toujours montrés conciliants. Il semble que le mécanisme principal de cette acceptation réside dans une conception du « bien commun » de la communauté. Il est vrai que de nombreux combattants ont refusé la réinsertion dans les corps paramilitaires pour des raisons qui semblent évidentes¹⁵. Les Imaginaires sont plus que de simples « passagers clandestins » de la rébellion. Ils en ont intégré les références, les pratiques et les enjeux. Ils entretiennent aussi des relations suivies avec les ex-combattants qui sont parfois des membres de leur famille. Finalement, ils entretiennent un rapport ambigu mais décomplexé avec la rébellion dont ils se sont approprié les codes mais aussi dont ils ont contribué à diffuser et enrichir l'image auprès des visiteurs occidentaux.

Voici un résumé de ce que disent les vrais rebelles à propos des « Imaginaires » :

« La réalité, c'est que c'est des Touaregs. Ce qu'on veut, c'est le bonheur de cette race. Alors, si ça fait le bonheur d'un (Touareg, NdA), c'est déjà un atout pour nous. Parce que nous, il n'y a pas de différence. On est frères. Tu fais du bien pour toi-même, tu fais du bien à tous. »¹⁶

Les « Imaginaires » enrichissent le « corps social » rebelle mais aussi, en s'identifiant aux valeurs de la rébellion, forment une ressource facilement mobilisable dans de nouveaux mouvements rebelles.

¹⁵ Ceux qui ont refusé avaient parfois un avenir plus intéressant en retournant à leur vie d'origine, mais la plupart d'entre eux ne souhaitaient pas intégrer des groupes de l'armée qu'ils avaient combattue.

¹⁶ Entretien avec S.M, Agadez, 8 octobre 2006.

2- Un capital social rebelle

On entend par « capital social rebelle » l'ensemble des relations dont les ex-combattants disposent et qu'ils peuvent mobiliser pour améliorer leurs situations sociale et économique. Ces relations sont actives à l'intérieur de réseaux solidaires dont les bases ont été jetées pendant la rébellion. Un phénomène intéressant de la rébellion touarègue du Niger est que ces réseaux fonctionnent toujours après le conflit. On peut même considérer qu'ils se sont développés grâce aux reconversions de certains rebelles qui ont entraîné derrière eux leurs anciens camarades de front.

La rébellion semble même s'être réalisée en partie par l'intermédiaire des dynamiques de la période de l'après conflit, pendant laquelle un ensemble de savoir-faire et de phénomènes d'entraide ont connu un essor considérable. Les ex-combattants ont su recycler leurs connaissances dans le domaine économique pour occuper une place fondamentale dans les secteurs actifs de l'économie du Nord du Niger. Le maillage serré qu'ils ont construit après la guerre trouve régulièrement de nouveaux domaines d'expression. Le capital social rebelle permet d'améliorer une condition sociale dans une économie de subsistance. Il est aussi un moyen de canaliser les groupes d'anciens rebelles lorsque ceux-ci n'ont pas pu ou su se réinsérer. L'une des conséquences de l'efficacité du capital social rebelle réside dans le fait que les anciens des fronts maintiennent des contacts actifs et sont de ce fait mobilisables pour des causes communes.

Le capital social s'est exercé dans deux directions complémentaires : l'une se situe dans le contrôle de secteurs économiques clés de la région d'Agadez, l'autre se trouve dans les solidarités « verticales », qui s'exercent des anciens chefs de fronts vers leurs soldats. Les ex-rebelles demeurent dans la périphérie de leurs anciens chefs militaires et dépendent d'eux pour toucher une part des redistributions possibles des projets de maintien de la paix. On verra comment ces deux dimensions s'exercent à travers quelques exemples.

2-1 Solidarités économiques dans les reconversions

La part du capital social rebelle dans l'ascension économique des anciens combattants n'est pas toujours facile à évaluer, notamment parce que les réseaux familiaux et rebelles peuvent être sensiblement les mêmes et dès lors difficiles à démêler. Il existe cependant des exemples marquants qui indiquent que les solidarités nées dans la rébellion se sont transposées sur le terrain civil, particulièrement dans les réseaux économiques de la région d'Agadez.

2-1-1 Agences de tourisme

Le champ le plus visible du capital social rebelle collectif s'organise autour des agences de voyages. Le secteur touristique occupe un pan essentiel de l'économie nigérienne¹⁷. Depuis la fin de la guerre, il est en plein développement, malgré des chiffres encore modestes (5227 touristes aériens sont passés officiellement par les agences d'Agadez lors de la saison 2005-2006, soit environ la moitié des passagers aériens en visite touristique au Niger)¹⁸. Les problèmes de sécurité rendent aléatoires les prédictions sur l'avenir touristique de la région d'Agadez, mais le tourisme est un secteur stratégique au Niger pour l'entrée de devises. Le contrôle des investissements dans le tourisme représente de ce fait un enjeu majeur bien compris par les rebelles : Ghissa Boula a été nommé Ministre du Tourisme en 1995, dès les accords de paix et il a occupé ce poste malgré plusieurs changements de gouvernement, dont le coup d'Etat de 1996.

On sait que la création d'agences de voyage a été, dès les années 1970, l'un des moyens du développement économique local, initié dans la communauté touarègue par l'agence *Temet* de Mano Dayak. Ghissa Boula, qui y travaillait, en connaît les enjeux et en a mesuré l'influence. Après le conflit, les rebelles sont retournés à ce type d'activité, mais avec une intensité nouvelle grâce à un maillage du secteur particulièrement efficace.

¹⁷ Les autres ressources principales du Niger, à l'exportation, sont l'élevage et l'exploitation des mines.

¹⁸ République du Niger, *Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté. Les spécificités régionales dans la stratégie de réduction de la pauvreté*, décembre 2006. En 2008, la saison touristique a été rendue difficile par les combats liés à la rébellion du MNJ. En 2010 après une certaine reprise, les enlèvements de personnels près des mines d'uranium rendent aléatoires les perspectives de développement du secteur.

Quelques anciens rebelles ont pu monter leur propre affaire après l'instauration de la paix. Ce passage semblait une reconversion presque naturelle du mode de vie nomade et de la pratique des pistes acquise pendant la rébellion. On sait aussi que la rébellion avait développé des réseaux d'amitiés en Europe qui ont permis d'initier la reconversion, soit par des investissements en capital dans les nouvelles agences, soit par des participations à des voyages. Le recrutement du personnel des agences, particulièrement les chauffeurs, les guides et les cuisiniers, se fait très souvent dans le vivier des anciens camarades de fronts. Le parcours habituel s'organise souvent comme suit : un ancien rebelle qui possède des véhicules et un petit réseau d'amis en Europe met en place quelques voyages dans l'Aïr pour le compte d'une agence européenne, pendant la saison sèche¹⁹. Il recrute des chauffeurs, des mécaniciens, des cuisiniers au moment de voyager car la faiblesse du capital économique disponible ne permet pas de rémunérer du personnel à l'année. Ce recrutement s'effectue dans le réseau de ses compagnons de lutte qui connaissent les pistes, les villages et les chameliers capables de mettre en place une petite caravane pour les touristes. Les rebelles recyclent là un savoir-faire (connaissance des pistes, voire simplement un permis de conduire) et travaillent à la demande dans un réseau de confiance. Ce secteur d'activité demeure inégal dans la répartition du capital : les rebelles qui ont monté les agences parviennent à les développer alors que leurs employés à la demande demeurent en marge. Cependant, beaucoup d'ex-combattants sans formation scolaire, qui ont parfois quitté le Niger très jeunes et rejoint la formation militaire en Libye à l'adolescence, y trouvent des opportunités de reconversion inespérées :

« Par exemple, nous, maintenant on travaille dans les agences, mais avant on était des bergers, on ne comprend pas ce que ça veut dire, les agences. C'est après la rébellion, à force de prendre les armes, d'aller dans les 4x4. Avant, quand on voit une voiture, on était grands, on a de la barbe et tout, ... mon grand frère, quand je suis parti, quand il voit une voiture il se cache ! Et maintenant, j'ai eu un 4x4, j'ai possédé un 4x4 à la fin de la rébellion.

Ca m'a donné des compétences, maintenant je suis guide, je suis chauffeur.

¹⁹ La saison touristique dans l'Aïr s'organise généralement entre novembre et mars.

Des fois je travaille tout seul, des fois je travaille avec des agences, avec d'autres anciens de la rébellion, avec n'importe quelle personne avec laquelle je trouve du travail. C'est toujours des anciens, parce qu'ils me connaissent. »²⁰

On peut estimer à la moitié des agences officielles celles qui sont tenues par les rebelles, ce qui engendre des tensions avec les agences non rebelles, européennes et nigériennes²¹. Cette concurrence prolonge les tensions apparues dès les premiers temps de l'industrie touristique du Nord du Niger, mais s'est déplacée d'une concurrence entre Européens et autochtones à un affrontement entre les ex-rebelles et les autres. De plus, en marge des agences officielles, existent de petites structures informelles, par lesquelles un chauffeur d'agence loue un véhicule (ou utilise celui qu'il a pu acheter, d'occasion, après avoir travaillé dans une agence) pour organiser un voyage avec des touristes de passage à son profit. La plupart de ces chauffeurs intermittents sont d'anciens rebelles.

2-1-2 Jardins, trafics, banditisme : les pistes détournées de la reconversion rebelle

Ce capital social rebelle s'exprime aussi au moyen d'une redistribution « verticale », lorsque les anciens combattants d'un front sont employés par leurs anciens chefs, souvent indirectement, comme jardiniers par exemple²². Les projets de réinsertion des combattants ont ainsi été récupérés par d'anciens chefs de fronts qui ont détourné les dotations économiques en utilisant les rigidités du système d'attribution des allocations²³.

²⁰ Entretiens avec A.H., Agadez, décembre 2006.

²¹ Entretiens avec H. Moumouni, Directeur Régional du Tourisme et de l'Artisanat de la région d'Agadez, Agadez, octobre et novembre 2006.

²² L'auteur a mené des entretiens dans les jardins appartenant à Mohammed Akotey, ancien rebelle proche de Mano Dayak, intellectuel porte-parole politique formé en France. Il a occupé divers postes officiels auprès des gouvernements nigériens. En 2006 il était en charge à Agadez de la coordination des projets de réinsertions des ex-combattants pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En 2009 il est devenu directeur de la société commune d'exploitation des ressources d'uranium mise en place conjointement par le gouvernement nigérien et Areva.

²³ Ce sont les chefs de fronts qui ont fourni les listes de leurs combattants. De plus, les projets d'aide au développement économique rendaient obligatoire le regroupement des individus en groupes coopératifs porteurs

Les anciens rebelles les moins dotés en capital social, déclassés à leur retour à la vie civile, peuvent se lancer dans des activités illégales rémunératrices et risquées, souvent au sein de réseaux liés informellement à des anciens chefs de fronts²⁴. Les trafics passent essentiellement par Agadez, devenue ces dernières années une plaque tournante des réseaux qui acheminent cigarettes, drogues, et clandestins vers l'Algérie et la Libye²⁵. Ces trafics préexistaient à la reconversion des rebelles, les échanges transfrontaliers illicites avec les pays arabes au Nord du Niger n'ayant rien de nouveau. Cependant, certaines pratiques nées autour de la rébellion ont favorisé cette forme de reconversion pour certains anciens combattants démunis. Les réseaux informels nés des années *Ishumars* ont favorisé chez ceux-ci une connaissance poussée des pistes en direction de Tamanrasset. On a vu aussi que la difficile traversée entre l'Algérie et la Libye était un parcours commun à nombre de combattants. De nombreux combattants étant restés en Libye après la signature des accords, soit parce qu'ils y avaient gardé des attaches, soit parce que la Libye y a favorisé leur réinsertion, les échanges entre le Niger et ce pays sont fréquents et réguliers. Au cours de la rébellion, les fronts devaient se rendre régulièrement en Algérie et en Libye : les rebelles s'y ravitaillaient et s'y faisaient soigner. Beaucoup de combattants ont donc développé une pratique sans équivalent des déplacements furtifs entre ces trois pays. De nombreux anciens rebelles, pauvres, ont converti après la paix leur savoir-faire au volant de *pick-up* Toyota qui tentent d'éviter les patrouilles algériennes. Les voitures attendent les immigrants des pays côtiers à la gare routière d'Agadez pour les transporter, à grand risque, à travers le désert. Malgré la complicité en ville des autorités, le trafic est devenu particulièrement risqué : les frontières sont de plus en plus surveillées en raison des implications des politiques internationales de lutte anti-terroriste²⁶, et les enjeux financiers de la drogue créent des tensions et un niveau de criminalité inédit à Agadez.

d'un projet commun. Les allocations individuelles étant ainsi remplacées par des financements collectifs, par projets, elles ont souvent fini entre les mains des chefs de front en charge de les redistribuer sur le terrain.

²⁴ Sur la reconfiguration des réseaux et les enjeux des migrations pour Agadez, J. Brachet, *Un désert cosmopolite. Migrations de transit dans la région d'Agadez (Sahara nigérien)*, thèse de doctorat, Université Paris Sorbonne, E. Grégoire (dir.), 19 décembre 2007.

²⁵ J. Brachet, *Migrants, transporteurs et agents d'état, rencontres sur l'axe Agadez-Sebah*, Autrepart, n°36, IRD, 2005, pp. 43-62.

²⁶ Pour une lecture radicale des efforts militaires américains au Sahara, on consultera J. Keenan, *The banana theory of terrorism: alternative truths and the collapse of the second (Saharan) front in the War on Terror*, *Journal of Contemporary Africa Studies*, vol. 25, n°1, 2007, pp. 31-58.

Les rebelles reconvertis dans ces marchés clandestins sont trop pauvres pour organiser les trafics. Ils servent essentiellement de chauffeurs pour des organisations criminelles qui dirigent les réseaux depuis l'Algérie ou le Nigéria.

2-2 Banditisme et projets pour la Paix

Une partie des ex-rebelles a forgé dans la rébellion des pratiques de « coupage de route » consistant à arrêter et rançonner les véhicules circulant sur les territoires qu'ils contrôlaient. De nombreux fronts ont ainsi financé leur fonctionnement. Ce savoir-faire a parfois été recyclé lorsque la paix est revenue. Ainsi des véhicules de voyageurs occidentaux sont parfois volés, le récit de ces attaques venant alimenter les accusations et les peurs pesant sur la région du Nord du Niger. Les attaques de ce type sont en fait régulières, bien qu'elles ne soient pas toujours relatées dans les médias occidentaux. On peut estimer que ces pratiques sont marginales mais elles sont aussi indéniables. L'enlèvement de touristes et de résidents occidentaux est un prolongement récent de ces pratiques. Il est difficile d'en attribuer l'exclusivité aux anciens rebelles, mais la possession d'armes, le savoir-faire et le contrôle des pistes donnent un avantage sensible à ces derniers dans l'exercice du banditisme.

Les journaux locaux établissent des relations claires entre ces anciens rebelles et ces nouveaux bandits. En 2007, des incidents opposant la police à quelques hommes en armes ont débouché, après quelques mois, sur l'apparition d'un mouvement rebelle qui a revendiqué l'attaque, le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ). Les anciens rebelles justifient ces actions par la nécessité de survivre dans un environnement difficile, mais nombre d'ex-combattants critiquent ces nouveaux bandits et la dévalorisation qu'ils entraînent de l'image des combattants.

A la frontière entre le maniement illégal des armes et la reconversion réussie du capital social rebelle se trouve l'Association pour La Paix des Ex-Combattants (APEC), regroupée derrière d'anciens rebelles laissés pour compte de la réinsertion. Cette association compte au sein de son bureau Slimane Hyar, ancien chef du FDR, ainsi que plusieurs combattants dont la reconversion dans les trafics illégaux est notoire. Elle revendique l'adhésion de tous les anciens combattants bien que ses registres, et ses activités, semblent plutôt prouver qu'elle n'est que peu

représentative. Elle s'est constituée dans le contexte de la réactivation des anciens accords de paix, notamment le volet économique de réinsertion par le financement de projets de développement. Sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les bailleurs internationaux ont relancé des projets oubliés. Dans ce contexte, les chefs de fronts qui avaient été exclus des partages précédents se sont positionnés pour obtenir des subsides pour leurs troupes. Nombre d'anciens rebelles déclassés, comme on l'a dit, restent proches de leurs anciens chefs dont ils attendent une forme de redistribution. L'APEC est une manifestation originale de ce phénomène. Elle utilise le levier du maintien de la paix (dans le contexte de programmes antiterroristes et de coopérations militaires) pour tenter de valoriser son savoir-faire : le contrôle des hommes en armes dans une région sensible.

3- Images de la rébellion

Les ex-combattants considèrent, dans leur très grande majorité, que la rébellion a obtenu des résultats très positifs. Pourtant, il est objectivement difficile de voir quelles réalisations concrètes ont découlé des années de guerre.

On vient de montrer que les anciens rebelles ont vécu, après le conflit, un développement intéressant de leurs acquis de la rébellion : les réseaux et les solidarités leur offrent, dans un contexte économique difficile, des leviers d'ajustement intéressants. Cependant, ce capital social reste limité et de nombreux rebelles n'ont pas atteint leurs objectifs politiques ou obtenu de véritable réinsertion dans la vie civile.

Le sentiment de satisfaction qu'ils affichent lors des entretiens repose sur la différence qu'ils font entre leur propre condition de soldats démobilisés et les acquis symboliques de la rébellion. A la question « est-ce que tu es satisfait ? », les combattants répondent ainsi de deux manières. L'une traduit leur insatisfaction devant les modalités d'application des accords de paix. L'autre exprime leur satisfaction d'avoir apporté à leur communauté quelque chose qu'ils jugent décisif.

On peut expliquer la satisfaction des combattants par les contours originellement flous de leurs objectifs. Comme on l'a montré, les motifs initiaux de leur engagement se montraient déjà peu contraignants. Leurs buts, tels qu'ils ont évolué par la suite au cours du conflit, sont devenus encore plus ouverts et indéterminés. De ce fait, les combattants ont développé, dans leur très grande majorité, une représentation très positive de leur combat et de leurs réalisations. L'acquisition de « *droits* » et la « *reconnaissance* » sont complexes à mesurer et permettent, sur l'échelle relative des horizons nigériens, de tirer un bilan positif de la rébellion. Pour la plupart des anciens combattants, ils ont transformé les relations entre la communauté touarègue et les autres groupes ethniques du Niger dans un sens radicalement positif.

Ils ont aussi contribué à intégrer leurs points de vue et leur *habitus* aux représentations générales du monde touareg. Enfin, ils exportent l'image des Touaregs à l'extérieur. Cette image de soi forgée dans la souffrance des années de clandestinité ou dans les rencontres avec les visiteurs occidentaux est acceptée par les autres et devient largement performative.

3-1 « On est contents » : *acquis et reconnaissance*

Les combattants tirent un bilan positif de la guerre, particulièrement de ce qu'ils considèrent comme procédant des acquis de la rébellion : une image positive reprise en majorité par les Touaregs, bien que souvent *a minima* et avec toutes les nuances de générations et de positions sociales. La rébellion est surtout exaltée par la diaspora, critiquée parfois par l'élite intégrée de Niamey, mais en règle générale on en retient des acquis importants en termes, flous, de respect et de reconnaissance des Touaregs dans le Niger moderne. Cette notion de « *reconnaissance* » on le sait, était le moteur essentiel des mobilisations. De ce fait, l'évolution sociale est mise au crédit des combattants qui résumant ainsi le progrès dans les rapports « interethniques » au Niger :

« On est contents. Aujourd'hui, si on rentre dans le bureau du premier ministre, ou du président, ou du chef de l'état-major, ou gouvernement, ou du préfet, ou si on a un bon véhicule, personne ne peut rien dire. Mais avant, Ahmed, il ne peut pas te transporter. On dit : « Voilà, un Touareg avec un véhicule et avec un Blanc, venez voir ! ». Ca c'est miracle !

Avant on peut pas voir un Touareg avec un Blanc, et avec un véhicule. Maintenant, tout ça c'est éliminé. Même les militaires, si un Touareg passe, ils ne peuvent rien dire... »²⁷

Les Touaregs ont le sentiment d'avoir inversé, par les armes, un rapport de force défavorable. Ils ont transformé les relations de pouvoir au Niger grâce à la force, légitimant ainsi le recours à la violence.

²⁷ Entretiens avec Ahmed Chebo, Tchirozerine, hiver 2006.

3-2 Un bilan positif forgé dans la difficulté

L'un des facteurs de la fierté combattante réside dans le sentiment de former un groupe spécifique dont les caractéristiques se sont forgées dans la difficulté de la vie clandestine, d'abord en Libye, puis dans la montagne. Le terme de « montagne » devient souvent, dans les récits, synonyme de vie en commun dans le dénuement et la solidarité. Après le conflit, les ex-combattants ont entretenu ces sentiments et ces solidarités rebelles à travers les réseaux des anciens, qui se retrouvent pour parler de ces expériences qu'ils ont conscience de ne pouvoir partager qu'entre eux :

« La montagne, c'est dur. C'est dur. Il y en a qui changent, même si tu le vois, ils changent comme si tu le vois pas. Il y en a, comme nous, on était les enfants de la rébellion, on était plus jeunes, on nous appelle les racines de la rébellion... Il y avait des gens, qui sont des responsables, qui nous respectent. « Voilà, il faut faire ça »... On se connaît toujours, quand on se voit, on parle des souvenirs, de ce qu'on a fait : « Tu te souviens, quand on est restés quinze jours sans manger ? Tu te souviens, quand on a trouvé du thé ? On méritait, on était restés trois jours sans boire un thé ! »²⁸

La diffusion de la parole rebelle au-delà du cercle limité des combattants, au travers des récits de la lutte, est maintenant un moyen de soutenir l'idée d'un bilan positif. Les combattants reviennent beaucoup sur les solidarités nées au front :

« Oui, c'est très difficile, mais aussi ça laisse des souvenirs, qui, chaque fois quand on se souvient de ça, ça fait du bien et ça fait du mal en même temps. C'est un moment de souffrance partagé ensemble. Chaque fois il y a un manque, si tu

²⁸ *Idem.*

pense à tous ces gens qui se connaissent dans les lieux où il y a la misère, tu penses, tu te demandes où ils sont maintenant. »²⁹

Pour les rebelles, ces solidarités doivent trouver leur prolongement dans le Niger moderne : les combattants expliquent souvent que les jeunes générations sont avides de récits de clandestinité et de combats qui leur procurent une grande fierté.

3-3 La « communauté » nouvelle

La rébellion est ainsi une force créatrice : elle a apporté une nouvelle conception de la société touarègue et a éduqué les Touaregs demeurés dans les campements.

C'est au sein de la rébellion que se sont forgées une idéologie politique et la conscience de former une « communauté », grâce aux échanges nés dans les montagnes :

« En plus il y a un moment où tous les gens se sont habitués, parce qu'il y a des milliers de jeunes qui sont toujours ensemble, ça a été un moment... les souvenirs, comme ça, qu'on peut pas oublier, en pleine brousse, comme ça. Il y a des groupes de jeunes, tous les soirs, ils parlaient, ils parlaient, s'inventaient, ils faisaient des choses... »³⁰

Les rebelles ont de ce fait développé le sentiment d'avoir formé une « avant-garde » politique de la société touarègue. Bien qu'ils se soient construits une identité dans les marges du monde touareg, ils n'ont pas coupé les relations avec ce monde. Au contraire, en se formant une identité propre ils ont aussi construit celle de la communauté moderne.

²⁹ *Idem.*

³⁰ Entretien avec Ibrahim Saïdan, Wagadi, 8 et 9 octobre 2006.

Ils estiment avoir atteint une étape importante du développement de la société touarègue. Maintenant, disent-ils, les Touaregs ont compris :

« Oui, parce que les gens se sont retrouvés. A chaque fois ils parlent, et voilà. Il y a des gens qui comprennent, qui leur expliquent que voilà, on est comme tout le monde, il faut qu'on fasse ça, il faut qu'on évolue, il faut qu'on soit des gens comme les autres. Certes, on peut rester en brousse, faire l'élevage, mais il faut le faire comme ça, il faut être comme tout le monde. Il faut vivre comme des êtres humains, donc il faut comprendre qu'on est des humains, qu'on a un pays. Qu'on a des pays. Et entre les pays, il faut comprendre qu'il y a ... par exemple au Mali, il y a des Touaregs qui sont comme les Touaregs du Niger. Il faut comprendre qu'au Mali on peut aller, c'est des Touaregs qui sont là-bas, en Algérie, en Libye. Et si un Touareg du Mali vient ici, ou bien d'Algérie, il est chez lui. Il peut venir, il est logé. Il peut rester jusqu'à ce qu'il veut. Et avant il n'y a pas ça, on connaît pas, avant on se connaît même pas, sauf par famille. »³¹

Les rebelles forment donc une communauté, mais cette idée de la communauté est aussi active, par diffusion, dans l'ensemble du monde touareg :

« Avec les autres combattants, ce sont des amitiés, c'est des camarades des camps. En fait, tout le monde se connaît. Je connais tous les jeunes Touaregs qui ont fait la rébellion. Dès que je viens chez quelqu'un, c'est chez moi. Pas de problème, c'est chez moi. Et tous les Touaregs, c'est comme ça. Il peut y avoir des gens qui s'en fichent ; vous savez, il y a des gens, c'est pas leur problème. Mais la majorité des gens, ça a créé l'unité. C'est vraiment important, c'est la récolte de la rébellion. »³²

³¹ *Idem.*

³² *Idem.*

Les rebelles ont aussi le sentiment d'avoir acquis une légitimité auprès des autres Touaregs et d'en récolter les fruits après la rébellion :

« Au début, ils disent qu'on est fous. Maintenant, ils aiment les anciens, parce qu'ils voient qu'il y a beaucoup de choses. »³³

³³ Entretien avec A.S, Agadez, 10 décembre 2006.

Conclusion

A côté des critiques formulées sur les parcours individuels, qui tendent à déprécier les leaders qui ont connu l'ascension sociale la plus importante, le bilan collectif de la rébellion tiré par la majorité des anciens combattants est essentiellement favorable.

Les combattants parviennent, lorsqu'ils reconstruisent leurs parcours individuels et celui de la rébellion, à distinguer leurs acquis personnels (souvent faibles ou inexistant) de celui de la société touarègue. Ce raisonnement est aussi celui qui a permis de conserver des rapports de pouvoir souples et réversibles, malgré les divisions au sein des groupes rebelles.

On peut considérer que la diversité des parcours combattants a été un atout de la rébellion parce qu'elle a favorisé l'amalgame de points de vue différents et en ce sens a permis à chacun de fabriquer une part de satisfaction dans l'action commune. Si la rébellion a trouvé dans les générations *d'Ishumars* un vivier important de forces combattantes, elle a surtout existé grâce à l'apport toujours renouvelé de Touaregs d'autres origines. Ces apports successifs, on peut le penser, ont dégagé la rébellion nigérienne des divisions de « castes » et de « tribus » qui ont affecté la rébellion au Mali.

Le recours à de jeunes générations éduquées et habituées à la vie urbaine a entraîné deux conséquences éminemment favorables pour la pérennisation des mouvements : ces jeunes ont pu, d'une part, renouveler le discours rebelle et l'entraîner vers des terrains acceptables pour l'Occident, c'est-à-dire les facilitateurs des négociations (la France) et les amis potentiels d'une cause au départ méconnue. Ils ont d'autre part acquis, au contact des autres rebelles, un sentiment identitaire positif qu'ils ont par la suite développé après la déclaration de paix.

Ce sentiment identitaire, fondé sur des pratiques culturelles « traditionnelles » (nomadisme, maniement des armes, frugalité et références à la vie des campements), a soudé les rebelles dans une « communauté ». Mais cette « communauté » n'est pas une exaltation nationaliste du passé comme on a pu le croire à la lecture des textes officiels maladroits de la rébellion. Elle est essentiellement le produit de la conscience, développée par les *Ishumars*, de devoir ajuster leur monde d'origine à des exigences modernes sans en renier les pratiques anciennes. Finalement, la

rébellion a su proposer de nouveaux référents qui trouvent leur origine dans le passé mais qui ont été transformés par les apports successifs des combattants venant d'horizons divers.

La rébellion se pense comme un ensemble d'avant-garde et de transformation. Elle diffuse ses mots et ses souvenirs. Elle est devenue suffisamment attractive pour que de jeunes générations s'assimilent aux rebelles et affichent ostensiblement cette identité particulière.

De cette image de soi positive découle une absence de rancœurs entre les combattants. Ils critiquent certes, parfois avec acrimonie, les échecs égoïstes de certains anciens chefs de fronts. Ils estiment en général que les accords de paix n'ont rien apporté de concret et que leurs modalités d'exécution ne sont que des leviers de corruption nouveaux. Mais les combattants ne se jalourent pas et acceptent même que certains Touaregs s'approprient leur identité. Quels que soient les motifs de mécontentements, ils gardent de la rébellion une image d'instrument indispensable aux changements sociaux et politiques.

L'image de la valorisation personnelle par l'honneur guerrier et l'impression d'avoir obtenu depuis les luttes contre la France des droits par la force et le recours aux armes, se combinent avec une analyse politique partagée selon laquelle le pouvoir est patrimonial et népotiste et qu'il exclut les catégories périphériques de la population. Ce raisonnement conduit à penser que le pouvoir des armes est le seul efficace et la seule façon de gagner du respect, des ressources économiques ou des capitaux extérieurs. Cela explique le paradoxe apparent qui valorise le pouvoir militaire d'un ancien chef de front³⁴ et lui permet de rester un acteur important de la politique touarègue malgré son parcours extrêmement controversé: sa capacité à mobiliser des combattants et des armements efficaces lui assure le soutien potentiel des militants de fronts qui étaient alors concurrents pendant la rébellion des années 1990³⁵.

³⁴ Rhissa Boula, ancien chef du FLT est devenu Ministre du Tourisme en 1995 après les premiers accords de Paix. Malgré les changements politiques à Niamey, il est resté ministre sous tous les gouvernements, jusqu'à la crise politique qui l'a vu quitter le pouvoir soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'un concurrent politique. Rappelé et gracié, puis à nouveau condamné, il est resté en exil en France en tentant de se rapprocher du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), mouvement qui l'a débordé en prenant la tête d'une nouvelle rébellion en 2007. Ghissa a ensuite fondé le Front des Forces de Redressement (FFR), autoproclamé aile politique du MNJ, annoncé la « guerre de l'uranium » dans les médias français, et finalement il a rejoint l'Aïr pour se rapprocher du MNJ. Il est apparu aux côtés des rebelles du MNJ en Libye au moment des cérémonies de paix avec le gouvernement nigérien en 2009. On lui prête des ambitions politiques élevées après le renversement militaire de Mamadou Tandja.

³⁵ Entretiens notamment avec des anciens combattants déclassés et amers qui critiquaient Rhissa, son œuvre politique, sa personnalité et son action durant la rébellion avec des mots parfois très durs (« *même les ânes ne*

l'aiment pas »), mais qui se disaient sans exception prêts à voter pour lui s'il se présentait aux élections présidentielles.

Chapitre VI : Après la rébellion des années 1990. Développements des cultures politiques rebelles

Fortement enracinée dans la société touarègue, la rébellion des années 1990 est parvenue à transmettre son héritage après l'instauration de la paix. On trouve les combattants dans la « Cité », occupant des rôles aussi divers que créateurs de richesses et de sens. Ils proposent des modèles d'entrepreneurs économiques, qui, s'ils restent d'une envergure modeste, agissent comme une protection grâce à d'efficaces réseaux dans lesquels anciens combattants et familles s'entremêlent. Ces modèles demeurent fragiles, et dans les modalités de leur mise en œuvre (temporalité limitée, cercle restreint d'amis) provoquent aussi certaines exclusions qui entraînent à leur tour de réelles tensions. L'équilibre entre d'une part les groupes de rebelles et leurs affiliés, d'autre part les autres acteurs économiques, est essentiel pour assurer ces perspectives de développement que le Nord du Niger attend.

Dans ces tensions se forment aussi les identités : les anciens rebelles trouvent, dans la compétition avec les autres acteurs sociaux du Nord du Niger, une raison supplémentaire de se former en groupes solidaires dont les intérêts convergent. On a vu naître ainsi, dans le secteur en développement des agences de voyages, des groupes antagonistes luttant pour le contrôle économique du tourisme.

La rébellion n'a pas limité le cercle de ses influences au seul secteur économique. En comprendre l'héritage requiert donc de se pencher sur des phénomènes discrets, des « objets politiques non identifiés »¹ qui ne sont ni directement ni explicitement politiques mais découlent d'une culture de la rébellion devenant plus variée et visible chaque jour. Une part importante de ces reconversions se déroule sous le regard des voyageurs occidentaux au moyen d'interactions qui enrichissent le répertoire culturel touareg et rebelle.

On s'appuiera d'abord sur des parcours individuels, aux évolutions permanentes, pour montrer comment, d'une situation marginale de chômeur exilé, on peut passer à une reconversion réussie dans les secteurs les plus divers et les plus inattendus. Le capital social rebelle dont on a montré

¹ Pour reprendre Denis-Constant Martin, *Sur la piste des OPNI, op. cit.*

quelques modes d'expression trouve, dans ces années 2000 de relative stabilité, tout son sens. La redistribution économique, l'exploration de nouvelles expressions, le développement de contacts fructueux avec l'extérieur participent à la richesse de la culture politique de la rébellion, en ce sens qu'elle devient le vecteur essentiel des évolutions touarègues.

Devant la diversité des reconversions des anciens, une question se pose : les années 2000 sont-elles une ère de « post-rébellion » ? En d'autres termes, les ex-combattants s'intègrent-ils définitivement à la cité et transforment-ils le capital rebelle en une force de changement qui trouverait sa plus efficace expression en dehors des combats ? On tentera de répondre en analysant les « identités » des ex-combattants et la manière dont ils vivent dans le Niger en paix : on montrera que ces destins collectifs tendent vers la pérennisation des identités rebelles et forment des groupes toujours attachés aux armes et facilement mobilisables.

Enfin, la troisième partie de ce chapitre s'attachera à l'exploration d'une nouvelle, et particulièrement importante, expression de la culture rebelle dans la paix : la musique. En s'appropriant des modes d'expression « traditionnels » qui semblaient éloignés de son combat, la rébellion gagne en diversité mais aussi en diffusion et entretient une image attractive aussi bien chez les jeunes générations touarègues que dans les campements et auprès du monde extérieur.

1- Les ex-combattants dans la Cité, reconfigurations post-rebelles

La place occupée par le « rebelle » dans la Cité se mesure aux interactions entre les membres du groupe des ex-combattants et les institutions, le secteur informel et l'extérieur. Pour illustrer les prolongements de l'activité guerrière dans la vie civile, en termes d'influence, de configurations et de contrôle des réseaux sociaux les plus influents, on s'appuiera sur plusieurs portraits d'ex-combattants qui témoignent, chacun à sa manière, des réussites et des modalités du passage de rebelle actif à rebelle dans la Cité .

1-1 Quelques trajectoires de reconversion : deux biographies commentées²

Ces trajectoires individuelles éclairent les mouvements collectifs, peu organisés, qui fondent les dynamiques d'insertion des anciens combattants dans la vie civile. On décèlera, derrière les parcours, la prégnance des solidarités et des liens spécifiques de la rébellion en temps de paix. On verra aussi comment la « qualité » de rebelle permet d'activer des leviers (politiques, culturels, économiques) autrement inaccessibles.

1-1-1 Sidi Mohammed

Sidi Mohammed a quitté le Niger à la fin des années 1970 pour l'Algérie, suivant la trajectoire connue de nombreux migrants Touaregs, avant de pénétrer clandestinement en Libye au bout de quelques mois. En 1980 il entend l'appel du colonel Kadhafi à rejoindre la *Jamahiriya* Libyenne et s'y engage dans l'armée. Regroupé avec les autres Touaregs au sein d'unités particulières, Sidi y développe des amitiés durables, forgées dans la difficulté de l'exil et le sentiment de déracinement qui touche nombre *d'Ishumars*.

² Les prénoms ont été conservés. Les deux biographies reposent sur de nombreux entretiens et rencontres faits entre 1997 et 2010.

Son départ du Niger se fonde sur des raisons complexes : membre d'un petit groupe de Touaregs *Ikazkazen* qui nomadise à l'Ouest de l'Aïr, près de Téchilé, Sidi a connu certains des bouleversements les plus importants qui ont affecté la région. Parmi ceux-ci, certains l'ont directement décidé à partir en exil.

En premier lieu, il a été l'un des seuls membres de sa famille à fréquenter l'école puis le collège, à Tchirozerine. Il en a conservé des amitiés, et une pratique parfaite du français. Cet éloignement forcé de sa famille (les élèves étant en régime de pensionnat) est devenu progressivement un facteur d'acculturation, comme il le considère lui-même. Cette expérience partagée par de nombreux Touaregs est souvent vécue comme l'expression d'une chance (accès à l'éducation et au statut de « lettré ») et d'une rupture (le retour vers le campement semble impossible). Elle est d'autant plus forte ici que les « nobles » Touaregs, comme on l'a évoqué, ont longtemps contesté la scolarisation. Dans les années des débuts de l'indépendance, ces stratégies d'évitement étaient toujours bien ancrées.

Les sécheresses qui ont touché le Nord du Niger pendant son enfance ont aussi considérablement réduit les troupeaux de chameaux de sa famille, qui en laisse la plus grande jouissance à ses dépendants de manière à garantir leur survie. De ce fait, la vie au campement était devenue difficile, au point de nécessiter un départ.

De plus, la zone de nomadisation des troupeaux se trouve proche des aires de prospection minière menée par la Cogema³, la grande société française qui commence à la fin des années 1970 à exploiter l'uranium dans la région. Sidi voit la ville d'Arlit se développer autour des mines et mesure les premiers effets de l'exploitation : la difficulté des déplacements des troupeaux et des hommes, l'émergence de maladies inconnues, la raréfaction des ressources en eau et la pollution des puits.

Ces différents facteurs le poussent à entretenir un rapport ambigu avec ses origines et sa famille, dont il se sent éloigné par l'éducation et les aspirations. En exil en Libye, il devient membre des unités d'élite de la garde personnelle de Muammar Kadhafi, pour lequel il éprouve à la fois admiration et ressentiment. Il se marie en Libye et y a un enfant, puis participe, avec d'autres Touaregs, à de nombreux combats hors de la Libye.

³ La Cogema (Compagnie Générale des Matières Nucléaires) a été fusionnée dans Areva en 2001.

Il est envoyé au Liban et à la guerre entre la Libye et le Tchad pour les territoires de la bande d'Aouzou.

Sidi développe sa conscience politique (déjà éveillée par les problèmes de son campement) à partir des fondements de la Révolution libyenne, de ses relations avec les combattants de la cause palestinienne et surtout des discussions entre *Ishumars*. Ceux-ci se considèrent rejetés par la population libyenne et trahis par Kadhafi au moment de mener leur rébellion au Niger. Au Front de Libération de l'Aïr et de l'Azaouar (FLAA) et au Front de Libération Temoust (FLT) Sidi se lie avec Ghissa Boula, le chef militaire principal de la rébellion, dont il est toujours proche. Cette amitié lui confère une certaine capacité d'influence sur les grandes orientations politiques des rebelles après le conflit.

Après la fin des combats, il est démobilisé en 1996. Il ne veut pas rejoindre l'armée et ne touche aucun pécule de soutien à la démobilisation, estimant que les projets de développement sont voués à l'échec. Il éprouve toujours aujourd'hui un sentiment amer face à ce qu'il considère comme un échec de la rébellion : il souhaitait renverser le gouvernement du Niger et acquérir une sorte d'indépendance territoriale pour le Nord du Niger, sous contrôle touareg. En ce sens, Sidi se situe à la marge des anciens combattants. Arabophone et francophone, éduqué et *Ishumar*, Sidi combine plusieurs des identités marquantes de la rébellion en un mélange permanent fait d'adaptations et de contradictions internes.

Il y ajoute ses références culturelles personnelles, fondées sur deux piliers parfois contradictoires : l'un se trouve dans ses racines familiales et l'autre dans ses relations personnelles avec l'Occident, qu'il développe après la rébellion. Au sujet des premières, sa scolarisation et son exil lui ont fait prendre conscience des enjeux nouveaux de la « communauté ». De ce fait il lui est difficile de trouver une place dans l'ordonnement du campement et dans les rapports entre les « tribus », d'autant qu'il n'est pas l'aîné de la famille et se retrouve limité, dans sa volonté d'assumer des responsabilités, par les règles d'accession au pouvoir. Il assume cependant ses responsabilités de « suzerain » (ou celles qu'il estime comme telles) envers les groupes de dépendants en suivant un code de l'honneur qu'il place au dessus de tout. Il investit beaucoup pour sa famille à laquelle il tente d'apporter certains éléments de confort (notamment en les mettant en relation avec

les médecins cubains d'Agadez). Cette conception de l'honneur est proche de celle de Kaocen : s'il faut se battre pour la communauté et en défendre l'autonomie, tout en assumant des responsabilités que l'honneur commande, on peut sans scrupule frapper les ennemis et les collaborateurs de celui-ci. Cette vision des relations sociales lui vaut de nombreuses inimitiés et renforce son isolement intellectuel.

Politiquement, il évolue vers une idéologie réformiste qui tend à regrouper les Touaregs autour de la recherche d'une unité politique. D'après lui, cette recherche est un préalable à l'indépendance qui doit s'opérer par l'action armée et doit s'organiser dans le cadre des relations touarègues avec leurs propres mécanismes de régulation « traditionnels ».

Il est intéressant de noter que Sidi a tiré de la rébellion une philosophie personnelle qui semble au premier abord contradictoire avec ses références à la noblesse et à la « tradition ». Il montre en effet dans ses relations avec les autres anciens combattants une indifférence prononcée pour les rapports hiérarchiques traditionnels (entre « nobles » et « dépendants ») ainsi que pour les signes de bienséance (port du voile, respect de la religion). Il semble cependant que cette philosophie se limite au cercle des rebelles et ne le transcende pas.

De nombreux anciens combattants se réunissent chez lui, prennent conseil et débattent des orientations à suivre pour l'après-guerre, notamment en ce qui concerne l'utilisation du ministère du Tourisme, attribué à Ghissa Boula après les accords de paix. Après la guerre il monte lui-même une agence de voyage avec quelques véhicules d'occasion. Son agence s'est considérablement développée grâce à sa capacité à accumuler du capital et à son aisance vis-à-vis des touristes étrangers, avec lesquels il entretient parfois des relations amicales mais tout en préservant une certaine distance (qui lui confère une aura indéniable de mystère, renforçant le « mythe » du Touareg). Son image de rebelle est un atout particulier dans la compétition entre les agences et il en use en toute conscience. Elle fonde même ses rapports avec les *tour operators* européens qui utilisent la rébellion comme argument de vente, celle-ci devenant un gage d'authenticité culturelle auprès de la clientèle. Au Niger, il recrute son personnel parmi ses anciens camarades de front pour des missions courtes, le temps de la saison de tourisme entre novembre et mars. Il entretient un nombre important de dépendants qui vivent de ses revenus et lui demandent

de l'aide, effectuant ainsi une redistribution économique relativement efficace. Au fil des années d'exploitation de l'agence il a tissé un réseau dense et fort de relations dans le secteur touristique, et s'est imposé comme l'interlocuteur principal des institutions étatiques pour le développement touristique du Nord. Il a occupé un temps le poste de représentant des agences auprès de la Direction du Tourisme, avant que les conflits internes entre les agences tenues par d'ex-rebelles et les autres agences ne mettent un terme à son mandat.

Il a gardé des liens forts avec l'extérieur du monde touareg, liés à son histoire dans la rébellion, avec les associations françaises sympathisantes de la cause mais aussi au plus haut niveau des intervenants politiques français dans les négociations. Son parcours rebelle et son réseau d'amitiés lui assurent des relations auprès de scientifiques, d'associations de développement, de mécènes culturels, de diplomates et de politiques qu'il développe sans cesse et enrichit au gré de nouvelles rencontres. Entre le département des Côtes d'Armor et l'université de Stanford aux Etats-Unis, son rayon d'influence est grand et se déploie depuis peu en direction du monde anglo-saxon (il a appris l'anglais en transportant des touristes anglophones).

Il a compris pendant la rébellion l'importance du patrimoine culturel touareg en tant qu'enjeu politique et a monté à cet effet un projet qui participe à la conservation et à la mise en valeur des gravures rupestres du Ténéré et de l'Aïr, en collaboration scientifique avec des chercheurs de haut niveau et des mécènes influents⁴. Il s'implique ainsi dans plusieurs structures non gouvernementales qu'il a montées avec des appuis financiers venus de l'étranger (France, Irlande, Etats-Unis). Ces structures permettent à des familles « dépendantes » de trouver un emploi aussi bien que de scolariser leurs enfants au collège de Tchirozérine.

Chacune de ses activités s'articule autour de ses identités multiples mais le facteur le plus décisif est sa participation à la rébellion qui lui confère un réseau solidaire d'anciens

⁴ L'efficacité et l'énergie qu'il déploie, ainsi que la qualité unique de son réseau ont permis de parvenir rapidement à des résultats appréciables pour protéger et mettre en valeur un patrimoine fragilisé par l'érosion et les pillages, notamment les remarquables gravures des Grandes Girafes de Dabous, estimées à 10.000 ans.

combattants, une conscience politique identitaire et des amitiés en dehors de son monde d'origine.

Ce parcours est certainement atypique, car tous les anciens combattants n'ont pas su ou pu mobiliser leur capital social dans de telles proportions. Mais il croise les routes nouvelles des reconversions rebelles les plus valorisantes : tourisme, culture, politique et relations directes avec l'Occident. Les structures économiques, sociales et politiques de l'après-rébellion sont redéfinies par l'engagement massif des combattants dans les secteurs les plus importants. Nombre d'entre eux sont maintenant installés en ville, ce qui n'était pas toujours le cas avant le conflit : ainsi des générations qui s'étaient exilées hors des frontières du Niger réinvestissent l'espace urbain de l'Aïr, à Agadez, Arlit et Tchirozenine. Ces rebelles sont aussi fortement présents dans les villages et campements de l'Aïr grâce à leurs interventions au moyen d'Organisations Non Gouvernementales dont ils alimentent les fonds grâce à leurs réseaux d'amitié fondés sur la rébellion ou leur image d'ex-rebelle reconverti.

1-1-2 Hamid

Hamid a rejoint la rébellion après les engagements de l'année 1992, poussé par la violence de la répression sur les civils. Il est d'une génération plus jeune et moins politisée que la première génération des « Libyens ». Sa formation militaire a eu lieu au Niger, dans les montagnes de l'Aïr après qu'il a rejoint un front. Hamid était nomade avant la rébellion, il n'est pas allé à l'école. Il doit sa formation intellectuelle, son expertise des armes et sa pratique de l'arabe et du français (qu'il parlait mal à la fin du conflit) à la fréquentation des autres combattants. Il en a conservé une certaine souplesse dans ses discours et une capacité d'adaptation remarquable. Il se sent très proche des autres combattants et a acquis une conscience politique qui se traduit en une forme d'égalitarisme social prononcé (Hamid est un *Imuhar*, « noble », mais la rébellion a effacé chez lui ces différences sociales ; son meilleur ami est un descendant d'une « tribu » esclave). Après le conflit il a été intégré dans les Forces Nigériennes

d'Intervention et de Sécurité (FNIS), une unité paramilitaire créée à l'issue des accords de paix et dont l'objectif était de reconvertir les combattants rebelles en garants de la sécurité du Nord du Niger. Après deux années qu'il a jugées difficiles, où il est resté en cantonnement loin de sa famille, Hamid a quitté l'armée pour retourner à la vie civile. Il s'est installé à Agadez, près de ses anciens camarades de front comme nombre d'autres ex-combattants. Sans emploi, il a survécu notamment grâce aux aides régulières de combattants disposant de capitaux plus conséquents, puis a rejoint une agence de voyage en tant que chauffeur-guide à partir de 1999. Cette agence était dirigée par un combattant de son ancien front, le FLT. Quelques années de travail lui ont permis d'acheter un véhicule tout-terrain d'occasion à son ancien employeur et, grâce aux relations personnelles nouées pendant les voyages effectués en tant que guide d'agence, il a pu organiser ses propres voyages, à la demande, sans agence, avec une clientèle régulière. Sa qualité d'ancien rebelle lui a attiré les sympathies des voyageurs occidentaux qui se passionnent pour les causes de la rébellion et l'avenir du peuple touareg. Dans une démarche plus marginale, Hamid a aussi développé certaines de ses amitiés avec des voyageuses occidentales qui lui ont permis de recevoir des mandats d'argent réguliers et des dons lors de leurs visites⁵. Hamid a participé également, de manière irrégulière, à des opérations illégales vers l'Algérie. Il transportait des cigarettes de contrebande suivant un modèle de trafic élaboré pendant la rébellion. Les rebelles, après le conflit, ont conservé une sorte de monopole sur ces échanges. En 2006, lorsque des incidents ont opposé les forces maliennes à des groupes d'insurgés touaregs du Nord Mali, Hamid s'est engagé aux côtés de ces combattants ; il avait noué des relations avec certains d'entre eux pendant la rébellion et reconvertissait ainsi son savoir-faire dans le maniement des armes. Hamid a été tué lors d'un accrochage avec l'armée malienne.

La trajectoire d'Hamid est remarquable en ce sens qu'elle illustre les nécessaires adaptations que les Touaregs doivent constamment mettre en œuvre pour survivre. Ces stratégies de survie ne sont pas spécifiques au monde touareg et se rencontrent sans doute dans nombre de pays pauvres.

⁵ Les relations suivies d'« amitié » avec des touristes occidentales généralement plus âgées et bénéficiant de revenus élevés se sont développées à Agadez pendant les années 2000. Elles restent marginales.

Cependant, en tant qu'ex-combattant Hamid a eu accès à des ressources sociales, économiques et symboliques que les non-combattants n'ont pas : sa connaissance des pistes de l'Aïr lui a permis de devenir chauffeur d'agence au sein d'un réseau d'anciens de la rébellion ; son expertise des armes lui a fait rejoindre des groupes armés composés d'anciens rebelles ; son aura de rebelle lui a tissé un réseau de contacts et d'amitiés occidentales qui lui ont assuré un petit capital régulier qu'il a réinvesti dans sa propre structure touristique.

Ainsi, les anciens rebelles reconfigurent les solidarités et diversifient les perspectives de revenus, même si ces stratégies les confinent parfois aux marges de la société dans laquelle ils évoluent. Comme beaucoup d'ex-combattants Hamid a mis à profit l'écho de la rébellion en Europe et l'aura des représentations touarègues pour développer ses activités.

Malgré ses possibilités de développement, je pense qu'il est intéressant de voir qu'Hamid a finalement rejoint des mouvements armés du Mali. Son engagement dans le métier des armes, des structures étatiques jusqu'à la limite du banditisme et de la rébellion, est aussi un exemple remarquable de reconversion des hommes en armes au Niger.

2- Itinéraires collectifs: de l'intégration à la pérennité rebelle

On a insisté sur l'importance de la fluidité des statuts entre rebelles et civils, après le conflit. L'une clé déterminante de la compréhension des rébellions touarègues réside dans la continuité de l'identité rebelle : après l'instauration de la paix, quelle que soit sa trajectoire de reconversion, un rebelle reste un rebelle. S'ils se nomment eux-mêmes, plus de dix après la fin du conflit, « ex-combattants » et « anciens », c'est parce que ce statut est celui qui les définit avant tout dans leur relation avec le monde, celui des autres Touaregs, des Nigériens et des étrangers. Cette identité rebelle pérenne s'exprime à des niveaux très variables, entre institutionnalisation politique (qui intègre d'anciens combattants à un haut degré de responsabilité), groupes d'anciens, combattants intégrés dans des corps paramilitaires spéciaux. Qu'ils se définissent eux-mêmes comme rebelles ou que cette identité de rebelle les accompagne, ils en subissent des conséquences permanentes : parfois, ils l'instrumentalisent et l'adaptent à leur profit, parfois ils considèrent être discriminés à cause d'elle.

On reprendra dans les lignes suivantes quelques itinéraires collectifs de rebelles, qu'on essaiera de catégoriser afin de montrer les continuités de statuts entre les périodes de conflit et de paix.

2-1 Vers une institutionnalisation ?

L'après-guerre a été le temps des reconversions pour les anciens rebelles. Le pilier le plus important des accords de paix a porté sur les revendications économiques des combattants, dont la traduction, sur le terrain, s'est révélée hautement problématique. Le mécanisme le plus efficace a consisté en l'intégration des combattants dans les corps paramilitaires, ce qui a concerné plusieurs milliers de combattants. A cela s'ajoutent d'autres types de reconversions économiques, vers les secteurs du tourisme et les carrières politiques possibles pour certains chefs de la rébellion.

On peut donc imaginer que les rebelles ont connu une « institutionnalisation », c'est-à-dire une intégration progressive aux mécanismes de régulation du pouvoir les conduisant à en accepter les modalités (en particulier le débat démocratique dans le cadre des institutions nigériennes). La période qui a suivi la rébellion, de plus, a été marquée par plusieurs avancées démocratiques sans précédent au Niger, notamment la tenue d'élections présidentielles libres en 1999. Plusieurs facteurs convergent donc vers une possible institutionnalisation et laissent penser que les rebelles ont dilué leurs combats et leurs identités dans le cadre des institutions auxquelles ils ont appartenu.

2-1-1 Intégrations

Les combattants qui ont accepté les termes de l'intégration dans les corps paramilitaires ont dans leur grande majorité rejoint les rangs d'unités créées spécialement pour eux, les Forces Nigériennes d'Intervention et de Sécurité. Ces forces ont été mises en place sur le modèle des corps sahariens de méharistes, fondés sur l'idée selon laquelle les Touaregs armés seraient les plus à même de canaliser les tensions et d'administrer la police dans les régions du Nord dont ils sont originaires. Les FNIS, comme la Gendarmerie Nationale, sont rattachées au Ministère de l'Intérieur et forment les forces paramilitaires nigériennes.

Nombre de combattants estimaient impossible de rejoindre simplement les rangs de l'armée (Forces Armées Nigériennes, FAN) qu'ils avaient combattue. On a vu par ailleurs que la question des rangs d'intégration a représenté l'un des moteurs qui a permis à la rébellion de continuer après les premiers accords. Il est difficile de savoir le nombre exact de combattants qui ont réellement intégré les FNIS. Les mécanismes de mise en œuvre des accords ont été complexes et opaques. Après les derniers accords, le recensement des rebelles a été le premier problème. Beaucoup parmi eux ont rejoint des sites de cantonnement dans lesquels ils ont attendu leur intégration. Un certain nombre a préféré partir du fait de la lenteur de la mise en application des accords. Le recensement des combattants a été confié aux chefs de fronts qui se trouvaient en position de négociateur. Chacun d'eux a fourni une liste de noms servant d'authentification à la « qualité » de rebelle. Cette méthode a favorisé les marchandages et les

privilèges familiaux, comme on l'a déjà montré. De ce fait, le nombre de combattants à intégrer dans l'armée a largement dépendu des capacités d'influence des anciens chefs de front d'une part et des financements apportés par les partenaires étrangers d'autre part. Les anciens combattants ont été rejoints, comme on l'a vu, par de nombreux rebelles « imaginaires » et cantonnés avec eux dans des casernes souvent très éloignées de chez eux.

Plusieurs générations de Touaregs se sont donc côtoyées dans les rangs des FNIS, avec un statut leur garantissant une carrière de plusieurs années, une solde et une retraite.

La pratique du métier des armes leur a aussi conféré une sorte de prestige et une image de garants de l'équilibre « ethnique » au sein de l'Administration nigérienne, notamment de son armée qui avait laissé une image particulièrement négative aux populations civiles touarègues pendant le conflit.

2-2-2 Carrières

Si les combattants de base ont accepté d'être intégrés, souvent comme simples soldats, dans les FNIS, les chefs de fronts se sont engagés dans d'autres carrières. On évoquera dans les paragraphes qui suivent de deux exemples de trajectoires individuelles qui montrent une forme d'institutionnalisation progressive de leurs bénéficiaires.

Mohamed Anacko et Mohamed Akotey ont tous deux participé à la rébellion à haut niveau. Le premier, tout d'abord chef de front⁶, en tant que chef militaire a participé aux négociations en vue des premiers accords, puis s'est désolidarisé de la coordination des organisations à la suite de divergence sur le contenu des accords de Ouagadougou de 1995. Il a mené l'union des fronts insatisfaits et a continué les combats dans l'Aïr et le Kowar. Il s'est appuyé sur son aura militaire et ses alliances avec des groupes Toubous qui représentaient les intérêts des populations proches du Tchad. Alors qu'il est resté dans la rébellion jusqu'en 1997, année où il a finalement négocié de nouveaux accords d'intégration, Anacko a effectué un changement de carrière qui peut sembler surprenant : il est devenu conseiller spécial à la présidence sur les questions touarègues

⁶ Anacko était le leader de l'Union des Forces de la Résistance Armée (UFRA).

et il occupe toujours le poste de Haut Commissaire à la Restauration de la Paix, un organisme rattaché à la présidence qui est en charge du suivi des programmes d'intégration. Cette position stratégique lui permet de distribuer une part des revenus des programmes d'aide. Mohamed Anacko s'est imposé comme le négociateur principal entre les rebelles du Mouvement des Nigériens pour la Justice après le déclenchement de leur rébellion en 2007 et le gouvernement. Il s'est fermement prononcé en faveur de la paix et a dénoncé les rebelles comme des bandits égarés. Anacko a aussi intégré le parti de la présidence, le MNSD-Nassara⁷ dont il est l'élu. Après le renversement du Président Tandja, il est demeuré ministre et conseiller spécial à la Présidence.

Quant à Mohamed Akotey⁸, il a suivi une trajectoire un peu différente, bien que sa carrière se montre diversifiée et prospère. Etudiant en archéologie en France (à la Sorbonne), il est un parent de Mano Dayak. Il a rejoint la rébellion un peu contraint et forcé par les circonstances : il ne se considérait pas comme un combattant et souhaitait poursuivre ses études. Mais, à la demande de Mano Dayak, il est devenu une sorte de porte-parole du Front de Libération Temoust (FLT) grâce à son éducation et sa maîtrise du français. Après le conflit il a occupé des fonctions ministérielles, notamment au poste stratégique de Ministre de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification (en 2007) qui lui donnait un droit de regard sur les problématiques liées à l'exploitation des mines d'uranium. En 2006, il a été placé à la tête du Projet pour la Paix dans l'Aïr et l'Azawak du Programme des Nations Unies pour le Développement. Il s'agissait de réactiver les projets d'intégration des combattants de la rébellion des années 1990 en leur versant un pécule en fonction de leur capacité à élaborer des projets (coopératives, petits commerces). Cette position lui a permis de se rapprocher des ex-rebelles dont il s'était éloigné. Il porte un regard extrêmement critique sur les anciens chefs de fronts ainsi que sur les ex-rebelles en général, privilégiant quant à lui la carrière politique et les projets économiques. De ce fait il a beaucoup critiqué le MNJ. En 2009 il est devenu administrateur de l'entité créée conjointement par Areva et le gouvernement du Niger, en charge des nouvelles exploitations d'uranium.

⁷ Mouvement National pour la Société du Développement.

⁸ Entretiens avec Mohammed Akotey, alors chargé du Projet Paix dans l'Aïr et l'Azawak, novembre 2006. J'ai aussi rencontré Mohammed Akotey à Niamey et à Paris. Akotey est aussi impliqué dans le secteur non gouvernemental et entretien des relations suivies avec l'association France-Liberté.

Ces deux trajectoires brillantes et peu connues en dehors du Niger montrent bien que malgré les protestations émanant des mouvements rebelles, les Touaregs ne sont pas entièrement écartés des postes à responsabilité. Anacko et Akotey, grâce à leur accès à des ressources économiques publiques importantes, ont aussi la possibilité de redistribuer des capitaux en direction des populations touarègues.

Ces modèles d'intégration, ainsi que l'ouverture de la carrière militaire aux anciens rebelles au sein des FNIS, se sont-ils traduits par une institutionnalisation plus générale des ex-rebelles ? Il faut répondre non.

En réalité, l'intégration aux FNIS a immédiatement posé un problème : après quelques mois, la lenteur des processus et les cantonnements trop pesants se sont traduits par des désertions immédiates et en grand nombre. Ceux qui sont restés s'estiment grandement discriminés et dans l'impossibilité de mener une carrière. Les ex-rebelles non intégrés considèrent que l'avancement dans l'armée n'est pas suffisant et que les départs en retraite écarteront de fait les Touaregs de la carrière militaire. En d'autres termes, l'insatisfaction est grande et les ex-rebelles considèrent ce statut de paramilitaire comme étant au mieux un état transitoire qui ne les lie pas au Niger.

Quant aux institutionnalisations par le biais de l'économie dont on a vu les modalités ailleurs, même si les ex-rebelles dominent des secteurs entiers de l'économie du Nord, leurs domaines d'activités demeurent restreints et fragiles. Chaque retour de l'insécurité dans le Nord (enlèvements, rumeurs de terrorisme) rend les saisons touristiques catastrophiques. De fait, peu de rebelles sont à plein temps employés par les agences.

Enfin, les carrières politiques individuelles ne participent pas à l'institutionnalisation des groupes rebelles : d'une part, les ex-rebelles reconvertis doivent leur nouveau statut à leur capacité à renoncer officiellement à leurs solidarités « organiques » avec la rébellion ; d'autre part, les anciens rebelles considèrent que les « exilés » de Niamey les ont partiellement trahis ou se sont montrés, au mieux, impuissants à régler leurs problèmes.

2-2 Volatilité des statuts. Vers de nouvelles mobilisations ?

2-2-1 Les réfractaires, (les « rebelles rebelles »)

Les « réfractaires » sont les ex-combattants qui, après le conflit, ont refusé toute réinsertion (économique ou symbolique) : ils n'acceptent pas les termes de la paix et ses accords, ils repoussent les modalités de mise en œuvre des politiques internationales et n'accordent pas leur confiance aux anciens chefs de fronts reconvertis dans la pratique politique. En d'autres termes, ces « rebelles rebelles » déclassés et sans ressources échappent à toute forme d'institutionnalisation et de réintégration.

Ils sont représentés en nombre au sein des groupes d'anciens rebelles agrégés à leurs anciens chefs en attente de la redistribution hypothétique d'un capital financier qui serait suffisant pour reprendre une activité civile. Ils ne cachent pas leur sentiment : ils peuvent recommencer « *demain* » s'il le faut, c'est-à-dire si un chef peut mettre en place une organisation assez efficace pour avoir une chance d'obtenir quelque chose de mieux. Ils forment un noyau rebelle aux changements, qui n'a pas accepté les termes de la paix et la considère comme une transition permettant le rassemblement de forces en vue de la prochaine rébellion. Certains estiment que le versement de « primes » leur permettrait de renoncer à la guerre mais ils n'en définissent pas précisément les contours : veulent-ils une somme d'argent suffisante pour commencer une carrière différente ? Ils refusent majoritairement l'éventualité qui consisterait à rejoindre l'armée ou toute institution étatique.

2-2-2 Les nouveaux Ishumars et les auto-proclamés face à leur destin

A côté de ces groupes d'anciens réfractaires évoluent les nouveaux *Ishumars*, c'est-à-dire les nouvelles générations qui s'exilent momentanément en Algérie, vivant de petits trafics en passant clandestinement les frontières avec des chargements illégaux. Ces nouveaux *Ishumars* n'ont pas participé à la rébellion et ne bénéficient pas du prestige que peuvent en retirer les

« Imaginaires » vis-à-vis des Occidentaux car leurs relations avec l'Occident sont réduites. Ils vouent un culte *a posteriori* à la rébellion des années 1990 qui représentent pour eux le dernier mouvement d'envergure politique valorisant pour les Touaregs. Ils restent en marge de la société touarègue et rêvent de rejoindre un jour les rangs d'un mouvement rebelle qui leur donnerait le même statut que leurs aînés.

Leur état d'esprit désœuvré et insatisfait se transmet par capillarité, en ville, aux groupes d'« auto proclamés » rebelles qui n'ont pas d'activité économique. Ces derniers se sentent aussi prêts à rejoindre un mouvement armé (bien que leur pratique des armes soit inexistante) sans doute pour légitimer, *a posteriori*, leur statut de « rebelle ».

2-2-3 Les bandits et les trafiquants

Ces groupes, dont on a évoqué les reconversions, entretiennent l'illusion « d'insécurité » latente dans le Nord en raison de leurs activités. Ils perçoivent des rentes sur les transports, coupent les routes aux touristes, aux entreprises étrangères et parfois aux camions de transports des jardiniers de l'Aïr. Ce faisant, ils posent de nombreux problèmes aux Touaregs dont les réseaux familiaux et parmi les rebelles ne sont pas suffisants pour les protéger contre le petit banditisme. Ces rebelles mal reconvertis contribuent aussi au glissement vers les trafics organisés de ces nouvelles générations qui n'ont pas connu la rébellion et qui ne se sentent de ce fait pas concernées par les règles tacites de solidarité qui s'appliquent aux anciens combattants.

Certains ex-combattants voient dans cette activité un prolongement de leur action dans la rébellion : ils percevraient alors leur « dû » sur l'Etat, auquel ils reprochent ses absences, et qui userait des mêmes méthodes prédatrices vis-à-vis de la population du Niger en général, et des Touaregs en particulier. La limite de ce raisonnement est évidente : ces trafiquants et coupeurs de route ne s'en prennent pas directement aux intérêts de l'Etat et ne redistribue pas (ou peu) leurs gains. De plus, ils affectent directement les ressources de la communauté touarègue en pillant les camions d'oignons des coopératives de l'Aïr. Leur capacité à traduire en termes politiques la continuité qu'ils perçoivent entre leurs actions actuelles et la rébellion est quasi nulle, mais ils tiennent à cette continuité qui semble légitimer à leurs yeux toute activité.

Les autres anciens combattants ont une à leur sujet qui peut sembler ambiguë: il semble que la solidarité prévale entre « anciens » malgré tout et qu'ils tentent de justifier ces activités par la misère et l'absence de perspectives économiques. En revanche, la « société civile » proche des rebelles s'insurge contre ce type d'agissements. La presse rapporte les incidents et les analyse sous forme de virulentes critiques en dénonçant des activités nuisibles pour la communauté touarègue et la région tout entière.

Le MNJ lui-même, comme on le verra, est issu d'un glissement sans doute accidentel entre le banditisme et l'action rebelle. La frontière semble éminemment poreuse et les statuts des hommes en armes sont extrêmement fluides à ce niveau.

De ces situations collectives fragiles et insatisfaisantes découlent des conséquences graves : il est facile de mobiliser une population disparate mais unie par une communauté de pratiques et de références que peu de choses rattachent au respect des institutions. De plus, la situation des mieux lotis des anciens rebelles, malgré leurs privilèges apparents, ne reposent que sur des fondements volatiles. Ils conservent une défiance particulière vis-à-vis de l'institution, d'autant que leurs représentants au plus haut niveau de l'Etat leur donne l'impression soit d'être impuissants à redistribuer, soit d'être égoïstement accrochés à leurs privilèges.

Un combattant intégré aux FNIS⁹ illustre par ses propos la continuité des représentations qui débouche sur la pérennité de l'identité rebelle. Les relations avec « le Niger » demeurent empreintes de méfiance et les désillusions politiques sont profondes :

« Je suis un ex combattant et j'ai aussi été intégré dans les forces paramilitaires. C'est difficile de concilier les deux identités. Très difficile. Il y a certains, ils oublient, la rébellion est finie pour eux. Mais nous, nous sommes toujours vus comme des rebelles. On ne va jamais nous donner confiance à 100%. C'est des gens qui ont déjà du mal... On a été en guerre avec un pays, on peut être amnistiés, mais moralement tu vas toujours être énervé, toujours entendre des prétextes qui vont te vexer.

⁹ Témoignage anonyme recueilli à Niamey. Cet ex-combattant, simple soldat des FNIS se montrait très amer face aux difficultés engendrées, selon lui, par son statut d'ancien rebelle.

Quel va être l'avenir ? Il n'y a pas d'avenir. C'est pas un pays où les gens vont changer... Déjà quand tu vois la corruption : il n'y pas de règles, ici. Si tu veux quelque chose, tu donnes... Surtout avec la politique. Tu donnes, tu as le vote. On ne peut rien faire de nous, et on ne va rien nous faire. Il y a des textes, il faut respecter les textes de la société. Les règlements, les statuts, connaître et respecter les statuts du corps dans lequel on est intégrés. Il faut accepter les règles, mais il y en a beaucoup qui sont partis, déjà, dès les premiers jours il y en a qui ont quitté. »

3- La rébellion au cœur de la culture, la culture au cœur de la rébellion : Musiciens, artistes et rebelles

La rébellion a particulièrement développé ses modes d'expression à travers la diffusion d'une culture spécifique, associée à ses aspirations et à ses conceptions de l'histoire. Ce domaine de la transmission culturelle est sans doute celui dans lequel la richesse de la production « rebelle » est la plus aboutie. Au cœur de la relation entre la rébellion et l'extérieur, la culture est le lieu de manifestation politique dans lequel la confusion entre rébellion et identité touarègue est la plus forte. Non seulement la rébellion diffuse ses idées et ses valeurs par le biais de médias culturels accessibles et ouverts, mais les modalités des représentations culturelles touarègues tendent à être assimilés à la rébellion.

Plusieurs modes d'expression ont participé à la formulation de la culture rebelle. On pense à l'artisanat qui a intégré aux objets et bijoux traditionnels des références rebelles et qui se vend, sur les marchés étrangers, en partie grâce à l'image des rebelles qu'il véhicule. On s'attachera dans ce qui suit essentiellement à la production musicale de la rébellion, vecteur décisif de la culture politique rebelle et de son renouvellement. On verra comment ces modes d'élaboration de la culture, *a priori* éloignés de la rébellion, ont évolué vers une représentation de la culture et des traditions touarègues de plus en plus proche de l'image rebelle.

*3-1 Témoignage de Koudede, musicien*¹⁰

Ce témoignage illustre le passage d'une pratique marginale, explicitement inspirée des années d'exil et de chômage et portée par une volonté de modernité en rupture avec les pratiques

¹⁰ Entretiens avec Koudede, menés à Niamey et à Agadez, et complétés par des nombreux échanges en France entre 2006 et 2009. Toutes les citations de ce paragraphe sont issues de ces entretiens. Koudede, comme nombre de musiciens touaregs, tente de vivre de sa musique. Il a produit un disque avec un label français, et tourne régulièrement en concerts et festivals en Europe. Le produit des ventes reste cependant assez marginal. Koudede, lorsque je l'ai rencontré dans le cadre de ces entretiens, vivait dans un cinéma désaffecté de Niamey.

culturelles plus traditionnelles, vers un mouvement qui véhicule de manière quasiment hégémonique la culture touarègue. Cette culture se confond avec celle de la rébellion.

Koudede est un musicien Touareg dont l'histoire personnelle recoupe celle de la rébellion. *Ishumar* en Algérie et en Libye au milieu des années 1980, Koudede a appris la guitare avec d'autres musiciens engagés dans les camps militaires libyens. Il joue dans le style moderne élaboré dans le groupe des *Ishumars*, appelé *Al Guitara* (parce qu'il s'accompagne de la guitare, acoustique puis électrique). Il a rejoint la rébellion en 1991, suivant la vague des nouveaux arrivants après la Conférence Nationale.

Son parcours rejoint celui de nombre d'*Ishumars* : il effectue de nombreux voyages entre l'Algérie et la Libye au gré des possibilités d'emplois et des rencontres :

« Avant la rébellion ? Je me cherche. Je cherche du boulot. Je vais en Algérie, en Libye, je cherche du boulot. J'étais là, jusqu'à ce que le problème était réglé... Il y a des frères qui envoient des messages : il faut sortir de Libye pour faire la rébellion.

En Algérie, j'ai fait 3 mois, en Libye, j'ai fait 5 ans.

J'ai travaillé, mais après j'ai quitté, parce que j'aime l'Algérie et je voudrais acheter des guitares, des trucs... Donc dès que j'ai eu de l'argent, un peu, j'ai eu une guitare, et directement je suis revenu en Algérie ».

Koudede se construit des références politiques qui s'appuient fortement sur l'identité mise en jeu par les Touaregs exilés en Algérie. Il les complète de valeurs incarnées par la rébellion au Niger. Cette référence ancienne, ancrée dans son propre parcours, explique sans doute la pérennité de son engagement.

« C'est quoi le message qu'on a trouvé ? La première des choses, on n'a pas d'école, d'éducation. Un des problèmes, le Niger, ils ne savent pas les problèmes des Touaregs, tu vois ?

A mon arrivée là-bas, en Libye j'ai écouté, parce qu'au début, c'est vrai, au Niger, c'est nous qui sommes arrivés, c'est nous seulement, et après, tous les territoires que les Touaregs c'est ça qui est riche, et on n'a rien... On n'a pas de pompes, on n'a rien. Au niveau des écoles, au niveau des hôpitaux... En fait, il y a trop de racisme.

Donc on est obligé de combattre tant qu'on sera réduit à ça. C'est ça le problème touareg.

Il y a comme une association en Libye, Algérie, avec tous les Touaregs. Là, c'est comme une association. Donc c'est ça qui nous touche tous. Celui qui est en Algérie, en Libye, on trouve tous les messages. C'est comme une association, qui nous permet de communiquer. Donc, là, on a quitté la Libye et on est parti au Niger. »

Koudede est engagé dans les combats jusqu'en 1997. Il ne se considère pas à proprement parler comme un combattant et préfère son identité de musicien. Il résume son expérience de rebelle en quelques phrases :

« C'est en 86 que je suis rentré en Algérie, Libye. Donc, en 86 même, ça a commencé, on a commencé à parler de ça. Mais c'est pas arrivé. Donc, quand c'est arrivé, dès qu'on a eu les messages, on est parti. Moi je suis, je crois dans le troisième groupe qui vient (au Niger, NdA).

Là, je suis retourné à la montagne, parce que les autres étaient partis déjà. En Algérie, j'ai trouvé un véhicule pour me déplacer, à Tezerzeit.

Là, il n'y a pas d'armes, trop, on est partagé dans la brousse, jusqu'à ce qu'ils aient eu un peu des moyens. Donc, des armes. Là, on était à Tezerzeit, on a fait

des bases. Là, avant, il y en a qui étaient là. Après, on a tous été groupés, donc après, chacun fait, tu sais, les gens, chacun a fait son boulot...

Moi, j'étais avec le FLT. J'ai laissé le FLT, je suis allé avec Rhissa. Avec Rhissa, je me suis disputé, parce que je cherche quelque chose qui me plaît, donc là je me suis retrouvé avec El Hadji, celui qui est à Tejeket, je suis resté avec lui jusqu'aux accords. En fait, c'est toujours le front de Rhissa, mais avec un autre groupe.

Donc là, on a fait les accords, en 97, pour intégrer les combattants. Donc, moi, j'ai dit non, je préfère faire de la musique. Donc là, aux accords, ils demandent si on veut prendre l'intégration ou pas, et moi je dis non. Je leur demande s'ils peuvent m'aider pour ma musique, m'aider à acheter du matériel, à aller chanter partout où les Touaregs se trouvent. »

En fait, Koudede considère que son action dans la rébellion n'a fait que prolonger ce qu'il avait entrepris dès ses années en Algérie. L'après-guerre ne doit être qu'une continuation du combat commencé avant même son entrée dans la rébellion.

« Je faisais de la musique pendant la rébellion. Même avant. Là où j'ai commencé, c'était avant la rébellion, ça s'appelle Egilma. C'était avant la rébellion. »

Les chansons s'adressent non seulement aux rebelles, dont elles portent la parole, mais surtout à la population touarègue des campements. Les musiciens jouent un rôle déterminant dans la diffusion du message rebelle :

« Les chansons en fait, elles parlent des problèmes de l'éducation, des problèmes de l'eau, des problèmes d'économie, parce qu'avec nos frères Peuls, là, on est nomades.

Et cette musique, les vieux l'écoutent, oui, parce que ma musique, elle est douce. Donc ça, maintenant, parce qu'il n'y a rien, donc moi je me suis dit, je vais prendre ma musique pour donner un message. Parce que je chante sur nos parents, pour qu'ils laissent nos frères aller à l'école. Parce que nous, on n'a pas été à l'école. Donc je parle de la culture, je parle de garder notre culture.»

Le passage entre la rébellion et l'après conflit se fait naturellement parce que les « vieux » ont pris l'habitude d'entendre le message porté et diffusé par la rébellion durant les années d'affrontement. Pour Koudede, il n'y a pas de différence.

Koudede est parvenu à produire un disque avec l'aide d'une petite maison de production française. Il a fait des tournées en Europe, d'abord en tant que membre d'un groupe, puis en solo. Comme de nombreux musiciens il suit un circuit de festivals, en particulier en été. Ces tournées lui permettent d'exporter sa musique, même si son message, à son avis, est déformé par les *a priori* des représentations occidentales. C'est un problème rencontré par nombre de musiciens touaregs :

« Il y a pas mal de groupes de musique touaregs maintenant qui commencent à être connus en Europe et aux Etats-Unis, et souvent, quand ils vont en tournée, surtout quand c'est aux Etats-Unis, parce que tu sais, pour les Etats-Unis, le Niger c'est très, très loin ! En France, on connaît un peu les Touaregs, parce qu'il y a eu Mano Dayak, mais pour les Américains, c'est très loin. Mais à chaque fois, quand on présente un groupe, on dit : « Ce sont des anciens rebelles ». Toujours. »

Koudede porte un regard ambigu sur son message : il considère qu'il a une responsabilité importante dans la diffusion de valeurs nouvelles, développées pendant la rébellion. Cependant il refuse de les considérer comme politiques. La place des musiciens est de favoriser l'éducation des populations par un moyen qui touche tout le monde, et de proposer des solutions. Se revendiquer de la rébellion lui aliénerait une partie des populations concernées:

« Pourtant mes chansons elles ne parlent pas de la rébellion. Maintenant non. Vraiment, pour moi, ça part un peu, la rébellion. Moi je dis, la rébellion, elle est finie, maintenant ce qu'on va faire, on va venir montrer, donner l'éducation à notre façon. C'est nous qui allons revenir et qui allons montrer. Parce qu'ils écoutent pas les autres. C'est nous qu'ils vont écouter. On va aider. C'est ça, le problème de l'éducation. Parce que jusqu'à maintenant, tu viens chez nous, je crois tu as vu, il y a des problèmes. C'est un problème d'éducation. Je dis dans les chansons, on va y répondre. Jusqu'à maintenant c'est comme si on est là, mais, après... Parce que chez nous, dès que tu parles trop de la rébellion, il y en a qui partent, qui font des histoires. Donc maintenant, il faut chercher des chansons où tu vas laisser les problèmes. Vraiment, il faut laisser les problèmes. Il faut trouver des solutions.»

Les musiciens ont maintenant la responsabilité de conserver la « culture » touarègue :

« C'est ça, pour moi, la première question à laquelle je veux répondre. Il faut vraiment garder la culture.»

Ayant fait partie des mêmes groupes et apportant le même message, tous les musiciens touaregs (en y incluant les Maliens) doivent s'unir pour améliorer la situation de la « communauté » :

« Les autres musiciens, Abdallah, Hasso, tous, c'est des frères.»

Bien qu'il nie prolonger la rébellion par d'autres moyens, Koudede admet les liens directs qu'il entretient avec les rebelles:

« Ces gens, ils ont été liés à la rébellion, comme Hasso, c'est le frère de Mohammed Akotey, et lui, Akotey, il est directeur du projet du PNUD pour la réinsertion.

Il y a des contacts importants entre les musiciens et les anciens rebelles, très importants. Parce que nous, les musiciens, c'est nous qui sommes en train de combattre. Parce qu'il faut montrer, il faut parler.»

Ces relations ne se sont pas distendues, au contraire, la musique devenant un enjeu politique important pour les anciens rebelles. La musique touarègue moderne s'est diffusée non seulement en Europe mais aussi au Niger :

« Rhissa, par exemple, quand il était ministre du Tourisme, il a encouragé les musiciens pour faire connaître les Touaregs. Au moins, avec moi, Rhissa il a fait de son mieux. Il a envoyé des groupes. Moi, il ne m'a pas envoyé, mais il encourage les musiciens. Il a envoyé beaucoup de musiciens en Europe, pour ouvrir des salons. Donc, c'est bon. Ici à Niamey, on a trouvé des concerts par le ministère, et on a joué.»

Finalement, Koudede explicite la relation organique entre la rébellion et les musiciens :

« Et Anako, lui aussi, il fait de son mieux. En fait, tous les leaders, en fait, on est toujours en contacts. Parce que c'est nous les musiciens qui combattons... Parce que les problèmes d'avant, c'est nous qui allons les poser. Parce que maintenant, il n'y a pas de rébellion, c'est nous qui sommes là. Ca veut dire que le message, c'est nous qui allons le donner.

Et ce message, il s'adresse à un pays, un peuple. C'est eux qui vont, par la langue, par la culture, c'est eux qui vont évoluer. C'est leur culture.»

Au-delà d'une responsabilité de préservation de la « culture », les musiciens doivent faire passer le message de la modernité, notamment dans les rapports sociaux entre Touaregs, un message né de la rébellion:

« Même chez nous, il y a du racisme. Mais tu sais, tous ceux là, moi je te dis, il faut les regarder comme ça (avec mépris). Ils sont coulés. C'est le manque d'éducation. C'est quoi, qui compte ? C'est dedans, c'est toi, c'est la même chose... C'est un problème d'éducation, du manque d'éducation. Pendant la rébellion quand tout le monde était ensemble, il n'y a pas ça. En fait c'est resté après la rébellion... Revenu en ville, il y a des gens qui ont gardé ça : « Toi tu es noir, toi tu es forgeron... » Mais les autres, ils ont compris. C'est pour ça qu'on dit, nous, on a la même langue. Où est la différence ? Maintenant on est venu en ville. Parce que nos grands-parents, ils ont des problèmes, mais eux-mêmes, c'est un manque d'éducation...

C'est le problème, quand Mano Dayak est mort. Parce qu'avec Mano Dayak, tout le monde est Touareg. Il compte sur ça seulement. Il n'y a pas de Blanc, de Noir... Tu es Touareg, tu parles la langue touarègue. Oui, les problèmes à Agadez, tu vois, même du temps des colons, aujourd'hui c'est l'un, après c'est l'autre, jusqu'à ce qu'on trouve celui qui est resté... Donc, les problèmes de l'Aïr... Mais je vais te dire un truc : ils sont ensemble. Il faut pas voir tout ce qu'ils font, là, les divisions. Ils sont ensemble. Et moi maintenant, je suis leur fils, mais ce que je suis en train de combattre maintenant, c'est pour qu'ils soient dans le même rang. Il faut qu'on parle encore et encore.

Parce que jusqu'à maintenant, il y a des endroits où il n'y a même pas un véhicule qui est passé, ils font 5 ans sans voir un véhicule. Tu vois ? Qui va couvrir les endroits, là ? C'est nous seulement qui savons qu'il y a des gens, là.

Donc il faut amener l'école, il faut amener... Donc c'est ça, tu vois, avec nos parents, le problème, c'est le manque d'éducation. Et c'est parti la rébellion, c'est fini, jusqu'à maintenant on a un accord... Donc qui a le message ? Qui va leur dire maintenant ? C'est les musiciens. On a gardé quoi ? On a pris les armes, maintenant on a la bouche, on a la politique. On est en contact comme ça, les musiciens.»

Même s'il en nie la portée politique, le message identitaire est clair :

« C'est pas de la politique. Nous, on parle que de sauver notre culture, partout.

Il y a aussi beaucoup de Touaregs qui ne sont plus nomades, c'est pour ça que je dis (dans une chanson) : « Il faut pas oublier notre culture, que nos grands-parents ont laissée ». Ca, il faut pas le lâcher.

Moi aujourd'hui tu m'as vu comme ça (en habits occidentaux, NdA), demain tu vas me voir comme ça en Touareg. Si je fais une semaine comme ça (jean et t-shirt, NdA), une semaine je vais porter ça (un boubou sur un pantalon touareg, NdA). C'est seulement hier que j'ai mis ça ! »

Les risques d'acculturation, liée à l'urbanisation des jeunes générations, sont grands. Koudede y décèle une sorte de honte ou de peur d'être discriminé :

« Mais c'est vrai ce que tu m'as dit, j'ai vu des Touaregs, ici, maintenant, qui se cachent pour pas qu'on dise que c'est des Touaregs. Pourquoi ? Il y a des Touaregs qui sont là, en ville, ici à Niamey, il n'y a pas un militaire qui ne m'a pas vu avec mon turban ou ma culture. Ca c'est moi. Ici je dis, comment je veux quitter mon turban ? Celui qui veut quitter, il quitte. Moi, je n'ai pas peur, je suis là. Ma culture, je la garde. Si je veux mourir sur la terre de ma culture, je vais mourir là-bas.»

L'avenir de la culture (et du message qu'elle porte) semble se situer dans la relation à construire avec l'Occident, qui en favorise la diffusion :

« Depuis que j'ai quitté Takrist Nakal¹¹, je suis venu à Niamey. Il n'y a pas une porte où je ne suis pas entré. Aujourd'hui, je suis dieu merci, en France, j'ai rencontré des artistes. Partout, j'ai partagé. »

3-2 De la marginalité à la défense de la « culture » ; construction du prestige Al Guitara

Ce témoignage montre comment les musiciens ont fait partie intégrante de la rébellion en jouant le rôle d'« intellectuels organiques », vecteurs du message rebelle. L'histoire de l'élaboration de cette musique a pourtant été conflictuelle¹². En Algérie, l'immigration massive des Touaregs *Kel Adagh* a posé un problème d'intégration avec les populations *Kel Ahaggar* qui les avaient accueillis. L'arrivée des Touaregs du Niger venus se regrouper à Tamanrasset amplifie ce phénomène né dès les années 1960.

Tamanrasset, pour nombre de jeunes touaregs maliens et nigériens, devient progressivement une étape sur la route de la Libye où les émigrés trouvent travail et éducation politique. Les allers-retours qu'ils effectuent enrichissent leurs pratiques culturelles. La diffusion de ces pratiques est favorisée par le besoin de différenciation de ces populations par rapports aux *Kel Ahaggar*, plus intégrés et qui les voient d'un œil critique comme des pillards peu respectueux des valeurs

¹¹ *Takrist Nakal* est le groupe d'Abdallah Oumbadougou, fondateur populaire de la musique rebelle nigérienne. La plupart des musiciens actuels ont joué avec lui et se connaissent grâce à son réseau.

¹² On trouvera une analyse complète des fabrications de la musique « rebelle » à partir des conflits entretenus avec la musique « traditionnelle » dans Rachid Bellil et Badi Dida, *Évolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh*, in *Le politique dans l'histoire touarègue*, Hélène Claudot-Hawad (dir.), Cahiers de l'IREMAM 4, Aix en Provence, 1993, pp. 95-110. Les paragraphes suivants y trouvent leur origine, ainsi que dans les analyses de Nadia Bellalimat, *Qui Sait Danser Sur Cette Chanson, Nous Lui Donnerons De La Cadence: Musique, Poésie Et Politique Chez Les Touaregs*, Terrain, n°41, 2003, pp. 103-20. Ces analyses portent essentiellement sur la musique rebelle et *Ishumar* du Mali.

traditionnelles, et notamment de l’Islam. La valeur performative de cette différenciation initiée par l’Etat algérien et reprise par les Touaregs algériens a conduit les Touaregs originaires du Mali et du Niger à la revendiquer.

Les pratiques culturelles se trouvent ainsi elles-mêmes renforcées par la sensibilisation politique aux problématiques de la rébellion. Une dichotomie politique se cristallise sur ces fondements culturels, entre d’une part les populations qui se retrouvent dans des formes d’expressions plus conservatrices (commerçants, populations plus âgées, artisans qui vivent du tourisme) et d’autres part celles qui revendiquent un mode d’expression politique tourné vers les formes rêvées de la modernité (jeunes et éduquées).

Une séparation fine s’est produite dans le temps au sein même des pratiques culturelles des populations issues de l’émigration. Leur dynamisme culturel a d’abord engendré la pratique de fêtes essentiellement financées par les émigrés en Libye, appelés les « *Ishumars* » (du français « chômeur »). Ces fêtes ont d’abord été des lieux de socialisation entre les *Ishumars* et les jeunes filles et reposaient sur une identification culturelle et une réaction aux changements de mode de vie liés à la sédentarisation. Non reconnues par les autorités algériennes, ces fêtes se sont développées dans un réseau clandestin dynamique qui a donné naissance, à partir des années 1975, à un nouveau style musical : la « *tiherdent* ». ¹³ Ce style, qui est lui-même une évolution du *tindé*¹⁴, a fait l’objet de critiques au milieu des années 1980 : on lui reprochait son coût économique et social, notamment sur les *Ishumars* qui dépensaient tous leurs revenus pour organiser les fêtes.

Sur les bases de cette critique politique inspirée de la Libye, une nouvelle forme de musique est apparue, le style *al gitara* : le chanteur accompagné d’une guitare, d’abord acoustique puis électrique, interprète des textes à portée politique sur la vie en exil des *Ishumars* et sur les enjeux de l’identité touarègue. Ce style a rapidement supplanté les autres et s’est rapidement diffusé au Nord du Mali et du Niger par l’intermédiaire des cassettes importées de Libye. Il connaît toujours un succès important. Il a accompagné organiquement les rébellions touarègues après 1990.

¹³ Du nom de l’instrument à cordes qui accompagne les chanteurs *aggiwin*, équivalents touaregs des griots.

¹⁴ Le *tindé* est chant traditionnel des femmes au campement. A la même période, à Tamanrasset, le *tindé* commençait à évoquer les problèmes des *Ishumars*.

Rachid Bellil et Badi Dida explicitent la formation de ce style par l'individualisation et le développement d'une conscience politique propre aux exilés dans un contexte de tensions sociales entre groupes touaregs :

« La tiherdent va être assez rapidement supplantée par la maturation d'un nouveau genre musical, dit « al Guitara ». L'apparition de ce style dans les années 1980 constitue dans une certaine mesure une rupture par rapport aux formes précédentes liées à la tradition. L'artiste s'individualise, il s'accompagne à la guitare et chante des textes sur les questions d'identité et de problèmes politiques, mais aussi sur les amours contrariées. Expression individuelle ou de groupes restreints qu'unit une même expérience existentielle, le style « Guitara » se veut avant tout une contribution à la conscientisation des gens. La diffusion se fait rapidement dans les milieux Kel Adagh de Tamanrasset, puis auprès des jeunes Kel Ahaggar. Mais le milieu des Kel Ahaggar n'est pas homogène et un clivage apparaît rapidement entre ceux qui adhèrent au message véhiculé par « al Guitara » (il faut changer si nous voulons avoir une place dans ce monde), et ceux qui préfèrent la tiherdent.»¹⁵

¹⁵ Rachid Bellil et Badi Dida, *Evolution, op.cit.*, p 108.

Conclusion

Trouver une place dans le Niger de l'après conflit a requis de la part des anciens rebelles de mettre en œuvre des stratégies originales : solidarités, nouveaux modes d'expression politique, carrières individuelles ; tous ces mouvements ont en commun le fait que la plupart des anciens combattants a conservé une identité rebelle.

Cette identité, qui s'est développée en « identités » multiples, parfois éphémères et contradictoires au gré des parcours personnels, se réalise au sein du groupe des anciens et des relations qu'il entretient avec l'extérieur. Ces relations sont profondément ambiguës malgré les espoirs d'institutionnalisation suscités par les intégrations paramilitaires et quelques brillantes carrières politiques. L'identité de rebelle reste un marqueur décisif des individus dans le Niger contemporain et s'impose à eux autant qu'ils l'imposent aux autres (par exemple dans l'activation de la « rébellion » pour justifier le petit banditisme).

Le débat politique nigérien est de ce fait marqué en profondeur par la rébellion : il est au Niger difficile de porter un regard sur les Touaregs, leurs représentants, leurs personnalités, leurs régions d'origine, sans que le débat ne soit traversé par des références à la rébellion passée (et des soupçons, immédiats, de rébellion futures).

La culture politique rebelle ne serait cependant qu'un phénomène éminemment local si elle ne se développait pas en profondeur et n'acceptait régulièrement de nouveaux modes d'expression. Elle agit selon deux directions : celle qui, aux dires de ses acteurs, est la plus importante, concerne les populations touarègues « non éduquées » c'est-à-dire non convertie aux valeurs des rebelles. L'autre direction est celle du monde extérieur, notamment européen et américain, qui reçoit la culture rebelle sans en percevoir toujours les enjeux internes.

La diffusion de la culture rebelle et sa transformation progressive en « culture de la communauté », repose en grande partie sur la musique. Depuis le début des années 1980, les cassettes audio des premières chansons ont connu un succès immense et porté des messages simples et clairs traduisant les conceptions rebelles du monde touareg à venir.

Aujourd'hui ce secteur est en plein essor : de nouveaux groupes circulent continuellement, en d'intenses migrations temporaires, vers l'Europe et les Etats-Unis. Ils sont unis par le « label » rebelle, qui porte en lui cette part de transformation du monde et d'identification performative à la culture rebelle qui affecte les Touaregs de l'extérieur.

L'art est un vecteur privilégié de la rébellion en termes positifs. La musique y occupe une place prépondérante mais elle n'est pas la seule. Artisans et artistes ont développé des styles et des discours qui, à leur manière, encouragent et complètent le message des rébellions. Ils choisissent parfois de s'approprier l'identification aux images rebelles. Ainsi est née, chez les bijoutiers d'Agadez, la « croix de Mano », un pendentif hérité des colliers en argent rappelant la forme d'une croix et qui fait la renommée des forgerons touaregs. Cette croix est un hommage à Mano Dayak, leader rebelle charismatique dont la portée des discours a touché les Occidentaux, maintenant susceptibles d'acheter les bijoux à des prix intéressants.

L'écrit et la peinture, dans l'œuvre d'Hawad, enrichissent ces références culturelles. Si on ne peut réduire le travail d'Hawad au message de la rébellion, l'identification entre les deux est grande, d'autant que le poète *Ikazkazen* a lui-même transcrit les paroles de la marge et les sentiments des *Ishumars*¹⁶. L'ouverture à Agadez, à l'hiver 2006, d'un centre de culture dédié à la calligraphie des *tifinagh*¹⁷ et aux expressions orales de la culture touarègue renforce cette relation croisée entre l'intellectuel des marges, la culture traditionnelle et les enjeux politiques définis par les rébellions.

On évoquera, en un dernier exemple des relations permanentes entre rébellions passées et paroles politiques touarègues, illustrant ces interactions incessantes qui forment les cultures politiques rebelles, le groupe touareg malien *Tinariwen*, sans doute le plus connu et le plus diffusé des groupes de musique *al gitara* rebelles. *Tinariwen*, qui exprime à présent les préoccupations les plus actuelles du monde touareg, a récemment produit deux chansons, références directes aux rébellions passées : l'une s'intitule «*Soixante-trois* », en hommage à la rébellion Kel Adagh, l'autre « *Mano Dayak* », d'après le leader nigérien.

¹⁶ Voir à ce sujet Pierre-Marie Decoudras et Paule Dupraz, *Hawad l'utopie des marges et la quête d'une autre vérité*, Politique Africaine, n°51, 1993, pp. 110-120, et les nombreux textes d'Hawad, notamment *Chants de la soif et de l'égarement*, Aix en Provence, Edisud, 1987, et *Caravane de la soif*, Aix en Provence, Edisud, 1985.

¹⁷ Alphabet de la langue *tamasheq*.

Quinze années après les accords de paix, les représentations rebelles sont hégémoniques dans des secteurs vitaux pour l'économie locale et hautement symboliques car ils sont les premiers à rencontrer le regard des étrangers. La relation avec ceux-ci, dont on verra plus loin toute l'ambiguïté et les modes d'expression, est au cœur de ce que la rébellion deviendra.

Troisième partie : La culture politique rebelle réinventée : héritages, influences et nouvelles formes

Les rebelles ont réussi à s'insérer dans la société de l'après-guerre avec une souplesse qui les a conduits à de nombreuses réussites. Ces dernières se mesurent à la qualité et à la diversité des conversions : elles ont en commun d'avoir transformé le statut de rebelle en un outil efficace de l'évolution des combattants en temps de paix. Si les ex-rebelles sont parvenus à diffuser leurs objectifs, c'est avant tout grâce à leur présence à tous les niveaux de la société touarègue et aux modèles qu'ils proposent, mais c'est aussi parce que l'héritage rebelle s'est transmis à des générations différentes qui en apprécient l'héritage à la fois pratique et symbolique. D'une certaine manière la rébellion s'est érigée, au-delà du simple modèle de réussite personnelle, en un mode ultime de réalisation des objectifs.

Contrairement à d'autres mouvements rebelles africains, dont la durée dépasse parfois largement celle des rébellions touarègues, la rébellion des Touaregs du Niger est parvenue non seulement à perdurer mais aussi à se prolonger, notamment hors de son champ d'action initial (le conflit des années 1990) et au-delà de ses premiers membres, tout en arrêtant pratiquement la forme du combat armé. Elle a trouvé de nouveaux moyens d'expression et de nouveaux enjeux pour nourrir sa cause, bien que les hommes et les mouvements soient différents. En d'autres termes, il ne s'agit pas de continuer la lutte avec d'autres moyens mais de mobiliser les mêmes moyens pour une lutte distincte, dans les termes sinon dans les objectifs réels.

La rébellion a donc trouvé un terrain propice dans les incertitudes du contexte nigérien, qui ne propose que peu d'alternatives et d'espoirs de développement. La parole rebelle a donc atteint en profondeur une société qui lui doit de nombreuses réalisations, même si on peut se demander jusqu'à quel point la rébellion elle-même a permis de les atteindre. La culture politique rebelle peut ainsi s'appuyer sur un grand nombre d'adeptes, actifs ou simples compagnons de route, mécontents et entrepreneurs politiques, qui se définissent par rapport à cette référence. Le mouvement interne (c'est-à-dire provenant des populations touarègues liées de près ou de loin

aux ex-rebelles) est un moteur essentiel des développements de la rébellion dans le monde moderne.

En revanche, on ne saurait limiter la portée des cultures politiques rebelles à quelques modèles de réussites économiques et sociales. Il faut s'interroger sur les mécanismes qui font encore de la rébellion l'ultime moyen des actions politiques touarègues. L'un des déterminants importants de ce *continuum* des cultures rebelles entre guerre et paix est l'information réciproque entre mouvement armé et « société civile ». L'apparition récente d'organisations touarègues s'intéressant de près aux problèmes des populations locales aurait pu entraîner une dilution des méthodologies rebelles (recours aux armes et confrontations politiques). On verra que, si les organisations développent leurs propres thèmes et réseaux de relations, ceux-ci finissent souvent par s'intégrer à la philosophie rebelle. Soit parce que les interlocuteurs privilégiés de la « société civile » touarègue l'identifient à la rébellion, soit parce que la rébellion s'approprie les thématiques nouvelles et les transforme en enjeux de mobilisation. De ce fait la rébellion demeure un moyen privilégié de mobiliser les énergies vers des objectifs dont la nature est parfois difficile à définir.

Les rébellions ne sont cependant pas des systèmes, des forces centrifuges qui produisent leur propre logique et assurent exclusivement en interne leur propre renouvellement. Ouvertes, souples et entretenant des relations permanentes avec le monde extérieur, elles s'informent et s'approprient des enjeux qui lui échappaient ou lui semblaient étrangers auparavant: ceux des politiques occidentales progressistes et contestataires comme ceux des autres rébellions et mouvements insurrectionnels africains.

Dans le premier chapitre, on verra comment le répertoire culturel et politique des rébellions touarègues s'est enrichi de ses rencontres, et comment les nouveaux rebelles parviennent à mobiliser leurs soldats et leurs soutiens grâce à l'activation de ces nouveaux enjeux. On fera attention à ne pas analyser ces nouvelles orientations rebelles comme des concepts importés : c'est bien dans l'habileté des nouveaux rebelles à identifier puis à reformuler les idées qui les influencent que réside la force de la culture politique rebelle. On montrera comment, grâce à la puissance de cette culture politique, les formulations politiques demeurent tournées vers le

concept de rébellion. Ainsi, quelle que soit la posture dans laquelle se trouve une personnalité touarègue s'exprimant à l'extérieur, le positionnement en fonction de la « rébellion possible » devient presque une obligation. Enfin, on commentera les apports spécifiques de la diaspora à cette culture, qui entraîne les rebelles vers de nouveaux concepts. Cette diaspora, avec ses propres thématiques majeures, entretient un dialogue productif de sens et de nouvelles normes avec les rebelles « de terrain ». Elle profite aussi d'une tribune exceptionnelle légitimée par sa proximité supposée avec la rébellion, dans un contexte où la parole (qui peut s'appuyer solidement sur des non-dits intégrés au fil de l'histoire des relations entre rébellions touarègues et public occidental) est amplifiée et se propage. En d'autres termes, se poser en porte parole des Touaregs est en soi légitimant à partir du moment où on y intègre la « qualité » de rebelle.

Dans le deuxième chapitre, on tentera de montrer comment ces mobilisations et ces nouvelles formulations ont trouvé récemment un terrain d'expression particulier, et en un sens exemplaire de ces cultures politiques rebelles à l'œuvre, dans l'émergence du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) dont les premières manifestations sont apparues en 2007.

On verra comment le MNJ s'est construit sur un substrat de frustrations et de mobilisations liées à la rébellion des années 1990 : non seulement les hommes, mais aussi les motifs et les principales revendications, montreront les continuités avec la rébellion précédente. Mais on analysera ces développements en prenant garde aux nouvelles directions prises par les rebelles. Confondre le MNJ avec les mouvements précédents n'épuise pas la rébellion à l'œuvre. On s'appliquera à comprendre comment le MNJ illustre parfaitement la culture politique rebelle en action – comment d'un accrochage entre trafiquants et police est né un mouvement cohérent, politique, réapproprié par la diaspora et l'Occident, et comment il a entraîné le Niger vers un renouvellement de enjeux politiques.

Enfin, le troisième chapitre s'attachera plus particulièrement à ce miroir tendu par l'Occident qui renvoie aux Touaregs leur reflet de rebelle. S'appuyant sur une histoire riche et ambivalente dont on a montré les capacités performatives passées, ce reflet se nourrit des échanges entre les représentations (par et à propos des rebelles). A travers quelques exemples éclairants on insistera sur la difficulté à sortir de la rébellion en tant que mode d'expression tant sa portée symbolique

est autocréatrice. Les articulations des intérêts des différentes parties en jeu (anciens rebelles, politiciens, « société civile » et amis) ouvrent des perspectives nouvelles mais identifient aussi de plus en plus Touaregs et rebelles, rebelles et Touaregs.

Chapitre VII : Et maintenant ? Les mobilisations touarègues face aux nouveaux enjeux

Ce chapitre s'attachera à comprendre les continuités et les évolutions des formes de rébellions touarègues au cours des années 2000. On sait qu'entre 2007 et 2009, un mouvement rebelle touareg, le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), a combattu dans le Nord du pays contre les forces gouvernementales. Il a mobilisé plusieurs centaines, peut-être milliers, de combattants et a rencontré un écho médiatique important, grâce à sa capacité à informer l'extérieur de ses objectifs politiques.

On ne voudra pas prétendre que la définition des nouveaux enjeux rebelles, dont on soutiendra qu'ils sont des adaptations et des réinventions des mobilisations issues de la culture politique rebelle, ont mécaniquement entraîné la création de ce nouveau mouvement armé. On dégagera d'ailleurs, dans le prochain chapitre, les facteurs de création et les caractéristiques du MNJ pour en montrer un portrait plus complexe.

Cependant, il est certainement intéressant de noter que la présente recherche, fondée sur l'hypothèse d'une culture politique spécifique à la rébellion touarègue nigérienne et sur ses capacités de renouvellement l'imposant comme le recours préférentiel de l'action politique touarègue, a été commencée bien avant la réapparition des mouvements armés, alors que la situation politique nigérienne semblait, à première vue, en voie d'apaisement.

Ce chapitre vise à démontrer que la rébellion est dans une sorte d'« état de latence » pendant lequel, alors que l'action armée n'est pas le moyen privilégié de son expression, elle existe et se développe à d'autres niveaux. Il existe une culture de la rébellion même pendant la paix, qui lui permet de ne pas s'affaiblir et de toujours pouvoir s'imposer en recours possible. De ce fait, la rébellion se pérennise et peut, si les circonstances s'y prêtent (ce qui n'implique pas, on le montrera, qu'il existe un dessein rebelle conscient), mobiliser rapidement des combattants pour menacer efficacement le gouvernement nigérien.

Si l'« esprit » de la rébellion se perpétue, il le doit à ses propres forces, dont on a vu la créativité et les ramifications. Cependant, plus récemment, la rébellion a évolué grâce à des imprégnations réciproques entre les rebelles et les autres acteurs politiques du monde touareg : la « société

civile », les trafiquants, les entrepreneurs politiques et la diaspora. La rébellion survit à la fin du conflit parce qu'elle ne s'appuie pas seulement sur les mouvements armés mais bien dans leur héritage et leur culture.

La rébellion se réinvente donc avec succès en maintenant son pouvoir d'attraction : elle élabore de nouvelles formes de mobilisations, en attirant de nouvelles populations mais aussi grâce à l'intégration de thématiques développées par des acteurs différents. Ces thématiques deviennent rebelles plus qu'elles ne gardent leur propre logique et les acteurs extérieurs doivent se positionner par rapport à la rébellion - et finissent par faire un choix, pour la plupart, en faveur des rebelles.

La puissance armée des mouvements (existants ou latents), qui demeure relative, n'explique pas pourquoi ce choix intervient dans ce sens. Elle n'a jamais réellement menacé de renverser le pouvoir. Cependant, même exclue, marginalisée et soumise à la critique d'une communication bien maîtrisée, la rébellion ne disparaît pas. Au contraire, elle semble toujours se redéfinir et trouver de nouvelles ressources.

Plutôt que de parler de la *continuation de la guerre (rebelle) par d'autres moyens*, il faut sans doute voir dans les évolutions récentes des expressions politiques touarègues *d'autres enjeux résolus par les mêmes moyens*. On examinera ici plusieurs formes généralement admises de mobilisations qui alimentent les mouvements insurrectionnels et on en mesurera l'influence sur les nouvelles mobilisations rebelles. On verra par quels mécanismes ces motifs de mobilisations sont transformés en discours de la rébellion et appropriés par celle-ci. On s'attachera aussi à déceler comment ces thématiques véhiculées par des acteurs parfois initialement hostiles aux mouvements armés semblent trouver leur expression ultime, leur réalisation, dans la rébellion.

On interrogera en premier lieu la problématique des ressources. En effet, si la rébellion des années 1990 avait soulevé la question de la redistribution économique, elle le faisait dans le cadre d'une revendication d'autonomie administrative : il s'agissait essentiellement de garantir un accès aux emplois et de transformer le produit de l'exploitation des ressources naturelles (c'est-à-dire la redevance perçue par l'Etat nigérien) en dépenses publiques dans les régions du nord du pays. La rébellion des années 1990 ne tenait donc pas un discours très élaboré à ce sujet, notamment en ce qui concerne l'environnement. On verra comme cette problématique a

imprégné le débat politique le plus récent et s'est diffusée, via des acteurs non rebelles, dans la rébellion. En comparant les discours des différents acteurs, on en analysera les formes de continuité et les adaptations. On s'interrogera sur les liens entre la « prédation » et les mobilisations rebelles. Les mouvements insurrectionnels procèdent-ils de la volonté de confiscation des ressources et de gain économique ? Cette problématique est particulièrement mise en avant par les travaux des économistes relatifs aux conflits, mais on la trouve aussi dans le discours du gouvernement nigérien sur la rébellion.

L'un des enjeux nouveaux apparus au cœur du débat sur la rébellion concerne l'environnement. Cette thématique semble à première vue « importée », c'est-à-dire à tout le moins fortement inspirée de préoccupations essentiellement occidentales. Cependant, on s'attachera à démontrer comment les acteurs des mouvements civils touaregs ont su amener cette problématique sur la scène nigérienne. On verra avant tout comment elle est devenue un enjeu de la mobilisation rebelle et un élément central de son discours. L'environnement ainsi que les acteurs de sa mise en scène illustrent le glissement d'un mouvement de protestation issu de la société civile vers la rébellion.

Dans un deuxième temps, on s'attachera aux enjeux soulevés localement par les réformes institutionnelles. En effet, la décentralisation, mise en œuvre sur le terrain par le processus de « communalisation », s'est traduite seulement récemment (en 2004 par des redécoupages administratifs et politiques. L'autonomie politique était un élément central des demandes de la rébellion de 1990 et constitue une sorte de fil rouge des frustrations des combattants. Comment ces nouveaux enjeux ont-ils été abordés par les anciens rebelles ? Comment expriment-ils sur le terrain leurs objectifs politiques ? On verra, au travers de l'exemple de l'un des entrepreneurs politiques rebelles les plus importants, que la transformation en actes des idéaux rebelles se heurte aux structures politiques nigériennes, et que c'est précisément là qu'elle trouve sa limite.

En troisième partie, on s'intéressera aux thèmes récemment révélés par la diaspora touarègue. On montrera comment ils s'articulent à des préoccupations plus internationales qui ancrent les enjeux locaux au sein de mouvements mondiaux : identité, peuples autochtones, langage et écriture, en quelque sorte la politique de l'« archéologie du savoir » touareg sont autant de

problématiques nouvelles déclinées par la diaspora. Cette diaspora se sent liée à la rébellion et c'est par les interactions entre paroles politiques de la diaspora et puissance des armes sur le terrain que naissent nombre de mobilisations nouvelles. Elles s'inscrivent aussi au cœur des « agendas politiques » des institutions internationales et sont influencées par le travail de fond d'Etats souverains qui cherchent à reprendre le contrôle sur des questions parfois subversives¹. Les Touaregs nigériens, originellement à la marge de ces problématiques, s'en sont rapidement approprié leurs enjeux ; ils les réinventent aussi dans le cadre de la culture politique rebelle.

Ce chapitre repose sur l'idée que quelles que soient les nouveautés développées par les acteurs non rebelles du monde touareg nigérien, la rébellion s'en approprie les concepts mais aussi la concrétisation sur le terrain. Elle peut, pour ce faire, avoir recours à la créativité d'acteurs individuels dont on mesurera l'efficacité, aussi bien que légitimer les revendications en les portant sur le terrain militaire.

¹ Comme le Maroc avec la question des Berbères.

1- Vers un conflit de ressources ?

On a déjà souligné comment la recherche sur les conflits associe le contrôle des ressources naturelles et l'existence de mouvements insurrectionnels.

Les ressources naturelles et leur exploitation ont ainsi été longtemps au centre des politiques économiques de développement. De nombreuses analyses ont montré que la présence de ces ressources, notamment dans les pays les plus pauvres aux Etats fragiles², n'est pas une garantie du développement, au point qu'est né le concept de « *malédiction des ressources* »³. Par la suite, ce paradigme a été appliqué à l'étude des conflits, ce qui permet de définir les ressources naturelles comme un facteur décisif du déclenchement et de la pérennité des conflits. Collier et Hoeffler estiment par exemple que « *the extent of primary commodity exports is the strongest single influence on the risk of conflict.* »⁴ Les mouvements insurrectionnels violents seraient largement déterminés par leur capacité à s'accaparer des ressources naturelles et à en tirer profit, ce qui leur permettrait d'attirer les combattants et d'entretenir l'illusion de leur légitimité auprès des populations locales.

1-1 Le « pactole maudit »

Ce titre d'un article paru dans un quotidien suisse en 2008⁵ illustre la place prépondérante que l'exploitation des ressources minières a prise dans le débat politique nigérien et comment elle est

² James Fearon, *Primary Commodities Exports and Civil War*, working paper October 25, 2004, et James D. Fearon et David D. Laitin, *Ethnicity, Insurgency, and Civil War*, *American Political Science Review*, vol. 97, n°1, 2003, pp. 75-90.

³ « *Resources curse* », qui montre une certaine corrélation entre abondance de ressources et pauvreté. Il s'agit particulièrement des ressources en pétrole. Voir Jeffrey D. Sachs et Andrew M. Warner, *The curse of natural resources*, *European Economic Review*, Elsevier, vol. 45(4-6), 2001, pp. 827-838.

⁴ « *L'importance des exportations de matières premières est le facteur le plus influent des risques de conflits* », ma traduction, in Paul Collier et Anke Hoeffler, *Greed and Grievance in Civil War*, version du 26 avril 2000 sur le site de la Banque Mondiale, p. 25, rapporté par James Feraon, *Paradigm in Distress ? Primary Commodities Exports and Civil War*, *Journal of Conflict Resolution*, vol. 49, n°4, August 2005, pp. 443-450. On peut consulter une version plus récente du travail de Collier et Hoeffler à l'adresse suivante : <http://econ.worldbank.org/programs/conflict>. Consulté le 20 septembre 2008.

⁵ Angélique Mounier-Kuhn, « *L'uranium, ce pactole maudit du Niger* », *Le Temps*, Genève, 16 février 2008.

devenue le point focal des analyses récentes des rébellions touarègues. Ce glissement analytique, on le verra, est lié à l'articulation de préoccupations d'Organisations Non Gouvernementales locales et de leur homologues françaises, puis à l'exploitation de celles-ci par les rebelles.

Le Niger est depuis le début des années 1970 un important producteur d'uranium. C'est au Nord du Niger que l'uranium est extrait en bordure de l'Aïr, grâce à deux sites d'exploitation mis en œuvre par l'entreprise française Cogema, à Arlit et à Akokan⁶. Découvert par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) dès 1966, le site d'Imouraren fait actuellement l'objet d'une attention particulière car il ouvre de nouvelles perspectives de développement économique : à terme, Areva⁷ prévoit d'en faire la seconde exploitation à ciel ouvert au monde, ce qui placerait le Niger à la seconde place des pays producteurs d'uranium. Alors que le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde, les enjeux pour l'économie nigérienne sont évidemment immenses.

Malgré près de quarante années d'exploitation⁸, le Niger demeure cependant incapable de développer son économie⁹ et les tensions politiques qui en résultent semblent largement dépasser les retombées positives. Lorsqu'en 1974 le Président Diouri Hamani a montré sa volonté de négocier à la hausse la redevance perçue par l'Etat sur le kilo d'uranium extrait par la Cogema, il a été renversé d'un coup d'Etat militaire. Cette conjonction a permis à certains de voir un lien de cause à effet évident entre les événements. Plus récemment, l'uranium, dont la valeur sur le marché des matières premières avait progressivement baissé au cours des années 1980, est redevenu un enjeu majeur de la politique nigérienne. La volonté de l'Etat de renégocier les contrats d'exploitation, dans le but de les ouvrir à la concurrence internationale et d'en tirer des

⁶ Les mines sont exploitées depuis 1968 par deux sociétés de droit nigérien dont la Cogema (devenue Areva) est l'actionnaire principal : la Somair (Société des mines de l'Aïr, 1968) et la Cominak (Compagnie des mines d'Akokan, 1974).

⁷ Le site minier a été inauguré en 2009. Areva envisage d'extraire 5.000 tonnes d'uranium par an. Au cœur des relations entre Areva, la France et le Niger, les permis d'exploitation ont été attribués en 2006, et l'entité exploitante créée en 2009. Il s'agit d'Imouraren S.A, détenue aux deux tiers par Areva et un tiers par l'Etat du Niger. Voir la présentation faite sur le site du groupe Areva : <http://www.areva.com/FR/activites-623/imouraren-sa-une-nouvelle-etape-dans-un-partenariat-historique.html?xtmc=imouraren&xtr=2> Consulté le 25 juillet 2010.

⁸ La Cogema puis Areva, en situation de monopole jusqu'en 2006, ont extrait plus de 100.000 tonnes de minerai sur cette période d'après Areva : <http://www.areva.com/FR/groupe-1529/le-niger-detenteur-d-importantes-ressources-en-uranium.html?rtn=1?xtmc=niger&xtr=4>

⁹ En 2009, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) place le Niger à la dernière place du classement mondial selon l'Indice de Développement Humain (IDH), derrière l'Afghanistan en guerre et la Sierra Leone qui récupère d'une longue guerre civile. Une statistique qui soulève dans la rue nigérienne de nombreuses critiques sur la politique des gouvernements successifs. Voir les statistiques complètes retenues pour l'étude (les données sont de 2007) : http://hdrstats.undp.org/en/countries/country_fact_sheets/cty_fs_NER.html Consulté le 25 juillet 2010.

revenus supérieurs, dans un contexte de demande à la hausse pour le minerai, a ravivé des tensions jamais réellement apaisées. Une nouvelle rébellion touarègue est apparue au moment des renégociations, et les enlèvements de cadres des sociétés minières se sont multipliés.

1-2 Reformulation des enjeux

Les enjeux politiques autour des ressources ne sont donc pas un phénomène à proprement parler nouveau au Niger. En revanche, la formulation de ces enjeux, ainsi que l'articulation de ces formulations avec le discours de la « société civile » et finalement des rebelles, ont fait prendre à l'uranium une place particulière dans le renouveau des enjeux politiques du Nord du Niger. Ces enjeux sont par ailleurs captés et appropriés par les rebelles (on verra qu'il s'agit des ex-combattants aussi bien que de nouveaux mouvements armés.)

Le décalage entre les promesses de développement et les retombées financières est au cœur des débats : alors que l'uranium est la première ressource d'exportation nigérienne, le produit de la vente ne représente que 5% de son PIB. Cette situation doit être rapprochée de la mise en vente de nouvelles concessions minières par l'Etat nigérien en 2006. Théoriquement, il s'agit de briser le monopole de fait d'Areva alors que de nombreuses sociétés minières internationales convoitent les nouvelles possibilités offertes par la hausse des cours et que le développement du nucléaire civil ouvre des perspectives intéressantes. Dans ce contexte s'élèvent plusieurs voix discordantes dont le discours porte essentiellement sur les conséquences de l'exploitation du minerai, en particulier sur la santé et l'environnement. Cette dernière préoccupation est, il faut le souligner, nouvelle au Niger. Les revendications concernant les ressources se portaient jusqu'alors essentiellement sur l'économie, au sens large du terme: taxes, développement induit, emplois.

Recevant l'appui des organisations internationales, une ONG locale a rencontré un écho particulier dans sa dénonciation des effets secondaires de l'exploitation. On assiste alors à une différenciation nette des discours : l'élaboration des revendications relatives aux destructions engendrées par les mines apparaît pour la première fois sur la scène nigérienne et internationale, et elle n'est pas le fait des rebelles (ou d'anciens rebelles).

L'ONG *Aghir In Man*, créée en 2001 et représentée par Almoustapha Alhacen, rencontre ainsi un succès important dès les premières mises en garde qu'elle énonce¹⁰. Alhacen est lui-même employé par Areva. Dans un contexte où la revendication politique au nord du Niger est essentiellement contrôlée par les rebelles, c'est la « société civile » qui propose un discours novateur. Les considérations sur l'emploi économiques des ressources, soulevées par la rébellion des années 1990, passent alors à l'arrière-plan des relations entre organisations françaises et touarègues. Almoustapha Alhacen effectue de nombreux déplacements à l'étranger qui trouvent un écho important et immédiatement favorable¹¹. Son discours, qui recoupe les intérêts des associations antinucléaires¹², est amplifié par le soutien d'organisations politiques a priori éloignées du destin des Touaregs de l'Aïr¹³. *Aghir In Man* se fonde sur des témoignages d'employés d'Areva puis sur des rapports d'expertises provenant de son réseau de soutien en Europe. L'écho rencontré par cette campagne est sans précédent au Niger. *Aghir In Man* parvient aussi à organiser une action collective de la « société civile » locale et publie une lettre commune sur la situation des populations vivant autour des mines d'Arlit¹⁴.

Plusieurs rapports sont publiés après les missions d'expertise financées et mises en place par la Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité (CRIIRAD) et l'association *Sherpa*¹⁵. D'intenses batailles de communication s'engagent qui semblent dépasser les enjeux soulevés au départ par l'ONG nigérienne. Face à des organisations françaises et à un

¹⁰ Voir par exemple : Almoustapha Alhacen, *Lettre au Ministre des Mines et de l'Energie: La pollution durable de la ville d'Arlit. Enrichir Areva, appauvrir le Niger*, 26 septembre 2005, diffusée par un réseau d'ONG françaises et internationales.

¹¹ Ce discours se diffuse aussi au sein des ONG qui soutenaient les rebelles depuis les années 1990, comme l'Association *Touaregs*.

¹² L'association *Sortir du Nucléaire* finance par exemple une étude d'impact pour *Aghir In Man* en décembre 2005.

¹³ Noël Mamère, député des Verts, reçoit ainsi une délégation à l'Assemblée Nationale le 25 mars 2008 en dénonçant le « néocolonialisme » d'Areva. Il y organise une conférence de presse et annonce la création d'un collectif appelé « Areva ne fera pas la loi au Niger », avec le soutien des organisations suivantes : Le Réseau sortir du nucléaire - la LCR - Les Verts - Survie - ATTAC - Sud Energie - Tchinaghen.

¹⁴ *Déclaration de la société civile sur la protection de l'environnement et le développement durable à l'intention d'Areva et filiales Somair et Cominak*, Arlit, 3 mai 2006.

¹⁵ Voir par exemple : *Impact de l'exploitation de l'uranium par les filiales de COGEMA-AREVA au NIGER*, 20 avril 2005, et Samira Daoud, coordinatrice et chargée de mission *Sherpa* et Jean-Pierre Getti, vice-président de *Sherpa*, en collaboration avec la *Criirad* et *Aghir In' Man*, *LA COGEMA AU NIGER Rapport d'enquête sur la situation des travailleurs de la SOMAÏR et COMINAK, filiales nigériennes du groupe AREVA-COGEMA*, 25 avril 2005.

député des Verts qui se divisent, Areva finit par faire oublier les revendications originelles d'Aghir In Man et trouve un terrain d'entente avec certains de ses plus intenses détracteurs¹⁶.

Concernant l'association nigérienne, après de nombreux entretiens avec les médias européens, l'intérêt international s'essouffle. Rapidement et malgré ses préventions, le président de l'association doit s'exprimer autour du thème de la rébellion. On peut y voir un signe, lorsque le recours aux armes est choisi par les rebelles du MNJ, de l'impossibilité pour la « société civile » touarègue de se démarquer complètement de l'action armée. Almoustapha Alhacen explicite ainsi ses rapports avec la rébellion :

*« Avec la rébellion, nous parlons la même langue et nous avons des objectifs communs. Mais j'œuvre avec l'autorisation du gouvernement dans le cadre légal. »*¹⁷

Le réseau des ONG du Nord du Niger est en effet fragile et remarquablement lié aux anciens rebelles. Il est donc difficile, pour des organisations « neutres », de trouver un lieu d'expression durable en dehors de la parole de la rébellion. De plus, s'appuyant sur la diaspora qui réagit rapidement aux nouveaux enjeux politiques occidentaux lorsqu'ils lui assurent une tribune politique, la rébellion sait élaborer un discours structuré qui incorpore les questions nouvelles. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les ressources et les questions d'environnement.

1-3 « La bataille de l'uranium » ? La part des rebelles

¹⁶ Ainsi le 19 juin 2009 Areva, Sherpa et Médecins du Monde signe un accord « portant sur la création d'observatoires de la santé autour des sites miniers exploités par AREVA et d'un Groupe Pluraliste d'Observation de la Santé ». Cet accord tripartite (ONG françaises, Areva, autorités locales) n'inclut pas la « société civile » nigérienne. Pour Sherpa, « en s'autorisant à discuter avec Areva », la société civile (française) et ses partenaires « manifestent indéniablement une maturité et une approche nouvelle ». Voir sur le site de Sherpa, consulté le 20 août 2010 : <http://www.asso-sherpa.org/index.php?page=industrie&ssmenu=actions&id=17>

¹⁷ « Il n'y a plus une autruche dans la région. Almoustapha Alhacen se bat pour l'environnement », *Le Temps*, Genève, 16 février 2002.

De quelle manière la rébellion est-elle parvenue à se greffer sur un débat qui semblait en premier lieu lui échapper, et comment le reformule-t-elle pour l'intégrer à sa culture politique ?

Il est légitime de penser que l'information circule abondamment au sein des groupes insurgés (et chez les entrepreneurs politiques rebelles ainsi que les combattants mobilisables en temps de paix) à propos des contextes insurrectionnels des Etats voisins. Au Niger, on connaît l'importance l'influence des conflits maliens sur l'expression politique des rebelles touaregs. D'autres conflits ont pu marquer l'entrée des questions de ressources dans la culture politique rebelle nigérienne, comme la rébellion tchadienne et les mouvements insurrectionnels du delta du Niger. Ces mouvements armés ont posé la question de l'utilisation des ressources pétrolières. De la même manière s'effectue un passage des thèmes nouveaux, lorsque leur portée médiatique est évidente, vers les discours des rebelles en direction de l'extérieur. La transmission des enjeux se fait entre la société civile locale, les associations amies européennes, les figures rebelles ou associées à la culture politique de la rébellion, puis les rebelles eux-mêmes.

Le cas d'Issouf Maha illustre bien ce passage de la parole politique institutionnelle et associative à la légitimation des questions de ressources dans la rébellion. Issouf Ag Maha¹⁸, maire élu de la commune de Tchirozérine, dans l'Aïr, a d'abord soutenu une initiative pour la paix lors du déclenchement des hostilités entre le MNJ et l'Etat nigérien. Avec l'aide d'organisations françaises fédérées au sein d'un collectif¹⁹ appelé *Tchinaghen*, il a lancé un « Appel à la paix » pour coordonner les actions d'aides aux populations civiles réfugiées dans les communes urbaines du Nord du Niger. Fin 2007, Issouf Maha, présenté en France comme un « intellectuel pacifiste », rallie pourtant le Mouvement des Nigériens pour la Justice²⁰, dont il devient par la suite l'un des porte-parole politiques en Europe. Conscient des enjeux théoriques de l'analyse des conflits, il dénonce au Niger les soupçons d'avidité pesant sur la rébellion (« *Accuser le MNJ de vouloir s'accaparer des richesses nationales est un grossier mensonge* »²¹), et redéfinit pour la France les contours de la lutte pour l'uranium sur les bases argumentaires des rébellions touarègues depuis les années 1990 :

¹⁸ La particule « *ag* », qui signifie « *fil de* », n'est pas toujours utilisée dans les noms touaregs. Elle sert parfois de symbole de noblesse et apparaît en fonction du prestige recherché par son utilisateur. Nombre de figures politiques l'ont accolée à leur nom en ce sens.

¹⁹ Collectif *Tchinaghen, Paix et Solidarité pour le Nord Niger, Appel à la Paix*, 5 juillet 2007, en collaboration notamment avec *France Libertés*.

²⁰ Voir « *Après son ralliement au MNJ, Issouf Maha s'explique* », *Aïr Info* n°65, 15-30 septembre 2007.

²¹ *Idem*.

« Tout ce que nous voulons, c'est que le pouvoir nigérien et les sociétés minières tiennent compte du fait que nous vivons sur ces terres. »²²

Le Collectif *Tchinaghen* se retrouve alors dans une position ambiguë, pour avoir soutenu la paix avant de se voir lié *de facto*, par son initiateur, à la rébellion. Il argumentera en faveur d'une rébellion légitimée par les circonstances. Dans un texte intitulé « *La malédiction de l'uranium, le Nord Niger victime de ses richesses* », publié en août 2008 et sous-titré « *Notre monde a-t-il le droit de laisser passer sous silence la destruction de tout un peuple dont le crime originel serait d'habiter un Sahara jadis inculte mais devenu immensément riche ?* », il formalise le lien entre ressources et rébellion :

« Depuis février 2007, le Nord du Niger est le théâtre de graves affrontements menaçant fortement la survie de l'ensemble de la population de la région. Cette région est devenue une véritable zone de conflit armé entre l'Etat nigérien qui refuse de négocier, et mobilise ses forces armées pour contrer l'offensive, et le MNJ (Mouvement des Nigériens pour la Justice). Ce dernier revendique notamment, une meilleure répartition des richesses issues du sous sol de l'Aïr, une application réelle des accords de paix signés en 1995 (qui avaient mis fin à la rébellion touareg des années 1990) ainsi qu'une enquête indépendante sur la radioactivité sur les sites d'uranium... »²³

²² Cité par Anna Bednik, « *Bataille pour l'uranium au Niger* », Le Monde Diplomatique, Juin 2008.

²³ « *La malédiction de l'uranium, le Nord Niger victime de ses richesses.* » Disponible en ligne sur le site de *Tchinaghen* : http://collectif-tchinaghen.over-blog.com/pages/La_malediction_de_lUranium_le_Nord_Niger_victime_de_ses_richesses-375648.html. Consulté le 4 octobre 2010.

Ce discours est également tenu en Europe par les Organisations Non Gouvernementales françaises traditionnellement liées aux préoccupations des rebelles depuis les années 1990. Elles établissent elles aussi un lien entre ressources, protection de l'environnement et rébellion²⁴:

« Après les accords de paix signés en 1995 entre l'Etat et les mouvements de rébellion, les populations touarègues avaient cru qu'un nouveau départ était pris par l'Etat du Niger, tenant compte des revendications légitimes posées par ces mouvements, et notamment celle de bénéficier des revenus miniers de leur région où l'uranium est exploité à Arlit depuis 30 ans, avec pour conséquence une pollution alarmante de la ville et autour. » (...)

« Que revendique le MNJ? Entre autres, que les populations locales puissent bénéficier de revenus issus de l'exploitation de l'uranium qui est extrait de leurs terres (...) »

« L'Etat nigérien vient de vendre des brevets d'exploitation uranifère dans la région d'Agadez à des sociétés étrangères, sans aucune concertation avec la population qui n'a droit qu'à être irradiée, à être spoliée de son espace vital, et à voir ses nappes phréatiques polluée. »

On rapprochera ce discours de celui de Rhissa Boula, exilé en France au moment de l'éclatement de la rébellion de 2007.

Appropriation des thématiques nouvelles : la réactivité exemplaire de Rhissa Boula.

La formule de « *bataille de l'uranium* » est lancée par Ghissa Boula dans la presse française en janvier 2008²⁵ et reproduite par la suite à de nombreuses reprises. L'articulation de la « *bataille*

²⁴ Association Touaregs, Note : *Les conséquences pour les populations rurales de l'exploitation de l'uranium à grande échelle dans la région d'Agadez, Nord Niger*, Paris, 10 juillet 2007. L'association a été créée en 1992 par Mano Dayak.

²⁵ « *La bataille de l'uranium a commencé* », *le Nouvel Observateur*, semaine du 31 janvier 2008.

de l'uranium » avec la « *malédiction des ressources* » finit par attribuer les richesses du sous-sol au seul Nord du Niger (comme une entité touarègue autonome de fait) et à légitimer une résistance à l'exploitation des ressources par d'« autres » dont la nature reste floue : on comprend qu'il s'agit pour certains de la France, ancienne puissance coloniale instrumentalisant à des fins politiques la compagnie Areva, et pour d'autres, en particulier les rebelles, de l'Etat nigérien.

Les rebelles s'approprient ainsi un mouvement bien plus large que leurs préoccupations habituelles qui se résument à l'accès aux emplois et à une meilleure distribution des ressources financières. Ainsi dans le Programme du Mouvement des Nigériens pour la Justice, le terme « environnement » n'est utilisé qu'une fois, dans un contexte de revendications économiques :

« Une politique axée sur un environnement sain pour les générations futures, un contrôle sévère et l'interdiction de la réutilisation de matériel pollué récupéré par les populations locales;

- un quota de 90 % des emplois des sociétés minières aux populations autochtones ;*
- un versement de 50 % des revenus des sociétés d'exploitation au profit des collectivités locales. »*

C'est dans la communication de la rébellion vers l'extérieur qu'il faut chercher les expressions les plus élaborées des revendications environnementales. Il faut en effet susciter l'intérêt des média et des structures capables d'offrir une tribune politique aux porte-parole de la rébellion. C'est sur ce chemin que se situe Rhissa Boula.

La réactivité des représentants des rebelles, à ce sujet, est remarquable. Ainsi, Rhissa Boula effectue un retour dans les media français en utilisant ces thématiques. Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, il illustre bien comment la rébellion se greffe aux nouveaux enjeux²⁶ :

²⁶ *Idem.*

« Cinquante ans après l'indépendance du Niger, les Touaregs n'acceptent plus que d'autres gèrent leurs affaires à leur place. Nous en avons assez d'être dominés ! Les Touaregs vivent sur les deux tiers du pays, avec une zone de 90 000 kilomètres carrés riche en uranium et en pétrole. A partir de 2006, le gouvernement a distribué des concessions d'uranium comme des petits pains ! Canadiens, Australiens, Chinois, Indiens, Sud-Africains et Français, tout le monde a été servi. A eux seuls, les Chinois ont obtenu 40% des nouvelles concessions et ils construisent des cités minières, amenant avec eux leurs propres ouvriers. Au total, 120 permis d'exploitation ont été délivrés en un an, sans consulter la population et sans parler des conséquences sur l'environnement. Aujourd'hui, les prix de l'uranium montent, la nouvelle énergie est surtout nucléaire, et chacun veut avoir une centrale nucléaire civile. Le Niger, déjà cinquième producteur d'uranium, est sur le point de parvenir au deuxième rang mondial. Trois nouvelles zones de recherches pétrolières ont été ouvertes à des sociétés chinoises, américaines et françaises (Total). La Chine vend ses armes - mines, véhicules, chars - au gouvernement, et c'est une société d'Etat chinoise qui distribue toutes les commissions à une mafia pilotée par le fils du président nigérien. Sans compter les droits d'exploitation des mines payés au ministère des Mines. »

Rhissa Boula manie habilement les arguments de la rébellion tout en y intégrant des thématiques plus proches des préoccupations de ses interlocuteurs. On comprend que le fond de son discours est formé par l'idéologie de la domination, élaborée dans la rébellion des années 1990 : après l'indépendance, la passation de pouvoir a spolié les Touaregs de leurs territoires. Rhissa met ensuite en avant l'argument des ressources, en y incluant le pétrole qui ne représente qu'un enjeu encore hypothétique au Niger. Commentant l'ouverture de nouvelles concessions, il le fait sous l'angle habituel des rébellions, à savoir celui des emplois (il souligne à cet effet que « *les Chinois amènent leurs propres ouvriers* » et ne sont pas mieux qu'Areva).

L'un des aspects importants du « conflit de ressources » au Nord Niger est l'instrumentalisation des entreprises étrangères dans les enjeux de politiques locaux qui opposent rebelles et

gouvernement. Ces enjeux sont analysés en fonction des rapports de forces armés, qui illustrent l'importance des mobilisations politiques en ces termes. Ainsi la Chine devient, dans les propos de Rhissa Boula, non seulement l'auxiliaire de l'Etat dans la domination économique des Touaregs mais aussi le fournisseur des armes destinées à contenir la rébellion. Cette figure du discours politique est un enjeu majeur des conflits au Niger. L'Etat nigérien l'utilise de la même façon en accusant Areva de financer les rébellions et d'entretenir des rapports complices avec les anciens rebelles.

Plutôt que de parler de contrôle effectif des ressources d'exportation dans le but de financer les mouvements insurgés, comme le veut l'analyse classique des conflits, il faut analyser l'enjeu des ressources comme un instrument d'affaiblissement de l'adversaire : la rébellion ne va pas vendre l'uranium mais empêcher l'Etat nigérien d'en tirer des ressources économiques :

« On ne peut pas exploiter l'uranium sans nous. (...) Nous allons attaquer les mines d'uranium, dont celles d'Areva, arrêter le fonctionnement des usines, l'exploitation des nouvelles carrières et nous occuper des cargaisons qui prennent la route pour aller jusqu'à la mer. »²⁷

²⁷« La bataille de l'uranium a commencé », le *Nouvel Observateur*, *op. cit.*

2- La décentralisation, une impasse politique pour la rébellion ?

La rébellion des années 1990, on le sait, avait concentré ses revendications politiques sur l'autonomie des régions qu'elle revendiquait comme « touarègues », correspondant grossièrement aux départements de Tahoua et d'Agadez. Les modalités de mise en œuvre de cette autonomie s'appuyaient essentiellement sur un modèle de décentralisation à la française, nécessitant la mise en place de communes, de départements et de régions.

2-1 Décentralisation, rébellion et compétition politique

La politique de décentralisation, soutenue par les bailleurs de fonds internationaux depuis le début des années 1990 et annoncée au Niger lors de la Conférence Nationale de 1991, a été tardivement mise en œuvre en 2004²⁸, avec l'instauration de la « communalisation » et la tenue des premières élections locales suite à la réforme. Il est dès lors difficile d'en évaluer les effets et les conséquences éventuelles sur la rébellion. Le Mouvement des Nigériens pour la Justice rebelle ne fait ainsi pas d'allusion à la réforme communale dans son programme politique²⁹. On y trouve cependant de nombreuses références aux nécessaires efforts de décentralisation politique. Ces références poussées se font dans le cadre de la gestion autonome des ressources économiques et notamment minières et ne rendent pas compte de besoins de représentation en-deçà du groupe « ethnique » touareg, défini de façon large.

Les revendications actuelles d'autonomies découlent en fait des plateformes politiques de la rébellion des années 1990. Elles procèdent d'une évolution théorique qui semble influencée par

²⁸ Les premières considérations sur la décentralisation au Niger remontent à la période coloniale. En projet à l'indépendance, elle a été mise entre parenthèses sous le régime de Seyni Kountché avant d'être réintroduite à la Conférence Nationale. Mais les difficultés de l'Etat et l'instabilité politique nigérienne ont repoussé son application. Ce sont les élections municipales du 24 juillet 2004 qui ont réellement commencé le processus en faisant des conseils communaux (issus d'un redécoupage des territoires locaux, appelée au Niger « communalisation ») des acteurs importants au niveau local. Voir Eric Hahonou, *En attendant la décentralisation au Niger... Dynamiques locales, clientélisme et culture politique*. Thèse de doctorat, EHESS Marseille, 2006.

²⁹ Initialement consultable sur le « blog du MNJ », le programme est disponible à l'adresse suivante : [http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ__Niger__manifesto_5_07\(1\).pdf](http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ__Niger__manifesto_5_07(1).pdf) Consulté le 15 septembre 2009.

la France, sans doute provenant d'une adaptation des objectifs d'indépendance aux réalités des négociations de paix, le Niger ayant toujours été, comme l'Organisation de l'Union Africaine, intransigeant sur la question de l'indivisibilité de l'Etat.

Pour la rébellion, la décentralisation apparaît comme un moyen politique pacifique de contrôler les ressources locales plutôt qu'une aspiration démocratique à la bonne gouvernance. Elle reste floue dans ses modalités d'application, telles qu'imaginées par l'aile politique de la rébellion. Les revendications de décentralisation les plus élaborées sont en fait issues de mouvements politiques concurrents à la rébellion et proviennent de groupes sociaux différents, peu représentés parmi les combattants. Au Niger, elles restent marginales et n'ont pas débouché sur une représentation accrue des populations touarègues dans les institutions démocratiques. Elles participent en réalité à la division de la représentation politique des Touaregs. Eric Komlavi Hahonou³⁰ montre comment la construction récente des partis politiques majoritairement touaregs à forte revendication décentralisatrice s'est faite par les divisions successives du parti traditionnellement lié à la rébellion, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS)-*Amana*. Ce mouvement s'est effectué très lentement et n'a évolué que récemment. En s'appuyant sur l'étude des populations de Bankilaré, Hahonou explique que, malgré l'affranchissement des esclaves (*iklan*), les nobles *Kel Tamasheq* ont conservé leur pouvoir politique jusqu'en 1999 :

« Les imajeghen de la chefferie coutumière et leurs alliés ineslaman (...) se sont appuyés sur les relations tributaires et clientélares avec les dépendants (imghad et iklan surtout) pour remporter les scrutins entre 1989 et 1999. Le statut de métis, ambigu s'il en est, a été mis à profit à plusieurs reprises pour contrer le poids croissant des iklan dans le jeu politique local. »

C'est l'action militante d'une association de lutte contre l'esclavage, *Timidria*, qui a contribué à inverser ce rapport de force, le moment décisif du basculement des majorités étant la création du Parti pour le Renouveau Démocratique (PRD)-*Mahiba*. Ce parti est issu d'une scission du Parti

³⁰ Eric Komlavi Hahonou, *Cultures politiques, esclavage et décentralisation. La revanche politique des descendants d'esclaves au Bénin et au Niger*, in *Gouverner entre guerre et paix*, Politique Africaine, n°111, octobre 2008, pp. 169-186.

pour l'Union Nationale et la Démocratie (PUND)-*Salamala*, lui-même procédant d'une division de l'UDPS. Le PRD et *Timidria* ont adopté des stratégies électorales d'alliances suivant une plateforme de représentation des descendants d'esclaves plutôt que de s'axer sur représentation « ethnique » touarègue.

A Tillabéri, indique Hahounou,

« L'adhésion initiale au PUND Salama était motivée par le constat d'une sous-représentation politique des Kel Tamachek et un sous-développement relatif par rapport au Songhay. Par la suite, la création du PRD a répondu au besoin de s'émanciper des anciens maîtres imajeghen qui gardaient le contrôle du bureau du PUND. »

En ce sens, ces divisions participent à l'affaiblissement d'une représentation politique des rebelles qui n'ont pas réussi à obtenir le soutien électoral des populations touarègues. Confrontée à des forces politiques capables d'articuler habilement leur institutionnalisation nationale (par les partis politiques) et leur légitimité locale (par les chefferies « traditionnelles » et les hiérarchies sociales), la rébellion n'a pas su insérer ses pratiques politiques du temps de paix dans l'exercice du pouvoir local décentralisé, ce qu'elle avait pourtant souhaité depuis ses premières revendications³¹.

2-2 Rébellion et décentralisation : tentatives et échecs, le cas de Rhissa

Les trajectoires d'ascension politique de certains leaders des années 1990, essentiellement individuelles, recoupent cependant les enjeux de la décentralisation. Les anciens chefs de fronts qui participent à la vie politique institutionnelle nigérienne ont dû adapter leurs discours et leurs aspirations à cette nouvelle donne du pouvoir local. Leurs liens connus avec les anciens rebelles

³¹ On consultera les travaux de l'Observatoire de la Décentralisation du Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL). Par exemple, sur les compétitions de pouvoir chez les Touaregs *Kel Gress* dans un canton du sud du Niger, Abdoulaye Mohamadou, *Les pouvoirs locaux à Birnin Lallé*, Niamey, Etudes et travaux du LASDEL, n°16, 2003.

leur permettent de capitaliser sur une population électorale favorable. On verra comment Rhissa Boula a mené cette reconversion sur le plan de la politique nationale et des représentations de la tradition touarègue.

- *Prise de l'UDPS*

Dans la vie politique rebelle de la période de l'après rébellion, le parcours de Rhissa Boula montre les difficultés des ex combattants à atteindre une représentation politique durable. Pendant une décennie, Rhissa a su naviguer au gré des changements de majorité et des renversements du pouvoir. Il s'est accommodé aussi bien des coups d'Etats que des retours à la démocratie. Arrivé au pouvoir après les négociations de paix en 1997 en tant que Ministre du Tourisme, il a fait parti de tous les gouvernements jusqu'en 2004. Son parcours électoral s'est appuyé sur les ressources du parti majoritaire, le Mouvement National pour la Société du Développement (MNSD)-*Nassara*. En 2006, Rhissa a tenté d'élargir sa base électorale en prenant la tête de l'UDPS et a ainsi organisé plusieurs meetings à Agadez à cette fin. La légitimité historique de l'UDPS dans les revendications décentralisatrices devait accompagner le basculement de la gouvernance locale.

- *Kel Tadele*

Le contrôle du pouvoir local implique un enjeu essentiel : la mise en place de la décentralisation légitime le contrôle du foncier. Le territoire pose en premier lieu le problème de la définition de ses limites, contestées souvent dès leur création par l'Administration coloniale. Il en a résulté de multiples sujets de discordes politiques et des situations parfois extrêmement ambiguës, à l'exemple des compétences d'administration des populations nomades et semi-nomades sans compétences territoriales. Sur ces territoires se mesurent des forces en compétitions, des « groupes stratégiques »³²aux intérêts souvent conflictuels. On retient en premier lieu la

³² Voir Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Les arènes locales face à la décentralisation et démocratisation. Analyses comparatives en milieu rural béninois*, in Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de

compétition entre pouvoirs traditionnels et pouvoirs administratifs, mais il faut descendre d'un cran dans la catégorisation pour bien comprendre les enjeux politiques du contrôle territorial³³. Les initiatives de Rhissa ag Boula montrent les enjeux de légitimation d'un pouvoir par l'autre. Après avoir gagné sa légitimité politique par l'exercice du pouvoir ministériel, Rhissa ag Boula a déplacé sa stratégie vers les centres de décision et de légitimation locaux dans le département d'Agadez. Sa tentative de prise du pouvoir à l'UDPS, parti très implanté dans le Nord du Niger, s'est accompagnée d'une reconstruction du pouvoir traditionnel. Ainsi, le gouvernement nigérien a organisé une cérémonie de « restitution des pouvoirs » aux *Kel Tadele*, la tribu touarègue dont Rhissa est issu, sur sa région d'origine, à l'Ouest de l'Aïr. Cette cérémonie, passée inaperçue au-delà des frontières régionales, a été en revanche légitimée au-delà des frontières du Niger par la présence des ambassadeurs de Libye et de France, bailleurs principaux des projets de paix et de décentralisation au Niger. Il est trop tôt pour tirer un bilan de cette initiative, mais on voit se dessiner en creux les enjeux politiques à venir de la représentation : l'ancrage local administratif et traditionnel porte la légitimation du contrôle moral du territoire. Ces enjeux, dont l'analyse est en cours sur d'autres départements nigériens³⁴, viennent contredire les mécanismes prévus par les institutions internationales. La décentralisation ne suggère pas la diversification des élites politiques ou la représentation de groupes historiquement minoritaires, sauf exceptions. Le cas de Rhissa ag Boula semble davantage procéder de la vision de la « noblesse » en tant qu'« adultérité » politique. Le découpage et la constitution des communes restent la base des enjeux politiques locaux depuis la décentralisation et donnent lieu à des surenchères de propositions pour convaincre les pouvoirs traditionnels. Une part de ces enjeux recoupe les revendications émises par les rébellions, notamment le MNJ, ou certains de ses combattants. Les tractations locales, entre anciens rebelles, nouveaux rebelles et pouvoirs locaux sont incessantes. Elles donnent lieu à des marchandages dans lesquels le poids de la représentativité rebelle joue un rôle important³⁵. Ces

Sardan (dir.), *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala, 1998.

³³ On se reportera à Eric Hahonou, *Une communauté « nomade » face à la décentralisation au Niger*, in Claude Fay, Yaouaga Félix Koné et Catherine Quiminal (dir.), *Décentralisation et pouvoirs en Afrique*, Paris, IRD Editions, 2006.

³⁴ On se réfèrera aux travaux en cours du Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) de Niamey.

³⁵ Voir « *Un politicien promet une nouvelle commune rurale et un groupement à des chefs de tribus au Sud d'Agadez* », *Aïr Info* n°83, 1^{er}-15 septembre 2008.

transactions, qui redécoupent les territoires en fonction des influences individuelles ne vont pas sans créer des tensions et des affrontements.

Les stratégies de Rhissa Boula, qui a tenté de s'adapter politiquement aux nouveaux enjeux portés par les bailleurs de fonds et les pouvoirs locaux, ont été tenues en échec. Trop de divisions au sein de l'UDPS lui ont interdit la prise de contrôle du parti, et les renversements des alliances au gouvernement ont précipité sa chute.

3- « Peuples autochtones », *tifinagh* et archéologie du savoir touareg : universaliser la rébellion

Ces thématiques soulèvent la question du patrimoine comme enjeu de la « targuïté ». Ces enjeux, qui dépassent le cadre de la rébellion et de ce travail, sont intéressants dans la mesure où ils éclairent sur la manière dont les rebelles investissent les nouveaux savoirs. Plusieurs mouvements de réflexion, parfois soutenus par des Etats en recherche de légitimité sur le sujet, sont nés récemment autour des questions de l'histoire et de la culture berbère, ou « amazigh ». Les Touaregs du Niger y sont intégrés par l'intermédiaire de leur « parenté » avec les Berbères d'Afrique du Nord. Ces problématiques dépassent le cadre du monde touareg lui-même. On tentera de montrer qu'elles ont été rapidement investies par la diaspora touarègue puis par les rebelles, au prix d'initiatives individuelles audacieuses et de contradictions avec les idéologies soutenues par les premiers rebelles des années 1990. On verra comment rebelles et diaspora parviennent à reprendre ces nouveaux savoirs pour leur donner une connotation rebelle. Se faisant, ils enrichissent, depuis l'extérieur, la culture politique rebelle.

3-1 Peuples autochtones et rebelles

La problématique liée aux « peuples autochtones » est historiquement liée aux institutions des Nations Unies. Si la mémoire de la reconnaissance des « peuples autochtones » la relie aux premières initiatives de certaines « tribus » nord-américaines et d'aborigènes de l'empire britannique, au début du XXème siècle, l'idée de créer une *Instance permanente des Peuples Autochtones* au sein du Conseil Economique et Social des Nations-Unies est née en 1993 à Vienne au cours de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Ce n'est qu'en 2000 que l'instance a réellement été adoptée (et sa première réunion n'a été tenue qu'en 2002, à New York). Ironiquement peut-être, la page d'accueil du site de leur représentation, qui se décline essentiellement en anglais³⁶, annonce « *We the Peoples* » comme devise des peuples

³⁶ En octobre 2010, la mise à jour en français est toujours incomplète.

autochtones, en référence à la Constitution américaine. Cette initiative n'a trouvé de concrétisation que récemment, puisque le *Premier Rapport Mondial sur la situation des Populations Autochtones* a été publié en 2009³⁷.

De quelle manière s'opère la relation entre ces problématiques nouvelles et les Touaregs du Niger ? On indiquera en premier lieu que le terme de « peuples autochtones » n'apparaît pas encore dans les discours des intellectuels « organiques » de la rébellion ni dans ceux de ses représentants. Cependant, on peut émettre l'hypothèse que l'appropriation de ses enjeux par les rebelles est déjà à l'œuvre et qu'elle se matérialisera bientôt dans les discours officiels. En effet, la diaspora est pleinement impliquée dans ces thématiques et plus particulièrement dans les institutions internationales concernées. Elle est déjà représentée au sein de l'Instance permanente pas le biais du *Caucus Amazigh*, c'est-à-dire le groupe de représentation des peuples berbères. Ainsi les dirigeants d'une association française se sont dotés d'une légitimité sur ces questions qui semble encore dépasser leurs moyens : *L'Internationale Touarègue*, ONG de la région bordelaise, qui s'implique dans les conférences et les débats suscités par la rébellion, est devenue le représentant officiel des Touaregs nigériens dans le *Caucus Amazigh*. Certains de ses membres se rendent régulièrement à New York pour y parler au nom du peuple touareg. Les liens que l'association entretient avec les rebelles sur le terrain nigérien sont flous, mais ils n'empêchent pas l'Internationale touarègue de présenter les revendications communément associées à la culture politique rebelle devant les instances où elle siège. Cette association opère dans les discours le même glissement rhétorique que l'on a mis en évidence à propos de l'environnement et des rébellions. Ces thèmes se rejoignent ici et se développent sous l'égide de la nouvelle légitimité des « peuples autochtones. » Ainsi peut-on lire dans le dossier spécial *Qui sont les peuples autochtones ?* de la revue *Inter-Peuples* n°184, en février 2010 :

« D'une façon générale, les activités minières se sont développées sur tous les continents pour satisfaire les besoins en énergie, en biens de consommation, la logique du tout automobile et du tout camion, l'industrie nucléaire (voir la

³⁷ *State of the World's Indigenous Peoples*, Department of Economic and Social Affairs, Division for Social Policy and Development, Secretariat of the Permanent Forum on Indigenous Issues, 2009. Consulté le 2 octobre 2010. Disponible à l'adresse suivante: http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/SOWIP_web.pdf

véritable agression destructrice dont sont victimes les Touareg du Niger avec les mines d'uranium de la société française AREVA). »

« Les peuples autochtones ne sont pas des victimes passives. Ils ont autrefois résisté au colonialisme par la négociation, l'opposition politique, la désobéissance civile ou par la lutte armée. »

Cet enjeu, récemment développé, a été officiellement présenté par la diaspora par le biais du *Caucus Amazigh* au sein de l'Instance Permanente :

« En pays Touareg notamment du Niger et du Mali, les discriminations et la marginalisation de ce peuple et le non respect des accords signés entre les Touaregs et les gouvernements de ces Etats, poussent régulièrement les Touaregs à se révolter pour dénoncer les injustices et les menaces à leur survie. »³⁸

Les termes utilisés laissent penser que l'appropriation par les rebelles est proche. A tout le moins, ils démontrent que la culture politique rebelle imprègne les discours de la diaspora et plus largement, des organisations internationales où elle joue un rôle.

3-2 Enjeux des tfinagh

L'écriture de la langue *tamasheq* est récemment devenue un enjeu politique aux contours complexes, fondé sur une compétition pour l'appropriation d'un passé culturel prestigieux. Les différents acteurs impliqués dans cette appropriation dépassent largement le cadre du monde touareg, et par là celui des rebelles. Cependant, ces derniers ne se situent pas en dehors de la

³⁸ Extrait de la *Déclaration du Caucus amazigh Instance Permanente des Nations Unies pour les Peuples Autochtones* 9ème session, New-York, 19 au 30 Avril 2010, rapportée par le site de l'association Temoust, <http://www.temoust.org/declaration-du-caucus-amazigh,14696> Page consultée le 10 septembre 2010.

problématique de l'écriture et, par la volonté de certains de leurs membres, réintroduisent une dimension « rebelle » dans la langue *tamasheq*.

La définition même de l'identité touarègue pose des questions sensibles en raison de ses implications politiques sur le terrain : définir une entité culturelle et politique touarègue revient à légitimer une lutte pour son indépendance³⁹. Or, dans la recherche de ce socle commun incontestable, la langue est devenue un déterminant consensuel. Elle ne semble pas susciter, à première vue, les mêmes positionnements politiques que la définition d'un territoire ou de l'organisation politique. Ainsi, un glissement progressif de l'appellation « *Touaregs* » vers celle de « *Kel Tamasheq* » s'est opéré dans la littérature. L'utilisation des mots « *Imajeghen* » ou « *Temujagha* » est quant à elle plus nettement contestée. Définir les Touaregs comme la communauté de ceux qui pratiquent la même langue est aussi un des discours de la rébellion des années 1990. On peut y voir, peut-être, une certaine édulcoration de propositions politiques plus radicales.

Quelle que soit l'origine de ce repositionnement (la langue comme critère de la « communauté »), qu'elle soit « importée » ou générée par la rébellion, il en reste néanmoins que la *tamasheq* est largement considérée comme un ciment de l'« identité » touarègue. Chez les combattants des années 1990, elle se substitue même aux différenciations sociales « traditionnelles »:

Les *tifinagh* ont ceci de particulier qu'ils représentent un mode d'écriture ancien, dont on retrouve de nombreux témoignages sur les roches de l'Aïr et dans tout le Sahara. Cependant, cet alphabet, qui a évolué avec le temps, est toujours enseigné dans les campements et largement pratiqué par les Touaregs. Le caractère unique de cette « écriture du désert », attesté par les gravures, l'entraîne vers des enjeux politiques plus vastes. La « redécouverte » des *tifinagh* comme écriture ancienne et socle de la culture berbère s'inscrit en effet au cœur des problématiques de la reconnaissance des peuples *Amazigh*, notamment au Maroc. C'est par l'intermédiaire de ce pays que la cristallisation des *tifinagh* s'opère. Il s'agit d'en dégager une

³⁹ Voir sur cette problématique, pour d'autres cas que les Touaregs : Donnan, Hastings et Wilson (eds.), *Borders. Frontiers of Identity, Nation and State*, New York-Oxford, Berg, 2001.

écriture de référence, modernisée et qui doit pouvoir s'adapter au monde contemporain⁴⁰. Les enjeux, multiples, se posent essentiellement pour les pays du Maghreb. On ne les développera pas ici. On se limitera à indiquer que les Touaregs du Niger ont été intégrés dans ces problématiques en étant culturellement rattaché à l'ensemble berbère (auquel on se réfère par le terme « *amazigh* »), par les productions scientifiques des pays concernés, notamment le Maroc⁴¹. Cette origine commune est maintenant largement admise, malgré certaines contestations.

Il ressort de mes séjours parmi les rebelles et les Touaregs nigériens une forme de distanciation avec le concept d'« *amazighité* » : celui-ci semblait, pour mes interlocuteurs, ne traduire qu'une appropriation politique de leur culture par de lointains cousins. Communément, les Touaregs considéraient qu'ils étaient divisés politiquement en cinq pays⁴², qui ne recoupaient pas l'ensemble *amazigh*. C'est aussi ce qui ressort des revendications politiques rebelles et des travaux des anthropologues sur la question. Récemment, cette dissociation s'est estompée et l'argument de la culture commune, du peuple divisé en des territoires plus anciens et plus vastes que le Sahara lui-même, est apparu dans les conversations des rebelles des années 1990 toujours politiquement actifs⁴³.

La standardisation de l'écriture⁴⁴ et le parrainage encombrant du Maroc ont entraîné les réactions de certains « intellectuels organiques » de la rébellion, notamment Hawad, dont le travail l'avait engagé dans une réflexion poussée sur l'usage des *tifinagh*. Hélène Claudot-Hawad en explicite clairement les enjeux politiques⁴⁵. Les Touaregs du Niger sont placés dans une situation paradoxale : alors qu'ils sont les seuls à pratiquer, quotidiennement, une écriture active des *tifinagh*, ils se retrouvent en minorité dans le système de standardisation qui s'approche quant à lui de la culture berbère du Maroc. Pour cet auteur cependant, le rattachement des Touaregs

⁴⁰ On s'est ainsi interrogé sur l'opportunité de recourir à l'alphabet latin, ou arabe, pour transcrire la langue *amazigh* (*tamasheq* chez les Touaregs).

⁴¹ Le Maroc est maintenant à la pointe de la réflexion sur les peuples berbères après de longues années d'oppositions entre berbères et Etat. On peut se poser la question des raisons de cet engagement. L'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM), leader de la production académique sur ces sujets, a été créée en 2001 à Rabat.

⁴² Niger, Mali, Algérie, Libye et Burkina-Faso. Le Maroc n'était jamais cité comme territoire historique des Touaregs.

⁴³ Conversations personnelles avec Rhissa Boula, Agadez, décembre 2006 et Sidi Mohammed Illiès, Paris, août 2010, qui relient les Touaregs du Niger aux populations originelles des îles Canaries

⁴⁴ Salim Chaker, *Pour une notation usuelle à base « Tifinagh »*, Etudes et Documents Berbères, n°11, pp. 31-42.

⁴⁵ Hélène Claudot-Hawad, *Les tifinagh comme écriture du détournement. Usages touaregs du XXIe siècle*, Etudes et Documents Berbères, n°23, Paris, La Boîte à Documents, 2005, pp. 5-30. Il est sans doute intéressant de noter que cet article est issu d'une communication faite au cours d'un « Colloque sur les *Imazighen* » qui s'est tenu à Barcelone en 2005.

nigériens à la culture *amazighe* ne fait pas de doute. L'utilisation des *tifinagh* à des fins politiques a d'ailleurs été contestée, à l'origine, par l'association des exilés *Amazigh* en France. La construction et l'ouverture d'un centre culturel dans lequel l'expression orale et les formes d'écriture des *tifinagh* se mêlent sous l'égide d'Hawad, semble traduire l'importance pour les Touaregs nigériens de ces nouveaux enjeux⁴⁶.

3-3 Archéologie et légitimations

Chez les rebelles et anciens rebelles, la problématique de la culture et de l'archéologie rejoint le processus d'élaboration de la mémoire rebelle dont on a montré les modalités en première partie de ce travail.

Dans un phénomène proche de celui qui a trait aux « politiques des *tifinagh* », la préservation du patrimoine archéologique du Nord du Niger catalyse et illustre le travail d'appropriation de la part des anciens rebelles. *A priori* relativement éloigné des préoccupations des rébellions, ce territoire politique encore peu exploré est en réalité rapidement monopolisé par les anciens combattants des années 1990 les plus engagés idéologiquement. Ils construisent un système qui redonne une mémoire au peuple touareg, en s'appuyant non plus seulement sur l'histoire contemporaine mais aussi sur l'histoire ancienne et l'archéologie. Il n'est pas étonnant que les rebelles aient trouvé un écho à la reconstruction de leur propre histoire dans celle des origines de leur peuple et qu'ils y ouvrent lentement une place pour les enjeux *amazigh*. Ici, les gravures rupestres et les *tifinagh* se rejoignent dans la fabrication d'une légitimité historique à occuper des territoires sahariens contestés. On fera attention à ne pas délégitimer cette démarche : le questionnement sur les origines des gravures rupestres de l'Aïr et sur l'alphabet ancien gravé sur les pierres est parfaitement légitime et rejoint des travaux par ailleurs reconnus. On en soulignera

⁴⁶ Il serait injuste de lier la réflexion d'Hawad sur les *tifinagh*, et plus largement les formes d'expression de la culture touarègue, à l'ouverture de ce Centre culturel (« Portique Nomade ») dont on soulignera, par ailleurs, la qualité des représentations auxquelles on a pu assister en novembre 2006. On pourra consulter les travaux de cet auteur, en particulier ce qu'il nomme « furigraphie » qui marie poésie et peinture des *tifinagh*, parmi lesquels *Buveur de braises*, MEET, 1995. Les *Rencontres Furigraphiques du Portique Nomade*, à Agadez du 23 au 25 novembre 2006, ont donné lieu à deux ouvrages : le CD (et livret) *Recycler les Horizons, Poésies touareg pour le XXIème siècle*, Editions Hamara, 2007, et le film d'Hélène Claudot Hawad et Nathalie Michaud, *Furigraphier le vide. Art et poésies touareg pour le IIIème millénaire*, Université du Mirail/Portique nomade.

seulement ici la portée « rebelle », c'est-à-dire la façon dont cette recherche historique rejoint les objectifs rebelles et comment les rebelles se l'approprient.

On sait que les questions de territoires ont largement occupé les débats sur les rébellions. En situation de conflits, ces interrogations deviennent particulièrement aiguës. Le discours des rébellions se limitait cependant à définir des espaces géographiques dans lesquels les Touaregs auraient évolué, historiquement, depuis les migrations vers le Sud des grandes confédérations venues d'Algérie et de Libye. L'archéologie et la recherche scientifique, en introduisant des éléments de datation des gravures rupestres situées sur ces territoires, en redéfinissent les enjeux : les Touaregs ont-ils une légitimité à se présenter comme les détenteurs d'espaces qui auraient été occupés avant eux par d'autres civilisations ? Surtout, à quel peuple moderne doit-on relier ces civilisations anciennes ? L'instrumentalisation politique de l'archéologie est un fait connu, notamment dans le cadre des Etats en conflits⁴⁷. Pour les rebelles, il s'agit de définir une histoire avant qu'elle ne soit institutionnalisée par l'Etat nigérien dont les intérêts sont différents. Hélène Claudot-Hawad rapporte les propos tenus par un membre des *Kel Essuk* de l'Adagh (Mali) qui résume les rapports historiques des Touaregs à ces représentations :

*« Nous qui habitons et connaissons ce pays, nous n'avons jamais vu les traces d'une vie passée qui ne soit pas celle des Touaregs : tiffinagh, cavaliers, chameliers, scènes de combat avec des guerriers tenant la lance, l'épée et le bouclier. Nous n'avons jamais vu aucune représentation avec l'arc qui est une arme du Sud... Pas plus les Arabes que les Français (litt. les « Infidèles »), aucun d'eux ne figure dans ces vestiges. »*⁴⁸

On a parlé ailleurs des efforts déployés pour exercer un contrôle des grandes girafes de Dabous. L'origine de ces gravures de l'Aïr, très ancienne, devient un enjeu politique important dans la continuité des problématiques qui viennent d'être évoquées. La sollicitation d'organisations anglo-saxonnes semble montrer la volonté des rebelles de se distancier des partenaires

⁴⁷ On connaît par exemple les enjeux archéologiques en Palestine et à Jérusalem. Voir J.-M. Chouraqui, G. Dorival, C. Zytnick (eds.), *Enjeux d'histoire, jeux de mémoire. Les usages du passé juif*, Paris, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2006.

⁴⁸ Hélène Claudot-Hawad, *Les tiffinagh comme écriture, op.cit.*, p. 4.

archéologiques habituels de l'Aïr. Les conclusions des premières études sur cette question ont été ainsi remises en cause pour en redéfinir l'origine⁴⁹. Aujourd'hui, l'utilisation des gravures les plus spectaculaires est solidement gardée par les anciens rebelles qui en défendent l'origine touarègue⁵⁰. L'exploitation touristique et culturelle qui en découle est elle-même détenue par les anciens rebelles. Ils reprennent ainsi un avantage dans la fabrication de la mémoire et l'interprétation de l'histoire sur les instances gouvernementales nigériennes, les pays tiers et les organisations internationales. Ces dernières, en particulier, ont joué un rôle, sans doute involontaire, dans la « contre rébellion » dès les années 1990, en « patrimonialisant » des territoires revendiqués par la rébellion. L'UNESCO est directement impliqué dans ces questions. L'organisation avait ainsi établi une Réserve Intégrale de l'Aïr et du Ténéré⁵¹, provoquant des réactions épidermiques chez les rebelles lors de son inscription au Patrimoine Mondial en pleine rébellion, en 1993⁵². Elle finance aussi, actuellement, l'Association pour la Promotion des *Tifinagh* basée à Agadez et qui a proposé une intégration des *tifinagh* standardisées dans l'écriture de l'Aïr.

La politique en faveur du patrimoine et de la culture touarègue représente donc un enjeu essentiel qui est en plein essor et dont les rebelles ne veulent pas être exclus. Ces questionnement rejoignent, dans une certaine mesure, celui, plus marginal, sur les « origines » des Touaregs. Cet enjeu-là recoupe d'autres pratiques politiques dont il n'est pas question ici⁵³. Peu diffusé encore,

⁴⁹ Les gravures de l'Aïr ont d'abord été étudiées par la France coloniale : H. Lhote, *Gravures, peintures et inscriptions rupestres du Kaouar, de l'Aïr et de l'Adrar des Iforas*, BIFAN, 1952, pp. 1268-1340. La question de leur origine et particulièrement des girafes a été retravaillée par Christian Dupuy, *Évolution iconographique de trois stations de gravures rupestres de l'Aïr méridional (Niger)*, Cahiers des Sciences Humaines, vol. 24, n°2, 1988, pp. 303-315.

⁵⁰ L'association *Trust for African Rock Art* (TARA) et la *Bradshaw Foundation* ont soutenu le travail de Jean Clottes, financé des moulages, transporté les gravures, et participé au financement de la sauvegarde du patrimoine. Sur les gravures, voir : *The Giraffes carvings of the Tenere Desert. Preserving the world's largest palaeolithic petroglyph*, Bradshaw Foundation, <http://www.bradshawfoundation.com/giraffe/>. Consulté le 15 octobre 2010. Voir également : *Les grandes girafes, et autres gravures de Dabous, Niger*, TARA, http://www.africanrockart.org/resources/lowres/Les_grandes_giraffes_de_Dabous_opti.pdf Consulté le 15 octobre 2010.

Voir enfin : Jean Clottes, *Grandes girafes et fourmis vertes. Petites histoires de préhistoire*, La Maison des Roches, 1999, où l'auteur évoque la rencontre avec les rebelles et le cheminement vers la préservation du patrimoine.

⁵¹ Au centre de la Réserve Nationale.

⁵² La rébellion a pleinement participé à l'échec de cette Réserve, destinée à protéger les espèces animales rares comme les autruches et les addax, en en mangeant les derniers représentants.

⁵³ On sait que les Touaregs se sont vu attribuer, par le passé, des origines aussi étonnantes que variées : Atlantes, Chevaliers Teutoniques égarés, Indo-européens, et tribu perdue d'Israël, pour n'en citer que quelques exemples.

mais fondé sur des études académiques et des financements importants, on se risquera seulement à lui imaginer un avenir prospère⁵⁴.

⁵⁴ Jacques Hureiki, *Essai sur l'origine des Touaregs : Herméneutique culturelle des Touaregs de la région de Tombouctou*, Paris, Karthala, 2003. L'auteur y évoque ces débats sur la concurrence des origines.

Conclusion

Dans un article de 2007 sur le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance, Vincent Foucher analyse les facteurs de mobilisations et les évolutions du MFDC⁵⁵. Il y remarque que la rébellion casamançaise était parvenue à s'imposer durablement dans le paysage politique du Sénégal malgré deux handicaps que la théorie des conflits jugeait rédhibitoires : une économie de guerre particulièrement peu développée et l'absence d'un véritable soutien extérieur par une diaspora à même d'en financer l'action. Dans le développement de l'article, Foucher indiquait que cette faiblesse même était sans doute à l'origine des évolutions du mouvement et lui avait permis de durer, en s'adaptant au plus près de ses relations avec les populations locales. Le MFDC, il faut le souligner, avait débuté son action sous la forme d'une organisation de la « société civile » avant d'évoluer en mouvement armé. Ses capacités d'inventivité face aux enjeux posés par sa faiblesse et les interactions permanentes avec l'Etat et les populations locales lui ont permis de reformuler son action politique et de se poser en recours politique durable et légitime.

De la même façon, on cherchera hors des paradigmes de l'économie des conflits les raisons des renouvellements politiques des rébellions touarègues. L'impossibilité de transformer par les armes la politique nigérienne institutionnelle pourrait être un facteur de la disparition de la rébellion, en particulier lorsque la paix se couple avec une période de renforcement des structures de l'Etat. Le développement de la résolution des conflits par la négociation, l'évolution des politiques locales, la construction d'une société civile au discours indépendant et porteur de nouveaux enjeux auraient pu exercer une pression décisive sur les anciens rebelles et délégitimer leurs méthodes.

Au contraire, l'analyse des nouveaux enjeux a montré que la rébellion ne souffre pas de la concurrence de la société civile et des modes d'expression pacifiques. Elle évolue bien en fonction de deux axes essentiels à sa compréhension : d'une part, la rébellion (et sa culture politique) s'informe des nouveaux enjeux développés ailleurs et les reformule pour leur donner

⁵⁵ Vincent Foucher, *Senegal. The resilient weakness of Casamançais separatists*, in Kevin Dunn et Morten Boas (dir.), *African Guerrillas. Raging Against the Machine*, Boulder, Lynne Rienner, 2007, pp. 171-197.

un contour rebelle en continuité avec ses revendications passées. Cette reconstruction idéologique est remarquable en ce qu'elle traduit la force du modèle rebelle dans l'expression politique. D'autre part, la rébellion « contamine », d'une certaine manière, les discours des acteurs non rebelles. Cette diffusion de ses thèses, ou tout au moins de ses représentations, est particulièrement efficace dans la société civile et chez les représentants politiques touaregs élus. Il semble que ces deux entités soient obligées de se positionner en fonction des objectifs de la rébellion - et que leur positionnement se traduise toujours, *in fine*, par une proximité de vue.

Mais la culture politique rebelle s'étend aussi à la diaspora, y compris dans des enceintes fortement éloignées des lieux traditionnels d'expressions rebelles. Les Institutions Internationales qui accueillent les débats de la « société civile » mondiale, ont ainsi rapidement été irriguées par les argumentations des rebelles.

On citera, à l'appui de cette remarque, l'extrait d'un article qui semble résumer, à lui seul, le parcours qui relie les enjeux nouveaux, en une grille d'analyse fragile mais largement diffusée, puisqu'il traite de la manière suivante des recherches minières dans l'Air:

« Les Touaregs, à l'instar des Bushmen du Kalahari, des Ijaws du delta du Niger, et bien d'autres, ont perdu le contrôle de leurs terres ancestrales et luttent pour les retrouver, en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones entérinée le 10 septembre dernier :

« Les Peuples autochtones ne peuvent être enlevés de force à leurs terres ou territoire. Aucune réinstallation ne peut avoir lieu sans le consentement préalable - donné librement et en connaissance de cause des Peuples autochtones concernés - et un accord sur une indemnisation juste et équitable et, lorsque cela est possible, la faculté de retour. »⁵⁶

⁵⁶ Carte des permis d'exploitation et de recherche minières octroyées au Nord-Niger, 18 août 2008, site de l'association Targuinca.

On ne conclura cependant pas trop vite que l'appropriation systématique de nouvelles problématiques par la rébellion (des problématiques *a priori* fondées sur des débats ouverts et démocratiques) en redéfinit strictement la culture politique. Si la rébellion est capable de se positionner sur des terrains qui semblent lui échapper et qui attirent la sympathie des organisations européennes ou américaines, elle n'en adopte pas forcément les pratiques. En d'autres termes, la formulation des enjeux nouveaux ne rencontre pas forcément d'écho sur le terrain, en particulier auprès des combattants. Ceux-ci, anciens des années 1990 ou nouvellement mobilisés par le MNJ, se montrent peu concernés par l'environnement ou les droits des communautés berbères. Seuls ceux qui ont eu une expérience personnelle de ces problèmes les évoquent comme raison de leur engagement.

De la même façon, on cherchera dans cette incapacité à traduire dans les faits le fond de ses discours la raison pour laquelle la rébellion a échoué à transmettre certaines de ses valeurs fondamentales à la « société civile » et au monde touareg.

On a montré que la transformation des rapports sociaux était l'un des éléments fondamentaux des socialisations rebelles. Non seulement l'égalité entre les combattants était l'un des thèmes officiels de son engagement politique, mais elle se traduisait par une vraie fraternité transcendant les usages. Les exemples concrets de ces solidarités nouvelles sont multiples et, pour l'observateur, frappants. Dans les termes des combattants de base, elles s'expriment ainsi :

« Pour quelqu'un qui a compris quelque chose, pour un vrai rebelle, ça, ces différences, ce racisme, ça n'existe pas. Jusqu'ici. Il n'y a pas de noir, de rouge, de jaune, de forgeron, d'esclave. Chacun a son droit. Jusqu'ici. Mais ça ne veut pas dire que personne ne dit ça. Mais pas un vrai rebelle. »⁵⁷

Cependant, la rébellion, qui continue à en porter le message, n'a jamais réussi à diffuser cette transformation. On voit au contraire, au moment de la redéfinition des pouvoirs locaux entraînée par la décentralisation, se cristalliser chez les Touaregs des clivages politiques sur les questions

⁵⁷ Entretien avec Ahmed Aboulhalli, Agadez, 1er octobre 2006.

de statuts sociaux. Le débat politique sur ses différences, traduites en une dichotomie sans nuance entre « maîtres et esclaves », est au cœur de la décentralisation.

Ainsi, on peut formuler l'hypothèse selon laquelle la rébellion, malgré son intense culture politique et la capacité de celle-ci à imprégner les débats politiques touaregs (et au-delà, nigériens, et internationaux) ne peut pas transcrire cette culture sous la forme d'une institutionnalisation politique. L'échec, à cet égard, des tentatives de développement de partis politiques organiquement liés aux rébellions, est exemplaire. Malgré son formidable pragmatisme politique et ses capacités de mobilisation, Ghissa Boula a largement échoué dans cette voie. De la même manière, Mohamed Anacko cherche dans l'investiture du parti majoritaire une légitimité institutionnelle que son passé de chef rebelle ne lui donne pas.

La rébellion est-elle condamnée à se perpétuer sous la forme de la rébellion ? On ne tranchera pas cette question ici ; les formes de l'engagement et les capacités tant individuelles que collectives d'adaptation des rebelles ont montré trop d'inventivité pour que leur soit retirée la possibilité de changer encore.

Chapitre VIII : Le Mouvement des Nigériens pour la Justice. Rebelles accidentels ou figures organiques de la culture politique rebelle ?

Le 8 février 2007, l'attaque par un groupe armé de deux postes de l'armée nigérienne à Iférouane, au cœur du massif de l'Aïr, a instauré le retour d'un conflit armé entre les Touaregs du Niger et le gouvernement de Niamey. Alors qu'on aurait pu croire que ce coup de force, qui a fait trois victimes dans les rangs des Forces Armées Nigériennes (FAN), n'était qu'une manifestation banale du banditisme sporadique auquel la région du Nord du Niger est habituée, l'attaque a été revendiquée quelques mois plus tard par le Mouvement des Nigériens pour la Justice, un groupe de « rebelles Touaregs » qui a rapidement montré ses capacités de mobilisation et la qualité de sa communication politique.

Cette première attaque a été suivie en 2007 de plusieurs opérations militaires d'importance, dont certaines ont eu un impact symbolique réel : les rebelles se sont par exemple infiltrés jusqu'aux postes militaires qui protègent l'aéroport d'Agadez, montrant leur capacité à frapper les intérêts de l'Etat jusque dans les centres urbains¹. Ces démonstrations de force militaires ont été articulées, après quelques mois de flottement pendant lesquels la nature du mouvement naissant est restée incertaine, à une structuration politique efficace, qui a permis de définir des objectifs et de poser des conditions de négociations au gouvernement nigérien, tout en alimentant un réseau de sympathisants à même de porter la parole du MNJ en Europe.

Le gouvernement nigérien lui-même a contribué à entretenir ce flou sur la nature du MNJ en s'obstinant à le qualifier de « banditisme résiduel » alors qu'une identité plus politique apparaissait dans les media - dont le MNJ a su rapidement faire usage. L'acte de naissance du MNJ, rétrospectivement attribué par son « blog »² à l'attaque d'Iférouane, le situe certes dans une série d'événements qu'on peut sans doute rattacher à une forme latente de « banditisme

¹ Par la suite, des rumeurs d'attentats perpétrés à Niamey par le MNJ, ainsi que la pose de mines antipersonnel ont alimenté cette peur de la puissance supposée des rebelles.

² <http://m-n-j.blogspot.com/>

rebelle » dont les premières manifestations concrètes remontent à 2004. Si l'attaque de février 2007 a été une surprise pour les observateurs extérieurs de la situation politique nigérienne, elle était certainement compréhensible, si ce n'est prévisible, pour les acteurs locaux au fait du contexte fragilisé et volatil du Nord du Niger.

Quelques indices forts avaient en effet laissé présager une radicalisation du contexte militaire et transformé peu à peu les actes habituels du banditisme local (coupage de route et vols de véhicules, petits trafics) en actions de plus grande envergure. Ces actions avaient présenté, au moins symboliquement, certaines caractéristiques politiques indéniables : en juin 2004, après une attaque contre un poste de gendarmerie, un communiqué du Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawagh (FLAA, dont on notera l'évolution orthographique depuis 1992, d'Azaouar à Azawagh) annonçait sa reformation et la reprise de la lutte armée. Le front historique de la rébellion des années 1990, qui avait participé à l'ensemble du processus de paix dès 1994 et remis ses armes lors de cérémonies de célébration de la paix à la suite de son chef Rhissa Boula, montrait par là même toute la prégnance de la culture politique rebelle telle qu'on l'a analysée précédemment.

La continuité entre temps de guerre et temps de paix devenait une évidence, et la facilité d'activation de mouvements rebelles, avec toutes les contraintes que cela suppose, prouvait la fluidité des statuts entre ex-combattants et néo-rebelles : des hommes en armes insérés dans les unités de l'armée aux petits bandits et trafiquants, des ex rebelles efficacement reconvertis aux premiers combattants de Libye, des rebelles « autoproclamés » aux nouveaux *Ishumars*, chaque catégorie sociale partie prenante de la culture politique rebelle s'est trouvée représentée au sein du Mouvement des Nigériens pour la Justice. En 2004, le FLAA « réactivé » avait déjà montré que tous les supports nécessaires à l'action rebelle étaient immédiatement mobilisables. Armés de véhicules tout-terrain, d'armes légères et de mitrailleuses, rompus au maniement des armes, et capables de mettre en œuvre une logistique suffisante pour se projeter rapidement contre les troupes régulières puis de disparaître dans les montagnes, les combattants du FLAA démontraient ainsi que les processus d'institutionnalisation démocratique étaient loin d'être achevés.

Une médiation libyenne a mis un terme au retour du Front de Libération de l'Air et de l'Azawagh en 2005. On verra cependant que les hommes, les modes de mobilisation et la forme prise par ce mouvement le situent dans un contexte que l'émergence du MNJ éclairera. Ce dernier mouvement n'est sans doute pas le produit d'une longue réflexion politique ni d'une base idéologique bien solide. En revanche, il a perpétué des actions rebelles (dont on verra le poids de l'héritage) et les a transcendées à un niveau auquel le FLAA ne pouvait prétendre.

On privilégiera, pour décrypter les mécanismes des nouvelles mobilisations ainsi que leurs articulations avec la culture politique rebelle, trois temps de l'analyse :

On montrera d'abord sur quelles bases théoriques et factuelles le MNJ s'est formé et comment il a pu durer et mobiliser les combattants : on explicitera les raisons profondes et contextuelles de ces mobilisations et on fera une esquisse de la sociologie des combattants. On verra que si le MNJ présente des caractéristiques fortement ressemblantes avec les mouvements insurrectionnels du passé dans sa composition et dans son argumentaire politique, il n'est pas une simple réactivation de ceux-ci. En particulier, l'apport de nouveaux combattants, néophytes dans le métier des armes mais ayant grandi dans la culture politique rebelle, lui confère une légitimité à perdurer et à incarner le renouveau de l'action rebelle.

Dans un deuxième temps on montrera comment le MNJ se dépasse lui-même : il dépasse ses fonctions, ses objectifs, ses formulations politiques et finalement son impact sur la vie politique nigérienne, et ce à plusieurs niveaux. D'un mouvement qui semblait au départ quasi-accidentel et ne procéder que de la conjonction improbable entre des trajectoires personnelles et des opportunités politiques, il devient l'incarnation d'aspirations modernes et largement réappropriées par la diaspora. Cette caractéristique du MNJ en fait un véritable cas pratique de la culture politique rebelle à l'œuvre.

Enfin, on analysera les questions d'avenir posées par ce mouvement. Son arrêt officiel en 2009 est d'une certaine manière passé inaperçu, occulté par les enjeux électoraux nationaux du Niger,

et n'a pas réellement, semble-t-il, conclu une action politique dont on montrera les derniers développements. On verra que de nouveaux acteurs se profilent autour des rébellions, leur permettant ainsi un renouvellement profond, peut-être inquiétant, de leur mode d'action. De ce fait, d'anciens rebelles tentent de reprendre le contrôle de l'expression politique, au milieu d'une concurrence accrue qui les oblige à se radicaliser.

1- Renaissance d'une rébellion

1-1 Du FLAA reformé au MNJ, la piste du « bandit social »

Le 5 juin 2004 deux attaques simultanées frappent le Nord du Niger : sur la route d'Arlit, un bus et deux camions de transports subissent des tirs d'armes automatiques de la part d'individus non identifiés qui laissent sur quelques douilles et la trace de leurs chameaux. Le même jour, plusieurs camionneurs sont appréhendés et rançonnés, sur la route de Konni. Ces faits divers relativement banals dans la région sont cependant revendiqués quelques jours plus tard sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) par le Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawagh reformé. Celui-ci indique qu'il n'entamera de négociations de paix avec les autorités nigériennes qu'après la libération de Rhissa Boula, l'ancien chef de front rebelle des années 1990 emprisonné à Say, sous l'accusation de meurtre d'un opposant politique. L'influence de Rhissa Boula combinée à sa situation délicate apportent un éclairage sur la méthode employée : coupé de ses soutiens institutionnels, accusé d'avoir commandité l'assassinat d'un concurrent politique, Rhissa ne semblait avoir d'autre recours que la menace d'une vengeance armée pour sortir de prison, d'autant qu'il y attendait depuis longtemps son éventuel procès.

Cependant, la réactivation du mouvement rebelle peut surprendre. Pourquoi avoir recours à cette forme d'action alors que la simple pression d'un groupe armé aurait pu s'avérer tout aussi efficace, sans la nécessaire argumentation politique (et sa mise en question) qu'engendre la formation d'un front ?

On comprendra que l'enjeu principal ici est bien la légitimation de l'action : les attaques une fois explicitées par la reprise d'un mouvement rebelle, elles se trouvent chargées de toute l'histoire des rébellions touarègues et transforment alors les regards sur leurs motivations. Le FLAA prend ainsi le soin de se situer dans un cadre connu: historiquement et politiquement, il n'est que la manifestation légitime de l'ensemble des revendications inassouvies par les processus de paix – quand bien même Rhissa fût en première ligne de leur application.

Les articles du journal *Aïr Info*, qui paraît à Agadez, illustrent ainsi parfaitement l'enjeu de ces niveaux d'interprétation des actes du FLAA en intégrant le modèle de grilles d'analyse imposées par la culture politique rebelle. Sans la rébellion, ils ne sont que des actes de banditisme condamnables, d'autant qu'ils ont touché essentiellement la population locale. En participant à la rébellion ils s'inscrivent dans un processus d'action contestataire que les acteurs locaux savent toujours en cours. L'un des articles du périodique, dont le titre évoque le dilemme théorique posé à la « société civile » locale³, décrypte les événements. Malgré ses préférences affichées pour une résolution pacifique des conflits, l'auteur accorde une légitimité certaine au mouvement en le situant dans un contexte plus général :

« Neuf ans après les accords, cette nouvelle rébellion est-elle venue nous apprendre que les intégrations, les réinsertions des ex- combattants, les fêtes de la concorde, les cérémonies de la flamme de la Paix, les discours et autres chants dédiés à la paix ne sont en fait que des pétards mouillés ? »

Ce procédé rhétorique repousse la faute sur la mauvaise application des accords. On verra que c'est aussi la grille d'analyse essentielle du Mouvement des Nigériens pour la Justice.

La composition du FLAA nouveau est éclairante. Le mouvement armé est mené par deux des frères de Rhissa Boula, Elhadj Mohamed Boula (dit *Kiddi*), qui revendique les attaques et Aghali (dit *Mafada*). Ces deux hommes avaient participé à la rébellion des années 1990 à différents niveaux, Aghali étant considéré par les rebelles comme un combattant d'élite, alors que Mohamed servait essentiellement de ravitailleur, ce qui lui a conféré une réputation de spécialiste des trafics transfrontaliers illicites⁴. Auprès d'eux on trouve des déserteurs des Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité (FNIS), anciens rebelles eux aussi⁵. Enfin, le dernier combattant

³ Ibrahim Manzo Diallo, « Rébellion ou chantage ? Insécurité au Nord Niger », *Aïr Info* n°17, juillet 2004. L'auteur est le directeur et éditorialiste du journal. Le périodique a été longtemps la seule source d'information locale sur le conflit et, par l'intermédiaire de ses réseaux, il est généralement bien informé. Ibrahim Manzo a été par la suite emprisonné pour « sympathie pour la rébellion » en même temps que le journaliste de Radio France Internationale Moussa Kaka.

⁴ Une « spécialité » qu'il a mise à profit après la guerre, établissant ses bases logistiques en Libye d'après un de mes informateurs.

⁵ Il s'agit d'après *Aïr Info* et de sources personnelles d'Amoumane Nacho, du brigadier chef Wada, du brigadier Moussa Boula, et du soldat Moussa.

dont l'identité est connue est Aboubacar Alambo. Avec Amoumane Kalakouwa, il a formé un duo de trafiquants de plus grande envergure, connu et recherché par la police. L'essor de leurs « affaires » les a confrontés aux autorités et en 2003 ils ont attaqué et tué trois gendarmes. Arrêté par Rhissa et ses hommes, Kalakouwa était au moment des attaques détenu avec l'ancien leader du FLAA. La participation d'Aboubacar Alambo et d'autres combattants à des attaques dont le but était de libérer Rhissa Boula, alors que ce dernier les avait pourchassés et emprisonnés peut sembler étonnante, mais elle illustre la fluidité des alliances, au gré des circonstances et des opportunités, qui caractérise souvent les professionnels des armes dans cette région. Marielle Debos⁶ en a montré toutes les subtilités à travers l'exemple des combattants tchadiens et de leur implication dans les conflits transfrontaliers au Darfour, au Tchad et en république Centrafricaine. Son modèle peut s'appliquer au cas récent des actes de rébellions touarègues au Niger, en ce qui concerne certains des combattants tout au moins. Les passages des combattants de base d'un front à un autre ainsi que les défections sont souvent liés à des opportunités conjoncturelles et à la capacité des leaders de mouvements de proposer des objectifs intéressants (rémunérations financières ou prestige). On verra que les rébellions nouvelles ne se limitent cependant pas à ces phénomènes.

Les attaques du Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawagh reformé se portent essentiellement sur des civils⁷ jusqu'en 2005 : il s'agit d'un phénomène nouveau dans les rébellions touarègues, qui montre la porosité de la frontière entre le FLAA et le banditisme. En janvier 2005, les gendarmes retenus en otage depuis août 2004 ont été remis aux autorités libyennes. Mohamed Boula a alors expliqué sur RFI qu'il s'agit d'un « geste purement humanitaire » qui n'est pas lié à d'éventuelles négociations. On peut supposer néanmoins qu'il s'agit d'un tournant important dans ce conflit, l'implication de la Libye préfigurant son rôle futur de médiateur principal entre les belligérants. Finalement, Rhissa a été libéré par les autorités nigériennes sans explication officielle. Le 15 juillet 2005, le FLAA a rendu ses armes lors d'une cérémonie officielle à Oubari, en Libye, en présence du chef d'état libyen, confirmant le basculement des positions de

⁶ Marielle Debos, *Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian "Ex-Liberators" in the Central African Republic*, African Affairs, vol. 107, n° 427, 2008, pp. 225-241.

⁷ Voir « *Attaque sur l'axe Agadez-Arlit: l'horreur!* », *Aïr Info* n°18-19, août-septembre 2004, pp. 8-9. Dans le même numéro, il est intéressant de relever qu'est publiée une « interview fictive » de Mohamed Boula dans laquelle le journaliste (critique par ailleurs envers l'action du FLAA) attribue la justification des actes des « rebelles » aux modèles d'exactions politiques nationaux (l'amnistie accordée aux assassins de l'ancien Président Baré légitimant ainsi la libération de Rhissa, par exemple). « *Interview fictive : « Si on libère Rhissa, le FLAA n'aura plus sa raison d'être » déclare El Hadj Mohamed ag Boula* », *Aïr Info* n°18-19, août-septembre 2004, p. 10.

la Libye vers une configuration nouvelle. Alors que les contentieux entre les deux pays sont nombreux et anciens, la *Jamahiriya* libyenne opère sa transformation en médiateur entre les rebelles et l'Etat nigérien. On verra que cette nouvelle fonction se développera lors du conflit engendré par le MNJ.

Ce retour sur les actions du FLAA était nécessaire à la compréhension des enjeux soulevés par le MNJ. En effet, on verra le lien organique qui existe entre les deux mouvements, même si la forme et l'évolution du MNJ sont différentes. Les attaques orchestrées par Mohamed Boula revêtent aussi un sens qu'il est important de saisir dans leur complexité. Le lien entre cette reformation opportune et l'impasse dans laquelle Rhissa se trouvait est évident ; on ne voudrait pas accorder trop d'importance politique aux méthodes employées ici. En revanche, les modalités de l'action éclairent sur le contexte politique favorable dans lequel évoluent les rebelles. On remarquera que Mohamed Boula n'était pas un chef de guerre mais un trafiquant familial des passages transfrontaliers vers l'Algérie et la Libye. Le fait qu'il se soit imposé en leader rebelle illustre les connivences qui existent entre ex-rebelles et trafiquants, que la pratique des armes unit. L'« habillage » rebelle, malgré ses faiblesses argumentaires (le FLAA n'ayant pas démontré qu'il portait d'autre message que l'exigence de la libération de Rhissa) a produit du sens pour les acteurs politiques nigériens. Par les soutiens du mouvement, qu'on trouve en dehors du cercle des amis de Rhissa Boula, ce dernier a été présenté comme un « paria » du système politique national et placé dans la position de la victime. Dans cette logique, il aurait été emprisonné pour être écarté du pouvoir, comme les Touaregs le seraient historiquement, et il serait également victime d'un complot l'accusant à tort. Par conséquent, la rébellion est à nouveau le seul recours possible pour répondre à l'arbitraire. Rhissa n'a ainsi pas été libéré par ses frères et quelques mercenaires mais bien par l'action d'une rébellion qui est la seule à même de redresser les torts faits à la communauté (dont Rhissa est le plus éminent représentant dans la compétition politique nationale).

Ces positions attribuées au Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawagh s'inscrivent dans la « morale » rebelle relevée chez les combattants de base des années 1990 : il faut rendre la justice pour les opprimés du système, ceux qui souffrent du « manque de droits ». On rejoint ici le

portrait du « bandit social » de Hobsbawm⁸, le redresseur de tort qui ne dépasse la légalité que pour servir sa communauté. On verra que le MNJ atteint une dimension bien différente.

1-2 Echecs des projets, errances des réactivations

Le succès du MNJ⁹ ne peut s'expliquer sans un contexte favorable à la réactivation d'un mouvement armé de revendications. Les dix années qui ont suivi les accords de paix de 1995 ont donné lieu à l'apparition de frustrations profondes chez les exclus du système de réinsertion¹⁰. On a tenté de montrer comment certains combattants n'avaient pas bénéficié des accords : ils ont alors exprimé leur mise à l'écart par un fort ressentiment contre l'Etat et les institutions internationales, particulièrement les puissances étrangères en charge du financement des projets (à leurs yeux, la France et la Libye essentiellement). Les anciens chefs de fronts, dont la responsabilité est engagée (par leurs choix clientélistes ou leur incapacité à user de leurs fonctions politiques pour promouvoir les accords), sont en revanche remarquablement épargnés par les commentaires des ex-combattants ayant rejoint le MNJ.

De cette manière, les frustrations nées des situations économiques individuelles se reportent exclusivement contre un appareil d'Etat qualifié de « déficient » et d'« oppresseur ». C'est l'application des accords de 1995 qui revient dans les conversations comme l'argument central des mobilisations nouvelles en faveur de la rébellion. Le volet économique en particulier a attisé toutes les rancœurs. L'idée de « développement économique, social et culturel »¹¹ contenu dans ces accords occupait pourtant le cœur des objectifs rebelles. Elle reposait sur trois piliers :

- la réinsertion des combattants, par le recours à l'intégration dans les corps armés de l'Etat et par l'appui à des micro-projets économiques.

⁸ Eric Hobsbawm, *Bandits*, New York, Pantheon, 1981 et *Primitive Rebels: Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*, Manchester, Manchester University Press, 1959.

⁹ Cette partie s'appuie sur un article publié dans la revue *Politique Africaine*. On s'y réfèrera pour plus de détails sur les circonstances du conflit et les mobilisations au sein du MNJ. Voir Frédéric Deycard, *Le Niger entre deux feux. Niamey face à une nouvelle rébellion touarègue*, *Politique Africaine*, n°108, *L'Egypte sous pression ? Des mobilisations au verrouillage politique*, décembre 2007, pp. 127-144.

¹⁰ On sait aussi que nombre de bénéficiaires des « intégrations » ont démissionné dans les mois qui ont suivi leur cantonnement. On peut donc les inclure parmi les frustrés du système.

¹¹ Titre V de l'accord de 1995.

- le soutien aux activités pastorales et d'élevage, que les Touaregs considéraient comme constitutives de leur culture et de leur identité.
- le partage des ressources minières, par le recours à l'emploi local, et le transfert d'une partie du produit de ces ressources à une collectivité locale décentralisée.

Les similitudes entre les revendications du MNJ et celles de la rébellion des années 1990 permettent de mesurer le sentiment d'échec qui prévaut à l'examen des projets de développement et d'intégration sociale imaginés par les anciens combattants à la fin du conflit. Le MNJ explicite bien la continuité entre la rébellion passée et son action politique dans le préambule de son programme :

« Depuis le déclenchement de la première rébellion armée (1991-1992) au Niger, à nos jours (...) »¹²

Ce constat d'échec a aussi été officiellement fait par les partenaires institutionnels du Niger. Il a conduit à la mise en place sur deux ans d'un *Programme pour la Paix dans l'Aïr et l'Azawak*¹³ initié en 2005. Le document d'introduction du projet est clair quant au contexte de tensions dans lequel le Programme est né :

« A travers ce projet, le volet culture de la paix et résolution des conflits doit faire l'objet d'une attention toute particulière en ce qu'il permettra de rétablir les conditions de sérénité et d'apaisement. Ce volet servira à donner aux démobilisés une démarche citoyenne. A l'heure actuelle beaucoup d'entre eux « fatigués d'attendre ce qui n'arrive pas » sont repartis en Libye ou s'adonnent au

¹² On trouvera une copie du Programme du MNJ en annexe. Une version est toujours en ligne à l'adresse suivante : [http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ_Niger_manifesto_5_07\(1\).pdf](http://www.ipacc.org.za/uploads/docs/MNJ_Niger_manifesto_5_07(1).pdf) Consulté le 2 octobre 2010.

¹³ Projet Consolidation de la Paix dans l'Aïr et l'Azawak, porté par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'Aïr est le nom du massif montagneux à proximité d'Agadez qui s'étend au Nord jusqu'à l'Algérie. Il est au centre du département d'Agadez qui regroupe les tribus touarègues du Nord du Niger. L'Azawak est la région intermédiaire entre la partie sahélienne du Niger, au Sud du pays, et l'Aïr au Nord, entre les villes de Tahoua et d'Ingall, et s'étend entre le Niger et le Mali (où il est appelé Azawad) autour de la vallée du fleuve Azawagh. Les jeux de la diplomatie locale et les rivalités entre tribus opposent parfois les deux entités.

banditisme. (...) Depuis un certain temps, les nouvelles de braquage de véhicules ayant entraîné souvent mort d'hommes ne sont pas rassurantes dans la zone que le Projet se propose de couvrir. C'est dans ce contexte préoccupant que s'inscrit la présente proposition de document de projet dans le but de consolider la paix dans la zone de l'Aïr et de l'Azawak. »

Ce programme se fixait pour objectif de mettre en œuvre le volet réinsertion économique des accords de paix pour 3160 combattants issus de treize fronts, avec un financement de la France, de la Libye et des Etats-Unis.

Bien que relancé plus de dix années après les accords, ce projet semble paradoxalement avoir été décidé dans l'urgence, et sa méthodologie ainsi que ses moyens sont très proches de ceux qui avaient déjà conduit à la situation instable des ex-combattants et de la région. Comme on l'a montré pour les « intégrés » des unités paramilitaires en effet, les noms des combattants concernés par ce projet ont été placés sur des listes élaborées par les anciens chefs de fronts, avec les mêmes abus qu'après les accords de paix. Les exclusions de fait ont été grandes et les affiliations familiales ont garanti un accès aux financements bien plus sûrement que la réalité de la participation aux combats. Cette nouvelle frustration économique, après dix années de patience contenue par les redistributions aléatoires des chefs de fronts, a agi comme un catalyseur des mobilisations : les ex-combattants concernés n'avaient plus rien à perdre ni à espérer d'une action légale.

1-3 Bandits, ex-combattants, opportunistes et néo-Ishumars. Qui sont les rebelles du MNJ ?

La frustration des ex-combattants appauvris a permis au Mouvement des Nigériens pour la Justice de capitaliser sur un contingent d'hommes entraînés et facilement mobilisables. Cependant, cette partie va s'attacher à montrer que les structures internes du MNJ, dont la composition se situe dans une continuité de celle des rébellions des années 1990, laissent aussi la place à de nouveaux combattants. Ces structures illustrent la force d'attractivité d'un

mouvement rebelle et les développements de la culture rebelle au sein d'une génération qui n'a pas connu les combats.

1-3-1 Evolutions du FLAA au MNJ

Les liens évidents entre le FLAA et le Mouvement des Nigériens pour la Justice sont illustrés par les hommes qui les composent. A la tête des attaques d'Iférouane de février 2007 on retrouve en effet Aboubacar Alambo, dont on sait qu'il avait activement participé aux actions du FLAA. Avec lui, Amoumane Karakouwa, évadé entre temps de prison, mène les affrontements dans un style qui rappelle leurs précédents accrochages avec les forces de l'ordre.

De ce fait, il est logique de considérer que le MNJ est d'abord né de la nécessité de légitimer des actes de banditismes devenus trop voyants. La compétition pour contrôler les axes des trafics, qui se sont développés à travers les frontières du Mali et de l'Algérie, est sans doute à l'origine de ces attaques. Les douanes et la police en effet sont partie prenante des trafics sur lesquels elles prélèvent une dîme, ou qu'elles organisent elles-mêmes. Les années 2000 ont connu un essor exponentiel de ces échanges frauduleux particulièrement en relation avec le développement du transport des drogues en provenance d'Amérique du Sud et transitant par le Sahara entre les pays côtiers et l'Europe.

Pendant plusieurs mois, cet acte est resté isolé et on peut imaginer qu'il s'inscrivait dans les trajectoires de l'illégalité qui touchent certains anciens rebelles reconvertis. Mais en mai 2007, Aghali Alambo en revendiquait la paternité au nom du Mouvement des Nigériens pour la Justice et annonçait sa volonté de mener une rébellion contre Niamey. De manière pratiquement simultanée naissait un espace d'expression politique efficacement organisé qui allait, tout au long du conflit, alimenter la parole politique du mouvement et permettre à différents sympathisants politiques d'y trouver un lieu d'exposition privilégié pour leurs thèses : le blog du MNJ, qui inaugurerait un mode de communication nouveau et fructueux pour les rébellions touarègues et pour la diffusion de sa culture politique en action. Ce tournant surprenant dans l'action sur le terrain et la prise de parole à l'étranger (on verra que le blog était essentiellement alimenté en articles depuis la France) a fait prendre au mouvement une dimension tout à fait

inédite. En quelques mois, le MNJ pouvait revendiquer plus de 1000 combattants¹⁴ auxquels plusieurs vagues de sympathisants s'agrègeront par la suite.

1-3-2 Les ex-combattants de retour ?

Assez naturellement, on a retrouvé parmi le gros des forces du nouveau mouvement rebelle nombre d'ex-combattants des années 1990. On a évoqué les raisons structurelles de leur retour dans la clandestinité et on connaît les griefs historiques qui les opposaient à l'Etat nigérien. La philosophie politique qu'ils avaient développée en temps de paix, fondée sur la frustration de leurs objectifs initiaux et le rejet de l'Etat, les prédisposait à retrouver le chemin des montagnes. Comme cela a été dit, ils n'en ont pas fait pas mystère lors des entretiens. On retrouve ce sentiment chez les « Libyens », ces combattants exilés de la première heure dont la formation idéologique était la plus aboutie. Ceux qui attendaient de la rébellion passée un aboutissement aussi élevé que l'indépendance se situent dans cette optique de possible reprise de la lutte, au nom des objectifs initiaux :

« Non, pour moi, la rébellion n'a pas réalisé son rêve, quelque chose pour laquelle j'ai pris les armes, l'indépendance des Touaregs, je ne l'ai pas eue... J'ai pas dit que la rébellion est pas finie, j'ai pas dit que la rébellion est finie. J'ai dit que quelque chose pour laquelle j'ai pris les armes, je ne l'ai pas eue. J'ai juste déposé les armes pour rien. Et si j'ai la possibilité, tout de suite je repars. »¹⁵

D'autres « Libyens » ont exprimé la continuité de leur statut de combattants. Pour eux, déposer les armes ne signifiait rien d'autre qu'une période d'apaisement sans conséquence définitive.

¹⁴ Ces chiffres sont évidemment sujets à toutes les controverses entre le gouvernement et les rebelles, pour les raisons structurelles du règlement des conflits entre les Touaregs et Niamey, mais aussi en raison du développement inédit de la guerre de propagande qu'ont livrée les protagonistes.

¹⁵ Entretien avec A. M., Agadez, 1er novembre 2006.

Même s'ils n'ont pas recherché pas l'indépendance ces ex-combattants-là ne sont pas passés à autre chose :

« On n'a pas arrêté encore... Jusqu'à présent, le Niger n'est pas libre.

On a respecté les accords du 24 avril 95, mais le Niger n'a pas changé de politique. Il ne respecte pas les accords. Si le Niger ne respecte pas, on va encore se rebeller... Il faut bien faire quelque chose... »¹⁶

L'argument de la mauvaise application des accords était donc présent chez les ex-combattants plusieurs mois avant la revendication du MNJ, ce qui montre la facilité à mobiliser les ex-rebelles en cas d'opportunité. Parmi ceux que j'ai interrogés, nombreux sont ceux qui ont repris le chemin de la rébellion à la saison des pluies de 2007. Certains sont partis en groupes déjà formés à Agadez, recrutés parmi les laissés-pour-compte gravitant autour de Slimane Hyar et chez les candidats déçus à l'aide financière du Projet du PNUD pour la Paix.

Les ex-combattants les moins dotés socialement n'ont cependant pas été les seuls parmi les anciens rebelles à reprendre les armes contre le gouvernement nigérien. Comme on l'a évoqué à propos du Front de Libération de l'Aïr et de l'Azawak reformé, les déserteurs des Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité ont rejoint très tôt le mouvement rebelle. Ceux-là étaient relativement intégrés et pouvaient se prévaloir d'une carrière à venir. Leur facilité à rejoindre la cause rebelle après une dizaine d'années passée dans les forces paramilitaires pourrait surprendre. On a montré cependant que ces hommes avaient en fait raté leur institutionnalisation. S'ils ont déserté pour rejoindre les montagnes, c'est aussi parce que leur culture des armes leur donnait une perception ambiguë du statut de soldat. Jamais, en effet, ils ne se sont sentis intégrés à une hiérarchie claire, et l'utilisation de leur armement à des fins de rébellion leur a semblé être une suite logique de leur statut : professionnels des armes, fidèles à la culture politique de la rébellion, ils ont, comme leurs prédécesseurs en Libye, emporté leurs armes et leurs véhicules avec eux. D'une certaine manière, leur présence dans les FNIS n'a représenté qu'une situation temporaire, une forme de légalisation de leur activité rebelle normale. Les rébellions, avant et

¹⁶ Entretien avec Mahmoud Said, Agadez, 6 décembre 2006.

après cette période transitoire, apparaissent quant à elles comme des légitimations, vis-à-vis de la communauté, de leur professionnalisation militaire et de leur statut privilégié. Le MNJ a su exploiter cette situation à son profit, à la fois sur un plan matériel et sur un plan symbolique, en recrutant de façon conséquente parmi les déserteurs des Forces Armées Nigériennes. Les rebelles y voient une conséquence logique de la discrimination à laquelle se livre, d'après eux, le gouvernement central envers les Touaregs.

1-3-3 Aghali Alambo, leader accidentel ?

On évoquera aussi, parmi les combattants ayant rallié le Mouvement des Nigériens pour la Justice, le cas d'Aghali Alambo. Ce dernier, qui a pris la tête du mouvement en mai 2007, se démarque des bandits et des ex-rebelles démunis. Aghali est le frère d'Aboubacar dont on a signalé la présence en meneur de l'attaque d'Iférouane. Son implication dans le mouvement insurrectionnel est quelque peu étonnante. Contrairement à son frère, il occupait en effet avant de rejoindre les montagnes une position de notable dans la communauté touarègue. Engagé dans le FLAA de la première rébellion, il était devenu sous-préfet d'Arlit après la paix, une position privilégiée qui autorise l'accès aux ressources des mines d'uranium. D'autre part, dans le registre du parcours classique des reconversions post-rébellion, Aghali Alambo possédait une agence de voyage et s'investissait dans des structures associatives non gouvernementales de développement. Il n'avait donc *a priori* que peu d'intérêt à rejoindre un mouvement rebelle dont la naissance était suspectée de vouloir masquer des actes de banditisme. Il ne faut pas exclure les solidarités familiales de cette prise de position à la tête de la rébellion. Il se peut qu'Aghali Alambo n'ait pas eu le choix, du fait de l'implication de son frère. Cependant, sa présence en tête du MNJ a radicalement changé la perception extérieure de celui-ci. D'un mouvement hétéroclite sans substance politique il est devenu un cadre légitime d'expression politique pour les populations du Nord du Niger. On peut interpréter ce ralliement comme une conséquence des pouvoirs performatifs de la culture politique rebelle, combinée aux solidarités locales. Il est intéressant en tout état de cause de mesurer ce qu'Alambo avait à perdre dans ce conflit au regard de ses gains potentiels : il semble évident que son engagement ne puisse s'expliquer par l'avidité seule. On peut aussi considérer qu'une question de *leadership* touareg ait pu jouer

comme l'un des facteurs de son implication. La compétition avec Rhissa Boula a pu le pousser à prendre une position radicale et à intégrer les références rebelles. Cela viendrait appuyer l'hypothèse de la culture politique rebelle, l'enracinement de la légitimité d'Alambo reposant sur sa capacité à mener un mouvement armé.

1-3-4 Les opportunistes

A cette catégorie de combattants ressortent les soldats professionnels qui n'avaient jamais engagé d'action de rébellion. On peut estimer qu'ils se sont greffés sur le MNJ, dont ils ont compris la capacité à légitimer la lutte armée, pour soutenir leurs propres objectifs politiques ou économiques. Parmi eux on retrouve les groupes de déserteurs de l'armée régulière organisés autour de l'ex-major Kindo Zada, en fuite après avoir enlevé l'un de ses concurrents dans la hiérarchie militaire des FAN. Avec quelques dizaines d'hommes il a rejoint le MNJ en juillet 2007 depuis le Tchad où ils opéraient en mercenaires¹⁷. Leur présence n'est pas un élément important du MNJ si ce n'est pour en accentuer le caractère hétérogène et la force d'attractivité. Il en va de même pour les Forces Armées Révolutionnaires du Sahara (FARS, dont on vu la présence dans la rébellion des années 1990) dont on peut penser qu'elles ont combiné leurs forces avec celles du MNJ pour augmenter leur poids politique. Ici encore on peut voir une manifestation de la résonance d'un mouvement de rébellion touareg dans le paysage nigérien : les FARS, une milice Toubou, avaient en effet continué dans les années 2000 un combat de faible intensité à la frontière tchadienne sans rencontrer d'écho particulier. Le ralliement des Jeunesses Arabes¹⁸, une milice s'appuyant sur les populations arabes du Nord de Tahoua, est sans doute d'une portée politique supérieure. Pendant la rébellion des années 1990, des milices arabes avaient en effet participé à la lutte contre la rébellion touarègue, provoquant des tensions

¹⁷ Le major Zada avait dû quitter l'armée après avoir enlevé le colonel Hima. Il a quitté le MNJ en septembre 2008 après une brouille avec Alambo et la cellule politique du MNJ, en annonçant la création d'un Front des Nigériens pour la Justice dont on attend toujours les revendications. On le retrouve ensuite au Tchad en soutien d'Idriss Deby. En mars 2010 il est retourné au Niger, après le coup d'Etat ayant renversé Mamadou Tandja.

¹⁸ Aussi connues sous le nom de Mouvement des Jeunesses Arabes Nigériennes.

entre populations civiles. En réalité, les Jeunesses Arabes, soupçonnées de couvrir par la rébellion des activités illicites, ont, elles aussi rapidement quitté le mouvement¹⁹.

La composition du MNJ indique une convergence d'opportunités qu'on pouvait soupçonner de n'être que conjoncturelles. De fait, les défections rapides de groupes qui s'étaient agrégés aux premiers temps du mouvement rebelle sont venues prouver la fragilité des motivations de chacun. Finalement, c'est la personnalité d'Aghali Alambo qui est parvenue à créer un ciment suffisamment solide entre les combattants : les bandits et trafiquants de la première heure, canalisés dans un mouvement en recherche de respectabilité politique, se sont effacés au profit d'autres catégories de combattants. Parmi celles-ci, les ex-rebelles des années 1990 forment le gros des troupes. Ils sont les garants de la continuité d'un esprit mais aussi de la capacité militaire du front à tenir en échec les forces gouvernementales. Un autre groupe est venu renforcer les rangs du Mouvement des Nigériens pour la Justice, apportant ses propres références et permettant au mouvement de se pérenniser - et à la culture politique rebelle de trouver un lieu et une génération nouvelle pour s'exprimer : les « *néo-Ishumars* ».

1-4 Les « néo-Ishumars »

Les « *néo-Ishumars* » représentent les jeunes générations qui ont suivi le parcours défriché par leurs aînés dans les années 1970. La conjoncture économique des années 2000 n'ayant pas apporté de réponse locale au manque d'opportunités d'emploi dans le Nord, une nouvelle génération de migrants touaregs a pris la route de l'Algérie et de la Libye. Si leurs parcours s'apparentent largement aux trajectoires des *Ishumars* qu'on a présentées, ils ont développé des socialisations particulières et se situent différemment dans le monde touareg. Leur entrée en rébellion marque une étape décisive de leurs parcours, qu'on peut comparer à un rite initiatique. Par leur participation aux combats mais aussi à toutes les formes de la culture rebelle impliquées

¹⁹ Les Jeunesses Arabes étaient dirigées par Abta Hamidi, un riche commerçant suspecté de se livrer à divers trafics en direction de l'Algérie, et plus récemment d'être impliqué dans les enlèvements d'otages par AQMI (source personnelle).

par la clandestinité, ils réalisent un passage de leur condition de jeunes désœuvrés à celle d'acteurs politiques qui leur permet de rejoindre la légitimité de leurs aînés.

La rébellion ne présentant pas pour eux de promesse d'amélioration sensible de leur situation économique, il faut aller chercher ailleurs les raisons de leur engagement massif²⁰.

L'arrivée des « *néo-Ishumars* » dans la rébellion s'est faite par vagues successives à partir du mois de juillet 2007. Plusieurs facteurs les ont poussés à se mobiliser massivement. L'un des éléments déclencheurs est sans doute la répression exercée par l'armée contre les civils touaregs. En écho aux circonstances de la rébellion des années 1990, l'assassinat de civils a catalysé les convictions politiques de ceux qui n'avaient pas participé aux débuts de la rébellion. A ce sujet, le meurtre de trois vieillards à Tezirzeit en mai 2007 a focalisé l'attention de nombre de jeunes *néo-Ishumars* et décidé de leur entrée en rébellion. Le MNJ a su habilement capitaliser sur la colère légitime des jeunes²¹. Comme leurs aînés, les *néo-Ishumars* ont eu le sentiment de devoir faire face à une injustice qui leur renvoyait une image d'eux-mêmes en rebelles. Leur « targuité » s'est imposée à eux par la force des discriminations qu'ils imputent à l'Etat nigérien dans son ensemble. Le sentiment que l'affirmation de leur culture est une nécessité s'est forgé pendant les années d'exil, à l'image du processus d'appropriation culturel mis en œuvre par la génération précédente.

Il ne faut pas négliger chez ces *néo-Ishumars* l'importance des mobilisations similaires à celles mises en avant par le programme politique du Mouvement des Nigériens pour la Justice. Ces idées forment des référents communs et banalisés (comme l'a montré l'article d'Air Info cité plus haut). Elles résument la grille d'analyse qui prévaut largement dans le Nord du Niger. En leur ajoutant les pratiques particulières des *néo-Ishumars*, on peut les résumer en quatre points :

Les trois premiers sont partagés avec les autres combattants :

- Le contexte de l'exploitation nouvelle de l'uranium.

²⁰ A la fin du conflit les mouvements rebelles se prévaudront de 4000 combattants. Yvan Guichaoua a présenté les résultats d'entretiens avec d'anciens rebelles Ishumar du MNJ menés en Algérie, à Tamanrasset, dans un Working Paper du réseau MICROCON. Voir Yvan Guichaoua, *Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making: The Case of Tuareg Insurgency in Northern Niger (2007-2009)* MICROCON Research Working Paper 20, Brighton, MICROCON, 2009. Cet article, de multiples entretiens personnels entre Yvan Guichaoua et moi-même, ainsi que mes propres sources servent de base à cette partie.

²¹ Une chanson a été dédiée à la mémoire de ces meurtres. Publiée sur le blog du MNJ, elle repose sur le vecteur le plus efficace de la diffusion de la parole rebelle, la musique. Le MNJ a lancé une attaque dans ce secteur, « libérant » ainsi Tezirzeit.

- L'échec patent des projets de développement.
- Le sentiment de ne pas avoir de droits et d'être discriminés en fonction de leur appartenance « ethnique » (ce qu'ils appellent « le racisme »).

Le quatrième ne concerne que la nouvelle génération :

- Un rapport ironique avec leur situation et une vision cynique des chefs.

Ce dernier élément est important car les *néo-Ishumars* partagent le sentiment d'être les laissés-pour-compte de leur communauté aussi bien que de l'Etat. Ils n'attendent rien des représentants politiques touaregs et critiquent facilement leurs actions. Leur rapport à eux-mêmes est aussi empreint d'ironie car ils tendent à considérer qu'ils n'ont pas d'avenir et que leur relation aux autres est fondée sur un regard nécessairement critique ou condescendant.

Ces aspects ont affecté leur relation au mouvement rebelle. Bien que pleinement impliqués dans ses objectifs, ils ont eu un rapport à l'autorité différent des exercices de discipline militaire décrits par leurs aînés. Néophytes dans le maniement des armes, s'adaptant mal aux hiérarchies, ils ont posé des problèmes d'efficacité et d'organisation de la lutte. On verra cependant que le passage des *néo-Ishumars* dans la rébellion a constitué une étape importante de la transmission mémorielle et de la pratique de la culture rebelle.

La micro sociologie du MNJ laisse apparaître une grande hétérogénéité qui fait penser à des « bricolages ». L'expérience des armes de la plupart des combattants a cependant permis au mouvement de menacer Niamey et de faire subir des échecs cuisants aux FAN. Cette capacité militaire lui a également permis d'attirer l'attention des médias occidentaux. Mais ce sont son évolution politique, engagée sous l'impulsion de la diaspora, et son adaptation aux enjeux modernes qui lui ont assuré un soutien important et incomparablement supérieur au cercle sociologique de ses combattants.

2- Comment le MNJ a transcendé le MNJ

2-1 Méthodes globales et appropriation des enjeux

On a vu comment, dans les années qui ont suivi la paix, et particulièrement au cours des développements les plus récents, les rebelles (anciens et nouveaux, actifs et « latents ») se sont rendus maîtres de la transformation des préoccupations des « sociétés civiles » et des institutions internationales. Le MNJ a efficacement participé à cette appropriation en mettant en œuvre une politique de communication hautement réactive et en traduisant par les actions sur le terrain la réalité des enjeux ainsi définis.

2-1-1 Cyber rébellion

Le glissement du discours de la rébellion vers des préoccupations modernes de la « société civile » n'est pas tout à fait un phénomène nouveau. On sait que Mano Dayak avait su éveiller l'attention des Organisations Non Gouvernementales européennes à la cause touarègue en maniant habilement un discours culturel destiné des Occidentaux. Mais si le MNJ a repris cette méthode efficace, il y a incontestablement ajouté les moyens technologiques de 2007. On parle ici des pratiques qui permettent une diffusion « en temps réel » de la parole de la rébellion et qui mobilisent les « intellectuels » de la diaspora qui connaissent les subtilités des discours Occidentaux et ont un accès aux medias.

Deux instruments ont particulièrement contribué à la diffusion de ce discours : le blog et le téléphone satellitaire *Thuraya*. Ces méthodes peuvent sembler à première vue banales, mais dans le contexte d'une rébellion retranchée dans un massif montagneux du Ténéré, elles ont constitué un atout majeur dans la guerre de communication menée contre le gouvernement nigérien. Grâce au *Thuraya*, les principaux acteurs de la rébellion ont pu répondre à la presse européenne sur le terrain des opérations. Alambo et d'autres représentants ont ainsi participé à de nombreux

entretiens qui leur ont permis de marteler leur discours et de l'affiner régulièrement²². Les mouvements militaires de la rébellion dans l'Aïr et la situation des prisonniers de guerre et des blessés ont été ainsi transmis à l'extérieur, alors que le blog a permis de répondre rapidement aux communiqués de presse du gouvernement. Le blog, créé simultanément aux premières revendications politiques du MNJ, est immédiatement devenu très populaire, développant efficacement un réseau informel mais dense de sympathisants. Dans les *cyber cafés* du Niger, les Touaregs éloignés des lieux des affrontements se sont tenus informés des évolutions sur le terrain. Ils ont aussi répercuté la parole rebelle et ses débats internes, contribuant à la diffusion de la culture politique rebelle. On peut aussi penser que ce mode de communication s'adressait en priorité au public européen²³. Alors que les rebelles sur le terrain s'efforçaient de communiquer leurs objectifs, les articles mis en ligne sur le blog étaient écrits depuis la France par la diaspora²⁴.

Cette différenciation entre les sources et le contenu des informations s'est traduite en tensions entre le terrain et la diaspora. Cette dernière a pris le dessus en raison de sa capacité technique à alimenter les médias. Une vraie distinction s'est opérée par la suite en raison de l'éclatement du mouvement rebelle en plusieurs factions concurrentes, sur le terrain et sur internet. En octobre 2010 le blog était toujours alimenté en articles, alors que le MNJ a déposé les armes en 2009, ce qui montre que la communication politique dérivée de la rébellion a pris l'avantage sur les actions de terrain. Il est par ailleurs intéressant de noter que la plupart des anciens articles en ont été retirés.

2-1-2 Hiérarchiser les revendications, édulcorer les contenus

Parmi les enjeux mis au jour dans le chapitre 6, le MNJ a particulièrement insisté sur l'environnement. On peut estimer qu'il s'agit d'une stratégie destinée à faire passer une image

²² Un exemple parmi de nombreux autres qui touche des publics habituellement moins concernés par les Touaregs, Aghali Alambo répond à un entretien d'un magazine italien et s'affiche en homme de dialogue forcé à se rebeller par les circonstances : Cristiano Tinazzi, « *Aghali Alambo, Tuareg in armi* », *Left*, n°41, 12 octobre 2007

²³ Seule une très faible minorité des Nigériens à un accès à internet. Les forums de discussions commentant les articles du blog étaient souvent alimentés par les mêmes contributeurs d'un site à l'autre.

²⁴ Ce mode de communication n'est pas unique parmi les mouvements rebelles. Les FARC ont mis en ligne un site dès 1997. Pour le Niger, et au vu des circonstances matérielles de la rébellion, il s'agit d'un phénomène nouveau.

positive de la rébellion auprès des sympathisants de sa cause en Europe. En effet, comme on l'a montré, bien que les conséquences environnementales des mines d'uranium aient été étudiées au moins depuis les années quatre-vingts, elles ne font partie du débat au sein de la « société civile » que depuis peu. Le MNJ les a intégrées, un peu paradoxalement, aux côtés de ses revendications concernant l'accès à l'emploi minier et aux ressources économiques tirées de l'exploitation, en accusant Niamey de ne pas y avoir consacré assez de moyens. Les rebelles ont réussi à porter cet aspect de leurs revendications sur le terrain de la discrimination. Parler de l'environnement a aussi permis aux rebelles de susciter un intérêt tout en recrutant de nouveaux soutiens. On a montré que le travail de la diaspora sur le terrain a engendré l'agrégation de groupes français disparates autour de la cause rebelle, notamment les associations de militants anti-nucléaires dont l'attention a été retenue par les mines d'uranium du nord du Niger.

La diversité des sympathisants s'est retrouvée dans la mobilisation autour des nouveaux enjeux : l'identité berbère (on a vu ainsi apparaître, pour la première fois, le drapeau *amazigh* lors des rassemblements de soutien aux Touaregs du Niger), les peuples autochtones (avec leurs dérivés : territoire, oppression culturelle) et l'environnement en particulier. Dans le même temps, le MNJ a su adapter son discours au public européen en évitant de se référer à des arguments susceptibles de lui aliéner ses soutiens: il a ainsi édulcoré le contenu de sa grille d'analyse « ethnique », en prenant soin de la débarrasser de ses aspects les plus ouvertement racistes. Ces différents facteurs ont accentué la séparation entre le terrain et les représentants politiques. La dénomination du Mouvement des Nigériens pour la Justice qui, à la différence des appellations régionales de la rébellion des années 1990, tente de se définir comme un mouvement national est un signe de ces évolutions : il ne s'agit plus seulement de « libérer » un territoire touareg mais de réparer une injustice qui touche tous les Nigériens. Malgré les ralliements de soldats non Touaregs à la rébellion, son identité locale et touarègue est cependant difficilement niable. Paradoxalement, les précautions rhétoriques des représentants politiques rebelles n'ont pas été traduites par les médias européens qui ont largement assimilé rébellion et Touaregs. On peut penser que la volonté symbolique du MNJ d'élargir son rayonnement lui a tout de même permis d'éviter des accusations de séparatisme en Europe (au contraire, au Niger, ce ressort-là a été un des principaux arguments de la « société civile » pro-gouvernementale), alors que la rébellion des années 1990 en avait été soupçonnée.

On trouve sur des terrains voisins des exemples similaires d'utilisation nuancée de la communication rebelle. Le conflit du delta du Niger en a fourni un exemple probant. La circulation de l'information entre les mouvements rebelles laisse imaginer qu'une influence est possible, même si elle est peut-être inconsciente. Les stratégies mises en œuvre reposent sur des principes relativement simples pour s'assurer la sympathie du public occidental. Dans son travail sur le MOSOP²⁵, Clifford Bob²⁶ montre comment ce mouvement rebelle a su se distinguer des nombreux autres acteurs du delta du Niger : s'ils ont su disposer de certains avantages historiques auprès des Occidentaux, ils ont réussi à faire coïncider leurs objectifs avec les thèmes préférentiels des Organisations Non Gouvernementales étrangères, ce qui leur a valu un soutien sans équivalent dans la région. Comme le mouvement *Ogoni*, le MNJ a profité de l'image historiquement positive des rébellions touarègues en France, mais a aussi maintenu son discours dans des marges acceptables : il a évité l'usage indifférencié de la violence (et pris soin de libérer ses prisonniers de guerre), opéré une mise en valeur de ses préoccupations environnementales par rapport à une grille de lecture ethnique et mis en avant l'unité de la communauté. A ces facteurs s'est ajoutée l'activation du militantisme anti-colonialiste. Areva a ainsi été assimilée à la France²⁷ et son exploitation des ressources du Nord du Niger a été vue comme une dépossession des Touaregs de leur territoire légitime. Cette argumentation a remporté un vif succès dans la mobilisation politique française. Sur le terrain, les positions des combattants étaient sans doute sensiblement différentes. Les tensions accumulées entre les Touaregs et le pouvoir central s'articulent souvent autour de représentations à caractère raciste qui s'expriment dans les cris de victoire des rebelles. De la même façon, la mise en avant des préoccupations environnementales ne semble pas avoir été une priorité des combattants de base. Leur rapport aux compagnies d'extraction sont essentiellement fondés sur l'emploi, auquel les rebelles jugent ne pas avoir accès. La pollution n'est pas un argument clairement développé par les hommes de base. En revanche, les problématiques environnementales sont liées à un sentiment de dépossession d'un territoire traditionnel. Les combattants expriment leur assimilation au désert dont ils considèrent qu'il leur appartient. Les ressources, les conditions de vie et les

²⁵ *Movement for the Survival of Ogoni People*, actif au Nigéria jusqu'à l'exécution de ses leaders en 1995.

²⁶ Clifford Bob, *The marketing of rebellion: insurgents, medias and international activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005. Le chapitre 3 est consacré aux conclusions de l'auteur sur le mouvement Ogoni et son évolution de « conflit ethnique » à « conflit pour l'environnement ».

²⁷ Une critique à laquelle il faut reconnaître que la France a prêté le flanc en intervenant directement auprès du président Tandja pour apaiser son conflit avec la multinationale.

déplacements devraient de ce fait rester sous leur contrôle. C'est ce que les textes rebelles traduisent par « autonomie » depuis la rébellion des années 1990. Ce sentiment est largement partagé par toutes les générations de combattants et renvoie à des rapports émotionnels profonds qui se retrouvent aussi dans les rébellions touarègues maliennes²⁸. Le MNJ en assume l'argumentation dans son Programme :

(Le Niger), « Un pays qui présente une spécificité d'être constitué de 2 types de populations et donc 2 espaces géographiques pratiquant 2 modes de vie quasiment différents.

En effet, on trouve au Niger un espace géographique sédentaire et un espace géographique pastoral.

Il s'agit des populations sédentaires vivant essentiellement de l'agriculture et des populations éleveurs qui, elles, vivent quasi-exclusivement de l'élevage en se déplaçant dans une aire géographique naturellement définie et traditionnellement reconnue comme leur territoire. »²⁹

Niamey, conscient des enjeux de la communication soulevés par la rébellion, a réagi avec un certain retard, mais en a bien compris les principes en employant les mêmes méthodes. C'est ainsi qu'un Mouvement des Jeunes Républicains a créé un blog sur le modèle de celui du MNJ, pour relayer les informations gouvernementales sur un ton généralement agressif envers la rébellion et la France. Ce blog, à l'inverse de celui des rebelles, s'est adressé essentiellement au public nigérien. Les représentants du MNJ qui opèrent depuis la France sont restés plus nuancés, privilégiant une communication axée sur l'extérieur. Cette guerre de l'information d'un nouveau genre au Niger s'est largement étendue, et après avoir ordonné aux journaux locaux de ne pas reporter les actes du MNJ, puis avoir décrété l'« état d'urgence » dans le département d'Agadez (et par là interdit la zone aux journalistes), la police a arrêté à Agadez de jeunes touaregs qui s'étaient connectés sur le site du MNJ³⁰. La bataille de l'information a été de toute évidence

²⁸ Voir Sébastien Lecocq, *This desert is our country, op.cit.*

²⁹ Les fautes d'orthographe proviennent du Programme. Voir en annexe.

³⁰ Fermeture de l'hebdomadaire *Aïr Info*, arrestation du correspondant de RFI au Niger, Moussa Kaka et du directeur d'*Aïr Info* Ibrahim Manzo

perdue par Niamey qui n'a pas su développer ses arguments au-delà de la stigmatisation sécuritaire. Les blocages institutionnels et l'évolution du régime nigérien en un système quasi-criminel de détournement des ressources par l'Etat³¹ ont affaibli ses capacités à attirer la sympathie extérieure. Le détournement de l'attention en direction des multinationales « néocoloniales » et finalement la fuite en avant orchestrée par le Président Tandja pour assurer sa réélection, ont partiellement permis au gouvernement d'éviter l'opprobre international à propos de son action contre la rébellion. C'est essentiellement l'éclatement du MNJ en factions rivales qui a le mieux servi les intérêts du pouvoir central.

Les stratégies qui ont permis aux porte-parole politiques du MNJ en Europe d'attirer la sympathie des ONG françaises et de la presse européenne à une échelle inédite ne sont pas cependant des démarches planifiées et cyniques. L'accumulation des membres de la diaspora qui ont pris la parole au nom de la rébellion ainsi que leurs origines diverses ont sans doute freiné la mise en place d'une stratégie parfaitement concertée. Surtout, on peut penser que les Touaregs de France, souvent installés depuis longtemps voire nés en Europe, ont développé une sensibilité européenne aux enjeux politiques du Nord du Niger, qui se distingue des références des rebelles des montagnes de l'Aïr. Ils ont pu soutenir sincèrement des objectifs qui semblaient aux combattants de base éloignés de leur réalité quotidienne. Il est intéressant de noter que les combattants et les sympathisants de la cause rebelle au Niger ont établi une distinction entre les « intellectuels » d'Europe et les « exilés » venus du Niger après le déclenchement de la rébellion. Cette distinction reprend grossièrement les contours des groupes sociologiques de la rébellion des années 1990, de la « Seconde Génération » et des « Autoproclamés »³² et les caractéristiques qui leur sont associées : quand les « exilés » sont, à l'image des entrepreneurs politiques de la « Seconde Génération », accusés d'opportunisme politique, les « intellectuels d'Europe » sont considérés avec l'indulgence qui a prévalu pour les « autoproclamés ».

L'hétérogénéité des références mises en œuvre par les multiples prescripteurs politiques de la rébellion a résulté en une surenchère de prises de position et dans un message de plus en plus brouillé entre la base et l'Europe. On va voir comment cette séparation est liée aux stratégies personnelles des acteurs du conflit aussi bien qu'aux objectifs portés par les *néo-Ishumars*.

³¹ Voir J.F. Bayart, B. Hibou et S. Ellis, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexes, 1997.

³² Voir chapitre V.

2-2 De Tamanrasset à Tamgak, intégrations des néo-Ishumars combattants

Sur le terrain, l'intégration des *néo-Ishumars* a provoqué à la fois une transformation interne des structures du mouvement rebelle et un développement de la culture politique rebelle.

Si l'on distingue ces *néo-Ishumars* des autres rebelles, c'est en raison du groupe social relativement homogène qu'ils forment. Leurs socialisations particulières, élaborées dans des groupes de jeunes hommes vivant en une forme d'autarcie en exil rappellent celles des *Ishumars* des années 1990. Ils ont cependant développé des caractéristiques qui les distinguent de leurs aînés. Les *néo-Ishumars* sont largement urbanisés, partageant leurs lieux de résidence entre Agadez et Arlit au Niger, Tamanrasset en Algérie et Ghat en Libye. Les développements simultanés de ces cités périphériques en ont fait de vrais centres urbains³³. De ce fait, les *néo-Ishumars* sont largement coupés de la pratique nomade, qui demeure un marqueur culturel essentiel du monde touareg. Privée d'une vie qu'ils admirent sans réellement la connaître, ils ont développé des représentations idéalisées des modes de vie « traditionnels ». Ces représentations idéales s'appuient sur une identification personnelle à un territoire. Le désert est le lieu de toutes les projections des *néo-Ishumars* : il appartient au peuple touareg qui en a défriché les pistes et qui en connaît les secrets, il préserve de l'influence étrangère (notamment du centre nigérien), il accueille un mode de vie nomade prestigieux, il est un lieu d'apprentissage du passage des *Ishumars* vers les pays voisins (une épreuve que les *Ishumars* jugent très difficile), il est enfin le lieu des derniers exploits guerriers touaregs.

De ce désert, les *néo-Ishumars* n'en connaissent souvent que deux formes. D'une part, celle des pistes des trafics transfrontaliers auxquels ils se livrent, d'autre part celle, initiatique, du premier exil. La première, peu prestigieuse, ne leur confère qu'un savoir-faire partiel. Le danger qui entoure ces pratiques a en revanche développé un sentiment de solidarité pour cette génération. Le désert est en effet quadrillé par des patrouilles algériennes qui interceptent les convois de clandestins et la contrebande, n'hésitant pas à faire usage de leurs armes et à abandonner sur place les véhicules et les hommes. Les *néo-Ishumars* racontent ces affrontements comme des aventures au cours desquelles ils ont fait face au danger et ont développé leur ruse contre les « Arabes ». L'initiation que représente le premier franchissement est aussi une forme de rituel

³³ Agadez compte actuellement une centaine de milliers d'habitants.

partagée et racontée: ayant marché dans le désert et les montagnes pendant plusieurs jours, ils ont été confrontés aux réalités de ce terrain qui les ont marqué dans leur identité.

Dans leur exil, les *néo-Ishumars* ont construit des socialisations fondées sur des marqueurs matériels qui traduisent leur « targuité » aux yeux des non Touaregs et leur « *teshumara* »³⁴ aux yeux des Touaregs : la consommation permanente de thé, le port du *tagelmust*³⁵ (mais de manière négligée), l'utilisation des Toyota et la musique (qu'ils écoutent et pratiquent)³⁶. Ils les partagent en petits groupes d'hommes de la même génération. Comme leurs aînés, ils consomment fréquemment du cannabis bien qu'ils s'en défendent au premier abord. La musique en particulier a développé leur « nostalgie » du désert³⁷. Les chansons célèbrent ce lieu idéal et entretiennent chez les *néo-Ishumars* ce culte du territoire et de l'espace culturel. Ils y puisent aussi largement leurs références rebelles. A la différence des générations des années 1970 les *néo-Ishumars* ont peu développé leur idéologie politique par l'assimilation d'influences extérieures. Leur philosophie repose sur une conception « post-développement » et « post-révolutionnaire ». Ils ne croient pas plus à la révolution soutenue par l'extérieur qu'aux perspectives de développement de l'emploi. Ils n'ont pas non plus confiance en leurs représentants politiques et qualifient les chefs rebelles d'opportunistes.

Paradoxalement ils ont développé un culte de la rébellion, c'est-à-dire à la fois de l'action rebelle et des rébellions passées. La glorification des récits et des exploits guerriers des rebelles des années 1990 et de Kaocen fait partie intégrante de leur *corpus* culturel. Ils admirent le courage des rebelles et connaissent souvent bien les faits d'armes du passé. C'est essentiellement dans le passage à l'acte qu'ils situent le prestige rebelle, alors que les réalisations de la rébellion ne sont pas particulièrement appréciées. Ils en retiennent surtout un sentiment de dignité redonnée au peuple touareg. Leurs pratiques sociales, leur idéalisation du désert et leur admiration des rébellions touarègues se confrontent à l'impasse politique et économique de la vie nigérienne. Ces facteurs catalysent leur culture politique rebelle qui va trouver, dans le passage à l'action rendu possible par le Mouvement des Nigériens pour la Justice, un lieu de mise en pratique.

³⁴ « *teshumara* », ou l'identité *Ishumar*.

³⁵ Le voile de tête, qu'ils appellent parfois « chech » en référence à l'arabe.

³⁶ Voir Ines Kohl, *Going "Off road": With Toyota, Chech and E-Guitar through a Saharian Borderland*, in H.P. Hahn et G. Klute (eds.), *Cultures of Migration. African perspectives*, Berlin, Lit, pp. 89-106.

³⁷ Le nom du plus célèbre groupe *Ishumar* rebelle, *Tinariwen*, signifie « déserts ». *Tinariwen* est le pluriel de *Tenere*, le nom donné au Sahara dans le Nord du Niger.

L'entrée en rébellion représente pour ces *néo-Ishumars* une forme de rituel de passage. Ils en parlent en termes de camaraderie et de solidarités. Ils sont allés dans les montagnes pour rejoindre leurs amis, avec lesquels ils ont acquis une conception égalitaire des rapports sociaux. Cette dimension personnelle se substitue à une idéologie politique. Les *néo-Ishumars* ne semblent pas avoir eu d'autres objectifs que de réaliser dans la pratique leur idéal rebelle. Ce rituel s'exprime dans leurs mots : ils parlent d'accomplir quelque chose ensemble, de se retrouver dans l'action et de vivre une vie d'homme. Leur admiration pour les armes, l'épée traditionnelle aussi bien que la Kalachnikov rebelle, s'inscrit dans cette vision émancipatrice de la rébellion.

En quelque sorte la rébellion est une démarche qui transcende leurs socialisations et accomplit leur transformation en hommes d'action. Ces conceptions personnelles de la rébellion se sont confrontées aux pratiques rebelles des autres combattants. Les développements de la culture rebelle sur le terrain nigérien se réalisent dans cette rencontre. Les objectifs des *néo-Ishumars* résident particulièrement dans leur accomplissement personnel. Ils y ajoutent une volonté de réparer de vagues injustices, centrées sur le sentiment d'être discriminé. Dans leur pratique du front, ils ont refusé la hiérarchie des organisations militaires et souvent quitté les montagnes après quelques mois, rendant les structures du MNJ instables et peu propices aux victoires militaires. Leurs multiples entrées et sorties du mouvement sont un phénomène explicite de leur rapport individualisé à la rébellion³⁸. Les autres combattants, politisés pendant la rébellion des années 1990, ont poursuivi des objectifs plus politiques résultant de leurs frustrations.

On peut émettre l'hypothèse que la vision des *néo-Ishumars* l'a emportée. Les développements militaires sur le terrain semblent traduire une incertitude quant aux objectifs collectifs. Les *néo-Ishumars* se sont appropriés la rébellion en la transformant en un lieu d'expression individuel, aux contours flous mais qui confère au rebelle une image de soi éminemment positive.

Guichaoua résume cette hypothèse ainsi³⁹:

« *Rebelling is not just about obtaining more from central authorities (political representation, jobs, access to uranium rents), it is also about promoting a different social model, which draws on a revisited Tuareg identity.* »⁴⁰

³⁸ Voir Yvan Guichaoua, *Circumstantial alliances (...), op.cit.*

³⁹ *Ibidem.*

Cette identité redéfinie est celle promue par la culture politique rebelle. Finalement les *néo-Ishumars* ont non seulement transformé le MNJ, mais ils ont aussi développé une autre vision de la rébellion. Ils l'ont rejointe pour vivre la culture politique qu'ils avaient idéalisée et développée en eux pendant leur propre expérience de l'exil et dans les récits des anciens combattants.

2-3 Branche politique, hommes de terrain. Une schizophrénie productive

C'est dans l'action combinée de la diaspora et des divers « intellectuels » ralliés au mouvement qu'on trouve les raisons de la vitalité politique de la nouvelle rébellion. On peut penser que leurs pratiques ont d'une certaine façon rejoint celles des *néo-Ishumars* sur le terrain. Porteurs d'une vision à la fois plus internationalisée et plus individuelle de la rébellion (une individualisation qu'ils promeuvent par leurs prises de parole discordantes), la diaspora et les « exilés » ont largement débordé le MNJ.

L'un des facteurs qui caractérisent l'expression politique du Mouvement des Nigériens pour la Justice est qu'elle n'a jamais été maîtrisée par un seul « intellectuel organique ». On peut d'ailleurs analyser les discordances théoriques du mouvement comme la preuve que ces « intellectuels organiques » n'ont jamais existé malgré les efforts déployés sur le terrain médiatique pour s'appropriier la parole rebelle. On sait que la rébellion s'est exprimée politiquement pour la première fois à partir de mai 2007 et date de la revendication des attaques d'Iférouane par Aghali Alambo. Après cette date, déterminer l'identité politique du MNJ relève d'une gageure. Sur le blog du MNJ, la rébellion détaille en mai 2007 la composition de son bureau politique :

« *Président : Chehna ag Hamate*

Vice-président : Rhissa ag Feltou

⁴⁰ « *Se rebeller ne se limite pas à obtenir des autorités centrales (représentation politique, emplois, accès à la rente de l'uranium) : il s'agit aussi de promouvoir un autre modèle social, dérivé d'une réinvention de l'identité touarègue* ». Ma traduction.

Secrétaire général - Porte-parole : Seydou Kaocen Maïga

Secrétaire général adjoint : Moussa Niandou

Secrétaire aux relations extérieures : Ghoumour Moctar

Secrétaire Politique : Ahmed Akoly »

Ces hommes forment une alliance des « exilés » (Feltou) et de la diaspora, en particulier Seydou Kaocen Maïga qui restera en première ligne. En juin 2008, sur Radio France Internationale, Bouthali Tchouarem est présenté comme le « *porte-parole du MNJ.* » Quant à Mohamed Acharif, il était sur la même radio le « *vice président, porte-parole du MNJ.* » Ces deux hommes sont des combattants de terrain (Acharif sera tué au combat). On sait que le ralliement d'Issouf Maha en août 2008 a redonné la préséance aux exilés. Enfin, en 2010, d'après le blog du MNJ toujours actif, Ahmed Akoly est devenu le principal porte-parole, avec le titre de Secrétaire Général Cellule Politique MNJ en Europe.

Cette énumération n'épuise pas les jeux de pouvoirs qui ont conduit à un affrontement pour représenter la rébellion. Dans cette course à la représentation, deux phénomènes sont à retenir : la multiplication des prises de parole a tout d'abord donné une représentativité centrale à ceux qui se sont montrés capables d'articuler leurs revendications aux objectifs des organisations européennes. Ensuite, après une période de communication réussie et d'opérations militaires venant en appui de la cause, le MNJ a éclaté en plusieurs factions qui ont étouffé sa parole⁴¹.

Ces configurations illustrent les évolutions intimes de la rébellion. Les moyens techniques permettant de multiplier la parole ont en réalité affaibli la portée politique des messages, quand la rébellion des années 1990, en se fédérant derrière Mano Dayak, avait connu un prescripteur politique dominant. On peut imaginer que les compétitions entre exilés, qui manient de mieux en mieux les théories attractives pour les Occidentaux, et la diaspora qui en connaît les rouages mais souffre de son manque de légitimité sur le terrain, vont participer à la dispersion de l'expression politique rebelle à l'extérieur.

⁴¹ Front Patriotique Nigérien et Front des Forces de Redressement, par la suite regroupés autour d'alliances circonstancielles.

Le vainqueur de ces compétitions est peut-être l'ancienne rébellion. Paradoxalement, le fait que ses figures éminentes se soient tenues à l'écart (ou aient été écartées par les premiers dirigeants du MNJ) leur a permis de revenir en force sur le terrain politique et militaire. Leur légitimité ne faisant pas de doute du fait de leur engagement passé et de leur prestige militaire, l'affaiblissement des opérations de terrain (un affaiblissement qu'on peut imaginer lié aux consignes stratégiques de prudence données depuis la France par les amis de la cause) leur a redonné un rôle central dans la rébellion. Aghali Alambo, en rendant ses armes à la Libye, est passé aux yeux de beaucoup pour un opportuniste (ce que son train de vie à Niamey vient renforcer). Rhissa Boula, malgré les contradictions à le voir passer de ministre à rebelle renouvelé, a su orchestrer des divisions internes au mouvement en s'appuyant sur l'appétit de la diaspora et les frustrations des combattants de base. On sait que ceux-ci, malgré leurs réticences vis-à-vis de la pratique politique de Rhissa Boula, se déclaraient prêts à le suivre dans un nouveau mouvement rebelle. S'appuyant sur une partie de la diaspora, il a renouvelé sa propre culture politique en lui attachant des thématiques nouvelles. Son Front des Forces du Redressement, sans doute éminemment opportuniste, reste actif sur le plan de l'expression politique et hautement réactif face à la conjoncture politique nigérienne. Il a rallié autour de lui des figures politiques, une partie de la diaspora et des combattants « légitimes » des années 1990, dont Issouf Maha et Seydou Maiga.

En septembre 2010, il s'est positionné avec force dans le débat politique et sécuritaire en actionnant des leviers nouveaux qu'il associe, peut-être dangereusement, à la pratique rebelle :

« Nous, responsables de l'ex-Resistance armée, réunis ce jour à Agadez, à l'effet d'examiner la situation sociopolitique qui prévaut dans le Nord de notre Pays, faisons les constats suivants. L'ex-résistance a fait au gouvernement nigérien, toutes les propositions afin d'éradiquer le banditisme résiduel, de prévenir les actes de terrorisme et d'asseoir une Paix durable, mais sans aucune prise en compte de la part de l'Etat Nigérien.

La situation actuelle est la conséquence de l'indifférence des autorités nationales, sous-régionales et des pays amis (France, Algérie...) quant au sort des 4.000 ex-combattants abandonnés à eux-mêmes.

Nous prenons à témoin la communauté nationale et internationale quant à notre disponibilité pour soutenir tout processus de sécurisation de la bande Sahelo-Saharienne. »⁴²

⁴² Déclaration des représentants de l'ex-résistance armée, 23 septembre 2010.

3- La fin du MNJ : questions d'avenir

3-1 Déplacement des débats nigériens, cristallisations rebelles

Le gouvernement d'Hama Amadou et du président Tandja a mis en œuvre sa propre stratégie pour contrer politiquement le développement de la rébellion. Elle s'est exercée autour de deux axes : la mobilisation des signaux susceptibles d'attirer l'attention des acteurs étrangers, et l'« ethnicisation » du conflit.

Le premier axe porte particulièrement sur la menace sécuritaire et le développement des trafics. On a vu que le Projet du PNUD a repris cet argumentaire à son compte, sans distinguer entre les causes et les acteurs des mouvements rebelles et des groupes terroristes qui sévissent dans la zone saharienne. La stratégie principale de Mamadou Tandja reposait sur la dénonciation répétée du « banditisme⁴³ » des rebelles. Pendant la durée de la crise, le gouvernement nigérien a refusé d'accorder la moindre valeur politique au mouvement rebelle et a repoussé toutes les offres de négociations⁴⁴, malgré les pressions de l'Assemblée Nationale et de son parti. Le leader du MNJ, Aghali Alambo, a été accusé régulièrement d'avoir participé à des trafics de drogues en direction de l'Algérie, ce qui a servi à justifier l'intransigeance du gouvernement. Cependant, cette manœuvre n'a pas convaincu les Nigériens, et en particulier la presse qui a subi les conséquences de la crispation autoritaire du gouvernement sur ces questions.

Niamey a aussi adopté, en un deuxième axe, une grille de lecture « ethnique » du conflit, alors que le MNJ s'est efforcé de soutenir le contraire dans toute sa stratégie de communication (à commencer par son nom). Quand le MNJ a essayé de mettre en avant sa représentativité de toutes les classes opprimées du Niger, sans distinction ethnique, Mamadou Tandja a essayé d'organiser des milices civiles qu'on peut penser inspirées du modèle ivoirien.

⁴³ Voir « *Tandja déclare la guerre aux bandits armés !* », *L'Expression*, 30 avril 2007

⁴⁴ Seini Omar, Premier Ministre avait ainsi annoncé à la radio nationale le vendredi 13 juillet 2007: « *l'Etat ne négociera pas. Il n'y aura pas de négociations avec qui que ce soit tant qu'un groupe d'hommes armés voudra confisquer les intérêts du Niger.* »

Le gouvernement nigérien a eu recours à la société civile pour contrer les positions politiques des rebelles. Par l'intermédiaire de Nouhou Arzika⁴⁵, président de la Coalition Equité Qualité contre la Vie Chère, transformé en Mouvement Citoyen pour la Sauvegarde de la République, plusieurs manifestations ont été organisées contre le MNJ. Les manifestations ont été limitées à la capitale, et malgré quelques appels à la haine (sur lesquels la communication politique des rebelles s'est appuyée) ne se sont pas traduites par des vengeances contre les civils touaregs.

Dans le même temps, comme cela l'a déjà été signalé, un Mouvement des Jeunes Républicains s'est formé dans le but de répondre sur le plan de la communication au blog du MNJ⁴⁶. Les déclarations à la presse et à la télévision nationale ont elles aussi activé de manière récurrente l'argument ethnique en accusant le MNJ d'avoir une vision séparatiste et raciste du Niger. Ce dernier argument s'est doublé d'une théorie du complot de l'étranger, dont on a montré les premières manifestations au sujet de la rébellion des années 1990. Le ton est virulent alors que les arguments s'appuient sur la vision ancienne des Touaregs nomades et sans patrie :

« A ces apatrides, sans foi ni loi , nous disons que le Mouvement des Jeunes Républicains, est prêt à aller jusqu'au bout de sa lutte patriotique, pour éradiquer à jamais cette tentation déstabilisatrice de notre pays d'où qu'elle vienne! Nous disons au MNJ et à ses commanditaires, que le Niger est un havre de paix, un pays résolument tourné vers le progrès économique et social, sous la conduite éclairée du Président Tandja. »⁴⁷

Le régime de Mamadou Tandja, fragilisé par les scandales financiers et ses tentations autocratiques, s'est crispé sur des thèmes dangereux. La remise des armes de la rébellion en 2009, puis le renversement du Président et de ses alliés par un coup d'Etat militaire en février 2010 ne sont pas des garanties de préservation de l'unité du pays. Les fractures nées de la rébellion et apparues dans le débat politique peuvent annoncer de nouvelles cristallisations conflictuelles.

⁴⁵ Nouhou Arzika avait pourtant mené des manifestations de protestation contre le gouvernement en raison des augmentations des prix. Ce virage semble étonnant.

⁴⁶ Voir <http://m-j-r.blogspot.com/>

⁴⁷ Blog du MJR, anonyme, 11 juillet 2007. Consulté le 15 juillet 2007.

3-2 Des alliances suspectes

Dans les montagnes de l'Aïr, le Mouvement des Nigériens pour la Justice a coalisé des mouvements aux intérêts divers dont on sait qu'une partie pratiquait le banditisme et les trafics. Ces groupes particuliers ont développé avec l'Algérie des alliances circonstanciées inédites dont on peut questionner l'opportunité politique. L'Algérie s'est positionnée comme un lieu d'accueil des bases arrière des rebelles, leur permettant à la fois d'établir des réseaux logistiques pour le ravitaillement des combattants, mais aussi, comme dans les années 1990, de se soigner dans des hôpitaux de campagne. La compétition politique entre l'Algérie et la Libye pour le contrôle des négociations de paix explique sans doute cette indulgence nouvelle vis-à-vis des actions rebelles. La volonté de s'imposer, face aux interlocuteurs internationaux, et en particulier les Etats-Unis dont la présence massive dans la région a engendré des reconfigurations politiques nouvelles, doit être ici prise en compte.

Plus localement, on peut penser que les réseaux de contrôles des trafics clandestins⁴⁸, qui ont leurs bases à Tamanrasset, ont permis de protéger des combattants dont certains étaient déjà en affaire avec eux, en charge des transports de drogue notamment. Ces trafics en plein essor ont engendré des alliances troubles dont les milices arabes un temps alliées à la rébellion, puis séparées d'elle avec fracas, sont l'illustration. Les dirigeants de ces milices sont maintenant au cœur du nouveau « business » des enlèvements de touristes et de travailleurs européens au Niger comme au Mali. L'Algérie, traditionnellement ambiguë avec les rébellions touarègues, a fait évoluer sa position. La présence à la périphérie du conflit des anciens Groupes Islamiques Armés (GIA) à présent appelés Al Qaida au Maghreb Islamiste (AQMI) explique aussi l'indulgence algérienne, qui, comme les Européens et les Américains, souhaite utiliser les Touaregs comme auxiliaires dans la lutte antiterroriste.

Ces derniers, en jouant sur les deux tableaux (enlèvements et antiterrorisme) se livrent à des jeux dangereux.

⁴⁸ Les trafics de drogue en sont les manifestations les plus dangereuses. Ils incluent aussi les cigarettes, l'essence, les contrefaçons et les clandestins.

3-3 Instrumentalisations locales et internationales des conflits

La rébellion a finement utilisé, sur le terrain, les acteurs internationaux nouvellement impliqués dans les jeux politiques sahariens. La Chine et les Etats-Unis sont restés en retrait sur le plan diplomatique pendant le conflit, mais leur présence physique au Niger a donné lieu à une concurrence des instrumentalisation entre le gouvernement et la rébellion. Ces luttes de pouvoir sont intervenues dans le contexte complexe des enjeux de sécurité au Sahara alors que l'internationalisation de l'exploitation des ressources du Nord Niger commençait.

On sait que les Etats-Unis ont depuis le début des années 2000 initié une politique globale dans la sous-région et dont le but est d'appuyer la lutte anti-terroriste au Sahara, zone qu'ils considèrent potentiellement réceptive aux thèses islamistes extrémistes. En 2002, la *Pan Sahel Initiative* en a regroupé la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. La *Trans Sahara Counterterrorism Initiative*, en 2005, a intégré les pays du Maghreb, le Nigéria et le Sénégal.

Cette politique, au-delà d'un investissement financier conséquent, s'est traduite par la présence de conseillers militaires américains auprès des Forces Armées Nigériennes et par l'entraînement des troupes nigériennes pour quadriller le Sahara. Cette stratégie n'a pas rencontré un succès très important comme en témoignent les enlèvements de civils dans la zone⁴⁹. Les services de renseignements américains ont aussi établi une station d'écoute à Arlit et commencent à faire l'objet d'accusations de néocolonialisme. Les Touaregs n'ont cependant pas forcément vu d'un mauvais œil l'arrivée de ce nouvel acteur, bien que la politique américaine au Sahara les assimile plus ou moins explicitement à des organisations terroristes. Ils y ont vu la possibilité de recourir à un interlocuteur occidental concurrent de la France, ce qui s'est traduit par des contacts directs entre des anciens rebelles et l'ambassade américaine à Niamey. La mise en valeur des représentations culturelles touarègues y a trouvé un interlocuteur attentif⁵⁰. Au niveau politique, les anciens chefs de fronts restés à Agadez ont compris l'avantage à tirer d'une vision sécuritaire du Sahara. En communiquant essentiellement sur la volonté de paix des anciens combattants, mais aussi sur la nécessité de réinsérer des hommes d'armes inactifs qui pourraient se laisser

⁴⁹ Par exemple les sept employés d'Areva au Niger en septembre 2010.

⁵⁰ On en a évoqué les conséquences sur la préservation du patrimoine. Il s'agit aussi de diffusion des groupes musicaux touaregs « rebelles ». Voir S. Rasmussen, *A Temporary Diaspora: Contested Cultural Representations in Tuareg International Musical Performance*, *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n° 4, Autumn 2005, pp. 793-826.

tenter par des pratiques illégales (trafics de drogue ou terrorisme), ils ont subtilement su se poser en interlocuteurs indispensables pour la stabilisation de la région. La participation américaine au financement du projet du PNUD pour la Paix est sans doute la conséquence directe de cette action.

La Chine quant à elle s'est positionnée comme l'alternative économique à la France pour l'extraction de l'uranium. Déjà présente au Niger depuis les années 1970 (elle a construit le complexe sportif de Niamey), la Chine a renforcé sa présence par l'intermédiaire de ses sociétés de prospection minières. Comme dans le cas des Etats-Unis, les rebelles ont vu son arrivée comme un levier pour des négociations plus équitables en termes d'opportunités d'emploi local, l'une des revendications récurrentes des ex-rebelles reprise par le MNJ, et pour une redistribution financière régionale des produits de l'exploitation. La priorité du MNJ, comme pour Areva, a été de peser sur la production pour faire pression sur le gouvernement. Par exemple, un ingénieur chinois a été enlevé le 5 juillet 2007 dans la région d'Ingall et détenu par les rebelles, ce qui a contribué à geler les prospections chinoises dans l'Aïr. En 2010 elles n'ont pas repris. Dans le même temps, un ressentiment a grandi contre les sociétés chinoises qui fonctionneraient en autarcie et n'emploieraient pas de main d'œuvre locale. Du côté du gouvernement, la Chine a été instrumentalisée rapidement comme un moyen de pression dans les négociations avec la France et Areva, et un vecteur de communication à l'usage des Nigériens : en insistant sur la nouvelle volonté du gouvernement d'augmenter ses revenus tirés de l'uranium, en jouant sur la concurrence, Niamey a tenté de se racheter des accusations d'enrichissement personnel que la rébellion a dénoncées, rencontrant ainsi un écho certain dans la population nigérienne.

Conclusion

Le MNJ a habilement manœuvré en interne comme à l'extérieur pour conférer une unité à son mouvement et présenter une plateforme crédible à ses revendications. S'appuyant sur de profonds ressentiments, il s'est formé dans un contexte favorable qui lui a permis de rapidement recruter des soldats suffisamment nombreux pour représenter une menace réelle contre Niamey.

Cette crédibilité militaire lui a assuré les moyens et le temps de sa cohésion. Pendant une période de près de deux années, le front rebelle a rassemblé des combattants d'origines diverses et des sympathisants de plus en plus nombreux. La sociologie de ses membres ne laissait pas présager une telle issue. C'est dans l'arrivée de la nouvelle génération *d'Ishumars*, dont le réservoir semble inépuisable, qu'il faut chercher les raisons de ce développement inattendu. Le socle des frustrations et des injustices à réparer a joué un rôle important mais c'est surtout leur volonté de réaliser leur entrée dans l'action politique qui a marqué un tournant décisif dans la rébellion.

Ces *néo-Ishumars* sont maintenant devenus des ex-rebelles. Ils s'insèrent dans un cycle de répétition des rébellions dont on peut se demander s'il peut être changé tant la puissance d'attraction d'un mouvement armé semble s'exercer sur la jeunesse touarègue. Ils ont grandi à la fois dans le sentiment de leur propre inutilité et dans celui de la gloire rebelle et ont transcendé ce statut par la rébellion pour acquérir une dimension supplémentaire.

Le MNJ lui-même a su transcender son action. Il est difficile de déterminer si les influences occidentales ont décidé des orientations politiques ou si la diaspora a su éveiller des consciences sympathisantes en Europe. L'articulation des deux a nourri une intense formulation politique et un renouvellement en profondeur des thématiques et des méthodes rebelles. La parole politique touarègue n'a pas su trouver de terrain d'expression en l'absence du support de la lutte armée. C'est bien cette dernière qui a initié le mouvement et non le contraire, démontrant les difficultés de la société civile à se sortir du modèle rebelle. La diaspora quant à elle se situe sans doute dans la culture politique rebelle parce qu'elle en a besoin pour exister. L'accès au pouvoir politique des intellectuels touaregs sans capital guerrier s'est vu limité à des fonctions locales sans réelles opportunités d'utiliser les leviers les plus efficaces de l'action politique au Niger : l'argent et la puissance militaire. L'Etat a notamment tenu les notables (comme Maha et Alambo) à l'écart en

confiant le contrôle des ressources de la réinsertion aux chefs de fronts des années 1990, y compris lors des tentatives les plus récentes de réactivation des programmes de financement de projets. La tribune offerte par le statut de rebelle est aussi incomparablement supérieure aux autres opportunités. En s'appropriant l'expression politique, la diaspora a tenté de faire basculer l'équilibre de la rébellion à son profit. Mais l'importance cruciale de la puissance militaire lui enlève toute possibilité d'être entendue sur le terrain nigérien. Les trajectoires de reconversions des anciens rebelles, si on les compare à celles des notables, sont éclairantes quant aux possibilités infinies offertes par la participation à la rébellion. Là où Anacko, Akotey et Boula ont acquis un statut privilégié en cumulant les positions stratégiques (postes politiques à Niamey, contrôles des financements et des ressources minières), Maha et Alambo n'ont commencé à exister politiquement à une échelle intéressante qu'à la suite de leur engagement rebelle. Leurs parcours sont peut-être des aveux de faiblesse. Ils sont en tout état de cause une illustration exemplaire de l'impact de la culture politique rebelle dans la vie politique nigérienne.

Les ralliements à la rébellion d'« intellectuels », venus d'horizons différents et porteurs d'objectifs parfois contradictoires, ont accreus l'importance de la parole politique par rapport aux stratégies militaires sur place. Une séparation profonde est donc logiquement apparue entre les « intellectuels » d'un côté et les hommes de terrain de l'autre. En 2010, Aghali Alambo occupait une position privilégiée à Niamey où il profitait des financements libyens pour le maintien de la paix. La diaspora, quant à elle, continue à s'exprimer sur les forums internationaux, mais on ne lui accorde de légitimité que si elle prend la parole au nom des rebelles.

Il ne faut pas oublier le retour des acteurs organiques de la rébellion. Rhissa Boula a ainsi su rebondir sur la voie tracée par le MNJ et finalement reprendre l'initiative : en déployant ses réseaux (de France et de Libye aussi bien que du Niger) et en fondant sa position politique sur ses capacités militaires supposées, il a su se placer au centre de l'échiquier politique complexe de la région. L'activation des préoccupations internationales au Sahara a certes facilité la circulation de ressources économiques et relancé quelques projets. Les ex-rebelles, en se positionnant au sein des politiques de sécurité et de lutte antiterroriste ont montré leur réactivité et leurs capacités d'intégration des nouvelles normes. On peut penser qu'il s'agit là de jeux dangereux pour lesquels les Touaregs nigériens ne sont pas forcément les mieux armés.

En effet, il est à craindre que les alliances problématiques passées par certains rebelles ne se retournent *in fine* contre les populations touarègues et le Nord du pays dans son ensemble. Une mise sous tutelle militaire de fait est envisageable dans un contexte où se multiplient les actes criminels associés à des activités terroristes dans le Sahara.

Chapitre IX : Le miroir tendu de l'Occident

Ce chapitre est consacré aux représentations engendrées par ce « miroir tendu » par l'Occident, qui renvoie aux Touaregs leur reflet de rebelles. Les images produites par l'Occident sont fabriquées depuis le socle d'une histoire riche et ambivalente : on a tenté d'en montrer les diversités, les évolutions et les limites pendant la période coloniale, qui a servi de cadre à ces représentations.

Pendant longtemps, les représentations des Touaregs ont été produites par les institutions, les voyageurs et les militaires qui rapportaient de leurs rencontres des images largement influencées par leurs objectifs politiques et leurs références culturelles. Puis, après la décolonisation et surtout avec les rébellions, les Touaregs, du moins ceux qui avaient la capacité de communiquer vers l'extérieur, ont remodelé ces représentations à leur image. La rébellion a ainsi produit des représentations d'elle-même (et des Touaregs) qui ont été adoptées par les Occidentaux.

Dans le monde touareg, cette hégémonie rebelle sur les représentations, la mémoire et l'expression politique s'est traduite par l'intégration chez les nouvelles générations d'une culture politique rebelle. Ils en ont petit à petit redéfini les contours pour l'adapter et la faire évoluer. Aujourd'hui, ils la confrontent à des interactions multipliées et plus largement issues de l'Occident.

Les articulations des intérêts des différentes parties (anciens rebelles, politiciens, « société civile » et amis) ouvrent des perspectives nouvelles mais identifient de plus en plus Touaregs et rebelles, rebelles et Touaregs.

La fréquence des rencontres entre les Touaregs et le monde occidental s'est largement accélérée au cours de la dernière décennie. On sait que des « hommes bleus » avaient été soumis à la curiosité des Européens au temps de la colonisation, puis que des porte-parole rebelles ont eu pour rôle d'incarner la « targuité » en Occident. Cependant, ces hommes étaient de fait des rebelles et même si leurs représentations se limitaient à des points de vue relativement étroits, ils incarnaient une sorte d'avant-garde que le public occidental distinguait du reste du monde touareg. De la même façon, leur statut de rebelle demeurait temporaire. On a vu, par l'exemple

de Mano Dayak, que la rébellion lui a bien donné l'espace d'expression nécessaire à sa médiatisation. Mais son image a aussi reposé sur le fait qu'il incarnait plus qu'un rebelle. Dans cette optique, sa participation à une rébellion était induite par les circonstances plutôt qu'à une « essence » rebelle touarègue telle qu'elle apparaissait dans les récits coloniaux.

A la suite de Mano Dayak, des Touaregs nigériens ont perpétué ces représentations. On a essayé de montrer que des figures comme Issouf Maha, s'appuyant sur la rébellion, ont réussi à exister récemment aux yeux du monde occidental en jouant d'identités multiples. La rébellion à laquelle il participait était un mode de résolution des problèmes, et sans doute le plus efficace, mais ses autres attributions (notamment auprès des Organisations Non Gouvernementales) continuaient à être perçues comme légitimantes. Maha cependant marque bien un tournant dans la cristallisation de l'identité touarègue désignée par l'Occident sur l'image de la rébellion. On peut s'interroger sur sa capacité à mobiliser si la rébellion n'avait pas existé. Il semble clair qu'il n'a dû sa notoriété nouvelle qu'au conflit en cours sur le terrain.

Cette partie tentera de montrer que non seulement le rebelle possède dans son identité un levier d'expression sans commune mesure avec un non-rebelle, mais aussi que les non-rebelles finissent par être identifiés aux rebelles. En d'autres termes, ces représentations occidentales parachèvent la réalisation de la culture politique rebelle. Dans cette perspective, le Touareg est rebelle par *essence* et doit se conformer à cette identité dans ses rapports à l'Occident.

Les arts et la culture en général sont un lieu d'expression privilégié de l'identité, notamment lorsque cette expression se fait à l'étranger. Les expositions mais surtout les tournées sont des moments particuliers de la cristallisation des « identités ». Elles agissent sur deux plans : la définition de l' « Autre » et la définition de « Soi ». Ces identités s'imprègnent de ces deux dimensions puis sont réintroduites dans le monde touareg au retour des périodes de migrations transitoires qui caractérisent les artistes en représentation à l'étranger, ainsi que les artisans qui exposent ou vendent leurs œuvres dans les musées et les salons de tourisme, participant ainsi à leur diffusion. On soutiendra l'idée selon laquelle l'identité la plus performative est celle de rebelle.

Ce chapitre présentera une analyse en trois parties les développements récents des représentations touarègues du point de vue de l'occident.

La première partie traitera spécifiquement des représentations touarègues occidentales et de leurs effets sur les représentations de soi chez les Touaregs. Ce sera l'occasion d'étudier les marqueurs identitaires issus du regard que porte l'Occident sur les Touaregs, regard qui s'est formé sur des rencontres en Occident et au Niger même. On verra que cette identité est redéfinie par de nouvelles représentations, qui, si elles trouvent leur fondement dans l'histoire des relations croisées entre Occidentaux et Touaregs, ont aussi récemment évolué vers de nouvelles formes. Ces formes, on le soutiendra, sont essentiellement articulées autour de l'idée selon laquelle la rébellion s'est construite d'elle-même. Elles sont appropriées, avec plus ou moins de distance critique de la part de leurs utilisateurs, par les Touaregs qui sont directement confrontés aux occidentaux lors de migrations temporaires en Europe et, depuis peu, aux Etats-Unis. Mais ces représentations s'imposent aussi aux Touaregs du Niger lors de leurs interactions avec les occidentaux résidents ou en visite. Ces représentations de soi sont retravaillées, réinventées par les Touaregs dans le contexte d'une relation inégale.

La deuxième partie s'attachera à montrer comment l'assimilation des Touaregs à des rebelles est le trait le plus saillant des relations qui s'imposent aux plus éminents représentants de la culture et de l'identité touarègue à l'extérieur du Niger, les musiciens. Ceux-ci, à la suite de groupes pionniers qui ont commencé à diffuser leur musique en Europe à partir des années 1990, sont de plus en plus nombreux à sortir de leur région d'origine pour se produire à l'étranger. L'appareil discursif qui est associé à leur travail en dépasse très largement les limites. On analysera la manière dont ils sont représentés dans les textes introductifs, lors des entretiens ou au moment des concerts qu'ils donnent en Europe et aux Etats-Unis. On verra que l'image de l'autre et de soi qui s'en dégage est pleinement associée à la rébellion.

Enfin la troisième partie portera sur les représentations nouvelles des Touaregs, dans un contexte international qui a changé. Le Ténéré et l'Aïr sont insérés dans un espace dont la perception extérieure a été radicalement modifiée après les années 1990 et dont l'évolution est constante. Ces développements récents touchent l'ensemble des Touaregs qui vivent dans cet espace parce

qu'ils génèrent des politiques internationales qui interfèrent avec leur mode de vie. De ce fait, les représentations qui découlent de la perception de cette région comme un espace de menace affectent les Touaregs du Niger en ce qu'ils doivent se positionner par rapport à une grille d'analyse qui leur échappe en partie. On verra que certains d'entre eux ont commencé à mettre en place des stratégies qui leur permettent d'utiliser à leur profit la nouvelle donne des relations internationales dans la région. Cette représentation du Sahara et des populations qui y vivent est largement remodelée autour de la question des armes et de leur utilisation illicite. On assiste à une sorte de retour de l'histoire des représentations des Touaregs en tant que dangereux guerriers. On s'attachera à montrer que ce sont les anciens rebelles qui sont au cœur de ces représentations.

1- « *The Art of Being Tuareg* »

1-1 Des « marqueurs identitaires » qui remodelent les formes de la culture

En octobre 2007, une exposition¹ consacrée aux Touaregs était organisée dans le cadre prestigieux de l'Université de Stanford, en Californie. Intitulée *Art of Being Tuareg: Sahara Nomads in a Modern World*, elle présentait à un public peu familier du monde touareg des exemples d'artisanat traditionnel en s'appuyant sur le travail d'une famille d'*Inaden*² de l'Aïr, au Niger. Dans les quelques messages introductifs qui apparaissent sur sa page d'accueil, le site de présentation de l'exposition illustre les représentations des Touaregs d'un public américain dont le regard nouveau n'est pas imprégné des références connues du public européen³ : l'« *Art d'être touareg* », c'est l'art de perpétuer un mode de vie nomade, qui s'appuie sur ses traditions, en faisant face aux assauts du monde moderne. On peut aussi lire, sur le même site, les définitions de « *ce qu'être Touareg signifie* » (« *What it means to be Tuareg* ») données par quelques artisans de la région d'Agadez. Le premier explique qu'« *être Touareg, c'est observer mon père et ma mère et faire la même chose qu'eux. De cette manière, j'ai un mode de vie traditionnel.* »⁴ Le deuxième, un vieux forgeron au visage buriné encadré de son voile de tête magnifiquement noué, raconte que « *grandir avec le lait des chamelles, les chèvres et le fromage, c'est ce que veut dire être Touareg.* »⁵

Il faut reconnaître aux organisateurs de l'exposition une véritable connaissance de l'histoire et de l'anthropologie touarègues, ainsi qu'un souci de nuance dont le catalogue de l'exposition, publié l'année précédente, témoigne⁶. Il est d'autant plus intéressant d'observer quelles sont les images qu'ils ont choisies pour illustrer une exposition d'art évoquant une population pratiquement

¹ *Art of Being Tuareg Sahara Nomads in a Modern World*, organisée par le Iris & B. Gerald Cantor Center for Visual Arts de l'Université de Stanford et le Fowler Museum à *University of California Los Angeles* (UCLA).

² Artisans, qui travaillent principalement l'argent et le cuir dans l'Aïr.

³ http://africa.si.edu/exhibits/tuareg/#SlideFrame_9 Consulté le 3 juin 2009.

⁴ « *Being Tuareg is seeing what my father and my mother did and do the same. By this I have a traditional way of life* ». Malim Ahoenoe Emene, Agadez, Niger, 2006.

⁵ « *Growing up with camel milk, goats and cheese, is what it means to be Tuareg.* » Ahmadou Ano, Agadez, Niger, 2006.

⁶ T. Seligman, K. Loughran (eds.), *Art of Being Tuareg. Sahara Nomads in a Modern World*, UCLA Fowler Museum, 2006.

inconnue des étudiants de cette grande université américaine. L'art exposé, ce sont des objets d'artisanat, tels qu'ils étaient, à l'origine, destinés à l'usage des familles nobles dont dépendaient les forgerons. Des bijoux en argent, des sacs de cuir, des couverts en bois et d'autres objets usuels qui servent aussi à l'apparat et aux fêtes. Ces objets ont grandement évolué avec leur diffusion à l'extérieur du monde touareg et, en entrant au musée, sont devenus des symboles d'une tradition désormais légitimée par sa transformation en art et telle qu'elle apparaît aux regards occidentaux.

1-1-1 Voile, nomadisme, résistance : des marqueurs Ishumars ?

On peut lire, en s'attardant sur le site, quels sont les autres marqueurs qui forment l'« identité touarègue » aux yeux des Occidentaux. Le premier d'entre eux, qui fascine particulièrement les imaginations occidentales par ce qu'il renvoie à un monde mystérieux et en quelque sorte « inversé » (c'est-à-dire en ce qu'il reflète une image inattendue, pour le public occidental, en terre d'Islam), est le voile de tête masculin. Le public américain apprend ainsi que :

« (Les Touaregs, NdA) sont parfois appelés « les gens du voile » ou « le peuple bleu du Sahara » en référence aux turbans indigo portés par les hommes, qui colorent leur peau et définissent leur identité. »⁷

Les termes sont explicites et montrent l'assimilation complète entre le voile et l'« Être » touareg. Le fait que de nombreuses autres populations du monde portent un voile ne modifie en rien cette perception de l'identité touarègue. On ne fera pas ici une présentation détaillée des attributs sociaux du voile et de ses fonctions dans les relations entre Touaregs et vers l'extérieur⁸. De la même manière, on rappellera que la fascination occidentale pour le voile des Touaregs est loin d'être nouvelle on en trouve la trace dans les premiers récits des rencontres entre

⁷ Souligné par l'auteur. Section "Who are the Tuareg?", site de l'exposition *Art of Being Tuareg (...)*, *op.cit.*

⁸ Pour plus de précisions sur les significations du voile et des gestes associés, on consultera Hélène Claudot-Hawad, *Visage voilé et expressivité*, in Hélène Claudot-Hawad (ed.), *Les Touaregs. Portrait en fragments*, Aix en Provence, Edisud, 1993, pp. 29-43.

Occidentaux et nomades et elle est une constante de la littérature sur le Sahara. Ce qui est intéressant ici est l'absence de ses fonctions sociales, qui sont remplacées par une perception unitaire du voile : il est le marqueur identitaire de tous les Touaregs, sans distinction de « classes » ni de « genres ». Cette conception rejoint celle qui a été développée dans la culture *Ishumar* et qui s'est propagée, à l'extérieur de la société touarègue, aux populations qui évoluent dans l'espace saharien. Les Touaregs ne manquent d'ailleurs pas de viser ces autres populations qui ont adopté leurs pratiques, pour en faire quelques déductions quant à leur maîtrise historique et culturelle du territoire.

En faisant du voile (masculin) le symbole d'une « culture », les représentations occidentales lui ont donné, involontairement, le même sens que les *Ishumars* exilés qui ont voulu marquer leur différence avec leurs pays d'accueil. Il est intéressant d'observer ce glissement identitaire lorsque l'on se souvient que le port du voile par les *Ishumars*, négligé et délaissé de ses implications sociales, était stigmatisé par les autres générations. En effet, le cadre au sein duquel les différentes interprétations (sociales, politiques, et les codes de bienséance) du port du voile prenaient leur sens tend à disparaître, soit parce que le champ d'expression du code de l'honneur guerrier s'est considérablement réduit, soit parce que les jeunes générations en ont dénié le sens en signe de révolte. Chez les rebelles et les *Ishumars* en général, on peut considérer qu'il s'agit d'une volonté politique. En d'autres termes, ce marqueur de la différence des pratiques et de la contestation politique est devenu, par le regard occidental, le symbole de la tradition.

Ce faisant, l'Occident légitime à rebours les *Ishumars* et les rebelles qui ont porté le voile en le débarrassant de ses codes afférents. Lorsque les Touaregs se déplacent en Occident, on leur demande d'ailleurs de porter ce voile identitaire de manière à marquer leur « différence », telle qu'elle est perçue ; de même, lorsqu'ils sont en relations professionnelles avec les Occidentaux au Niger, ils adoptent le même marqueur qui les distingue des autres populations du pays. En ville, les jeunes générations ont adopté cette démarche et portent le plus souvent un tissu rapidement enroulé sur la tête, laissant apparaître des cheveux et leur visage en entier, niant de fait les codes de compréhension accessibles aux autres Touaregs⁹. Cette pratique s'inscrit dans la continuité de celles développées par les rebelles dans les montagnes, et diffuse, inconsciemment, leurs conceptions égalitaires plus efficacement que les discours politiques sur la question.

⁹ Hélène Claudot-Hawad, *Visage voilé et expressivité*, *op.cit.*

Le nomadisme, et plus largement la résistance au changement (qui est un caractère positif dans ces représentations), sont les deux autres marqueurs principaux de l'identité touarègue forgée en Occident. Sans doute ancrées dans une fascination pour le désert et les visions romantiques qu'il inspire, ces images lissent les réalités touarègues. On en oublie, par exemple, les jardiniers de l'Aïr qui pourtant entretiennent des relations suivies et privilégiées avec les Organisations Non Gouvernementales françaises. Dans une représentation globale des Touaregs, qui devrait résumer leur identité, le nomadisme occulte tout autre mode de vie. Il est un symbole de liberté et la condition de la préservation d'une culture. On reviendra un instant sur le site de l'exposition *Art of Being Tuareg* :

« Freedom for the Tuareg depends on mastery of the desert (...). Whether riding a camel or driving a 4x4 vehicle guided by a global positioning system, the Tuareg experience freedom when they can go wherever they please, whenever they please, without a thought about national borders, passports or interferences from others. For the Tuareg, the Sahara is their home. »¹⁰

L'insertion des Touaregs dans cinq Etats après la décolonisation et les rapports entre ces Etats et les nomades sont des problématiques qu'on ne peut traiter ici. On précisera encore qu'il ne s'agit pas de nier la réalité de rapports complexes. Les déplacements, par exemple, sont de plus en plus confrontés aux contrôles policiers, notamment lors des franchissements de frontières. Le nomadisme lui-même est soumis aux enjeux de la définition des territoires locaux, des luttes de pouvoir et d'une certaine vision « moderniste » qui fait de la sédentarisation un horizon indépassable de la modernité. Les Etats dans lesquels les Touaregs évoluent ont tous mis en place des politiques plus ou moins efficaces de sédentarisation de leurs populations nomades, affectant leurs structures, leurs sources de revenu et leurs représentations d'elles-mêmes. Le

¹⁰ Section « Sahara », site de l'exposition *Art of Being Tuareg*, *op.cit.* « La liberté des Touaregs dépend de leur maîtrise du désert. Qu'ils chevauchent un chameau ou qu'ils conduisent un 4x4 guidé par un GPS, les Touaregs sont libres quand ils peuvent aller où ils le veulent quand ils le veulent, sans une seule pensée pour les frontières des nations, les passeports ou les interférences des autres. Pour les Touaregs, le Sahara est leur foyer. »

débat sur le nomadisme et son évolution est riche en controverses dont les racines se situent, en ce qui concerne les Touaregs nigériens en particulier, dans les représentations de la rébellion¹¹. On se limitera ici à évoquer l'évolution des représentations occidentales, qui passe d'une fascination distanciée (la vision du désert dans l'imaginaire des populations européennes) à une admiration « en pratique » (le mode de vie « au désert » des nomades et celui expérimenté par les touristes sur place): le nomadisme (à l'extérieur des frontières de l'Occident) est le symbole de la liberté en symbiose avec le désert, un espace qui se situe au-delà des contraintes sociales.

La conséquence de cette représentation du nomadisme qui ne doit pas être soumise aux règles des Etats est l'assimilation des nomades, particulièrement Touaregs, aux résistants. De la même manière qu'ils résistent à l'« acculturation » (à cause des populations sédentaires et de l'« impérialisme » culturel occidental), ils doivent résister à la mise au pas de leur mode de vie « traditionnel ». La définition de leurs adversaires reste floue, car on ne peut, dans le cadre d'expositions et de musées, dénoncer les gouvernements étrangers ou les anciennes puissances coloniales. De ce fait, la résistance des Touaregs/nomades s'exerce contre « la modernité », qu'on oppose à la « tradition ». Cette pression contre le nomadisme s'exerce aussi dans l'urbanisation.

La résistance, débarrassée de son contenu politique, pour préserver le nomadisme dans une représentation idéalisée du désert (plutôt que des peuples qui y vivent), rejoint les thèmes des *Ishumars* qui se sont mobilisés, sur ces facteurs, avec le Mouvement des Nigériens pour la Justice. Leur propre représentation du désert, comme souligné précédemment, provient de l'idéalisation d'un mode de vie qui leur échappe en partie. L'acculturation liée à la fin du nomadisme et à l'urbanisation progressive des jeunes générations est aussi, on s'en souvient, l'un des thèmes de prédilection des chansons rebelles. Les valeurs qu'ils y attachent (initiation, honneur, noblesse et pureté) ne sont pas explicitement partagées par les représentations occidentales. En revanche, l'assimilation du nomadisme au désert et à la résistance ainsi que les points de vue rebelles convergent vers ces dénominateurs communs.

¹¹ André Bourgeot, *De l'aristocratie à la révolution*, Etudes rurales, n°120, pp. 129-162, et plus récemment André Bourgeot (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, 1999. Hélène Claudot-Hawad, *Nomades et Etats : l'impensé juridique*, Droit et Société n°15, 1990, pp. 229-242 et Hélène Claudot-Hawad, *Des Etats-nations contre un peuple : le cas des Touaregs*, in Hélène Claudot-Hawad (dir.), *Berbères. Une identité en construction*, Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, n°44, Aix-en-Provence, Edisud, 1987, pp. 48-63.

Finalement, bien que la charge politique et émotionnelle liée aux marqueurs identitaires soit largement différente entre les représentations de soi touarègues et les représentations occidentales, elles tendent à se retrouver sur le terrain d'une nécessaire résistance face à un ennemi organisé et destructeur. Sur ce terrain, les rebelles sont les plus à mêmes de réagir et de se positionner de manière à en recueillir les bénéfices.

1-2 Au Niger, des interactions performatives

Les représentations des Touaregs qui proviennent de l'Occident se jouent aussi au cours des interactions avec les touristes occidentaux. L'anthropologie et la sociologie du tourisme ont montré comment le tourisme « américano-européen » portait un regard performatif sur ce que les populations locales leur donnent à voir¹². Le regard posé sur l'« Autre » se transforme en rapports de pouvoir, dans lesquels les échanges économiques jouent un rôle majeur. Au Niger, ces échanges s'effectuent avec nombre de Touaregs, dans des registres qui ne sont pas forcément ceux du spectacle. Les interactions se font particulièrement avec les guides et accompagnateurs des agences de voyages, pendant les festivals culturels et dans les boutiques des artisans. Au Niger, ces secteurs d'activité sont fortement imprégnés de la culture rebelle, en ce sens que les ex-rebelles contrôlent les agences, organisent les festivals¹³ et entretiennent des relations privilégiées avec les artisans¹⁴.

¹² M.F Lanfant, J. Allcock, E. Bruner (eds.), *International Tourism: Identity and Change*, Londres, Sage Studies in International Sociology, 1995. Edward M. Bruner, *Transformation of Self in Tourism*, *Annals of Tourism Research*, vol. 18, n°2, 1991, pp. 238-250. Davydd Greenwood, *Culture by the Pound. An Anthropological Perspective on Tourism as Cultural Commoditization*, in Valen Smith (dir.) *Hosts and Guests. The Anthropology of Tourism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1989, pp. 171-185.

¹³ Comme le *Festival de l'Aïr*, mis en place depuis 2001 par Rhissa Boula alors ministre du tourisme. Un *Festival d'Agadez* était annoncé pour janvier 2011, organisé par les musiciens du groupe *Takrist Nakal* (voir plus loin).

¹⁴ On sait que les artisans sont dans une relation traditionnelle de dépendance avec les nobles touaregs. Ces relations ont évolué vers une sorte de « parrainage » des artisans, au sein desquelles les « nobles » prêtent de l'argent pour financer les billets d'avion et les visas vers l'Europe, ou simplement les boutiques en ville. Les touristes et ces artisans (dont beaucoup sont parrainés par d'ex-combattants) se trouvent principalement à Niamey, au lieu-dit Château 1, et à Agadez. Ils y présentent leur travail aux touristes mais aussi aux « expatriés ». Sur l'évolution des relations de dépendances appliquées à la production artisanale, voir Susan Rasmussen, *Art As Process and Product: Patronage and Change in Tuareg Smith/Artisan Roles*, *Africa: Journal of International African Institute*, vol. 65, n°4, 1995, pp. 592-610.

Les spectacles mettant en scène les Touaregs ne sont pas forcément destinés aux touristes, mais ils tendent à se transformer sous le regard de ceux-ci, qui y assistent de plus en plus nombreux¹⁵. Les rassemblements « traditionnels », comme la « Cure Salée »¹⁶, sont ainsi intégrés dans les circuits touristiques et complètent l' « expérience » du désert promise aux visiteurs.

1-2-1 Dakar en Argentine

Les interactions liées au tourisme ne sont pas nouvelles. On a vu que les premières agences de voyages sont nées dans les années 1970 ; à partir du début des années 1980, le transfert du contrôle des agences vers les Touaregs a commencé avec Mano Dayak, et les Touaregs possèdent la plupart des agences aujourd'hui. Le développement d'un tourisme tourné vers le désert au Niger s'est paradoxalement appuyé sur la notoriété d'une course automobile, le « Paris-Dakar », dont la première édition a rejoint Agadez en 1978. Les relations entre Mano Dayak et les organisateurs ont joué un rôle certain dans ce parcours étonnant. Si les interactions directes entre populations locales et concurrents sont restées limitées (et font toujours à présent l'objet de disputes entre les professionnels du tourisme quant à l'opportunité de relancer ce genre d'événement dans le Ténéré), elles ont favorisé une exposition médiatique sans précédent des Touaregs du Niger. L'image de l'homme du désert voilé est ainsi devenue le symbole officiel de la course, même si elle emprunte aujourd'hui des parcours bien différents¹⁷. Les « valeurs » du « Dakar », telles que représentées sur ses plaquettes publicitaires, font amplement référence à l'image associée au désert : la « caravane » des « aventuriers » mus par la « fascination du Sahara » est désormais elle-même « nomade. »¹⁸

¹⁵ Hélène Claudot-Hawad, *Gani, la politique touarègue en spectacle*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée vol. 63, n°63-64, 1992, pp. 211-224.

¹⁶ La « Cure Salée » est un rassemblement annuel de nomades, principalement Peuls et Touaregs pour nourrir les troupeaux du sel des pâturages. Elle est aussi l'occasion de fêtes dont la nature change depuis qu'elles sont intégrées dans nombre de circuits touristiques. L'assimilation entre ces pratiques et la rébellion, parce qu'elles mettent en scène des Touaregs, est illustrée par le fait qu'en 2010, par exemple, la « Cure Salée » était placée sous le signe de la Paix. On y assiste à des concours de musique, des chants peuls, des courses de chameaux.

¹⁷ L'organisation s'appelle désormais « Dakar ». Le voile touareg est donc le symbole d'une course qui se déroulera, en 2011, en Argentine et au Chili.

¹⁸ *Les valeurs du Dakar*, http://www.dakar.com/2011/DAK/presentation/fr/r1_2-les-valeurs.html Consulté le 10 juillet 2010.

La présence de Mano Dayak auprès des premières équipes a conduit nombre d'Occidentaux à se rapprocher des Touaregs nigériens dont le mode de vie les fascine. Lors de la rébellion des années 1990, ils se sont naturellement engagés dans des opérations de solidarité. De cet engagement sont nées de nombreuses Organisations Non Gouvernementales qui ont pris le relais des soutiens « intellectuels » à la cause rebelle aujourd'hui redirigés vers le « développement » et l'« humanitaire »¹⁹. Cet impératif de solidarité semble caractériser la structure du tourisme occidental dans le Nord du Niger. La plupart des agences européennes ont intégré cette dimension à leurs circuits qui se faisaient auparavant essentiellement dans les 4x4 de la rébellion. Les anciens rebelles, dont on a montré que le « label » jouait un rôle décisif dans la compétition entre agences et encourageait la vente des circuits depuis l'Europe, ont dû s'adapter à cette nouvelle image au risque de perdre les ressources du tourisme. Ces nouvelles représentations les ont obligés à transférer l'activité du transport vers les caravaniers qui maintenant leur fournissent les chameaux nécessaires à l'organisation des « treks » accompagnés. Paradoxalement, cette situation qui pénalise les chauffeurs individuels, permet aux anciens rebelles dont les réseaux sont suffisamment importants de redistribuer les ressources du tourisme vers des populations qui n'en bénéficiaient que très peu. On a vu que d'autres secteurs en développement, comme la protection du patrimoine, avaient permis le même type de micro-redistribution.

1-2-2 Solidarités bien orientées

Les ex-combattants ont su s'adapter à ces représentations nouvelles fondées sur la « solidarité » et le « développement durable » en mobilisant les chameliers. Ils ont aussi intégré dans leurs circuits les jardins de l'Aïr, en insistant sur des productions « durables » supposées « biologiques ». L'absence totale de contrôle permet de douter de cette labellisation autoproclamée. Les circuits touristiques allient souvent le plaisir de la découverte à la rencontre entre les bénévoles d'associations et « leurs » villages. Les interactions entre visiteurs et Touaregs débouchent en effet souvent sur des projets de développement issus des amitiés forgées pendant le voyage. On comprend qu'ils sont ainsi efficacement inspirés et dirigés par les ex-

¹⁹ Voir Emmanuel Grégoire, *Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadès (Niger)*, Autrepart, n°40, 2006, pp. 95-111.

rebelles, qui favorisent leurs familles ou les « tribus » dépendantes. Ces phénomènes sont la plupart du temps ignorés par les bénévoles européens et instrumentalisés par les anciens rebelles qui ont forgé dans leurs réseaux une connaissance suffisamment fine des attentes occidentales pour s'y adapter rapidement. Ces rencontres « professionnalisent » le regard échangé entre les Touaregs et les Occidentaux. Les Touaregs qui orientent les flux d'argent vers les régions qu'ils favorisent sont aussi soumis à des contraintes de représentations. L'auteur de ces lignes a donc assisté, ces dernières années, à des réinventions identitaires de la part d'ex-rebelles qui avaient adopté auparavant les codes de la « modernité » (vêtements européens, port du voile négligé, consommation d'alcool en public), et qui tentent maintenant de se conformer à l'image que leurs interlocuteurs ont d'eux. Dans leurs discours, ils ont édulcoré les références rebelles (et particulièrement tout contenu raciste) pour les recycler en défense d'une culture menacée.

La purification *via* le voyage au désert que nombre de touristes recherchent, joue un rôle déterminant dans l'avantage des Touaregs sur le secteur touristique. Afficher une image traditionnelle et fondamentalement nomade en est un des impératifs. Le jeu de ces reconfigurations qui prête parfois à sourire²⁰ trouve une portée politique dans les inégalités qui en découlent : inégalités entre les redistributions de ressources (les villages qui n'ont pas de jardin attirant l'œil occidental en souffrent les premiers), inégalités dans la représentation de soi (les populations des campements n'ont pas accès aux codes qui leur permettraient de s'insérer dans ce jeu), et inégalités dans la représentation des Touaregs (ce sont les francophones et les rebelles qui peuvent se placer d'eux-mêmes devant le miroir de l'Occident).

Ces négociations identitaires ne sont pas totalement performatives : les Touaregs parviennent à faire un tri dans ce qu'ils utilisent et ce qu'ils choisissent de laisser de côté. Leurs capacités d'adaptation et leur compréhension des codes en jeu leur permettent souvent d'anticiper sur les nouvelles représentations et d'en tirer partie²¹. Cependant ces dernières redéfinissent pour tous les éléments unificateurs de la « targuïté » qui, s'ils rejoignent ceux des rebelles sur un fond commun *a minima*, pourraient s'en détourner ou l'orienter vers des directions que les rebelles n'ont pas choisies. Si la « résistance » à l'oppression et l'« impératif de culture » ne produisent

²⁰ Des GPS ont ainsi été cachés aux yeux des voyageurs.

²¹ On consultera à ce sujet Emmanuel Grégoire, *Tourisme culturel, op. cit.*

pas les effets imaginés par les Occidentaux, on peut se poser la question de la marge de manœuvre des Touaregs vis-à-vis de ces représentations occidentales.

En conclusion de ce paragraphe, on rappellera que les rebelles qui ont su efficacement intégrer les représentations à leur jeu relationnel avec l'Occident, en ont aussi « infiltré » les structures. On se souvient que Rhissa Boula, qui a tenu pendant de longues années le ministère du Tourisme, a orienté les représentations des Touaregs sur plusieurs fronts : dans les salons de tourisme en Europe comme dans le cadre des festivals dans l'Aïr, les Touaregs (et les objectifs politiques rebelles) sont devenus, par son action, l'image-même du Niger. C'est cet état de fait qui a décidé, sans doute, le gouvernement nigérien à accepter de baptiser du nom d'un ancien rebelle l'aéroport d'Agadez.

Rhissa n'est cependant pas la seule figure rebelle à trouver sa place dans ce jeu de miroir. Parmi les experts rassemblés à Stanford, pour éclairer les visiteurs sur *The Art of Being Tuareg*, on trouvait un Touareg. Il s'agissait de Mohammed Ewangaye, forgeron, ancien porte-parole de la rébellion de 1990 et impliqué par la suite dans le Mouvement des Nigériens pour la Justice.

2- « *Desert rebel* »

2-1 *Regards croisés et négociations identitaires*

Les migrations temporaires, qui voient les musiciens touaregs se confronter au regard du public occidental sur des périodes prolongées, sont récentes. Au cours des années qui ont suivi la fin de la rébellion des années 1990, ces migrations se sont développées, favorisant l'exportation de groupes de musique proches de la sensibilité rebelle. Elles ont accéléré un processus d'imprégnation réciproque dont les conséquences se retrouvent à la fois dans les représentations des musiciens eux-mêmes mais aussi dans ce qu'ils rapportent de leur expérience en Occident. Cet éveil de la sensibilité à l'histoire et à sa propre culture dans un contexte « mondialisé », se produit particulièrement pendant les voyages et lors des tournées qu'effectuent les musiciens à l'étranger.

La musique touarègue ne s'exporte réellement et particulièrement dans le monde « américano-européen » que depuis peu. Paradoxalement sans doute chez un peuple nomade, les voyages transcontinentaux sont rares et n'ont été considérés de manière positive que récemment. Les premiers voyages d'une durée conséquente sont, après les caravanes de transports de marchandises, ceux de l'exil, qui ont mené les Touaregs en Afrique du Nord à la recherche d'emplois. C'est dans ces lieux d'exil qu'est née la musique dite *Al-guitara*, jouée à la guitare, qui a produit le style *Ishumar*.

Denis-Constant Martin a montré comment la musique est un lieu privilégié de contre-pouvoir et de l'expression politique contestataire²². Le regard des Européens sur des musiques nouvelles et importées lors de tournées d'orchestres a aussi été analysé par le même auteur²³. Cette forme d'expression du politique, sous le regard de l'Autre, devient une manière de forger une identité²⁴. Les voyages en tournée, et le spectacle en direct, sont aussi des espaces spécifiques de la

²² Denis-Constant Martin, *Les musiques face aux pouvoirs*, Géopolitique africaine, n°13, janvier 2004, pp. 117-132.

²³ Denis-Constant Martin, *La France du jazz, musique, modernité et identité dans la première moitié du XXe siècle*, Marseille, Parenthèses, 2002

²⁴ Voir aussi Alain Darré, *Musique et politique. Les répertoires de l'identité*, Presses Universitaires de Rennes, 1996.

confrontation aux regards occidentaux²⁵. Lors de la mise en scène de leurs spectacles dans des pays qui les connaissent peu, les musiciens touaregs sont d'autant plus renvoyés à l'image étroite que l'Occident perçoit d'eux. Souvent, ils ne parlent pas la langue du pays qui les accueille, et s'expriment en quelques phrases de *tamasheq* ou de français, pour présenter leurs chansons. Leurs possibilités de transformer l'image que l'on a d'eux en sont d'autant plus réduites. Se produisant souvent dans des festivals, ils sont déjà dans un cadre dont ils ont peu de chance de se défaire. Les « musiques du monde », ou les thématiques particulières, constituent le plus souvent leur arène d'expression²⁶.

Susan Rasmussen a analysé d'un point de vue anthropologique les représentations de la culture et de la mémoire découlant des échanges culturels entre des groupes de musiciens touaregs maliens et leurs publics étrangers, ainsi que les transformations qui en résultent - des transformations menant à des sortes d'« hybridations culturelles »²⁷.

Comme Rasmussen le montre, ces représentations se nourrissent d'un dialogue entre les musiciens et le public, dans lequel les promoteurs et le manager jouent un rôle d'intermédiaire. Ainsi *Tartit*²⁸, une formation touarègue du Nord du Mali, au travers de ses performances, de la présentation de ses concerts, des interviews et des disques se conforme à une image attendue par les Occidentaux et « occidentalise » en retour sa musique et sa propre représentation. *Tartit* a été formé par d'anciens rebelles et continue de diffuser un message dans la continuité à la musique *Ishumar*.

La distribution des disques et la promotion de leur travail, les tournées et les festivals sont autant d'occasions de se mettre en scène qui ont entraîné une prise de conscience de l'exil se

²⁵ John MacAloon, *Rite, Drama, Festival, Spectacle: Rehearsals Towards a Theory of Cultural Performance*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1984.

²⁶ L'auteur de cette thèse a assisté au spectacle donné par le groupe *Tinariwen* à Los Angeles. Dans la salle de spectacle de l'université UCLA, les musiciens pourtant déjà célèbres grâce aux récompenses que leur dernier album venait d'obtenir de médias anglophones, n'évoquaient rien de précis au public. Peu de spectateurs connaissaient leur répertoire, voire le « genre » de musique qu'ils allaient jouer. Des conversations perçues avant le début du concert traduisaient l'ignorance totale dans lequel le public se trouvait - à propos des Touaregs, du Mali et de la « musique africaine ». *Tinariwen* a joué dans le cadre d'une soirée spéciale « ethnique » ; le groupe ouvrant le concert était un ensemble mongol. Les quelques adresses des chanteurs au public, en français, sont restées sans réponse.

²⁷ Susan Rasmussen, *A Temporary Diaspora: Contested Cultural Representations in Tuareg International Musical Performance*, *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n°4, Autumn 2005, pp. 793-826.

²⁸ *Tartit* signifie « union », ce qui entraîne souvent de mauvaises interprétations des intentions du groupe : il s'agit en effet de l'union de deux formations qui se sont rencontrées dans les camps de réfugiés du Burkina-Faso, et non de la promotion d'une « union » touarègue face aux gouvernements de leurs pays, comme trop souvent présenté.

transformant en nostalgie. La musique peut-être de ce point de vue observée comme un lieu privilégié de l'analyse des relations entre représentations culturelles et construction de la mémoire. Sur le plan de l'analyse politique, on peut aussi émettre l'hypothèse selon laquelle ces relations sont inégales. Le poids du point de vue occidental est supérieur à celui des Touaregs, et ce sont toujours ces derniers qui finissent par être placés face au miroir qu'on leur tend. De ces interactions ils tirent de nouvelles d'images d'eux-mêmes.

Bien que fortement influencées par ce que les Occidentaux en disent, on ne saurait décrire ces représentations comme exclusivement modelées par le regard de l'Occident. En réalité, les groupes de musiciens, s'ils adoptent un certain nombre de codes et de pratiques qui leur permettent de se conformer à ce qu'on attend d'eux, parviennent aussi à s'en détacher suffisamment pour construire leur propre version d'eux-mêmes. Leur définition de leur culture est donc le produit de ces négociations. Dans le cas des musiciens touaregs nigériens (c'est vrai aussi pour les Touaregs maliens), ces négociations se catalysent la plupart du temps dans l'identité rebelle.

2-2 « Culture et résistance »

Desert Rebel est le nom d'un projet musical, issu de la rencontre entre le musicien touareg Abdallah Oumbadougou (et son groupe *Takrist Nakal*) et des producteurs musicaux français. Abdallah est un musicien accompli : ses chansons sont extrêmement populaires au Niger, en particulier dans la communauté touarègue. Elles ont été diffusées, à partir des années 1970, sur des cassettes audio reproduites et échangées jusque dans les campements. Leur influence sur la prise de conscience de la « communauté » a été telle que le gouvernement nigérien en a interdit la diffusion. Abdallah est en quelque sorte le « parrain » de la musique rebelle touarègue au Niger, comme les fondateurs du groupe *Tinariwen* le sont au Mali. Leurs trajectoires sont similaires, marquées par l'exil économique et la participation à la rébellion. Lorsque *Takrist Nakal* enregistre un album en juin 2005 sous le nom *de Desert Rebel*, ils sont donc loin de débiter dans leur carrière. Le groupe a produit plusieurs albums en Afrique de l'Ouest. Abdallah a aussi ouvert plusieurs écoles de musiques dans l'Aïr et, comme on le signalait, sa popularité est

immense. En 2005, le Niger a de plus connu dix années de paix relative après les accords de Ouagadougou.

Pourtant, on le verra, le projet place la production d'un disque d'Abdallah sous l'angle de la nouveauté (c'est certes le premier album qu'il produit en France) et de la rébellion. L'analyse de la présentation de *Desert Rebel* est particulièrement porteuse de sens quant aux représentations nouvelles à l'œuvre en Occident à propos des musiciens touaregs et des Touaregs en général. Un article²⁹ mis en ligne sur le site du projet en explicite la genèse :

« Desert rebel, culture et résistance. Desert rebel est le premier volet d'une série de documentaires sur les cultures en résistances à travers le monde. La musique a joué un rôle prépondérant pour la mobilisation des jeunes pour la résistance. »

Les musiciens touaregs sont d'emblée placés dans le registre de la résistance et de la mobilisation. Par la force de leur exemple, ils ont inspiré l'idée d'une série documentaire (dont le second volet n'est toujours pas paru, en 2010). Il s'agit de promouvoir une attitude face au monde qui transforme la culture en forme de résistance. Une résistance qui puise son origine dans l'action rebelle :

« Lors d'un voyage au Niger, Farid Merabet (...) rencontre le chanteur Abdallah Oumbadougou. La personnalité de ce poète musicien combattant, artiste emblématique de la rébellion touareg dans les années 1980/1990, donne au documentariste François Bergeron l'idée d'un film. »

Ce réalisateur se propose de faire découvrir des musiciens dont on oublie facilement que leur notoriété est réelle. Les Touaregs et les musiciens sont assimilés à des *Ishumars* :

²⁹ Le site *Desert Rebel* se réfère à l'article suivant : François Bensignor, *Desert Rebel : projet artistique et solidaire*, Hommes et Migrations, n°1264, novembre-décembre 2006. Toutes les citations suivantes en sont extraites.

« «Ishumars les rockers oubliés du désert », *film musical qui parle de géopolitique, nous donne l'idée d'une collection axée sur le thème « culture et résistance ».*

L'article insiste particulièrement sur la légitimité rebelle d'Abdallah. Le fait que ses musiciens, dans la configuration du groupe *Takrist Nakal* en 2005, n'aient pas eux-mêmes participé à la rébellion, n'entre pas en ligne de compte :

« Il a vécu l'exil (...) avant de participer activement à la rébellion armée, guitare et kalachnikov en main. »

Le groupe lui-même est dans son ensemble assimilé à la rébellion, non seulement en tant que « conscience musicale » rebelle, mais aussi en tant que combattants. Cette interpénétration entre la musique et l'action rebelle est largement soulignée par le site :

« Takrist Nakal n'était pas seulement un groupe de musique, c'était aussi un groupe armé. »

Cité dans l'article, Abdallah tente d'insister sur l'évolution des textes des chansons, dans un registre qui renvoie à celui utilisé par Koudede. Abdallah évoque ainsi les « problèmes », qui ne sont pas seulement ceux de l'oppression comme le laisse entendre l'article, mais de l'éducation et des difficultés quotidiennes :

« Je chante surtout la vie des nomades, des problèmes qu'ils rencontrent au Niger. »

L'article se poursuit sur de longs développements sur les causes de la rébellion des années 1990 et sur la culture *Ishumar*, faisant un amalgame entre les *Ishumars*, les rebelles et les Touaregs dans leur ensemble. Il se conclut sur des considérations portant sur les problèmes qui persistent dans le Nord du Niger, en raison du désintérêt des autorités gouvernementales. Il est aussi intéressant de noter comment les producteurs du film entrent dans une logique inconsciente de mode. Alors qu'ils pensent être des précurseurs (les « *rockers du désert* » étant, on le rappelle, « *oubliés* »), un autre film est produit dans le même temps à propos du groupe malien *Tinariwen*, qui suit la même logique des représentations touarègues³⁰.

Abdallah et son groupe ont dû se conformer à ces nouvelles représentations, qui semblent émaner de bonnes intentions. Les promoteurs du projet semblent réellement concernés par le sort des populations touarègues et ont le mérite de donner à Abdallah les moyens d'une production de qualité. Il ne s'agit pas de juger les éventuelles approximations de leur analyse politique ni d'en moquer l'intention. On soulignera cependant toute la force de ces représentations « bienveillantes » pour remodeler largement l'identité des musiciens, et avec elle celle des Touaregs, pour les transformer en l'image que les promoteurs de *Desert Rebel* s'en font. Abdallah et ses musiciens ont dû changer de nom pour obtenir cet accès à la production occidentale : *Desert Rebel*, qui plus est en anglais (sans doute, mais on en restera au stade de l'hypothèse, pour attirer l'attention d'un public jeune ou anglophone) ; en 2010, le disque n'était cependant pas distribué aux Etats-Unis), est certainement l'incarnation de cette nouvelle représentation des Touaregs.

La production d'un disque et d'un film distribué en DVD, les articles de presse, les tournées en Europe ont montré un exemple attirant aux autres musiciens touaregs. On sait que plusieurs anciens combattants se produisent régulièrement en Europe. Ils sont aussi pressés de se conformer à leur identité de rebelle. Mais les ex-combattants ne sont pas les seuls musiciens touaregs du Niger. Une jeune génération talentueuse s'est appropriée les codes de la musique *Ishumar* et les a transformés à son tour, y intégrant des influences extérieures. Cette génération

³⁰Jérémie Reichenbach, Teshumara, *les guitares de la rébellion touareg*, 2005. On peut lire sur la présentation du film : « *Entre rock, blues acéré et musique traditionnelle, leurs guitares électriques saturées et leur chant de révolte d'errance et d'amour accompagnèrent toutes les étapes du mouvement de rébellion touareg jusqu'au plus fort des combats. Ce film par la musique et les témoignages des fondateurs du groupe Tinariwen conte la mémoire de la Teshumara, culture nouvelle issue des événements politiques et des profonds changements de la société touareg.* »

n'a pas pris part à la rébellion des années 1990 (ni même à celle du Mouvement des Nigériens pour la Justice), mais elle est aussi, lorsqu'elle attire l'attention des médias et des distributeurs étrangers, assimilée à la cause rebelle. Les interactions permanentes entre les musiciens touaregs facilitent certes les confusions entre eux. Mais il semble que la promotion des musiciens doive passer impérativement par le filtre rebelle, édulcoré ou non sous le label *Ishumar*³¹. La défense de la culture, le maintien de l'identité, le combat pour le respect du nomadisme et l'identification romantique au désert sont les formes privilégiées de ces représentations en rebelles. On rejoint ainsi les cadres auxquels la diaspora et la rébellion passée ont su s'intégrer. Les représentations des Touaregs renvoient toujours vers ces modèles³². Elles sont alors intériorisées par tous les jeunes musiciens qui rêvent de se voir produits en Europe. Si ces cadres de représentations sont porteurs d'images positives (bien que restrictives) pour le public européen, et intègrent les Touaregs dans des problématiques plus larges que ce qu'ils chantent³³, elles sont plus ambiguës pour le public américain qui tend à regarder les musiciens touaregs à travers le prisme d'un Sahara dangereux. La figure du rebelle, qui détermine toutes les représentations touarègues dans le miroir européen, devient un vecteur de crainte qu'il s'agit de minimiser au profit d'un discours culturel plus rassurant. La défense de la culture ne se fait pas, dans ce cadre, contre un gouvernement oppresseur (ou raciste) mais plus généralement comme la célébration d'une tradition immuable insérée dans les « pratiques africaines. »

³¹ Les productions les plus récentes suivent ce schéma. Voir par exemple cette compilation de groupes touaregs sortie en 2008 : *Ishumars, musique touarègue de résistance*, Reaktion, 2008, parmi lesquels au moins trois n'ont pas été engagés dans la rébellion. Peu d'entre eux par ailleurs sont réellement *Ishumars*.

³² Les présentations des groupes touaregs tournent systématiquement autour de ces images : rebelles, défenseurs de la culture du mode de vie et de la langue *tamasheq*. La multiplication des groupes, les influences culturelles et même la « mixité » des groupes (Touaregs, Français, Burkinabé, par exemple) n'y changent rien.

³³ Les questions d'immigration, par exemple, étaient au cœur du *Festival Nomades* (qui promeut essentiellement la culture des nomades français et de leurs racines Est-européennes) à Bordeaux en 2010, auquel le groupe malien *Terakaft* a participé.

3- Le retour des guerriers, reconfigurations locales en contexte international

La « guerre contre la terreur », annoncée par le gouvernement américain à la suite des attaques contre le World Trade Center de New York en 2001, forme le cadre contraignant dans lequel les relations entre les Touaregs du Niger et la « communauté internationale » évoluent. Elle en modèle les représentations réciproques. Les Touaregs, dans ce contexte, doivent mettre en œuvre des stratégie de contournement des contraintes posées par des programmes militaires sur le terrain et une grille d'analyse qui tend à les désigner comme des terroristes potentiels. Les rebelles en particulier se trouvent dans des positions ambivalentes, leur pratique des armes et leur opposition aux gouvernements qui coopèrent avec les programmes antiterroristes américains les plaçant du côté des organisations terroristes, alors qu'ils tentent de proposer des alternatives à ces reconfigurations politiques régionales.

3-1 Représentation des Touaregs dans la « guerre contre la terreur »

3-1-1 La politique américaine au Sahara

Immédiatement après les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 sur le sol américain, la politique diplomatique des Etats-Unis s'est orientée vers l'ouverture d'un « deuxième front », en Afrique, de sa « guerre contre la terreur ». Ce deuxième front est fondé sur l'idée selon laquelle les foyers terroristes identifiés en Afghanistan et au Pakistan peuvent se déplacer dans un arc potentiellement perméable à leurs idées, qui irait du Nord-Ouest de l'Afrique à l'Afghanistan en passant par le Moyen-Orient. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest et particulièrement le Niger, cette perception stratégique de la menace terroriste s'est traduite par la mise en place de programmes de coopération globale centrés sur la question de la prévention du terrorisme. En 2002, le premier de ces programmes, la *Pan Sahel Initiative* (PSI), regroupe la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. Comme son nom l'indique, il s'appuie sur une perception du Sahel - la longue zone géographique de transition entre les régions désertiques au Nord et la « savane

soudanaise » au sud, reliant d'Ouest en Est le Sénégal à l'Erythrée -, comme lieu stratégique de la prévention du terrorisme issu d'Afrique du Nord et opérant au Sahara. Cette représentation du Sahara comme espace de menace, et du Sahel comme un espace de protection contre cette menace, remodèle l'image des Touaregs sous le regard de la géopolitique d'initiative américaine. En 2005, la mise en œuvre de la *Trans Sahara Counterterrorism Initiative* confirme que le désert est l'espace privilégié du développement terroriste sur le « deuxième front » de la guerre contre la terreur. En 2008, ce programme est renommé *Trans Sahara Counterterrorism Partnership* (TSCP), illustrant la volonté de l'armée américaine d'insister sur la coopération réciproque entre les acteurs régionaux et les Etats-Unis.

Cette représentation des espaces entraîne une représentation de ses populations. Dans cette optique, les populations du Sahara, et donc les Touaregs du Niger, sont particulièrement réceptifs aux concepts terroristes. Le représentant du *Department of State* américain explicitait, lors de sa présentation du TSCI, cette vision stratégique qui établit une différence entre un Sahel protecteur et un Sahara hostile³⁴ :

“La TSCI se fonde sur les succès rencontrés par la PSI, lancée après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, pour empêcher les terroristes d'établir des bases de repli en Afrique. De vastes zones faiblement peuplées, et manquant de contrôle gouvernemental, rendent ces parties de l'Afrique particulièrement intéressantes pour les terroristes. Les pistes caravanières traditionnelles dans cette zone peuvent fournir cachettes et bases de repli aux terroristes internationaux et régionaux, ainsi qu'aux criminels qui transportent marchandises et argent à même de soutenir leurs opérations, tout cela sans être vus ni dérangés. D'autres facteurs, tels que la guerre, les maladies, la corruption et le manque d'éducation, entre autres, créent une atmosphère de désespoir dans

³⁴ “The Trans Saharan initiative builds on the successful Pan Sahel Initiative, launched after the Sept. 11, 2001, terrorist attacks to prevent terrorists from setting up safe havens in Africa. Vast, relatively unpopulated areas and a lack of strong government controls make parts of Africa particularly attractive to terrorists, Whelan explained. Traditional caravan routes in this area can provide hideouts and staging areas for international and regional terrorists and criminals who move goods and money to support their operations without detection or interference. Other factors - war, poverty, disease, corruption and lack of education, among them - create an atmosphere of hopelessness where extremists' messages resonate, particularly with the younger generation.” Ma traduction. Cité par Globalsecurity.org : <http://www.globalsecurity.org/military/ops/tscti.htm>

laquelle les messages des extrémistes trouvent un écho, en particulier auprès des jeunes générations. »

Les Touaregs y apparaissent comme des populations culturellement et structurellement disposées à entendre les messages extrémistes. L'amalgame entre les petits trafiquants, les caravaniers et les terroristes est particulièrement édifiant à cet égard. On en verra les conséquences sur les positionnements touaregs.

Cette assimilation se poursuit en 2009 après le changement d'administration à la tête de l'Etat américain. Dans sa nouvelle forme, les nomades y sont désignés comme les auxiliaires du terrorisme dans la région :

« Al-Qai'da's other most active affiliates were in Africa. In the sparsely populated Sahel, operatives from al-Qa'ida in the Islamic Maghreb kidnapped foreigners, sometimes working with individual local tribesmen and nomads. »³⁵

3-1-2 Des piliers contestables

Les programmes de coopération antiterroriste avec les gouvernements du Sahel, élargis à une coopération stratégique et militaire avec les partenaires régionaux des Etats-Unis en Afrique du Nord se fondent sur un certain nombre d'éléments d'analyse. On peut les résumer ainsi³⁶:

³⁵ « Les autres alliés d'Al Qai'da les plus actifs se trouvaient en Afrique. Dans un Sahel peu peulé, des membres d'Al Qaida au Maghreb Islamique ont enlevé des étrangers, en travaillant parfois de concert avec des tribus locales et des nomades ». Ma traduction. *Country reports on terrorism 2009*, August 2010, United States Department of State Publication Office of the Coordinator for Counterterrorism Released August 2010. <http://www.state.gov/documents/organization/141114.pdf>

³⁶ « The Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP). *The Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP) is a multi-faceted, multi-year strategy designed to combat violent extremism, and contain and marginalize terrorist organizations by strengthening individual-country and regional counterterrorism capabilities, enhancing and institutionalizing cooperation among the region's security and intelligence organizations, promoting democratic governance, and discrediting terrorist ideology. The overall goals are to enhance the indigenous capacities of governments in the pan-Sahel (Mauritania, Mali, Chad, and Niger, as well as Nigeria, Senegal, and Burkina Faso); to confront the challenge posed by terrorist*

- le terrorisme se développe dans les Etats faibles
- il est favorisé par la pauvreté des populations locales
- il s'épanouit dans une sorte de « zone grise » non gouvernée et non gouvernable au sein de laquelle toutes les pratiques sont possibles et incontrôlables
- les populations locales, arabisées, sont sensibles à un islam traditionnellement violent.

La stratégie de coopération américaine doit donc se poursuivre dans des directions qui sont déterminées par les facteurs suivants :

- il faut mettre en place une politique de coopération institutionnelle avec les Etats de la région
- renforcer les capacités d'intervention directe des armées locales
- renforcer les capacités de renseignement des armées locales
- s'appuyer sur un islam traditionnellement tolérant au sud du Sahara.

organizations in the trans-Sahara; and to facilitate cooperation between those countries and U.S. partners in the Maghreb (Morocco, Algeria, and Tunisia).

The TSCTP was developed as a follow-on to the Pan-Sahel Initiative, which focused solely on the Sahel. Ongoing concern that extremists continued to seek safe havens and support networks in the Maghreb and Sahel – as well as recognition that al-Qa'ida and others were seeking to impose radical ideologies on traditionally moderate Muslim populations in the region – highlighted the urgency of creating an integrated approach to addressing current threats and preventing conditions that could foster persistent threats in the future.

TSCTP has been successful in slowly building capacity and cooperation despite political setbacks over the years caused by coup d'états, ethnic rebellions, and extra-constitutional actions that have interrupted progress and work with select countries of the partnership.

TSCTP's main elements include:

- *Continued specialized Antiterrorism Assistance Training, Terrorist Interdiction Program, and Counterterrorist Finance activities in the Trans-Sahara region, and possible regional expansion of those programs as well as other law enforcement-capacity building efforts;*
- *Public diplomacy programs that expand outreach efforts in the Trans-Sahara region and seek to develop regional programming embracing the vast and diverse region. Emphasis is on preserving the traditional tolerance and moderation displayed in most African Muslim communities and countering the development of extremism, particularly in youth and rural populations;*
- *Democratic governance programs that strive to provide adequate levels of U.S. government support for democratic and economic development in the Sahel, strengthening those states to withstand internal threats;*
- *Military programs intended to expand military-to-military cooperation, ensure adequate resources are available to train, advise, and assist regional forces; and establish institutions promoting better regional cooperation, communication, and intelligence sharing. » Ibidem, p. 14-15.*

Avant d'analyser les conséquences de ces représentations³⁷, il est important de souligner le fait que les informations sur ce sujet, les documents officiels fournis par l'administration américaine mis à part, sont largement limitées à des hypothèses. Les données objectives et vérifiables sont rares, principalement restreintes aux dossiers de presse et aux événements qui touchent la région : enlèvements, demandes de rançons, arrestations de groupes affiliés au terrorisme international.

En réalité, personne ne semble en mesure d'obtenir des informations de première main, et prétendre déterminer une logique sous-jacente aux récents développements de la guerre contre la terreur au Sahara serait présomptueux. Jeremy Keenan³⁸ propose pourtant une grille d'analyse du conflit : il estime que l'Etat algérien, par l'intermédiaire de ses services secrets, instrumentalise la lutte antiterroriste américaine (initiée pour contrôler les ressources locales) et en détourne le sens à son profit politique, stratégique et financier. Keenan indique lui-même que ses sources sont partielles et invérifiables³⁹. Cette théorie n'est pas complètement dénuée de sens - les jeux d'instrumentalisation des politiques régionales et internationales des grandes puissances étant des phénomènes relativement banals dans la région. Il faut souligner que les positions de l'Algérie dans la région ne sont pas simples à cerner. Tous les pays de la région concernés par les initiatives antiterroristes tendent à montrer une image extérieure pro-américaine et nettement plus anti-américaine en direction de leurs populations, et jouent de ces ambiguïtés pour actionner les leviers financiers dont ils ont besoin pour assurer leur pérennité.

On préférera cependant chercher dans l'« aveuglement » américain les limites des projets. L'examen des situations sécuritaires sur le terrain suggère qu'il n'y avait pas de manifestations terroristes avant la mise en œuvre de la *Pan Sahel Initiative*. Faut-il voir dans l'apparition de phénomènes extrémistes, manifestés par les incursions au Sahara, particulièrement dans le Nord du Mali et du Niger, de groupes se disant affiliés à *Al Qaida*, une sorte de « prophétie auto-

³⁷ La recherche des « bons » et des « mauvais » musulmans occupe une place centrale dans ce processus de représentations et affecte particulièrement les Touaregs qu'on ne sait où situer : ni « bons » dans leurs affiliations confrériques, ni « mauvais » encore dans leurs pratiques. Un article éclairant sur la valeur performative de ces grilles d'analyse : David Gutelius, *Islam in the Northern Mali in the War on Terror*, *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, n°1, janvier 2007, pp. 59-76.

³⁸ Jeremy Keenan, *The Banana Theory of Terrorism : Alternative Truths and the Collapse of the "Second" (Saharan) Front in the War on Terror*, *Journal of Contemporary African Studies* vol. 25, n°1, January 2007, pp. 31-58. On rejoindra Keenan sur son analyse lorsqu'il souligne qu'avant la mise en place des programmes antiterroristes sahéliens et sahariens, la menace terroriste qui s'exerçait sur cette région était à peu près inexistante.

³⁹ Voir son entretien avec l'organisation *Democracy Now!*, "*British Anthropologist Jeremy Keenan on "The Dark Sahara: America's War on Terror in Africa"*", August 6, 2009.

réalisatrice » ? On peut à tous le moins considérer que les piliers des politiques antiterroristes américaines au Sahara contiennent, dans leur nature même, leur propre faiblesse.

Le renseignement, l'un des volets de la coopération élargie aux pays du Maghreb, en est la meilleure illustration. Alors que les moyens technologiques déployés apportent des données brutes sans précédent sur les déplacements au Sahara, la capacité d'analyse manque. Il ressort de l'impuissance du *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership* à prévenir les attaques et les enlèvements sur des territoires qu'il devrait contrôler un manque frappant de compréhension intime de la région. Les bases mêmes de la coopération militaire ont été attaquées⁴⁰. La confiance excessive dans la technologie (des satellites photographient en permanence le désert et des drones sans pilotes sont utilisés pour survoler le Mali et le Niger) et le manque de coopération avec les populations locales expliquent sans doute cette incapacité à décrypter les informations recueillies. Le renseignement et la lutte antiterroriste de terrain dépendent des armées gouvernementales, qui ont des raisons évidentes de vouloir conserver l'avantage dans cette coopération exclusive alors que le Nord du Mali et du Niger sont en rébellion. La difficulté de la diplomatie américaine à se positionner par rapport à ces rébellions en résulte. Les gouvernements locaux l'ont bien compris, qui utilisent l'argument terroriste pour délégitimer la lutte rebelle. Cette assimilation totale entre insécurité, rébellion et terrorisme a sans doute été au moins partiellement intégrée par l'administration américaine⁴¹.

3-1-3 des effets secondaires indésirables

⁴⁰ Le Groupe Salafiste de Prédication et de Combat (GSPC), issu d'une scission du Groupe Islamique Armé (GIA) algérien, a attaqué une base mauritanienne à Lemgheity en juin 2005, à quelques jours des manœuvres d'entraînement conjointes américano-mauritaniennes. Le GSPC s'est transformé en 2007 en Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI).

⁴¹ « *Al-Qa'ida in the Islamic Maghreb (AQIM) demonstrated a greater interest in Niger in 2009, with attempts to extend its influence into Nigerien territory from the largely ungoverned region bordering Mali and Algeria. The porous borders and ungoverned spaces provide terrorist groups such as AQIM a potential environment for recruiting, people and contraband smuggling, undetected transit, and logistical facilitation.* », *Country reports on terrorism 2009, op. cit.*, p. 27.

Au-delà des représentations manichéennes qui rejettent les Touaregs dans le camp symbolique des terroristes, la guerre contre la terreur s'est accompagnée d'effets secondaires induits aux conséquences largement négatives.

En effet, la lutte antiterroriste s'accompagne d'un contrôle accru des déplacements et des frontières, dans le but d'éviter les trafics qui serviraient à financer les organisations terroristes. Incidemment, l'une des conséquences de la vision du Sahara comme lieu de menace est d'en détourner les touristes potentiels. Le résultat sur le terrain de ces deux phénomènes est un tarissement des sources économiques pour les populations locales. En particulier, les ex-combattants qui avaient trouvé dans les petits trafics, le transport des chargements illicites à travers les frontières et les agences de voyage des formes individuelles de reconversion, se trouvent coupés de leurs principales sources de revenus. Les dangers afférents aux contrôles accrus - ainsi que l'augmentation des prélèvements des douaniers corrompus sur le passage des marchandises illégales - ont entraîné une augmentation des prix dans l'économie informelle du nord du Niger. Les ex-rebelles ne peuvent plus de manière aussi fluide qu'avant assurer la redistribution de leurs ressources aux populations qui dépendent d'eux. En conséquence, les attentes envers l'Etat se sont accrues - et l'absence de redistribution du produit de l'uranium a focalisé l'attention des populations locales. Les ex-rebelles ont alors cherché à recycler leurs compétences ailleurs : des alliances circonstanciées de groupes armés (d'ex-rebelles, de trafiquants, de bandits) ont mené à une augmentation massive des coupages de route. Une économie de l'enlèvement des professionnels des mines (ingénieurs et techniciens étrangers en particulier), née dans la rébellion comme une arme de négociation entre la rébellion et le gouvernement, s'est aussi développée. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle il est possible que des alliances, certes *a minima* et sur des bases financières, se nouent avec les groupes terroristes, qui, au Niger, sont loin de leurs bases et ont besoin d'appui locaux.

3-2 Stratégies touarègues

Dans ce contexte particulièrement ambigu, que peut-on dire de la position des Touaregs du Niger ? En se fondant sur l'observation des évolutions stratégiques et des discours, complétée par des entretiens informels personnels, on peut avancer quelques pistes de réflexion. On

souignera de nouveau la relativité des thèses qu'on peut émettre sur la question, au moment où ce travail est rédigé.

On peut résumer les perspectives touarègues à un jeu sur deux tableaux. Les stratégies à l'œuvre en 2010 se situent entre propositions de collaboration (avec l'Etat nigérien, les institutions internationales de maintien de la paix, et la diplomatie américaine), résistance (aux contraintes qui pèsent notamment sur les déplacements et sur les personnes, ainsi qu'à l'Etat) et alternative aux politiques actuelles. Le fond du discours repose sur un sentiment d'injustice face aux amalgames faits entre Touaregs et terroristes. Cette nouvelle configuration des représentations touarègues touche profondément l'image de soi que se font les Touaregs du Niger notamment ceux qui se sont ouverts au monde extérieur. Des plaintes contre ces amalgames ont été répétées, et continuent à se développer sur les forums de discussion sur internet. Elles tendent à se transformer en théories du complot occidental contre le Niger et le Nord du pays en particulier. On sait que dans le débat politique nigérien les accusations de néocolonialisme ne sont jamais loin.

Au-delà de ces protestations officielles et informelles, les anciens rebelles ont pris la tête de la formulation de réponses aux politiques antiterroristes. On sait que leur capacité d'adaptation aux nouvelles normes est étonnante. Dans le secteur de la lutte antiterroriste, les ex-rebelles se montrent une nouvelle fois les plus réactifs. Dès 2006, lors de la réactivation officielle des projets de soutien aux micro-projets des combattants, une Association pour la Paix des Ex-Combattants avait manifesté son aptitude à se positionner au cœur du débat. Autour de Selimane Hyar, ancien chef de front issu du groupe des « Libyens », un groupe hétéroclite d'anciens combattants (dont certains reconvertis, de notoriété publique, dans les trafics les plus lucratifs et les plus dangereux), revendiquant 4000 adhérents (ayant pu consulter les statuts de l'association, je n'ai pu en vérifier le nombre de militants, mais il semble raisonnable de douter de tels chiffres) s'était adressé aux coordinateurs du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-PCPAA)⁴² pour faire valoir son expertise dans le maintien de la paix.

On a vu, dans les déclarations de Rhissa Boula, que le Front des Forces de Redressement (le mouvement qui le soutient et qui est issu de la rébellion de 2007), et « *l'ex-résistance armée* » se sont positionnés auprès des institutions internationales pour « *prévenir les actes de terrorisme* »

⁴² Communications personnelles, novembre 2006 et juin 2008.

dans « *la bande Sahélo Saharienne* ». Le choix des mots n'est pas le fait du hasard : on comprend que le but de Rhissa et de ses soutiens parmi les ex-rebelles est de s'adresser directement à la diplomatie américaine. La France y est présentée comme incapable d'intervenir.

Ces propositions d'assurer la police et la sécurité dans le Sahara font écho à des pratiques historiques datant de la colonisation. Ainsi, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, la France utilisait ainsi dans le Sahara des compagnies méharistes issues des populations locales⁴³. On sait que l'Organisation Commune des Régions Sahariennes prévoyait aussi le regroupement des compagnies d'Afrique de l'Ouest ainsi que le recours aux Touaregs pour assurer ces opérations de police. On a montré que l'intégration des ex-rebelles des années 1990 dans les Forces Nationales d'Intervention et de Sécurité avait pour objectif de laisser aux Touaregs l'initiative de la sécurité régionale au Nord du Niger. Historiquement, les Touaregs qui considèrent que le désert est leur territoire traditionnel, y ont contrôlé les déplacements et régulé les conflits. Actuellement, les moyens de communications et les technologies de pointe ont de la peine à se mesurer avec l'extraordinaire efficacité de la circulation informelle de l'information. Au cœur du Sahara, très peu de mouvements échappent à la connaissance des Touaregs nigériens et la diffusion de l'information est quasi immédiate. On mesurera cette expertise aux conditions de l'arrestation du chef de guerre algérien *El Para*, leader du GSPC, par un groupe rebelle tchadien, quand les services secrets américains n'avaient pu l'intercepter⁴⁴.

Sur le front des représentations, les leaders touaregs des ex-rebelles tentent de contrecarrer les amalgames du *Department of State*, en insistant sur le fait que la « culture touarègue » les tient à l'écart d'un islam extrémiste. Pour appuyer leur propos ils mettent en avant la place des femmes dans la société touarègues - qui y jouissent en effet de privilèges et de liberté peu communes en Afrique du Nord⁴⁵. Dans la presse, ils réfutent les liens possibles avec les organisations terroristes :

⁴³ Les premières compagnies sahariennes du Niger avec des soldats issus des populations nomades locales sont nées en 1901. On consultera à ce propos Marc Carlier, *Méharistes du Niger. Contribution à l'histoire des unités montées à chameau du territoire nigérien 1900 à 1962*, Paris, L'Harmattan, 2000.

⁴⁴ En 2004, par le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT).

⁴⁵ On ne voudra pas trancher de manière manichéenne dans un débat qui mérite des réponses plus complexes. Cependant, on soulignera que lors des séjours effectués dans le Nord du Niger, dans les centres urbains comme dans les campements touaregs, j'ai plutôt observé une tendance à la tiédeur dans les pratiques - qu'on distinguera de l'intégration à la culture musulmane, l'appellation *Ikufar* (infidèle) réservé à l'étranger en étant l'une des illustrations.

« Les islamistes armés du GSPC occupent plutôt l'Ouest algérien. Ils opèrent sur les frontières mauritanienne et malienne. Le GSPC se méfie de nous : nous ne sommes pas « totalement musulmans », ni de grands pratiquants, et surtout pas des intégristes ! Il ne peut pas y avoir de contacts entre nous.

Nous, les Touaregs, sommes une frontière naturelle contre l'intégrisme. Nous avons d'ailleurs eu des affrontements avec les islamistes en 2006, et l'un des chefs du GSPC a été tué par nos frères touaregs du Nord-Mali. Du Nord-Niger au Nord-Mali, c'est le même peuple, libre, la même civilisation. Le GSPC essaie de lever des taxes sur les trafiquants de drogue qui passent du cannabis à partir du Maroc vers l'Algérie, l'Égypte, et traversent la Méditerranée vers l'Europe. Nous n'avons pas de contacts avec eux. Les Américains, les Algériens, les Français... tout le monde sait cela.»⁴⁶

La stratégie des Touaregs est clairement orientée dans le sens de la coopération avec la politique américaine de sécurité. On peut imaginer que les dividendes de cette coopération sont une motivation suffisante. Cependant, on ne peut pas exclure toute possibilité de renversement des alliances. Au Mali, certains leaders de la rébellion armée s'appuient sur un rigorisme islamique nouveau pour asseoir leur pouvoir local⁴⁷. Si les mobilisations religieuses n'ont jamais été un facteur de rébellion au Niger, et ce depuis la guerre de Kaocen, le prestige lié aux marqueurs de l'islam est réel. Des alliances de circonstance, dans un contexte de réduction des perspectives économiques (le montant des rançons versées après les enlèvements d'Occidentaux atteint des niveaux forcément attractifs pour les populations locales), pourraient se développer en collaborations plus étroites. Une conversion des Touaregs nigériens aux thèses de l'islam radical, improbable dans l'immédiat, n'est pas un préalable nécessaire à cette évolution.

3-3 Les non-rebelles en question

⁴⁶ Entretien accordé par Rhissa Boula au *Nouvel Observateur*, « La bataille de l'uranium a commencé », semaine du 31 août 2008.

⁴⁷ Voir l'analyse proposée dans l'article de Baz Lecocq et Paul Schrijver, *The War on Terror in a Haze of Dust : Potholes and Pitfalls on the Saharan Front*, *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, n°1, January 2007, pp. 141-166.

Dans ce contexte, les ex-rebelles ont pris la tête des stratégies touarègues. Entre les politiques américaines concentrées sur des coopérations interétatiques et des ex-rebelles qui cherchent à exister sur le terrain lucratif de la lutte antiterroriste, le positionnement des *néo-Ishumars*, ex-rebelles du Mouvement des Nigériens pour la Justice ou non, est une question cruciale.

On a souligné leur relation individuelle, orientée par le vécu personnel et le prestige de l'action armée, avec la rébellion. L'expérience des armes qu'ils en ont tirée leur permet d'envisager des reconversions dans ce secteur. Les intégrations à l'armée régulière, une nouvelle fois promises par les accords de paix et la médiation libyenne, n'ont pas vu le jour - et leur avenir est rendu incertain par le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement du Président Tandja en 2010. En l'absence de perspectives économiques licites, et alors que les activités « de basse intensité illicite » (c'est-à-dire l'ensemble des petits trafics dont les modalités s'arrangeaient avec la police et les douaniers locaux, tels que le transport des clandestins et des marchandises) il leur est difficile d'envisager des reconversions en relation avec leur nouvelle image d'eux-mêmes. A leurs côtés grandissent des générations urbanisées et désœuvrées qui subissent à Agadez le sort de nombre de jeunes nigériens dans les villes : des socialisations réduites autour du thé et des discussions dans les clubs appelés « fadas ». Ces générations sont coupées du contrôle social exercé dans les campements par les aînés et le jeu des relations sociales hiérarchiques. En d'autres termes, de la bouche d'ex-rebelles des années 1990, « *ces Ishumars-là sont impossibles à contrôler.* »⁴⁸

Leur conscience aiguë d'évoluer dans un monde qui n'est plus centré sur les relations inter-touarègues et les relations avec Niamey s'imprègne d'une image de soi dépréciée par les informations internationales et la réalité des politiques internationales dans la région. Dans cette optique, à l'image de certains de leurs aînés, la tentation de s'identifier aux « résistants » islamistes à l'impérialisme peut exister. Plus sûrement, les opportunités économiques offertes par les capacités financières des groupes terroristes (et l'accumulation d'argent liquide provenant des rançons perçues récemment) sont suffisantes pour mobiliser les *néo-Ishumars* que l'ex-rébellion n'a pas su intégrer à son système de pensée.

⁴⁸ Communication personnelle, Paris, août 2010.

Conclusion

A la fin des années 2000, les Touaregs évoluent dans un monde ouvert dont ils apprennent à découvrir les codes au travers d'interactions de plus en plus nombreuses avec les Occidentaux.

Dans ce contexte global de diffusion mondialisée et d'accélération des contacts directs entre Touaregs et Occident, les représentations en miroir des Touaregs sont particulièrement à l'œuvre dans le domaine de l'expression culturelle. Les lieux et les modes d'expression de cette culture, multiples, ont engendré des mises en spectacle dont le cadre détermine à la fois les représentations et les conséquences de celles-ci. En d'autres termes, c'est bien plus qu'une image de l'Autre et de Soi qui se joue lorsque découlent de cela de multiples enjeux.

Dans les cadres privilégiés des rencontres entre Touaregs et Occident, ceux de la musique, de l'art et de l'artisanat, il s'agit de dépasser l'analyse du recyclage du capital social rebelle. Les rebelles ont bien, à partir des accords de paix, investi les domaines fondamentaux de la relation à l'étranger. Ils sont ainsi parvenus à prolonger des actions initiées avant eux, ou par des individus dont l'action a su se transmettre au collectif. Ils ont pu également, grâce aux réseaux fondés sur les solidarités rebelles et les soutiens de la rébellion à l'étranger, élargir le spectre de leurs interventions et renforcer leurs positions dans un maillage serré.

En conséquence, les rebelles ont été les vecteurs principaux de l'image des Touaregs à l'étranger. Ils ont porté leur parole sur les scènes internationales, attiré l'attention des médias et éloigné les regards du centre politique du Niger pour l'entraîner vers « leur » périphérie. De cette attention ils ont tiré des dividendes intéressants, qu'on ne saurait résumer à un capital financier tant les redistributions au sein de circuits complexes de plus en plus étendus fluidifient les rouages économiques du Nord du Niger. Les domaines de la culture, de la parole, de la vie quotidienne ont été investis par les représentations que les rebelles ont véhiculées d'eux-mêmes.

Cependant, la relation en miroir est essentiellement inégale, malgré les temps d'avance que les ex-rebelles ont su prendre souvent. Le pouvoir de prescription des objectifs à atteindre est

fondamentalement dans les mains des Occidentaux qui tiennent fermement le miroir tendu aux Touaregs. Dans ce miroir, ils aperçoivent impérativement une image rebelle. Cette image est aussi celle de tous les Touaregs, que la multiplication des échanges (et des lieux de cet échange) a paradoxalement réduit à quelques codes partagés. La diversité des situations individuelles, la complexité des évolutions et les enjeux locaux ne sont pas des facteurs qui influencent durablement les représentations du peuple touareg en Occident.

L'enjeu de cette définition identitaire est important car il décide de l'attrait des Touaregs pour le public occidental. Ce public, qui n'a comme point commun qu'une expérience limitée des modes de vie de la population qu'il observe, a aussi le pouvoir (souvent inconscient) d'en orienter l'avenir. La relation directe, personnalisée, que les acteurs impliqués dans ces représentations entretiennent avec les Touaregs renforce leurs interdépendances au détriment de l'Etat. Dans les cadres de l'expression touarègue en mesure de toucher les Occidentaux, la décision appartient à ces derniers : production de disques, distribution des œuvres, achat des bijoux et délivrance des visas se trouvent tous du même côté du miroir.

Les représentations qui prévalent actuellement s'appuient donc sur quelques codes communs : culture à préserver, liberté par procuration, codes vestimentaires et résistance. A quoi faut-il donc résister ? A l'oppression de ce qui menace les modes de vie traditionnels tels qu'ils sont perçus « ailleurs ». Ces représentations sont de manière frappante ce qu'en ont fait les rebelles depuis leur intégration des codes d'expression de l'Occident, au cours des années 2000 en particulier. On finit donc par fermer un circuit idéalisé qui associe aux Touaregs la qualité de rebelle comme les rebelles ont voulu représenter les Touaregs.

Les limites de ces représentations, malgré l'habile utilisation qu'en font souvent les acteurs Touaregs des interactions avec l'Occident, sont évidentes : il faut se tenir dans la marge, qu'elle soit marge du pays d'origine (du fait des « incompréhensions » avec les gouvernements des Etats) ou marges du monde (dans ce désert qui échappe aux règles et aux normes). En conséquence, l'intégration des Touaregs au monde est quasiment impossible et peut-être n'est-elle pas souhaitée par les Occidentaux, qui la voient si peu romantique. Parler du monde touareg

comme d'une culture unie par la langue et les pratiques est possible, mais le traduire en indépendance ne l'est plus. Les objectifs des rebelles en sont d'autant plus condamnés à se réduire. La rébellion est encouragée mais doit rester dans les limites qui lui sont assignées.

Phénomène plus dommageable encore pour les Touaregs dans leur ensemble, ces représentations s'accompagnent d'un contexte de méfiance internationale vis-à-vis de ces populations qu'il ignore. La lutte contre un terrorisme largement exagéré (dans cette région particulière du monde, et sans préjuger des évolutions possibles) a repoussé les Touaregs dans une autre marge : celle du camp des organisations hostiles à l'Occident qui en menacent partout et de plus en plus les intérêts et la « civilisation ». Cette représentation est particulièrement performative car ses enjeux sont immenses. Les Touaregs du Niger sont ainsi pris dans un tourbillon de surenchères dont ils ne contrôlent en rien la production. Les jeux des Etats de la région, les politiques des grandes puissances et les évolutions locales de groupes violents « importés » les contraignent à se positionner. Pour l'instant, ils ont fait le choix, dans le sillage des ex-rebelles, de suivre l'Occident face aux organisations terroristes, Mais peu de facteurs les encouragent à le faire, car ils sont confinés dans le point aveugle des politiques américaines. On ne leur laisse pas de place ni de possibilité de s'insérer dans les institutions de la lutte antiterroriste, par ignorance, par méfiance ou pour ne pas froisser les susceptibilités des Etats concernés.

La communauté est ainsi sommée de se conformer à des images contradictoires largement modelées par les représentations des rebelles. L'évolution de ces images, pour le moment encore positives, déterminera sans doute la place des Touaregs dans cette région du monde.

CONCLUSION

Ce travail a tenté de montrer cinq points essentiels :

- L'histoire des rébellions contient des indices sur lesquels on peut bâtir une analyse cohérente des rébellions modernes.
- La rébellion est devenue, avec le temps, un mouvement de résistance au pouvoir aussi bien qu'un moyen d'expression politique, qui s'inscrit dans un contexte historique et culturel particulier.
- Les mobilisations des combattants touaregs du Niger ne s'expliquent pas par les simples relations mécaniques mises en avant par les théories des conflits. Leur appréhension nécessite d'avoir recours à des outils qui rendent compte de leur diversité.
- Les représentations des rébellions et des rebelles, ainsi que la pratique de la rébellion, se sont articulées au cours du temps pour façonner une culture politique rebelle, dont les ressorts font sens dans la société touarègue et au-delà, à différents niveaux.
- Cette culture politique rebelle se développe continûment en de multiples directions et tend à prendre une position hégémonique sur les répertoires de l'expression politique touarègue.

Que peut-on en conclure ?

1- Sur l'histoire et la rébellion

L'histoire des résistances, débutée dès les périodes précédant les premières indépendances, a longtemps été entretenue par le sentiment, partagé par de nombreux auteurs, que la

décolonisation, entachée d'anachronismes, était inévitable. Alors que les puissances coloniales s'apprêtaient à abandonner leur occupation de l'Afrique, la recherche a commencé à s'intéresser aux mécanismes des résistances mis en œuvre par les Africains pendant la colonisation. Terence Ranger a joué un rôle de pionnier dans l'étude des premiers mouvements nationalistes. Il a montré comment ces mouvements entretenaient des relations étroites avec les premières formes de résistance (« *primary resistance* ») avant de se transformer en mouvements modernes (« *secondary resistance* »), visant, *in fine*, à la libération nationale¹. A partir de ces commencements de l'analyse des mouvements armés africains, quelques remarques viennent inévitablement à l'esprit. Comme Glassman l'a affirmé, la littérature historique sur les mouvements nationalistes s'est parfois montrée quelque peu biaisée par cette volonté de voir dans toutes les formes d'opposition les prémices de la lutte nationaliste africaine².

On peut considérer que les attitudes des peuples colonisés envers les colonisateurs entrent dans un système plus complexe que cela. Tous les mouvements nationalistes ne sont pas, en effet, l'aboutissement logique d'un processus initié dès l'arrivée des premiers colons. Tous les mouvements de rébellion n'ont pas non plus de visée nationaliste.

De la même manière, on ne peut pas affirmer avec certitude que les rébellions touarègues modernes, celles des années 1990 et 2000, sont des mouvements de résistance entièrement inscrits dans les premières révoltes contre l'occupant français. Mais il est possible de déduire de ce travail l'idée selon laquelle il existe une forme de continuité « émotionnelle » et « symbolique » entre la manière de raconter l'histoire et la vie des mouvements de résistance. Cette continuité se retrouve aussi entre les mouvements, historiquement distincts, mais participant d'une même construction symbolique.

On en vient alors à se poser la question de l'écriture de cette histoire. Contient-elle une part de valeur performative ? Raconter les premières résistances serait-il une source d'inspiration pour les mouvements rebelles qui ont suivi ? Le fait de parler des guerriers du XIX^{ème} siècle et de Kaocen en termes de « résistance » et de « rébellion » a-t-il participé à l'élaboration des rébellions modernes ? On se gardera de tirer des conclusions purement mécanistes, qui

¹ Terence Ranger, *Connections between « Primary resistance movements » and Modern Mass Nationalism in East and Central Africa*, *Journal of African History*, n°9, pp.437-453 et 631-641.

² J. Glassman, *Feasts and Riot: Revelry, Rebellion and Popular Consciousness on the Swahili Coast, 1856-1888*, Portsmouth, 1995.

exagéreraient sans doute le pouvoir d'influence des chercheurs, aussi impliqués soient-ils dans leur empathie (ou leur antipathie) pour les causes rebelles. La capacité des chercheurs à peser sur les mouvements de résistance est certainement à chercher au sein des élites indépendantistes et rebelles, et des articulations de leurs discours respectifs.

Dans les années 1970, tentant de sortir des paradigmes mécanistes et de l'étude des élites, la recherche s'est alors tournée vers les outils du marxisme. Il s'agissait de déceler, dans les causes des rébellions, non plus les prémices du nationalisme mais un conflit de classes dont les origines se trouvaient dans le sous-développement.

L'histoire est donc un outil stimulant pour « repenser la résistance ». On précisera qu'elle l'est d'autant plus qu'on ne s'en sert pas pour reconstruire ou prédire l'avenir.

2- Sur les mouvements rebelles et les mobilisations

Tout d'abord, sous l'influence marxiste, la définition des termes de « résistance » et de « rébellion » a pris un sens plus ouvert. La recherche empirique, puis théorique, a par la suite pris conscience du rôle des « *groupes sociaux subordonnés* »³ et de leurs formes de résistance. Fallait-il voir dans les formes et les continuités des résistances au pouvoir une sorte de dépolitisation des rébellions, en tout cas de « désidéologisation » ? Cette question renvoie au concept de « *Social Bandit* » imaginé par Hobsbawm⁴. Cette approche, développée pour l'historiographie européenne, a connu des applications à l'Afrique qui se sont avérées fructueuses⁵. Mais on en a aussi touché rapidement les limites, sans doute inhérentes à toute modélisation des compréhensions des phénomènes sociaux. Pour l'Afrique elle-même, ce modèle a été contesté⁶. En ce qui concerne les Touaregs du Niger et plus précisément à propos du Mouvement des Nigériens pour la Justice, on a montré que cette notion n'épuisait ni les formes de résistances, ni les formes de mobilisations.

³ Jean-François Bayart, *Le politique par le bas. Questions de méthode*, Politique Africaine, n°1, mars 1981, p. 53.

⁴ Eric Hobsbawm, *Bandits*, London, Weidenfeld et Nicholson, 1969.

⁵ Edmond Keller, *A twentieth century model : the Mau Mau transformation from social banditry to social rebellion*, Kenya Historical Review, vol. 3, n°2, 1973, pp.189-205, et D. Crummey, *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, London, 1986.

⁶ C. Darch, *Are there warlords in provincial Mozambique? Question of the social base of MNR banditry*, Review of African Political Economy, vol. 45-46, pp. 34.

Il fallait donc chercher ailleurs les outils d'analyse de l'expression de la révolte, parfois jusque dans l'étude de ses formes de résistances muettes ou imaginées. La science politique francophone, à la suite de Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor⁷, a fait œuvre de pionnière dans la théorisation de cette « *approche par le bas* », rendue nécessaire pour appréhender correctement, à la suite des sociologues et des anthropologues, la voix de ces groupes sociaux subordonnés. Une telle approche a permis, en ce qui concerne les modes de résistance au pouvoir, de montrer toute l'originalité et la diversité des formes de la rébellion : Achille Mbembe⁸ a ainsi décelé dans les rêves une forme de résistance à la colonisation française du Cameroun. Dans l'ouvrage de Donald Crummey⁹, la connexion entre les bandits sociaux et les « *modes populaires d'action politique* »¹⁰ s'établit grâce au chapitre que Vail et White¹¹ consacrent aux chants de résistance au Mozambique.

Dans le cas particulier des rébellions, qui affichent aussi leurs objectifs politiques, ces méthodologies¹² ont permis de poser de bonnes questions sur les mobilisations. On a vu que les travaux de sciences politiques récents sur les mobilisations se sont articulés autour des relations entre insurgés et centre politique, populations locales, soutiens extérieurs et facteurs incitatifs, pour se rapprocher de plus en plus de l'intérieur des mouvements rebelles¹³. Ces travaux ont fait avancer la compréhension des phénomènes insurgés et de la violence en général. Cependant, on a montré que, pour bien comprendre les logiques des mobilisations¹⁴, il faut peut-être sortir des catégorisations pour entrer dans les logiques « culturelles » des rébellions à un niveau empirique.

⁷ J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Karthala, Paris, 1992.

⁸ Achille Mbembé, *Domaines de la Nuit et Autorité Onirique dans les Maquis du Sud Cameroun (1955-1958)*, *Journal of African History*, n°31, pp. 89-121.

⁹ D. Crummey, *Banditry*, *op.cit.*, 1986.

¹⁰ Jean-François Bayart, *Le politique par le bas*, *op. cit.*, p 54.

¹¹ L. Vail et L. White, *Forms of Resistance: Songs and perceptions of power in Colonial Mozambique*, in D. Crummey, *ibidem*.

¹² Dont les limites ont été démontrées par Robert Buijtenhuijs, *Les hauts et les bas du politique par le bas*, *Politique Africaine*, n°46, juin 1992, pp. 150-153, et P. Geschiere, *La politique en Afrique : le haut, le bas et le vertige*, *Politique Africaine*, n°39, septembre 1990, pp.155-160.

¹³ Jeremy Weinstein, *Inside Rebellions, the politics of insurgent violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

¹⁴ Stathis Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2006.

3- Sur la culture politique comme approche méthodologique

Si on veut dépasser les modèles du « bandit social » et du « choix rationnel », c'est parce que les rébellions touarègues, sous toutes les formes qu'elles empruntent, ont en effet à la fois une portée politique symbolique et un objectif politique. On ne peut les réduire ni à des actes de prédation, qu'ils soient fondés sur des pratiques « traditionnelles » ou sur la volonté de quelques chefs de guerre d'accaparer des ressources, ni à des conflits intestins pour l'accession au pouvoir, ni à du banditisme prolongé. Elles ne sont pas non plus le produit d'une lutte de classes entre dominants et dominés. Elles ne sont pas, enfin, des mouvements mobilisés sur des fondements ethniques.

Si on les a resituées dans leur « culture politique », c'est pour mettre en avant les *répertoires* de l'expression politique rebelle. On insistera encore sur la différence fondamentale qui existe entre cette approche et une analyse « culturaliste » des rébellions. Si celles-ci se réitérent, ce n'est pas parce qu'il existerait un déterminisme rebelle associé aux pratiques culturelles historiques des Touaregs. On espère avoir montré que c'est dans la diversité des approches, dans la formidable capacité des acteurs à s'approprier la rébellion, avec leurs propres mots, leurs propres influences et leurs propres objectifs, que s'est épanouie une culture politique qui continue à produire du sens. Devant cette diversité des modes d'expression rebelle ainsi que l'évolution des références que la rébellion propose, on serait tenté de parler non pas d'une, mais de cultures politiques rebelles.

On n'en diluera cependant pas le sens : il s'agit bien, même dans les lieux les plus inattendus de l'expression rebelle, d'une « culture », dans le sens où la rébellion est un lieu permanent de la « *réinvention de la différence* », comme le dit James Clifford¹⁵. Cette « culture » n'est donc ni une « tradition », ni une pratique d'exclusion. Elle trouve sa portée heuristique en tant qu'elle « *permet de penser les échanges, les enrichissements mutuels, les changements et la création.* »¹⁶ Les rébellions touarègues, on l'a montré, sont ainsi et avant tout un *mode d'expression* : elles fabriquent du politique, elles transforment les rapports de pouvoir et elles s'expriment au moyen de symboles compris par tous. Faut-il lui appliquer une « *approche culturelle du rôle de*

¹⁵ James Clifford, *The predicament of culture. Twentieth century ethnography*, Cambridge, Harvard University Press, 1988, p. 15.

¹⁶ Denis-Constant Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI*, op. cit., p 20.

l'individu dans les faits communautaires »¹⁷ ? Sans doute, mais pas seulement : il faut penser les mouvements politiques comme étant plus grands que la somme de leurs individus.

En ce sens, la « culture politique rebelle » est polymorphe, elle est transformations aussi bien que symboles. Elle se développe sur un riche terreau de pratiques politiques, mais surtout de représentations - qu'elles soient alimentées par les combattants, la société touarègue ou le monde extérieur. On pourra alors définir la culture politique rebelle comme un espace de l'*imaginaire* politique : comme sur la scène, le « théâtre » de la rébellion offre toutes les possibilités d'expression du politique, sans passer forcément par la représentation institutionnelle. Et dans ce théâtre de l'imaginaire, même les rebelles imaginaires peuvent s'exprimer.

Dans ce lieu de réinvention permanente, une certaine construction de l'identité se joue. Là encore, on se prémunira contre toute « *illusion identitaire* », dont Jean-François Bayart a montré les limites¹⁸. La capacité des jeunes Touaregs, aussi bien que celle de leurs aînés, à réinventer les formes de leur identité rebelle est une des clés de la compréhension des rébellions. Ces dernières s'épanouissent grâce à la multitude d'options qu'elles proposent, des plus honteuses aux plus valorisantes.

Dans ces constructions d'une image de soi qui alimente les représentations collectives, on a dévoilé combien la différenciation classique entre temps de paix et temps de conflit est illusoire. Pour appréhender à la fois la nature des mobilisations et les modes d'invention de la culture politique, il faut intégrer les continuités et arrêter de séparer les moments de l'analyse sur des frontières chronologiques. Il est également nécessaire d'intégrer à l'étude des mouvements rebelles toutes les formes des pratiques de la violence et les rapports des individus avec ces pratiques.

Il ne faudrait pas, cependant, se laisser effrayer par les mots. Si la violence peut s'exprimer dans la rébellion, et dans les pratiques qui l'entourent, on n'en déduira pas que les Touaregs sont marqués par cette violence au point de la reproduire sans trouver d'alternative. La violence, parfois, est aussi productive de changement : surtout, les hommes et les femmes rencontrés au cours de ce travail ont tous en eux l'inventivité nécessaire à des reconversions pacifiques.

¹⁷ Bertrand Badie, *Communauté, individualisme et culture*, in P. Birnbaum, J. Leca (eds.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986. pp. 109-131.

¹⁸ Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

On aura tenté, ici, d'intégrer ces pratiques de la violence à une histoire. On aura en particulier essayé de comprendre l'imaginaire et le symbolisme, la mémoire et la culture, au-delà des mots et des expressions banalisées, normées, sur la politique rebelle et sur la violence, en général. Il faudra peut-être, pour aller plus loin, entrer dans le domaine de l'indicible. Si les rébellions touarègues sont remarquables, c'est en ce qu'elles produisent autant, sinon plus, de transformations politiques en temps de paix qu'en temps de guerre. Dans l'imagination des ex-combattants, et dans celle de tous ceux qui comprennent les codes de la culture politique rebelle, on pourra toujours trouver des raisons d'espérer. C'est peut-être dans sa capacité à se transformer que la rébellion trouvera sa fin, et sa réalisation la plus aboutie.

On conclura en rappelant qu'avec ce travail, on aura essayé de se rapprocher au plus près des mots des combattants. Faut-il préciser qu'au fil des rencontres, se sont bâties des relations qu'on espère fondées sur la confiance ? On a tenté par cette démarche de mener une analyse aussi juste et aussi neutre que possible de la rébellion. Ces hommes et ces femmes n'avaient rien demandé, et ils ne tireront rien de ce travail, mais ils ont accueilli l'auteur de cette recherche avec une ouverture d'esprit et une dignité dont on aura tiré des leçons fructueuses. Si ce travail est parvenu à leur donner une place, pour qu'on puisse entendre ce qu'ils ont à dire, il aura atteint son but, malgré la difficulté de la tâche :

« *Vraiment, c'est difficile. Nous seulement on dit, en tamasheq: « celui dont la mère est tombée dans le puits, il ne voit pas le prix de la corde ».* Est-ce que tu me comprends ? »¹⁹

¹⁹ Anonyme, hiver 2006.

ANNEXE 1

Programme des revendications du Mouvement des Nigériens pour la Justice (M.N.J)

PREAMBULE :

Depuis le déclanchement de la première rébellion armée (1991-19992) au Niger, à nos jours, nous avons connus 02 pouvoirs de transition, 02 coups d'Etats militaires, 02 régimes démocratiquement élus.

Cette situation d'incertitude politique traduit largement le malaise des communautés nigériennes à adhérer pleinement aux discours des différents régimes qui se sont succédés.

Les affaires, la corruption gouvernent le pays et la mal gouvernance règne partout.

Malgré tout beaucoup d'espoirs ont été fondés ça et là pour permettre à la première flamme de la Paix de voir le jour.

La volonté nationale affichée par les pouvoirs politiques s'investit davantage dans les zones à fortes potentialités électorales que de réduire les inégalités et la pauvreté dans cette région dont les ressources alimentent plus 50% le budget national.

Depuis, que des injustices ont été recensées sur le plan politique par l'assassinat de personnalités politiques comme **Mano Dayak, Chahaï Barka, Mohamed Inalher**, jusqu'au président de la république **Ibrahim Baré Maïnassara**.

Tous ces Fils du Pays, assassinés par leur mère (patrie), **avec la complicité de certaines forces étrangères très influentes**, n'ont jamais bénéficiés même à titre posthume d'un procès juste.

Des procès iniques et des emprisonnements des journalistes pour avoir informés le peuple sur des crimes, apparentés à une prédation sans limite des biens publics ; une gestion dictatoriale clanique et partisane basée sur le clientélisme, les passe-droits, au vu et au su d'une assemblée nationale complice, dont la seule obsession est l'enrichissement immédiat.

Cela explique l'entêtement inflexible du gouvernement à démontrer que le Niger n'est pas dernier au classement sur L'IDH ; au mépris des populations qui vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

Sur le plan social et syndical des mouvements d'arrêt de travail, jusqu'à la désobéissance civile ont été observés encore sans solution juste et effective. Encore, le mépris et la répression gratuite restent la seule option de gestion de crises, par les différents gouvernements.

Sur le plan militaire, une politisation grandissante de cette institution l'a conduit à des dérapages sans merci, en créant de toute

pièce des « coups d'Etat fictifs » pour se débarrasser des indésirables officiers, sous officiers, et hommes de troupes : arrestations arbitraires, procès inéquitables, libération et radiation sans motifs valables. Cette injustice a porté un coup dur sur le sentiment d'appartenir à une famille unie, une carrière militaire basée sur le mérite, au profit des considérations ethno régionaliste et partisans.

Au niveau des gouvernants une profonde politisation de l'administration a creusé un fossé de plus en plus large entre eux et les citoyens ;

Cela est caractérisé par des marchandages, des partages ou récompenses au détriment des compétences, avec au finish une administration hétéroclite, aux missions indéfinies, où le laisser aller côtoie un affairisme effréné et des prestations parallèles.

Tout ceci traduit une inefficacité évidente de l'administration et un sentiment de citoyen de plus en plus laissé à lui même.

Nonobstant cette situation accablante pour le Niger, Il est difficile d'admettre un recours aux armes ; mais il n'est pas encore tard pour que la classe politique nigérienne examine avec recul et responsabilité, sans esprit partisan la situation de notre Pays en particulier les diversités culturelles géographiques socioéconomiques des régions sahariennes. Il en découlera sans nul doute la nécessité de leur entière implication dans la gestion de leur terroir.

Leur devoir à tous n'est il pas « d'organiser la cité au bien être des citoyens ? »

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, pour sa part, conditionne la Paix définitive à la satisfaction de ses revendications

Introduction :

Les revendications du **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** complète le cadre des accords de paix déjà signés entre l'ex rébellion armée et le gouvernement du Niger.

Le MNJ souligne l'indispensable nécessité de poursuivre l'application de ces accords jusqu'à leur terme final.

En guise de complément, les populations **de l'Aïr, de l'Azawagh, du Manga et de Tillabery** connaissent des difficultés énormes et des injustices de toutes sortes, quand à leur insertion économique, sociale et politique dans le tissu national.

Ces difficultés touchent les domaines suivants :

- Politique
- Agriculture
- Santé
- Education
- Tourisme et artisanat
- Commerce

- Administration
- Sécurité
- Finance et plan
- Mines et industries
- Elevage (agriculture)
- Voies de communications
- Justice

Le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) réclame la fin de cette injustice par un réaménagement touchant tous les domaines de la vie tels que :

1. Politique

Le système politique Nigérien est une démocratie pluraliste.

Les différents partis politiques se créent et s'allient non pas pour des raisons idéologiques mais pour le « partage du gâteau ».

Les raisons ethno régionalistes déterminent le choix électoral au détriment d'un programme politique axé sur la justice et le développement économique et social équitable.

La pauvreté ambiante et l'utilisation de l'argent pour les campagnes électorales handicapent davantage l'esprit du choix électoral.

Les alliances contre nature au niveau de l'assemblée nationale, aboutissent à des groupes d'intérêt économiques, se partageant les marchés publics et servant de chambre d'enregistrement à un gouvernement composé des parents amis et connaissance, qui confondent la situation économique désastreuse du Pays avec la situation de confort arrogant dans laquelle ils vivent.

On comprend l'insolence des déclarations tendant à démentir les situations de famines et le rang de dernier de la planète.

Les représentants de l'Etat dans les régions se comportent plus en « mercenaires politiques » chargés de défendre les intérêts personnels et des partis amis au lieu de la gestion dynamique juste et transparente pour le développement des populations administrées.

La justice n'échappe pas à la tragédie, l'argent et les relations en haute sphère garantissent l'impunité quels que soient les crimes et abus.

Au niveau de certaines régions et la région d'Agadez en particulier :

- La plus grande région en terme de superficie
- La plus grande en terme potentialités économiques et culturelles
- Aucun investissement visible contrastant avec une capitale en plein essor économique.
- Sous représentativité flagrante au niveau de la fonction publique et les sociétés régionale et pire au niveau national ; (90% des ses fonctionnaires viennent des autres régions, pour un taux de chômage

80%, avec les même diplômes sinon mieux), 12 % de la main d'oeuvre des sociétés minières ;

- Aucun poste de responsabilité dans les sociétés et les directions de la région.
- Sous représentativité politique (5 députés sur plus d'une centaine ; 2 ministres sur plus d'une vingtaine...) pour une région qui représente les de la superficie nationale.
- Sous représentativité à l'université et les écoles professionnelles (les conditions pour la poursuite des études sont devenues extrêmement difficiles).
- Un système éducatif en délabrement, un niveau des élèves inquiétant, un important taux de déperdition scolaire.
- Un système de santé en décomposition qui ne tient pas compte de la composante nomade
- Aucunes infrastructures pour la viabilisation durable des zones minières
- Des financements des ouvrages qui ne sont jamais finis sans respect des normes et de délais, comme pour l'Aéroport moderne Mano Dayak et l'Hôpital de référence.
- Une armée et une police suspicieuses et corrompues qui se comportent en territoire conquis face à des populations terrorisées qu'elles sont censées sécuriser.
- **une administration qui parle avec mépris et arrogance en terme de « vous » la population et « nous » de l'Etat**, exprimant là le néocolonialisme des fonctionnaires.
- Des services techniques en hibernation sans moyens ni motivation assument mal leur fonction et leur rôle, gonflant inutilement le budget national.
- Le Niger a t il besoin d'exclure une frange de sa population pour son développement ?
- Braderies des permis de recherche miniers avec la plus grande opacité et sans aucune consultation ni profits aux populations autochtones ; l'importation de la main d'oeuvre non qualifiée par les sociétés chinoises de recherche de pétrole en est l'illustration.
- Le simulacre de décentralisation qui se caractérise par une plus grande démission de l'Etat. Le transfert de certains pouvoirs aux communes n'est pas suivi des moyens financiers indispensables pour la mise en place effective de la décentralisation.
- Les retards et les dysfonctionnements observés ça et là sont sciemment entretenus pour faire échouer le processus.
- Les critères de diplômes doivent être considérés au même titre que ceux de l'expérience dans le milieu pour résorber la question de chômage de la jeunesse.
- les partis politiques de toute tendance (gauche- centre -droite) créés, ont géré le Pays sans conviction idéologique, se sont transformés en des groupes ethno régionalistes pour se partager le pouvoir et occuper des postes.

- Faut-il ignorer volontairement cette réalité et taxer de régionaliste toute volonté des populations autochtones, de réclamer le pouvoir de s'autogérer ?

Pour la majorité des citoyens le Niger se limite à Niamey la capitale (1000 Km).

Cette situation plus qu'alarmante est une véritable bombe à retardement qui menace l'existence même du pays.

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** exige la tenue d'un forum pour des réflexions impartiales pour une réforme globale de la politique du Niger en général et des régions sus citées en particulier.

2. Mines et industries :

Les mines sont gérées de façon mafieuse, et constituent un fond politique énorme avec des recrutements partisans et qui excluent les populations autochtones, des nominations récompensées dans un cercle étroit toutes choses qui jurent avec la bonne gestion au service du développement.

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, exige de revoir et corriger les injustices que subissent les travailleurs de la soustraitance dans les unités de productions d'uranium à Arlit et des sociétés chinoises de recherches de pétrole.

En effet ces travailleurs sont envoyés dans des carrières, les mines et les usines sans aucune protection.

Ils sont victimes des traitements dégradants et discriminatoires dans leur salaire, les transports, les soins de santé.

Le **MNJ** exige la revalorisation du prix de l'Uranium Nigérien et des meilleures conditions de vie et de travail dans toutes les sociétés des régions sus citées.

Le **MNJ** réclame : des mesures nominatives aux postes suivants des sociétés minières

- Chef de personnel
- Directeur d'exploitation
- Services achats

En outre le **MNJ** exige :

- L'ouverture d'une enquête scientifique indépendante pour déterminer l'état de lieu en matière de pollution et les conséquences de l'exploitation minière sur l'environnement et sur la santé des populations des zones concernées
- Une participation des sociétés d'exploitation d'uranium à la mise en valeur des zones d'exploitations, pour participer au développement durable et faire de cet espace austère et dangereux une place où il fait bon vivre.
- Une politique axée sur un environnement sain pour les générations futures, un contrôle sévère et l'interdiction de la réutilisation de matériel pollué récupéré par les populations locales;

- L'arrêt immédiat de la braderie des permis d'exploitation pour une gestion parcimonieuse et responsable des richesses minières.
- un quota de 90 % des emplois des sociétés minières aux populations autochtones ;
- un versement de 50 % des revenus des sociétés d'exploitation au profit des collectivités locales.
- la construction des nouvelles cités d'Habitation loin des zones à risque ;
- l'arrêt de toutes les recherches dans les zones d'élevage
- fermeture de toutes les anciennes carrières et une gestion transparente des déchets toxiques.
- La subvention par les sociétés d'exploitation de l'uranium et du charbon de l'éclairage des grandes citées de la région.

2. Administration :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, refuse que les citoyens des régions de **l'Aïr, du Kawar du Manga et de l'Azawagh** continuent d'assister en spectateurs passifs aux décisions censées régir leurs destinées et réclame leur participation pleine et entière à la gestion de la chose publique au niveau régional mais aussi national.

Les chefs traditionnels, incontournables, doivent être réhabilités pour jouer leur rôle et participer pleinement à la gestion traditionnelle du terroir.

Au niveau des régions, les postes de gouverneurs (**Agadez, Tahoua, Diffa et Tillabery**) et les préfets (**Arlit, Tchirozerine, Bilma, Abalak, Tanout ...**) doivent revenir aux ressortissants de ces régions en lieu et place du mercenariat habituel.

Au niveau des directions régionales des sociétés publiques et para publiques et des services techniques, les cadres cités plus haut doivent concevoir et animer la gestion du développement.

L'agence nationale pour la promotion de l'emploi doit strictement privilégier la préférence autochtone pour résorber le chômage;

L'affectation du patrimoine de la **SERTA** aux collectivités locales.

Le remplacement des cadres doit se faire uniquement dans le cadre interne et régional.

3. Sécurité et Défense :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** constate que le intégrés au sein des **FNIS** souffrent du diktat des **FAN**, du manque de confiance de l'Etat et n'ont aucune chance de progression de carrière dans un Etat qui les regarde comme potentiellement dangereux alors que le vrai danger pour la république est dans le bouillonnement silencieux de la grande muette.

Le **MNJ** exige comme principe de base en ce domaine, de démarquer la sécurité de la défense.

Pour mieux asseoir la sécurité dans l'espace Saharien,

Le **MNJ** réclame :

- La création d'un Etat major des **USS** basé à Agadez
- La création d'un commandement régional de la sécurité assuré par les **USS** (sécurité des zones Sahariennes) et la police (sécurité urbaine)
- Mise sur pieds de 04 bataillons des **USS** dans les zones de **l'Aïr, du Kawar, de l'Azawagh et du Manga.**

Ces bataillons ont pour charge d'assurer toutes les missions de sécurité dans les zones Sahariennes nomades.

Ils doivent être la première force publique au contact des populations nomades.

Une intégration de 3000 combattants au profit des 04 bataillons, doit s'opérer en complément des 13 années sans recrutement.

Un recrutement annuel de 200 personnes au profit des bataillons doit être effectif.

Une formation continue et des stages appropriés des éléments des **USS** doivent avoir lieu en permanence.

Au niveau des forces armées nigériennes (**FAN**) la présence des communautés nomades est insignifiante.

Désormais des quotas doivent être attribués et respectés pour tenir compte de l'équilibre régional et communautaire dans la construction du pays.

Nous réclamons leur présence dans les échelons des hiérarchies militaire :

Au niveau des FAN :

- 02 grades de généraux
- 05 grades de colonels
- 10 grades de commandants
- 20 grades de capitaines
- 40 grades de lieutenants
- 160 grades de sous officiers supérieurs
- 300 grades de sous officiers subalternes
- 2000 hommes de troupes à recruter
- Un recrutement annuel de 300 éléments

Le commandement des zones de défense **d'Agadez, Tahoua, et Diffa** doit associer les officiers issus des populations autochtones.

Au niveau de la gendarmerie

- 05 grades de commandants
- 10 grades de capitaines
- 20 grades de lieutenants
- 100 sous officiers supérieurs
- 200 sous officiers subalternes
- Recrutement annuel obligatoire de 100 élèves gendarmes

Au niveau de la police

- 40 commissaires pour les régions d'Agadez Tahoua et Diffa
- 80 inspecteurs de police
- Intégration de 500 élèves tout grade confondu
- Recrutement annuel de 50 élèves policiers.

Au niveau de la Douane

- Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)** réclame la création immédiate de Directions régionales des douanes à Tahoua, Agadez, et Diffa.
- Les cadres de la douane ressortissants de ces zones doivent bénéficier de 06 chefs de bureau
- Une intégration de 300 élèves
- Un recrutement annuel obligatoire de 100 élèves

Au niveau des eaux et forêts

- 05 grades de colonels
- 10 grades de commandants avec formation appropriée
- Intégration de 100 élèves
- Recrutement annuel de 50 éléments

4. Agriculture :

Le **Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)**, exige dans ce domaine :

La mise en valeur des énormes potentiels agricoles des régions au profit des populations locales à savoir :

- L'exonération des produits agricoles pendant 15 ans
- Création de banques régionales pour le développement agricole à **Agadez, Tahoua , Diffa et Tillabery.**
- Multiplication de coopératives agricoles communales
- La signature de convention de coopération avec les Etats voisins pour faciliter l'écoulement de la production agricole
- Multiplication des systèmes d'irrigation(sikerat, amidar, irazer, tchirawayene...)
- Multiplication de système de retenu d'eau et de protections de sols dans les Oasis et vallées cultivables
- La création des unités de transformation et de conservation des produits Agricoles

5. Elevage / environnement:

Il est couramment admis que toute terre non cultivée est vacante de sorte que pour peu qu'un agriculteur plante quelques tiges de mil quelque part, la terre lui revient et il pourra y exercer un droit foncier.

Quant à l'éleveur, ses territoires de pâturage ainsi que celles de ses ancêtres ne lui étaient reconnus par aucun texte juridique.

Vu les bouleversements climatiques et les conséquences désastreuses des sécheresses sur le secteur de l'élevage une nouvelle

politique axée sur un élevage intensif s'avère nécessaire et possible.

- La reconnaissance du droit foncier des aires de pâturage garanti par les chefs traditionnels ;
- Création des structures financières régionales encourageant le développement des activités pastorales.
- Forages à proximité des zones d'élevage
- Banques d'aliment pour bétail
- La reconstitution du cheptel
- La commercialisation du bétail et des produits dérivés de l'élevage
- L'implantation d'unités de transformation et de conservation des produits d'élevage ;
- Protection des aires des pâturages
- Amélioration des services et création des cliniques vétérinaires
- Financement de l'élevage d'embouche
- En cas de reconversion des éleveurs un appui technique adéquat et un suivi constant sont impératifs
- Arrêt immédiat et sans condition des missions clandestines de massacres de la faune.

6. Commerce :

- Banque d'investissement régionale des opérateurs économiques locaux
- Exonération fiscales et douanière des activités commerciales et service des opérateurs économiques locaux pour 15 ans
- Exonération fiscale et douanière des produits alimentaires de première nécessité pour 15 ans
- Créer les conditions pour mettre en place des conventions de partenariat économique et des ententes commerciales avec les Pays voisins **Mali Algérie, Libye**
- Ouverture du marché et arrêt du monopole de la SONIDEP pour diminuer la dépendance du Nigeria
- Redynamiser et restructurer la SONICHAR pour réorienter ses activités sur le développement local.
- Utilisation du charbon minéral pour arrêt de la coupe du bois vert
- Implication des populations locales dans la structure de gestion de la chambre de commerce ;
- Création d'un centre de formation et d'encadrement sur les techniques commerciales.

7. Tourisme et artisanat :

- Réhabilitation des Aéroports aux normes internationales
- Mise en place de fonds d'investissement pour le développement de l'activité touristique à Agadez.
- Recensement et protection de tout le patrimoine touristique
- Construction d'un musée régional à Agadez
- Restitution de tout le patrimoine touristique et scientifique soustrait à Agadez

- Réhabiliter et promouvoir les unités hôtelières
- Réduction des taxes aéroportuaires pour inciter la desserte
- Levée des visas touristiques pour une durée de 15 ans
- Promotion de l'artisanat et du tourisme
- Création d'un IUT de Tourisme

8. Finances, Economie et Plan :

- Permettre une plus grande transparence dans les finances publiques et la gestion des retombées des ressources minières au niveau régionales par la mise en place d'un organe local de contrôle ;
- Une gestion transparente du système de péage routier à restituer aux collectivités décentralisées.
- Création d'une direction régionale des douanes à Agadez
- Décentralisation du budget annuel dans toutes les directions régionales du pays y compris le budget d'investissement ;
- Mise en place d'une banque d'aide aux populations défavorisées avec un système de crédit qui tienne compte de la non disponibilité de garantie.
- 50 % des recettes douanières régionales à allouer aux collectivités locales.
- arrêt des exonérations douanières à allouer aux sociétés qui exploitent les richesses du Pays.

9. Education :

- Enseignement obligatoire de la langue **Tamasheq** et de l'écriture **Tifinagh** dans les régions de Tahoua et Agadez et Tillabery;
- Un vaste programme d'alphabétisation en Tifinagh
- Multiplication des écoles nomades
- Mise en place des cantines scolaires et internats ou subventions aux tuteurs ;
- Réadaptation des manuels scolaires qui tiennent compte du mode de vie et des besoins des populations
- Formation en quantité des enseignants de carrière et arrêt pur et simple du système de contractuel inefficace et dégradant.
- Multiplication des projets de financement pour l'éducation des jeunes filles
- Création d'institutions d'enseignement supérieur et technique dans les régions sahariennes

10. Culture

Pour développer une culture il faut la connaître, et les locaux doivent penser, concevoir et animer l'élan culturel

- Développement et protection du patrimoine culturel touareg
- Redynamisation des directions régionales de la culture en associant les cultures **touaregs, Kawari et Agadezienne,**
- Crédit à l'encouragement à la création artistique et culturelle ;
- Créer un fond pour l'appui aux manifestations culturelles (festival de

l'Aïr, foires, cure salée, festival du Kawar...)

11. Santé :

- Le système de santé du Niger est pensé sur une population sédentaire concentrée dans des aires de moins de 15 kilomètres , la population pastorale dispersée doit jouir de son droit inaliénable à la santé pour tous ;
- Un vaste programme de formation des agents de santé ressortissants de la région, pour mettre fin à l'absentéisme et l'affairisme chronique des agents ressortissants des autres régions plus habitués à un style de vie sédentaire.
- Réhabilitation et fourniture de soins de qualité et gratuits pour les populations des zones d'exploitation minières
- La construction, la réhabilitation et l'équipement des unités sanitaires en moyens humains et matériel et en médicaments
- Mise en place d'une unité d'assainissement et de démoustication dans les différents centres urbains des régions ;
- La construction des systèmes d'évacuation des eaux usées dans les villes sus citées.
- La réhabilitation des normes (années 1980) de qualité et de sécurité dans les mines et les Hôpitaux et utilisation des personnels qualifiés expatriés.
- Réhabilitation de l'hôpital régional et des hôpitaux départementaux de Agadez, Tahoua, Diffa, Tillabery
- Gratuité des soins sur toute l'étendue régionale
- Sensibilisation des populations nomades sur le SIDA
- Couverture sanitaires des victimes de l'extraction minière et leur indemnisation
- Multiplication du point de santé animale
- Création des centres de formation en santé humaine et animale.

12. Voies de communication

Dans les domaines de l'équipement et de la communication :
désenclavement des régions :

Reprise et bitumage des axes routiers principaux :

- axe Tahoua -Agadez- Arlit
- Axe Arlit - Assamaka
- Axe Arlit – Gougaram – Iferouane – Timia
- Axe Agadez- Tabelot – Timia
- Axe Agadez – Elmecki – Tima
- Axe Agadez- Tafadak – Tamazlak –Anoumakaren
- Axe Tchirozerine – Tafadek - Egandawel
- Axe Tchirozerine – Agharous – Ingall
- Axe Ingall – Tiguida – Inabaghret – Tassara – Tilia – Tahoua
- Transsaharienne vers la libye
- Réalisation de l'aérodrome de Tabelot
- Electrification des chefs lieux des communes

- Une couverture de communication téléphonique et du réseau Internet des chefs lieux des communes

13. Justice et droits de l'Homme:

Convaincu que l'injustice constitue le plus grand risque de désintégration de la nation.

Le **MNJ** reste intransigeant devant la nécessité d'un respect scrupuleux de la **JUSTICE PRATIQUE ET EQUITABLE** pour tous les citoyens.

Il exige par ailleurs que les **assassins** des personnalités citées ci haut soient traduits devant une **justice libre et indépendante** au service de la nation.

Pour ce faire, c'est un besoin vital pour le Niger que lumière soit faite sur ces crimes graves.

De l'oligarchie érigée en système de gestion de l'Etat, le règne de la psychose pour se garantir le pouvoir, constituent sans nul doute un frein à l'expression sans complexe des talents ; donc porteur de sous développement.

La liberté de la presse dans un **Etat de droit**, est une garantie constitutionnelle et ne doit souffrir d'aucun compromis ni de complaisance.

La société civile **est la Nation** et le gouvernement n'est qu'au service de la Nation.

L'Etat se doit d'apporter des solutions aux préoccupations de la société et non de se ranger en opposition à toute demande du peuple souverain.

Le droit à l'éducation à la santé et à la sécurité sous toutes ses formes ne doit souffrir d'aucun laxisme.

En résumé, la **JUSTICE** doit être au service du peuple et non un instrument chargé de valider les déraillements du pouvoir.

Conclusion

La région d'Agadez comme les autres est une entité socioéconomique et culturelle authentique.

C'est une région autosuffisante dans le pays le plus pauvre de la planète.

Une politique basée sur son administration et l'exploitation de ses richesses, par les autres composantes de la nation ; son exclusion de toutes les décisions régionales, sa sous représentativité sur l'échiquier national, lui donne un autre goût que celui d'une véritable démocratie.

L'obligation qui lui est faite d'appartenir à une république qui fait tout pour la frustrer, qui lui dénie tous ses droits pour des raisons de poids électoral, la terreur répressive comme moyen de consolidation nationale au détriment de la justice et de la symbiose des peuples est loin d'être une politique adéquate et de confiance mutuelle.

Après avoir expérimenté la politique de la résignation générale et de

l'assimilation serviable, cela ne nous a pas épargné des clichés de subversifs et de dangereux, situation qui risque de perdurer tant que nous ne déciderions pas de notre avenir.

Devant le péril de la République qui nous menace tous en tant que peuple fier d'appartenir à une communauté, animée d'un sentiment de respect mutuel et garantissant les mêmes chances pour tous.

Le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ), pense désormais que la représentation des touaregs, et des autres communautés en tant que minorité visible et peuples autochtones, dans le gouvernement et tous ses démembrements, doit être consacrée par la constitution de façon irréversible.

ANNEXE 2

COORDINATION DE LA RESISTANCE ARMEE (C. R. A.)

PROGRAMME-CADRE DE LA RESISTANCE

Février 1994

MEMORANDUM

Vers cette fin du 20ème siècle, la situation du peuple touareg peut se résumer par ces quelques mots : marginalisation politique, pauvreté absolue, persécution. On ne peut comprendre cette situation sans avoir, au préalable, jeté un coup d'oeil sur notre histoire immédiate.

En effet, notre avenir, notre destin, notre histoire nous ont échappé depuis le début du siècle, en d'autres termes depuis que la France a décidé d'étendre son empire jusqu'à notre Sahara ancestral. Une logique implacable, ne répondant à aucune dimension humainement concevable, a sous-tendu leur débarquement sur nos terres. Bien entendu, pour la préservation de notre territoire, nous avons opposé une résistance des plus acharnée pour freiner la conquête française. A l'époque, quoiqu'on dise et contrairement à ce qu'on a voulu dire et faire accepter au monde, nous constituons un ensemble géographiquement, socialement et culturellement homogène. C'est pour cela que toutes les confédérations qui constituent la nation touarègue se sont soulevées partout pour barrer le chemin à l'envahisseur français qui voulait contrôler notre Sahara et ses rives. Tous les peuples nous reconnaissaient la paternité de cet espace que nous avons dompté, maîtrisé et géré depuis la nuit des temps. Même les scientifiques les plus réticents qui y ont étudié les vestiges et les traces civilisationnelles s'accordent pour dire que le Sahara Central est notre domaine depuis des millénaires. Nous l'avons défendu contre d'autres agresseurs bien avant les Français. Il n'a pas été facile à ces derniers de venir à bout de notre résistance.

Notre but dans ce document n'est pas d'écrire l'histoire de notre peuple. Nous voulons juste en retracer les points culminants en ce 20ème siècle, points qui justifient notre situation actuelle. Notre histoire, sur le dos de laquelle tant de mensonges ont été écrits et véhiculés pour légitimer tous les abus, toutes les privations et toutes les persécutions politiques dont nous avons été victimes, nous l'écrivons en temps opportun.

Comme nous le disions plus haut, les ficelles de notre histoire, de notre devenir nous ont été arrachées de force par les Français au début du siècle, après des décennies de résistance. La révolution de nos ancêtres a été matée dans le sang. Le résultat, tout le monde le sait, et nous Touaregs, même si une certaine logique veut que nous fermions cette page de notre histoire, nous ressentons encore dans notre sang la douleur et l'acuité de cette injustice. Nous avons été dépossédés de notre territoire dans son intégralité ; nos structures socio-politiques et administratives ont été littéralement émiettées.

En effet, pour mieux asseoir les acquis de leur nouvelle conquête et annihiler tout nouvel élan de révolution de notre part, nos colonisateurs ont d'abord partagé notre espace par des frontières arbitraires, constituant ainsi des pays taillés à leurs intérêts, et ensuite, à l'intérieur des nouvelles entités ainsi créées, ce qui reste de nos structures a été désorganisé et modelé conformément aux besoins de la nouvelle administration qu'on nous imposa.

Durant les premières décennies de la colonisation, et d'ailleurs jusqu'ici, nous avons servi de force les intérêts du colonisateur. Pendant l'exercice direct de la colonisation, le colonisateur français n'ayant pas oublié l'acharnement avec lequel nous nous étions défendu contre lui, savait que la prétendue pacification était fragile. Alors, nous avons été tenus en dehors de toute organisation susceptible de nous faire revenir à nous. Il fallait que la dégradation de notre société continue. Ainsi la gestion du juteux Sahara se fera sans obstacles majeurs. Ce fut dans le contexte que survinrent les prétendues indépendances.

Mais avant ces dernières, le colonisateur avait pris le soin de nous préparer notre future tutelle. Bien entendu, nous n'étions pas à même de comprendre l'astuce, car au cours de leur présence chez nous, tout dans leur attitude montrait qu'ils restaient pour toujours. Ainsi nous nous étions faits dans l'idée de vivre avec eux, de collaborer. De toutes façons nous n'avions pas le choix et puis nous espérions que par l'usure et l'habitude, ils finiraient par nous reconnaître nos droits fondamentaux. Bref, par le fruit du hasard, nous avons eu confiance. Et tout d'un coup, on nous annonçait que le colonisateur partait et laissait aux autochtones le soin de se gérer, mais qu'ils avaient le choix d'y renoncer. Ce fut le référendum de 1958.

Nos parents se prononcèrent en faveur de leur indépendance en précisant qu'ils désiraient un pays à eux où ils retrouveraient leurs droits d'avant la colonisation. Il existe encore des documents le prouvant. Leur choix avait été guidé par le souci de ne pas être sous la nouvelle tutelle qu'on leur destinait et qu'ils venaient juste d'apprendre avec surprise. En effet, le départ des Français voulait tout simplement dire revenir sous administration du Niger et du Mali, ce auquel les Touaregs ne s'attendaient point.

Ils le manifestèrent en écrivant directement à la Présidence de la République Française. Mais les jeux étaient déjà faits et nulle place à une quelconque protestation. Au Niger, les auteurs de la lettre furent déportés et moururent en prison. Le mirage d'une indépendance dans un cadre touareg, comme nous étions en droit d'y aspirer, s'envolait en éclat. Nous ouvrons les yeux sur une autre colonisation, pire que la précédente. On avait convaincu nos nouveaux maîtres de la nécessité de nous maintenir sous la semelle, car nous constituons encore un danger qui menace les nouveaux acquis. Ce fut d'autant plus facile que les colons avaient eu l'idée malsaine de tirer sur la corde raciale. Déjà meurtris par un demi siècle de persécution pendant la période française, le coup de semonce devrait nous être administré par nos nouveaux tuteurs.

Le nouvel espace ainsi taillé arbitrairement qu'on appelle Niger était déjà mal parti pour constituer une nation. Toutes les chances pour parvenir à cet objectif étaient hypothéquées d'avance pour plusieurs raisons. Nous allons ici évoquer les principales.

Faut-il le rappeler, la colonisation a été un frein à la réalisation d'une histoire et d'un destin communs par les peuples trouvés sur cet espace géopolitique. Elle a retrouvé des entités

géopolitiques indépendantes dont les relations controversées allaient de la coopération politico-économique au conflit ouvert. D'autres s'ignoraient purement et simplement. C'est ce que le colon a appelé désordre pour arborer valablement une fonction salvatrice. Mais c'est un faux prétexte d'autant plus que le passé des autres parties du monde n'est pas différent. C'est dans ce chaos que sont nées les nations européennes et autres, avec la différence fondamentale qu'elles n'ont pas connu un phénomène aussi perturbateur que la colonisation. En Afrique, cette dynamique naturelle a été supplantée, et l'est d'ailleurs encore, par une autre purement artificielle qui sert les intérêts des nations qui osent se dire civilisées.

La construction d'une nation est un choix délibéré des peuples qui doivent lui donner la forme et le fond souhaités. La mosaïque des peuples qui constituent le Niger actuel n'a ni choisi ses frontières, ni la démarche à adopter pour parvenir à l'homogénéité nécessaire à la réalisation d'une nation, digne et capable d'élever sa voix dans le monde.

Donc, partant du caractère arbitraire du découpage de nos frontières, une multitude de peuples se sont vus dans l'obligation de vivre ensemble. Le colonisateur savait bel et bien à quel point cette hétérogénéité pourrait être dommageable à la réalisation d'un destin commun. Il aurait donc fallu nous aider à aller dans ce sens pendant l'administration directe sous laquelle nous étions. Le schéma classique et logique est la valorisation et le développement des structures spécifiques à chaque peuple afin qu'il puisse se gérer conformément à ses intérêts et suivant son mode de vie, quitte à l'amener à réaliser un avenir commun avec ses voisins. Et tout ceci dans le plus grand respect des spécificités, qui, bien comprises et bien gérées, constituent un cumul d'atouts pour un développement accéléré de l'espace géopolitique. En somme, la France aurait dû respecter le caractère fédéré de l'espace géopolitique qu'elle appelle Niger.

En lieu et place de tout ce qui précède, le colonisateur a préféré favoriser l'hégémonie d'un peuple sur les autres, auquel il a donné des directives. Ainsi, nous avons raté le coach dès le départ, parce qu'en fait le Niger est une entreprise franco-française pilotée de Paris. En effet, ce n'est un secret pour personne, la France n'a pu devenir une puissance nucléaire que grâce à l'uranium de nos terres. C'est ce dernier et toutes les autres richesses que recèle notre Sahara qui nous ont valu tous nos malheurs, entre autres celui d'avoir été rattachés au Niger. Avec la collaboration des régimes mis en place et entretenus par la métropole, nos terres se sont vidées vers d'autres cieux. Les retombées ainsi récoltées sont partagées par la France et ses poulains au pouvoir au Niger. Ses derniers utilisaient leur part du gâteau à leur enrichissement personnel et à la mise en place d'infrastructures de développement dans leurs régions. Ni les Touaregs, ni leurs régions, n'ont été bénéficiaires de près ou de loin de la manne. La France, malgré son poids politique, n'a jamais essayé de sermonner les dirigeants du Niger, au contraire elle se réjouissait de la marginalisation totale dont nous avons été victimes. L'objectif est que nous soyons le plus longtemps possible éloignés de la sphère politique qui décidait. Il faut dire que cet objectif avait été bien préparé par les colons eux-mêmes en nous éloignant savamment de l'école et de l'administration. N'ayant pas parachevé l'oeuvre, ils en ont laissé le soin à leurs successeurs.

Pendant la première décennie des indépendances, une sécheresse s'abattait sur le pays et les victimes sont naturellement ceux qui vivent directement dans les zones rurales. Parmi ceux-là, nous occupons une place de choix car à 99% nous vivons dans les campagnes avec pour seule ressource notre bétail. Cette calamité fut bien accueillie dans le fond puisqu'elle appuya les

efforts des dirigeants qui s'employaient à notre affaiblissement avec ferveur. Ainsi, ce fut de bonne conscience qu'ils croisèrent les bras devant cette dégradation accélérée de ce qui reste de notre économie. Pour la forme, on lança quelques appels de détresse à l'extérieur pour recevoir des aides de toutes sortes. Les aides vinrent, mais comble de cynisme, nos dirigeants les utilisèrent à leur guise. Les vrais destinataires en ont entendu parler par oui-dire ou au maximum en avaient reçu quelques miettes.

Les conséquences de la sécheresse et de l'utilisation politique qui en avait été faite sont connues de tous. La déperdition du bétail a provoqué trois phénomènes les plus tangibles : une partie de notre peuple se rua vers les centres urbains pour grossir les bidonvilles où leur niveau de pauvreté est indescriptible. En lieu et place de la compassion que cette situation appelle, les pouvoirs de l'époque ne prenaient même pas la peine de cacher leur satisfaction, car à coup sûr telle est leur volonté et leur désir depuis si longtemps. Une autre partie d'entre nous observèrent une avancée vers la savane où les pâturages sont moins touchés que dans nos zones habituelles. Là, ce fut une rude bataille, car la solidarité et l'unité nationales souvent invoquées dans les discours des dirigeants ne joueront pas. Au contraire, comme si nous venions d'une autre planète, l'accueil qu'on nous réservait était plus qu'hostile. Enfin une troisième partie, notamment les plus jeunes, s'en allèrent hors des frontières du pays et naturellement, comme répondant à un appel du sein, ce sont l'Algérie et la Libye qui accueillirent le gros lot. La Libye principalement en accueille une grande partie. Ayant coïncidé avec le démarrage des programmes révolutionnaires mis en place pour le développement de ce pays, nous avons pu apprécier de visu ce que doivent être les rapports entre les pouvoirs et leurs administrés. Et là, le miroir nous renvoya l'ampleur et la profondeur des injustices que nous subissons chez nous. Une prise de conscience politique s'amorça.

Pendant que sévissait la sécheresse dans nos régions, un programme de recherche des plus grands était mené pour découvrir, localiser et exploiter les richesses de notre sol, duquel on nous a chassés par la faim et la paupérisation. Malgré la dimension gigantesque de ces programmes, nous n'y avons pas pris une part active. Les décideurs nous préféraient les autres Nigériens dont ils provoquèrent l'arrivée en masse. Nos régions sont ainsi devenues le pôle d'attraction des ressortissants des autres régions du Niger. En un laps de temps, les principales cités du Nord furent peuplées de populations qu'elles ne connaissaient pas avant.

Ce phénomène engagé au début des années 70 va connaître un essor grandissant au fil des autres années. En effet, le régime mis en place juste aux indépendances ne répondant plus à certaines normes, il fut balayé d'un revers et en lieu et place on mit en place une junte militaire. Les prétextes ne manquent pas et entre autres les nouveaux maîtres du pays qui prirent en charge la destinée du Niger à partir de 1974 invoquèrent toute une liste d'incapacités du régime passé. Son insouciance durant la sécheresse qui sévissait encore fut mise en exergue. Mais ce n'était que façade. Les raisons profondes de ce changement résident dans le programme d'exploitation des richesses du Nord. Les dirigeants de l'époque ayant oublié que l'uranium étant une matière stratégique à l'échelle planétaire, son exploitation devant être étroitement contrôlée, ont voulu faire appel à des partenaires autres que la France ou les nations d'Europe. Ils ont insisté et la France ne l'entendant pas de cette oreille les avait savamment dégagés. La junte militaire installée avait au préalable accepté un cahier de charges digne d'un contrat. Les militaires auront par la suite un comportement de mercenaires à la solde de la métropole.

Pour honorer ne serait-ce que superficiellement leurs discours d'entrée, les nouveaux dirigeants s'employèrent à des actions de parade. C'est ainsi qu'ils vidèrent les magasins de l'État au profit des populations démunies qui accueillirent bien ces gestes salvateurs, ne pouvant pas en comprendre l'enjeu politique. L'Armée se taillait ainsi une bonne image et décrochait par la même occasion l'examen de passage pour bien se légitimer afin de mettre en place un programme qui ne dira son nom que bien plus tard.

Dès le départ, les régions touarègues eurent leur part en garnisons et autres compagnies. La densité militaire dans ces zones s'accrut à un rythme de croisière, car le Lt-Colonel Seyni Kountché prit soin de se brouiller avec le guide de la Révolution Libyenne qui avait lancé les bases d'une coopération prometteuse avec le Niger du temps de Diouri. Cela faisait partie du contrat signé avec la France. Pour exploiter sans soucis les richesses du Nord, toutes les frontières extérieures des régions touarègues furent bien prises en main. A l'intérieur, l'Armée remplaça les pelotons de goudaouas instaurés par les colons pour décourager toute éventuelle révolte. Nous sentions que la tâche principale de l'Armée encadrée et équipée par la France est la mise au pas des Touaregs, seule source potentielle d'ennuis pour ce pays déjà fragilisé par une fictivité criarde pour laquelle rien n'est encore fait.

La gestion de l'Azawagh et de l'Aïr fut confiée à des hommes de confiance qui conduisirent ces zones d'une main de fer. Ce sont les seules zones touarègues qui attirent l'attention, le Tadarass oriental et occidental, ainsi que l'Azawagh occidental ont été jugées calmes. Au besoin, les Touaregs vivant dans ces dernières zones, s'ils revendiquent la légitime paternité, sont jugés et traités d'outsiders pour des raisons politiques et s'ils adoptent un profil bas, ils sont plutôt bien vus et sont recensés Houssas et Djermas. Il fallait coûte que coûte diminuer l'importance démographique et géographique de ces Touaregs encombrants et trop entreprenants. Tous les recensements entrepris au Niger s'entêtent à avancer le pourcentage de 10% pour évaluer notre importance démographique au Niger, ce qui nous placerait en situation de minorité. Ceci est fait à dessein pour couper court à toute revendication d'ordre politique de notre part. Malheureusement pour les statisticiens, démographes, cartographes et autres spécialistes, on ne peut longtemps étouffer une vérité tangible. Tout celui qui aurait sillonné le Niger intégralement aurait remarqué l'étendue de tous ces mensonges proférés pour des raisons politiques. Pour notre part, un recensement piloté par un organisme neutre le prouverait aisément, les Touaregs constituent en nombre le 2ème peuple du Niger, s'il n'est pas le premier. Géographiquement, leurs régions ou mieux leur espace géopolitique occupe les 2/3 du territoire national, et ceci bien avant l'avènement du Niger qui ne date que de 1922, même si une certaine utilisation politique de l'histoire soutient le contraire. Alors il serait absurde de concevoir un Niger qui aurait sous ses semelles les Touaregs.

Le régime militaire installé mit en oeuvre tous les moyens pour une exploitation accélérée de toutes les richesses de nos régions, pour acquérir les capitaux nécessaires à la relance de l'économie du pays. En un temps record, les sociétés minières acquirent les capacités de production et d'absorption de main d'oeuvre capables de satisfaire toutes les ambitions des nouveaux dirigeants. C'est l'occasion de parachever certains plans machiavéliques. Entre autres, l'attraction et l'implantation des autres populations du Niger dans ces zones auxquelles on aspire à donner un caractère non-touareg.

Devenues des pôles d'attraction, nos régions ont connu une immigration sans commune mesure, en même temps qu'on nous obligeait à les quitter vers d'autres cieux par une politique de marginalisation et d'exclusion à peine voilées. En effet, étant inscrits sur les listes des chercheurs d'emploi comme tous les autres nigériens, les recruteurs affichaient une préférence nettement tranchée pour les autres ; pour cause, tous les rouages de l'administration étaient dans leurs mains. Las de ces attentes prolongées et sans résultats certains, nous partions en exode vers d'autres pays. Parallèlement, l'économie ayant eu les capitaux de son financement, l'État avait besoin de partenaires privés. Il en créa de toutes pièces par l'octroi de crédits astronomiques. Les critères étaient tout naturellement le degré de parenté avec les dignitaires du régime et le degré d'éloignement de la souche touarègue. Très vite on assista à la prolifération d'opérateurs économiques toutes tailles confondues. Une bonne partie occupa le tout nouveau marché créé par le niveau de vie des habitants des cités minières. L'État en tant qu'opérateur économique principal s'employait à la réalisation d'investissements tous genres dans les autres régions du pays. Ces réalisations couvraient tous les domaines : infrastructure immobilières, routières, scolaires, hydrauliques, agricoles et sanitaires. Les sociétés d'économie mixte poussèrent comme des champignons. Une des priorités de l'époque était le désenclavement intérieur des autres régions du pays. L'État finança la construction, à cet effet, d'une "route de l'unité" traversant le Niger d'ouest en est, tout le long de la bande sud. Elle a évité allègrement les régions touarègues. Apparemment, nous ne devons pas être inclus dans cette unité.

Pour faciliter l'évacuation des produits des sociétés minières installées chez nous vers leurs points de vente, l'État mis en oeuvre la construction d'un axe routier dénommé "route de l'uranium". Il fut construit en flèche sur la base de paramètres purement techniques d'efficacité et de rentabilité. Bien entendu, cette rentabilité n'incluait aucune dimension de développement des zones que cette route traverse. Évidemment, ce sont des zones touarègues et qui perdrait son temps à se soucier d'elles ? Personne. Sans avocats ou sympathisants, notre sort est laissé à lui-même. Quelle autre raison que l'inconséquence pousserait les décideurs à détourner cette route de Tchintabaraden, Ingall et Tchirozérine ? On l'a vu, même Agadez a failli ne pas figurer sur le tracé initial. Les dirigeants avaient, à la limite, eu l'intention de faire relier Agadez à cette route par une bretelle comme c'est le cas d'Ingall et de Tchirozérine actuellement. Quant à Tchintabaraden, adieu. Cette localité n'a pas encore le droit au bitume. La seule idée de favoriser les ressortissants de nos régions en infrastructures de développement socio-économique, terrorise les dirigeants du Niger. Ces villes et villages contournées sont aujourd'hui en train de mourir. Un autre axe routier devant relier le nord du pays au sud, en faisant la jonction Zinder-Agadez, était programmé depuis la nuit des temps. On se souvient en effet que les colonisateurs évoquaient souvent une voie qui traverserait le Sahara pour le relier aux régions du sud. Le Niger hérita de cette idée salutaire, mais tout le monde se rendit compte qu'en même temps que ce projet revêt de gros avantages, il comporte aussi d'énormes risques, entre autres celui de donner aux Touaregs l'occasion de se développer. Alors, d'hésitations en hésitations, le Niger consentit quand même à faire un pas dans le sens de le réaliser, mais à condition d'en acquérir le financement de l'extérieur. On laissa la période du Boom passer et on tapa à la porte des bailleurs de fonds du côté du Moyen-Orient. On obtint ainsi un financement subordonné à un effort interne. La construction de l'axe débuta brinquebalante au gré de la mauvaise volonté de l'État et en plein milieu s'arrêta ; et pour cause, une partie des capitaux s'est envolée vers la réalisation d'autres dépenses jugées plus utiles et bien entendu la partie du financement devant être débloquée par le Niger et conditionnant le déblocage du complément prévu par les bailleurs de fonds, est restée lettre morte jusqu'à nos jours. Et voilà comment le bel axe devant

désenclaver Agadez du côté sud a été laissé inachevé. La portion ayant été réalisée s'ensable aujourd'hui faute d'entretien.

Il existe sur notre sol une centrale électrique qui utilise du charbon exploité sur place et dont la capacité de production peut suffire pour électrifier tous les environs, voire le pays même. Mais depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, les foyers bénéficiant de son énergie sont très rares. Apparemment la Sonichar a été créée juste pour faciliter l'exploitation de l'uranium de la cité minière d'Arlit. Les bénéficiaires sont les privilégiés des cités ouvrières. L'État n'a pas jugé utile de créer un vrai réseau d'alimentation des centres urbains, qui penserait alors à nos campagnes ? Produite chez nous, nous n'avons pas le droit à l'électricité. Ailleurs, l'État pousse le zèle jusqu'à en importer pour ses dignes fils. La nationalité nigérienne est pleinement vécue et sentie par tous 888 Voire. Quant au charbon lui-même, son utilisation à des fins domestiques est encore au stade d'expérimentation après plus de 10 ans d'exploitation. L'État prend tout son temps et en attendant les populations de Bilma continueront à faire la cuisine avec des crottes de chameau !

Le plan de développement du pays, financé par les retombées énormes de l'uranium, a ignoré totalement la zone nord. En même temps que les autres régions découvraient une nouvelle ère faite d'infrastructure et d'appuis économiques, nos régions, elles, s'enlisent dans la morosité économique doublée d'une politique et d'une administration contraignante et policière. Sevrées des réalisations de développement, les populations touarègues regardent leur économie se dégrader faute de soutien. En effet, l'élevage, principale activité de nos parents et pilier de l'économie nationale, n'a connu aucun plan de développement digne de ce nom. Nos parents et leur bétail sont laissés au gré des saisons et des cycles de sécheresse. Les discours officiels en parlent évasivement, pour la forme. Ce sujet est juste bon à présenter aux bailleurs de fonds pour acquérir des financements qui prennent d'autres chemins. Toujours est-il que l'élevage chez nous est beaucoup moins avancé qu'il y a 100 ans. L'avènement de la République du Niger a tout au plus accéléré sa déperdition.

Quant aux activités agricoles, les planificateurs ont déjà mis hors de course les régions touarègues du Nord. Il paraît que nous sommes hostiles à l'agriculture. Et pourtant, les Nigériens ont découvert la pomme de terre avec le Touareg de Tabelott qui se situe à la porte du grand Ténéré. Même les statistiques reconnaissent à Agadez la première place en production maraîchère, alors même que c'est une des régions touarègues. Contre l'adversité du climat et les difficultés de toutes sortes et en plus avec leur seul courage, sans financement et aucun appui sérieux de la part de l'État, ces Touaregs qu'on dit paresseux et improductifs arrachent au Sahara une production agricole variée. Que se passerait-il s'ils étaient pris en compte par un plan de développement bien suivi et bien appliqué ? Dans l'Azawagh central, zone pastorale certes, qui a une fois encouragé avec foi et sincérité les riverains du lac de Tabalak à le mettre en valeur à des fins agricoles ? Pourtant, ils affichent une bonne volonté en y opérant de façon artisanale une activité maraîchère productive.

Habitant des zones où il n'existe pas beaucoup de cours d'eau permanents en saison sèche, il va de soi que notre problème crucial est le manque d'eau. Elle est une des raisons de nos déplacements fréquents. L'État qui est bien au courant du problème n'a rien fait dans le sens de lui apporter des solutions même partielles. Aucune infrastructure hydraulique d'envergure, adaptée, n'a été réalisée pour nos populations et leur bétail. C'est pourtant à la portée de l'État

puisque toutes les conditions sont réunies dans nos régions. Non seulement elles regorgent de ressources en eau souterraine suffisantes, mais aussi l'énergie ne manque pas pour le fonctionnement de telles infrastructures car nous avons du soleil et du vent toute l'année, sans compter que l'énergie électrique produite par la Sonichar suffit pour toutes les utilisations.

Sur le plan de l'urbanisation et de l'habitat, les villes du nord ont encore leur aspect des siècles passés. Jusqu'à nos jours, aucun vrai plan directeur d'aménagement et d'urbanisation n'a été initié pour les doter d'infrastructures modernes conformes à toute vie urbaine. Pas de réseaux hydraulique, électrique et routier. Les voiries sont des services ignorés chez nous.

Comme pour les autres domaines, l'État n'a pas non plus brillé dans la santé et l'éducation dans les régions touarègues. Nos parents meurent de maladies bénignes dans leurs campagnes. Pour la plupart, ils n'ont jamais bénéficié du simple cachet d'aspirine de la part de l'État. Les programmes de vaccination les contournent. Aucun système d'alerte n'a été mis en place pour eux, ce qui fait que les évacuations qui sont d'ailleurs extrêmement rares sont tardives. Alors, même évacués, nos parents arrivent souvent dans les centres de soin trop tard ! En effet, les centres de soins ou du moins les quelques-uns qui existent, sont très loin et mal équipés en produits et en personnel. Ils n'existent que de nom. C'est un des domaines où la mauvaise volonté de l'État est le plus visible. Même les plus indigents la perçoivent nettement.

L'éducation, facteur de développement et de progrès, thermomètre de l'évolution d'une société est le domaine qui a connu le plus de manipulations politiques par les dirigeants vis-à-vis de notre peuple. Ici, on fait très attention car les Touaregs scolarisés, personne n'en veut. Même non scolarisés, ils font preuve d'une conscience politique déroutante, car ils ont un sens de la géopolitique ancestrale. La gestion et la défense d'un territoire font partie de leurs moeurs depuis déjà des millénaires. Alors, pour mieux les écarter des affaires de l'État, il faut les maintenir hors des moules qui produisent les cerveaux qui conduisent les systèmes politiques, administratifs et économiques. Voilà les calculs qui ont aidé à nous tenir le plus loin possible des chemins de l'école. Mais pour une question de subtilité, on ne ferme pas totalement la porte ; on laisse filtrer quelques chanceux et à mi-chemin, soit on les élimine par des conditions intenable ou on les guide hors des coulisses conduisant aux circuits clés et déterminants de la gestion de l'État. Résultat : peu sont ceux qui accèdent à des études supérieures. Le gros est stoppé à des niveaux qui le maintiendraient à des emplois subalternes. Le plus grand nombre est éliminé sans accéder à une qualification quelconque. Sur ce plan, le Niger n'a fait que suivre le chemin tracé par le colonisateur, qui, le premier, comprit que plus les Touaregs resteront dans leur état, mieux ça vaudra. Ainsi, on sera plus à l'aise à les gérer en piétinant leurs droits en toute impunité. L'explication de notre non-scolarisation et qui revient comme un leitmotiv est celle-ci : ils sont sauvages, ils rejettent l'école, ils préfèrent leur isolement. S'était-on demandé pourquoi ? Quelle doit être l'option politique d'un peuple exproprié, spolié de ses droits géopolitiques, et à qui on propose une collaboration contre nature ? Tant qu'on n'est pas prêt à répondre à ces questions le plus objectivement possible, toute ébauche d'approche est faussée. Fausse a été aussi la première approche de la France en nous découvrant et en découvrant notre Sahara. Il aurait fallu qu'elle se présente en collaboratrice qui aiderait à une meilleure exploitation, un meilleur aménagement de notre territoire. Les Touaregs auraient certainement accepté, tout comme l'auraient fait les autres peuples de l'espace dénommé Niger, sans force ni violence, sans se présenter aussi en puissance civilisatrice. Non, on a préféré utiliser la contrainte, l'écrasement, la domination. Tout le monde

a oublié que les peuples dignes ne s'écrasent pas. Ils finissent toujours par ressurgir de ce qu'on croit être des cendres. De nombreux exemples font légion à travers le monde.

Fausse a été aussi la démarche qui veut faire du Niger une nation en dehors de toutes les normes universelles. Une telle oeuvre devrait être le choix des peuples eux-mêmes. Un schéma théorique, fictif n'y arrivera point. On restera dans l'utopie jusqu'à la fin des temps.

Fausse est aussi la démarche qui veut fermer les yeux sur un peuple qui existe dans toutes ses dimensions géographiques, sociales et culturelles. Même si on s'efforce de lui enlever un contenu politique et économique. Le complot dont nous avons été victimes a ses ramifications dans tous les aspects de la vie d'un État. L'Armée, principale force d'exercice du pouvoir en Afrique, nous a été interdite. Même le service national nous est fermé. Tous les recrutements nous évitent et les quelques-uns qui y accèdent par accident, sont bien suivis et torpillés avant qu'ils n'accèdent à des grades qui les placeraient dans la hiérarchie militaire. Aujourd'hui, il y a moins de cinq officiers touaregs dans toute l'armée nigérienne.

Un seul a pu accéder à des fonctions politiques et administratives et cela aussi, dans le cadre d'une politique endormeuse et de figuration. Cette sous-représentation est aussi visible dans les rangs à basse échelle. Mais depuis le début de la guerre actuelle, le Niger ayant remarqué l'inefficacité de son armée contre nos positions, tend à enrôler des Touaregs de souche noire auxquels on présente les dangers d'un "retour de l'esclavage". C'est le seul cliché qu'on persiste à faire vivre et qui, de façon générale a été entretenu par le colonisateur qui voulait trouver à ses successeurs une raison de nous détester davantage afin qu'ils s'adonnent mieux à notre matraquage ; avec en prime tous les moyens "légaux" d'exercice du pouvoir. On ne reviendra pas sur ce sujet qui est aujourd'hui obsolète, n'ayant pas résisté à l'histoire. C'est de toutes façons le sort de tout mensonge.

Les analyses ci-dessus constatent l'état actuel du peuple touareg au Niger et ébauchent aussi les causes historiques de cette situation en prenant comme référence le début de l'ère coloniale, puisque nos problèmes y prennent leurs sources. Tout comme avec le colon français, l'administration et la politique utilisée vis-à-vis de nous n'a jamais été la même vis-à-vis des autres. Nous étions sous un régime spécial et les décisions prises sur nous suivaient un circuit spécifique. Bref, nous faisons l'objet d'un traitement particulier. Toutes ces particularités, toutes ces discriminations et tout ce talonnage assidu ont constitué une dynamite aux mains du Niger et ses dirigeants ont tellement mal manipulé celle-ci qu'elle a fini par exploser. Mais comble de malhonnêteté, les dirigeants et les peuples qui les applaudissent s'interrogent sur les raisons de cette explosion. Pourtant, ces peuples sont témoin de ce qui nous arrive, malgré leur conscience politique proche de l'indigence, et pour cause, l'ampleur des injustices qui nous ont frappés est si visible et si grande qu'on ne peut pas ne pas la voir. Qu'ils s'en détournent et doutent de la légitimité de notre révolte nous offusque profondément. Et cela risque de changer le cours des choses, car nous trouvons dans leurs attitudes une dimension raciale, ce que ne revêt point notre lutte. Pourtant nous dénonçons un système dont eux aussi ont à se plaindre dans une certaine mesure.

Après cette digression fort utile, nous examinons maintenant certains points culminants en aval desquels s'est précisée beaucoup plus l'attitude du Niger vis-à-vis de nous, les dirigeants

prétextant y avoir trouvé la confirmation des mises en garde proférées par le colonisateur à notre propos.

Deux ans après avoir pris le pouvoir, le Président Seyni Kountché rencontrait une première contestation de taille. Un coup d'État était tenté en 1976, précisément en mars. Il échoue. A la base de ce coup de force, des hommes issus de plusieurs souches mais de conviction politique commune : l'hégémonie pointante d'un seul groupe ethnique dans les rouages de l'État doit être stoppée à temps. Parmi les putschistes, seuls les Touaregs constituèrent un motif de persécution généralisée de leur peuple dans sa globalité. Pour les autres, les conséquences s'arrêtèrent vite. Mais pour nous, elles vont se poursuivre pendant longtemps et vont provoquer l'exil cette fois-ci de cadres. Kountché en arrêta beaucoup et d'autres lui échappèrent en s'exilant. Le pays qui tout naturellement était mieux indiqué, c'est la Libye. Les critères ayant guidé ce choix sont profondément historiques. Le Président Kountché s'étant brouillé avec Khaddafi depuis peu, y avait vu autre chose. Cet événement va être le catalyseur, ou mieux une raison de plus d'une méfiance qui va s'accompagner d'actions incisives, nettes et en plein jour. Tout est légitime cette fois et Kountché va naviguer à découvert. Mais il ignorait que c'était à contre-courant et inévitablement le bateau va couler. On n'infléchit pas l'histoire.

Tous les déséquilibres socio-économiques et politiques décrits dans les pages ci-dessus sont le résultat de cette volonté politique d'anéantir les Touaregs, de les supprimer pour enfin souffler. Et pour mettre en oeuvre cette volonté et mieux gérer l'alerte provoquée par le coup de force de 1976, on décida d'affecter aux principales régions touarègues les hommes les plus durs du régime. Ils se relayèrent dans les départements d'Agadez et de Tahoua, noyaux dont la targuïté est trop voyante. Les autres régions touarègues déjà diluées ont été jugées suffisamment hétérogènes pour inquiéter. L'astuce, comme nous l'avons expliqué dans les premières pages, consiste à dépeupler nos régions pour y transplanter d'autres populations. Dans l'Aïr où l'attrait existe déjà par l'essor économique créé pour elles, ces populations déferlent en masse ; parallèlement, on crée des conditions intenables pour les Touaregs afin de les pousser à s'en aller vers d'autres horizons. Dans ce cadre, on n'investit pas pour les populations locales ; on instaure une administration volontairement non adaptée ; on place une force de dissuasion militaire ; etc. Le plan marche et aujourd'hui c'est munis de ces preuves tronquées que les politiciens du Niger affirment souvent que les régions que nous revendiquons ne sont pas touarègues et que nous sommes intégrés. Voilà cette intégration que le Niger défend avec bec et ongles.

Dans l'Azawagh, région qui n'attire pas comme on le souhaite d'autres populations autres que nomades, la démarche fut différente. Ici, comme on ne peut pas diluer, il faut alors casser l'équilibre de la communauté dans sa forme structurelle et dans son homogénéité politique. On eut recours à la multiplication des groupes pour mieux les opposer et les diviser. Le pouvoir passait à travers les fissures classiques qui peuvent exister dans toute société, les accentua et les utilisa pour créer les antagonismes qu'il voulait. Très vite les Kel Azawagh se retrouvèrent en train de se couper l'herbe sous les pieds les uns les autres. Cette situation créa un climat explosif dans la zone où la course avait pour enjeu de se voir bien coté par l'administration. Pour ce faire, la coupe revenait à celui qui aurait le plus dénoncé l'autre auprès du Gouvernement. Le péché le plus grave qui devait être rapporté demeure le lien entretenu avec les frères en exil en Libye. La hantise des dirigeants du Niger à l'époque était la présence des Touaregs chez Khaddafi, ceux-là mêmes qu'on poussa à l'exil après le coup de force de 1976 et ceux que les sécheresses et la

conduite de l'État pendant celles-ci amenèrent à émigrer vers le Maghreb et principalement vers la Libye entre la fin des années 60 et le début des années 70. Faut-il le rappeler, le Niger était en alerte et un dispositif conséquent était en place. Ce dispositif consistait en une surveillance permanente de tous les Touaregs. Cette attitude correspond à celle de celui qui aurait causé un tort et qui s'attend à tout moment à payer le contre-coup. Il faut dire qu'à cette période, la résistance et l'opposition n'avaient même pas pris forme de façon radicale. Mais le Niger lui créera, quelques années plus tard, toutes les conditions pour qu'elle naisse, par la persistance de la marginalisation et de la persécution quotidienne que vit chaque Touareg dans sa chair et dans sa conscience.

Cinq années après le coup de force de 1976, les enquêtes, les dénonciations, les mensonges de toutes sortes et de toutes parts, ont convaincu le Président Seyni Kountché de l'existence d'un complot touareg contre lui et il serait en préparation par un groupe de Touaregs de son entourage. Il s'était arrangé depuis peu à se les approcher pour mieux les surveiller et les prendre la main dans le sac. La psychose était vraiment à son paroxysme et le moindre bruit pouvait monter la surenchère et mettre le feu aux poudres. Alors un plan à grande échelle d'arrestations fut préparé. Il eut une faille et les Touaregs l'apprirent. Comme avec Kountché aucune explication n'était admise tant était forte sa conviction, la seule issue qui leur restait était la fuite. Ils s'organisèrent en un temps record et, une nuit, tous les Touaregs ciblés à l'échelle nationale s'éclipsèrent vers la Libye pour rejoindre leurs frères arrivés depuis des années. D'autres vagues les rejoignirent. Le président Kountché ne digéra jamais cet échec. Il n'arrivera pas à s'expliquer comment, compte tenu de la taille et de l'efficacité de ses services de police et de renseignements, les Touaregs qu'il avait ciblés s'étaient échappés avec une telle rapidité et une telle habileté qu'il en était resté abasourdi. Il y vit la main du diable. Cette fois-ci, nous prenions la décision d'entreprendre ce dont on nous soupçonne. L'opposition politique en vue de réclamer nos droits et la réparation des préjudices que nous subissons se forma et se radicalisa.

Nous sommes au début des années 80 et le sol libyen y était propice car de toutes façons une formation militaire était exigée avant de rentrer dans les rouages économiques de ce pays. Le mouvement était d'envergure puisqu'il regroupait tous les mécontents du Niger, mais dans une large proportion, il était constitué de Touaregs. Le Niger se sentira en danger avec ces derniers seulement puisque la conviction était qu'ils sont les seuls susceptibles de se faire aider par Khaddafi. Là, les dirigeants du Niger se tromperont sur toute la ligne.

On en était là quand survint la sécheresse de 84-85. Comme d'habitude, nos parents furent laissés à eux-mêmes. C'est l'occasion d'en finir avec eux. En plus des efforts intentionnels que les dirigeants déployaient pour nous affaiblir et nous soustraire toute capacité de résister ou de nous révolter, cette sécheresse était bienvenue pour parachever l'oeuvre. Elle eut le cortège de conséquences attendues et entre autres, elle provoqua un nouvel afflux d'exodants et d'exilés vers le Maghreb. Ils s'ajoutèrent aux précédentes vagues et radicalisèrent le mouvement. Trop, c'est trop en effet. Début 85, quelques jeunes gens décidèrent une visite à leurs familles dans l'Azawagh comme c'est de coutume. Il fallait apporter un appui financier à ces familles durement touchées par la sécheresse. Ils trouvèrent un spectacle désolant, révoltant. En prime aux pertes causées dans bétail par la calamité, une législation rigoureuse limitait au peu de bétail qui reste la liberté de mouvement de chercher d'autres pâturages. Cette même législation obligeait aux éleveurs un abattage massif en vue de rentabiliser leur bétail. Le vrai but visé

n'était pas la rentabilisation, mais la diminution considérable de la seule source de revenus de nos parents, afin de leur donner le coup de grâce. Le cours du bétail chuta et provoqua la ruée des commerçants qui en profitèrent. Les éleveurs eux-mêmes rencontraient toutes les difficultés pour s'adonner à ce commerce, sans intermédiaires. L'homme de fer aux commandes du chef-lieu de département dont relève l'Azawagh, favorisait l'afflux et l'implantation des nomades peuhls qu'il dressait contre les autochtones. Toute cette situation créée à la faveur de la sécheresse de 1985 provoqua un violent désir de venger leurs parents chez les jeunes à l'esprit révolutionnaire. Ils décidèrent de regagner la Libye. Ils décidèrent à la volée de tirer la sonnette d'alarme avant de rentrer. Il faut alerter l'opinion internationale sur ce désastre et en même temps avertir les dirigeants du Niger que cela ne saurait durer.

La localité de Tchintabaraden écopa d'une raclée conduite et exécutée par des armes prises sur les forces de sécurité en place. Ils se replient en emportant ces armes et des munitions pour couvrir leur repli. L'Armée alertée s'amena sur les lieux. Un détachement appuyé par les éléments locaux investit la ville et ses environs. Une chasse aux sorcières débuta. Tout Touareg est appréhendé, torturé, flagellé et emprisonné. Un autre détachement partit à la poursuite du commando improvisé qui avait exécuté l'opération. Sur leurs traces, tous les campements trouvés par les militaires auront leur part d'humiliation, de rafales, d'arrestations et de tortures. Une partie du commando rattrapée et maîtrisée après une rude bataille dont l'Armée nigérienne gardera un souvenir des plus mauvais. En fait, ceux qui étaient restés combattre ont couvert la fuite de leurs camarades. Ils se rendront à l'épuisement de leurs munitions après une journée et demi de combat. L'intensité de la bataille, l'efficacité de cette couverture menée avec un nombre limité d'armement et de munitions ainsi que le nombre réduit des membres du commando, constituaient des indices auxquels les experts militaires du Niger ont donné leur importance, et au besoin, on l'amplifie pour montrer l'ampleur de la menace qui pèse sur le Niger, afin de justifier tous les abus commis et à venir. L'alerte se renforça et le dispositif déjà présent dans le Nord fut réajusté à la mesure de la menace désormais ressentie de façon plus prononcée.

Déjà en 1982, un imaginaire commando enflamma les esprits du côté des mines de l'Aïr. On donna à quelques soupçons et quelques indices mineurs la taille d'une invasion imminente du pays. Les victimes de l'alerte de 1976, de 1981, de 1982 et de 1985 resteront sous les verrous jusqu'en 1987. A cette date, le Président Seyni Kountché décéda. Nous espérions que ce serait la fin du cauchemar. Il fut vite remplacé par Ali Seïbou à la tête de l'État. Ce dernier, dans un souci de dénouer la crise généralisée créée par la dictature, adopta une politique de pacification, de décrispation comme ils aiment à l'appeler. Il relâche tous les prisonniers d'opinion sans distinction. Il ferme les yeux sur les motifs et on pardonna même aux dangereux Touaregs.

Le nouveau Président Ali Seïbou affichait vraiment le renouveau. Pour enlever au régime sa dimension militaire, il fut mis en place un processus démocratique conduit par un parti unique. Légitimé par des élections organisées suite à l'adoption d'une constitution en septembre 1989, le Président Seïbou élu prit fonction légalement en décembre 89. Juste avant, il se rendit en Libye, foyer de l'opposition touarègue, pour nous convaincre que vraiment les choses ont changé et que le Niger nouveau fait place à tous ses fils sans rancune. Sur promesses rassurantes d'insertion et de vrais plans de développement de nos régions, notre retour au bercail fut organisé avec la complicité de la Libye et l'aide d'organisations internationales. Au passage, même ceux qui étaient en Algérie furent concernés par ce retour.

Nous avons cru pour la plupart à ce changement et nous avons mis fin à notre préparation militaire. Nous étions revenus sans arrière pensées. Mais ce qu'on va trouver au Niger n'est pas du tout différent de ce que nous y avons laissé des années plus tôt. La situation est pire qu'auparavant. L'astuce des dirigeants de l'époque était simple, elle revêtait seulement un aspect trompeur pour attirer l'oiseau vers l'appât. Lorsque nous étions sur notre terre d'exil, le Niger ne pouvait avoir aucun contrôle sur notre révolution. Il fallait trouver un moyen de nous ramener pour mieux nous contrôler, nous maîtriser et enfin nous détruire. Et le moyen était tout trouvé : la paix assortie des promesses de développement. Une sorte de pacte en quelque sorte. Tous les indices extérieurs manifestés par le pouvoir incitaient à la confiance, à l'espoir. Mais ce fut un plan insidieux qui a fini par donner son nom.

Toutes les promesses faites par les dirigeants n'ont pas été tenues ; les premières aides d'insertion débloquées par les organismes étrangers ont suivi le chemin habituel, c'est-à-dire détournées. Installés dans des camps isolés, dans notre propre fief, nous faisons l'objet d'un traitement spécial qui dénotait les vraies intentions des autorités. Notre espoir et notre confiance ont donc reçu en retour l'habituelle méfiance accompagnée de mesures de sécurité très strictes. Cette situation fut entretenue pendant des mois au bout desquels nous avons pris l'initiative de nous référer aux autorités locales, afin de nous enquêter du sort de l'aide qui nous était destinée et dont nous avons appris le déblocage. Ce geste ne fut pas apprécié et quelques uns de nos camarades furent arrêtés et conduits en prison. Il devint clair pour nous que les intentions du Niger vis-à-vis de nous n'ont pas changé d'un iota dans le sens qui nous avait été développé pour nous faire revenir. Bien au contraire, on voulait en finir avec nous. Nous décidâmes alors de repartir en exil, après nos maintes protestations et démarches de faire relaxer nos frères arrêtés depuis quelques jours.

A la suite d'une de ces protestations le 7 mai 1990, l'Armée se précipita sur les lieux à Tchintabaraden. Cette fois-ci, c'est une opération d'envergure. De toute façon le génocide a été préparé depuis longtemps. Des renforts sont arrivés de Niamey pour appuyer les éléments de Tahoua et ceux déjà présents à Tchintabaraden. Très vite, l'Azawagh fut quadrillé, passé au peigne fin. Objectif : les Touaregs et tout ce qui les symbolise. Il nous est extrêmement difficile de relater ces événements tant a été grande la douleur qu'ils causèrent et qui est encore présente en nous. Elle le restera longtemps. Toute la communauté touarègue est encore traumatisée et ne réalise pas quels peuvent être les mobiles ayant présidé à cette tragédie. Qu'est-ce qui peut pousser un pays à s'en prendre aussi violemment à une partie de sa population à laquelle il a déjà causé tous les préjudices possibles et qu'il prétend vouloir prendre en compte il y a juste quelques jours ? C'est certainement une volonté d'en finir une fois pour toutes. Après cette tragédie, est-il encore possible de songer à vivre ensemble avec des peuples qui l'ont cautionnée en soutenant ses instigateurs ? Dans notre situation au Niger, où les autorités ne mettaient même pas des gangs pour nous traiter, le simple silence des autres composantes du pays est condamnable. Et quand elles se mettent à approuver notre misère et nos malheurs, nous, Touaregs en prenons acte.

Les massacres de Tchintabaraden, perpétrés contre un peuple qui occupe les 2/3 du territoire national, deuxième en importance démographique malgré tout ce qu'on en fait croire, auront des conséquences sans limites sur l'avenir du Sahara central et ses appendices. Parce que nous Touaregs n'oublierons pas nos sœurs, nos mères, nos épouses, violentées et violées après avoir

vu leurs enfants balayés par des rafales. Nous n'oublierons jamais nos campements, nos puits et notre bétail mitraillés au canon. Il nous coûte d'écrire ces lignes sur ces événements dont l'écho nous parvient encore.

Ces événements furent utilisés par les prétendues forces vives de la soi-disant nation, jumelés à un autre massacre dont les victimes ont été les étudiants, pour changer de main au pouvoir. On nous a promis la justice, au cours du rendez-vous historique de la Conférence nationale, où les peuples du Niger voulaient jeter les bases d'un État de droit. Avant ce rendez-vous, la justice nigérienne relaxa les Touaregs incarcérés pour atteinte à la sûreté de l'État suite aux arrestations de Tchintabaraden et suite aux rafles effectuées dans l'Aïr notamment à Iferwane en mars 90 et l'Azawagh. Les dirigeants du Niger ayant ordonné ces arrestations n'ont pas pu prouver ce dont ils accusent les Touaregs. Nous pensions que cela constituerait la preuve de la gratuité des actions de rejet, de marginalisation politique, d'abandon économique, d'anéantissement socio-culturel, dont nous avons été victimes depuis l'avènement du Niger et avant. Nous pensions que les autres peuples du Niger se sentiraient trahis et trompés par leurs dirigeants qui leur avaient menti à notre sujet. C'était l'impression qu'ils nous avaient donnée et nous avons pris part à la Conférence nationale en pensant que nous n'avions plus à démontrer notre bonne foi et notre volonté de vivre en symbiose avec les autres Nigériens. Le Niger qui devait naître de ce rendez-vous aura vu nos sacrifices en vies humaines, en exil, en pauvreté imméritée. Sans compter que nos régions et leurs richesses ont contribué aux bases premières de sa création en tant qu'entité géopolitique. C'est là toute l'ampleur de la méprise de ceux qui aspirent à y vivre en nous piétinant et en détournant les yeux de notre existence en tant que peuple avec ses dimensions géographiques, économiques, politiques, sociales et culturelles.

Toutes ces volontés mesquines ne devraient pas survivre à la Conférence nationale.

Mais malheureusement, tel a été le cas pendant son déroulement et durant les phases qui l'ont suivi. La justice que nos frères nous ont promise est restée lettre morte jusqu'à nos jours. En effet, "le problème touareg" inscrit à l'ordre du jour de la Conférence nationale sous le titre pudique et fallacieux "d'événement de Tchintabaraden" a été totalement escamoté et jeté aux calendes grecques. Ainsi, plusieurs officiers et hommes politiques et intouchables avaient trempé dans cette horrible affaire.

La commission crimes et abus politiques a vu ses recommandations relatives à la mise en accusation de ces responsables rejetées par la Conférence nationale sous prétexte "qu'ils ont agi dans l'exercice de leurs fonctions"... Voire !

Le Capitaine Maliki, héros de son état fut acclamé par la salle lorsque avec le plus grand mépris, il exposait comment il a mené sa sale et ignoble besogne, et surtout quand il a décrit la manière macabre dont il a achevé le vieux Abdoulmoumine qui agonisait suite aux tortures subies.

A défaut de concrétiser nos espoirs d'être enfin compris et pris en compte, la conférence aurait dû au moins arrêter et juger tous les responsables des massacres de Tchintabaraden dont tout le monde a reconnu l'ampleur et la gratuité. Ils sont pourtant connus. Leurs fautes aussi. Pourtant ils courent encore, ou mieux, ils vivent en toute tranquillité au Niger sans regrets ni remords. Les

Nigériens ont renoncé à les punir. Pire, ils les comprennent, les approuvent et les félicitent pour la besogne dont ils s'étaient chargés.

Que nous reste-t-il après avoir compté sur la fraternité, la compréhension et l'appui et qui finalement n'ont pas été au rendez-vous ? Imaginez l'ampleur de notre déception quand nous nous étions touchés les coeurs et le sang et que nous n'y sentions pas les bons sentiments que nous sommes en droit d'attendre de nos frères. Et en prime, on pousse l'audace jusqu'à mettre en doute la légitimité de nous révolter et de réclamer nos droits.

Qui nous reste-t-il pour nous défendre ? Devons-nous renoncer à l'existence ? Nous devrions peut-être demander à la terre de s'ouvrir pour nous engloutir !!! Non, on se battra jusqu'au bout. Que ceux qui nous ont causé tous ces préjudices s'apprentent, la guerre ne fait que commencer. Parce que, voyez-vous, les Touaregs lassés par tous ces espoirs déçus ont cherché les canons et les roquettes eux aussi. Nous reprenons les mêmes qui ont tué nos soeurs et nos mères, ceux-là mêmes qui voulaient nous assujettir. Partant de la déception née de la Conférence nationale et au regard de l'expérience que nous avons de notre "pays", nous avons compris que la lutte armée est la seule solution qui vaille devant tant d'injustice, de mépris et d'exclusion. Ainsi naquit le FLAA fin 1991, premier noyau de la résistance armée. Dès lors la Résistance Armée tirera du Niger et de ceux qui l'avalisent, les droits à la vie et à la décence des Touaregs, par les arguments des armes et des verbes. Après avoir suspendu notre Révolution depuis 1918, suite à la résistance que nous opposâmes à la France, nous avons vécu près d'un siècle de colonisation dont la dernière, c'est-à-dire celle d'aujourd'hui, est le prolongement de la première. Pendant toute cette durée, nous avons attendu une amélioration et notre attente a été ponctuée de tous les abus développés ci-dessus. Eh bien, pour le reste de notre vie, nous avons pris la ferme décision de déterrer la hache de guerre. Nous reprenons le flambeau de notre Révolution.

Cependant, nous avons maintenu jusqu'ici une ouverture vers une solution pacifique et durable, afin d'entendre ce que nous proposent les dirigeants politiques du Niger et les autres composantes du pays.

En effet, dès janvier 1992, la Résistance Armée n'a ménagé aucun effort pour démontrer la volonté d'aller vers la paix avant d'arriver à un point de non-retour. Cette volonté, nous l'avons aussi prouvée par notre conduite et le comportement de notre Armée, qui est restée maîtresse d'elle-même en dépit de la poursuite jusqu'à nos jours des massacres de nos populations par l'Armée nigérienne. Les instances dirigeantes de notre Révolution ont accepté une trêve dès mai 1992, trêve au bout de laquelle les autorités du Niger ont persisté dans la mauvaise volonté et en ont profité pour rééquiper leur Armée qui est partie buter contre nos positions. Après une activité militaire intense qui a duré des mois, les dirigeants du Niger se sont rendus compte que la solution militaire ne peut pas venir à bout de notre détermination. Ils ont alors opté pour une autre solution. Il faut maintenant persécuter l'élite touarègue qui prétendument nous épaulé. Le pouvoir nigérien, à travers "sa troupe" manipulée et enragée, arrête systématiquement toute l'élite touarègue et autres en les accusant de connivence avec la Résistance Armée. Ce plan machiavélique avait pour objectifs, entre autres :

- les otages ainsi faits par le pouvoir devaient servir d'arme de chantage pour obtenir la libération des prisonniers de guerre détenus par la Résistance

- créer un climat général de tension pour déboucher sur une guerre civile

- écarter tout Touareg susceptible d'être élu dans l'échiquier politique nigérien à la veille de la mascarade d'élections en perspective.

Dans le même ordre d'idées, la Cour Suprême refusa sans façon toute candidature aux Touaregs à ces prétendues élections. Après de multiples pressions de l'opinion internationale, certains furent libérés provisoirement et d'autres séquestrés pendant un mois par une seconde troupe montée par le pouvoir constituée par des prisonniers de droit commun cette fois-ci. En fin de compte, les conséquences de cette triste épopée de notre peuple furent :

- l'exclusion du peuple touareg de tous les scrutins

- la perte des quelques rares emplois qui assuraient la subsistance de certaines familles

- la dislocation du tissu social touareg entraînant un exil massif

- l'humiliation des quelques rares responsables politiques et coutumiers

- l'aiguïsement de la haine et de la méfiance entre les peuples, ayant entraîné des affrontements meurtriers.

Le clou s'enfonce complètement. Au mépris des droits de l'Homme et de leurs promesses de négocier vers une solution pacifique, les autorités politiques du Niger et leur Armée ont continué à avoir un comportement contraire à la conduite normale d'un État qui se respecte. Après cette campagne, qui montra une fois de plus la réelle volonté du Niger à l'opinion internationale, notre Résistance Armée est toujours là intacte, égale à elle-même et fidèle à sa ligne de conduite. Comble de mauvaise foi, les éléments de forces de sécurité et de défense que nous avons fait prisonniers dans nos différentes opérations commando, ont continué à être appelés "otages". La terminologie classique utilisée en situation de guerre est ignorée à dessein pour donner une autre dimension à notre lutte. C'est certainement pour cette raison, d'ailleurs les pouvoirs en place et l'Armée ne le cachaient pas, qu'une partie de la population touarègue a été prise en otage pour fléchir nos positions et faire libérer les prisonniers que nous avons pris armes à la main. Est-ce que le Niger est prêt à tout moment à peser sur les Touaregs pour sauvegarder "ses intérêts" ? Brandir en bouclier sa propre population est pour nous une preuve supplémentaire que pour le Niger, les Touaregs ne représentent rien. Et cela nous conforte dans notre volonté de chercher au peuple touareg un bien-être et une autre structure politico-administrative, autre que celle qu'il a connue jusqu'ici. Nous lutterons contre cette volonté manifeste du Niger de maintenir les Touaregs dans le statu quo.

Malgré toutes ces contradictions et tous ces revirements qui ont caractérisé l'attitude des autorités du Niger, même après que nous eûmes fait preuve de disponibilité et d'esprit d'ouverture, la Résistance Armée a continué à faire des concessions. Nous avons en effet suspendu à maintes reprises nos activités militaires pour permettre l'avancement du processus de paix. Nous avons observé des trêves unilatérales pour apaiser le climat. Enfin, marque tangible de bonne volonté, nous relaxions en avril 1993 tous les prisonniers de guerre que nous détenons.

Ces derniers témoigneront eux-mêmes après leur libération de l'excellent traitement dont ils ont bénéficié au cours de leur détention, démentant ainsi tous les mensonges entretenus par les autorités à ce sujet.

Pendant tout ce temps, l'Armée circule entre les campements de nos parents pillant, torturant, massacrant hommes et bétail. Cette situation demeure encore. Le Gouvernement le sait. Et nous, nous continuons à tenir la bride à notre Armée qui voit chaque jour l'Armée nigérienne se replier sur leurs parents à chaque fois qu'elle essuie une défaite face à elle. Nous ne pouvons pas garantir la pérennité d'un tel contraste. Il est préférable qu'on nous évite l'obligation d'une réplique. Elle sera à la mesure de ce que subissent nos populations. En d'autres termes, il faut qu'on nous épargne de revêtir un aspect racial à notre lutte. Qu'on cesse de vouloir nous conduire vers cette extrémité.

Nous ne pouvons pas terminer cette rétrospective, fort incomplète d'ailleurs, sans évoquer la prétendue démocratie en vogue au Niger. D'emblée, la Résistance Armée et par delà, les Touaregs, disent sans détours qu'ils n'y croient guère. Dans la forme comme dans le fond. Dans sa forme, il faut rappeler que notre peuple n'y a pas prit part. L'élite du peuple était sous les verrous au moment de tous les scrutins ; qui d'autre peut les y représenter ? Pas les membres des autres composantes quand même !!! Ils ont applaudi son massacre, sa marginalisation, tous les abus qu'il a endurés. Nous n'oublions pas. La masse populaire touarègue n'a pas voté non plus. Qu'on se réfère aux taux de participation dans les régions touarègues. Ils reflètent ce que les Touaregs pensent de cette démocratie tronquée. Ils n'amèneront pas au pouvoir des gens qui vont les égorger demain. Ils ont cessé de croire aux mirages et aux promesses laissées lettre morte. Bref, ils ont enregistré les leçons du passé. Si seulement on leur donnait la parole... !

Dans le fond, cette démocratie ne peut pas faire vivre un mort-né. Elle a satisfait en partie l'aspect théorique d'une structure. Mais elle n'y insufflera pas un souffle, car il y a encore des clivages, des non-dit. Elle a éludé trop de questions vitales. Les principales peuvent se résumer ainsi : faut-il reconduire cette forme d'État qui a déjà montré toutes ses limites ? De quelle manière les composantes de ce pays vont-elles participer, en toute égalité, en restant elles-mêmes, dans le cours de la construction de la future nation, dans un jeu franc sans accroc ?

Comment le Niger compte-t-il développer cette richesse qu'est sa diversité, dans les dimensions géopolitiques, économiques et socio-culturelles souhaitées ?

En cherchant à répondre à ces questions, la Résistance Armée dans le cadre de sa lutte de défense des intérêts du peuple touareg a exploré en toute lucidité toutes les voies. Il ressort de cette réflexion menée par des Nigériens, qu'il n'y a qu'une seule voie qui reste au Niger pour sauver les meubles, comme on dit : prendre résolument le chemin d'une nouvelle forme d'État. Une forme d'État qui permettrait à tous les peuples du Niger d'être maîtres de leur vie dans toute son étendue politique, administrative, économique, sociale et culturelle. Leur laisser la latitude, le choix de la forme d'adhésion au projet de nation. C'est cela que la Coordination de la Résistance Armée (CRA) appelle Programme cadre de la Résistance.

C'est ainsi que le définit la CRA et l'exige dans l'état actuel du Niger s'il désire sauvegarder son unité. De toutes façons, avant que cet espace ne s'appelle Niger, c'est-à-dire avant cette grande et

malvenue ingérence qu'on appelle colonisation, ce mal du siècle, l'espace géopolitique ainsi nommé était fédéré. Malgré l'indépendance des entités qui le composaient et qui le composent encore, elles entretenaient des relations, même si elles se faisaient la guerre quelques fois, comme se l'étaient faite les entités qui composent les USA d'aujourd'hui. Avant la France, cet espace était partagé par des frontières respectées et entretenues par ces peuples. Sans son intervention, ces peuples allaient tout droit vers une nation moderne et forte. C'est fort de cela que la CRA propose un retour aux sources sans accrocs majeurs. Ce qui facilité les choses, c'est qu'au Niger, tout le monde connaît chez lui. Et tout le monde vit son moi à lui depuis toujours. Pourquoi ne pas le vivre sans se cacher, sans en avoir honte et sans piétiner l'autre, afin d'aller avec lui vers un objectif commun ? Dire cette vérité n'est pas du tout antipatriotisme. Alors rétablissons les choses en songeant à ne pas oublier l'objectivité, l'honnêteté intellectuelle et ne pas blesser l'histoire et la géographie. C'est l'option que proposent les Touaregs aux autres Nigériens et c'est comme cela qu'ils entendent vivre au Niger et participer à la réalisation de cette nation qui doit enfin commencer. Si les autres peuples le désirent, c'est tant mieux. Dans le cas contraire, la CRA aura au moins le mérite de l'avoir proposé et les chemins se sépareront. Ce serait dommage. On aura raté le tournant.

Voilà les lignes qu'il faut lire et comprendre dans leur essence, afin de saisir la vérité de notre lutte et le sens du Programme cadre de la Résistance qui syncrétise les revendications de la CRA. Ce programme cadre s'étend sur les points suivants :

- Un redécoupage des Régions afin de rétablir la vérité historique et géopolitique, et que chaque groupe au Niger retrouve son milieu authentique ; pour qu'enfin soient identifiées clairement les Régions, ce qui mettrait fin à la dilution actuelle et limiterait les empiétements intempestifs à l'origine de frictions fréquentes et d'imprécisions administratives et politiques.

- Pour les Régions touarègues qui seront dégagées par ce redécoupage et que la CRA revendique, c'est-à-dire tous les appendices de l'Aïr et de l'Azawagh dilués à dessein, dans les actuelles régions de Zinder, Maradi et Tillabery, nous exigeons des structures politico-administratives et socio-économiques spécifiques autonomes et gérées par leurs dignes fils. Elles auront à l'échelle nationale une représentation proportionnelle à leur importance et qu'elles se choisiront en toute liberté. Les détails de ces structures sont donnés dans le Programme cadre ci-joint, leur tracé est fourni en annexe. Elles auront les dotations en budget, en cadres techniques, en force de sécurité et de défense, dans les proportions développées dans le Programme cadre.

- La CRA exige l'identification, l'inculpation et le jugement des responsables de tous les massacres perpétrés contre les Touaregs et principalement ceux de Tchintabaraden de 1990 ; La réhabilitation et le dédommagement des victimes ainsi que les faits de guerre dirigés contre les populations touarègues depuis le déclenchement du conflit. Un comité d'enquête international et neutre doit être créé à cet effet.

- Toutes ces revendications seront obligatoirement entérinées et consignées dans la Constitution du Niger, qui sera alors révisée et reprofilée en conséquence. Il est clair et nous l'avons déjà dit à maintes reprises, que le préalable fondamental et incontournable demeure la démilitarisation complète et immédiate de toutes les zones touarègues, ainsi que le désarmement des milices armées montées et équipées contre les populations touarègues auxquelles elles ont causé tant de

préjudice allant du pillage, la calomnie mensongère, aux massacres. Les responsables de ces milices et ceux qui les ont montées doivent être identifiés et punis. En effet, dans leur politique de destruction des fondements de notre peuple, les dirigeants nigériens ont mis en place ces milices armées pour :

- créer un conflit ouvert entre les communautés du Nord et détourner ainsi la Résistance de ses objectifs ;

- créer un climat d'insécurité général dans le Sahara central aux fins de dresser les pays riverains du Sahara contre les Touaregs.

En tout état de cause, la CRA met en garde les pouvoirs nigériens sur l'impossibilité d'atteindre tout développement dans la politique d'écrasement d'identités et du refus du droit à la différence, constituant jusqu'ici la règle politique en vigueur. Par conséquent, nous refusons fermement toute forme de recolonisation du Nord par le Sud.

Février 1994

ANNEXE 3

Accords de Ouagadougou-9 octobre 1994

Premier accord de paix entre les Organisations politico-militaires touarègues et l'État du Niger. Il sera précisé et complété par les accords de Ouagadougou 2.

COMMUNIQUÉ CONJOINT

Les représentants du Gouvernement de la République du Niger et les représentants de la Coordination de la Résistance Armée (C. R. A.) se sont réunis à Ouagadougou du 25 septembre au 9 octobre 1994 en présence des membres du Comité de Médiation, à savoir la République algérienne Démocratique et Populaire, la République française et le Burkina Faso. Ils ont poursuivi l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du 14 au 22 juin à Paris. Au terme de leurs travaux, ils ont adopté un Accord de Paix dont les dispositions doivent être mises en oeuvre dans un délai de six mois. Cet Accord inclut une trêve de trois mois renouvelable par tacite reconduction. Cette trêve prend effet ce jour 9 octobre 1994 à zéro heure (heure de Niamey). Les points de cet ordre du jour qui n'ont pas pu être abordés à la réunion de Ouagadougou, notamment la question des forces de défense et de sécurité, ainsi que celle du développement économique, social et culturel à long terme, seront négociées lors de réunions ultérieures. Ces réunions auront lieu à Alger d'abord, conformément à la décision prise à Paris, et au Niger ou dans tout autre pays, à la convenance des deux Parties et en accord avec les membres du Comité de Médiation. Les deux Parties et les médiateurs algériens et français remercient chaleureusement son excellence Monsieur Blaise Compaoré, Président du Faso, le Gouvernement et le Peuple burkinabé pour les efforts qu'ils ont déployé et qui ont permis l'heureuse conclusion de cet Accord.

Fait à Ouagadougou, le 9 octobre 1994

Pour le Gouvernement de la République du Niger Maï Maï Gana Pour la Coordination de la Résistance Armée (C. R. A.) Mano Ag Dayak Pour la médiation algérienne S. E. Rabah Kerouaz Pour la médiation française S. E. Jean-François Nodinot Pour la médiation burkinabé Salif Diallo

ACCORD DE PAIX ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER ET LA COORDINATION DE LA RÉSISTANCE ARMÉE

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République du Niger et la Coordination de la Résistance Armée (C. R. A.) Convaincus de la nécessité de restaurer la paix dans leur pays, de préserver l'unité nationale et de se consacrer aux tâches de développement socio-économique, Conscients du caractère unitaire, indivisible, démocratique et social de la République du Niger, Désireux de mettre en oeuvre les dispositions de la Constitution du 26 décembre 1992, notamment en son titre X, Articles 115 et 116, qui visent à donner aux populations la responsabilité de gérer leurs propres affaires, Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I - DU DÉCOUPAGE TERRITORIAL

ARTICLE 1 : La République du Niger est divisée en circonscriptions administratives qui sont : - la Région - le Département - l'Arrondissement - la Commune ARTICLE 2 : La Région, le Département et la Commune sont érigés en Collectivités territoriales. ARTICLE 3 : La création

et les limites des Collectivités territoriales (Régions, Départements, Communes) et celles des Arrondissements sont fixées par la loi sur proposition de la commission spéciale dont seront membres les représentants de la CRA. Cette loi déterminera aussi les principes fondamentaux de leur libre administration, leurs noms, leurs compétences et leurs ressources.

TITRE II - DE L'ORGANISATION ET DES POUVOIRS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ARTICLE 4 : Les Collectivités territoriales seront dotées de Conseils ou d'Assemblées, élus au suffrage universel direct et dont les Présidents élus en leur sein seront les Chefs des exécutifs régionaux, départementaux et communaux.

ARTICLE 5 : Dans le cadre de leur libre administration, les Conseils ou les Assemblées élus régleront par délibération leurs propres affaires dans les domaines prévus par la Loi qui sont notamment le budget, la conception, la programmation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional ou local.

ARTICLE 6 : La Commission Spéciale dont les représentants de la C. R. A. sont membres aura pour missions : a/ l'élaboration des projets de textes organiques (lois, textes réglementaires) conformément aux articles 81 et 82 de la Constitution de la République du Niger, relatifs à la nouvelle organisation administrative et territoriale ainsi que des projets de textes modificatifs ou complémentaires à la loi portant libre administration des Arrondissements ou Communes. b/ la proposition d'un plan de mise en oeuvre des solutions retenues comportant une classification des actions à mener par zones prioritaires. c/ l'évaluation des moyens humains, financiers et matériels qui seront mobilisés et transférés par l'État aux Collectivités territoriales.

TITRE III - DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT : LEURS POUVOIRS

ARTICLE 7 : La représentation de l'État sera assurée par : - un représentant dans la Région - un représentant dans le Département - un représentant dans l'Arrondissement - un Maire élu dans la Commune. La dénomination de ces représentants sera déterminée par la Loi.

ARTICLE 8 : Les représentants de l'État auront pour mission : a/ de veiller à l'application des lois et règlements de l'État dans la limite du territoire de l'entité administrative. b/ d'assurer le contrôle de la légalité a posteriori des décisions et actions des collectivités territoriales. c/ d'apporter aux collectivités territoriales, à leur demande, conseils et assistance des services techniques de l'État.

TITRE IV - DES MESURES D'URGENCE

ARTICLE 9 : Le Gouvernement de la République du Niger prendra les mesures nécessaires à la réhabilitation des infrastructures socio-économiques et culturelles, au redémarrage et au lancement de nouveaux projets dans la zone touchée par le conflit.

ARTICLE 10 : Le Gouvernement de la République du Niger prendra, en relation avec la C. R. A. et avec l'aide des pays frères et amis ainsi que des organisations internationales, les dispositions qui permettront le retour librement consenti et la réinsertion des populations réfugiées.

TITRE V - DE LA TREVE

ARTICLE 11 : Afin de permettre l'application du présent Accord dans la sérénité, une trêve de trois (3) mois renouvelable par tacite reconduction sera observée par les deux Parties. Cette trêve entrera en vigueur à compter de la date de signature du présent Accord à 0 (zéro) heure (heure de Niamey). Pendant la trêve, les unités des Forces Armées Nigériennes (F. A. N.) et les Combattants de la C. R. A. devront cesser toutes actions offensives et s'abstenir de toutes activités susceptibles de créer des incidents de nature à compromettre la paix.

ARTICLE 12 : Le Gouvernement de la République du Niger s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer l'insécurité résiduelle en vue d'assurer la libre circulation des personnes et des biens. Pour ce faire,

► il s'engage à mettre fin à l'action de tous groupes ou bandes armés (milices, brigades, etc.) susceptibles d'aggraver le climat d'insécurité et de compromettre les efforts de paix.

► il s'engage en outre pendant la trêve, en liaison avec la C. R. A. et selon des modalités qui seront définies d'un commun accord par l'intermédiaire de la cellule de liaison, à enrayer l'action des individus armés isolés dans la zone concernée par le conflit.

ARTICLE 13 : Les deux Parties s'engagent en outre à prendre toutes mesures susceptibles de renforcer la confiance mutuelle et de consolider la paix, notamment celles devant conduire à la libération des personnes enlevées ou arrêtées dans le cadre de ce conflit.

TITRE VI - DES DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 14 : Les deux Parties décident de créer une Commission internationale d'enquête sur les exactions. Sa composition et son fonctionnement seront déterminés d'un commun accord.

ARTICLE 15 : Il sera mis en place un Comité de suivi dont la composition et le fonctionnement seront déterminés ultérieurement. En attendant, une cellule de liaison, formée par la médiation en accord avec les deux Parties, sera chargée de faciliter les contacts au Niger et de veiller à l'application de l'Accord.

ARTICLE 16 : Les deux Parties s'engagent à poursuivre les négociations sur les points qui n'ont pas pu être abordés dans le cadre du présent Accord, notamment la question des forces de sécurité et de défense ainsi que celle du développement économique, social et culturel.

ARTICLE 17 : Le Gouvernement de la République du Niger s'engage à rechercher auprès des pays amis et frères et des organisations internationales, les moyens financiers et matériels nécessaires à la mise en oeuvre du présent Accord. Les modalités de gestion de ces moyens seront définies ultérieurement.

ARTICLE 18 : Les deux Parties s'engagent à mettre en oeuvre les dispositions du présent Accord dans un délai de six (6) mois à compter de sa date de signature.

Fait à Ouagadougou, le 9 octobre 1994.

Pour le gouvernement de la République du Niger Maï Maï Gana, Haut Commissaire à la restauration de la paix Pour la Coordination de la Résistance Armé (C. R. A.) Mano Dayak, Président Pour la médiation Algérienne Rabah Kerouaz, Ambassadeur Pour la médiation Française Jean-François Nodinot, Ministre plénipotentiaire Pour la médiation Burkinabé Salif Diallo, Ministre chargé de mission à la Présidence du Faso.

ANNEXE 4

Accords de Ouagadougou-15 avril 1995

Texte des accords définitifs entre la Résistance touarègue et l'État du Niger.

ACCORD ÉTABLISSANT UNE PAIX DÉFINITIVE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER ET L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE ARMÉE (O. R. A.)

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République du Niger et l'Organisation de la Résistance Armée (O. R. A.) dénommées les deux Parties dans le cadre du présent Accord, - Convaincus de la nécessité de retrouver et de préserver la paix dans leur pays, de consolider l'unité nationale, et de se consacrer aux tâches de développement socio-économique, - Soucieux de parachever le processus de paix engagé par l'Accord de paix signé à Ouagadougou le 9 octobre 1994 et consacré par le présent Accord, - Réaffirmant leur attachement à la constitution du 26 décembre 1992, - Respectueux de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981, - Désireux de donner aux populations la responsabilité de gérer leurs propres affaires par une libre administration des collectivités territoriales reposant sur les principes de la décentralisation et de la déconcentration contenus dans la Constitution du 26 décembre 1992, Sont convenus sous la médiation de la République Algérienne Démocratique et Populaire, du Burkina Faso et de la République Française, de ce qui suit :

TITRE I - DES PRINCIPES DIRECTEURS

ARTICLE 1 : Le présent Accord dont les dispositions sont irréversibles engage solennellement le Gouvernement de la République du Niger et l'Organisation de la Résistance Armée (O. R. A.) à ramener la paix d'une manière globale et définitive sur l'ensemble du territoire de la République. ARTICLE 2 : Les dispositions du présent Accord lient tous les Nigériens et leurs institutions.

TITRE II - DE L'ORGANISATION TERRITORIALE ET ADMINISTRATIVE

ARTICLE 3 : Le découpage territorial, l'organisation et les pouvoirs des collectivités territoriales seront ceux définis par la loi sur la base des travaux de la commission spéciale chargée de réfléchir sur le découpage administratif de la République du Niger, en conformité avec l'Accord de Paix signé à Ouagadougou le 9 octobre 1994, en ses titres I, II, III ainsi libellés : A/ DÉCOUPAGE TERRITORIAL

ARTICLE 4 : La République du Niger est divisée en circonscriptions administratives qui sont : - la Région - le Département - l'Arrondissement - la Commune ARTICLE 5 : La Région, le Département et la Commune sont érigées en Collectivités territoriales. ARTICLE 6 : La création et les limites des Collectivités territoriales (Régions, Départements, Communes) et celles des Arrondissements sont fixées par la loi sur proposition de la commission spéciale dont seront membres les représentants de la CRA.

B/ DE L'ORGANISATION ET DES POUVOIRS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

ARTICLE 7 : Les Collectivités territoriales seront dotées de Conseils ou d'Assemblées, élus au suffrage universel et dont les Présidents élus en leur sein seront les Chefs des exécutifs

régionaux, départementaux et communaux. ARTICLE 8 : Dans le cadre de leur libre administration, les Conseils ou les Assemblées élus régleront par voie délibérative leurs propres affaires dans les domaines prévus par la loi, notamment le budget, la conception, la programmation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional ou local.

C/ DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT : LEURS POUVOIRS

ARTICLE 9 : La représentation de l'État sera assurée par : - un représentant au niveau de la Région - un représentant dans le Département - un représentant dans l'Arrondissement - un Maire élu dans la Commune. La dénomination de ces représentants sera déterminée par la loi.

ARTICLE 10 : Les représentants de l'État auront pour mission : a/ de veiller à l'application des lois et règlements de l'État dans la limite du territoire de l'entité administrative. b/ d'assurer le contrôle de la légalité a posteriori des décisions et actions des collectivités territoriales. c/ d'apporter aux collectivités territoriales, à leur demande, conseils et assistance des services techniques de l'État.

TITRE III - DE LA RESTAURATION DE LA PAIX ET DE LA RÉCONCILIATION NATIONALE

ARTICLE 11 : Un cessez-le-feu définitif entrera en vigueur à zéro heure (heure de Niamey) le lendemain de la signature du présent Accord.

ARTICLE 12 : En vue de l'instauration d'une sécurité définitive, de la restauration et de la consolidation de la paix, les deux Parties décident de créer et d'établir à Niamey, dans les quinze jours qui suivront la signature du présent Accord, un Comité Spécial de Paix composé de chacune des deux Parties sur une base paritaire et de la médiation. L'effectif de ce Comité ne pourra dépasser 20 dont 14 pour les deux Parties. La Présidence du Comité Spécial de Paix sera confiée au Haut Commissaire à la Restauration de la Paix et la Vice-Présidence à un représentant de l'O. R. A. Les moyens nécessaires au fonctionnement du Comité seront assurés par l'État. Le Comité tiendra des réunions périodiques. Il pourra aussi être convoqué par son Président à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Les réunions du Comité feront l'objet de procès-verbaux. Le Comité aura pour mission : 1/ de veiller à l'application de l'Accord et du calendrier établi par celui-ci. 2/ de veiller à ce que les dispositions de l'Accord fassent l'objet d'une large diffusion et d'une campagne d'explication auprès des populations nigériennes. 3/ de veiller à l'exécution des opérations de désarmement et de récupération de toutes les armes, munitions et matériel de guerre. 4/ de déterminer les effectifs avant le début des intégrations. A cet effet, il recevra notamment : - la liste des éléments démobilisés de l'O. R. A. dont il procédera au décompte, - la liste des armes, munitions et matériel de guerre qui devront être rendus et dont il contrôlera la récupération et le stockage, et décidera de la destination.

Le Comité Spécial de Paix aura sous son autorité un Groupe d'observateurs militaires pour la composition duquel il sera fait appel essentiellement aux pays médiateurs. Le Groupe d'observateurs militaires aura pour tâches pendant son mandat : - de contrôler l'application du cessez-le-feu et de rendre compte de ses violations éventuelles. - de contrôler dans le cadre du présent Accord la récupération, la remise et le stockage des armes. Les fonctions de ce Groupe seront définies par un document qui devra être arrêté avant l'arrivée des observateurs et qui précisera les modalités de leur emploi. Sa mission sera d'une durée de trois mois, renouvelable en cas de nécessité. Le Groupe, dont le Poste de Commandement sera à Niamey, disposera d'antennes dans les régions touchées par le conflit.

ARTICLE 13 : Le Comité Spécial de Paix veillera à l'exécution des opérations de désarmement et de récupération de toutes les armes, munitions et matériel de guerre lorsque le Gouvernement : - aura mis en place la loi sur la décentralisation avec un calendrier détaillé d'application. - aura

adopté le statut des unités à statut militaire particulier avec un calendrier de création et d'organisation de ces unités et aura mis en place ces unités. - aura mis en place avec l'appui des partenaires du Niger l'exécution du programme d'urgence et des stratégies de développement économique, social et culturel prévues dans le présent Accord afin de permettre la création d'emplois dans la zone touchée par le conflit. - aura démarré l'intégration, la réintégration, le recrutement d'éléments démobilisés de l'O. R. A. dans l'Administration publique, les Forces de Défense et de Sécurité, les Sociétés d'État, les Lycées et à l'Université et dans les projets de développement. Pour sa part, l'O. R. A. s'engage à désarmer et démobiliser ses éléments.

ARTICLE 14 : Le Gouvernement s'engage à mettre fin à l'action de tous groupes et bandes armés (milices, brigades, etc.) susceptibles d'aggraver le climat d'insécurité et de compromettre les efforts de paix. A cet effet, il procédera à leur désarmement.

ARTICLE 15 : Une amnistie générale sera décidée en faveur des éléments de l'O. R. A. et des éléments des Forces de Défense et de Sécurité ainsi que des autres agents de l'État pour tous les actes commis du fait du conflit antérieurement à la date de signature du présent Accord. Le Gouvernement instituera une journée commémorative de réconciliation nationale à la mémoire des victimes du conflit et des événements de mai 1990 et prendra des mesures d'apaisement en leur faveur.

ARTICLE 16 : Le Gouvernement procédera à la réintégration à la Fonction Publique et dans les Sociétés d'État, des éléments démobilisés de l'O. R. A. qui avaient le statut de fonctionnaires ou d'agents publics. Le Gouvernement procédera également à la réintégration dans les établissements scolaires et universitaires des éléments démobilisés de l'O. R. A. qui avaient le statut d'élèves ou d'étudiants.

TITRE IV - DE L'ORGANISATION DES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

ARTICLE 17 : A/ Unités à statut militaire particulier Il sera créé des unités à statut militaire particulier dans les régions de l'Aïr, l'Azawak et le Kawar. Le statut particulier de ces unités (commandement, gestion des personnels, recrutement, formation, avancement) sera déterminé par des textes réglementaires sur proposition d'une commission interministérielle dont seront membres en outre des représentants de l'O. R. A. Ces unités auront pour mission d'assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Dans le cadre de leur mission, elles devront agir de façon coordonnée et en complémentarité avec les forces classiques de défense et de sécurité. Le personnel de ces unités sera composé d'éléments démobilisés de l'O. R. A. et de ressortissants des régions concernées.

B/ Forces Armées Nigériennes et Gendarmerie Nationale Dans le cadre de la restauration de la paix et de la confiance, le Gouvernement s'engage à intégrer dans l'armée des éléments démobilisés de l'O. R. A. qui recevront une formation appropriée. Ces éléments souscriront un engagement conformément aux dispositions réglementaires. En plus, dans le cadre du recrutement annuel, le contingent de recrues, ressortissants de la zone touchée par le conflit, sera revu à la hausse. A cet effet, les textes réglementaires y afférents seront réaménagés. Par ailleurs, la loi 62-10 du 16 mars 1962, sur proposition du Comité interministériel prévu à l'alinéa A/ du présent article, sera soumise pour révision à l'Assemblée Nationale.

C/ Forces Paramilitaires Le Gouvernement intégrera selon les textes en vigueur au sein des Forces Paramilitaires (Gardes Républicaines, Police Nationale, Douane) des éléments démobilisés de l'O. R. A. qui recevront une formation appropriée. Pour la protection de l'environnement, de la faune et de la flore, un accent particulier sera mis sur le recrutement du personnel local. En cas de nécessité, les dispositions seront prises pour réaménager les textes en vigueur.

TITRE V - DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

ARTICLE 18 : Dans le cadre de l'application de l'Article 8 du présent Accord, le Gouvernement prendra dans les domaines prévus par la loi, toutes les mesures nécessaires pour assurer aux collectivités territoriales la libre gestion de leurs affaires dans les actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional ou local.

ARTICLE 19 : En vue de permettre le retour librement consenti et la réinsertion des personnes déplacées, le Gouvernement s'engage, en liaison avec l'O. R. A., les pays amis et les organisations humanitaires internationales concernées, à mettre en place d'une part des centres d'accueil et d'orientation où le séjour sera des plus brefs possible et d'autre part des sites de réinsertion dans lesquels seront développées des activités socio-économiques adéquates.

ARTICLE 20 : En vue du renforcement et de l'élargissement à la zone touchée par le conflit des actions déjà entreprises dans le cadre des aides d'urgence au plan alimentaire, sanitaire et scolaire prévues dans l'Accord de paix de Ouagadougou du 9 octobre 1994, le Gouvernement s'engage, en liaison avec l'O. R. A. et les populations concernées, à établir, à partir des statistiques disponibles des populations déplacées et de celles déjà en place, les besoins réels d'aide d'urgence à insérer dans un programme global. Ce programme sera soumis par le Gouvernement aux bailleurs de fonds en temps opportun.

ARTICLE 21 : Dans le cadre du programme de réinsertion sociale des éléments démobilisés de l'O. R. A., le Gouvernement prendra des dispositions en vue de leur recrutement dans les projets à haute intensité de main d'oeuvre dans la zone touchée par le conflit.

ARTICLE 22 : Sans préjudice des dispositions de l'Article 8 du présent Accord, le Gouvernement s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de poursuivre et d'accélérer les efforts d'investissements dans la zone pastorale par la mise en oeuvre des nouvelles stratégies de développement visant :

A. Dans le domaine du développement rural 1- L'élevage Une politique de rentabilisation de l'élevage prenant en compte : - la santé animale - la reconstitution du cheptel - la commercialisation du bétail et des produits dérivés de l'élevage - l'implantation d'unités de transformation et de conservation des produits - une meilleure gestion des pâturages - l'aménagement des points d'eau et la multiplication des puits pastoraux - la constitution de banques céréalières. 2- L'agriculture Une mise en valeur des potentialités agricoles que recèlent les régions en assurant leur exploitation tout au long de l'année et une transformation locale des produits par : - l'encadrement technique des paysans - l'appui au service d'encadrement des collectivités - la commercialisation des produits agricoles - la lutte contre les ennemis des cultures - la création des unités de transformation et de conservation des produits agricoles - l'exploitation des eaux souterraines - le renforcement des potentialités maraîchères par la mise en exploitation de périmètres hydro-agricoles.

B. Dans le domaine des mines et industries Les mines resteront une richesse nationale dont les bénéfices doivent permettre le développement de toutes les régions. Pour cela, il faut : - diversifier la production minière. - valoriser les matières premières locales à travers l'industrialisation. - favoriser le développement de l'économie régionale par la mise en oeuvre pour l'ensemble du secteur industriel et minier de mesures incitatives à la création d'emplois en faveur des populations locales qui bénéficieront d'une priorité dans le recrutement. - transférer aux collectivités territoriales une partie des ressources nationales générées par l'exploitation minière et industrielle. Le taux et les modalités de transfert de ces ressources seront déterminés par la loi sur la décentralisation.

C. Dans le domaine du développement social et culturel 1- Santé - la réhabilitation des infrastructures déjà existantes - la construction et l'équipement de nouvelles unités sanitaires - la multiplication des pharmacies et des dépôts des médicaments - la formation du personnel - la mise en place d'équipes mobiles de santé dans les zones nomades. 2- Éducation - adapter les

programmes d'enseignement selon les réalités socio-culturelles des régions - promouvoir les langues et écritures nationales, notamment le Tamachek et le Tifinar - envisager la création d'institutions d'enseignement supérieur dans les régions du Nord - réhabiliter, construire et multiplier les écoles et cantines scolaires - former le personnel enseignant - affecter dans la mesure du possible, dans les régions, le personnel enseignant ressortissant de ces régions pour s'assurer d'une meilleure sensibilisation des populations sur les problèmes de l'éducation afin de résoudre les problèmes inhérents au recrutement scolaire - accroître le taux de scolarisation. 3- Culture - la création des centres culturels et musées régionaux valorisant les cultures, l'histoire et les traditions orales - la multiplication d'échanges culturels et sportifs interrégionaux et extérieurs.

D. Dans le domaine des services 1- Transports et communications - l'entretien, la gestion et la construction des routes, pistes, aéroports, auto- gares - l'ouverture et le développement du trafic aérien afin de désenclaver les régions - l'assouplissement des contrôles et formalités de police - la création, dans la mesure du possible, de stations de radio et de télévision régionales émettant en langues nationales et reprenant les principaux programmes nationaux - l'installation des moyens de communication BLU (Bandes Latérales Uniques) dans les centres les plus reculés. 2- Tourisme, Hôtellerie et Artisanat - envisager la suppression des visas pour les ressortissants de l'Union Européenne - mettre en place des vols charters directs - assouplir les formalités d'accueil et de circulation des personnes - réhabiliter et promouvoir les unités hôtelières - prendre les mesures d'accompagnement pour relancer les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de l'artisanat, générateurs de recettes, devises et emplois. 3- Administration publique Le Gouvernement, soucieux d'une participation active de toutes les composantes de la population nigérienne à la gestion des affaires de l'État et dans le cadre de la consolidation de la paix, s'engage à intégrer des éléments démobilisés de l'O. R. A. à tous les niveaux de l'Administration publique selon les critères de compétence et les nécessités de l'État. Il en sera de même pour les fonctions politiques.

E. La liste des actions ci-dessus énumérées n'est pas limitative.

ARTICLE 23 : Le Gouvernement organisera une table ronde regroupant les pays amis du Niger et les Organisations Internationales pour le financement du programme économique et social du présent Accord.

ARTICLE 24 : Dans le souci d'une meilleure répartition géographique des infrastructures et des équipements, le Gouvernement s'engage à appuyer la politique de décentralisation par une politique d'aménagement du territoire. Cette répartition devra tenir compte des potentialités économiques de chaque région.

ARTICLE 25 : Les dispositions du présent Accord seront mises en oeuvre ainsi qu'il suit : 1. 15 avril 1995 Paraphe de l'Accord définitif de Paix à Ouagadougou 2. 24 avril 1995 Signature solennelle de l'Accord définitif de Paix à Niamey 3. 25 avril 1995 Entrée en vigueur du cessez-le-feu définitif à zéro heure (heure de Niamey) 4. 09 mai 1995 Installation du Comité Spécial de Paix 5. 31 mai 1995 Installation de la Commission Interministérielle 6. 30 juin 1995 Adoption du Statut des Unités à Statut Militaire Particulier 7. 1er juillet 1995 Démarrage de l'Intégration, de la Réintégration et du Recrutement dans les Forces Paramilitaires, les Sociétés d'État, les Lycées, l'Université, l'Administration publique et les projets de développement 8. 1er juillet 1995 Installation du Groupe d'Observateurs Militaires 9. 15 juillet 1995 Mise en place de la Loi sur la Décentralisation 10. 15 juillet 1995 Démarrage du Programme d'aide d'urgence et des projets de développement 11. 1er septembre 1995 Début des travaux de détermination des effectifs 12. 1er octobre 1995 Mise en place des Unités à Statut Militaire Particulier 13. 1er octobre 1995 Désarmement/démobilisation des éléments de l'O. R. A. 14. 1er octobre 1995 Démarrage de la

formation et de l'Intégration des éléments de l'O. R. A. dans les Forces de Défense et de Sécurité
15. 15 octobre 1995 Table ronde sur le Programme d'urgence

NB : Ce calendrier n'étant pas exhaustif, le Comité en déterminera la suite.

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 26 : Le présent Accord est établi en 5 exemplaires originaux rédigés en langue française et signé par chacune des deux Parties, ainsi que des trois médiateurs. Un exemplaire original sera conservé par chacun des signataires.

ARTICLE 27 : Le présent Accord, qui entre en vigueur à compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel de la République du Niger. Fait à Ouagadougou, le 15 avril 1995

ONT PARAPHÉ :

Pour le Gouvernement de la République du Niger Monsieur MAÏ MAÏ GANA Pour l'Organisation de la Résistance Armée Monsieur RISSA AG BOULA

LA MÉDIATION : Pour la République Algérienne Démocratique et Populaire Monsieur LAALA MOHAMED Pour la République Française Monsieur ALAIN DESCHAMPS Pour le Burkina Faso ABLASSÉ OUEDRAOGO

ANNEXE 5

Texte de la chanson *L'éveil*

Par Moussa Bilalan Ag Ganta

*Yallawate ayimanine yofa Nikar,
Daw tickma tadagh nidar.
Tillé tagmé toumast tada tirbate,
Tissirtayate tanate id zinga.
Tahoudé ighane wouksane digue ténééré ,
Ezni yalane,
D'infasse yalane, yin chatmassane.
Kharare wakalane adobetou,
Niger tissane , tiguiyate iss fourwane,
Niger tissane, tiguiyate iss tezirzeit.*

L'Eveil

*Oh peuple réveille toi, sous ce joug despotique et disgracieux que tu subis !
Réveille-toi contre les maux et les injustices qui t'asphyxient !
Que cette partie de toi qui est égarée retrouve enfin le chemin de la justice !
Pourquoi y a-t-il encore des égarés qui somnolent et qui cohabitent encore avec l'inconscience?
Les fauves qui se sont révoltés dans le Ténééré,
Ils ont jurés, que leurs âmes et leur sang appartiennent au bonheur de leurs sœurs.
Ils peuvent défendre la cause qu'ils se sont fixés et atteindre leurs buts la justice dans ce pays.
Le Niger feint de ne pas voir mais il le sait, il est témoin de ce qui c'est passé à Iférouane et à
Tezirzeit.*

Traduction anonyme. Source : tamasheq.net

ANNEXE 6

Texte de la chanson : *Mano Dayak*

Par Tinariwen, Album *Aman Iman, Water is Life* (World Village 2007)

*I come from a tenere well used to sandstorms
I take my rest under the shadeless Anna et Tadjart bushes
I have never seen enough trees to make a forest
My home is the Tamesna: white, naked and empty
It affords pasture to neither goat nor cow
It is the land of the young camel, who wanders after its mother
I come to a tenere which lies to the north of the Bouss
A desert which is totally naked
Without a single tree, or even a twig
And when men travel there, it's always hot
Now I've seen something that fills me with joy
A Tamashek who's living well
And communicating through a satellite phone
Tied to the tree under which he rests
The buds fall all around him
All of that is thanks to Mano Dayak*

Source: Eric Schmidt, *The guitar and the revolution of Tuareg culture*, University Honors in Music, Spring 2009.

ANNEXE 7

Texte de chanson en hommage aux civils tués par l'armée à Tizerzeit, 2007.

Anonyme

Quand nous avons libéré Tezirzeit, moi et mes frères, en partant nous avions mal à l'âme et mal au plus profond de nous !

Les armes lourdes et légères ont secoué les positions ennemies, ces mêmes ennemis qui avaient martyrisé nos parents et massacré leurs animaux

Sous notre puissante conviction et notre soif de justice, les combattants de l'armée du Niger se sont rendus

Ils n'ont pas pu résister car nous avons une cause, eux n'avaient seulement qu'un ordre !

Quelle souffrance ! Quel mal être !

Quand nous avons découvert la fosse où ils avaient enterré nos parents, morts en martyrs!

Source: m-n-j.blogspot.com

ANNEXE 8

Texte de la chanson : *Quand j'ai dépassé Akakous*

Par Abdallah Ag Oumbadougou

*Quand j'ai dépassé Akakous
En direction de Tassili,
J'ai regardé le mont Bous
Où résident mes frères.
Il y faisait chaud.*

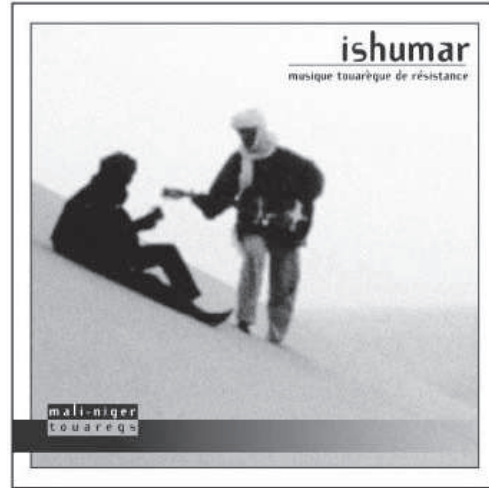
*J'ai interrogé le désert
Où demeurent mes frères.
Le désert m'a dit
Seul compte le retour
A l'attente de mes frères.*

*Le désert m'a dit
Qu'il ne veut rien d'autre
Que l'unité des frères
Je vous demande
De vous hisser noblement.
Nous allons libérer le désert
En allant jusqu'aux villes,
Sans laisser les montagnes
Et jusqu'au moindre vallon.
Alors la révolution deviendra
Un rapiécage pour tout le désert.*

Traduction de Hélène Claudot-Hawad et Hawad, *Tourne-tête, le pays déchiqueté: Anthologie des chants et poèmes touaregs de résistance 1980-1995*, Editions Amara, 1996

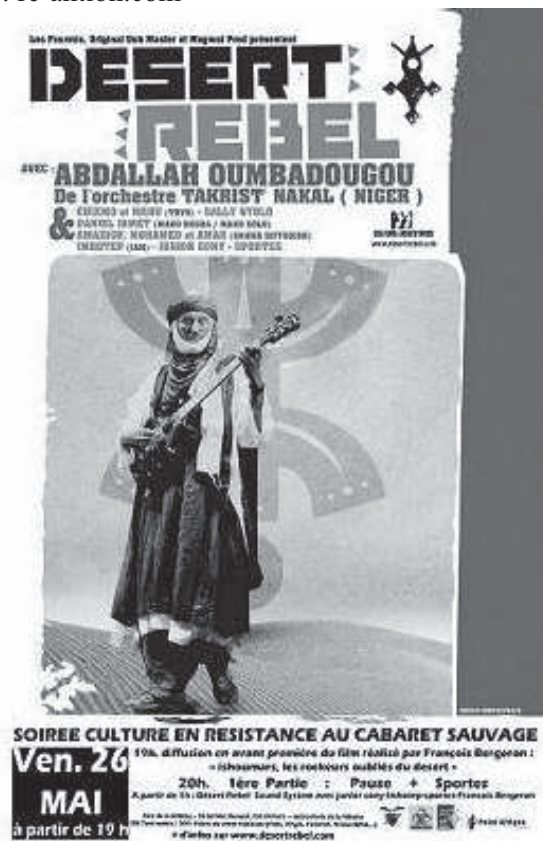
ANNEXE 9

Musique et rébellion



Oumar Moctar, dit *Bambino*, musicien touareg. Annonce du film *Agadez, Music and Rebellion*. Source: zerogravityfilms.com

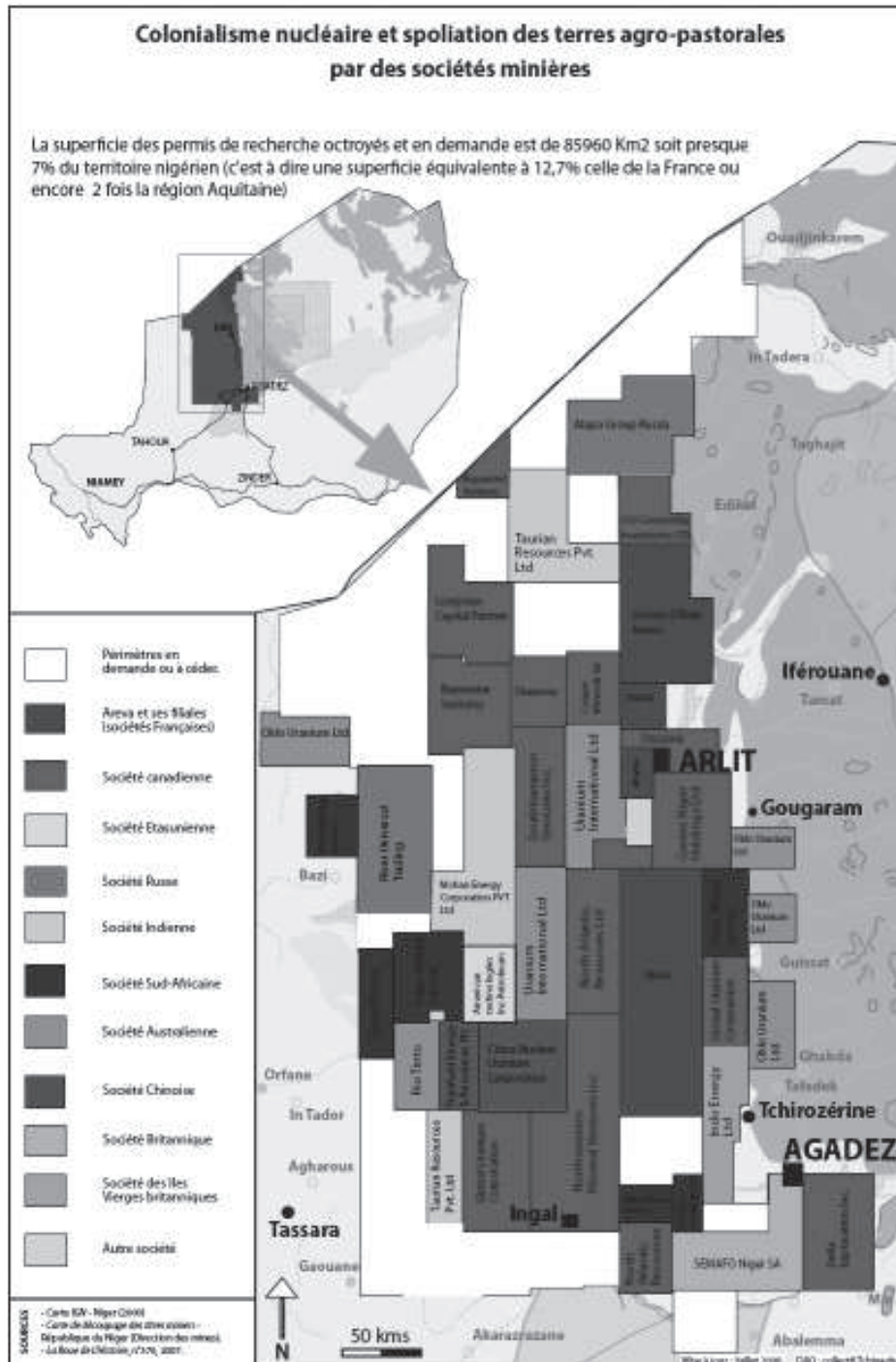
CD *Ishumar, Musique touarègue de résistance*. Source : re-aktion.com



Desert Rebel, jaquette du DVD *Ishumars les rockers oubliés du désert*, et affiche de concert, Paris, Cabaret Sauvage, 26 mai 2006.

ANNEXE 10

Carte des concessions minières du Ministère de l'Énergie du Niger



Source : Tchinquagen, *La malédiction de l'uranium Le Nord-Niger victime de ses richesses*, dossier d'information, août 2008, p. 9

ANNEXE 11

Lettre de l'ONG *Aghir In Man* au Ministre de l'Energie du Niger, 26 septembre 2005



BP: 149 ARLIT - NIGER

Arlit, le 26 septembre 2005

Le Président de l'ONG Aghirin Man

Au

Tel : 87 24 98

E-Mail : aghirin@intnet.ne

Aghirin_man@yahoo.fr

Ministre des Mines et de l'Energie

Agrément N°11/MI/D/DGAPJ/DLP du 10/01/03

Objet : La pollution durable de la ville d'arlit

Enrichir Areva, appauvrir le Niger

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer d'une situation aujourd'hui à dénoncer, c'est celle de la pollution causée par l'exploitation minière de l'uranium du Niger par la COGEMA.

Permettez – moi de vous rappeler que la teneur en radio activité est très élevée dans la commune de Ingall en général et dans le village de Tinigouren en particulier où la situation est vraiment déplorable. Il est donc nécessaire de prendre des mesures afin de protéger la population et les animaux.

En effet depuis les années 1968, la mine de Madawela, de la carrière SOMAÏR et celle de la COMINAK exploite d'une manière abusive l'Uranium d'Arlit sans aucune protection ni sensibilisation de méfait de la pollution et danger de la radiation sur la population de la commune d'Arlit et ses environs.

De même, les ouvriers miniers n'ont jamais été sensibilisés sur le danger de la radio activité .

C'est seulement dans les années 1980 qu'une timide sensibilisation a vu le jour dans le monde des ouvriers.

Raison pour laquelle on trouve aujourd'hui dans la ville d'Arlit et Akokan des ferrailles par exemple fenêtre, porte, ustensiles de cuisine etc. et plastiques à des degrés de radiation très élevés et utilisés par la population pour des fins personnelles.

LES PLASTIQUES ET BIDIM

D'autre part, les plastiques de et bidimes qui ont servi comme soubassement des minerais de la lux viation et de la canalisation de jus uranifères vers les bassins de récupération sont de fois récupérés et servir de toitures des maisons et hameau pour les habitants de la ville d'Arlit et voir même à l'intérieur du pays.

TRANSPORT D'URANATE (AXE ARLIT – COTONOU)

Quant au transport d'uranate d'Arlit à Cotonou, il est souvent fait dans des conditions déplorables sans respect d'aucune règle internationale sur le transport des matières dangereuses voire mortelles.

Les chauffeurs transportant ces produits n'ont reçus aucune sensibilisation et le pire, ils n'ont aucune protection et y compris les forces de sécurité escortant les camions transportant ces produits hautement qualifiés de danger public.

Des fois on constate des passagers sur les fûts d'uranate ignorant le danger mortel qu'ils couraient ou des fois des denrées alimentaires sont transportées sur les mêmes fûts empruntant ainsi la route d'Uranium en traversant les grandes villes du pays.

Voilà à tous ce fléau s'ajoute, qu'en cas d'accident, les populations environnantes sont totalement exposées au danger. En dépit de tout cela, il est souhaitable de créer un cadre légal de transport d'uranate.

On ne peut jamais parler de risques de contamination sans parler de l'eau consommée à Arlit puisque un doute plane sur sa qualité depuis fort longtemps, raison de plus où vous trouverez des agents des deux sociétés qui sont ravitaillés en eau depuis la ville d'Agadez.

APPAUVRIR LE NIGER ET ENRICHIR AREVA

L'esprit qui anime les cadres nigériens qui dirigent les sociétés minières d'Arlit, est d'utiliser la sous-traitance avec une politique des prix : un ouvrier à 420 F CFA par heure au mépris des charges ci-dessous que doit prendre en compte les sociétés minières :

- Logement
- Eau et électricité
- Santé
- Sécurité
- Ration alimentaire
- Indemnités familiales
- Equipement de sécurité ;

Ce qui n'est pas le cas car toutes les charges cités sont ignorées par les dites sociétés.

Il faut noter qu'un nouveau système est mis en place communément appelé apprentis avec un salaire net de 100 000 F CFA par mois au mépris de toutes les règles nationales et internationales avec un diplôme non reconnu sous prétexte qu'ils n'ont pas de choix ; parce que tout simplement le travail manque au Niger ; ils sont donc condamnés ainsi à vivre leur vie à Arlit donc considérés à risque.

DESASTRE ECOLOGIQUE

L'exploitation de l'eau qui a duré un peu moins de 40 ans par les sociétés minières a presque tari la nappe d'eau qui d'ailleurs a un risque d'être contaminée.

L'eau consommée dans la ville d'Arlit est gérée par les sociétés minières SOMAÏR et COMINAK au détriment de la société des eaux du Niger (SEEN).

Nous pensons que la SEEN doit prendre cette situation en main car à notre point de vue , la gestion de l' eau doit revenir à cette société. Par conséquent les sociétés minières doivent acheter de l'eau comme toutes les autres structures, les institutions et les organisations ; ce qui peut rassurer la population de tout doute et tout soupçon .

Voilà Monsieur le Ministre notre modeste contribution sur la situation qui prévaut à Arlit.

Acceptez Monsieur le Ministre mes salutations les plus distinguées

Copies

Préfet Arlit
Maire de la commune d'Arlit

Le Président de l'ONG Aghirin'Man
M. Almoustapha Alhacen

Service des Mines d'Arlit
Syntramine Section SOMAÏR et COMINAK

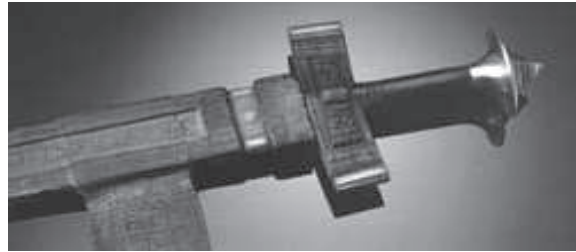
ANNEXE 12

Culture, art, rébellion



1

1. Croix artisanale, dite « de Mano »

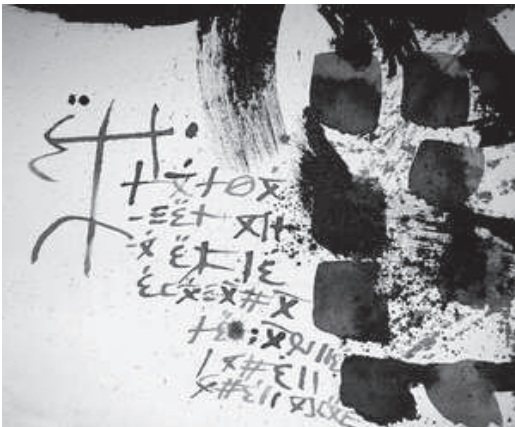


2

2. Epée touarègue, *takouba*. Source: *The Art of Being Tuareg* africa.si.edu/exhibits/tuareg/art



3. Affiche d'ONG françaises contre Areva



4

4. Hawad, « *Furigraphie* ». Utilisation de *tifinagh*. Source: editions-amara.info



5

5. Représentants de l'association *Internationale touarègue* au Caucus nomade Touareg 2009, 8th Session of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues United Nations Headquarters, New York 18th – 29th May, 2009

ANNEXE 13

Combattants



Combattants du MNJ

Source : m-n-j.blogspot.com



Combattants de la rébellion des années 1990

Source : issikta.blogspot.com



Carte des attaques du MNJ

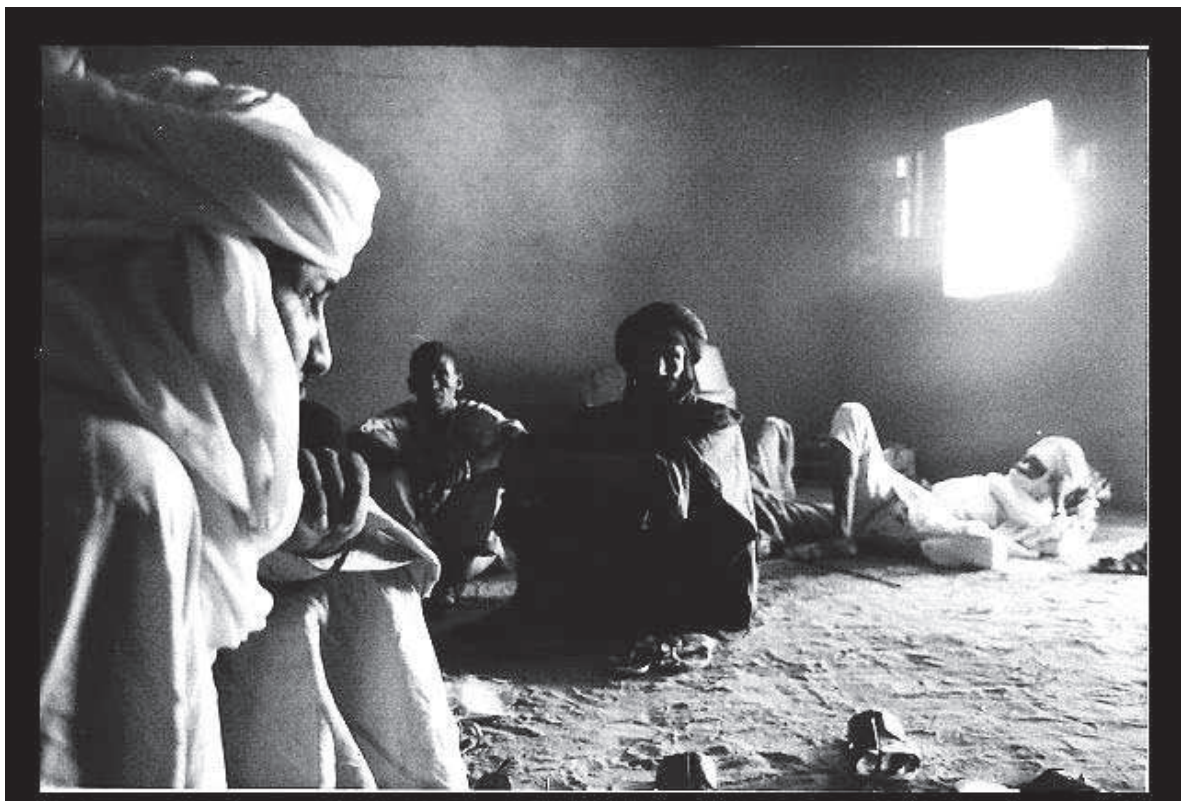
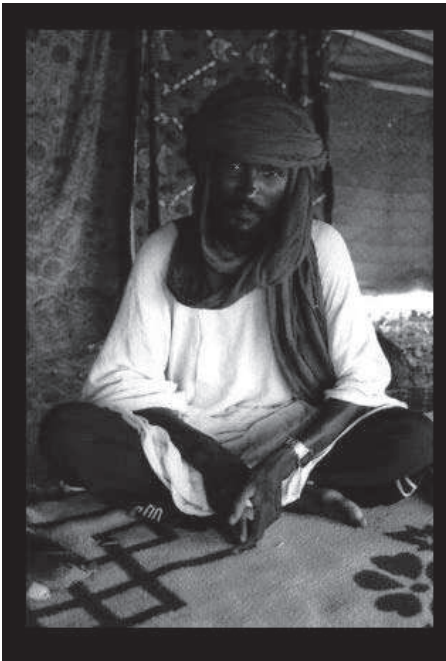
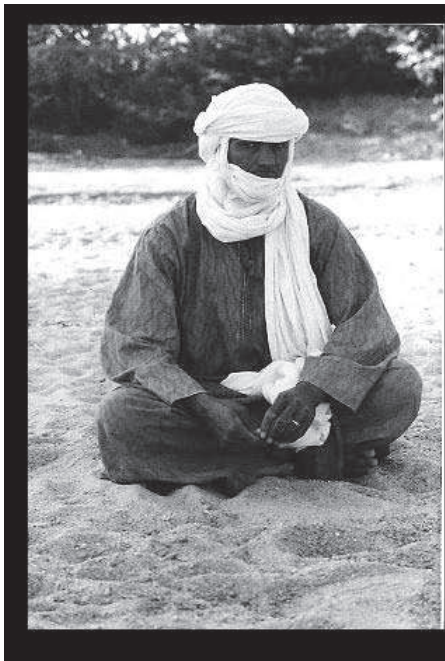
Source : sahara-eliki.org

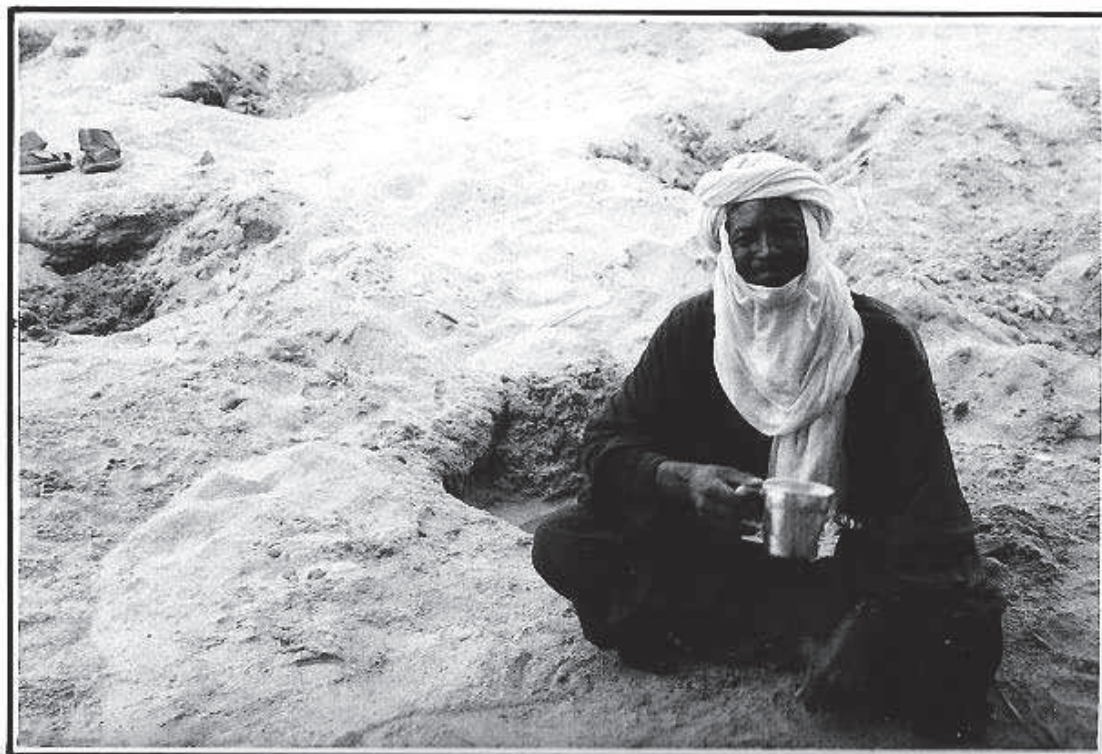
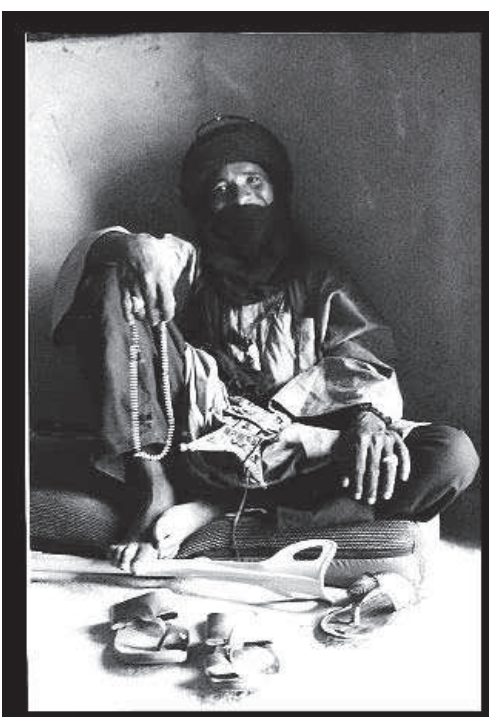
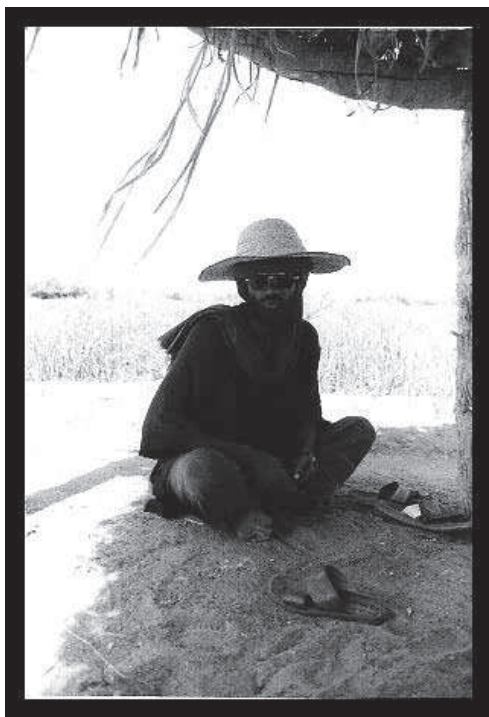


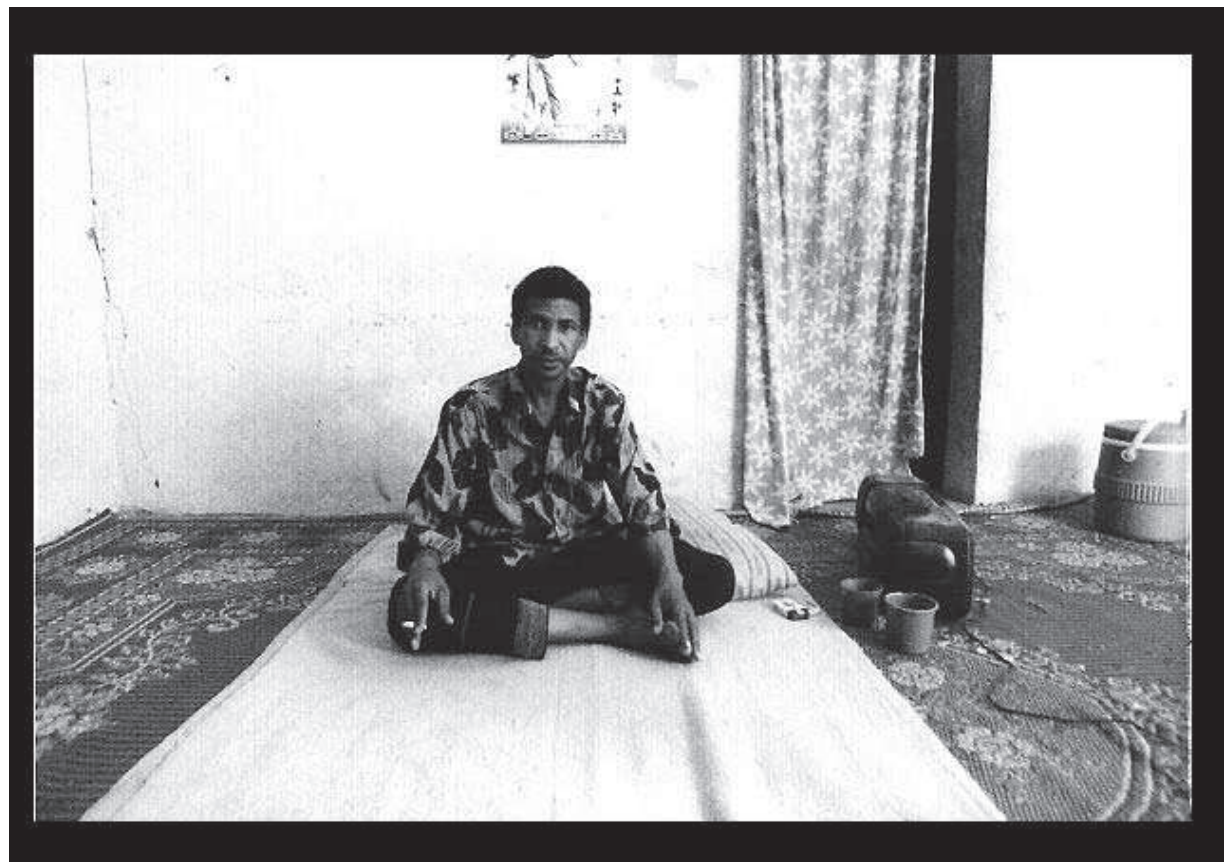
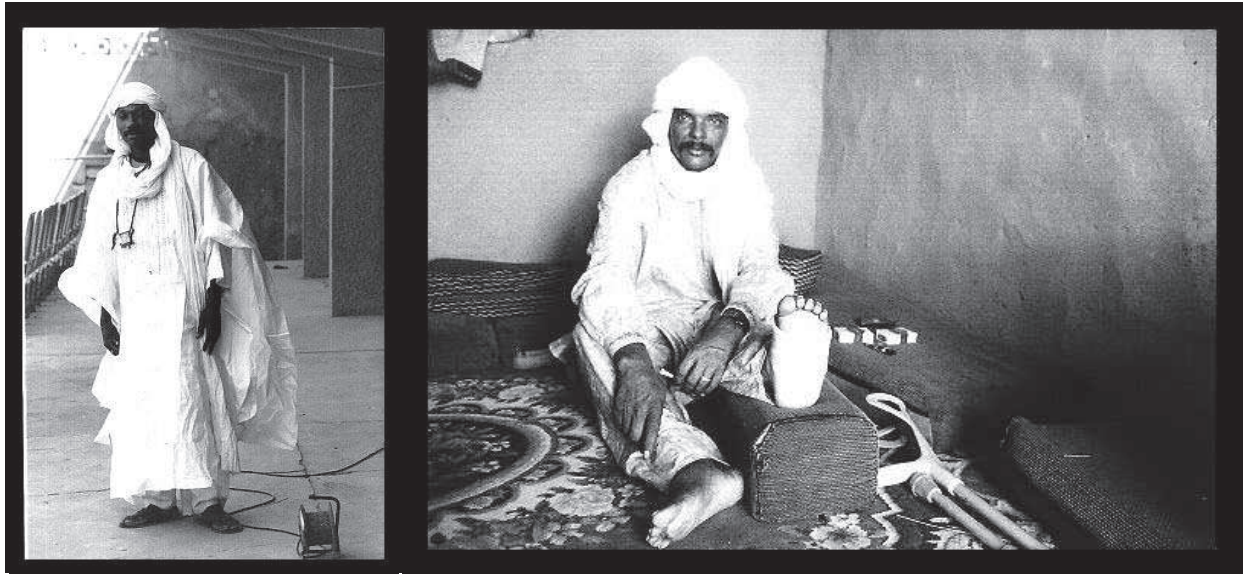
1. Rhissa Boula à la cérémonie Flamme de la Paix, 25 septembre 2000

2. Aghali Alambo. Source: m-n-j.blogspot.com

Les photographies suivantes ont été prises par l'auteur. Combattants







BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Livres

ALMOND Gabriel et VERBA Sidney, *The civic culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Boston, Little, Brown and co., 1965

ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1983

ANDERSON Perry, *L'Etat absolutiste*, 2 vol., Paris, Maspero, 1978

AUGÉ Marc, *Le sens des autres, actualité de l'anthropologie*, Paris, Fayard, 1994

BADIE Bertrand, *Les deux Etats*, Paris, Fayard, 1986

BADIE Bertrand, *Culture et politique*, Paris, Economica, 3^{ème} ed., 1993

BAYART Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996

BARTH Fredrik, *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Cultural Difference*, Oslo, Universitetsforlaget, 1969

BENDIX Reinhart, *Kings or people. Power and the Mandate to Rule*, Berkeley, University of California Press, 1978

BIRNBAUM Pierre et BADIE Bertrand, *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1979

BOURDIEU Pierre, *La distinction*, Paris, Editions de Minuit, 1979

CANDAU Joël, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1996

CEFAI Daniel et TROM Danny (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001

CHABAL Patrick et DALOZ Jean-Pascal, *Culture troubles: politics and the interpretation of meaning*, Chicago, University of Chicago Press, 2006

CEFAI Daniel (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001

COHEN Sarah, *Rock culture in Liverpool, Popular Music in the making*, Oxford, Clarendon Press, 1991

CHRETIEN Jean-Pierre et TRIAUD Jean-Louis (eds.), *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala, 1999

DARRE Alain (dir.), *Musique et Politique. Les répertoires de l'identité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996

DE JONG Ferdinand et ROWLANDS Michael (eds.), *Reclaiming heritage : Alternative Imaginaries of Memory in West Africa*, Walnut Creek, CA, Left Cost Press, 2007

EISENSTADT Samuel et ROKKAN Stein (eds.), *Building States and Nations*, 2 vol., Beverly Hills, Sage Publications, 1977

ELIAS Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calman-Lévy, 1975

ELLER, Jack David, *From Culture to Ethnicity to Conflict*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1999

ERICKSEN Thomas, *Ethnicity and Nationalism*, London, Pluto Books, 1993

ESCAL Françoise, *Espaces sociaux, espaces musicaux*, Paris, Payot, 1979

FERON Elise et HASTINGS Michel, *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002

GARRIGOU Alain, *Les élites contre la République : Sciences Po et l'ENA*, Paris, La Découverte, 2001

GEERTZ Clifford, *The interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973

GEERTZ Clifford, *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986

GEERTZ Clifford, *Works and lives: the anthropologist as author*, Cambridge, Polity Press, 1989

GELLNER Ernest, *Muslim society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981

GIBBINS John et REIMER Bo, *The Politics of Postmodernity: An Introduction to Contemporary Politics and Culture*, Thousand Oaks, Sage, 1999

GURR Ted, *Why Men Rebel*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1970

GURR Ted, *Comparative studies of political conflict and change*, Cross national datasets (ICPSR study) 1st ICPSR edition, 1978

HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994

HALL Stuart, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, Editions Amsterdam, 2008

HARRISON M. et HUNTINGTON Samuel (eds.), *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, New York, Basic Books, 2000

HASTINGS Michel, *La figure du désobéissant en politique : la signification de la désobéissance civile des mouvements non-violents et des groupes d'objecteurs de conscience*, Lille, ANRT, 2004

HECHTER M., *The Microfoundations of Macrosociology*, Philadelphie, Temple University Press, 1983

HERMET Guy, *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986

HERMET Guy, *Culture et démocratie*, Paris, Unesco/Albin Michel, 1993

HERMET Guy, *Culture et développement*, Paris, Presses de Science Po, 2000

HUNTINGTON Samuel, et WEINER P., *Understanding Political Development. An Analytic Study*, Boston, Little, Brown and co., 1987

HUNTINGTON Samuel, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2007

INKELES Alex, *National Character. A psycho-social Perspective*, Piscataway, Transaction Publishers, 1997

KREMER Joseph-François, *Les formes symboliques de la musique*, Paris, Klincksieck, 1984

LANE Jan-Erik et ERSONN Svante, *Culture and Politics. A comparative approach*, Aldershot, Ashgate, 2002

LEIRIS Michel, *Cinq études d'ethnologie*, Paris, Gonthier, 1969

LIPSET Seymour M., *Consensus and conflict. Essays in political sociology*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1985

MACFARLANE Alan, *The Origins of English Individualism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979

MALTE-BRUN C., *Géographie universelle*, Paris, 1813

MARTIN Denis-Constant et LEVALLET Didier, *L'Amérique de Mingus, musique et politique: les "Fables of Faubus" de Charles Mingus*, Paris, POL, 1991

MARTIN Denis-Constant, *Sur la piste des OPNI (Objets Politiques Non Identifiés)*, Paris, Karthala, 2002

MOORE Barrington, *Social origins of dictatorship and democracy: lord and peasant in the making of the modern world*, Beacon Press, reprint edition, 1993

MOORE Barrington, *Injustice. The Social Bases of Obedience and Revolt*, New York, Sharpe, 1978

NISBET Robert, *Social Change and History. Aspects of Western Theory of Development*, New York, Oxford University Press, 1969

NOIRIEL Gérard, *Les Ouvriers dans la société française (19ème-20ème siècles)*, Paris, Seuil, 1986

NORA Pierre, *Les lieux de mémoire*, 3 tomes, Paris, Gallimard, 1984-1993

OFFERLE Michel (dir.), *La profession politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999

OLSON Marcus, *La logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978

POGGI Gianfranco, *The development of the modern state: A sociological perspective*, Stanford, Stanford University Press, 1978

RANGER Terence et HOBSBAWM Eric (eds.), *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983

SERRES Michel, *Esthétiques sur Carpaccio*, Paris, Hermann, 1975

SILBERMAN, Niel et SMALL, D. (dir.), *The Archaeology of Israel: Constructing the Past, Interpreting the Present*, Sheffield, Sheffield Academic Press, 1997

SKOCPOL Theda, *Etats et Révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Paris, Fayard, 1985

SKOCPOL Theda, *Vision and Method in Historical Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984

THOMPSON Edward Palmer, *The Making of the English Working Class*, New York, Vintage Book, 1963

TILLY Charles, *La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Paris, Fayard, 1970

TILLY Charles, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, Russel Sage Foundation, 1974

TILLY Charles, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975

TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley Publishing, 1978

TILLY Charles, *Stories, Identities, and Political Change*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2002

WALLERSTEIN Immanuel, *Le système du monde, du XXème siècle à nos jours*, 2 vol., Paris, Flammarion, 1985

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964

WEBER Max, *Economie et société*, 2 vol., Paris, Plon, 1971

WERBNER Richard (ed.), *Memory and the Postcolony, African Anthropology and the Critique of Power (postcolonial Encounters)*, New York, Zed Books, 1998

Chapitres d'ouvrages collectifs

BAHRANI Zainab, *Conjuring Mesopotamia: Imaginative Geography and a World Past*, in MESKELL Lynn (ed.), *Archaeology under Fire, Nationalism, Politics and Heritage in the Eastern Mediterranean and the Middle East*, London, 1998, pp. 159-174

GREENWOOD Davydd, *Culture by the Pound. An Anthropological Perspective on Tourism as Cultural Commoditization*, in SMITH Valen (dir.), *Hosts and Guests. The Anthropology of Tourism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1989, pp. 171-185

JEWSIEWICKI Bogumil, *La mémoire*, in COULON Christian et MARTIN Denis-Constant, *Les Afriques Politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 59-71

LAVABRE Marie-Claire, *De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives*, in CEFAÏ Daniel, *Cultures Politiques*, Paris, PUF, 2001, pp 233-251

MAKKI F., *The aporias of radical nationalism : Political culture, ideology and democracy in Eritrea*, in QUEHL H. (dir.), *Living in wartimes – living in post-wartimes*, Conférence internationale sur la Corne de l’Afrique, Meslungen, Allemagne, 29 au 31 janvier 1999, Felberg, pp. 201-226

WERBNER Richard, *Beyond Oblivion : Confronting Memory Crisis*, in WERBNER Richard (ed.), *Memory and the Postcolony, African Anthropology and the Critique of Power (postcolonial Encounters)*, New York, Zed Books, 1998, pp. 1-17

Articles

BARTHELEMY Guy, *Photographie et représentation des sociétés exotiques au XIXème siècle*, *Romantisme*, vol. 29, n°105, 1999, pp. 119-131

BOILLEY Pierre, *Loi du 23 février 2005, colonisation, indigènes, victimisations ; Evocations binaires, représentations primaires*, *Politique Africaine*, n°98, 2005, pp. 131-140

BUIJTENHUIJS Robert, *Les hauts et les bas de l’approche par le bas*, *Politique Africaine*, n°46, juin 1992, pp. 150-153

CONRAD Bettina, *Out of the memory hole: Alternative narratives of the Eritrean revolution in the diaspora*, in *Memory cultures*, Special Issue of *Afrika Spectrum*, n°41, Hambourg, 2006, pp. 249-271

CHRETIEN Jean-Pierre, *Le passé colonial : le devoir d’histoire*, *Politique Africaine* n°98, 2005, pp. 141-148

FOUERE Marie-Aude, *La mémoire au prisme du politique*, in *Jeux de mémoires*, *Cahiers d’Etudes Africaines*, n°197, EHESS, 2010, pp. 95-121

GAXIE Daniel, *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective*, Revue suisse de science politique, vol. 11, n°1, printemps 2005, pp. 157-188

GESCHIERE Peter, *Le politique par le bas : les vicissitudes d'une approche*, in KONINGS Piet, VAN BINSBERGEN Wim et HESSELING Gerti (eds.), *Trajectoires de libération en Afrique contemporaine : hommage à Robert Buijtenhuijs*, Paris, Karthala, 2000, pp. 93-108

HECHTER Michael et BRUSTEIN William, *Regional Modes of Production and patterns of state formation in Western Europe*, American Journal of Sociology vol. 85, n°5, March 1980, pp. 1061-1094

LIPSET Seymour M., *Some social requisite of democracy: development and political legitimacy*, The American Political Science Review, vol. 53, n°1, 1959, pp. 69-105

MARTIN Denis-Constant, *A la recherche des cultures politiques, de quelques tendances récentes de la politologie française*, Cahiers Internationaux de sociologie, n°87, 1989, pp. 223-248

MARTIN Denis-Constant, *A la quête des OPNI, comment traiter l'invention du politique*, Revue Française de Science Politique, vol. 39, n°6, 1989, pp.793-815

Numéros spéciaux

Il ritorno della memoria coloniale, Afriche e Orienti, Numéro Spécial, 1, 2007

Memory Cultures, Afrika Spectrum, Numéro Spécial, 41, 2006

Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique, Politique Africaine, Numéro spécial, 102, 2006

Afriques politiques

Livres

AMSELLE Jean-Louis et M'BOKOLO Elikia, *Au coeur de l'ethnie. Ethnicité, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985

AMSELLE Jean-Loup, *Logiques Metisses: Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990

AWENENGO Séverine, BARTHELEMY Pascale et TSHIMANGA Charles, *Ecrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004

AZARIA Victor, *Nomads and the State in Africa: The political roots of marginality*, Leiden, African Studies Centre, 1996

BACH Daniel (ed.), *Regionalisation in Africa, Integration and Disintegration*, Oxford, James Currey, 2004

BALANDIER Georges, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967

BALANDIER Georges, *Le Désordre, éloge du mouvement*, Paris, Fayard, 1988

BOURGEOT André et GUILLAUME Henri (dir.), *Etat et sociétés nomades*, dossier de Politique Africaine, n°34, juin 1989

BAYART Jean-François, *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1979

BAYART Jean-François, *La politique en Afrique noire : le haut et le bas*, dossier de Politique africaine, n°1, 1981

BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi (eds.), *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992

BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1997

BAYART Jean-François, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, 2ème édition augmentée, Paris, Fayard, 2006

BERNUS Edmond, BOILLEY Pierre, CLAUZEL Jean et TRIAUD Jean-Louis (eds.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993

BLOOM Leonard, *Identity and Ethnic Relations in Africa*, Aldershot et Brookfield, Ashgate, 1998

BROC Numa, *Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIXe siècle*, Paris, éditions du CTHS, 1988

BUIJTENHUIJS Robert, *Le mouvement « Mau Mau », une révolte paysanne et anticoloniale en Afrique noire*, Paris, La Haye, Mouton, 1971

CHABAL Patrick et DALOZ Jean-Pascal, *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica, 1999

CHAKER Salem (ed.), *Langues et pouvoir de l'Afrique du Nord à l'Extrême-Orient*, Actes du colloque organisé par l'Inalco du 11 au 13 octobre 1995 à l'Assemblée nationale, Aix-en-Provence, Edisud, 1998

CLAPHAM Christopher, *Africa and the International System: The Politics of State Survival*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996

COHEN David et ODHIAMBO Atieno, *Siaya, The Historical Anthropology of an African Landscape*, London, James Currey, 1989

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985

COULON Christian et MARTIN Denis-Constant (dir.), *Les Afriques Politiques*, Paris, La Découverte, 1991

CRUISE O BRIEN Donal, *Saints and Politicians, Essays in the Organisation of Senegalese Peasant Society*, London, Cambridge University Press, 1975

CRUISE O'BRIEN Donal et STRAUSS Julia (dir.), *Theatre Politics in Asia and Africa: Subversion, Collusion or Control?*, London, IB Tauris, 2007

DESCHAMPS Hubert, *Les méthodes et doctrines coloniales de la France (du XVIème siècle à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 1953

COULON Christian, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1983

EVANS-PRITCHARD Edward, *Witchcraft, Oracles and Magic among the Azande*, Oxford, Clarendon Press, 1937

FOURCHARD Laurent, et OTAYEK René (dir.), *Entreprises religieuses transnationales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2005

HERBST Jeffrey, *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton, Princeton University Press, 2000

- JEWSIEWICKI Bogumil (dir.), *Art et politique en Afrique noire*, Québec, Safi, 1989
- KANET Roger et KOLODZIEJ Edward (eds.), *Consensual or Coercive Hegemon – Either or Neither? American Power and Global Order*, Athens, University of Georgia Press, 2007
- KENYATTA Jomo, *Au pied du Mont Kenya*, Paris, Maspero, 1960
- LEIRIS Michel, *L'Afrique fantôme, de Dakar à Djibouti 1931-1933*, Paris, Gallimard, 1988
- LONSDALE John et BERMAN Bruce, *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*, Oxford, James Currey, Ohio University Press, 1992
- LONSDALE John, *Mau Mau and Nationhood, Arms, Authority and Narration*, Ohio, Ohio Press University, 2003
- MARTIN Denis-Constant, *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*, Paris, Karthala, 1988
- MBEMBE Achille, *On the Postcolony*, Berkeley, University of California Press, 2001
- MEDARD Jean-François, *Etats d'Afrique Noire: formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991
- MEILLASSOUX Claude, *Anthropologie de l'esclavage. Le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF, 1986
- MUDIMBE Valentin-Yves, *The Invention of Africa, Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington, The University of Indiana Press, 1988
- NGOUPANDE Jean-Paul, *L'Afrique face à l'Islam*, Paris, Albin Michel, 2003

NORDSTROM Carolyn et ROBBEN Antonius C.G.M. (eds.), *Fieldwork under fire, Contemporary studies of violence and culture*, Berkeley, University of California Press, 1996

OTAYEK René (dir.), *Le radicalisme islamique au Sud du Sahara : Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala, 1993

RANGER Terence, *Revolt in Southern Rhodesia, 1896-97*, London, Heinemann, 1967

RANGER Terence, *Postcolonial Identities in Africa*, London, Wed Books, 1996

ROTBURG Robert, *Rebellion in Black Africa*, Oxford, Oxford University Press, 1971

TOULABOR Comi, *Le Togo sous Eyadema*, Paris, Karthala, 1986

TRIAUD Jean-Louis, *La légende noire de la Sanûsiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, 2 tomes, Paris, Editions de la Maison de l'Homme, 1995

TRIAUD Jean-Louis et KANE Ousmane (eds.), *Islam et Islamismes au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 1998

Chapitres d'ouvrages collectifs

BACH Daniel, *New Regionalism as an Alias: Regionalization Through Trans-state Networks*, in GRANT Andrew and SÖDERBAUM Fredrik (eds.), *The New Regionalism in Africa*, Aldershot, Ashgate, 2003, pp. 21-30

MEDARD Jean-François, *L'Afrique et la science politique*, in COULON Christian et MARTIN Denis-Constant, *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 276-285

TRIAUD Jean-Louis, *L'Islam sous le régime colonial*, in COQUERY-VIDROVITCH Catherine (dir.), *L'Afrique occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés, 1860/1960*, Paris, La découverte, 1992, pp. 141-155

Articles

BOILLEY Pierre, *Faire de la recherche en période de crise : une histoire de contrebande*, *Afrique et Histoire*, 2004/1, volume 2, pp. 295-302

COMAROFF Jean et COMAROFF John, *Réflexions sur la jeunesse : du passé à la postcolonie*, *Politique Africaine* n°80, pp. 90-110

DESLAURIER Christine, *Introduction au thème, Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique*, numéro spécial de *Politique Africaine*, n°102, juin 2006

ELIIS Stephen, *Tuning in to Pavement Radio*, *African Affairs*, vol. 88, n°352, July 1989, pp. 321-330

LAFFARGUE Jérôme, *La rue africaine en mouvement : politique et action collective*, *Politique africaine*, n°63, 1996, pp. 24-38

LONSDALE John, *States and Social Processes in Africa: a Historiographical Survey*, *African Studies Review*, vol. 24, n°2-3, 1981, pp. 139-225

MARTIN Denis-Constant, *La découverte des cultures politiques. Esquisse d'une approche comparative à partir des expériences africaines*, *Les cahiers du CERI*, n°2, 1992

MBEMBE Achille, *Le spectre et l'Etat, les dimensions politiques de l'imaginaire historique dans le Cameroun post-colonial*, *Revue de la B. N.*, n°34, 1989, pp.7-13

MBEMBE Achille, *A propos des écritures africaines de soi*, Politique Africaine, n°77, mars 2000, pp. 16-43

OTAYEK René, *Le monde islamo-arabe et l'Afrique noire : désintégration par le haut, intégration par le bas ?*, in Monde arabe, Maghreb, Machrek, n°134, oct-dec. 1991, La Documentation Française, 1991, pp. 41-54

OTAYEK René, *Démocratie, culture politique, sociétés plures : une approche comparative à partir de situations africaines*, Revue Française de Science Politique, vol. 47, n°6, décembre 1997, pp. 798-822

Niger et Touaregs

Livres

AG ALAWJELI Ghubayyd, *Histoire des Kel Deneg avant l'arrivée des Français*, Copenhague, Akademisk Forlag, 1975

AG ALAWJELI, Ghubayyd, *Lexique touareg-français*, Copenhague, Akademisk Forlag, 1980

AG SOLIMANE A. H. et VALENTOWTITZ S., *Les gens de la parole disent, Proverbes touaregs de l'Azawagh*, Paris, Edition Kephallonia, 1996

ABADIE M., *La colonie du Niger*, Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1927

AYMARD (Capitaine), *Les Touareg*, Paris, Hachette, 1911

BADUEL Pierre, *Enjeux sahariens*, Paris, CNRS, 1984

BAUDIN Marcel, *Hommes voilés et femmes libres : les Touareg*, Paris, L'Harmattan, 2008

BERNUS Edmond, *Touaregs nigériens : unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur*, Paris, ORSTOM, 1981

BERNUS Suzanne, BONTE Pierre, BROCK Lina et CLAUDOT Hélène, (eds.), *Le fils et le neveu : jeux et enjeux de la parenté touarègue*, Paris/Cambridge, Ed. Maison des Sciences de l'Homme/ University Press, 1986

BERNUS Edmond, *Touaregs, chronique de l'Azawak*. Paris, Editions Plume, 1991

BISSON Jean, *Mythes et réalités d'un désert convoité, le Sahara*, Paris, L'Harmattan, 2003

BLANDIN DE THE Bernard, *Essai de bibliographie du Sahara français et des régions avoisinantes, Organisation commune des régions sahariennes*, Paris, 1959

BLEEKER Sonia, *The Tuareg: Nomads and Warriors of the Sahara*, London, D. Dobson, 1969

BOURGEOU André, *Les sociétés touarègues : nomadisme, identité, résistance*, Paris, Karthala, 1995

BOURGEOU André, *Horizons nomades en Afrique sahélienne : sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, 1999

BROSSELDARD Henri, *Voyage de la Mission Flatters au Pays des Touaregs Azdjer*, Paris, Jouvet et cie, 1883

BROSSELDARD Henri, *Les deux missions Flatters au pays des Touaregs Azdjer et Hoggar*, Paris, Jouvet et cie, 1896

BROWER Benjamin Claude, *A Desert Named Peace: the violence of France's empire in the Algerian Sahara, 1844-1902*, New York, Columbia University Press, 2009

CAPOT-REY Robert, *Le Sahara français*, Paris, PUF, 1953

CASAJUS Dominique, *Peau d'âne et autres contes touaregs*, Paris, L'Harmattan, 1985

CASAJUS Dominique, *Chants Touaregs, recueillis et traduits par Charles de Foucauld*, Paris, Albin Michel, 1997.

CASAJUS Dominique, *Gens de parole. Langage, poésie et politique en pays touareg*, Paris, La Découverte, 2000

CASAJUS Dominique, *Henry Duveyrier, un saint-simonien au désert*, Paris, Ibis Press, 2007

CHAKER, Salim (dir.), *Études touarègues : bilan des recherches en sciences sociales*, IREMAM, Aix-en- Provence, Edisud, 1988

CHARLICK Robert B., *Niger: Personal Rule and Survival in the Sahel*, Boulder, Westview, 1991

CHEIKH Abd El. W. O., ESTIBAL Sylvain et DENIS Pierre, *L'Armée française au Sahara*, Paris, l'Harmattan, 1991

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Les Touaregs, portrait en fragments*, Aix-en-Provence, Edisuds, 1993

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Eperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Aix-en-Provence, Edisuds, 1998

CLAUDOT-HAWAD Hélène (dir.), *Voyager d'un point de vue nomade*, Paris, Paris Méditerranée, 2002

DERAENE Philippe et ZUCCARELLI François, *Grands Sahariens à la découverte du « désert des déserts »*, Paris, Denoël, 1994

DECALO Samuel, *Historical Dictionary of Niger*, (3rd ed.), Boston & Folkestone, Scarecrow Press, 1997

DECOUDRAS Pierre-Marie, *Contes et légendes Touaregs du Niger*, Paris, Karthala, 2000

DUVEYRIER Henry, *Les Touaregs du Nord*, Paris, Challamel aîné, 1864

FEVRE François, *Les seigneurs du désert, histoire du Sahara*, Paris, Presses de la Renaissance, 1983

FOUCAULD Charles de, *Poésies touarègues (dialecte de l'Ahaggar)*, Paris, Leroux, 1925, 2 volumes

FOUCAULD Charles de, *Dictionnaire touareg-français. Dialecte de l'Ahaggar*, Paris, Imprimerie nationale de France, 1951

FUGLESTAD Finn, *A History of Niger 1850-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983

GAUDIO, Attilio, *Les civilisations du Sahara. Dix millénaires d'histoire, de culture et de grand commerce*, Paris, Marabout, 1967

GAUTIER E. F., *La conquête du Sahara. Essai de psychologie politique*. Paris, Armand Colin, 1910

GREGOIRE Emmanuel, *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, 1999

GREMONT Charles, *Les Touaregs Iwellemmedan, (1647-1896). Un ensemble politique de la boucle du Niger*, Paris, Karthala, 2010

HAMANI Djibo, *Au carrefour du Soudan et de la Berbérie. Le Sultanat touareg de l'Ayar*, Institut de Recherches en Sciences Humaines, Etudes nigériennes 55, Niamey, 1989

HOURST, *La Mission Hourst, Sur le Niger et au pays des Touaregs*, Paris, Plon, 1898

HUREIKI Jacques, *Essai sur les origines des Touaregs : herméneutique culturelle des Touaregs de la région de Tombouctou*, Paris, Karthala, 2003

IBN BATTUTA, *Voyages*, 3 volumes, Paris, La Découverte, 1982

JEAN Camille-Charles, *Etude sur les Kel Oui et la situation politique de l'Azbin et projet d'organisation après la création de la Résidence d'Agadez*, Archives Nationales de Niamey, 1904

JEAN Camille-Charles, *Les Touaregs du Sud-est de l'Aïr ; leur rôle dans la politique saharienne*, Paris, Laroc, 1909

KIMBA Idrissa (dir.), *Le Niger : Etat et démocratie*, L'Harmattan, 2001

KLEIN Martin, *Slavery and Colonial Rule in French West Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998

KEENAN Jeremy, *The Lesser Gods of the Sahara: Social Change and Contested Terrain Amongst the Tuareg of Algeria*, Cass Series, History and Society in the Islamic World, London, Portland, Frank Cass, 2004

KOHL Ines, *Beautiful Modern Nomads: Bordercrossing Tuareg between Niger, Algeria and Libya*, Berlin, Reimer, 2009

LEFEVRE Camille, *Frontières de sable, frontières de papier. Du Soudan central à la république du Niger 1800-1964*, Paris, Publication de la Sorbonne, 2010

LHOTE Henri, *Comment campent les Touaregs*, collection *Les Peuples campeurs*, Paris, J Susse, 1947

NANTET Bernard, *L'Invention du désert. Archéologie au Sahara*, Paris, Payot, 1998

NANTET Bernard, *Histoire du Sahara et des Sahariens. Du Paléolithique à la fin du nomadisme*, Paris, Ibis Press, 2007

NICOLAISEN Johannes, *Ecology and culture of the pastoral Tuareg with particular reference to the Tuareg of Ahaggar and Ayr*, Copenhagen, Nat. Museum, 1963

NICOLAISEN Johannes et NICOLAISEN Ida, *The Pastoral Tuareg*, 2 volumes, The Carlberg Foundation, Copenhagen, 1997

NICOLAS Francis, *Contribution à l'étude des Touaregs de l'Aïr*, in *Contributions à l'étude de l'Aïr*, Dakar, IFAN, 1950

NORRIS Harry, *The Tuaregs, their Islamic legacy and its diffusion in the Sahel*, London, Aris and Phillips, 1975

OTAYEK René, *La politique africaine de la Libye, 1969-1985*, Paris, Karthala, 1987

PANDOLFI Paul, *Les Touaregs de l'Ahaggar. Sahara algérien*, Paris, Karthala, 1998

PAULHIAC Henri, *Promenades lointaines, Sahara, Niger, Tombouctou, Touareg*, Plon, Paris, 1905

PRASSE Karl, ALOJALY Ghoubeid et MOHAMED Ghabdouane, *Dictionnaire Touareg-Français*, Museum Tuscalunum Press, 2003

RASMUSSEN Susan, *Spirit Possession and Personhood among the Kel Ewey Tuareg*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995

RASMUSSEN Susan, *Spirit Possession and Personhood among the Kel Ewey Tuareg*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995

RASMUSSEN Susan, *The Poetics and Politics of Tuareg Aging*, Northern Illinois University Press, 1997

RASMUSSEN Susan, *Healing in Community. Medicine, Contested Terrains, and Cultural Encounters Among the Tuareg*, Westport, 2001

REIBELL Général, *Carnet de Route de la Mission saharienne Foureau-Lamy, 1898-1900*, Paris, Les petits fils de Plon, 1931

RENDEL OF RODD Francis (Lord), *People of the veil*, Oosterhout, Anthropological Publications, 1970

SELIGMAN Thomas et LOUGHRAN K. (eds.), *Art of Being Tuareg, Sahara Nomads in a Modern World*, Stanford, UCLA Fowler Museum, 2006

SPITTLER Gerd, *Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines, Les Kel Ewey de l'Aïr (Niger)*, Paris, Karthala, 1993

STOLLER Paul, *Fusion of the Worlds, An Ethnography of possession among the Songhai of Niger*, Chicago, The University of Chicago Press, 1989

TRIAUD Jean-Louis, *Tchad 1900-1902. Une guerre franco-libyenne oubliée ? Une confrérie musulmane, la Sanusiyya, face à la France*, Paris, L'Harmattan, 1987

WRIGHT John, *The Trans-Saharan Slave trade*, London, Routledge, 2007

Chapitres d'ouvrages collectifs

ADAMOUBOU Aboubakar, *La décentralisation au Niger, le cas de l'Aïr*, in BOURGEOT André (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, 1999, pp. 201-215

BAIER Stephen Brock, *Le Sahara au XIXème siècle*, in *Histoire générale de l'Afrique*, vol VI, Unesco, 1996

BARBEDETTE Loïc et OUEDRAOGO Joséphine, *Place des organisations du monde rural dans l'écllosion associative au Niger. Notes de mission II. Timidria ou l'émergence d'une dynamique inédite*, Coopération Suisse, tome 311, Afrique 10-Doa, Association Internationale Six S, octobre 1993, pp. 35-58

BERNUS Edmond et BERNUS Suzanne, *L'évolution de la condition servile chez les Touaregs sahéliens*, in MEILLASSOUX Claude (dir.), *L'esclavage en Afrique précoloniale, Dix-sept études*, Paris, Maspero, 1975, pp. 27-47

BOURGEOU André. *Cultures, langues berbères et folklorisation chez les Touaregs : éléments de débat*, in TASSADIT Y. (dir.), *Tradition et Modernité dans les sociétés berbères (Actes de la Table ronde)*, Paris, Awal, 1987, pp. 33-51

CHAKER Salem et HACHI S., *À propos de l'origine et de l'âge de l'écriture libyco-berbère. Réflexions du linguiste et du préhistorien*, in S. Chaker (éd.), *Études berbères et chamito-sémitiques. Mélanges offerts à Karl-G. Prasse*, Paris, Louvain, Peeters, 2000, pp. 95-112

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *A Nomadic Fight against Immobility: the Tuareg in the Modern State*, in CHATTY D. (dir.), *Nomadic Societies in The Middle East and North Africa : Entering the 21st Century*, Leiden, Brill, 2006, pp. 654-681

GREGOIRE Emmanuel, *Les communautés marchandes & Agadès (Niger). Accumulation et exclusion, 1945-1998*, in CHALEARD Jean-Louis et POURTIER Roland, *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, pp. 231-246

KEITA Naffet, *De l'identitaire au problème de la territorialité. L'OCRS et les sociétés Kel Tamacheq du Mali*, in *Mali-France. Regards sur une histoire partagée*, Bamako/Paris, Donniya et Karthala, 2005, pp. 91-121

KOHL Ines, *Going "Off road": With Toyota, Chech and E-Guitar through a Saharian Borderland*, in KLUTE Georg et HAHN Hans (dir.), *Cultures of Migration. African Perspectives*, Lit: Berlin, 2007, pp. 89-106

MOUSSA S., 1994, *Une peur vaincue : L'émergence du mythe bédouin chez les voyageurs français du XVIIIème siècle*, in BERCHTOLD J. et PORRET M. (eds), *La peur au XVIIIème siècle. Discours, représentations, pratiques*, Genève, Droz, 1994, pp. 193-212

RANDALL, Sarah et GIUFFRIDA A., *Forced migrations, Sedentarisation and Social Change : Malian Kel Tamasheq*, in CHATTY D. (ed.), *Pastoralists of North Africa and the Middle East entering the 21st Century*, Leiden, Brill, 2005, pp. 431-463

RASMUSSEN Susan, *De l'Air au Texas: les voyages récents des artisans touaregs*, in *Voyager d'un point de vue nomade*, in CLAUDOT-HAWAD Hélène (ed.), Paris et Aix-en-Provence: Méditerranée, IREMAM, 2002, pp. 89-101

RASMUSSEN Susan, *Tamajaq-Speakers as an Endangered Culture*, in HITCHCOCK Robert et OSBORN Alan (eds.), *Endangered Peoples of Africa and the Middle East: Struggles to Survive and Thrive*, Endangered Peoples of the World Series, Westport, Greenwood Press, 2002, pp. 235-357

TIDJANI ALOU Mahaman, *Courtiers malgré eux. Trajectoires de reconversions dans l'association Timidria au Niger*, in BIRSCHENK, CHAUVEAU et OLIVIER DE SARDAN (eds.), *Courtiers en développement*, Mayence, Paris, Karthala, 2000, pp. 279-304

Articles

ABBA Souleymane, *La chefferie traditionnelle en question*, *Politique Africaine*, n°38, juin 1990, pp. 51-60

AG SIDIYENE Ehya et KLUTE Georg, *La chronologie des années 1913-14 à 1987-88 chez les Touaregs Kel Adagh du Mali*, *Journal des Africanistes*, 59, n°1-2, 1989, pp. 203-227

BELLIL Rachid et DIDA Badi, *Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh*, *Les Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, 1993, pp. 95-110

BERNUS Edmond, *Incongruités et mauvaises paroles, (Touaregs Iullemmeden Kel Dinnik)*, *Journal de la Société des Africanistes*, vol.42, n°1, 1972, pp. 89-94

BERNUS Edmond et NICOLAISEN J., *Études sur les Touaregs*. Niamey, *Études Nigériennes* n° 7-9, 1982

BERNUS Edmond, *Histoires parallèles et croisées. Nobles et religieux chez les Touaregs Kel Denneg*, *L'Homme*, vol. 115, n°30, 1990

BOTTE Roger, *Riimaybe, Haraatin, Iklan, Les damnés de la terre, le développement et la démocratie*, Niamey, colloque sur les sociétés pastorales en Afrique sahélienne, 1997

BOURGEOU André, *Le contenu sociologique de l'appellation twareg (Kel Ahaggar)*. *Histoire d'un nom* *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, vol. 11, n°11, 1972, pp. 71-79

BOURGEOU André, *Idéologie et appellations ethniques : l'exemple twareg. Analyse des catégories sociales*, *Cahiers d'Etudes Africaines*, vol.12, n°48, 1972, pp. 533-554

BRACHET Julien, *Migrants, transporteurs en agents de l'Etat : rencontres sur l'axe Agadez-Sebha*, *Autrepart* n°36, IRD, pp. 43-62

BRACHET Julien, *La Libye dans le système migratoire saharien*, communication aux Rendez-vous de l'Histoire, Rabat, 27-30 mars 2007

BROC Numa, *Les Français face à l'inconnue saharienne : géographes, explorateurs, ingénieurs (1830-1881)*, Annales de géographie, n° 535, vol. 96, 1987, pp. 302-338

CASAJUS Dominique, *Art poétique et art de la guerre dans l'ancien monde touareg*, L'Homme, tome 38, n°146, 1998, pp. 143-164

CAUVET (Commandant), *Les origines caucasiennes des Touaregs*, B.S.G. Alger, 25/26, 1924-25, pp. 419-444 et pp. 1-38

CAUVET (Commandant), *La formation celtique de la nation Targuia*, B.S.G. Alger, 26/27, 1925-26, pp. 337-399 et pp. 60-95

CHAKER Salem et ABROUS Dahbia, *De l'Antiquité au musée: la berbèrité ou la dimension in-nommable*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée n° 48-49, 1989, pp. 173-197

CHAKER Salem (éd), *Berbères : une identité en construction*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée n°44, 1987

CHAKER Salem, *Pour une notation usuelle à base Tifinagh*, Etudes et Documents Berbères, n°11, 1994, pp. 31-42

CHATER Khalifa, *Commerce transsaharien et esclavage au XIXème siècle, dans les régences de Tunis et de Tripoli*, in *L'esclavage en Méditerranée à l'époque moderne*, Cahiers de la Méditerranée (en ligne), vol. 65, 2002

CLAUZEL Jean, *L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique occidentale française*, Politique Africaine, n°46, Juin 1992, pp. 99-116

DECOUDRAS Pierre-Marie, *L'aide internationale*, Politique Africaine, n°38, juin 1990, pp.87-96

DU JONCHAY Yvan, *L'infrastructure de départ du Sahara et de l'OCRS*, Revue de Géographie de Lyon, vol. 32, n°4, 1957, pp. 277-292

FAURE Henri, *L'organisation commune des régions sahariennes*, Revue de Défense nationale, octobre 1959, pp. 1517-1538

HEFFERNAN Michael, *The limits of utopia: Henri Duveyrier and the exploration of the Sahara in the Nineteenth Century*, The Geographical Journal, vol. 155, n°3, November 1989, pp. 342-352

HENRY J. R., *Les Touaregs des Français*, in *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes. Définitions et redéfinitions de soi et des autres*, Collection Les Cahiers de l'Iremam, n° 7-8, Aix-en-Provence, Edisud, 1996, pp. 223-238

JACOB, J.P. « *Retrouver la route du village* »: analyse des élections municipales dans trois communes des Balé (Centre-Ouest burkinabé, Présentation à la conférence internationale *Pouvoirs locaux en Afrique*, LASDEL, Niamey, 2006

KHETTOUCH K., *Origines des Tifinaghs ?*, Tifinagh, n°9, 1996, pp. 57-59

LEFEVRE Camille, *Histoire des frontières du Niger : De la nécessité d'une relecture critique d'un tabou historiographique*, Varia, *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, BDIC, janvier-mars 2004, pp. 18-24

LEHURAUX (commandant) et MEYNIER (général), *La Guerre sainte des Senoussya dans l'Afrique française (1915-1918)*, Société historique algérienne, extrait de la Revue africaine n°379-380-381, 1939

MIEGE Jean-Louis, *La Libye et le commerce transsaharien au XIXème siècle*, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, n°19, 1975, pp. 135-168

MOHAMADOU A., 2003. *Les pouvoirs locaux à Birnin Lallé*, Etudes et travaux du LASDEL, n°16, Niamey, 2003

NORRIS, H.T, *Touareg Nomadism in the Modern World*, *African Affairs*, n°51, 1952, pp. 152-155

OXBY, C., *Les allégeances d'une tribu touarègue entre deux confédérations (Kel Ferwan, Dakoro, Niger)*, in *Touaregs et autres Sahariens entre plusieurs mondes. Définitions et redéfinitions de soi et d'autres*, Cahiers de l'IREMAM, n°7-8, 1996

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Chefs et projets au village*, Le bulletin de l'APAD, n°15, 1998, pp. 65-89

PANDOLFI Paul, *Les Touaregs et nous : une relation triangulaire ?*, in *Miroirs Identitaires*, Ethnologies comparées, n°2, printemps 2001

PANDOLFI Paul, *La construction du mythe touareg. Quelques remarques et hypothèses*, in *Figures Sahariennes*, Ethnologies comparées, n°7, printemps 2004

RASMUSSEN Susan, *A Temporary Diaspora: Contested Cultural Representations in Tuareg International Musical Performance*, *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n°4, 2005, pp. 793-826

RASMUSSEN Susan, *The Friend At the Distance: Tuareg Travel Narratives, Tourism, and Construction of Difference in Northern Niger*, *The American Journal of Semiotics*, vol. 11, n° 3-4, 1998, pp. 115-153

SCHIRMER H., *La France et les voies de pénétration au Soudan*, *Annales de Géographie I*, 1892, pp. 9-32

TIDJANI ALOU Mahaman, *Les trajectoires d'une reconversion du militantisme associatif au courtage en développement : le cas de Timidria au Niger*, Bulletin de l'APAD n°12, 1997, pp. 39-65

TRIAUD Jean-Louis *Hommes de religion et confréries islamiques dans une société en crise, l'Aïr aux XIXème et XXème siècles. Le cas de la Khalwatiyya*, Cahiers d'Etudes Africaines, n°91, XXIII-3, 1983, pp. 239-280

TRIAUD Jean-Louis, *L'Islam et l'Etat en République du Niger*, Le mois en Afrique, 1981, pp. 192-193, et 1982, pp. 194-195

URVOY (capitaine), *Chroniques d'Agadès*, Journal de la Société des Africanistes, Paris, 1934, t .I-2, pp. 145-177

VALLET, M., *Les Touaregs du Hoggar entre colonisation et indépendance (1954-1974)*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1991, pp. 77-90

VATIN Jean-Claude, *Désert construit ou inventé, Sahara perdu ou retrouvé : le jeu des imaginaires*, *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol. 37, n°37, 1984, pp. 107-131

Thèses

BAIER Stephen Brock, *African merchants in the colonial period: a history of commerce in Damagaram, 1880-1960*, University of Wisconsin, PhD, 1974

BROCK Lina, *The Tamejjirt : Kinship and Social History in a Tuareg Community*, Ph. D thesis, Department of Anthropology, Columbia University, 1983

CARD Caroline, *Tuareg Music and Social Identity*, PhD Dissertation, Indiana University, 1982

DAGRA M., *La politique extérieure de Niger (1974-1987). Contribution à l'étude des structures diplomatiques et de la politique africaine d'un état sahélien*, Thèse de doctorat, Université Cheikh Anta Diop, Faculté des Sciences économiques et juridiques, 1987

HAHONOU Eric, *En attendant la décentralisation au Niger... Dynamiques locales, clientélisme et culture politique*, Thèse de doctorat, EHESS, Marseille, 2006

REY M.C. *Limite nord des cultures pluviales: occupation et dégradation d'un environnement sahélien marginal (Dakoro, Niger)*, Thèse de doctorat, Lausanne University Institute of Geography, 1989

TRIAUD Jean-Louis, *Les relations entre la France et la Sanûsiyya (1840-1930). Histoire d'une mythologie coloniale. Découverte d'une confrérie saharienne*, Doctorat d'état sous la direction de C. Coquery-Vidrovitch, Paris, Université Paris VII, 4 tomes, juin 1991

Rébellions touarègues

Livres

AG MAHA Issouf, *Le Destin confisqué*, Tchinaghen Editions, 2008

BOILLEY Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh, dépendances et révoltes: du Soudan français au Mali contemporain*, Karthala, 1999

CHAVENTRÉ A., *Antagonisme Noir-Blanc. La dissidence au Mali*, Paris, Mémoire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1967

CHAVENTRE A., *Etude du contexte social et historique de la révolte des Iwellemeddan de 1916. Firhun, héros malien d'une guerre d'indépendance*, Paris, Institut d'ethnologie, 1969

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Touaregs, exil et résistance*, Aix-en-Provence, Edisuds, 1990

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Le politique dans l'histoire touarègue*, Institut de recherche sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence, 1993

CLAUDOT-HAWAD Hélène et HAWAD, *Tourne-tête, le pays déchiqueté. Anthologie des chants et poèmes de résistance 1980-1995*, La Bouilladisse, Amara éditions, 1996

DAYAK Mano, *Je suis né avec du sable dans les yeux*, Fixot, 1990

DAYAK Mano, *Touaregs, la tragédie*, Lattès, 1992

DECOUDRAS Pierre-Marie et ABBA Souleymane, *La rébellion touarègue au Niger : actes des négociations avec le gouvernement*, Talence, Centre d'Etude d'Afrique Noire, 1995

DESCHAMPS Alain, *Niger 1995. Révolte touarègue. Du cessez le feu à la « paix définitive »*, Paris, L'Harmattan, 2000

DUFOUR Jean-Louis, *La révolte de l'Air (1916-1917)*, Paris, Centre d'Etudes sur l'Histoire du Sahara, 1987

HERSHKOWITZ Ann, *The Tuareg in Mali and Niger: The Role of Desertification in Violent Conflict*, *ICE Case Studies*, n°151, August 2005. <http://www.american.edu/ted/ice/tuareg.htm>

LECOCQ Sebastian, *This desert is our Country. Tuareg Rebellions and Competing Nationalisms in Contemporary Mali (1946-1996)*, Amsterdam: Proefschrift, Universiteit van Amsterdam, 2002

MAÏGA Mohamed, *Le Mali : de la sécheresse à la rébellion nomade*, Paris, L'Harmattan, 1997

SAINT GIRONS Anne, *Les rébellions touarègues*, Paris, Ibis Press, 2008

SALIFOU André, *La question touarègue au Niger*, Paris, Karthala, 1993

Chapitres d'ouvrages collectifs

BOREL François, *Tuareg Music: From Acoustic to Electric*, in *Art of Being Tuareg: Sahara Nomads in a Modern World*, SELIGMAN Thomas K. et LOUGHRAN Kristyne (eds.), Los Angeles, Iris & B. Gerald Cantor Center for Visual Arts, Stanford University and the UCLA Fowler Museum of Cultural History, 2006 pp. 117-133

BERNUS Edmond, *Exodes tous azimuts en zone sahélo-saharienne*, in LASAILLY-JACOB V., MARCHAL J.-Y., QUESNEL A., *Déplacés et Réfugiés. La mobilité sous contrainte*, IRD, Colloques et Séminaires, 1999, pp. 197-208

FLORQUIN Nicolas et PEZARD, S., *Insurrection, désarmement et insécurité dans le nord du Mali, 1990-2004*, in *Armés mais désœuvrés. Groupes armés, armes légères et sécurité humaine*

dans la région de la CEDEAO, in FLORQUIN Nicolas et BERMAN Eric G. (eds.), *Small Arms Survey*, IUHEI, Genève, pp. 46-77

GUITAR F., *Commerce et transport à Agadez au début des années 1970*, in D'ALMEIDA-TOPOR H, CHANSON-JABEUR C., LAKROUM M (eds.) *Les transports en Afrique (XIXème et XXème siècle)*, L'Harmattan, Paris, pp. 247-258

KEITA Kalifa (lieutenant colonel), *Conflict and conflict resolution in the Sahel: The tuareg insurgency in Mali*, Strategic Studies Institute, May 1 1998, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/PUB200.pdf>

KEITA Naffet, *De l'identitaire au problème de la territorialité. L'OCRS et les sociétés Kel Tamachek du Mali*, in GEMDEV et Université du Mali (eds.), *Mali-France. Regards sur une histoire partagée*, Bamako/Paris, Donniya et Karthala, 2005, pp. 91-121

KLUTE Georg, *L'islamisation du Sahara (re)mise en scène : les idéologies légitimatrices dans la guerre fratricides des Touaregs du Mali*, in MARFAING Laurence et WIPPEL Steffen (dir.), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, 2004

Articles

ABROUS, D., *Le prix de la survie ou le deuil d'un passé*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* n° 57, 1991, pp. 163-181

ABROUS, D., *Peuple de l'Azaouad, Tamurt ou comment négocier une définition de soi*, *Les cahiers de l'IREMAM*, n°4, Aix-en-Provence, IREMAM-CNRS 1993, pp. 87-94

ABROUS, D., *Le Haut Commissariat à l'Amazighité ou les méandres d'une phagocytose*, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXXIV, 1995, pp. 593-590

ABROUS, D., *Temust entre les fronts ou les contours brisés de la 'targuité'*, in H. Claudot-Hawad et Hawad (eds), *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Ethnies, vol. 11, n°20-21, 1996, pp. 217-239

ABROUS, D. et CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Imazighen du nord au sud : des ripostes différentes à une même négation*, Annuaire de l'Afrique du Nord, 1999, pp. 91-113

AG AHAR Elleli, *L'initiation d'un ashamura*, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1991, pp. 141-152

AG ATAHHER INSAR Mohamed Ali, *La scolarisation moderne comme stratégie de résistance*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1991, pp. 91-97

AG BAYE, C. et BELLIL, R., *Une société touarègue en crise : les Kel Adrar du Mali*, Paris, Awal, *Cahiers d'études berbères* n°2, pp. 49-86, 1986

AG FONI, E., *Récit d'un internement scolaire*, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* n° 57, 1991, pp. 112-121

AOUAD-BADOUAL Rita, *Le rôle de 'Abidine El Kounti dans la résistance nomade à la conquête française de la boucle du Niger (1894-1902)*, in Hélène Claudot-Hawad (dir.), *Le politique dans l'histoire touarègue*, Les Cahiers de l'IREMAM 4, Aix-en-Provence, 1993, pp. 35-48

BADUEL, P. R., *Le territoire d'État entre imposition et subversion : exemples saharo/sahéliens*, in *L'International sans territoire*, Cultures & Conflits, n°21-22, 1996, pp. 41-74

BELALIMAT Nadia, *Qui sait danser sur cette chanson, nous lui donnerons la cadence : Musique, Poésie Et Politique Chez Les Touaregs*. Terrain, n°41, 2003, pp. 103-120

BERNUS Edmond, *Être Touareg au Mali*, *Politique africaine*, n° 47, octobre 1992, pp. 23-30

BOILLEY Pierre, *Aux origines de la question touarègue au Mali. Une exception coloniale : l'occupation pacifique de l'Adrar des Ifoghas*, Islam et sociétés au sud du Sahara, Paris, MSH, novembre 1999, pp. 144- 181

BOURGEOT André, *Les échanges transsahariens, la Senussiya et les révoltes twareg de 1916-1917*, Cahiers d'Etudes Africaines, 69-70, 1979

BOURGEOT André Bourgeot, *Les mouvements de résistance et de collaboration en Ahaggar (Algérie) de 1880 à 1920*, Annuaire de l'Afrique du Nord, XXIII, CNRS 1984

BOURGEOT, André, *L'herbe et le glaive : de l'itinérance à l'errance (La notion de territoire chez les Touaregs)*, Bulletin de liaison de l'ORSTOM n° 8, octobre 1986, pp. 145-162

BOURGEOT André, *De l'aristocratie à la révolution*, Etudes rurales, 120, 1992

BOURGEOT André, *Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie !*, Autrement (Pays du Sahel du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger), Paris, n°72, janvier 1994, pp. 83-92

BOURGEOT, André, *Le corps touareg désarticulé ou l'impensé politique*, Cahiers d'Etudes africaines, 136, XXXIV-4, 1994, pp. 659-671

BOURGEOT André, *Les rébellions touarègues : une cause perdue ?* Afrique contemporaine, n°180, 1996, pp. 99-115

BROCK Lina, *Histoire, tradition orale et résistance, la révolte de 1917 chez les Kel Denneg*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n°57, 1990, pp. 49-76

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Des États-nations contre un peuple : le cas des Touaregs*, Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, vol.44, n°2, 1987, pp. 48-63

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Les Touaregs ou la résistance d'une culture nomade*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n°51, 1989, pp. 63-73

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs 1990-1992*, Politique Africaine, n° 46, 1992

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs 1990-1992*, Politique Africaine n°50, 1993, pp. 132-140

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Regard touareg*, Autrement (Pays du Sahel du Tchad au Sénégal, du Mali au Niger), n°72, janvier 1994, pp. 148-153

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *La hiérarchie des savoirs et des pouvoirs dans la société touarègue précoloniale et la recomposition des rôles socio-politiques pendant la guerre anticoloniale et après la défaite*, *Nomadic Peoples*, Londres, Ed. Berghahn vol. 2, n°1-2, 1998, pp. 17-38

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Nomades et Etat : l'impensé juridique : Des Etats-nations contre un peuple : le cas des Touaregs*, Droit et Société n°15, 1999, pp. 229-242

CLAUDOT-HAWAD Hélène et VALENTOWITZ S., *Maîtres et esclaves : les lentilles de l'Occident pour un Sahel en noir et blanc*, *Africultures*, n°25 Février 2004

CLAUDOT-HAWAD Hélène, *Les tfinagh comme écriture du détournement. Usages touaregs du XXIe siècle*, *Etudes et Documents Berbères* (23), 2005, pp. 5-28

DEYCARD Frédéric, *Le Niger entre deux feux. La nouvelle rébellion touarègue face à Niamey*, Politique Africaine n°108, 2007

DUFOUR Jean-Louis, *La révolte de l'Aïr 1916-1917*, Paris, Centre d'étude sur l'histoire du Sahara, 1987

DUFOUR Jean-Louis, *La révolte touareg et le siège d'Agadez, 13 décembre 1916-03 mars 1917*, Relations internationales, n°3, 1975

FUGLESTAD Finn, *Les révoltes des touaregs du Niger 1916-1917*, Cahier d'études africaines, vol. 13, n°49, 1973, pp. 82-120

FUGLESTAD Finn, Révoltes et mort de Tagama, sultan d'Agadès (1920), Notes africaines, n°152, 1976, pp. 96-101

GAFFIOT Robert, *L'Aïr en feu*, Revue militaire de l'AOF, n°42, juillet 1939

GAFFIOT Robert, *Le siège d'Agadès, 1916-1917*, Revue historique de l'armée, n°1, juillet 1945

GAFFIOT Robert, *La pacification de l'Aïr*, Revue historique de l'armée, n°2, octobre 1945

GREGOIRE Emmanuel et OLIVIER DE SARDAN J.P, *Niger : le pire a été évité, mais demain ?* Politique Africaine, n°61, 1996

GREGOIRE Emmanuel, *Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadez (Niger)*, Autrepart, n° 40, 2006, pp. 95-111

HAWAD, *La Teshumara, antidote de l'Etat*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n°57, 1990, pp. 122-139

HAWAD, *L'élite que nous avons voulu raccommoquer sur les cendres ... après la création des Etats africains*, Nomadic Peoples, Oxford, Berghahn, II (1/2), 1998, pp. 84-102

JEAN Camille-Charles, *La révolte touareg et le siège d'Agadez, 13 décembre 1916-03 mars 1917*, Relations internationales, n°3, 1975

KEENAN Jeremy, *The Tuareg People: The threat of insecurity in Tuareg regions*, in *The Indigenous World 2002-2003*, Copenhagen, International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2003, pp. 350-56

KEENAN Jeremy, *The Tuareg People: The continuing insecurity of Tuareg regions*, in *The Indigenous World 2004*, Copenhagen, International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2004, pp. 348-356

KEENAN Jeremy, *The Tuareg People: Paying the Price for the US militarisation of Africa*, in *The Indigenous World 2005*, Copenhagen, International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA), 2005, pp. 430-441

KEENAN Jeremy, *Waging war on terror: the implications of America's 'New Imperialism' for Saharan peoples*, *Journal of North African Studies*, vol. 10, n°3-4 Autumn-Winter 2005, pp. 610-638

KEENAN Jeremy, *Tuareg Take up Arms*, *Revue of African Political Economy*, vol. 33, n°108, 2006, pp. 367-68

KEENAN Jeremy, *The banana theory of terrorism: alternative truths and the collapse of the 'second' (Saharan) front in the War on Terror*, *Journal of Contemporary Africa Studies*, vol. 25, n°1, 2007, pp. 31-58

KEENAN Jeremy, *US Silence as Sahara Military Base Gathers Dust*, *Revue of African Political Economy*, vol. 34, n°113, 2007, pp. 588-590.

KLUTE Georg *Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence dans le mouvement rebelle des Touaregs au Mali*, *Cahiers d'études africaines*, vol. 137, n°35, 1995

LECOCQ Baz, *Unemployed intellectuals in the Sahara: the Teshumara nationalist movement and the revolutions in Tuareg society*, *International Review of Social History*, n°49, 2004, p. 87-109

LECOCQ Baz, *The Bellah Question: Slave Emancipation, Race and Social Categories in Late Twentieth- Century Northern Mali*, *Canadian Journal of African Studies*, vol. 39, n°1, 2005, pp. 42-68

LECOCQ Baz et SCHRIJVER P., *The War on Terror in a haze of dust : potholes and pitfalls on the Saharan front* , *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, n° 1, 2007, pp. 141-166

LESOURD Michel, *La mort de Kaosen*, *Bulletin de liaison saharienne*, X, 30, juin 1950

RANDALL Sarah, *Demographic consequences of conflict, forced migration and repatriation: a case study of Malian Kel Tamasheq*, *European Journal of Population*, 21(2-3), 2005, pp. 291-320

RASMUSSEN Susan, *Moving Beyond Protest in Tuareg Ichumar Musical Performance*, *Ethnohistory*, vol. 53, n° 4, 2006, pp. 633-655

SALIFOU André *Kaoussan ou la révolte senoussiste*, *Etudes nigériennes* n°33, Niamey, 1973

SALIFOU André, *Les Français, Fihrun et les Kountas, 1902-1916*, *Journal de la Société des Africanistes*, n°43, 1973, pp. 175-195

SEELY Jennifer, *A political analysis of decentralisation: coopting the Tuareg threat in Mali*, *Journal of Modern African Studies*, n°39-3, 2001, pp. 499-524

SCHMIDT Eric, *Ishumars, The Guitar and the Revolution of Tuareg Culture*, *University Honors in Music*, 2009

TRIAUD Jean-Louis, *Un épisode oublié de la guerre de Kaosen. La lettre des savants et des notables musulmans d'Agadez au colonel Mourin, 04 mars 1917*, Annales de l'Université Niamey, t1, 1978

TRIAUD Jean-Louis, *Kawsan : analyse d'un discours politique (1916-17)*, in Yveline Poncet (ed.). *Les temps du Sahel : en hommage à Edmond Bernus*. Paris, IRD, 1999, pp. 149-172

Articles de journaux

AGGA Ahlatt, « *La communauté touarègue de souche noire : que personne ne parle en notre nom* », *Le Démocrate*, 7 mars 1991

Conflits

Livres

ABBINK Gerrit Jan, *Vanguard or Vandals: Youth, Politics and Conflict in Africa*, Leiden, Brill, 2005

ABBINK Gerrit Jan, *Rethinking Resistance: Revolt and Violence in African History*, Leiden, Brill, 2003

ADEBAJO Adekeye et RASHID Ismail, *West Africa's Security Challenges: Building Peace in a Troubled Region*, Boulder, Lynne Rienner, 2004

AHLUWALIA Pal, BETHLEHAM Louise, GINIO Ruth (eds.), *Violence and non-violence in Africa, Multidisciplinary perspectives*, London, Routledge, 2007

ALAO Abiodun, *Natural resources and conflict in Africa, The tragedy of endowment*, Rochester, University of Rochester, 2007

ALI Taisier et MATTHEWS Robert, *Civil Wars in Africa, Roots and Resolution*, Montréal, McGill-Queens, 1999

ANSART Pierre, *Idéologies, conflits et pouvoirs*, Paris, PUF, 1977

ASHMORE Richard D., Lee JUSSIM Lee et WILDER David (eds.), *Social Identity, Intergroup Conflict, and Conflict Resolution*, Oxford, Oxford University Press, 2001

ATTAH-POKUH Agyemang, *African Ethnicity: History, Conflict Management, Resolution and Prevention*, University Press of America, 1998

BARIAGABER Assefaw, *Conflict and the refugee experience: flight, exile and the repatriation in the Horn of Africa*, Aldershot, Burlington, Ashgate, 2006

BAY Edna, DONHAM Donald (eds.), *States of violence, Youth and memory in contemporary Africa*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2006

BECK Teresa et SCHLICHTER, Klaus, *Nature and civilization in the habitus of the warrior*, Working Paper, Mikropolitics, n°1, Junior Research Group Mikropolitics of Armed Groups, Humboldt University of Berlin, Berlin, 2007

BERDAL Mats et MALONE David, *Greed and grievance, Economic Agendas in Civil Wars*, Lynne Rienner, Boulder, 2000

BERNER Boel et TRULSSON Per, *Manœuvring in an Environment of Uncertainty: Structural Change and Social Action in Sub-Saharan Africa*, Aldershot, Ashgate, 2002

BOAS Morten et DUNN Kevin C., *African Guerrillas. Raging Against the Machine*, Lynne Rienner, Boulder, 2007

BRAATHEN Einar, BOAS Morten et al. (eds.), *Ethnicity kills? The politics of war, peace and ethnicity in Sub-Saharan Africa*, Basingstoke, MacMillan Publishers, 2000

BUIJTENHUIJS Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad. 1977-1984. La révolution introuvable*, Paris, Karthala, 1987

BURR Millard et COLLINS Robert, *Africa's Thirty Years' War: Libya, Chad and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview, 1999

BRETT Rachel et SPECHT Irma (eds.), *Young soldiers, Why they choose to fight*, Lynne Rienner, Boulder, 2004

BRAECKMAN Colette, *Terreur africaine: Burundi, Rwanda, Zaïre, les racines de la violence*, Paris, Fayard, 1996

BUCAILLE Laetitia, *Gaza, la violence de la paix*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1998

BUIJTENHUIJS Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad. 1977-1984. La révolution introuvable*, Paris, Karthala, 1987

CHABAL Patrick, ENGEL Ulf, GENTILI Anna-Maria (eds.), *Is violence inevitable in Africa? Theories of conflict and approaches to conflict prevention*, Brill Publishers, Leiden, 2005

CLAPHAM Christopher, *Transformation and continuity in revolutionary Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990

CLAPHAM Christopher, *African guerillas*, Indiana, 1998

CLAPHAM Christopher, *The decay and attempted reconstruction of African territorial Statehood*, University of Leipzig Papers on Africa, Politics and Economics, n°69, University of Leipzig, Leipzig, 2004

COLLIER Paul, et BANNON Ian, *Natural Resources and Violent Conflict*, World Bank publications, 2003

COLLIER Paul et SAMBANIS Nicholas (eds.), *Understanding civil war, Evidence and analysis*, vol. 1, Africa, World Bank Publications, Washington D.C, 2005

CRUMMEY Donald, *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Oxford, James Currey, 1986

DAVIS Diane et PEREIRA Anthony (eds.), *Irregular Armed Forces and Their Role in Politics and State Formation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003

DE WAAL Alex, *Demilitarizing the Mind: African Agendas for Peace and Security*, Trenton, Africa World Press, 2002

DUFFIELD Mark, *Global Governance and the New Wars: The Merging of Development and Security*, London, Zed, 2001

ELLIS Stephen, *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, London, Hurst, 1999

ENGEL Ulf, GENTILI Anna Maria et CHABAL Patrick (eds.), *Is Violence inevitable in Africa? Theories of conflict and approaches to conflict prevention*, Leiden, Brill, 2005

FERME Mariane, *The underneath of things. Violence, history and the everyday in Sierra Leone*, University of California Press, 2001

FERON Elise, *La harpe et la couronne. L'imaginaire politique du conflit nord-irlandais*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2000

FILLIEULE Olivier et PECHU Cécile (eds.), *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993

FURLEY Oliver, *Conflict in Africa*, London, Tauris Academic Publishers, 1995

GEBREWOLD-TOCHALO Belachew, *Anatomy of violence: understanding the system of conflict and violence in Africa*, Farnham, Burlington, Ashgate, 2009

GURR Ted, *Ethnic Conflict in World Politics*, Westview Press, Boulder, 1994

HENTZ James et BOAS Morten (eds.), *New and Critical Security and Regionalism: Beyond the Nation State*, Aldershot, Ashgate, 2003

HOROWITZ Donald, *Ethnic Groups in Conflict*, University of California Press, 1985

HOROWITZ Donald, *The Deadly Ethnic Riot*, Berkeley, University of California Press, 2001

KAARSHOLM Preben, *Violence, political culture and development in Africa*, Oxford, James Currey, 2006

KALYVAS Stathis, SHAPIRO Ian, et MASSOUD Tarek (eds.) *Order, Conflict, Violence*, New York, Cambridge University Press, 2008

KALYVAS Stathis, *The Logic of Violence In Civil War*, New York, Cambridge University Press, 2006

KASTFELT Niels (ed.), *Religion and African Civil War*, London, Hurst, 2005

KIEH Georges Klay et ROUSSEAU MUKENGE Ida, *Zones of Conflict in Africa: Theories and Cases*, Praeger, Westport, 2002

KLARE Michael, *Resource Wars, The New Landscape Of Global Conflict*, New York, Henry Holt, 2001

KRIGER Norma J., *Guerrilla Veterans in Post-War Zimbabwe. Symbolic and Violent Politics, 1980-1987*, Cambridge University Press, 2003

LAITIN David, *Hegemony and Culture, Politics and Religious Change among the Yoruba*, University of Chicago Press, 1986

LAITIN David, *Nations, States and Violence*, Oxford University Press, 2007

LAN, David, *Guns and Rain. Guerrillas and Spirit Mediums in Zimbabwe*, University of California Press, 1985

LEITES Nathan et WOLF Charles, *Rebellion and Authority, An analytic Essay on Insurgent Conflicts*, Markham, Chicago, 1970

LUSTICK Ian, OLEARY Brendan et CALLAGHY Thomas (eds.), *Right Sizing the State: The Politics of Moving Borders*, Oxford, Oxford University Press, 2001

MAY Larry, *War. Essays in political philosophy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008

MOSSE George, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, Oxford University Press, 1999

NHEMA Alfred et ZELEZA Paul Tiyambe, *The roots of African conflicts, The causes and costs*, Oxford, James Currey, 2007

NHEMA Alfred et ZELEZA Paul Tiyambe, *The resolution of African conflicts, The management of conflict resolution and post-conflict reconstruction*, Oxford, James Currey, 2007

PARIS Rolland, *At War's end: building peace after civil conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004

POTTIER Johan, *Re-imagining Rwanda. Conflict, Survival and Disinformation in the Late Twentieth Century*, Cambridge University Press, 2002

RANGER Terence, *Peasant Consciousness and Guerrilla War in Zimbabwe: A Comparative Study*, Oxford, James Currey, 1985

RENO Willam, *Warlord Politics and African States*, Boulder, Lynne Rienner, 1998

REICHBERG Gregory M, SYSE Henrik, BEGBY Endre (eds.), *The Ethics of war*, Blackwell, 2006

RICHARDS Paul, *Fighting for the Rain Forest. War, Youth & Resources in Sierra Leone*. Oxford, James Currey, 1996

RICHARDS Paul, *No peace, no war, An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Curley, 2005

SENESE Paul D, VASQUEZ John A (eds.), *The Steps to war. An empirical study*, Princeton, Princeton University Press, 2008

SCHWARTZ-BARCOTT Rye, PUMPHREY Carolyn, *Armed conflict in Africa*, Lanham, Scarecrow Press, 2003

SWEDENBURG Ted, *Memories of Revolt. The 1936-1939 Rebellion and the Palestinian National Past*, University of Minnesota, 1995

WOOD Elizabeth Jean, *Forging Democracy from Below. Insurgent Transitions in South Africa and El Salvador*, New York, Cambridge University Press, 2000

WOOD Elizabeth Jean, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, New York, Cambridge University Press, 2003

Chapitres d'ouvrages collectifs

DUNN Kevin, *Sub-Saharan Africa and American Power in the Era of the Bush Doctrine*, in KANET Roger et KOLODZIEJ Edward (eds.), *Consensual or Coercive Hegemon – Either or Neither? American Power and Global Order*, Athens, University of Georgia Press, 2007

FOUCHER Vincent, Senegal: *The Resilient Weakness of Casamançais Separatists*, in BOAS Morten et DUNN Kevin (eds.), *African Guerrillas. Raging Against the Machine*, Lynne Rienner, Boulder, 2007, pp. 171-197

LEFRANC, S., *Les politiques du pardon. La continuation du conflit par d'autres moyens*, in FERON E. et HASTINGS M., *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002

RENO William, *Small Arms, Violence, and the Course of Conflicts*, BIERSTECKER Thomas, SPIRO Peter, LEKHA SRIRAM Chandra, RAFFO Veronica (eds.), *International Law and International Relations*, New York, Routledge, 2006, pp. 43-58

Articles

ADEBAJO Adekeye, *Africa and America in an Age of Terror*, *Journal of Asian and African Studies*, vol. 38, n°2-3, 2003, pp.175-191

BOAS Morten, *Rebels with a Cause? Africa's Young Guerrillas*, *Current History*, vol. 103, n°673, 2004, pp.211-214

BERDAL Mats, *How "New" are "New Wars"?* *Global Economic Change and the Study of Civil Wars*, *Global Governance* vol. 9, n°4, pp. 477-502

CHABAL Patrick, *Pouvoir et violence en Afrique postcoloniale*, *Politique Africaine*, n°42, juin 1991, pp. 51-64

CHRETIEN Jean-Pierre, *Les racines de la violence en Afrique*, *Politique Africaine*, n°42, juin 1991, pp.15-27

COLLIER Paul et HOFFLER Anne, *On the incidence of civil war in Africa*, Journal of Conflict Resolution, vol. 46, n°1, 2006, pp. 13-28

CROWLEY John, *Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales*, Cultures et conflits, n°41, 2001, pp. 75-98

DEBOS Marielle, *Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian 'Ex-Liberators' in the Central African Republic*, African Affairs, vol. 107, n°427, 2008, p 225-241

ELLIS Stephen, *The old roots of Africa's new wars*, International Politics and Society, vol. 2, 2003, pp. 29-43

ELLIS Stephen, *Violence and History: A Response to Thadinka Mkandawire*, Journal of Modern African Studies, vol. 41, n°3, pp. 457-475

ELLIS Stephen et KEENAN Jeremy, *The Sahara and the War on Terror*, Anthropology Today, vol. 23, n° 3, 2007, p. 21-22

ENGLEBERT Pierre et RON James, *Primary Commodities and War: Congo-Brazzaville's Ambivalent Resource Curse*, Comparative Politics, October 2004, pp.61-81

ENGLEBERT Pierre et TULL Denis M., *Postcolony Reconstruction in Africa. Flawed Ideas about Failed States*, International Security, vol. 32, n° 4 (Spring 2008), pp. 106-139

FANCHETTE S., *Le Delta du Niger (Nigeria) : rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence*, Hérodote n° 121, 2006, pp. 165-189

FEARON, J.D, *Primary Commodity Exports and Civil War*, Journal of Conflict Resolution, n° 49:4, 2005

FERON Elise et HASTINGS Michel, *Les nouvelles guerres de cent ans*, Revue internationale des sciences sociales, 2003/3, n°177, 2003, pp. 545-556

FOUCHER Vincent, *La guerre des dieux ? Religions et séparatisme en Casamance*, Canadian Journal of African Studies, vol. 39, n° 2, 2005, pp. 361-388

GALY Michel, *Les espaces de la guerre en Afrique de l'Ouest*, Herodote, n°111, 2003-2004, pp. 41-56

GUICHAOUA Yvan, *Adding Fuel to the Fire? Natural Resources and Conflict in Nigeria*, Notes préparatoires conférence, 2006

HERBST Jeffrey, *African militaries and rebellion, The political economy of threat and combat effectiveness*, Journal of Peace Research, vol. 41, n°3, 2004, p 357-369

HUMPHREYS, M. *Natural Resources, Conflict, and Conflict Resolution: Uncovering the Mechanisms*, Journal Of Conflict Resolution, vol. 49, , n°4, 2005

KEENAN Jeremy, *The Collapse of the Second Front*, FPIF Commentary, 2006

LAFARGUE Jérôme, *Résistances au long cours. Narration et maniement de la mémoire insurrectionnelle à partir de l'exemple des Mau Mau (Kenya)*, in *Jeux de mémoires*, Cahiers d'Etudes Africaines, n°197, 2010, pp. 25-50

LONSDALE John, *La pensée politique kikuyu et les idéologies du mouvement Mau Mau*, Cahiers d'Etudes Africaines, n°107-108, 1987, pp. 329-358

MASHIKE L. et MOKALOBÉ M., *Réintégration into civilian life. The case of former MK and APLA combatants*, Centre for Conflict Resolution, vol. 12, n°1 et 2, sept 2003

RANGER, Terence, *Connections between primary resistance movements and modern mass nationalism in East and Central Africa*, Journal of African History, 1968, vol. 9, n°4, pp. 631-641

RICHARDS Paul, *Sur la nouvelle violence politique en Afrique: le sectarisme séculier en Sierra Leone?* Politique Africaine, n°70, juin 1998, pp. 85-104

ROSS Michael, *What do we know about natural resources and civil war*, Journal of Peace Research, vol. 41, n°3, 2004, pp. 337-356

Discographie

COLLECTIF, *Ishumar, musique touarègue de résistance*, Reaktion, 2008, CD

DESERT REBEL, *Desert Rebel volume 1*, Original Dub Master, 2006, CD

GROUP BOMBINO, *Guitars from Agadez volume 2*, Sublime Frequencies, 2007, CD

GROUP INERANE, *Guitars from Agadez volume 1*, Sublime Frequencies, 2007, CD

KOUDEDE, *Alam'i*, Taxila, 2005, CD

TAKRIST NAKAL, *Afrikya*, Association Cyray, 2004, CD

TARTIT, *Abacabok*, Crammed, 2006, CD

TERAKAFT, *Bismilla, the Bamako Sessions*, Tapsit, 2007, CD

TINARIWEN, *The Radio Tisdas Sessions*, 2001, CD

TINARIWEN, *Aman Iman*, Universal, 2007, CD

Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique

Résumé

Cette thèse a pour but de comprendre pourquoi et comment les rébellions touarègues du Niger se forment, se pérennisent et réapparaissent malgré une efficacité marginale dans l'accomplissement de leurs buts politiques. L'analyse des mobilisations est fondée sur une approche sociohistorique qui en montre les tendances longues et permet de resituer les facteurs de déclenchement des mouvements récents. On voit apparaître une porosité entre les temps de guerre et de paix qui permet au rebelle de conserver un statut et à la rébellion d'évoluer sous l'effet conjugué des influences extérieures et de la créativité politique de ses acteurs. Au-delà de la temporalité du conflit s'est développé un répertoire culturel qu'on peut définir comme une culture politique rebelle. On montre d'abord qu'il existe depuis les premières rencontres avec la France une histoire de résistance qui s'inscrit dans un cadre politique plus complexe que généralement décrit et installe durablement une représentation du combattant. On voit ensuite que ces processus se réalisent dans la rébellion des années 1990, qui a mobilisé des combattants aux parcours sociologiques divers favorisant l'émergence de son influence après les accords de paix. Enfin, la rébellion et les rebelles en tant qu'acteurs politiques se pérennisent dans une culture politique, qui est renforcée par la voix de la diaspora et enfin par le monde occidental, dans un jeu de miroir constant et éminemment productif. Ce travail privilégie une « approche par le bas » qui situe les rebelles au centre des analyses. Au-delà du cas nigérien, cette approche critique les analyses unidimensionnelles des conflits dominantes dans le monde académique et les institutions du développement.

Mots clés : mobilisations, combattants, culture politique, conflits, études africaines, Touaregs, Niger

The Tuareg Rebellions in Niger: Combatants, Mobilizations and Political Culture

Abstract

This work aims at understanding why and how Tuareg rebellions in Niger form, last and reappear although they have proven only marginally efficient at reaching their political goals. The analysis of the mobilizations is based on a sociohistorical approach, which shows their trends in the long-term and allows us to reconsider the start factors of the most recent movements. One can see a porosity appear between times of war and peace, which allows the Rebel to retain his status and lets the rebellion evolve under the influence of both outsiders and the political creativity of its actors. Beyond the conflict's timeframe, a cultural repertoire has developed, that might be defined as a political culture. I show first that since their first encounter with the French the Tuaregs have had a history of resistance included in a political frame much more complex than usually described. This history has also contributed to establish a representation of the combatant. Then one will see that those processes find a realization in the rebellion of the 1990's. By mobilizing combatants with very diverse backgrounds, this rebellion has built a sustainable influence after the peace agreements. Lastly, the rebellion and the rebels as political actors last as a political culture reinforced by the voices of the diaspora as well as the Western World, through a highly productive mirror effect. This work favors an approach "from below", putting the rebels at the center of the analysis. Beyond the case of Niger, this approach criticizes the one-dimensional analysis that dominates academic research as well as the institutions of economic development.

Keywords: mobilizations, combatants, political culture, conflicts, African studies, Tuaregs, Niger